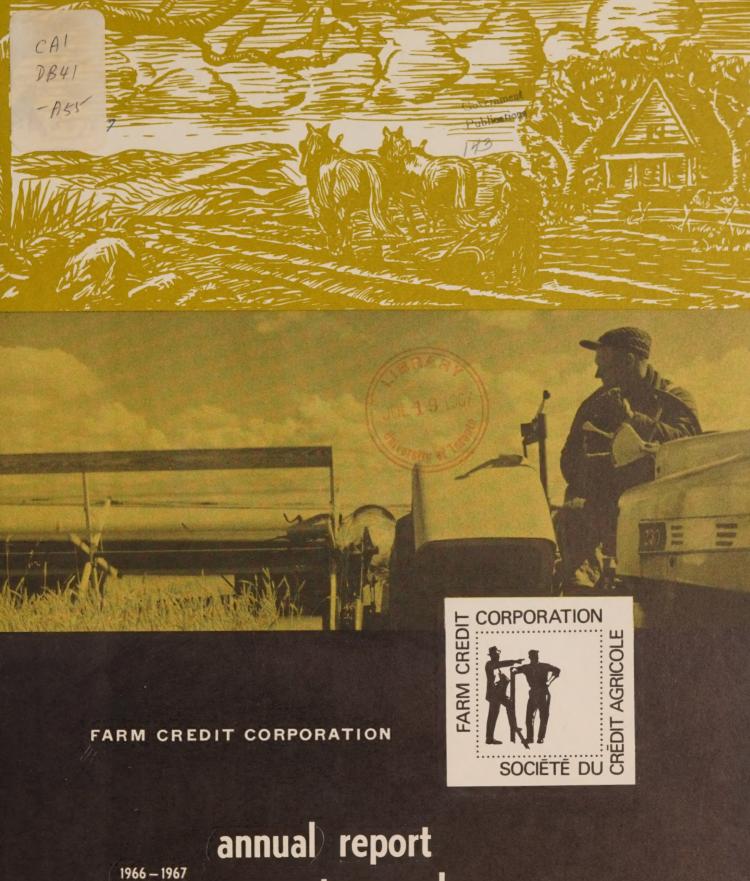




Government Publications Digitized by the Internet Archive in 2022 with funding from University of Toronto







rapport annuel

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE



CONT	ENTS
Highlights.	4
ntroduction.	
Operations under the Farm Credit Act.	. 7
Operations under the Farm Machinery Syndicates Credit Act	. 11
Administration	. 12
Financing	
Balance Sheet as at March 31, 1967	14-15
Statement of Income and Expense for Year Ended March 31, 1967.	
Auditor General's Report.	. 18
Statement by Provinces of Outstanding Mortgage Loan and	20 21
Agreements for Sale Accounts  Dutstanding Loans from the Minister of Finance	
oans Disbursed and Outstanding by Fiscal Years	
Statement by Provinces of Farm Loans Approved and Disbursed	
Organization Chart.	26-27
Members of the Corporation	
Executive Officers and Directors	
Members of the Advisory Committee	
Chairmen of Appeal Boards	
Branch, District and Field Offices.	30-31
Photographs	. 32
TABLE DES MATI	ÈRES
Sommaire	4
Sommaire	4
Sommaire. Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole.	4 5
Sommaire Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica	. 4 . 5 . 7 ts
Sommaire. Introduction Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles.	4 5 7 ts
Sommaire. Introduction Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles. Administration	4 5 7 ts 11
Sommaire. Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles. Administration. Financement. Bilan au 31 mars 1967.	4 . 5 7 ts . 11 . 12 . 12
Sommaire. Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles. Administration. Financement. Bilan au 31 mars 1967. Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1967.	4 5 7 ts 12 12 12 15
Sommaire Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles Administration Financement. Bilan au 31 mars 1967. Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1967. Rapport de l'Auditeur général.	4 . 5 7 ts . 11 . 12 . 12
Sommaire. Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles. Administration. Financement. Bilan au 31 mars 1967. Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1967. Rapport de l'Auditeur général. Relevé par province des prêts hypothécaires et des soldes à	4 5 7 ts 12 12 14 17 17 19
Sommaire. Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles. Administration. Financement. Bilan au 31 mars 1967. Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1967. Rapport de l'Auditeur général. Relevé par province des prêts hypothécaires et des soldes à percevoir d'après les contrats de vente.	4 5 7 ts 11 12 12 14 15 . 17 19 20 21
Sommaire. Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles. Administration. Financement. Bilan au 31 mars 1967. Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1967. Rapport de l'Auditeur général. Relevé par province des prêts hypothécaires et des soldes à percevoir d'après les contrats de vente. Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances.	4 5 7 ts 11 12 12 14 15 17 19 20 21 22
Sommaire. Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles. Administration. Financement. Bilan au 31 mars 1967. Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1967. Rapport de l'Auditeur général. Relevé par province des prêts hypothécaires et des soldes à percevoir d'après les contrats de vente. Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances. Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière.	4. 5 7 ts 11 12 14–15 . 17 19 20–21 22 . 23
Sommaire. Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles. Administration. Financement. Bilan au 31 mars 1967. Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1967. Rapport de l'Auditeur général. Relevé par province des prêts hypothécaires et des soldes à percevoir d'après les contrats de vente. Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances. Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière. Relevé par province des prêts agricoles approuvés et déboursés.	4. 5 7 ts 112 14–15 17 19 20–21 22 23 24–25
Sommaire. Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles. Administration. Financement. Bilan au 31 mars 1967. Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1967. Rapport de l'Auditeur général. Relevé par province des prêts hypothécaires et des soldes à percevoir d'après les contrats de vente. Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances. Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière. Relevé par province des prêts agricoles approuvés et déboursés. Organigramme.	4 5 7 ts 11 12 14 15 . 17 19 20 21 22 23 24 25 26 27
Sommaire. Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles. Administration. Financement. Bilan au 31 mars 1967. Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1967. Rapport de l'Auditeur général. Relevé par province des prêts hypothécaires et des soldes à percevoir d'après les contrats de vente. Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances. Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière. Relevé par province des prêts agricoles approuvés et déboursés. Organigramme. Membres de la Société.	4 5 7 ts 11 12 14 15 17 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28
Sommaire. Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles. Administration. Financement. Bilan au 31 mars 1967. Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1967. Rapport de l'Auditeur général. Relevé par province des prêts hypothécaires et des soldes à percevoir d'après les contrats de vente. Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances. Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière. Relevé par province des prêts agricoles approuvés et déboursés. Organigramme. Membres de la Société. Bureau de l'exécutif et directeurs.	4 5 7 7 ts 11 12 12 14 15 17 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 28
Sommaire. Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles. Administration. Financement. Bilan au 31 mars 1967. Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1967. Rapport de l'Auditeur général. Relevé par province des prêts hypothécaires et des soldes à percevoir d'après les contrats de vente. Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances. Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière. Relevé par province des prêts agricoles approuvés et déboursés. Organigramme. Membres de la Société. Bureau de l'exécutif et directeurs. Membres du Comité consultatif.	4 5 7 7 ts 11 12 12 14 15 17 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 29
Sommaire. Introduction. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndica de machines agricoles. Administration. Financement. Bilan au 31 mars 1967. Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1967. Rapport de l'Auditeur général. Relevé par province des prêts hypothécaires et des soldes à percevoir d'après les contrats de vente. Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances. Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière. Relevé par province des prêts agricoles approuvés et déboursés. Organigramme. Membres de la Société.	4

Government Publications

FARM CREDIT ACT
FARM CREDIT CORPORATION

annual report

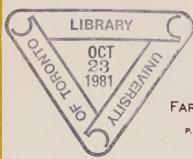


1966 — 1967

# rapport annuel

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE LOI SUR LE CRÉDIT ACCORDÉ AUX SYNDICATS DE MACHINES AGRICOLES





CANADA

FARM CREDIT CORPORATION
SIR JOHN CARLING BUILDING
P.O. BOX 4209, POSTAL STATION E
OTTAWA I

OFFICE OF THE CHAIRMAN

June 9, 1967.

The Honourable J. J. Greene, P.C., M.P., Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir:

I have the honour to submit the Eighth Annual Report of the Farm Credit Corporation and statement of accounts for the fiscal year ended March 31, 1967.

On behalf of the Members of the Corporation, I wish to express sincere appreciation to the staff of the Corporation for the effective manner in which they have fulfilled their responsibilities throughout the year.

Respectfully submitted,

Chairman.





CANADA

#### SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE ÉDIFICE SIR JOHN CARLING C.P. 4209, SUCCURSALE POSTALE E OTTAWA I

CABINET DU PRÉSIDENT

le 9 juin 1967

L'Honorable J. J. Greene, C.P., député, Ministre de l'Agriculture, OTTAWA, Ontario.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le huitième rapport annuel de la Société du crédit agricole et les états financiers pour l'année financière close le 31 mars 1967.

Au nom des membres de la Société, je désire exprimer ma sincère appréciation au personnel de la Société pour l'excellente façon avec laquelle il s'est acquitté de ses responsabilités pendant toute l'année.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression des mes sentiments dévoués.

Le président,

y Dwen

HIGH	HLIGHTS	<b>,</b>		SOMMAII	RE
		1966–196 <sup>-</sup> 7	1965–1966		
	NUMBER OF LOANS APPROVED	12,167	11,238	NOMBRE DE PRÊTS APPROUVÉS	
	AMOUNT OF LOANS APPROVED	\$247,947,500	\$208,984,900	MONTANT DES PRÊTS APPROUVÉS	
	AVERAGE AMOUNT OF LOAN	\$20,380	\$18,600	MOYENNE DES PRÊTS EN DOLLARS	
	NUMBER OF LOANS OUTSTANDING	58,258	52,932	NOMBRE DE PRÊTS AUX LIVRES	
	PRINCIPAL AMOUNT OUTSTANDING	\$748,532,844	\$586,356,486	SOMME DU CAPITAL PRÊTÉ	
					THE AL
	PERCENTAGE LOANS IN GOOD STANDING	94.0	93.2	POURCENTAGE DE REMBOURSEMENT SATISFAISANT	
				SATISFAISANI	

1966 - 1967

eighth annual report



rapport annuel

#### INTRODUCTION

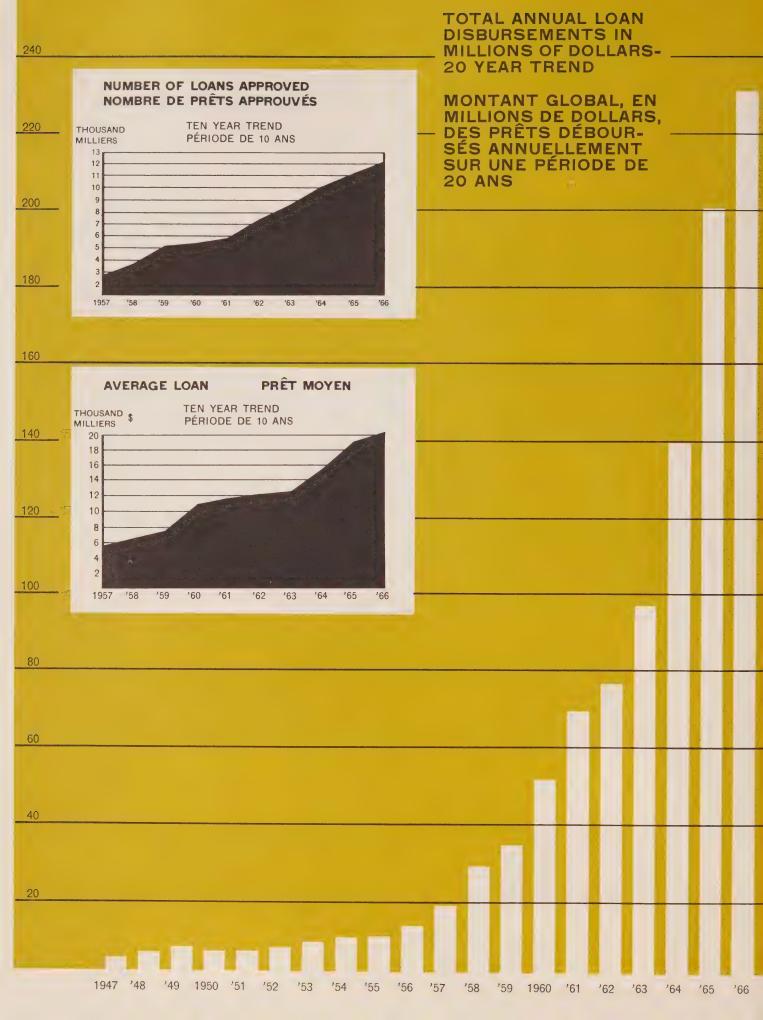
La Société du crédit agricole est une société de la Couronne, faisant rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture. Établie par la loi sur le crédit agricole de 1959 pour remplacer la Commission du prêt agricole canadien, elle a pour principal objet de consentir des prêts hypothécaires à long terme afin d'aider les cultivateurs canadiens à développer de façon rentable des exploitations agricoles familiales. Elle applique aussi la loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles promulguée en 1964, qui prévoit des prêts à des groupes ou 'syndicats' de cultivateurs réunis pour partager en commun l'achat et l'utilisation de la machinerie agricole.

L'année financière close le 31 mars 1967 a été marquée par une augmentation soutenue du nombre et, du montant des prêts agricoles approuvés. La demande croissante de crédit hypothécaire à long terme reflète les besoins accrus des cultivateurs en matière de capital au cours d'une période où des changements majeurs interviennent dans la structure physique et financière des fermes et également dans les techniques agricoles. Le tableau de la page 24 indique l'accroissement des prêts agricoles consentis par la Société au cours des cinq dernières années.

#### INTRODUCTION

The Farm Credit Corporation is a Crown agency, reporting to Parliament through the Minister of Agriculture. Established by the Farm Credit Act of 1959 to replace the Canadian Farm Loan Board, its primary function is to provide long-term mortgage credit to assist Canadian farmers to organize profitable family farm businesses. It also administers the Farm Machinery Syndicates Credit Act of 1964, providing loans to groups or "syndicates" of farmers organized to share in the purchase and use of farm machinery.

The fiscal year ended March 31, 1967 has been one of continuing growth in the number and amount of farm loans approved. The increasing demand for long-term mortgage credit reflects the higher capital needs of farmers during a period when major adjustments are taking place in the physical and financial structure of farms, and in farming techniques. The table on page 24 shows the growth of mortgage lending by the Corporation in the past five years.



### **OPERATIONS UNDER THE** FARM CREDIT ACT

#### Approvals and Disbursements

During the fiscal year the Corporation approved 12,167 mortgage loans in the amount of \$247,947,500 for an average of \$20,380 per loan, as compared to 11,238 loans made the previous year in the amount of \$208,984,900, which averaged \$18,600 per loan.

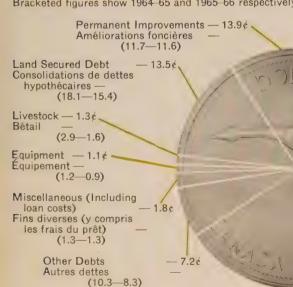
Of the total approvals, 11,427 were standard mortgages under Part II of the Farm Credit Act, 740 loans were approved for young farmers who took advantage of special provisions and supervisory services under Part III of the Act to become established in full-time viable farming businesses.

During the fiscal year 11,632 loans were disbursed for a total of \$234,447,269. At the end of March 1967, 1,094 loans for an amount of \$21,286,300 had been approved but were not yet disbursed. In the fiscal period, the number of loans outstanding from the Corporation increased by 10.1 per cent to 58,258 and the amount of principal by 27.6 per cent to \$748,532,844.

The \$247.9 million approved during the year included \$40.5 million outstanding on previous loans by the Corporation. The balance of \$207.4 million represents the amount of new funds approved during the fiscal year.

#### A DOLLAR OF NEW FUNDS LOAN PURPOSES 1966-1967

Bracketed figures show 1964-65 and 1965-66 respectively.



### ACTIVITÉ SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

#### Approbations et déboursements de prêts

Au cours de l'année financière, la Société a approuvé 12,167 prêts hypothécaires pour une somme de \$247,947,500 soit une moyenne de \$20,380 par prêt au regard de 11,238 prêts consentis l'année précédente pour une somme de \$208,984,900 et un prêt moyen de \$18,600.

Du total des prêts approuvés, 11,427 étaient des prêts hypothécaires ordinaires sous le régime de la Partie II de la Loi sur le crédit agricole. 740 prêts ont été approuvés pour de jeunes cultivateurs qui se sont prévalus des dispositions spéciales et des services de surveillance aux termes de la Partie III de la Loi afin de pouvoir s'établir à plein temps sur des exploitations agricoles rentables.

Au cours de l'année financière, 11,632 prêts totalisant \$234,447,269 ont été déboursés. A la fin de mars 1967. 1,094 prêts pour un total de \$21,286,300 avaient été approuvés mais se trouvaient encore en instance de déboursement. Durant l'exercice financier, le nombre de prêts inscrits aux livres de la Société a augmenté de 10.1 p. 100 à 58,258 et le montant du principal de 27.6 p. 100 à \$748,532,844.

Les \$247.900.000 approuvés pendant l'année comprenaient 40 millions et demi exigibles sur des prêts consentis antérieurement par la Société. Le solde de \$207,400,000 représente le montant de nouveaux fonds approuvés au cours de l'année financière.

Les nouveaux fonds empruntés ont continué à servir principalement à l'achat de terres alors que \$100,600,000 ont été approuvés pour aider les cultiva-

### UN DOLLAR DE NOUVEAUX FONDS **FINS DES PRÊTS 1966-1967**

Les chiffres entre parenthèses indiquent ceux de 1964-1965 et de 1965-1966 respectivement. New Units -- 12.7¢ Nouvelles unités -(14.6 - 14.9)Additional Land -- 48.5 ć Terres additionelles -(39.9 - 46.0)

The purchase of land continued as the major purpose for new funds borrowed, with \$100.6 million being approved to help farmers buy land to enlarge their existing farms and \$26.3 million to purchase new farm units. Loans for farm improvements amounted to \$28.8 million, of which \$7.8 million was for the construction of new dwellings, \$14.2 million for other buildings and \$5.4 million for other improvements to land such as drainage and land clearing.

#### Service to Farmers

In addition to credit, the Corporation provides other valuable services to Canadian farmers. Credit Advisors, the field officers for the Corporation, are trained in farm management and farm financing. Each applicant has the opportunity to discuss with the Credit Advisor his plans for the future organization, operation and financing of his farm business. In this way, both the borrower and the Corporation ensure, as far as possible, that the long-term credit available for each farm unit is invested to provide the greatest future advantage.

The Corporation also provides post-loan advisory services to those who borrow on the security of land and chattels under Part III of the Farm Credit Act, and to other borrowers who seek this service voluntarily. The objective of this service is to provide information and guidance which will aid the borrower to improve the operation and management of his farm business. An important feature is the assistance given in setting up farm records which are processed electronically. This service is designed to familiarize the farmer with the financial aspects of his business, to demonstrate those areas which are the most profitable, and to indicate desirable changes in farm operations.

Through its data processing unit, the Corporation now maintains comprehensive statistical information on the physical and financial structure of farm units at the time loans are made. In co-operation with the Economics Branch, Canada Department of Agriculture, the Corporation also operates an Electronic Farm Accounting Program which now serves about 2,200 farmers across Canada, and provides information on their post-loan progress. These two complementary programs will provide an increasing supply of information vital to future improvements in the Corporation's advisory and credit service to farmers.

teurs à acheter des terres afin d'agrandir leurs exploitations agricoles actuelles et \$26,300,000 ont été affectés à l'achat de nouvelles unités agricoles. Les prêts destinés aux améliorations foncières se sont chiffrés par \$28,800,000 et de cette somme, \$7,800,000 ont été affectés à la construction de nouvelles habitations, \$14,200,000 à de nouveaux bâtiments et \$5,400,000 à d'autres améliorations apportées aux sols, notamment le drainage et le défrichement des terres.

#### Services fournis aux cultivateurs

En plus du crédit, la Société fournit aussi d'autres précieux services aux cultivateurs canadiens. Les conseillers en crédit agricole, agents de campagne de la Société, reçoivent une formation en gestion et financement agricoles. Chaque requérant a la possibilité de discuter ses projets avec le conseiller en crédit agricole en ce qui a trait à l'organisation, l'opération et le financement futurs de son exploitation agricole. De cette façon, l'emprunteur de même que la Société s'assure dans la mesure du possible, que le crédit hypothécaire à long terme disponible pour chaque unité agricole est investi de manière à fournir les profits les plus avantageux dans l'avenir.

La Société fournit aussi un service de consultations postérieures aux prêts à ceux qui empruntent sur la garantie des terres et des biens meubles aux termes de la Partie III de la Loi sur le crédit agricole et aux autres emprunteurs qui veulent de plein gré se prévaloir de ce service. Le but de ces services est de fournir des renseignements et une assistance qui aideront l'emprunteur à améliorer les opérations et la gestion de son exploitation agricole. L'une des plus importantes caractéristiques est l'assistance dispensée pour l'établissement d'écritures comptables traitées par l'électronique. Ce programme est conçu de façon à familiariser le cultivateur avec les aspects financiers de son exploitation, à lui indiquer les facteurs qui sont les plus profitables et à lui souligner les changements désirables dans les opérations agricoles.

Grâce à son unité de traitements des données, la Société tient à jour des renseignements statistiques complets sur la structure physique et financière des unités agricoles au moment où les prêts sont consentis. En collaboration avec la Division de l'économie du ministère fédéral de l'Agriculture, la Société dirige aussi un programme de comptabilité électronique agricole qui dessert maintenant environ 2,200 cultiva-feurs à travers le Canada et qui fournit des renseignements sur les progrès réalisés après l'obtention des prêts. Ces deux programmes complémentaires fourniront une source croissante de données essentielles au perfectionnement futur des services de consultations et de crédit dispensés par la Société aux cultivateurs.

#### **Appraisals**

The Corporation's field staff of 224 Credit Advisors and 30 District Supervisors working from 127 field offices completed 13,331 appraisals during the year.

The upward pressure on land prices continued throughout the period. This, together with the larger scale of operation required to provide an adequate net income, increased the difficulties for those persons wishing to become established in farming who only had limited capital of their own to invest.

#### Life Insurance

All borrowers under Part III of the Act have life insurance for the amount of their loan under the Corporation's Group Life Insurance Plan. This protection is also available to borrowers under Part II on an optional basis and in 1966-67, 53 per cent of these borrowers elected to take this insurance.

#### Évaluations

Le personnel de campagne de la Société composé de 224 conseillers en crédit agricole et de 30 surveillants de districts répartis dans 127 bureaux de campagne a complété 13,331 évaluations pendant l'année.

La pression ascendante sur les prix des terres a continué à se manifester pendant toute l'année. Ce facteur accouplé à la nécessité de produire sur une plus grande échelle afin de fournir un revenu net satisfaisant a augmenté les difficultés des personnes désireuses de s'établir en agriculture et qui ne possédaient qu'un avoir personnel limité aux fins d'investissement.

#### Assurance-décès

Tous les emprunteurs aux termes de la Partie III de la Loi sont protégés par une assurance-décès pour le montant du prêt en vertu du programme collectif d'assurance-décès de la Société. Ce service est aussi offert aux emprunteurs sous le régime de la Partie II sur une base facultative et en 1966-67, 53 p. 100 de ces emprunteurs ont décidé de souscrire à cette assurance.

# PERCENTAGE DISTRIBUTION OF BORROWERS BY AGE RÉPARTITION EN POURCENTAGE DES EMPRUNTEURS SELON L'ÂGE

Age Groups	Farmer	Farmers Borrowing Under the Farm Credit Act						
Groupe d'âge		Emprunteurs sous le régime de la loi sur le crédit agricole						
	1964–65	1965–66	1966–67	187 E	1961			
21–24	5.6	6.6	7.2		2.6			
25–34	24.8	26.8	26.5	T	14.2			
35–44	36.7	36.5	36.4	J	24.7			
45–54	23.5	21.5	21.3		26.6			
55–59	5.6	5.6	5.4		11.4			
60,+	3.8	3.0	3.2		20.5			

At the end of the fiscal year, 94.0 per cent of all mortgage accounts were in good standing compared with 93.2 per cent a year earlier.

A total of \$72,270,911 principal was repaid during the year including \$58,555,410 not yet due. Of the amount paid but not due, about \$39 million was paid by new loans made by the Corporation to current borrowers or to farmers purchasing properties already mortgaged to the Corporation.

Interest due during the year amounted to \$30,511,937 of which \$29,066,253 or 95.3 per cent was paid.

6,292 loans were retired in full in 1966-67 including 4,242 repaid by new loans made by the Corporation. At March 31, 1967, 236 borrowers were repaying under the Corporation's Crop Share Agreement Plan applicable to the spring wheat area of Western Canada. A year earlier there were 281 borrowers repaying under this plan.

#### Real Property and Losses on Loans

At April 1, 1966, the Corporation had 10 farm properties on hand. During the year 14 additional properties were acquired and 11 were sold. The Corporation held title to 13 properties at the end of the year with an inventory value of \$67,176, of which one was leased with the option to purchase. As of March 31, 1967, the Corporation also held 50 Agreements for Sale for the total value of \$142,895.

The net losses on loans, including write-downs in the inventory value of properties on hand, amounted to \$42,239 compared with \$32,998 in 1965-66.

A la fin de l'année financière, 94.0 p. 100 de tous les comptes hypothécaires étaient maintenus à jour au regard de 93.2 p. 100 pour l'année financière précédente.

Pendant l'année, \$72,270,911 de capital ont été remboursés dont \$58,555,410 par anticipation de paiement. Du montant remboursé mais non échu, environ \$39 millions ont été remboursés par de nouveaux prêts consentis par la Société soit à des emprunteurs actuels ou à des cultivateurs qui ont acheté des propriétés déjà hypothéquées par la Société.

L'intérêt échu au cours de l'année s'est élevé à \$30,511,937 et de cette somme \$29,066,253 ou 95.3 p. 100 ont été payés.

6,292 prêts ont été remboursés entièrement en 1966-1967 y compris 4,242 prêts remboursés par de nouveaux prêts de la Société.

Au 31 mars 1967, 236 emprunteurs effectuaient leurs versements d'après le mode de métayage de la Société applicable dans la région de production du blé de printemps de l'Ouest canadien. L'année précédente, 281 emprunteurs avaient remboursé leurs emprunts en recourant à ce mode de paiement.

#### Biens immobiliers et pertes sur les prêts

Au 1er avril 1966, la Société avait en main 10 propriétés agricoles. Pendant l'année, 14 autres propriétés ont été acquises et 11 ont été vendues. A la fin de l'année, la Société détenait 13 propriétés dont la valeur aux livres était de \$67,176 et de ce nombre, une a été louée à bail avec faculté d'achat. Au 31 mars 1967, la Société détenait également 50 contrats de vente d'une valeur globale de \$142,895.

Les pertes nettes sur les prêts y compris les réductions dans la valeur d'inventaire des propriétés en main se sont chiffrées par \$42,239 au regard de \$32,998 en 1965-1966.

### OPERATIONS UNDER THE FARM MACHINERY SYNDICATES CREDIT ACT

The Corporation began making loans under the Farm Machinery Syndicates Credit Act in January 1965. This program provides a simple method for three or more farmers to join together in the co-operative purchase and use of farm machinery. The Corporation may lend to syndicates up to 80 per cent of the cost of machinery being purchased, to a maximum of \$15,000 per member, but not exceeding \$100,000 per syndicate.

Since inception, a total of 262 loans have been approved for 217 syndicates with 843 members. Loans

## ACTIVITÉ SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT ACCORDÉ AUX SYNDICATS DE MACHINES AGRICOLES

La Société a commencé à consentir des prêts sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles en janvier 1965. Ce programme prévoit une méthode peu compliquée pour trois cultivateurs ou plus désireux de se grouper pour l'achat et l'utilisation en commun de machinerie agricole. La Société peut prêter à des syndicats jusqu'à 80 p. 100 du coût de la machinerie à acheter et jusqu'au maximum de \$15,000 par membre, ou de \$100,000 par syndicat.

# SYNDICATE LOANS APPROVED JANUARY 1, 1965 TO MARCH 31, 1967 APPROBATIONS DE PRÊTS AUX SYNDICATS DU 1er JANVIER 1965 AU 31 MARS 1967

Branch	196 (3 m Année t 1964	al Year 64–65 onths) Financière 1965 nois)	Année i	al Year 65–66 Financière 5–1966	196 Année t	al Year 66–67 Financière 5–1967	м, т	otal .	Succursale
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
		\$		\$		\$		\$	
B.C.	1	8,000	3	33,200	4	11,770	8	52,970	CB.
Alta.	10	172,654	49	357,024	35	298,974	94	828,652	Alb.
Sask.	7	22,150	21	97,339	12 🕟	56,885	40	176,374	Sask.
Man.	1	1,060	15	61,880	19	72,383	35	135,323	Man.
Ont.	2	10,540	12	77,956	28	258,370	42	346,866	Ont.
Que.	. 4 1	1,000	· 13	128,850	26	283,750	40	413,600	Qué.
Atlan.	With the Book	New Jan	400 p. 4130	17,240	2	17,000	3	34,240	Atlan.
TOTAL	22	215,404	114	773,489	126	999,132	262	1,988,025	· TOTAL

# MACHINES PURCHASED WITH SYNDICATE LOANS JANUARY 1, 1965 TO MARCH 31, 1967 MACHINES ACHETÉES AVEC LES PRÊTS ACCORDÉS AUX SYNDICATS DU 1ºº JANVIER 1965 AU 31 MARS 1967

Type Genre	B.C. CB.	Alta. Alb.	Sask. Sask.	Man. Man.	Ont.	Que. Qué.	Atlan. Atlan.	Total Total
Tractors Tracteurs	8	. 60	14	8	18	8	3	119
Grain Harvesting Equipment Récoltes des céréales	4	52	13	10	17	11	1 1	108
Tillage and Land Equipment Préparation des sols	11	98	27	12	.i. 39	11 ,	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	198
Forage Equipment Récoltes des fourrages	1	29	11	9	74	22		146
Specialized and Misc. Equipment Machines spéciales et diverses	4	60	16	33 -	87	89	7	296
TOTAL	28	299	81	72	235	141	11	867

have ranged from \$700 up to \$45,000, with an average of \$7,800. A number of syndicates have returned for additional loans to purchase more equipment.

Each syndicate is required to enter into a written agreement acceptable to all members, covering such matters as the sharing of capital and maintenance costs, the order of machinery use by members, and repair and storage arrangements. The Corporation's Credit Advisors assist syndicate members in setting up these agreements which are intended to avoid future difficulties.

Many syndicates formed to date include farmers who have not previously owned or operated machinery on a co-operative basis. It is significant that the wide variety of machinery they have purchased includes many items such as grain and forage handling equipment where timeliness of operation is a vital factor. This would indicate that advantages usually associated with independent ownership and use are being outweighed by lower overhead costs per farm, better machines for the job and more efficient use of labour.

Depuis l'entrée en vigueur de cette loi, 262 prêts ont été consentis à 217 syndicats comptant 843 membres. Les prêts s'échelonnaient à partir de \$700 jusqu'à \$45,000 avec une moyenne de \$7,800. Un certain nombre de syndicats ont présenté des demandes de prêts additionnels afin d'acheter plus d'équipement.

Chaque syndicat est tenu de signer une convention écrite acceptable à tous les membres et qui vise des sujets comme le partage du capital et les frais d'entretien, l'ordre d'utilisation de la machinerie par les membres et les arrangements relatifs aux réparations et à l'entreposage. Les conseillers en crédit agricole de la Société aident les membres à élaborer ces conventions qui ont pour but d'éviter des difficultés dans l'avenir.

Nombre de syndicats formés jusqu'à maintenant comprenaient des cultivateurs qui n'avaient jamais auparavant possédé ou utilisé de la machinerie sur une base coopérative. Il est significatif que la vaste gamme de machinerie qu'ils ont achetée comprend nombre d'articles, notamment l'équipement de manutention des céréales et du fourrage où l'opportunité des travaux se révèle un facteur essentiel. Ceci semblerait indiquer que les avantages généralement associés avec la possession et l'utilisation individuelles sont plus que contrebalancés par des frais généraux moins élevés par exploitation, des machines plus perfectionnées pour exécuter le travail et un emploi plus efficace de la main-d'oeuvre.

#### **ADMINISTRATION**

During the year the Corporation's staff of field officers was increased from 224 to 254 and the total staff from 571 to 620. Plans were made to increase the number of field officers to 291.

Towards the end of the fiscal year, the Corporation moved to new headquarters in the Sir John Carling Building, 930 Carling Avenue, Ottawa.

#### **ADMINISTRATION**

Au cours de l'année, le personnel d'agents de campagne de la Société est passé de 224 à 254 et l'ensemble du personnel de 571 à 620. On prévoyait de porter le nombre des agents de campagne à 291.

Vers la fin de l'année financière, la Société a déménagé à son nouveau quartier général dans l'édifice Sir John Carling, 930 avenue Carling, Ottawa.

#### FINANCING

#### Farm Credit Act

To finance its lending program during 1966-67, the Corporation borrowed \$182 million from the Minister of Finance at an average interest rate of 5.89 per cent, bringing the total principal indebtedness on borrowings to \$722 million as of March 31, 1967. The average interest rate on the Corporation's borrowings is 5.085 per cent.

#### FINANCEMENT

#### Loi sur le crédit agricole

Pour financer son programme de crédit pendant 1966-1967, la Société a emprunté 182 millions du ministre des Finances à un taux d'intérêt moyen de 5.89 p. 100 ce qui porte le total de la dette de capital sur les emprunts à 722 millions au 31 mars 1967. Le taux moyen d'intérêt sur les emprunts de la Société est de 5.085 p. 100.

#### **Operating Loss**

The spread between the cost of funds to the Corporation and its lending rate to farmers continues to narrow, resulting in increasing operating losses. While administrative costs during the year were 13.3 per cent of interest income as compared with 13.1 per cent for the previous year, interest costs rose from 90.87 per cent of interest income in 1965-66 to 94.25 per cent in 1966-67.

The operating loss of \$2,578,741 for 1966-67 has been recovered through a parliamentary vote in the final supplementary estimates of the Canada Department of Agriculture.

#### Reserve

After deducting the year's net loss on loans to farmers of \$42,239 the Corporation's Reserve at the close of the year was \$1,569,290 or 0.204 per cent of its outstanding investment in farm mortgages.

#### Farm Machinery Syndicates Credit Act

Outstanding advances by the Minister of Finance for the purposes of making loans under the Act totalled \$1,597,000 as of March 31, 1967.

Cost of operations for the year exceeded income by \$5,009.

#### AUDIT

The accounts and financial transactions of the Corporation are audited by the Auditor General of Canada. Included in this Report are:

Balance Sheet showing the Assets, Liabilities, Capital and Reserves of the Corporation as at March 31, 1967, with comparative figures as at March 31, 1966;

Statement of Income and Expense for the year ended March 31, 1967, with comparative figures for the year ended March 31, 1966;

Report of the Auditor General on his audit of the accounts and financial statements of the Corporation.

#### Pertes d'exploitation

L'écart entre le coût des fonds pour la Société et le taux d'intérêt qu'elle exige des cultivateurs continue de s'amenuiser et contribue de ce fait à une augmentation des pertes d'exploitation. Bien que les frais d'administration pour l'année se soient élevés à 13.3 p. 100 du revenu dérivé de l'intérêt à comparer à 13.1 p. 100 pour l'année précédente; les coûts d'intérêt ont passé de 90.87 p. 100 du revenu de l'intérêt en 1965-1966 à 94.25 p. 100 en 1966-1967.

La Société a récupéré la perte d'exploitation de \$2,578,741 subie en 1966-1967 par un crédit de la Chambre lors de la présentation du budget supplémentaire des dépenses du ministère de l'Agriculture.

#### Réserve

Après l'imputation de la perte nette de \$42,239 sur les prêts consentis aux cultivateurs, la réserve de la Société à la fin de l'année financière était de \$1,569,290, soit 0.204 p. 100 des affectations à recouvrer à titre de prêts agricoles hypothécaires.

# Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles

Les avances consenties par le ministre des Finances aux fins d'effectuer des prêts aux termes de la Loi totalisaient \$1,597,000 au 31 mars 1967.

Le coût des opérations pour l'année a surpassé le revenu par une somme de \$5,009.

## VÉRIFICATION

Les comptes et les opérations financières de la Société sont vérifiés par l'auditeur général du Canada et ce rapport comprend:

Bilan indiquant l'actif, le passif, le capital et les réserves de la Société au 31 mars 1967, avec chiffres comparatifs au 31 mars 1966;

Relevé des recettes et des dépenses pour l'année close le 31 mars 1967 avec chiffres comparatifs pour l'année close le 31 mars 1966;

Rapport de l'auditeur général à la suite de l'examen fait par lui des livres de la Société.

## FARM CREDIT CORPORATION (Established by the Farm Credit Act)

Balance Sheet as at March 31, 1967 (with comparative figures as at March 31, 1966)

#### ASSETS - ACTIF

	1967	1966
Cash	\$ 2,119,302	\$ 2,266,362Encaisses
Due from Government of Canada in respect of:		A recouvrer du gouvernement du Canada pour:
Operating loss for the year\$2,578,741		Combler la perte d'exploitation de 1,029,998l'année financière
Operations under the Farm Machinery Syndicates Credit Act		Opérations sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndicats de 75.000machines agricoles
	2,578,741	1,104,998
Accounts receivable	20,064	39,362Comptes à recevoir
Loans to farmers, secured by first mortgages	770,554,169	Prêts aux cultivateurs, en première 603,081,042hypothèque
Loans to farm machinery syndicates	1,632,406	902,219Prêts aux syndicats de machines agricoles
Agreements for sale	142,895	92,181Contrats de vente
Real estate held for sale	67,176	31,747Biens-fonds détenus pour fins de vente
Capital assets, at cost: Automobiles 27,351		Actif immobilisé, au prix coûtant: 25,447Automobiles
Office furniture and equipment 444,850		381,719Ameublement et fournitures de bureau
472,201		407,166
Less: Accumulated depreciation 294,685		268,037Moins: Amortissement
	177,516	139.129
	\$777,292,269	\$607,657,040
		le contrôleur
Certified correct: Certifié exact:		R. McIntosh
		Comptroller
Approved : Approuvé :		le président G. Owen
Approuve:		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
		Chairman

## SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE (Créée en vertu de la Loi sur le crédit agricole)

Bilan au 31 mars 1967 (avec chiffres comparatifs au 31 mars 1966)

#### LIABILITIES - PASSIF

	1967	1966
Accounts payable	\$ 266,814	\$ 33,843Comptes à payer
Interest accrued on Government of Canada loans	18,735,155	Intérêt couru sur les emprunts consentis 15,618,019par le gouvernement du Canada
Instalment prepayments, fire insurance recoveries, unearned appraisal fees and other deposits	4,209,617	Versements anticipés, obtentions d'assu- rances-feu, honoraires d'évaluations en 1,951,301dépôt, autres dépôts
Government of Canada loans in respect of:		Prêts consentis par le gouvernement du Canada:
Farm Credit Act		564,728,542Loi sur le crédit agricole Loi sur le crédit accordé aux syndicats
Credit Act		864,500de machines agricoles 75,000Fonds de roulement
	723,592,096	565,668,042
Capital:		Capital:
Government of Canada — Capital paid in under the Farm Credit Act	28,900,000	Versé par le gouvernement du Canada 22,750,000en vertu de la Loi sur le crédit agricole
Reserve for losses — Farm Credit Act: Balance at beginning of year 1,611,529		Réserves pour pertes — Loi sur le crédit agricole: 1,644,527Solde au début de l'année
Deduct: Net loss on loans to farmers		Moins: Perte nette sur les prêts 32.998aux cultivateurs
Balance at end of year	1,569,290	1,611,529Solde à la fin de l'année
Retained earnings from operations under the Farm Machinery Syndicates Credit Act:		Gains retenus des opérations effectuées sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles:
Balance at beginning of year 24,306		511Solde au début de l'année
Deduct: Net operating loss for year	alling bours	Moins: Perte nette d'exploitation (23,795)pour l'année
Balance at end of year	19,297	24.306Solde à la fin de l'année
	30,488,587	24,385,835
	\$777,292,269	\$607,657,040

I have examined the above Balance Sheet and the related Statement of Income and Expense and have reported thereon under date of June 1, 1967, to the Minister of Agriculture.

Le bilan actuel et les relevés des recettes et des dépenses ont été examinés et ont fait l'objet de mon rapport du 1er juin, 1967, adressé au ministre de l'Agriculture.

L'auditeur général du Canada
A. M. Henderson
Auditor General of Canada

#### FARM CREDIT CORPORATION

Statement of Income and Expense for the year ended March 31, 1967 (with comparative figures for the year ended March 31, 1966)

#### OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT

	1967	1966
Income		
Interest earned	\$34,159,548	\$25,889,698
Deduct: Interest on loans from the Government of Canada	32,193,853	23,525,346
	1,965,695	2,364,352
Appraisal, legal and supervision fees	1,143,941	1,103,380
	3,109,636	3,467,732
Expense		
Salaries (including \$69,086 for executive officers)\$4,167,223		3,284,714
Employee benefits		220,693
Travel		434,454
Office accommodation 304,561		251,183
Printing, stationery and office supplies		99,062
Rental and maintenance of office equipment 72,547		53,234
Telephone		48,865
Postage and express		51,794
Professional services		18,490
Advertising. 15,315		12,373
Appeal Boards — fees and expenses		24,601
Advisory Committee meetings		808
Depreciation of automobiles and office equipment		36,597
Miscellaneous		27,009
Less: Portion allocated to operations under the Farm Machinery		4,563,877
Syndicates Credit Act		66,147
	5,688,377	4,497,730
Net operating loss, provided for by Department of Agriculture Vote 90g	\$ 2,578,741	\$ 1,029,998

### OPERATIONS UNDER THE FARM MACHINERY SYNDICATES CREDIT ACT

	1967	1966
Income		
Interest earned\$	76,423	\$ 36,250
Deduct: Interest on loans from the Government of Canada	63,877	 30,206
	12,546	6,044
Amount appropriated by Parliament for carrying out the purposes of this Act	_	75,000
Service charges	9.041	 8,898
	21,587	89,942
Portion of Corporation expenses allocated to operations under this Act.	26,596	 66,147
Net operating loss charged to retained earnings\$	5,009	\$ (23,795)

## SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1967 (avec chiffres comparatifs, année terminée le 31 mars, 1966)

# OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

	1967	1966
Recettes		
Intérêts acquis\$34	,159,548	\$25,889,698
A déduire: Intérêts sur les prêts consentis par le gouvernement du Canada	2,193,853	23,525,346
1	,965,695	2,364,352
Honoraires d'évaluation, de vacations et de surveillance1	,143,941	1,103,380
3	3,109,636	3,467,732
Dépenses		
Traitements (y compris \$69,086 pour les agents exécutifs)\$4,167,223		3,284,714
Bénéfices aux employés		220,693
Frais de voyage		434,454
Loyers et entretien de bureaux		<b>251</b> , 183
Impressions, papeterie et fournitures de bureau		99,062
Location et entretien du matériel de bureau		53,234
Téléphones		48,865
Affranchissement et messageries		51,794
Services professionnels		18,490
Publicité		12,373
Honoraires et dépenses des commissions d'appel		24,601
Réunions du Comité consultatif		808
Dépréciation d'automobiles, d'ameublement et de fournitures de bureau 46,424		36,597
Divers		27,009
5,714,973		4,563,877
Moins: Montant affecté aux opérations sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles		66,147
	5,688,377	4,497,730
Perte nette d'exploitation comblée par un crédit budgétaire du ministère de l'Agriculture, crédit 90g\$ 2	2,578,741	\$ 1,029,998

# OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT ACCORDÉ AUX SYNDICATS DE MACHINES AGRICOLES

	1967	1966
Recettes		
Intérêts acquis\$	76,423	\$ 36,250
A déduire: Intérêts sur les prêts consentis par le gouvernement du Canada	63,877	 30,206
	12,546	6,044
Somme votée par le Parlement pour l'exécution des fins de cette Loi		<b>7</b> 5,000
Frais de service	9,041	 8,898
	21,587	89,942
Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi	26,596	 66,147
Perte nette d'exploitation portée au compte des gains retenus\$	5,009	\$ (23,795)



#### AUDITOR GENERAL OF CANADA

Ottawa, June 1, 1967.

The Honourable J. J. Greene, Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir

I have examined the accounts and financial statements of the Farm Credit Corporation for the year ended March 31, 1967.

Section 15 of the Farm Credit Act requires the Corporation to establish a Reserve out of which may be paid ''any losses sustained by the Corporation in the conduct of its business''. The section further provides that the Corporation shall credit its net earnings each year to this Reserve until the amount of the Reserve equals the capital of the Corporation. At March 31, 1967 the capital of the Corporation amounted to \$28,900,000 while the Reserve amounted to \$1,569,290, having been reduced by \$42,239 due to losses on loans written off during the year.

As previously pointed out, the statutory lending rate of 5% on loans to farmers has not provided sufficient income to cover the interest paid on borrowings from the Government of Canada and administrative expenses applicable to loans made at this rate. The annual excess of expense over income is now being met each year by Parliamentary appropriation. The operating loss of \$2,578,741 for the year ended March 31, 1967, compared with a loss of \$1,029,998 for the previous year, has been recovered from Department of Agriculture Vote 90g.

While continuation of the policy of providing a Parliamentary appropriation to cover the annual operating loss of the Corporation will prevent further depletion of the Reserve by such losses, no provision has been made for the building up of the Reserve to an amount equivalent to the capital of the Corporation as is contemplated by the Farm Credit Act.

In compliance with the requirements of section 87 of the Financial Administration Act I now report that, in my opinion, subject to the foregoing:  $\cdot$ 

- (a) proper books of account have been kept by the Corporation;
- (b) the financial statements of the Corporation
  - were prepared on a basis consistent with that of the preceding year and are in agreement with the books of account,
  - (ii) in the case of the balance sheet, give a true and fair view of the state of the Corporation's affairs as at the end of the financial year, and
  - (iii) in the case of the statement of income and expense, give a true and fair view of the income and expense of the Corporation for the financial year; and
- (c) the transactions of the Corporation that have come under my notice have been within the powers of the Corporation under the Financial Administration Act and any other Act applicable to the Corporation.

Yours faithfully,

A. M. Henderson Auditor General of Canada.



#### AUDITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

Ottawa, le ler juin 1967

L'honorable J. J. Greene,
Ministre de l'Agriculture,
Ottawa

Monsieur le Ministre.

J'ai examiné les comptes et les états financiers de la Société du crédit agricole pour l'année terminée le 31 mars 1967.

L'article 15 de la Loi sur le crédit agricole exige que la Société établisse une réserve sur laquelle on peut acquitter ''toute perte subie par la Société dans la conduite de ses affaires''. L'article stipule en plus que la Société doit, à la fin de chaque année, porter à cette réserve ses bénéfices nets jusqu'à ce que le montant de la réserve égale le montant du capital de la Société. Au 31 mars 1967, le capital de la Société s'élevait à \$28,900,000 tandis que le solde de la réserve s'élevait à \$1,569,290 et accusait une diminution de \$42,239 en raison des pertes annulées sur les prêts au cours de l'année terminée.

Comme il a été signalé précédemment, le taux statutaire de 5 p. 100 applicable aux prêts consentis aux cultivateurs n'a pas fourni suffisamment de recettes pour couvrir les intérêts versés sur les sommes empruntées du gouvernement du Canada et les dépenses administratives des prêts consentis à ce taux. L'excédent annuel des dépenses sur les recettes est maintenant comblé chaque année par un crédit budgétaire du Parlement. La perte d'exploitation de \$2,578,741 pour l'année terminée le 31 mars 1967, au regard d'une perte de \$1,029,998 pour l'année précédente, a été comblée par le ministère de l'Agriculture, crédit 90g.

Bien que le maintien de la mesure prévoyant un crédit budgétaire du Parlement pour combler la perte annuelle d'exploitation de la Société empêchera toute nouvelle diminution de la réserve par de telles pertes, elle ne prévoit aucune disposition pour le rétablissement de cette réserve à une somme égale au capital de la Société, tel que prévu par la Loi sur le crédit agricole.

Conformément à l'article 87 de la Loi sur l'administration financière, je déclare qu'à mon avis, compte tenu de ce qui précède:

- (a) la Société a tenu une comptabilité régulière
- (b) les états financiers de la Société
  - (i) ont été établis d'une manière conforme à celle de l'année précédente et sont conformes aux livres de la comptabilité
  - (ii) en ce qui concerne le bilan, il représente de façon exacte et juste la situation de la Société à la fin de l'exercice financier, et
  - (iii) pour ce qui est de l'état des recettes et des dépenses, il présente de façon exacte et juste, les recettes et les dépenses de la Société pour l'exercice financier; et
- (c) les opérations de la Société qui ont été portées à ma connaissance entrent dans les attributions de la Société en vertu de la Loi sur l'administration financière et de toute autre loi applicable à la Société.

Votre fidèle serviteur,

L'auditeur général du Canada, A. M. Henderson

# STATEMENT BY PROVINCES OF OUTSTANDING MORTGAGE LOAN ACCOUNTS AS AT MARCH 31, 1967

	_	Principal	
	Number Nombre	Due Not Due Échus Asia Section Non échu	Total
		\$	\$
British Columbia	2,399	148,361 42,389,752	42,538,113
Alberta	13,405	602,800 190,336,830	190,939,630
Saskatchewan	16,650	159,184 198,218,373	198,377,557
Manitoba	4,705	46,289 56,437,774	56,484,063
Ontario	13,122	297,984 171,332,445	171,630,429
Quebec	5,456	81,844 70,352,790	70,434,634
New Brunswick	806	23,933 6,955,245	6,979,178
Nova Scotia	444	20,230 3,815,374	3,835,604
Prince Edward Island	1,253	24,559 6,969,130	6,993,689
Newfoundland State of the Newfoundland	18	29 319,918	319,947
NATIONAL AND AND TO	58,258	1,405,213 747,127,631	748,532,844

# STATEMENT BY PROVINCES OF OUTSTANDING AGREEMENTS FOR SALE ACCOUNTS AS AT MARCH 31, 1967

			Principal	
	Number Nombre	Due Échu	Not Due Non échu	Total
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba	1 1 2 2 2 2 2 2 2 2 2 3 3 4 4 5 4 5 4 5 4 5 4 5 5 4 5 5 5 5 5	\$ 569 1	\$ 10,510 3,766 838	\$ 10,510 4,335 839
Ontario Quebec New Brunswick	6 19 18	182 564 12	34,575 45,079 42,267	34,757 45,643 42,279
Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	2	247 ·	1,260	1,507
NATIONAL "	50	1,575	138,295	139,870

Investment in quality as well as quantity of production can pay dividends.

Une mise de fonds tenant compte à la fois de la qualité et de la quantité peut rapporter des profits.



### RELEVÉ PAR PROVINCE, DES PRÊTS HYPOTHÉCAIRES, COMPTES ARRÊTÉS LE 31 MARS 1967

Interest – Intérêt			Other Charges		
Due Échu	Not Due Non échu	Total	Autres frais	TOTAL	
\$	\$	\$	\$	\$	
165,108	881,656	1,046,764	9,934	43,594,811	Colombie-Britannique
719,995	6,159,736	6,879,731	41,112	197,860,473	Alberta
128,214	6,383,818	6,512,032	11,517	204,901,106	Saskatchewan
42,328	1,479,262	1,521,590	2,303	58,007,956	Manitoba
307,740	3,849,105	4,156,845	16,032	175,803,306	Ontario
51,062	1,348,807	1,399,869	16,886	71,851,389	Québec
7,523	150,379	157,902	749	7,137,829	Nouveau-Brunswick
7,001	72,913	79,914	372	3,915,890	Nouvelle-Ecosse
16,708	145,004	161,712	1,244	7,156,645	Île-du-Prince-Édouard
5	4,812	4,817		324,764	Terre-Neuve
1,445,684	20,475,492	21,921,176	100,149	770,554,169	TOTAL

### RÉPARTITION PAR PROVINCE, AU 31 MARS 1967, DES SOLDES À PERCEVOIR D'APRÈS LES CONTRATS DE VENTE

I	nterest – Intérêt				
Due Échu	Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	TOTAL	
\$	\$	\$	\$	\$	
	174	174		10,684	Colombie-Britannique
176	35	211		4,546	Alberta
	5	5		844	Saskatchewan
					Manitoba
166	588	<b>7</b> 54	<del></del>	35,511	Ontario
124	899	1,023	8	46,674	Québec
1	796	797	<del>_</del>	43,076	Nouveau-Brunswick
·			AMPLIAN PARK		Nouvelle-Écosse
3	42	45	8	1,560	Île-du-Prince-Édouard
_	_				Terre-Neuve
470	2,539	3,009	16	142,895	TOTAL



# FROM THE MINISTER OF FINANCE **AS AT MARCH 31, 1967**

### STATEMENT OF OUTSTANDING LOANS RELEVÉ DES PRÊTS À REMBOURSER AU MINISTRE DES FINANCES AU 31 MARS, 1967

#### FARM CREDIT ACT

## LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

Year Drawn	Amount Outstanding	Interest Rate	Year Drawn	Amount Outstanding	Interest Rate
Emprunté en	Montant impayé	Taux d'intérêt	Emprunté en	Montant impayé	Taux d'intérêt
1945–1946 to – à	\$	%		\$	%
1951–1952 1952–1953	15,000,000 1,600,000	3 3.75	1961–1962	17,747,784 17,925,761	5 4.5
1953–1954 1954–1955	6,200,000 1,900,000	3.75 3.25	1962–1963	19,362,528 8,670,386 16,808,519	4.5 5.5 4.75
1955–1956	2,500,000 2,200,000	3.125 3.25	1963–1964	30,611,470 29,977,250	4.375 4.75
1956–1957	3,500,000 3,494,039 3,729,432	3.375 3.5 4	1964–1965	74,859,192 33,580,951	5.375 5.25
1957–1958	5,470,335 5,035,923	4.125 4.375	1965–1966	80,500,000 43,000,000	5.25 5.375
1958–1959	8,103,464 2,721,356 9,266,656	4 4.25 4.5	1966–1967	37,500,000 34,000,000 58,000,000	5.625 5.75 5.875
1959–1960	11,576,023 13,732,494	5 5.75		55,500,000 34,500,000	6 5.875
1960–1961	11,315,922 22,105,611	5.75 5	TOTAL	\$721,995,096	

# FARM MACHINERY SYNDICATES CREDIT ACT

### LOI SUR LE CRÉDIT ACCORDÉ AUX SYNDICATS DE MACHINES AGRICOLES

Year Drawn	Amount Outstanding	Interest Rate
Emprunté en	Montant impayé	Taux d'intérêt
	\$	%
1964-1965	38,500	5
1965–1966	351,000	4.875
1966–1967	382,500 550,000 275,000	5.125 5.625 5.75
TOTAL	\$1,597,000	

# STATEMENT OF LOANS DISBURSED AND OUTSTANDING BY FISCAL YEARS TO DÉBOURSÉS ET À RECOUVRER PAR MARCH 31, 1967

# ANNÉE FINANCIÈRE

Fiscal Year	Loans Disbursed			lative Total of s Disbursed	Principal of Loans Outstanding End of Year		
	Prêts	déboursés		cumulatif des s déboursés		l à recouvrer de l'année	
Année Financière	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
		\$		\$		\$	
1929–1930	1,270	2,630,377	1,270	2,630,377	1,270	2,613,671	
1930–1931	2,102	3,517,489	3,372	6,147,866	3,109	6,033,805	
1931–1932	468	1,996,344	3,840	8,144,210	3,492	7,878,741	
1932–1933	655	1,276,114	4,495	9,420,324	4,394	8,927,985	
1933–1934	307	558,630	4,802	9,978,954	4,652	9,125,513	
1934–1935	352	547,207	5,154	10,526,161	4,866	9,332,329	
1935–1936	3,593	7,423,779	8,747	17,949,940	8,322	16,178,516	
1936–1937	5,385	11,074,156	14,132	29,024,096	13,588	28,506,308	
1937–1938	2,523	5,264,308	16,655	34,288,404	15,829	30,336,749	
1938–1939	2,232	4,338,843	18,887	38,627,247	17,747	33,065,470	
1939–1940	2,361	4,342,662	21,248	42,969,909	19,756	35,411,729	
1940–1941	1,425	2,727,507	22,673	45,697,416	20,782	35,947,883	
1941–1942	1,112	2,133,514	23,785	47,830,930	21,333	35,256,188	
1942–1943	642	1,320,256	24,427	49,151,186	21,020	33,120,484	
1943-1944	590	1,336,103	25,017	50,487,289	19,447	28,716,696	
1944–1945	695	1,661,410	25,712	52,148,699	16,929	24,199,388	
1945–1946	877	2,121,207	26,589	54,269,906	15,721	22,513,863	
1946–1947	1,286	3,273,811	27,875	57,543,717	15,032	22,119,005	
1947–1948	1,218	3,185,240	29,093	60,728,957	14,790	22,327,258	
1948-1949	1,751	4,595,036	30,844	65,323,993	15,006	23,890,389	
1949–1950	1,841	4,942,930	32,685	70,266,923	15,566	25,821,426	
1950–1951	1,800	4,693,079	34,485	74,960,002	16,184	27,802,774	
1951–1952	1,508	4,469,091	35,993	79,429,093	16,497	29,238,810	
1952–1953	1,514	5,118,559	37,507	84,547,652	16,667	31,005,250	
1953–1954	1,908	7,000,540	39,415	91,548,192	17,267	34,591,645	
1954–1955	2,137	8,207,003	41,552	99,755,195	18,111	39,455,931	
1955–1956	2,087	8,254,323	43,639	108,009,518	18,931	44,075,268	
1956–1957	2,826	13,183,992	46,465	121,193,510	20,372	52,730,198	
1957–1958	3,500	19,343,560	49,965	140,537,070	22,494	67,112,206	
1958–1959	4,659	28,368,265	54,624	168,905,335	25,471	89,301,022	
1959–1960	5,169	35,840,882	59,793	204,746,217	28,453	117,233,247	
1960–1961	5,162	52,305,266	64,955	257,051,483	31,054	158,447,392	
1961–1962	6,027	68,886,875	70,982	325,938,358	34,175	212,138,307	
1962–1963	6,453	78,428,094	77,435	404,366,452	37,462	270,277,265	
1963-1964	7,802	96,315,635	85,237	500,682,087	41,868	341,169,139	
1964–1965	9,845	139,750,639	95,082	640,432,726	47,404	443,560,275	
1965–1966	11,049	201,687,642	106,131	842,120,368	52,932	586,356,486	
1966–1967	11,632	234,447,269	117,763	1,076,567,637	58,258	748,532,844	

# STATEMENT BY PROVINCES OF FARM LOANS APPROVED DURING THE PAST FIVE FISCAL YEARS

	1962–1963		196	1963–1964		64–1965
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island	316 1,722 2,307 479 1,526 804 101 60 122	\$ 5,014,500 22,834,200 23,271,700 5,390,500 20,144,700 11,434,700 1,192,500 692,200 929,300	355 2,043 2,332 625 1,796 1,221 83 74 155	\$ 5,632,100 27,157,600 25,200,900 7,460,800 24,766,000 14,710,400 945,200 821,800 1,245,700	487 2,602 2,601 691 2,131 1,354 72 77 124	\$ 9,934,800 42,512,300 35,570,100 9,176,200 34,461,200 20,326,500 821,300 964,100 991,700
Newfoundland NATIONAL	7,438	20,000	5 8,689	68,600	3 10,142	55,700 154,813,900

# STATEMENT BY PROVINCES OF FARM LOANS DISBURSED DURING THE YEAR ENDED MARCH 31, 1967

	Part I	I – Partie II	Part III - Partie III		
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
		\$		\$	
British Columbia	528	12,402,594	48	1,963,871	
Alberta	2,678	57,342,603	68	2,563,625	
Saskatchewan -	3,416	65,121,191	65	2,468,378	
Manitoba	1,057	20,197,900	21	652,150	
Ontario	1,975	39,920,057	151	4,868,968	
Ouebec	896	12,694,867	326	7,788,313	
New Brunswick	177	2,686,414	18	534,214	
Nova Scotia	41	636,985	8	247,181	
Prince Edward Island	145	2,057,698	4	95,465	
Newfoundland	9	180,787	1 1	24,008	
NATIONAL	10,922	213,241,096	710	21,206,173	

# STATEMENT BY PROVINCES OF FARM LOANS DISBURSED TO MARCH 31, 1967

	(1929- Sous le régim agricol	dian Farm Loan Act -Oct. 4/59) e de la Loi du prêt e canadien 4 oct. 1959)		Under the Farm Credit Act (Oct. 5/59–March 31, 1967) Part II – Partie II			
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre		Number Nombre		
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	2,699 9,954 13,366 6,342 9,745 9,173 1,749 1,638 2,094	\$ 8,751,182 28,146,771 48,327,821 19,884,810 43,295,717 22,454,666 3,720,899 3,537,293 5,041,427	2,562 14,680 17,611 4,422 12,268 4,215 617 320 850 21	\$ 46,009,622 220,645,292 232,206,849 62,116,288 179,355,556 53,037,388 7,002,882 3,576,668 7,004,659 376,864	220 363 387 135 904 1,254 67 60 46		
Prince Edward Island	2,094		850	7,004,659			

#### RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS APPROUVÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES

196	65–1966	196	66–1967	19	62-1967	
Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
611 2,940 3,197 899 2,210 1,140 81 58 100 2	\$ 14,014,600 58,346,300 56,570,200 14,879,500 42,695,300 18,987,200 1,304,400 1,006,800 1,134,900 45,700	582 2,844 3,656 1,122 2,042 1,522 195 49 141	\$ 15,017,800 62,408,800 72,046,700 22,160,200 43,332,600 25,941,200 3,592,200 842,200 2,242,700 363,100	2,351 12,151 14,093 3,816 9,705 6,041 532 318 642 25	\$ 49,613,800 213,259,200 212,659,600 59,067,200 165,399,800 91,400,000 7,855,600 4,327,100 6,544,300 553,100	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
11,238	208,984,900	12,167	247,947,500	49,674	810,679,700	TOTAL

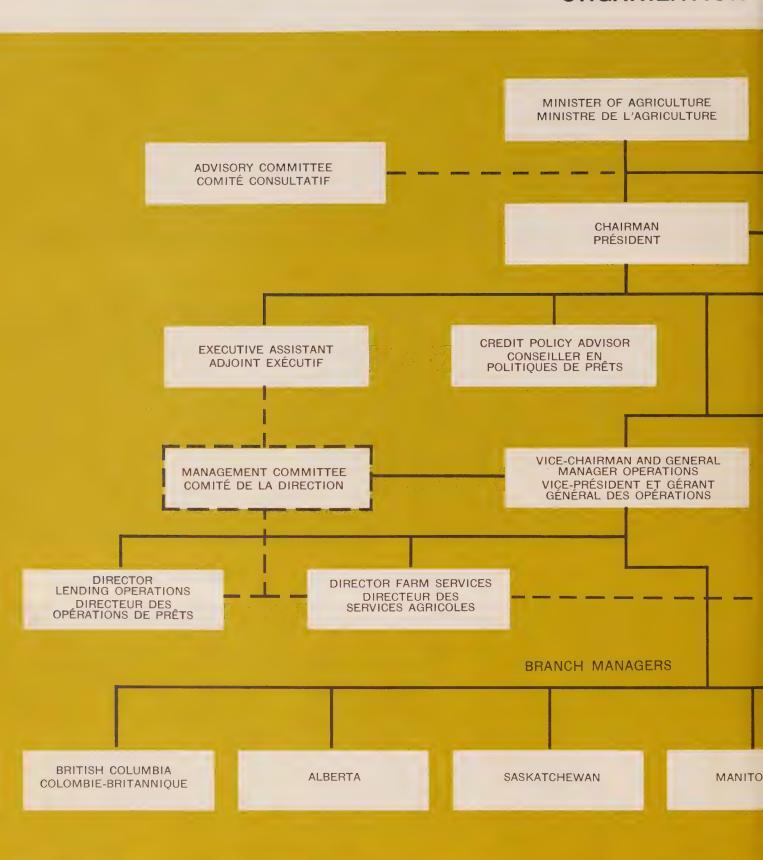
### RÉPARTITION PAR PROVINCE DES PRÊTS DÉBOURSÉS DURANT L'ANNÉE CLOSE LE 31 MARS 1967

	Total	
Number Nombre	Amount Montant	
576 2,746 3,481 1,078 2,126 1,222 195 49 149	\$ 14,366,465 59,906,228 67,589,569 20,850,050 44,789,025 20,483,180 3,220,628 884,166 2,153,163 204,795	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
11,632	234,447,269	TOTAL

# RÉPARTITION PAR PROVINCE DES PRÊTS DÉBOURSÉS JUSQU'AU 31 MARS 1967

Sous le régime agricole (5 oct.					MARCH 31, 196 U 31 MARS 1967	7
Partie III		Total	_1			
Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant		Number Nombre	Amount Montant	
\$ 6,944,642 10,446,594 9,364,665 2,764,180 21,556,210 27,377,003 1,465,372 1,352,047 780,262 24,008 82,074,983	2,782 15,043 17,998 4,557 13,172 5,469 684 380 896 22 61,003	\$ 52,954,264 231,091,886 241,571,514 64,880,468 200,911,766 80,414,391 8,468,254 4,928,715 7,784,921 400,872	A STATE OF THE STA	5,481 24,997 31,364 10,899 22,917 14,642 2,433 2,018 2,990 22 117,763	\$ 61,705,446 259,238,657 289,899,335 84,765,278 244,207,483 102,869,057 12,189,153 8,466,008 12,826,348 400,872 1,076,567,637	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve

### **ORGANIZATION**



# **ORGANIGRAMME** BOARD OF THE CORPORATION MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ PUBLIC RELATIONS OFFICER LEGAL COUNSEL AGENT DES RELATIONS EXTÉRIEURES CONSEILLER JURIDIQUE SECRETARY AND DIRECTOR ADMINISTRATIVE SERVICES DIRECTOR PERSONNEL SERVICES COMPTROLLER FINANCIAL SERVICES CONTRÔLEUR DES SERVICES FINANCIERS DIRECTEUR DES SERVICES DU PERSONNEL SECRÉTAIRE ET DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS GÉRANTS DES SUCCURSALES

QUEBEC

QUÉBEC

**ONTARIO** 

ATLANTIC

# MEMBERS OF THE CORPORATION MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

GEORGE OWEN Chairman
Président

WILLIAM H. OZARD Vice-Chairman

Vice-président

STANISLAS J. CHAGNON Ottawa

ALEXANDER T. DAVIDSON Ottawa

JOSEPH F. PARKINSON Ottawa

Secretary to Corporation Secrétaire de la Société

W. RALPH deGRUCHY

# HEAD OFFICE DIRECTORS AND EXECUTIVE OFFICERS DIRECTEURS ET BUREAU DE L'EXÉCUTIF DU SIÈGE SOCIAL

G. OWEN Chief Executive Officer

Principal fonctionnaire exécutif

W. H. OZARD General Manager Operations

Gérant général des opérations

W. R. deGRUCHY Director Administrative Services

Directeur des services administratifs

R. McINTOSH Comptroller Financial Services

Contrôleur des services financiers

A. H. HOLMES Director Lending Operations

Directeur des opérations de prêts

A. H. HARRISON Director Farm Services

Directeur des services agricoles

C. S. CAMERON Director Personnel Services

Directeur des services du personnel

H. D. CARR Credit Policy Advisor

Conseiller en politiques de prêts

E. J. SIVYER Executive Assistant

Adjoint exécutif

W. A. REEVE Legal Counsel

Conseiller juridique

S. O. ROBINSON Public Relations Officer

Agent des relations extérieures

P. A. LANOIX Chief Accountant

Comptable en Chef

# MEMBERS OF THE ADVISORY COMMITTEE MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF

CHARLES E. S. WALLS Victoria, British Columbia

(Chairman — Président) Victoria, Colombie-Britannique

J. ALLEN BAKER High River, Alberta

JOHN R. STILBORN Lorlie, Saskatchewan

ALLAN ARNOTT Darlingford, Manitoba

CHARLES MUNRO Embro, Ontario

S. WYMAN MACKECHNIE Wyman, Quebec

Wyman, Québec

ROLAND PIGEON Verchères, Quebec

Verchères, Québec

FRANCIS GAUDET St. Paul, New Brunswick

St-Paul, Nouveau-Brunswick

GARNET FISHER Amherst, Nova Scotia

Amherst, Nouvelle-Écosse

# CHAIRMEN OF APPEAL BOARDS PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS D'APPEL

VERNON ELLISON Oyama, British Columbia

Oyama, Colombie-Britannique

J. HAROLD McLAUGHLIN Spruce Grove, Alberta

HOWARD N. LASBY Pense, Saskatchewan

FRED COHOE Burgessville, Ontario

JOSAPHAT CARRIER Warwick, Quebec

Warwick, Québec

ALBERT DESJARDINS Grand Falls, New Brunswick

Grand Falls, Nouveau-Brunswick

GORDON WOODMAN Grand Pré, Nova Scotia

Grand Pré, Nouvelle-Écosse

CHARLES YEO St. Eleanor's, Prince Edward Island

St Eleanor's, Île-du-Prince-Édouard

Vacancy to be filled in Manitoba.

Poste à combler au Manitoba.



## DISTRICT AND FIELD OFFICES

District offices shown in capital letters

#### BRITISH COLUMBIA COLOMBIE-BRITANNIQUE

KELOWNA.

Chilliwack; Dawson Creek; Duncan; Fort St. John; Kamloops; Langley; Smithers; Vernon; West Summerland.

#### ALBERTA

CALGARY; EDMONTON; GRANDE PRAIRIE; RED DEER; VEGREVILLE; WETASKIWIN.

Athabasca; Barrhead; Brooks; Calgary; Camrose; Didsbury; Drumheller; Edmonton; Evansburg; Fairview; Falher; Fort Macleod; Grande Prairie; Hanna; High River; Innisfail; Lacombe; Lethbridge; Medicine Hat; Peace River; Red Deer; Redwater; Stettler; St. Paul; Vegreville; Vermilion; Wainwright; Westlock; Wetaskiwin.

#### SASKATCHEWAN

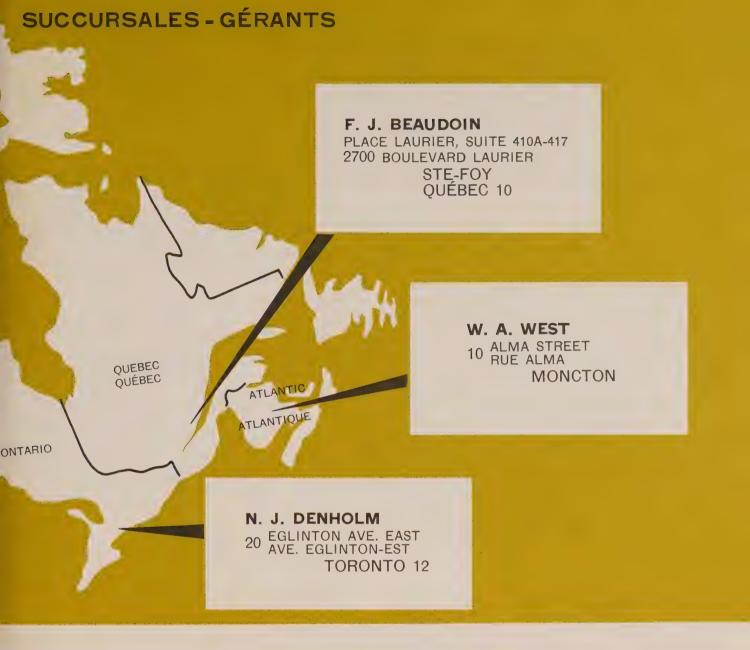
N. BATTLEFORD; PRINCE ALBERT; REGINA; SASKATOON; SWIFT CURRENT; YORKTON.

Assiniboia; Carlyle; Estevan; Humboldt; Indian Head; Kelvington; Kindersley; Meadow Lake; Melfort; Moose Jaw; Nipawin; N. Battleford; Preeceville; Prince Albert; Regina; Rosetown; Saskatoon; Shaunavon; Spiritwood; Swift Current; Tisdale; Unity; Watrous; Weyburn; Whitewood; Wynyard; Yorkton.

#### MANITOBA

BRANDON; WINNIPEG.

Arborg; Brandon; Carman; Dauphin; Killarney; Morden; Neepawa; Portage la Prairie; Roblin; Virden; Winnipeg.



## BUREAUX DE DISTRICT ET DE CAMPAGNE

Bureaux de district indiqués en lettres majuscules

#### **ONTARIO**

BARRIE; CHATHAM; GUELPH; OTTAWA; WALKERTON; WOODSTOCK.

Arnprior; Barrie; Campbellford; Chatham; Cornwall; Essex; Fort William; Goderich; Guelph; Hamilton; Kingston; Lindsay; Listowel; London; New Liskeard; North Bay; Orangeville; Ottawa; Owen Sound; Petrolia; Port Perry; Simcoe; St. Catharines; Stratford; St. Thomas; Walkerton; Woodstock.

#### QUEBEC QUÉBEC

QUÉBEC; RIMOUSKI; ROBERVAL; ST-HYACINTHE; ST-JEAN; SHERBROOKE; VICTORIAVILLE.

Drummondville; Hull; Joliette; La Pocatière; Québec; Rimouski; Roberval; Rouyn; St-Hyacinthe; St-Jean; St-Jérôme; Sherbrooke; Trois-Rivières; Valleyfield; Victoriaville; Waterloo.

#### ATLANTIC ATLANTIQUE

GRAND FALLS; BRIDGETOWN; CHARLOTTETOWN.

Fredericton; Grand Falls; Sussex; Woodstock; Bridgetown; Truro; Windsor; Charlottetown.













#### LEFT, TOP

Checking the herd on a foothills ranch.

Good husbandry brings greater returns from investment in land.

Joint purchase and use of efficient farm machinery can reduce overhead costs.

High producing dairy stock is a sound investment.

#### RIGHT, TOP

Time spent in planning the use of credit will pay off.

Electronic processing assists over 2,000 Canadian farmers with their farm business records.

#### GAUCHE, HAUT

Surveillance du troupeau d'un ranch situé à flanc de colline.

L'emploi de judicieuses techniques de production contribue largement aux revenus tirés du sol.

L'achat et l'utilisation en commun d'une machinerie agricole efficace peuvent diminuer les frais généraux d'exploitation.

Le choix d'un bétail d'excellente qualité constitue un bon placement.

#### DROITE, HAUT

Le temps consacré à prévoir l'emploi du crédit rapportera des dividendes.

Le traitement électronique des données aide plus de 2,000 cultivateurs canadiens à tenir les dossiers de leurs exploitations agricoles à jour.





Farm Credit Corporation

- A55

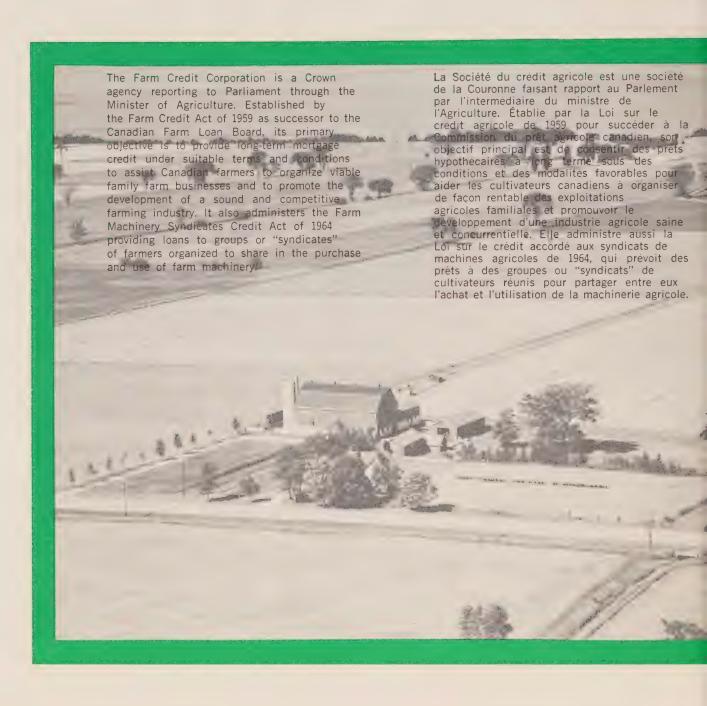
Publications

**JAL REPORT RAPPORT ANNUEL 1967 - 1968** 





## **ANNUAL REPORT RAPPORT ANNUEL 1967-1968**





FARM CREDIT ACT
FARM MACHINERY SYNDICATES CREDIT ACT

LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE LOI SUR LE CRÉDIT ACCORDÉ AUX SYNDICATS DE MACHINES AGRICOLES

#### FARM CREDIT CORPORATION SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

			,
	CONTENTS		TABLE DES MATIÈRES
	Highlights	4	Sommaire
	Introduction	5	Introduction
	Operations under the Farm Credit Act	9	Activité sous le régime de la Loi sur le
			crédit agricole
	Operations under the Farm Machinery	13	Activité sous le régime de la Loi sur le
	Syndicates Credit Act		crédit accordé aux syndicats de machines
			agricoles
	Administration	14	Administration
	Financing	14	Financement
	Auditor General's Report	16	Rapport de l'Auditeur général
	Balance Sheet as at March 31, 1968	18-19	Bilan au 31 mars 1968
	Statement of Income and Expense for	20-21	Relevé des recettes et des dépenses,
	Year Ended March 31, 1968	00.00	année close le 31 mars 1968
0.4.	Statement by Provinces of Outstanding	22–23	Relevé par province des prêts hypothécaires
IVIC	ortgage Loan and Agreements for Sale Accounts		et des soldes à percevoir d'après les contrats de vente
		24	Relevé des prêts à rembourser au
	Outstanding Loans from the Minister of Finance	24	ministre des Finances
	Loans Disbursed and Outstanding	25	Relevé des prêts déboursés et à recouvrer
	by Fiscal Years	23	par année financière
	Statement by Provinces of Farm Loans	26-27	Relevé par province des prêts agricoles
	Approved and Disbursed	20 21	approuvés et déboursés
	Organization Chart	28-29	Organigramme
	Members of the Corporation	30	Membres de la Société
	Head Office	30	Siège social
	Members of the Advisory Committee	31	Membres du Comité consultatif
	Chairmen of Appeal Boards	31	Présidents des Commissions d'appel
	Branch, District and Field Offices	33	Succursales, bureaux de district et de
			campagne
	Photographs	34	Photographies



#### CANADA

#### FARM CREDIT CORPORATION

SIR JOHN CARLING BUILDING
P.O.BOX 4209, POSTAL STATION E
OTTAWA I

OFFICE OF THE CHAIRMAN

June 17, 1968.

The Honourable J. J. Greene, P.C., M.P., Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir:

I have the honour to submit the Ninth Annual Report of the Farm Credit Corporation and statement of accounts for the fiscal year ended March  $31,\ 1968.$ 

The achievements recorded in this report could not have been attained without the wholehearted cooperation of all members of the staff. I take this opportunity to express my thanks to them on behalf of the Corporation.

I should like to pay special tribute also to the Members of the Advisory Committee and the Appeal Boards for their dedication to farmers, their interest in the Corporation's activities and for the excellent manner in which they fulfilled their responsibilities during the year.

Respectfully submitted,

Il Owen

Chairman.





# SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE ÉDIFICE SIR JOHN CARLING

C.P. 4209, SUCCURSALE POSTALE E

CABINET DU PRÉSIDENT

le 17 juin 1968

L'Honorable J. J. Greene, C.P., député, Ministre de l'Agriculture, OTTAWA, Ontario.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le neuvième rapport annuel de la Société du crédit agricole et les états financiers pour l'année financière close le 31 mars 1968.

Les succès inscrits dans ce rapport n'auraient pu être réalisés sans la collaboration empressée de tous les membres du personnel. Je profite de cette occasion pour leur exprimer mes remerciements au nom de la Société.

Je désire également rendre un hommage spécial aux membres du Comité consultatif et des Commissions d'appel pour leur dédication aux cultivateurs, leur intérêt envers les activités de la Société, et pour l'excellente façon dont ils se sont acquittés de leurs responsabilités au cours de l'année.

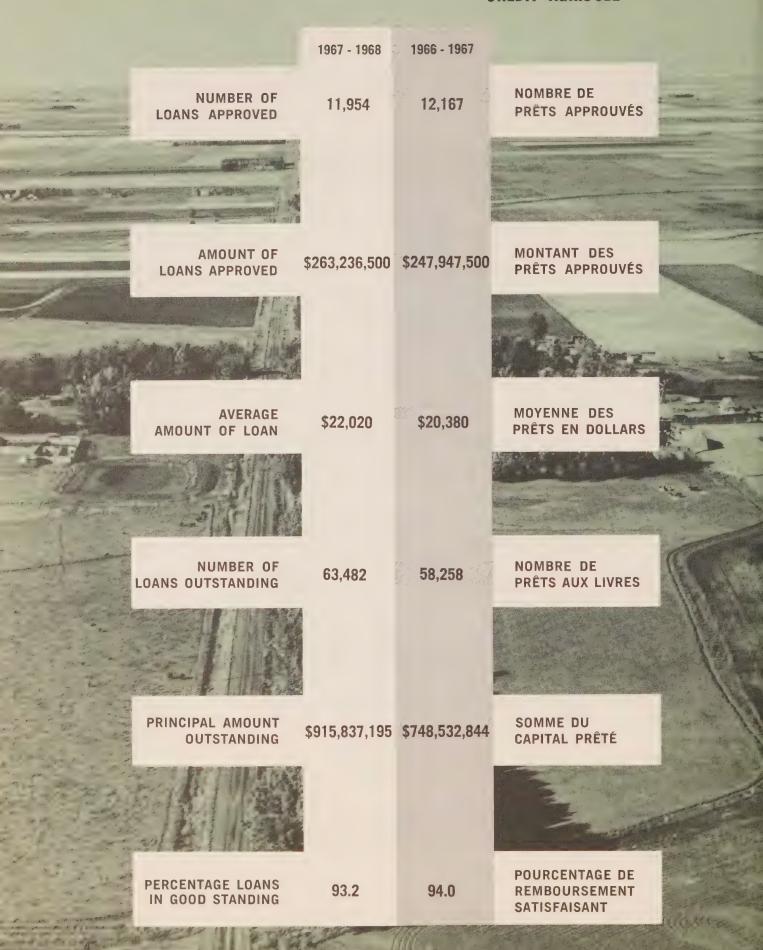
Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments dévoués.

Le président,

Il wen

# HIGHLIGHTS FARM CREDIT ACT

# SOMMAIRE DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE





#### INTRODUCTION

aring the fiscal year ended March 31, 1968, the arm Credit Corporation's service to Canadian rmers continued to expand. Although the number loans approved by the Corporation during the year eclined slightly, the total amount approved again sceeded that of the previous year. At year end ere were over 63,000 mortgages outstanding to enadian farmers representing almost one mortgage loan for every 4 farms classified as commercial the 1966 census. Five years earlier (March 31, 1963) the Corporation held less than 38,000 mortgages.

#### The Growing Demand for Farm Credit

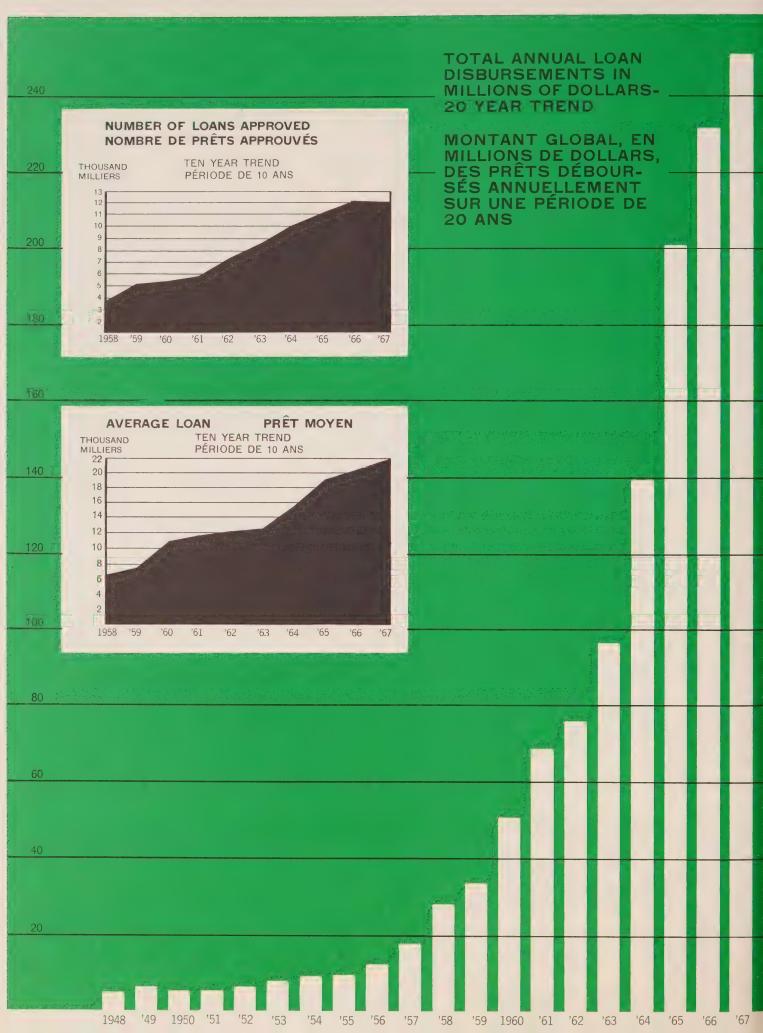
In increasing demand for credit in farming arises of the from the increasing capital requirements per rm business and the increasing number of farmers to are able to use credit properly and profitably. In ach year more farmers find additional ways to use apital to replace labour so that they may expand their farm businesses or produce more efficiently. The report of the 1966 census of agriculture published in 1967 gave a new measure of the magnitude and pervasiveness of the changes which were taking ace in Canadian agriculture. This report also howed that significant adjustments were under any even in the remote farming areas. To a large egree these changes have depended on the availability of capital and credit.

#### INTRODUCTION

Au cours de l'année financière close le 31 mars 1968, les services dispensés aux cultivateurs canadiens par la Société du crédit agricole ont continué à se développer. Malgré une légère diminution dans le nombre de prêts approuvés par la Société au cours de l'année, le montant global approuvé a de nouveau dépassé celui de l'année précédente. A la fin de l'année, la Société détenait 63,000 hypothèques actives avec des cultivateurs canadiens, ce qui représente près d'un prêt hypothécaire par 4 fermes classifiées comme commerciales lors du recensement de 1966 alors que 5 ans plus tôt (31 mars 1963), elle détenait moins de 38,000 hypothèques.

# L'augmentation progressive de la demande du crédit agricole

L'augmentation progressive de la demande de crédit dans l'industrie agricole découle aussi bien des besoins de capital sans cesse plus élevés par entreprise agricole que du nombre croissant de cultivateurs capables de faire un usage profitable du crédit. A chaque année un nombre accru de cultivateurs découvrent des nouveaux moyens de remplacer la main-d'oeuvre par le capital afin de développer leur entreprise agricole ou d'obtenir une production plus efficace. Le rapport publié en 1967 sur le recensement agricole de 1966 nous donnait une nouvelle dimension de la magnitude et de la profondeur des changements qui se produisaient dans l'agriculture canadienne. Ce rapport démontrait également que des



Reacting to economic pressures which have been growing rapidly, particularly since the mid 1950's, farmers who intend to stay in farming are expanding and improving their farm businesses. In contrast, an even greater number of those on smaller farms are making the choice against farming. The number of farms with annual farm product sales of less than \$5,000 decreased by more than 100,000 or over 30 per cent between 1961 and 1966. In the same period the number of farms with sales of over \$10,000 increased by over 45,000 or more than 90 per cent. These larger farm businesses, numbering more than 95,000 in 1966, accounted for over 22 per cent of all census farms. In 1961 such farms accounted for only 10 per cent of all census farms. These shifts to larger size of farm businesses have required capital to create larger land bases and to exploit the efficiencies of increased skill and improved technology.

It has become more difficult during the past decade to generate capital from farm income as operating expenses have increased more rapidly than farm product prices. Consequently, the demand for credit has expanded in parallel with the rapid shift towards larger, more mechanized and modern farm businesses. Long-term credit has been required in increasing volume to finance major land improvements; larger, more sophisticated buildings and expansion in farm acreages. More intermediate-term credit has been required to finance improvements to land, to purchase improved farm machinery and material-handling equipment. Short-term credit has been needed in ever larger amounts to exploit new and profitable production techniques to assure quantity and quality of output. Indications are manifold that these adjustments in farming will continue in the same direction and at a rapid pace. Thus it can

Capital has replaced much of the labour in this push-button feeding operation.

Le capital a remplacé une bonne partie de la maine-d'oeuvre dans cette installation d'alimentation automatique.



redressements importants étaient en cours même dans les régions agricoles les plus éloignées et qu'ils se produisaient surtout grâce à la disponibilité du capital et du crédit.

Réagissant aux pressions économiques qui se sont accrues rapidement surtout depuis le milieu des années 1950, les cultivateurs désireux de demeurer dans l'agriculture agrandissent et améliorent leurs entreprises agricoles. Par contraste, un nombre encore plus imposant de propriétaires de petites fermes abandonnent l'agriculture. Le nombre de fermes affichant des ventes annuelles de produits agricoles inférieures à \$5,000 a diminué par plus de 100,000 ou plus de 30 p. 100 entre 1961 et 1966. Au cours de la même période, le nombre de fermes affichant des ventes supérieures à \$10,000 a augmenté par plus de 45,000 ou plus de 90 p. 100. On comptait plus de 95.000 de ces grandes entreprises agricoles en 1966 et elles constituaient plus de 22 p. 100 de toutes les fermes du recensement alors qu'en 1961, elles ne représentaient que 10 p. 100 de toutes les fermes du recensement. Ces changements vers des entreprises agricoles plus grandes ont exigé du capital qui a permis aux cultivateurs d'accroître leurs fonds de terre et de profiter des avantages inhérents à une plus grande compétence et à une technologie améliorée.

Il est devenu plus difficile au cours de la dernière décennie de produire du capital à même le revenu agricole parce que les dépenses d'opération ont augmenté plus rapidement que le prix des produits agricoles. Conséquemment, la demande de crédit s'est accrue parallèlement au changement rapide vers des entreprises agricoles plus grandes, plus modernes et plus mécanisées. Le volume de crédit à long terme requis pour financer les améliorations foncières importantes, la construction de bâtiments plus modernes et l'expansion des superficies cultivées s'est accru progressivement. Le volume de crédit à moyen terme requis pour financer des améliorations foncières et acheter des machines agricoles et de l'outillage de manutention améliorés s'est également accru. Des montants sans cesse plus élevés de crédit à court terme ont été requis pour mettre en oeuvre des méthodes de production nouvelles et profitables en vue d'assurer la quantité et la qualité du rendement. Des indices multiples démontrent que les ajustements dans l'agriculture se continueront dans la même direction et à une allure accélérée. Nous pouvons donc prévoir que la demande de crédit continuera à s'accroître parmi les cultivateurs canadiens à mesure qu'ils s'efforceront de rendre

be expected that there will be a continued expansion in the demand for credit among Canadian farmers as they strive to develop more profitable farming operations that will yield a reasonable livelihood and, at the same time, endeavour to establish and maintain their competitive position in the world and domestic markets.

# Corporation Lending Aids Adjustment in Farming

There is a close relationship between the lending operations of the Corporation and the re-organization of resources which is taking place in the farm sector. Over 50 per cent of the new funds provided by the Corporation under the Farm Credit Act in the fiscal year just ended was for the purchase of land to enlarge farm acreages. Farmers who purchased additional land with loans from the Corporation increased their acreage by an average of nearly 50 per cent. Over 14 per cent of new funds was for the purchase of complete farm units, thus facilitating the transfer to new management. Improvements to land and buildings accounted for almost 14 per cent and the purchase of livestock and equipment about 2.5 per cent. Thus more than 80 per cent of the total new funds advanced by the Corporation were for purposes directly related to adjustments toward more efficient and profitable farm businesses and consequently towards a more competitive farming industry.

Since being established the Corporation has made over 75,000 loans for a total of about \$1.2 billion. These loans have no doubt made a significant contribution to the adjustments which have taken place. It might be noted too that capital supplied in the form of credit is fully repayable. Thus, adjustments fostered through the use of credit are being accomplished at the lowest possible cost to the public.

The Corporation's repayment experience indicates that farmers in general can satisfactorily repay the indebtedness which they are incurring. The number of loans in arrears at the end of each fiscal year has been consistently less than 7 per cent of the total and capital losses have been negligible since the Corporation was established.

leurs opérations agricoles plus profitables pour s'assurer un niveau de vie raisonnable et qu'ils tenteront en même temps d'établir et de maintenir une position concurrentielle sur les marchés domestiques et internationaux.

# Les prêts de la Société contribuent à l'ajustement en agriculture

Il existe une relation étroite entre les activités de prêts de la Société et la réorganisation des ressources qui se produit actuellement dans le secteur agricole. Plus de 50 p. 100 des nouveaux fonds octroyés par la Société aux termes de la Loi sur le crédit agricole au cours de l'année financière qui vient de prendre fin, ont servi à l'achat de terres pour agrandir les superficies agricoles. Les cultivateurs qui ont acheté des terres additionnelles à l'aide d'un prêt de la Société ont agrandi leur superficie par près de 50 p. 100 en moyenne. Plus de 14 p. 100 des nouveaux fonds ont servi à l'achat d'unités agricoles complètes, facilitant ainsi le transfert à une nouvelle administration, alors que les améliorations aux terrains et aux bâtiments représentaient près de 14 p. 100 et l'achat de bétail et l'équipement environ 2.5 p. 100. Ainsi plus de 80 p. 100 des nouveaux fonds avancés par la Société ont servi à des fins directement reliées à l'ajustement vers des entreprises agricoles plus efficaces et plus profitables et, conséquemment, vers une industrie agricole plus concurrentielle.

Depuis sa formation, la Société a consenti plus de 75,000 prêts pour un total d'environ \$1.2 milliards. Ces prêts ont sans doute apporté une contribution importante aux ajustements qui se sont produits dans l'agriculture et ils l'ont fait au coût le plus minime possible au public car le capital fourni sous forme de crédit est entièrement remboursable.

L'expérience de la Société en ce qui a trait au remboursement démontre que les cultivateurs en général peuvent rembourser de façon satisfaisante les dettes qu'ils encourent. Le nombre de prêts en arrérages à la fin de chaque année financière a été continuellement inférieur à 7 p. 100 du total et les pertes de capital ont été négligeables depuis que la Société a été établie.

# OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT

#### **Approvals and Disbursements**

The 11,954 loans approved under the Farm Credit Act in 1967-68 was a decrease from the 12,167 loans approved in the previous year but the total amount approved increased by about 6 per cent from \$247,947,500 to \$263,236,500.

The 11,107 standard mortgage loans under Part II of the Farm Credit Act secured by first mortgage on land only amounted to \$236,589,500. The remaining 847 loans amounting to \$26,647,000 were approved for young farmers who took advantage of special provisions and supervisory services under Part III of the Act to assist them to develop full time viable farm businesses.

During the year 11,559 loans were disbursed for a total of \$251,228,049. At the end of March 1968, 943 loans for an amount of \$20,639,000 had been approved but were not yet disbursed. During the period the number of loans outstanding from the Corporation increased by 10 per cent to 63,482 and the amount of principal outstanding by 22.3 per cent to \$915,837,195.

The \$263.2 million approved during the year included \$48.2 million outstanding on previous loans by the Corporation. The balance of \$215 million represents the amount of new funds approved during the fiscal year.

### ACTIVITÉ SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

#### Approbations et déboursements de prêts

Les 11,954 prêts approuvés aux termes de la Loi sur le crédit agricole en 1967-1968 constituaient une diminution sur les 12,167 prêts approuvés au cours de l'année précédente mais le montant total approuvé représentait une augmentation de 6 p. 100 soit de \$247,947,500 à \$263,236,500.

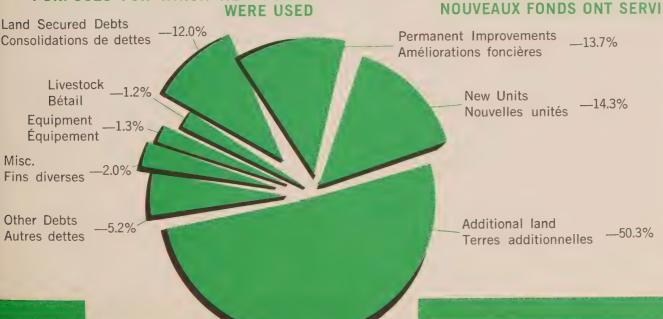
Les 11,107 prêts hypothécaires ordinaires consentis sous la Partie II de la Loi sur le crédit agricole et garantis par une première hypothèque sur le terrain ne s'élevaient qu'à \$236,589,500. Les autres 847 prêts s'élevant à \$26,647,000 ont été approuvés pour des jeunes cultivateurs qui se sont prévalus des dispositions spéciales et des services de surveillance établis sous la Partie III de la Loi pour les aider à s'établir à plein temps sur des exploitations agricoles rentables.

Au cours de l'année, 11,559 prêts totalisant \$251,-228,049 ont été déboursés. A la fin de mars 1968, 943 prêts pour un total de \$20,639,000 avaient été approuvés mais non encore déboursés. Durant l'exercice financier, le nombre de prêts inscrits aux livres de la Société a augmenté de 10 p. 100 à 63,482 et le montant du principal aux livres de 22.3 p. 100 à \$915,837,195.

Les \$263.2 millions approuvés pendant l'année comprenaient \$48.2 millions exigibles sur des prêts consentis antérieurement par la Société. Le solde de \$215 millions représente le montant des nouveaux fonds approuvés au cours de l'année financière.

FINS POUR LESQUELLES LES

# PURPOSES FOR WHICH NEW FUNDS WERF USED





A farmer explains how good breeding and management is paying off in increased hog production.

Un cultivateur explique comment de bonnes méthodes de reproduction et de gestion conduisent à une meilleure production porcine.

#### Life Insurance

All farmers who obtain supervised loans under Part III of the Act have life insurance for the amount of the loan under the Corporation's Group Life Insurance plan. Farmers with standard mortgage loans under Part II of the Act are offered this protection on an optional basis and may now insure their lives for the amount of the loan or \$10,000, whichever is the lesser. If a loan exceeds \$10,000 they may insure for further amounts in multiples of \$1,000 to an amount not exceeding the total loan. During the year ended March 31, 1968, about 56 per cent of these borrowers elected to insure under this plan.

## **Advisory Services to Borrowers**

Because of the training and experience of the Corporation's field staff in farm management and farm financing, they provide other valuable services to farm operators. Each applicant for a loan has the opportunity to discuss with the Corporation's Credit Advisor his plans for the future organization, operation and financing of his farm business. In this way both the borrower and the Corporation may ensure as far as possible that the long-term credit advanced to each borrower is invested in his farm unit in such a way as to provide the greatest possible future advantage.

The Corporation also provides post-loan advisory services to borrowers whose loans are secured by

#### Assurance-vie

Tous les cultivateurs qui obtiennent des prêts surveillés sous la Partie III de la Loi détiennent une assurance-vie pour le montant du prêt en vertu du régime collectif d'assurance-vie de la Société. Les cultivateurs qui détiennent des prêts hypothécaires ordinaires sous la Partie II de la Loi peuvent maintenant se prévaloir, sur une base facultative, d'une assurance-vie pour le moindre de \$10,000 ou du montant de leur prêt. Si le prêt dépasse \$10,000, ils peuvent s'assurer pour des montants plus élevés en multiples de \$1,000 jusqu'à un montant n'excédant pas leur prêt total. Au cours de l'année se terminant le 31 mars 1968, environ 56 p. 100 de ces emprunteurs ont décidé de souscrire à cette assurance.

# Services consultatifs dispensés aux emprunteurs

Comme le personnel de campagne de la Société possède une bonne formation et une grande expérience dans la gestion et le financement agricole, il dispense des services précieux aux exploitants agricoles. Chaque requérant a l'occasion de discuter de ses plans avec le conseiller en crédit agricole de la Société en ce qui a trait à l'organisation, l'opération et le financement futurs de son entreprise agricole. L'emprunteur et la Société s'assurent ainsi, dans la mesure du possible, que le crédit hypothécaire à long terme avancé à chaque emprunteur est investi dans l'unité agricole de manière à rapporter le maximum de bénéfices dans l'avenir.

La Société dispense aussi un service de consultations postérieures aux prêts à ceux qui empruntent sur la garantie des terres et des biens meubles, comme l'exige la Partie III de la Loi sur le crédit agricole, et aux autres emprunteurs qui désirent se prévaloir de ce service. Parmi les fonctions importantes des services de consultation, on compte celle d'aider les cultivateurs à établir et à tenir des bons dossiers de comptabilité agricole et celle de dispenser une consultation sur les problèmes de gestion de l'entreprise agricole. Les emprunteurs reçoivent ainsi une assistance pratique dans l'organisation et la gestion de leur entreprise agricole.

La Société dirige un programme de comptabilité électronique agricole qui dessert présentement 2,700 cultivateurs canadiens et qui leur fournit des données essentielles tant pour prendre leurs décisions quotidiennes que pour établir une planification à long terme. Les cultivateurs qui partici-

# DISTRIBUTION OF BORROWERS BY AGE RÉPARTITION DES EMPRUNTEURS SELON L'ÂGE

Age Groups	Farmei	rs Borrowing Un	All Census Farm Operators		
Groupe d'âge		Exploitants agricoles inscrits au recensement			
	1964-65	1965-66 Per Cent —	1966-67 - Pourcentage	1967-68	1961 1966 Per Cent — Pourcentage
21-24	5.6	6.6	7.2	8.2	2.6 2.2
25-34	24.8	26.8	26.5	26.7	14.2 13.1
35-44	36.7	36.5	36.4	36.2	24.7 23.8
45-54	23.5	21.5	21.3	20.8	26.6 27.7
55-59	5.6	5.6	5.4	5.4	11.4 12.0
+ 60+	3.8			2.7	20.5

Over 70 per cent of the borrowers for whom loans were approved during the 1967-68 fiscal year were under 45 years of age compared with less than 40 per cent of all census farm operators in this age group in the 1966 census. Similarly nearly 35 per cent were under 35 years of age compared to about 15 per cent of all census farm operators.

Plus de 70 p. 100 des emprunteurs pour résiques nous avoirs approuve des prêts au cours de l'année financière 1967-1968 avaient moins de 44 ans alors que moins de 40 p. 100 de tous les exploitants agricoles inscrits au recensement de 1965 se situaient dans ce même groupe d'âge. De même, près de 35 p. 100 avaient moins de 35 ans alors qu'il en était ainsi pour environ 15 p. 100 de tous les exploitants agricoles inscrits au recensement.

both land and chattels, as provided under Part III of the Farm Credit Act, and to other borrowers who request such services. Assistance in establishing and maintaining good farm accounting records and consultation on problems related to the management of the farm business are important aspects of these advisory services. Borrowers thus receive practical aids in the organization and management of their farm businesses.

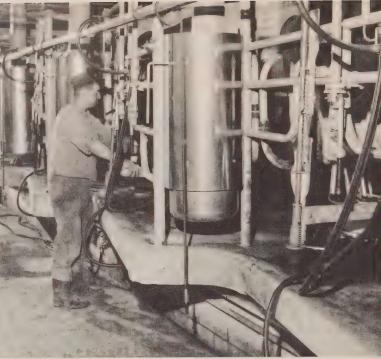
The Corporation has an electronic farm accounting program which is now serving 2,700 Canadian farmers, providing them with information important to their day to day decisions and to their long-term planning. Farmers using this service have a wide range of types and sizes of farms, so that the information available to the Corporation from this program provides a valuable insight into changes that are taking place in the physical and the financial structure of individual farm businesses and in the farm sector as a whole. Such information is most important to the development of lending policies required to meet the changing needs in farm financing in Canada. The Corporation's success with this electronic farm accounting program has been a contributing factor to the general interest in developing a National Farm Record keeping Program. The Corporation's experience has been made available to those engaged in developing such a national program.

pent à ce programme exploitent une vaste gamme d'entreprises de tout genre et de toute superficie. fournissant ainsi à la Société un apercu valable des changements qui se produisent dans la structure physique et financière de l'unité agricole comme du secteur agricole en général. Ces renseignements sont d'une importance primordiale pour élaborer des politiques de prêts capables de satisfaire aux besoins changeants du financement agricole au Canada. Le succès de la Société dans ce programme de comptabilité électronique agricole a contribué au bien commun lorsque la Société a participé à l'élaboration d'un programme national d'écritures agricoles en mettant son expérience au service des responsables de la mise au point de ce programme national.

#### Remboursements

Pendant l'année, les cultivateurs ont remboursé \$16.5 millions de capital dont \$14.6 millions par anticipation de paiement. De plus, environ \$52.8 millions ont été remboursés par de nouveaux prêts consentis par la Société soit à des emprunteurs actuels ou à des cultivateurs qui ont acheté des propriétés déjà hypothéquées par la Société. L'intérêt échu au cours de l'année s'est élevé à \$39.5 millions et de cette somme \$37.4 millions ou 94.8 p. 100 ont été payés. A la fin de l'année financière, 93.2 p. 100 de tous les prêts accordés aux termes de la Loi sur le crédit agricole étaient à jour comparativement à 94 p. 100 pour l'année financière précédente.





#### Repayments

During the year farmers paid \$16.5 million on account of principal due and \$14.6 million on account of principal not yet due. In addition \$52.8 million was paid from new loans made to borrowers with existing loans from the Corporation or to farmers purchasing properties already mortgaged to the Corporation.

Interest due and payable during the year amounted to \$39.5 million, of which \$37.4 million, or 94.8 per cent, was paid. At the end of the fiscal year, 93.2 per cent of all loans under the Farm Credit Act were in good standing compared to 94 per cent a year earlier.

## Real Property and Losses on Loans

At April 1, 1967, the Corporation held title to 13 farm properties with an inventory value of \$67,176. During the year 11 properties were acquired and 14 were sold. At the end of the year, the Corporation still had 10 properties on hand with an inventory value of \$64,201. Net losses on loans, including the write-down in the inventory value of properties on hand, amounted to \$40,239 compared to \$42,239 in 1966-67.

At the end of the fiscal year, the Corporation held 56 agreements for sale for a total value of \$178,463.

More efficient labour-saving equipment helped this dairyman adjust to change in the industry.

Un équipement plus efficace a réduit la main-d'oeuvre et aidé ce producteur à s'adapter au changement dans l'industrie laitière.

## Biens immobiliers et pertes sur les prêts

Au 1er avril 1967, la Société avait en main 13 propriétés agricoles dont la valeur aux livres était de \$67,176. Pendant l'année, 11 propriétés ont été acquises et 14 ont été vendues. A la fin de l'année, la Société détenait encore 10 propriétés dont la valeur aux livres était de \$64,201. Les pertes nettes sur les prêts y compris les réductions dans la valeur d'inventaire des propriétés en main se sont chiffrées par \$40,239 comparativement à \$42,239 en 1966-1967.

A la fin de l'année financière, la Société détenait 56 contrats de vente d'une valeur globale de \$178,-463.

# OPERATIONS UNDER THE FARM MACHINERY SYNDICATES CREDIT ACT

The object of this legislation is to help farmers overcome the high cost of individual ownership of farm machinery. Started in January 1965, the program provides a simple method for three or more farmers to join together as a syndicate for the cooperative purchase and use of farm machinery. A syndicate may borrow up to 80 per cent of the cost of machinery being purchased to a maximum of \$15,000 per member, but not exceeding \$100,00 per syndicate.

Experience indicates that farmers should associate themselves in a syndicate with others with whom

### ACTIVITÉ SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT ACCORDÉ AUX SYNDICATS DE MACHINES AGRICOLES

L'objectif de la présente Loi est d'aider les cultivateurs à combattre le coût élevé de la possession individuelle des machines agricoles. Inauguré en janvier 1965, ce programme prévoit une méthode peu compliquée pour trois cultivateurs ou plus désireux de se grouper en syndicat pour acheter et utiliser en commun des machines agricoles. Un syndicat peut emprunter jusqu'à 80 p. 100 du coût de la machinerie à acheter, soit jusqu'au maximum de \$15,000 par membre ou de \$100,000 par syndicat.

# SYNDICATE LOANS APPROVED JANUARY 1, 1965 TO MARCH 31, 1968 PRÊTS APPROUVÉS AUX SYNDICATS DU 1er JANVIER 1965 AU 31 MARS 1968

Branch	Marci Au	Up to n 31, 1966 31 mars 1966	19 Année	al Year 966-67 financière 96-1967	1 Année	cal Year 967-68 financière 67-1968		Total	Succursale
		er Amount e Montant		er Amount e Montant		er Amount re Montant		ber Amount bre Montant	
		\$		\$		\$		\$	-
B.C.	4	41,200	4	11,770	4	12,398	12	65,368	CB.
Alta.	59	529,678	35	298,974	38	495,405	132	1,324,057	Alb.
Sask.	28	119,489	12	56,885	4	25,400	44	201,774	Sask.
Man.	16	62,940	19	72,383	5	41,121	40	176,444	Man.
Ont.	14	88,496	28	258,370	20	140,133	62	486,999	Ont.
Que.	14	129,850	26	283,750	30	247,851	70	661,451	Qué.
Atlc.	1	17,240	2	17,000	1	10,500	. 4	44,740	Atlan.
TOTAL	136	988,893	126	999,132	102	972,808	364	2,960,833	TOTAL

# MACHINES PURCHASED WITH SYNDICATE LOANS — JANUARY 1, 1965 TO MARCH 31, 1968 MACHINES ACHETÉES AVEC PRÊTS AUX SYNDICATS — 1er JANVIER 1965 AU 31 MARS 1968

Type Genre	B.C. CB.	Alta. Alb.	Sask. Sask.	Man. Man.	Ont. Ont.	Que. Qué.	Atlc. Atlan.	Total
Tractors		0.0	1.0	10	20	11	2	1.01
Tracteurs	8	86	14	10	29	11	3	161
Grain Harvesting	c	72	16	15	21	22	2	161
Récoltes des céréales	5	73	16	15	21	32	2	164
Land Tillage								
Préparation des sols	11	136	32	14	54	26	_	273
Forage								
Récolte des fourrages	1	33	11	9	89	42		.185
Specialized & Misc.								
Machines spéciales et diverses	8	96	24	33	90	109_	7	367
TOTAL	33	424	97	81	283	220	12	1,150

they can work in harmony and whose farming operations and needs are similar in nature to their own. This provides a sound and workable base for the cooperative spirit so essential to the success of group ownership and operation of machinery. To avoid future difficulties each syndicate is required to enter into a written agreement acceptable to its members and the Corporation. The Corporation's Credit Advisors assist syndicate members in setting up these agreements.

While the demand for syndicate loans over the past three years has been on a limited scale, farmers who have taken advantage of the program have been pleased with the results and many syndicates have applied for further loans to purchase more equipment on a joint basis. Although the largest proportion of syndicate loans is for the purchase of specialized and tillage machines a very significant number are for the purchase of grain and forage harvesting equipment. It is apparent that the advantages considered to be inherent in the individual ownership of farm machinery are far outweighed by the benefits of joint ownership.

#### **ADMINISTRATION**

During the year the Corporation's staff of field officers was increased from 254 to 265, comprising 31 District Supervisors and 234 Credit Advisors working out of 127 field offices. The total staff increased from 620 to 630.

The total cost of administration in 1967-68 was \$6,290,484 or 0.76% of the mean investment compared to \$5,688,377 or 0.85% of the mean investment in the previous fiscal year.

#### FINANCING

#### Farm Credit Act

To finance its lending program during 1967-68, the Corporation borrowed \$194.5 million from the Minister of Finance at an average interest rate of 6.16 per cent and repaid \$32.6 million on previous borrowings, bringing the total principal indebtedness on borrowings to \$883.9 million as of March 31, 1968. The average interest rate on the Corporation's borrowings is 5.294 per cent.

#### **Operating Loss**

Approximately 80 per cent of the funds lent by the Corporation bear the statutory interest rate of 5 per cent. The Corporation borrows funds from the Minister of Finance at current interest rates which are much higher than the average rate the Corporation may charge, thus creating an interest L'expérience démontre que les cultivateurs devraient se grouper en syndicat lorsqu'ils ont des besoins et des opérations agricoles compatibles et qu'ils peuvent travailler en harmonie. Ils s'assurent ainsi une base solide et pratique pour travailler dans un sentiment de collaboration si essentiel au succès lorsqu'il s'agit de possession et d'exploitation collectives de la machinerie. Afin d'éviter les difficultés futures, chaque syndicat est tenu de signer une convention écrite acceptable à tous ses membres et à la Société. Les conseillers en crédit agricole de la Société aident les membres des syndicats à élaborer ces conventions.

Même si la demande de prêts par des syndicats a été légère au cours des trois dernières années, les cultivateurs qui ont adhéré au programme ont été heureux des résultats et ont demandé d'autres prêts pour acheter plus d'équipement en commun. Même si la majorité des prêts aux syndicats ont servi à l'achat de machines spécialisées et d'outillage de labour, un nombre important a servi à l'achat d'équipement pour la récolte du fourrage et des céréales. Il est évident que les avantages inhérents à la possession individuelle sont plus que contrebalancés par les bénéfices de la possession collective.

#### **ADMINISTRATION**

Au cours de l'année, le personnel d'agents de campagne de la Société est passé de 254 à 265; il se compose de 31 surveillants de district et de 234 conseillers en crédit agricole travaillant dans 127 bureaux de campagne. L'ensemble du personnel est passé de 620 à 630.

Le coût total de l'administration de 1967-1968 a été de \$6,290,484 ou de 0.76 p. 100 du total moyen des prêts aux cultivateurs au regard de \$4,688,377 ou de 0.85 p. 100 du total moyen des prêts aux cultivateurs au cours de l'année financière précédente.

# FINANCEMENT Loi sur le crédit agricole

Pour financer son programme de crédit pendant 1967-1968, la Société a emprunté \$194.5 millions du ministre des Finances à un taux d'intérêt moyen de 6.16 p. 100 et a remboursé \$32.6 millions sur les emprunts antérieurs, ce qui porte le total de la dette de capital sur les emprunts à \$883.9 millions au 31 mars 1968. Le taux moyen d'intérêt sur les emprunts de la Société est de 5.294 p. 100.

deficit which lasts for the duration of the Ioan. A continuation of the excess of interest cost rates over interest revenue rates will result in cumulative and rapidly accelerated annual operating losses. The operating loss of \$3,809,176 for 1967-68 has been recovered through a parliamentary vote in the main estimates of the Canada Department of Agriculture.

#### Reserve

After deducting the year's net loss on loans to farmers of \$40,239, the Corporation's Reserve at the close of the year was \$1,529,051 or 0.161 per cent of its outstanding investment in farm mortgages.

#### Farm Machinery Syndicates Credit Act

Outstanding advances by the Minister of Finance for the purposes of making loans under the Act totalled \$2,290,500 as of March 31, 1968.

Cost of operations for the year exceeded income by \$2,107.



A big machinery investment — but joint purchase and use can greatly reduce the overhead per farmer. Un gros investissement dans la machinerie — mais l'achat et l'utilisation en commun en réduisent considérablement le coût par cultivateur.

#### AUDIT

The accounts and financial transactions of the Corporation are audited by the Auditor General of Canada. Included in this Report are:

Balance Sheet showing the Assets, Liabilities, Capital and Reserves of the Corporation as at March 31, 1968, with comparative figures as at March 31, 1967;

Statement of Income and Expense for the year ended March 31, 1968, with comparative figures for the year ended March 31, 1967;

Report of the Auditor General on his audit of the accounts and financial statements of the Corporation.

#### Pertes d'exploitation

Environ 80 p. 100 des fonds prêtés par la Société porte un taux d'intérêt statutaire de 5 p. 100. La Société emprunte des fonds du ministère des Finances à des taux d'intérêt courants qui sont beaucoup plus élevés que le taux moyen que la Société peut exiger, créant ainsi un déficit d'intérêt qui se prolonge pour la durée du prêt. Si l'écart entre les taux d'intérêt payés pour l'argent emprunté et les taux d'intérêt reçus se continue, il en résultera des pertes d'opération annuelles cumulatives toujours plus grandes.

La Société a récupéré la perte d'exploitation de \$3,809,176 subie en 1967-1968 par un crédit de la Chambre lors de la présentation du budget du ministère de l'Agriculture du Canada.

#### Réserve

Après l'imputation de la perte nette de \$40,239 sur les prêts consentis aux cultivateurs, la réserve de la Société à la fin de l'année financière était de \$1,529,051 soit 0.161 p. 100 des affectations à recouvrer à titre de prêts agricoles hypothécaires.

# Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles

Les avances consenties par le ministère des Finances aux fins d'effectuer des prêts aux termes de la Loi totalisent \$2,290,500 au 31 mars 1968.

Le coût des opérations pour l'année a dépassé le revenu par \$2,107.

#### **VÉRIFICATION**

Les comptes et les opérations financières de la Société sont vérifiés par l'auditeur général du Canada. Ce rapport comprend:

> Bilan indiquant l'actif, le capital et les réserves de la Société au 31 mars 1968, avec chiffres comparatifs au 31 mars 1967;

> Relevé des recettes et des dépenses pour l'année close le 31 mars 1968 avec chiffres comparatifs pour l'année close le 31 mars 1967;

Rapport de l'auditeur général à la suite de l'examen fait par lui des livres de la Société.



#### AUDITOR GENERAL OF CANADA

Ottawa, June 10, 1968.

The Honourable J. J. Greene, Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir.

I have examined the accounts and financial statements of the Farm Credit Corporation for the year ended March  $31,\ 1968.$ 

Section 15 of the Farm Credit Act requires the Corporation to establish a Reserve out of which may be paid "any losses sustained by the Corporation in the conduct of its business". The section further provides that the Corporation shall credit its net earnings each year to this Reserve until the amount of the Reserve equals the capital of the Corporation. At March 31, 1968 the capital of the Corporation amounted to \$35,500,000 while the Reserve amounted to \$1,529,051, having been reduced by \$40,239 due to losses on loans written off during the year.

As previously pointed out, the statutory lending rate of 5% on loans to farmers has not provided sufficient income to cover the interest paid on borrowings from the Government of Canada and administrative expenses applicable to loans made at this rate. The annual excess of expense over income is now being met each year by Parliamentary appropriation. The operating loss of \$3,809,176 for the year ended March 31, 1968, compared with a loss of \$2,578,741 for the previous year, has been recovered from the Department of Agriculture Vote 70.

While continuation of the policy of providing a Parliamentary appropriation to cover the annual operating loss of the Corporation will prevent further depletion of the Reserve by such losses, no provision has been made for the building up of the Reserve to an amount equivalent to the capital of the Corporation as is contemplated by the Farm Credit Act.

In compliance with the requirements of section 87 of the Financial Administration  ${\sf Act}\ I$  now report that, in my opinion, subject to the foregoing:

- (a) proper books of account have been kept by the Corporation;
- (b) the financial statements of the Corporation
  - (i) were prepared on a basis consistent with that of the preceding year and are in agreement with the books of account,
  - (ii) in the case of the balance sheet, give a true and fair view of the state of the Corporation's affairs as at the end of the financial year, and
  - (iii) in the case of the statement of income and expense, give a true and fair view of the income and expense of the Corporation for the financial year: and
- (c) the transactions of the Corporation that have come under my notice have been within the powers of the Corporation under the Financial Administration Act and any other Act applicable to the Corporation.

Yours faithfully,

A. M. Henderson, Auditor General of Canada.





#### AUDITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

Ottawa, le 10 juin 1968.

L'honorable J. J. Greene, Ministre de l'Agriculture, Ottawa.

Monsieur le Ministre,

 ${\tt J}$  'ai examiné les comptes et les états financiers de la Société du crédit agricole pour l'année terminée le 31 mars 1968.

L'article 15 de la Loi sur le crédit agricole exige que la Société établisse ume réserve sur laquelle on peut acquitter "toute perte subie par la Société dans la conduite de ses affaires". L'article stipule en plus que la Société doit, à la fin de chaque année, porter à cette réserve ses bénéfices nets jusqu'à ce que le montant de la réserve égale le montant du capital de la Société. Au 31 mars 1968, le capital de la Société s'élevait à \$35,500,000 tandis que le solde de la réserve s'élevait à \$1,529,051 et accusait une diminution de \$40,239 en raison des pertes annulées sur les prêts au cours de l'année terminée.

Comme il a été signalé précédemment, le taux statutaire de 5 p. 100 applicable aux prêts consentis aux cultivateurs n'a pas fourni suffisamment de recettes pour couvrir les intérêts versés sur les sommes empruntées du gouvernement du Canada et les dépenses administratives des prêts consentis à ce taux. L'excédent annuel des dépenses sur les recettes est maintenant comblé chaque année par un crédit budgétaire du Parlement. La perte d'exploitation de \$3,809,176 pour l'année terminée le 31 mars 1968, au regard d'une perte de \$2,578,741 pour l'année précédente, a été comblée par le ministère de 1'Agriculture, crédit 70.

Bien que le maintien de la mesure prévoyant un crédit budgétaire du Parlement pour combler la perte annuelle d'exploitation de la Société empêchera toute nouvelle diminution de la réserve par de telles pertes, elle ne prévoit aucume disposition pour le rétablissement de cette réserve à une somme égale au capital de la Société, tel que prévu par la Loi sur le crédit agricole.

Conformément à l'article 87 de la Loi sur l'administration financière, je déclare qu'à mon avis, compte tenu de ce qui précède:

- (a) la Société a tenu une comptabilité régulière
- (b) les états financiers de la Société
  - (i) ont été établis d'une manière conforme à celle de l'année précédente et sont conformes aux livres de la comptabilité
  - (ii) en ce qui concerne le bilan, il représente de façon exacte et juste la situation de la Société à la fin de l'exercice financier, et
  - (iii) pour ce qui est de l'état des recettes et des dépenses, il présente de façon exacte et juste, les recettes et les dépenses de la Société pour l'exercice financier; et
- (c) les opérations de la Société qui ont été portées à ma connaissance entrent dans les attributions de la Société en vertu de la Loi sur l'administration financière et de toute autre loi applicable à la Société.

Votre fidèle serviteur,

L'auditeur général du Canada, A. M. Henderson.

## FARM CREDIT CORPORATION (Established by the Farm Credit Act)

Balance Sheet as at March 31, 1968 (with comparative figures as at March 31, 1967)

### ASSETS — ACTIF

	ASSLIS	- ACIII	
	1968	1967	
Cash	\$ 4,333,888	\$ 2,119,302	Encaisses
Due from Government of Canada in respect of operating loss for the year	3,809,176	2,578,741	A recouvrer du gouvernement du Canada pour combler la perte d'exploitation de l'année financière
Accounts receivable	19,493	20,064.4	Comptes à recevoir
Loans to farmers, secured by first mortgages	944,418,009	770,554,169	Prêts aux cultivateurs, en première hypothèque
Loans to farm machinery syndicates	2,211,135	1,632,406	Prêts aux syndicats de machines agricoles
Agreements for sale	178,463	142,895	Contrats de vente
Real estate held for sale	64,201	67,176	Biens-fonds détenus pour fins de vente
Capital assets, at cost: Automobiles \$ 27,351		27,351	Actif immobilisé, au prix coûtant: Automobiles
Office furniture and equipment 545,306 572,657		444,850	Ameublement et fournitures de bureau
Less: Accumulated depreciation 342,090		294,685	Moins: Amortissement
	230,567	177,516	
		,	
	\$955,264,932	\$777,292,269	
	kannas Sind mest dine selit selit di		

Certified correct: Certifié exact:	le contrôleur R. McIntosh
	Comptroller
Approved: Approuvé:	le président G. Owen Chairman

# SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE (Créée en vertu de la Loi sur le crédit agricole)

Bilan au 31 mars 1968 (avec chiffres comparatifs au 31 mars 1967)

#### LIABILITIES — PASSIF

	1968	1967	
Accounts payable	\$ 37,792	\$ 266,814	Comptes à payer
Interest accrued on Government of Canada loans	26,219,852	18,735,155	Intérêt couru sur les emprunts consentis par le gouvernement du Canada
Instalment prepayments, fire insurance recoveries, unearned appraisal fees and other deposits	5,775,955	4,209,617	Versements anticipés, obtentions d'assurances-feu, honoraires d'évaluations en dépôt, autres dépôts
Government of Canada loans in respect of: Farm Credit Act \$883,894,592		721,995,096	Prêts consentis par le gouvernement du Canada:Loi sur le crédit agricole
Farm Machinery Syndicates Credit Act		***************************************	Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles
	886,185,092	723,592,096	
Capital: Government of Canada — Capital paid in under the Farm Credit Act	35,500,000	28,900,000	Capital:  Versé par le gouvernement du Canadaen vertu de la Loi sur le crédit agricole
Reserve for losses — Farm Credit Act: Balance at beginning of year 1,569,290		1,611,529	Réserves pour pertes — Loi sur le crédit agricole:Solde au début de l'année
Deduct: Net loss on loans to farmers		42,239	Moins: Perte nette sur les prêtsaux cultivateurs
Balance at end of year Retained earnings from operations under the Farm Machinery Syndicates Credit Act:	1,529,051	1,569,290	Solde à la fin de l'année Gains retenus des opérations effec- tuées sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles:
Balance at beginning of year 19,297 Deduct: Net operating loss for year			Solde au début de l'année Moins: Perte nette d'exploitation pour l'année
Balance at end of year	17,190	19,297	Solde à la fin de l'année
	37,046,241	30,488,587	
	\$955,264,932	\$777,292,269	

I have examined the above Balance Sheet and the related Statement of Income and Expense and have reported thereon under date of June 10, 1968 to the Minister of Agriculture.

Le bilan actuel et les relevés des recettes et des dépenses ont été examinés et ont fait l'objet de mon rapport du 10 juin 1968 adressé au ministre de l'Agriculture.

L'auditeur général du Canada
A. M. Henderson

Auditor General of Canada

### FARM CREDIT CORPORATION

Statement of Income and Expense for the year ended March 31, 1968 (with comparative figures for the year ended March 31, 1967)

#### OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT

		1968	1967
Income			
Interest earned on mortgage loans to farmers		\$43,202,515	\$34,151,751
Deduct: Interest on loans from the Government of Canada		41,990,079	32,193,853
		1,212,436	1,957,898
Appraisal, legal and supervision fees		1,127,994	1,091,801
Other Income		140,878	59,937
		2,481,308	3,109,636
Expense			
Salaries (including \$40,372 for executive officers)	\$4,517,415		4,167,223
Employee benefits	304,399		285,717
Travel	593,819		532,199
Office accommodation	395,969		304,561
Printing, stationery and office supplies	121,318		112,520
Rental and maintenance of office equipment	91,135		<b>7</b> 2,547
Telephone	76,111		62,325
Postage and express	62,085		55,529
Depreciation of automobiles and office equipment	59,074		46,424
Appeal Boards — fees and expenses	15,648		11,879
Advertising	13,371		15,315
Professional services	11,385		15,886
Advisory Committee	5,099		7,891
Miscellaneous	49,774		24,957
	6,316,602		5,714,973
Less: Portion allocated to operations under the Farm Machinery Syndicates Credit Act	26,118		26,596
		6,290,484	5,688,377
Net operating loss, provided for by Department of Agriculture Vote 70			\$ 2,578,741
The state of the s			7 2,0,0,, 11

### OPERATIONS UNDER THE FARM MACHINERY SYNDICATES CREDIT ACT

Income	1968	1967
	123,732	\$ 76.423
Interest earned\$	,	, ,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,
Deduct: Interest on loans from the Government of Canada	109,475	63,877
	14,257	12,546
Service charges	9,754	9,041
	24,011	21,587
Portion of Corporation expenses allocated to operations under this Act	26,118	26,596
Net operating loss charged to retained earnings	2,107	\$ 5,009

## SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1968 (avec chiffres comparatifs, année terminée le 31 mars 1967)

### OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

Recettes		1968	1967
Intérêts acquis sur les prêts aux cultivateurs		\$43,202,515	\$34,151,751
A déduire: Intérêts sur les prêts consentis par le gouvernement du Canada			32,193,853
		1,212,436	1,957,898
Honoraires d'évaluation, de vacations et de surveillance			1,091,801
Autre revenu		140,878	59,937
		2,481,308	3,109,636
Dépenses			
Traitements (y compris \$40,372 pour les agents exécutifs)	. \$4,517,415		4,167,223
Bénéfices aux employés	. 304,399		285,717
Frais de voyage	. 593,819		532,199
Loyers et entretien de bureaux	395,969		304,561
Impressions, papeterie et fournitures de bureau	. 121,318		112,520
Location et entretien du matériel de bureau	91,135		72,547
Téléphones	76,111		62,325
Affranchissement et messageries	62,085		55,529
Dépréciation d'automobiles, d'ameublement et de fournitures de bureau	. 59,074		46,424
Honoraires et dépenses des commissions d'appel	. 15,648		11,879
Publicité	13,371		15,315
Services professionnels	. 11,385		15,886
Comité consultatif	. 5,099		7,891
Divers	49,774		24,957
Miles Market Mark and a fast an area to defend a fast and	6,316,602		5,714,973
Moins: Montant affecté aux opérations sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles	. 26,118		26,596
		6,290,484	5,688,377
Perte nette d'exploitation comblée par un crédit budgétaire du ministère de l'A	Agriculture, créd	dit 70\$ 3,809,176	\$ 2,578,741

### OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT ACCORDÉ AUX SYNDICATS DE MACHINES AGRICOLES

Recettes	1968	1967
Intérêts acquis\$	123,732	\$ 76,423
A déduire: Intérêts sur les prêts consentis par le gouvernement du Canada	109,475	63,877
	14,257	12,546
Frais de service	9,754	9,041
	24,011	21,587
Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette loi	26,118	26,596
Perte nette d'exploitation portée au compte des gains retenus	2,107	\$ 5,009

# STATEMENT BY PROVINCES OF OUTSTANDING FARM CREDIT ACT MORTGAGE LOAN ACCOUNTS AS AT MARCH 31, 1968

			Principal	
	Number Nombre	Due Échu	Not Due Non échu	Total
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	2,636 14,513 18,086 5,363 13,849 6,477 872 425 1,236 25	\$ 171,636 767,019 276,941 68,883 383,581 95,880 16,650 22,494 32,422 471	\$ 50,765,921 228,934,787 249,995,429 77,333,811 196,192,902 89,470,283 8,732,436 3,968,091 8,094,940 512,618	\$ 50,937,557 229,701,806 250,272,370 77,402,694 196,576,483 89,566,163 8,749,086 3,990,585 8,127,362 513,089
NATIONAL	63,482	1,835,977	914,001,218	915,837,195

# STATEMENT BY PROVINCES OF OUTSTANDING AGREEMENTS FOR SALE ACCOUNTS AS AT MARCH 31, 1968

			Principal	
	Number Nombre	Due Échu	Not Due Non échu	Total
		\$	\$	\$
British Columbia	_			
Alberta	1	-	963	963
Saskatchewan	2	1	655	656
Manitoba			_	
Ontario	10	234	47,406	47,640
Quebec	26	734	82,536	83,270
New Brunswick	16	32	41,163	41,195
Nova Scotia			<u> </u>	
Prince Edward Island	1	301	380	681
Newfoundland			_	
NATIONAL	56	1,302	173,103	174,405

# RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS HYPOTHÉCAIRES AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE, COMPTES ARRÊTÉS LE 31 MARS 1968

	Interest — Intérêt		Other Charges		
Due Échu	Not Due Non échu	Total	Autres frais	TOTAL	
\$	\$	\$	\$	\$	
228,394	1,110,669	1,339,063	7,808	52,284,428	Colombie-Britannique
900,717	7,926,913	8,827,630	42,479	238,571,915	Alberta
312,784	8,557,845	8,870,629	18,005	259,161,004	Saskatchewan
85,256	2,137,504	2,222,760	4,732	79,630,186	Manitoba
414,191	4,451,910	4,866,101	21,246	201,463,830	Ontario
60,991	1,756,235	1,817,226	14,431	91,397,820	Québec
5,241	220,264	225,505	1,096	8,975,687	Nouveau-Brunswick
14,936	75,410	90,346	1,150	4,082,081	Nouvelle-Écosse
23,097	175,697	198,794	1,606	8,327,762	Ile-du-Prince-Édouard
552	9,559	10,111	96	523,296	Terre-Neuve
2,046,159	26,422,006	28,468,165	112,649	944,418,009	TOTAL

# RÉPARTITION PAR PROVINCE, AU 31 MARS 1968, DES SOLDES À PERCEVOIR D'APRÈS LES CONTRATS DE VENTE

4	1	nterest — Intérêt				
	Due Échu	Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	TOTAL	
	\$	\$	\$	\$	\$	
	-		_	_	name of the same o	Colombie-Britannique
		20	20	_	983	Alberta
	3		3		659	Saskatchewan
						Manitoba
	169	957	1,126		48,766	Ontario
	386	1,687	2,073	4	85,347	Québec
	64	701	765	9	41,969	Nouveau-Brunswick
					_	Nouvelle-Écosse
	40	6	46	12	739	Ile-du-Prince-Édouard
		quente	-			Terre-Neuve
	662	3,371	4,033	25	178,463	TOTAL



The wise use of credit helps farm families achieve a reasonable standard of living.

L'utilisation judicieuse du crédit aide la famille agricole à atteindre un niveau de vie raisonnable.

## STATEMENT OF OUTSTANDING LOANS FROM THE MINISTER OF FINANCE AS AT MARCH 31, 1968

## RELEVÉ DES PRÊTS À REMBOURSER AU MINISTRE DES FINANCES AU 31 MARS, 1968

pe A	D 14	A D	F 10 19		Report .
LA	IJ M	- I- U		AC.	
- FU				41.	_

## LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

	LAN	III OKEDII AUI		LOI SON LL ON	LDII AUNIOULL
Year	Amount	Interest	Year	Amount	Interest
Drawn	Outstanding	Rate	Drawn	Outstanding	Rate
Emprunté	Montant	Taux	Emprunté	Montant	Taux
en	impayé	d'intérêt	en	impayé	d'intérêt
	\$	%		\$	%
1945—1946					
to — à					
1951—1952	15,000,000	3	1962—1963	16,947,992	4.5
1953—1954	6,200,000	3.75		7,621,577	5.5
1954—1955	1,900,000	3.25		14,728,341	4.75
1955—1956	2,500,000	3.125	1963—1964	26,779,648	4.375
	2,200,000	3.25		26,267,345	4.75
1956—1957	3,500,000	3.375	1964—1965	72,497,941	5.375
	3,312,960	3.5		32,508,402	5.25
	3,558,549	4	1965—1966	77,928,894	5.25
1957—1958	5,241,963	4.125		41,643,670	5.375
	4,830,171	4.375		36,346, 438	5.625
1958—1959	7,787,484	4	1966—1967	34,000,000	5.75
	2,379,412	4.25		58,000,000	5.875
	8,921,594	4.5		55,500,000	6
1959—1960	11,196,967	5	1057 1050	34,500,000	5.875
	13,315,337	5.75	1967—1968	43,183,839	5.3125
1960—1961	10,447,275	5.75		58,316,161	6.125
	21,437,080	5		57,000,000 36,000,000	6.375 6.875
1961—1962	15,138,550	5		30,000,000	0.073
	15,257,002	4.5	TOTAL	\$883,894,592	

# FARM MACHINERY SYNDICATES CREDIT ACT CREDIT ACT SYNDICATS DE MACHINES AGRICOLES

Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé	Interest Rate Taux d'intérêt
	\$	%
1964—1965 1965—1966	27,500 273,000 297,500	5 4.875 5.125
1966—1967	495,000 247,500	5.625 5.75
1967—1968	300,000 300,000 350,000	5.875 5.875 6.1875
TOTAL	\$2,290,500	

# STATEMENT OF LOANS DISBURSED AND OUTSTANDING BY FISCAL YEARS TO MARCH 31, 1968

## RELEVÉ AU 31 MARS 1968 DES PRÊTS DÉBOURSÉS ET À RECOUVRER PAR ANNÉE FINANCIÈRE

Fiscal Year	Loans Disbursed			ve Total of Disbursed	Principal of Loans Outstanding End of Year	
	Prêts de	éboursés	s Total cumulatif des prêts déboursés			à recouvrer de l'année
Année Financière	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$		\$
1929—1930	1,270	2,630,377	1,270	2,630,377	1,270	2,613,671
1930—1931	2,102	3,517,489	3,372	6,147,866	3,109	6,033,805
1931—1932	468	1,996,344	3,840	8,144,210	3,492	7,878,741
1932—1933	655	1,276,114	4,495	9,420,324	4,394	8,927,985
1933—1934	307	558,630	4,802	9,978,954	4,652	9,125,513
1934—1935	352	547,207	5,154	10,526,161	4,866	9,332,329
1935—1936	3,593	7,423,779	8,747	17,949,940	8,322	16,178,516
1936—1937	5,385	11,074,156	14,132	29,024,096	13,588	28,506,308
1937—1938	2,523	5,264,308	16,655	34,288,404	15,829	30,336,749
1938—1939	2,232	4,338,843	18,887	38,627,247	17,747	33,065,470
1939—1940	2,361	4,342,662	21,248	42,969,909	19,756	35,411,729
1940—1941	1,425	2,727,507	22,673	45,697,416	20,782	35,947,883
19411942	1,112	2,133,514	23,785	47,830,930	21,333	35,256,188
1942—1943	642	1,320,256	24,427	49,151,186	21,020	33,120,484
1943—1944	590	1,336,103	25,017	50,487,289	19,447	28,716,696
1944—1945	695	1,661,410	25,712	52,148,699	16,929	24,199,388
1945—1946	877	2,121,207	26,589	54,269,906	15,721	22,513,863
1946—1947	1,286	3,273,811	27,875	57,543,717	15,032	22,119,005
1947—1948	1,218	3,185,240	29,093	60,728,957	14,790	22,327,258
1948—1949	1,751	4,595,036	30,844	65,323,993	15,006	23,890,389
1949—1950	1,841	4,942,930	32,685	70,266,923	15,566	25,821,426
1950—1951	1,800	4,693,079	34,485	74,960,002	16,184	27,802,774
1951—1952	1,508	4,469,091	35,993	79,429,093	16,497	29,238,810
1952—1953	1,514	5,118,559	37,507	84,547,652	16,667	31,005,250
1953—1954	1,908	7,000,540	39,415	91,548,192	17,267	34,591,645
1954—1955	2,137	8,207,003	41,552	99,755,195	18,111	39,455,931
1955—1956	2,087	8,254,323	43,639	108,009,518	18,931	44,075,268
1956—1957	2,826	13,183,992	46,465	121,193,510	20,372	52,730,198
1957—1958	3,500	19,343,560	49,965	140,537,070	22,494	67,112,206
1958—1959	4,659	28,368,265	54,624	168,905,335	25,471	89,301,022
1959—1960	5,169	35,840,882	59,793	204,746,217	28,453	117,233,247
1960—1961	5,162	52,305,266	64,955	257,051,483	31,054	158,447,392
1961—1962	6,027	68,886,875	70,982	325,938,358	34,175	212,138,307
1962—1963	6,453	78,428,094	77,435	404,366,452	37,462	270,277,265
1963—1964	7,802	96,315,635	85,237	500,682,087	41,868	341,169,139
1964—1965	9,845	139,750,639	95,082	640,432,726	47,404	443,560,275
1965—1966	11,049	201,687,642	106,131	842,120,368	52,932	586,356,486
1966—1967	11,632	234,447,269	117,763	1,076,567,637	58,258	748,532,844
1967—1968	11,559	251,228,049	129,322	1,327,795,686	63,482	915,837,195

# STATEMENT BY PROVINCES OF FARM CREDIT ACT LOANS DIBURSED DURING THE YEAR ENDED MARCH 31, 1968

	Part II —	- Partie II	Part III —	Partie III
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$
British Columbia	467	11,458,563	42	1,976,463
Alberta	2,511	57,067,629	64	2,512,586
Saskatchewan	3,407	73,152,352	64	2,378,140
Manitoba	1,146	25,157,967	72	2,478,670
Ontario	1,863	38,864,694	129	4,261,165
Quebec	1,037	15,113,169	445	11.017.631
New Brunswick	134	2,185,625	12	443.789
Nova Scotia	25	454,163	8	205,626
	112	1,963,204	10	286,219
Prince Edward Island			10	200,219
Newfoundland	11	250,394		
NATIONAL	10,713	225,667,760	·	25,560,289

# STATEMENT BY PROVINCES OF FARM CREDIT ACT LOANS APPROVED DURING THE PAST FIVE FISCAL YEARS

	1963-	1964	1965-	1966		
	Number Nombre	Amount Montant	1964- Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	355 2,043 2,332 625 1,796 1,221 83 74 155	\$ 5,632,100 27,157,600 25,200,900 7,460,800 24,766,000 14,710,400 945,200 821,800 1,245,700 68,600	487 2,602 2,601 691 2,131 1,354 72 77 124 3	\$ 9,934,800 42,512,300 35,570,100 9,176,200 34,461,200 20,326,500 821,300 964,100 991,700 55,700	611 2,940 3,197 899 2,210 1,140 81 58 100 2	\$ 14,014,600 58,346,300 56,570,200 14,879,500 42,695,300 18,987,200 1,304,400 1,006,800 1,134,900 45,700
NATIONAL	8,689	108,009,100	10,142	154,813,900	11,238	208,984,900

# STATEMENT BY PROVINCES OF FARM CREDIT ACT LOANS DISBURSED TO MARCH 31 1968

IU MARCH 31, 1968						
	Under the Canadia (1929-Oct Sous le régime de agricole c		Under the Farm Credit Act (Oct. 5/59 - March 31, 1968)			
	(1929-4 oc		Part II -	- Partie II	Part III	
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	2,699 9,954 13,366 6,342 9,745 9,173 1,749 1,638 2,094	\$ 8,751,182 28,146,771 48,327,821 19,884,810 43,295,717 22,454,666 3,720,899 3,537,293 5,041,427	3,029 17,191 21,018 5,568 14,131 5,252 751 345 962 32	\$ 57,468,185 277,712,921 305,359,201 87,274,255 218,220,250 68,150,557 9,188,507 4,030,831 8,967,863 627,258	262 427 451 207 1,033 1,699 79 68 56	
NATIONAL	56,760	183,160,586	68,279	1,036,999,828		

## RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS DÉBOURSÉS DURANT L'ANNÉE CLOSE LE 31 MARS 1968 AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

	otal	
Number Nombre	Amount Montant	
	\$	
509 2,575 3,471 1,218 1,992 1,482 146 33 122	13,435,026 59,580,215 75,530,492 27,636,637 43,125,859 26,130,800 2,629,414 659,789 2,249,423 250,394	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Ile-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
	251,228,049	TOTAL

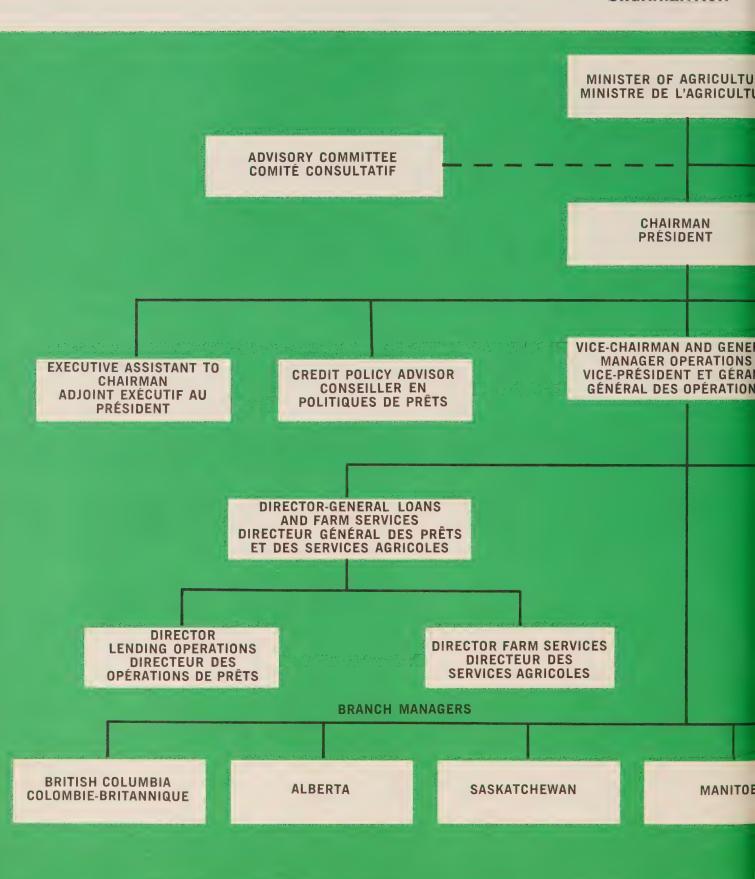
## RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS APPROUVÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

1966-1967	1967-1968	1963-1968	
Number Amount Nombre Montant	Number Amount Nombre Montant	Number Amount Nombre Montant	
\$ 582 15,017,800 2,844 62,408,800 3,656 72,046,700 1,122 22,160,200 2,042 43,332,600 1,522 25,941,200 195 3,592,200 49 842,200 141 2,242,700 14 363,100	\$ 519 13,617,400 2,829 65,556,200 3,665 80,618,600 1,211 27,933,300 2,012 43,956,600 1,406 25,668,800 144 2,660,500 39 770,100 120 2,287,100 9 167,900	\$ 2,554	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Ile-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
12,167 247,947,500	11,954 263,236,500	54,190 982,991,900	TOTAL SISTEMATING CONTROLS

## RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS DÉBOURSÉS AU 31 MARS 1968 AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

Sous le régime de la Loi sur le crédit agricole (5 oct. 1959—31 mars 1968)		TOTAL TO MARCH 31, 1968 TOTAL AU 31 MARS 1968
Partie III	Total	
Amount Montant	Number Amount Nombre Montant	Number All Amount Nombre Montant
\$ 8,921,105 12,959,180 11,742,805 5,242,850 25,817,375 38,394,634 1,909,161 1,557,673 1,066,481 24,008	\$ 3,291 66,389,290 17,618 290,672,101 21,469 317,102,006 5,775 92,517,105 15,164 244,037,625 6,951 106,545,191 830 11,097,668 413 5,588,504 1,018 10,034,344 33 651,266 72,562 1,144,635,100	\$ 5,990 75,140,472 Colombie-Britannique 27,572 318,818,872 Alberta 34,835 365,429,827 Saskatchewan 12,117 112,401,915 Manitoba 24,909 287,333,342 Ontario 16,124 128,999,857 Québec 2,579 14,818,567 Nouveau-Brunswick 2,051 9,125,797 Nouvelle-Ecosse 3,112 15,075,771 Ile-du-Prince-Édouard 33 651,266 TOTAL

## **ORGANIZATION**



# CORPORATION FARM CREDIT **ORGANIGRAMME** SOCIÈTE DU **BOARD OF THE CORPORATION** MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ **PUBLIC RELATIONS OFFICER** LEGAL COUNSEL **AGENT DES CONSEILLER JURIDIQUE** RELATIONS EXTÉRIEURES CRETARY AND DIRECTOR COMPTROLLER DIRECTOR MINISTRATIVE SERVICES FINANCIAL SERVICES PERSONNEL SERVICES CRÉTAIRE ET DIRECTEUR **CONTRÔLEUR DES** DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS SERVICES FINANCIERS SERVICES DU PERSONNEL

GÉRANTS DES SUCCURSALES

ONTARIO

QUEBEC QUÉBEC ATLANTIC PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

# MEMBERS OF THE CORPORATION

# MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Chairman

Vice-Chairman

Member

Member

Member

GEORGE OWEN

WILLIAM H. OZARD

W. ESMOND JARVIS

ANDRÉ SAUMIER

JOSEPH F. PARKINSON

Président

Vice-Président

Membre

Membre

Membre

Secretary to Corporation

Secrétaire de la Société

#### W. RALPH deGRUCHY

# HEAD OFFICE

# SIÈGE SOCIAL

Chief Executive Officer

General Manager Operations

Director-General, Loans & Farm Services

Director Administrative Services

Comptroller Financial Services

**Director Lending Operations** 

Director Farm Services

Director Personnel Services

Credit Policy Advisor

Executive Assistant to Chairman

Legal Counsel

Public Relations Officer

Chief Accountant

Chief, Systems Development

G. OWEN

W. H. OZARD

W. A. DUNCAN

W. R. deGRUCHY

R. McINTOSH

A. H. HOLMES

A. H. HARRISON

C. S. CAMERON

H. D. CARR

E. J. SIVYER

W. A. REEVE

S. O. ROBINSON

P. A. LANOIX

C. A. RADLEY

Principal fonctionnaire exécutif

Gérant général des opérations

Directeur général des prêts et des services agricoles

Directeur des services administratifs

Contrôleur des services financiers

Directeur des opérations de prêts

Directeur des services agricoles

Directeur des services du personnel

Conseiller en politiques de prêts

Adjoint exécutif au Président

Conseiller juridique

Agent des relations extérieures

Comptable en chef

Chef de l'élaboration des méthodes



# MEMBERS OF THE ADVISORY COMMITTEE

# MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF

Chairman Victoria, British Columbia

High River, Alberta

Lorlie, Saskatchewan

Darlingford, Manitoba

Embro, Ontario

Douglas, Ontario

Wyman, Quebec

Verchères, Quebec

St. Paul, New Brunswick

Amherst, Nova Scotia

CHARLES E. S. WALLS

J. ALLEN BAKER

JOHN R. STILBORN

**ALLAN ARNOTT** 

**CHARLES MUNRO** 

HAROLD GALLAGHER

S. WYMAN MACKECHNIE

**ROLAND PIGEON** 

FRANCIS GAUDET

**GARNET FISHER** 

Président

Victoria, Colombie-Britannique

High River, Alberta

Lorlie, Saskatchewan

Darlingford, Manitoba

Embro, Ontario

Douglas, Ontario

Wyman, Québec

Verchères, Québec

St-Paul, Nouveau-Brunswick

Amherst, Nouvelle-Écosse

# CHAIRMEN OF APPEAL BOARDS

# PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS D'APPEL

Oyama, British Columbia

Spruce Grove, Alberta

Pense, Saskatchewan

Graysville, Manitoba

Burgessville, Ontario

Warwick, Quebec

Grand Falls, New Brunswick

Grand Pré, Nova Scotia

St. Eleanor's, Prince Edward Island

**VERNON ELLISON** 

J. HAROLD McLAUGHLIN

**HOWARD N. LASBY** 

JOHN MURTA

FRED COHOE

JOSAPHAT CARRIER

ALBERT DESJARDINS

**GORDON WOODMAN** 

**CHARLES YEO** 

Oyama, Colombie-Britannique

Spruce Grove, Alberta

Pense, Saskatchewan

Graysville, Manitoba

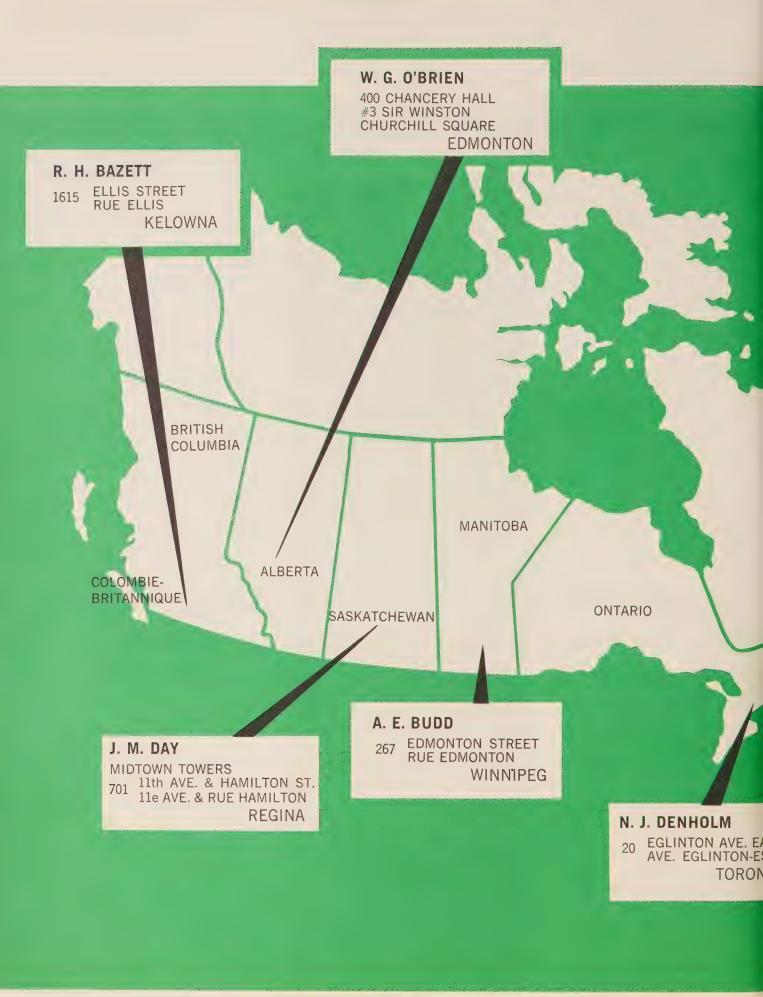
Burgessville, Ontario

Warwick, Québec

Grand Falls, Nouveau-Brunswick

Grand-Pré, Nouvelle-Écosse

St Eleanor's, Ile-du-Prince-Édouard



# RANCH OFFICES MANAGERS U**c**cursales - Gerants

## A. F. LANGLOIS

PLACE LAURIER, SUITE 410A-417 2700 BOULEVARD LAURIER STE-FOY QUEBEC 10



10 ALMA STREET RUE ALMA

MONCTON

# DISTRICT AND FIELD OFFICES

District offices shown in capital letters

# BUREAUX DE DISTRICT ET DE CAMPAGNE

Bureaux de district indiqués et lettres majuscules

# BRITISH COLUMBIA COLOMBIE-BRITANNIQUE

#### KELOWNA.

Chilliwack; Dawson Creek; Duncan; Fort St. John; Kamloops; Langley; Smithers; Vernon; West Summerland.

#### ALBERTA

#### CALGARY; EDMONTON; GRANDE PRAIRIE; RED DEER: VEGREVILLE: WETASKIWIN.

Athabasca; Barrhead; Brooks; Calgary; Camrose; Didsbury; Drumheller; Edmonton; Evansburg; Fairview; Falher; Fort Macleod; Grande Prairie; Hanna; High River; Innisfail; Lacombe; Lethbridge; Medicine Hat; Peace River; Red Deer; Redwater; Stettler; St. Paul; Vegreville; Vermilion; Wainwright; Westlock; Wetaskiwin.

#### SASKATCHEWAN

### N. BATTLEFORD; PRINCE ALBERT; REGINA; SASKATOON; SWIFT CURRENT; YORKTON.

Assiniboia; Carlyle; Estevan; Humboldt; Indian Head; Kelvington; Kindersley; Meadow Lake; Melfort; Moose Jaw; Nipawin; N. Battleford; Preeceville; Prince Albert; Regina; Rosetown; Saskatoon; Shaunavon; Spiritwood; Swift Current; Tisdale; Unity; Watrous; Weyburn; Whitewood; Wynyard; Yorkton.

## MANITOBA

#### BRANDON: WINNIPEG.

Arborg; Brandon; Carman; Dauphin; Killarney; Morden; Neepawa; Portage la Prairie; Roblin; Virden; Winnipeg.

#### ONTARIO

# BARRIE; CHATHAM; GUELPH; OTTAWA;

WALKERTON; WOODSTOCK
Arnprior; Barrie; Campbellford; Chatham; Cornwall; Essex;
Fort William; Goderich; Guelph; Hamilton; Kingston; Lindsay;
Listowel; London; New Liskeard; North Bay; Orangeville;
Ottawa; Owen Sound; Petrolia; Port Perry; Simcoe; St.
Catharines; Stratford; St. Thomas; Walkerton; Woodstock.

#### OUEBEC OHFRÉC.

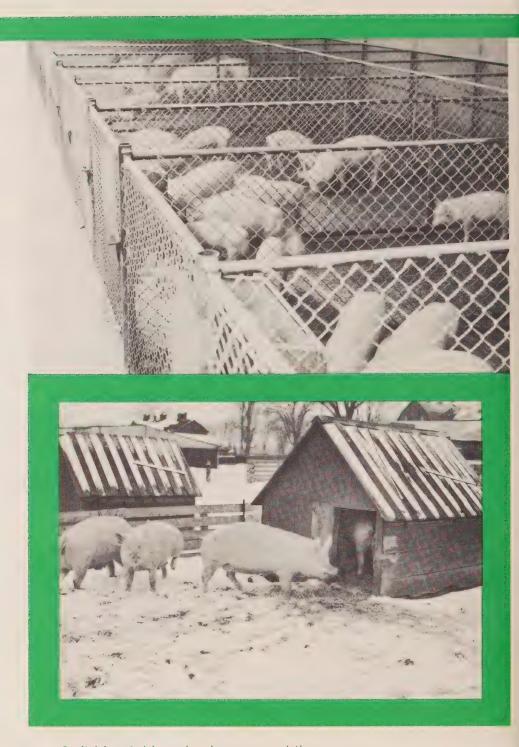
#### QUEBEC; RIMOUSKI; ROBERVAL; ST-HYACINTHE: ST-JEAN: SHERBROOKE: VICTORIAVILLE.

Drummondville; Hull; Joliette; Lévis; Québec; Rimouski; Roberval; Rouyn; St-Hyacinthe; St-Jen; St-Jérôme; Sherbrooke; Trois-Rivières; Valleyfield; Victoriaville; Waterloo.

#### ATLANTIC **ATLANTIOUE**

#### GRAND FALLS; BRIDGETOWN; CHARLOTTETOWN.

Fredericton; Grand Falls; Sussex; Woodstock; Bridgetown; Truro; Windsor; Charlottetown.



Capital invested in modern hog accommodation can be profitable.

Le capital investi dans une porcherie moderne peut être profitable.

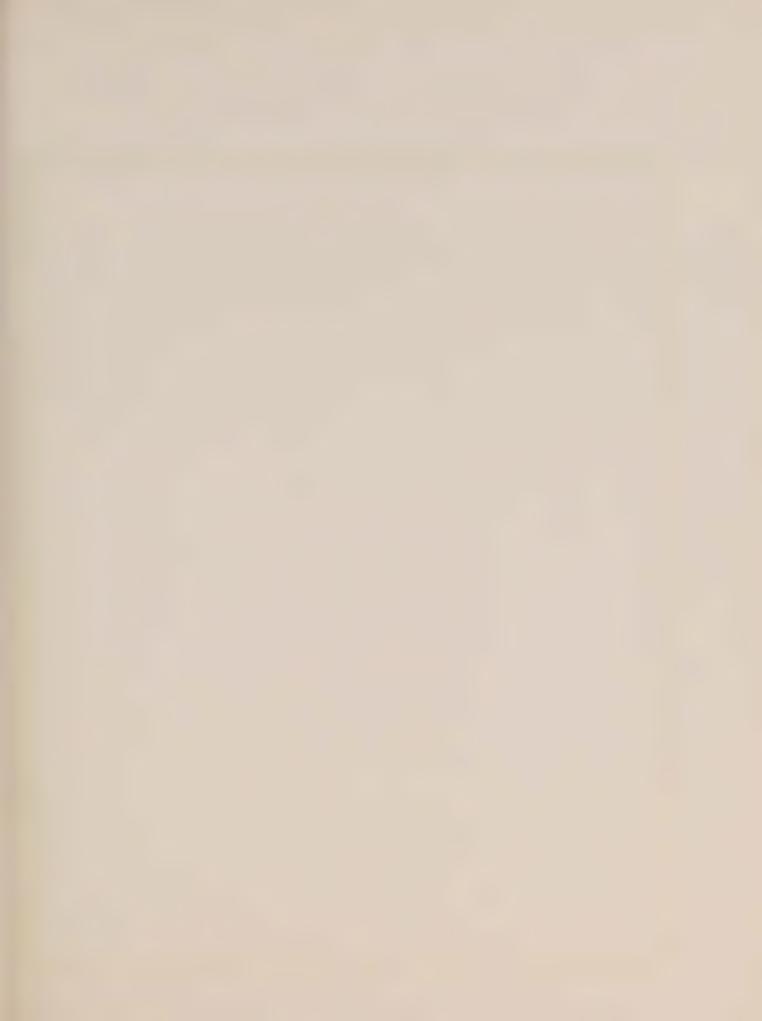


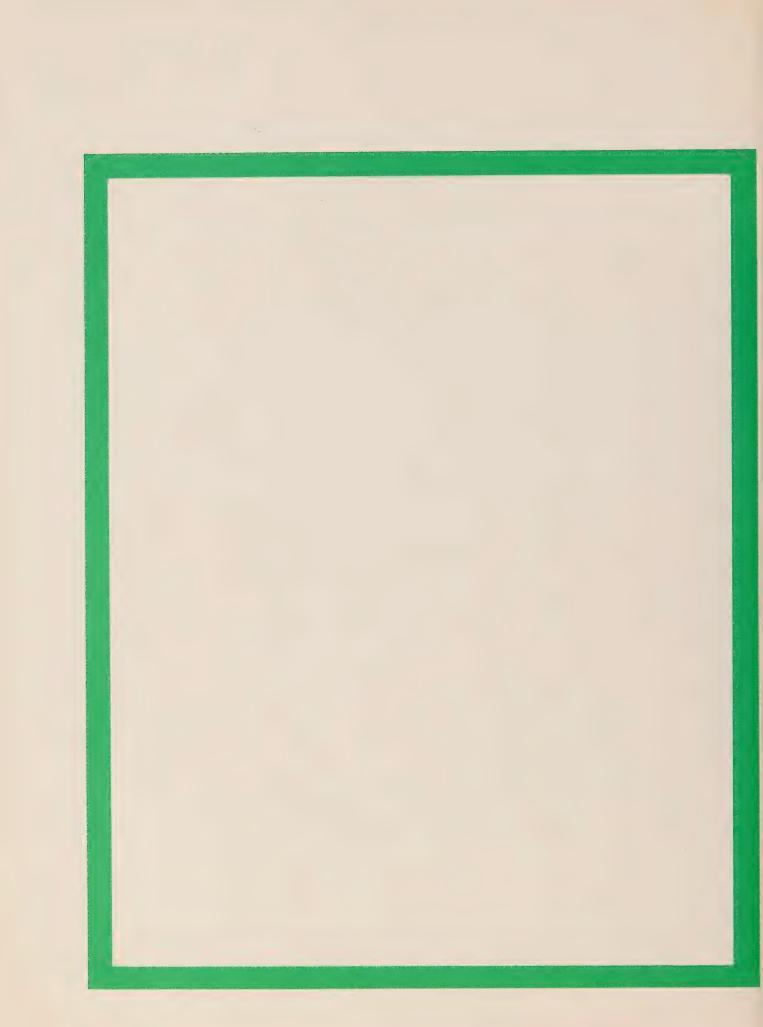
Credit can serve to make small farms into profitable businesses by expanding production inside as well as outside the line fences.

Le crédit peut servir à transformer des petites fermes en des entreprises rentables tant par l'augmentation de la production que par l'agrandissement des fermes.



FARM CREDIT CORPORATION, Sir John Carling Building, P.O. Box 4209, Postal Station E, Ottawa 1 SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE, Édifice Sir John Carling, C.P. 4209, Succursale Postale E, Ottawa 1





D B41

- A55 CREDIT

RATION

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE Government Publications



# ANNUAL REPORT RAPPORT ANNUEL 1968-69

# CONTENTS TABLE DES MATIÈRES

Highlights	4	Sommaire
Introduction	5	Introduction
Legislation	7	Mesures législatives
Operations under the Farm Credit Act	11	Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole
Operations under the Farm Syndicates Credit Act	15	Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndicats agricoles
Administration	16	Administration
Financing	16	Financement
Auditor General's Report	18—19	Rapport de l'Auditeur général
Balance Sheet as at March 31, 1969	20—21	Bilan au 31 mars 1969
Statement of Income and Expense for Year Ended March 31, 1969	22—23	Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1969
Statement by Provinces of Outstanding Mortgage Loan and Agreements for Sale Accounts	24—25	Relevé par province des prêts hypothécaires et des soldes à percevoir d'après les contrats de vente
Outstanding Loans from the Minister of Finance	26	Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances
Loans Disbursed and Outstanding by Fiscal Years	27	Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière
Statement by Provinces of Farm Loans Approved and Disbursed	28—29	Relevé par province des prêts agricoles approuvés et déboursés
Members of the Corporation	30	Membres de la Société
Head Office	30	Siège social
Members of the Advisory Committee	31	Membres du Comité consultatif
Chairmen of Appeal Boards	31	Présidents des Commissions d'appel
Branch, District and Field Offices	32	Succursales, bureaux de district et de campagne

Government Publications



# ANNUAL REPORT RAPPORT ANNUEL 1968-69

The Farm Credit Corporation is a Crown agency reporting to Parliament through the Minister of Agriculture. Established by the Farm Credit Act of 1959 as successor to the Canadian Farm Loan Board, its primary objective is to provide long-term mortgage credit under suitable terms and conditions to assist Canadian farmers to organize viable family farm businesses and to promote the development of a sound and competitive farming industry. It also administers the Farm Syndicates Credit Act providing loans to groups or "syndicates" of farmers organized to share in the purchase and use of farm machinery, buildings and installed equipment.

La Société du crédit agricole est une société de la Couronne faisant rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture. Établie par la Loi sur le crédit agricole de 1959 pour succéder à la Commission du prêt agricole canadien, son objectif principal est de consentir des prêts hypothécaires à long terme sous des conditions et des modalités favorables pour aider les cultivateurs canadiens à organiser de façon rentable des exploitations agricoles familiales et promouvoir le développement d'une industrie agricole saine et concurrentielle. Elle administre aussi la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles qui prévoit des prêts à des groupes ou "syndicats" de cultivateurs réunis pour partager entre eux l'achat et l'utilisation de la machinerie agricole, des bâtiments et de l'équipement fixe.



## FARM CREDIT CORPORATION

SIR JOHN CARLING BUILDING
P.O.BOX 4209, POSTAL STATION E
OTTAWA I

OFFICE OF THE CHAIRMAN

June 19, 1969.

The Honourable H.A. Olson, P.C., M.P., Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir:

I have the honour to submit the Tenth Annual Report of the Farm Credit Corporation and statement of accounts for the fiscal year ended March 31, 1969.

On behalf of the Members of the Corporation, I should like to express sincere appreciation to the Members of the Advisory Committee and Appeal Boards, and to the staff of the Corporation, for their cooperation and for the effective manner in which they carried out their responsibilities during the year.

Respectfully submitted,

Chairman.



#### SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

ÉDIFICE SIR JOHN CARLING C.P. 4209, SUCCURSALE POSTALE E OTTAWA I

CABINET DU PRÉSIDENT

1e 19 juin 1969

L'Honorable H. A. Olson, C.P., député, Ministre de l'Agriculture, Ottawa.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le dixième rapport annuel de la Société du crédit agricole et les états financiers pour l'année financière close le 31 mars 1969.

Au nom des membres de la Société, je désire exprimer ma sincère appréciation aux membres du Comité consultatif et des Commissions d'appel, et au personnel de la Société, pour leur collaboration et l'excellente façon avec laquelle ils se sont acquittés de leurs responsabilités pendant l'année.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments dévoués.

Le président,

Glower

# HIGHLIGHTS FARM CREDIT ACT

# SOMMAIRE DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

	1968 - 1969	1967 - 1968	
NUMBER OF LOANS APPROVED	9,159	11,954	NOMBRE DE PRÊTS APPROUVÉS
AMOUNT OF LOANS APPROVED	\$208,330,500	\$263,236,500	MONTANT DES PRÊTS APPROUVÉS
AVERAGE AMOUNT OF LOAN	\$22,750	\$22,020	MOYENNE DES PRÊTS EN DOLLARS
NUMBER OF LOANS OUTSTANDING	67,108	63,482	NOMBRE DE PRÊTS AUX LIVRES
PRINCIPAL AMOUNT OUTSTANDING	\$1,036,149,124	\$915,837,195	SOMME DU CAPITAL PRÊTÉ
PERCENTAGE LOANS IN GOOD STANDING	91.4	93.2	POURCENTAGE DE REMBOURSEMENT SATISFAISANT

1968-1969

TENTH
annual
report



DIXIÈME rapport annuel

#### INTRODUCTION

Although the number of farms with loans outstanding under the Farm Credit Act continues to increase, this was the first year since inception of the Corporation in which lending decreased from the preceding year. The total amount of loans approved under the Act in the fiscal year ended March 31, 1969, was 20.8 per cent less than that approved during the previous fiscal year. This decrease in the demand for loans does not appear to have been the result of any single factor but rather to be attributable to several influences.

Farm sizes have been increasing very rapidly in recent years. Since the beginning of April 1960, the Corporation has lent approximately \$726 million for the purchase of land, of which about \$558 million was for the purchase of land to add to existing farms, in other words for farm consolidation, with the balance going towards the purchase of new farm units. The fact that credit has been readily available under the Farm Credit Act at low interest rates has tended to increase the number of farmers who have been active in the market for farm land. The market activity resulting from this lending, as well as from purchases of land financed through other means, has put a steady upward pressure on land prices.

The costs of goods and services used by farmers have continued to rise without a compensating increase in the prices of farm products. During the year, markets for many important farm products and prospects for future markets for these and other farm products were uncertain. As a result of these and other developments, farmers appear to have been developing plans for long-term investments with increasing caution. In particular, they appear to have been questioning, and no doubt with some justification, the wisdom of investing funds over a long term for the purchase of land at current land prices.

The decrease in demand for loans during the fiscal year cannot be attributed to the fact that the interest rate charged by the Corporation was increased during the year as this increase did not take place until November 15, which was very near the end of the active lending season. It also should

#### INTRODUCTION

Bien que le nombre de fermes qui détiennent un emprunt auprès de la Société du crédit agricole continue à s'accroître, pour la première fois de son existence la Société accuse une diminution dans ses activités de prêts au regard de l'année précédente. La somme totale des prêts approuvés aux termes de la Loi durant l'année financière close le 31 mars 1969 était de 20.8 p. 100 inférieure à la somme approuvée au cours de l'année financière précédente. Cette réduction dans la demande de prêts ne saurait être attribuée à un facteur unique mais plutôt à un ensemble d'influences.

La grandeur des fermes s'est accrue très rapidement au cours des dernières années. Depuis le début d'avril 1960, la Société a prêté environ \$726 millions pour l'achat de terres. De cette somme, environ \$558 millions ont servi à l'achat de terres pour agrandir les fermes, c'est-à-dire pour la consolidation des fermes, et le solde a servi à l'achat de nouvelles unités agricoles. L'accès facile aux prêts à des bas taux d'intérêt offerts aux termes de la Loi sur le crédit agricole a contribué à faire accroître le nombre des cultivateurs désireux d'acquérir des terres agricoles. L'activité engendrée sur le marché par nos prêts et par l'achat de terres financé par d'autres sources, a créé une poussée ascendante continuelle sur le prix des terres.

Le coût des biens et des services utilisés par les cultivateurs a continué à s'accroître mais n'a pas été accompagné d'un accroissement correspondant dans le prix payé pour les produits agricoles. Au cours de l'année, le marché de plusieurs importants produits agricoles demeurait incertain; les perspectives futures de marché pour ceux-ci et certains autres produits de la ferme l'étaient également. L'incertitude ainsi engendrée et d'autres facteurs ont incité les cultivateurs à faire preuve de prudence en dressant des plans d'investissement à long terme. En particulier, plusieurs se sont demandé, sans doute à juste titre, s'il serait sage d'investir des fonds à long terme pour l'achat de terres aux prix courants.

La diminution des demandes d'emprunt au cours de l'année financière ne saurait être attribuée à la ma-



be mentioned that a very significant proportion of the farms in Canada which have the productive potential to carry significant amounts of mortgage credit, now have outstanding loans from the Corporation. There were 67,108 mortgages outstanding at the end of the year to the Corporation or about 24.2 per cent of the total number of commercial farms in Canada (farms with gross annual sales over \$2,500) as indicated in the 1966 Census.

#### **LEGISLATION**

During 1968-69, legislation was enacted by Parliament to amend the statutes administered by the Corporation. These amendments merit special mention in this report.

#### **Farm Credit Act**

A significant number of farm units are being organized with two or more operators in a variety of forms of partnerships, farming corporations or co-operative associations. Farmers are making these adjustments to their farm business structures to take advantage of the economies inherent in larger scale operations and to alleviate farm labour problems. Amendments to the Farm Credit Act were designed to adapt the mortgage credit program of the Corporation to the needs of farmers who wish to make such arrangements.

The definition of those who can qualify for loans either as individuals or as farming corporations was broadened.

The maximum standard mortgage loan available under Part II of the Act was increased from the previous \$40,000 to a single farming enterprise to \$80,000 where there are two qualified owner-operators and to \$100,000 where there are three or more. Previously, loans under Part III of the Act were available only to individual farmers and to a maximum of \$55,000. The amendments now make it possible to also make loans of \$100,000 under Part III where there are two or more qualified owneroperators. A further amendment to Part III provides for loans up to 90 per cent of the value of the land and chattels if there is at least one owner-operator under 35 years of age who can demonstrate to the Corporation that the farm business will be operated with a higher than average degree of efficiency.

Another amendment provided that, for the first time, loans under the Farm Credit Act may be made to Indian people who farm on Reserve land. Such farmers previously had been unable to borrow under the Act as they had been unable to mortgage their land. The amendments authorized the execution of an agreement between the Minister of Indian Affairs & Northern Development and the Corporation, under the terms of which the Minister provides the Cor-

joration des taux d'intérêt exigés par la Société car cette augmentation n'a eu lieu que le 15 novembre, soit vers la fin de notre saison active de prêts. En outre, une très forte partie des fermes canadiennes qui offrent un potentiel agricole assez bon pour détenir un prêt hypothécaire considérable, détiennent déjà des prêts avec la Société. La Société détenait 67,108 hypothèques actives à la fin de l'année, soit sur environ 24.2 p. 100 du nombre total de fermes commerciales canadiennes (fermes dont les ventes brutes annuelles excèdent \$2,500) relevées au recensement de 1966.

#### **LÉGISLATION**

Au cours de 1968-1969, le Parlement a légiféré pour modifier les statuts appliqués par la Société. Ces modifications commandent une attention spéciale dans le présent rapport.

### Loi sur le crédit agricole

Un nombre important d'unités agricoles de deux exploitants ou plus opérant sous diverses formes d'associations, de corporations agricoles ou d'associations coopératives, sont en voie d'organisation. Les cultivateurs modifient la structure de leur entreprise pour tirer profit des épargnes inhérentes à des opérations sur une plus grande échelle et pour diminuer leurs problèmes de main-d'oeuvre. Les modifications à la Loi sur le crédit agricole visent à adapter le programme de crédit hypothécaire de la Société aux besoins des cultivateurs qui désirent conclure de telles ententes.

La définition des personnes qui peuvent se qualifier pour des prêts à titre de particuliers ou de corporations agricoles est élargie.

Le montant maximum d'un prêt hypothécaire ordinaire aux termes de la Partie II de la Loi est relevé de \$40,000 à une entreprise agricole simple à \$80,000 s'il y a deux propriétaires-exploitants admissibles et à \$100,000 s'il y en a trois ou plus. Auparavant, les prêts aux termes de la Partie III de la Loi étaient disponibles seulement aux cultivateurs particuliers jusqu'à concurrence de \$55,000. Les modifications permettent maintenant de consentir des prêts de \$100,000 sous la Partie III s'il y a deux propriétairesexploitants ou plus qui sont admissibles. Une modification additionnelle à la Partie III permet de prêter jusqu'à 90 p. 100 de la valeur des terres et des biens meubles si au moins l'un des propriétaires-exploitants n'a pas encore atteint l'âge de 35 ans et s'il peut démontrer à la Société que l'entreprise agricole sera exploitée avec une efficacité supérieure à la moyenne.

Une autre modification de la Loi sur le crédit agricole permet pour la première fois d'offrir des prêts aux Indiens s'adonnant à l'agriculture sur des poration with a guarantee in lieu of first mortgage security. In co-operation with the Department of Indian Affairs & Northern Development, preparations were underway at the end of the fiscal year to consult with representatives of Indian farmers in the implementation of this program.

A further significant amendment was the deletion of the statutory interest rate of 5 per cent on the first \$20,000 of loans under Part II and the first \$27,500 under Part III of the Act, and provision for the lending rate to be set by Governor in Council. In future, under the provisions of the new Farm Credit Act Interest Rates Regulations, the interest rates will be adjusted automatically on April 1 and October 1 of each year. The rates will be established on the basis of the average yield over the previous 6 months on Government of Canada Bonds maturing in 5 to 10 years, plus 1 per cent to provide for the costs of administration and for a reserve against losses on loans. This change does not affect the interest rate on loans which were outstanding before the amendment was effective. Moreover, when a present borrower obtains additional funds from the Corporation and the existing loan is consolidated with the new loan, the rate on the total loan will be adjusted to take into account the interest, the amount outstanding, and the number of years to maturity of the old loan.

The Act also was amended to reduce the amount of compulsory life insurance required under Part III to the amount by which the loan exceeds 75 per cent of the appraised value of the farm land held as security. Previously, every farmer who borrowed under Part III of the Act was required to carry insurance on his life for the full amount of the loan.

## Farm Syndicates Credit Act

Amendments to the Farm Machinery Syndicates Credit Act were enacted in May 1969 (after the end of the fiscal year), and this legislation is now entitled the Farm Syndicates Credit Act. This program originally was designed to make it possible for farmers to join together in a written agreement for the joint purchase and use of farm machinery. This provides the farmer-members with the advantages of lower overhead costs per farm, better machines for the job and more efficient use of their own labour.

The Act has been broadened to provide loans for the co-operative purchase and use of buildings, including those for the permanent installation of specialized equipment, where use of such facilities on a co-operative basis is practical and economic. It is anticipated that loans will be made under this program for such purposes as storage for fruit and vegetables, facilities for washing, grading and packaging of products, hostel-type housing for seasonal labour, etc.

réserves. Ces cultivateurs ne pouvaient emprunter aux termes de la Loi parce qu'ils ne pouvaient hypothéquer leur terre. Les modifications autorisent la signature d'un accord entre le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société selon lequel le ministre donnerait une garantie à la Société en remplacement d'une première hypothèque. De concert avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, la Société a entrepris des démarches vers la fin de l'année financière pour consulter les représentants des agriculteurs indiens sur la mise en oeuvre du programme.

Une modification importante a été l'introduction d'un taux d'intérêt fixé par le gouverneur en conseil pour remplacer le taux d'intérêt statutaire de 5 p. 100 sur le premier \$20,000 des prêts de la Partie II et sur le premier \$27,500 des prêts de la Partie III. Le nouveau Règlement sur les taux d'intérêt de la Loi sur le crédit agricole stipule qu'à l'avenir les taux d'intérêt seront ajustés automatiquement le 1er avril et le 1er octobre de chaque année. Ils seront déterminés en se basant sur le rendement moyen, au cours de la période précédente de 6 mois, des obligations du gouvernement canadien venant à échéance dans 5 à 10 ans, plus 1 p. 100 pour couvrir les frais d'administration et établir une réserve contre les pertes sur les prêts. Ce changement ne touche pas le taux d'intérêt sur les prêts qui n'étaient pas encore remboursés avant l'entrée en vigueur de la modification. En outre, lorsqu'un emprunteur actif obtient des fonds additionnels de la Société et que son prêt existant est consolidé par un nouveau prêt, le taux du prêt global est ajusté pour tenir compte de l'intérêt, du montant non remboursé et du nombre d'années à courir avant l'échéance de l'ancien prêt.

La Loi est également modifiée pour réduire le montant de l'assurance-vie obligatoire requise sous la Partie III au montant par lequel le prêt excède 75 p. 100 de la valeur estimative de la terre agricole détenue en garantie. Auparavant, chaque emprunteur sous la Partie III de la Loi devait maintenir une assurance-vie pour le plein montant du prêt.

# Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Les modifications à la Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles ont été promulguées en mai 1969 (après la fin de la présente année financière), et cette législation s'intitule maintenant "Loi sur le crédit aux syndicats agricoles". Le but original du programme était de permettre aux cultivateurs de s'associer en signant une convention écrite pour acheter et utiliser de la machinerie agricole en commun. Les cultivateursmembres jouissent ainsi de frais généraux moindres par ferme, de meilleures machines et d'un emploi plus efficace de leur main-d'oeuvre.

The Act also was broadened to permit loans to certain farming corporations and co-operative farm associations, formed for the purpose of joint purchase and use of machinery or buildings, which now qualify as "Syndicates".

It also will be possible to extend syndicate credit service to Indians farming on Reserves, under the terms of an agreement to be signed by the Minister of Indian Affairs & Northern Development and the Corporation.

Credit is tailored to the needs of the individual farmer.

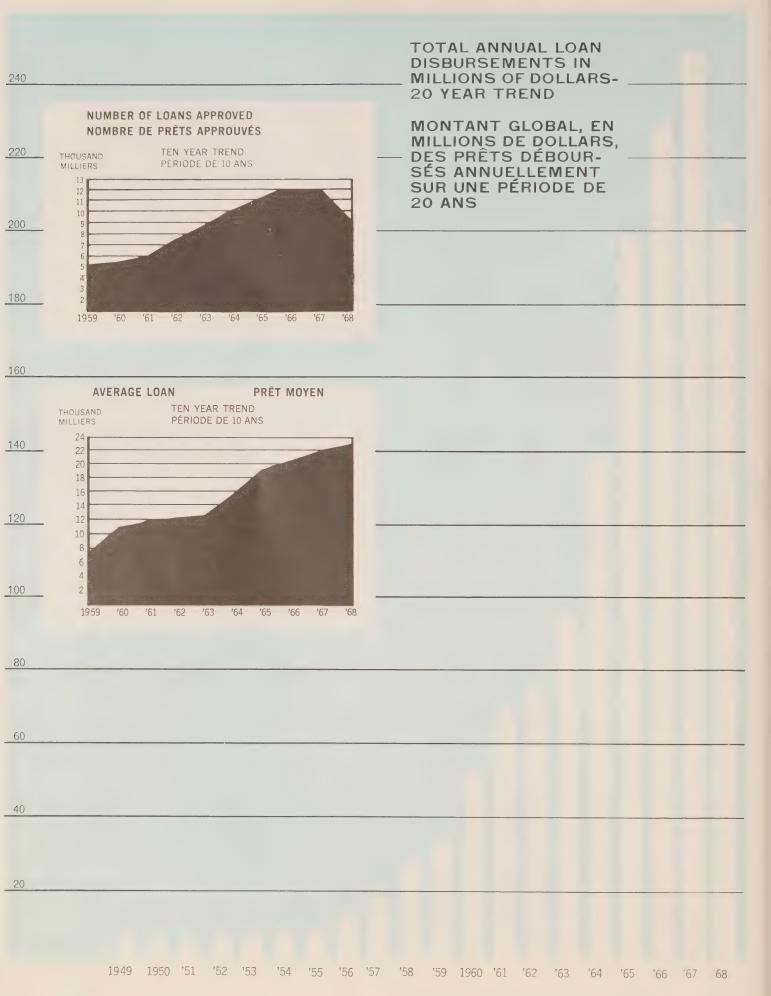
Le crédit est conçu en fonction des besoins du cultivateur.

La Loi a été élargie pour offrir des prêts en vue de l'achat et de l'utilisation en commun de bâtiments, y compris ceux devant loger de l'équipement spécialisé fixe, s'il est pratique et économique d'utiliser ces facilités sur une base coopérative. La Société prévoit que les cultivateurs obtiendront des prêts aux termes de ce programme pour des buts tels l'entreposage de fruits et de légumes, les facilités de lavage, de classement et d'emballage des produits, la construction de logement temporaire pour la main-d'oeuvre saisonnière, etc.

La Loi a été élargie pour offrir des prêts à certaines corporations agricoles et à certaines associations agricoles coopératives formées en vue de l'achat et de l'utilisation en commun de machinerie ou de bâtiments et qui se qualifient maintenant comme syndicats.

Il sera en outre possible d'offrir ce genre de prêt aux Indiens s'adonnant à l'agriculture sur des réserves aux termes d'un accord qui sera signé par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société.





# OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT

## **Approvals and Disbursements**

During the fiscal year, the Corporation approved 9,159 mortgage loans under the Farm Credit Act in the amount of \$208,330,500 for an average of \$22,700 per loan, compared to 11,954 loans approved in the previous year totalling \$263,236,500 for an average of \$22,000.

Of the total approvals, 8,396 were secured by land mortgage only under Part II of the Farm Credit Act. The remaining 763 loans were approved under Part III of the Act for farmers under the age of 45 years. Under this Part, the Corporation provides advisory services to borrowers and the amount of loan may be based on the value of both land and chattels.

The 9,117 loans disbursed during the fiscal year totalled \$205,341,841. At the end of March 1969, there were 593 loans approved but not yet disbursed for an amount of \$14,459,600. At that date, the number of loans outstanding from the Corporation was 67,108 compared to 63,482 a year earlier and the amount of principal outstanding was \$1,036,149,124 compared to \$915,837,195.

The \$208.3 million approved during the year included \$43.8 million to repay previous loans made by the Corporation. The balance of \$164.5 million represents the amount of new loan funds approved during the fiscal year.

The following chart shows the purposes for which funds were approved during the past five years.

# ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

#### Approbations et déboursements de prêts

Au cours de l'année financière, la Société a approuvé 9,159 prêts hypothécaires aux termes de la Loi sur le crédit agricole pour un total de \$208,330,500 et une moyenne de \$22,700 par prêt comparativement à 11,954 prêts approuvés au cours de l'année précédente pour un total de \$263,236,500 et une moyenne de \$22,000 par prêt.

Du nombre de prêts approuvés, 8,396 ont été consentis aux termes de la Partie II de la Loi sur le crédit agricole et sont garantis seulement par une hypothèque foncière. Les 763 autres prêts furent approuvés aux termes de la Partie III de la Loi à des cultivateurs de moins de 45 ans. Sous cette Partie, la Société offre des services consultatifs aux emprunteurs, et le montant de l'emprunt peut être basé sur la valeur de la terre et des biens meubles.

Les 9,117 prêts déboursés au cours de l'année financière s'élevaient à \$205,341,841. À la fin de mars 1969, 593 prêts pour un total de \$14,459,600 avaient été approuvés mais non encore déboursés. À cette date, le nombre de prêts aux livres de la Société était de 67,108 au regard de 63,482 un an plus tôt et la somme totale du capital à recouvrer était de \$1,036,149,124 au regard de \$915,837,195.

Les \$208.3 millions approuvés pendant l'année comprenaient \$43.8 millions devant servir à rembourser des prêts consentis antérieurement par la Société. Le solde de \$164.5 millions représente le montant des nouveaux fonds approuvés au cours de l'année financière.

Le tableau suivant illustre l'emploi des fonds empruntés durant les cinq dernières années.

# PURPOSES FOR WHICH LOANS WERE APPROVED DURING LAST 5 YEARS

# TABLEAU DE L'EMPLOI DES FONDS EMPRUNTÉS DURANT LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Fiscal Year Année financière	Land Secured Debt Consolidation de dettes hypothécaires	Livestock Bétail	Equipment Équipement	Miscellaneous Divers	Other Debts Autres dettes	Permanent Improvements Améliorations permanentes	New Units Nouvelles unités	Additional Land Terres additionnelles
	%	%	%	%	%	%	%	%
1964-65	18.1	2.9	1.2	1.3	10.3	11.7	14.6	39.9
1965-66	15.4	1.6	0.9	1.3	8.3	11.6	14.9	46.0
1966-67	13.5	1.3	1.1	1.8	7.2	13.9	12.7	48.5
1967-68	12.0	1.2	1.3	2.0	5.2	13.7	14.3	50.3
1968-69	10.3	1.4	1.5	2.0	4.6	15.9	15.1	49.2

Life Insurance Assurance-vie

All farmers who obtained supervised loans under Part III of the Act have compulsory life insurance under the Corporation's Group Life Insurance Plan for the amount by which their loan exceeds 75 per cent of the appraised value of their farms. This protection is provided on an optional basis to farmers with standard mortgage loans under Part II of the Act, and to farmers with supervised loans under Part III of the Act for that amount of the loan which is not covered by compulsory insurance. This voluntary insurance can be obtained for the amount of the loan or \$10,000, whichever is the lesser. If a loan exceeds \$10,000, they may insure for further amounts in multiples of \$1,000 for an amount not exceeding the total loan. During the year ended March 31, 1969, about 64 per cent of borrowers elected to insure under this plan.

## Age of Borrowers

The percentage of borrowers in the under-45 age group has been increasing steadily during the past 5 years from 67.1 per cent in 1964-65 to 72.7 per cent in 1968-69. This compares with less than 40 per cent of all census farm operators in this age group in the 1966 Census. The following chart illustrates the changing age pattern in the users of mortgage capital.

Tous les cultivateurs qui ont un prêt surveillé sous la Partie III de la Loi détiennent une assurance-vie obligatoire sur le montant par lequel leur prêt excède 75 p. 100 de la valeur estimative de leur ferme en vertu du régime collectif d'assurance-vie de la Société. Cette police est facultative pour les cultivateurs qui détiennent un prêt hypothécaire ordinaire sous la Partie II de la Loi et, pour les cultivateurs qui ont des prêts surveillés sous la Partie III de la Loi, sur le montant du prêt qui n'est pas couvert par l'assurance obligatoire. Ils peuvent se prévaloir de l'assurance facultative pour le montant de leur prêt jusqu'à concurrence de \$10,000. Si leur prêt excède \$10,000, ils peuvent s'assurer pour des montants plus élevés en multiples de \$1,000 jusqu'à un montant n'excédant pas leur prêt total. Au cours de l'année close le 31 mars 1969, environ 64 p. 100 des emprunteurs ont choisi de souscrire à ce régime d'assurance.

# Âge des emprunteurs

Le pourcentage des emprunteurs qui font partie du groupe d'âge de moins de 45 ans a constamment augmenté au cours des cinq dernières années, passant de 67.1 p. 100 en 1964-1965 à 72.7 p. 100 en 1968-1969. Par comparaison, moins de 40 p. 100 de tous les exploitants agricoles inscrits au recensement de 1966 se classaient dans ce groupe d'âge. Le tableau suivant illustre l'évolution dans la répartition des usagers du capital hypothécaire.

# DISTRIBUTION OF BORROWERS BY AGE

# RÉPARTITION DES EMPRUNTEURS SELON L'ÂGE

DIAGE	SELON E AGE						
	Farmers Borrowing Under the Farm Credit Act Emprunteurs sous le régime de la Loi sur le crédit agricole						
Age Groups Groupe d'âge	21-24	25-34	35-44	45-54	55-59	60+	
	%	%	%	%	%	%	
1964-65	5.6	24.8	36.7	23.5	5.6	3.8	
1965-66	6.6	26.8	36.5	21.5	5.6	3.0	
1966-67	7.2	26.5	36.4	21.3	5.4	3.2	
1967-68	8.2	26.7	36.2	20.8	5.4	2.7	
1968-69	8.9	27.0	36.8	19.7	4.8	2.8	

All Census Farm Operators
Exploitants agricoles inscrits au recensement

1966	2.2	13.1	23.8	27.7	12.0	21.2

#### Service to Borrowers

In addition to credit, the Corporation provides two other services which have been of significant value to Canadian farmers.

The first of such services is advice and assistance in planning for the future organization, operation and financing of farm businesses. The Credit Advisors working for the Corporation have the opportunity to study the income, expenses and financial situation of a great number of farm businesses each year. They also have an opportunity to see the progress which has been made over succeeding years. This information, together with their experience and training in farm financing and farm management. places them in a unique position to assist farmers in planning the organization of their farm businesses for future profitability. This assistance is not a duplication of, but rather is complementary to, a wide variety of services provided to farmers by provincial farm management and farm extension services. Indeed, local officers of the Corporation encourage farmers to use provincial services as a basis or foundation for future decisions with respect to their farm businesses.

The Corporation also provides a post-loan advisory service to those farmers who obtain loans on the security of both land and chattels under Part III of the Act and to other borrowers who seek this service on a voluntary basis. Borrowers receiving such service are required by the terms of their Agreement with the Corporation to maintain farm accounts and to submit financial statements. The Credit Advisors of the Corporation assist farmers to set up and maintain their accounting records and the Corporation instituted an electronic farm accounting program in 1963. At the end of the fiscal year more than 3,000 of the 3,538 borrowers who had supervised accounts with the Corporation were registered in this program. This service was designed to assist farmers with the financial aspects of their businesses, to demonstrate those areas which are the most profitable and to indicate desirable changes in farming operations.



## Services offerts aux emprunteurs

Outre son service de crédit, la Société offre deux autres services qui se sont avérés d'une valeur considérable pour les cultivateurs canadiens.

Le premier de ces deux services est l'offre de conseil et d'assistance dans la préparation de plans pour l'organisation, l'exploitation et le financement des entreprises agricoles. Les conseillers en crédit à l'emploi de la Société ont l'occasion d'étudier les revenus, les dépenses et la situation financière d'un grand nombre de fermes à chaque année. Ils ont l'occasion de constater le progrès accompli au cours des années. Ces connaissances, ainsi que leur expérience et leur formation en gestion et en financement des fermes, les placent dans une situation unique pour aider les cultivateurs à planifier l'organisation future de leur ferme sur une base rentable. Cette assistance ne fait pas concurrence aux nombreux services offerts aux agriculteurs par les services provinciaux de gestion et d'extension; elle les complète. De fait, les représentants régionaux de la Société encouragent les cultivateurs à se prévaloir des services provinciaux comme base pour leurs futures décisions.

La Société offre aussi un service de consultations postérieures aux prêts aux cultivateurs qui empruntent sur la garantie de leur terre et de leurs biens meubles sous la Partie III de la Loi et aux autres emprunteurs qui désirent volontairement se prévaloir de ce service. Les participants signent une entente avec la Société qui les engage à tenir des comptes agricoles et à présenter des états financiers. Les conseillers en crédit de la Société aident les cultivateurs à établir et à maintenir leurs dossiers de comptabilité. La Société a institué un programme de comptabilité électronique agricole en 1963 à cette fin. À la fin de l'année financière, plus de 3,000 des 3,538 emprunteurs qui détenaient des comptes surveillés avec la Société participaient à ce programme. Ce service vise à aider les cultivateurs à gérer les finances de leurs exploitations en localisant les secteurs les plus profitables et les changements désirables dans les opérations.

La Société a continué de participer activement à l'élaboration du Programme canadien de gestion agricole (CANFARM). Il est prévu qu'il remplacera le programme de comptabilité électronique agricole offert par la Société lorsqu'il sera pleinement élaboré et opérationnel.

Well kept farm records pave the way for profit-making decisions.

Des dossiers agricoles bien tenus conduisent à des décisions profitables.

The Corporation has continued to lend substantial support to the development of the Canadian Farm Management Data System (CANFARM). It is anticipated that this system, once fully developed and operative, will replace the electronic farm accounting program presently provided through the Corporation.

#### Repayments

Principal due and payable during the year amounted to \$22.5 million, of which \$19.8 million or 88 per cent was paid. In addition, \$16.2 million was paid on account of principal not due.

Interest due and payable during the year amounted to \$47.8 million, of which \$44.6 million or 93 per cent was paid.

91.4 per cent of all loans under the Farm Credit Act were in good standing at the end of the fiscal year compared to 93.2 per cent a year earlier.

#### Real Property and Losses on Loans

At April 1, 1968, the Corporation held title to 10 farm properties with an inventory value of \$64,201. During the year, 14 properties were acquired and 11 were sold. At the end of the year, the Corporation still had 13 properties on hand with an inventory value of \$106,121. Net losses on loans, including the write-down in the inventory value of properties on hand, amounted to \$45,020 compared to \$40,239 in 1967-68.

At the end of the fiscal year, the Corporation held 58 agreements for sale for a total value of \$240,834.

#### Remboursements

Le capital échu et exigible au cours de l'année s'est élevé à \$22.5 millions et, de ce montant, \$19.8 millions ou 88 p. 100 ont été remboursés. En outre, \$16.2 millions ont été remboursés par anticipation sur le capital non échu.

L'intérêt échu et exigible au cours de l'année s'est élevé à \$47.8 millions et, de cette somme, \$44.6 millions ou 93 p. 100 ont été remboursés.

À la fin de l'année financière, 91.4 p. 100 de tous les prêts accordés aux termes de la Loi sur le crédit agricole étaient à jour comparativement à 93.2 p. 100 à la fin de l'année financière précédente.

## Biens immobiliers et pertes sur les prêts

Au 1er avril 1968, la Société détenait 10 propriétés agricoles dont la valeur aux livres était de \$64,201. Pendant l'année, 14 propriétés ont été acquises et 11 ont été vendues. À la fin de l'année, la Société détenait encore 13 propriétés dont la valeur aux livres était de \$106,121. Les pertes nettes sur les prêts, y compris la réduction dans la valeur d'inventaire des propriétés en main, se sont chiffrées par \$45,020 comparativement à \$40,239 en 1967-1968.

À la fin de l'année financière, la Société détenait 58 contrats de vente d'une valeur globale de \$240,834.



The farmers in this syndicate have reduced the cost of drying grain by sharing in the purchase and use of efficient equipment.

Les cultivateurs de ce syndicat ont réduit les frais de séchage du grain en partageant l'achat et l'utilisation d'un équipement efficace.

# OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT

Although lending under this Act continues to be moderate in volume, there was a significant increase in the year just ended over that of previous years. The Corporation approved 213 loans for 147 syndicates, compared to 102 loans for 72 syndicates in the preceding year. The total amount approved increased to \$1,672,232 from \$972,808. The number of farmers with membership in the syndicates increased to 603 from 272 a year earlier. A significant part of the increase during the past year represented loans made for the purchase of grain dryers due to the damp grain harvested in the Prairie Provinces during the year.

A total of 1,718 farmers have taken advantage of this program. The fact that many syndicates have returned for second and third loans indicates that their members have found this method of purchasing machinery to be satisfactory for their purposes. The following chart indicates the distribution of lending under this program since its inception in 1965.

# ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

Même si les activités de prêt sous le régime de cette Loi sont demeurées à un niveau modéré, l'année financière écoulée a affiché un net accroissement par rapport aux années précédentes. La Société a approuvé 213 prêts répartis entre 147 syndicats comparativement à 102 prêts répartis entre 72 syndicats pendant l'année précédente. Le montant global approuvé est passé de \$972,808 à \$1,672,232. Le nombre de cultivateurs qui sont membres de syndicats s'est accru de 272 à 603 au cours de l'année. Une partie considérable de l'accroissement est due aux prêts consentis pour l'achat de séchoirs à grains par suite des céréales humides récoltées dans les Prairies l'année dernière.

Un total de 1,718 cultivateurs se sont prévalus de ce programme. Le fait que plusieurs syndicats aient demandé un deuxième et un troisième prêt démontre que cette méthode d'achat de machinerie est adaptée à leurs besoins. Le tableau suivant indique la répartition des prêts aux termes de ce programme depuis son inauguration en 1965.

# SYNDICATE LOANS APPROVED JANUARY 1, 1965 TO MARCH 31, 1969

# PRÊTS APPROUVÉS AUX SYNDICATS DU 1er JANVIER 1965 AU 31 MARS 1969

Brancl	March h Au 31	to 31, 1967 mars 967	196 Année fi	l Year 7-68 nancière 7-68	196 Année fi	l Year 8-69 inancière 8-69	٦	- Fotal	Succursale
	Number Nombre		Number Nombre			Amount Montant		er Amount e Montant	
B.C.	8	52,970	4	12,398	9	63,174	21	128,542	CB.
Alta.	94	828,652	38	495,405	88	556,825	220	1,880,882	Alb.
Sask.	40	176,374	4	25,400	25	179,382	69	381,156	Sask.
Man.	35	135,323	5	41,121	31	271,920	71	448,364	Man.
Ont.	42	346,866	20	140,133	27	298,747	89	785,746	Ont.
Que.	. 40	413,600	30	247,851	29	258,209	99	919,660	<b>Q</b> ué.
Atlc.	3	34,240	1	10,500	4	43,975	8	88,715	Atlan.
TOTAL	262	1,988,025	102	972,808	213	1,672,232	577	4,633,065	TOTAL

#### **ADMINISTRATION**

The Corporation has a staff of field officers comprised of 30 District Supervisors and 232 Credit Advisors working out of 127 field offices. The total staff at year's end was 627, a decrease of 3 from that of the previous year.

The total cost of administration in 1968-1969 was \$6,646,072 or 0.68 per cent of the mean investment compared to \$6,290,484 or 0.76 per cent of the mean investment in the previous fiscal year.

#### FINANCING

#### **Farm Credit Act**

The Capital of the Corporation was increased from \$40 million to \$56 million by amendment to Section 12 of the Farm Credit Act assented to on November 14, 1968. The Minister of Finance may lend the Corporation 25 times the Capital or \$1.4 billion to finance its loans to farmers. Paid Capital as at March 31, 1969, was \$40.3 million.

To finance its lending program during 1968-69, the Corporation borrowed \$171 million from the Minister of Finance at an average interest rate of 6.75 per cent and repaid \$48.6 million of principal on previous borrowings, bringing the total indebtedness on borrowings to \$1.0062 billion as at March 31, 1969. The average interest rate on the Corporation's total borrowings as at March 31, 1969, was 5.56 per cent compared to 5.294 per cent a year earlier.

## **Operating Loss**

The average interest rate on over \$1 billion of outstanding loans to farmers as at March 31, 1969, was less than the average cost rate to the Corporation on its borrowings, and the loss margin on the current outstanding business will tend to increase as more of the lower interest-bearing loans from the Minister are repaid. Although the Corporation will have an interest margin of 1 per cent on new capital approved for farmers after November 14, 1968, it will be some years yet before these loans will yield sufficient returns to counteract the operating losses resulting from previous loans.

The operating loss for 1968-69 was \$6,266,251, of which \$6 million was recovered through a parliamentary vote in the main estimates of the Minister of Agriculture.

#### Reserve

After deducting the year's net loss on loans to farmers of \$45,020, and \$266,251 of the operating loss not recovered in the main estimates, the Corporation's Reserve at the close of the year was \$1,217,780, or 0.113 per cent of its outstanding investment in farm mortgages.

#### **ADMINISTRATION**

La Société maintient un personnel d'agents de campagne qui se compose de 30 surveillants de district et de 232 conseillers en crédit agricole relevant de 127 bureaux de campagne. L'ensemble du personnel comprenait 627 employés à la fin de l'année, soit une diminution de 3 au regard de l'année précédente.

Le coût total de l'administration en 1968-1969 a été de \$6,646,072 ou 0.68 p. 100 du total moyen des prêts au regard de \$6,290,484 ou de 0.76 p. 100 du total moyen des prêts au cours de l'année financière précédente.

#### **FINANCEMENT**

## Loi sur le crédit agricole

Le capital de la Société a été accru de \$40 millions à \$56 millions par la modification de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole promulguée le 14 novembre 1968. Le ministre des Finances peut prêter à la Société 25 fois son capital ou \$1.4 milliards pour financer ses prêts aux cultivateurs. Le capital payé au 31 mars 1969 se chiffrait par \$40.3 millions.

Pour financer son programme de crédit pendant 1968-1969, la Société a emprunté \$171 millions du ministre des Finances à un taux d'intérêt moyen de 6.75 p. 100 et a remboursé \$48.6 millions sur les emprunts antérieurs, ce qui porte le total de la dette de capital sur les emprunts à \$1.0062 milliards au 31 mars 1969. Le taux moyen d'intérêt sur les emprunts de la Société était de 5.56 p. 100 au 31 mars 1969 comparativement à 5.294 p. 100 l'année précédente.

# Perte d'exploitation

Le taux moyen d'intérêt sur plus d'un milliard en prêts non remboursés consentis aux cultivateurs au 31 mars 1969, était inférieur au coût moyen de l'intérêt sur les emprunts de la Société, et la marge de perte sur les activités courantes aura tendance à s'accroître à mesure que les prêts portant les plus bas taux d'intérêt du ministre seront remboursés. Même si la Société jouit d'une marge d'intérêt de 1 p. 100 sur le nouveau capital déboursé aux cultivateurs depuis le 14 novembre 1968, il faudra plusieurs années encore avant que ces prêts ne rapportent des revenus suffisants pour contrebalancer les pertes d'exploitation causées par les prêts antérieurs.

La perte d'exploitation a été de \$6,266,251 pendant 1968-1969 et, de cette somme, \$6 millions ont été récupérés par un crédit du Parlement dans les prévisions budgétaires du ministère de l'Agriculture.

#### **Farm Syndicates Credit Act**

Outstanding advances by the Minister of Finance for the purpose of making loans under the Act totalled \$3,376,500 as at March 31, 1969.

After deducting the year's Operating Loss of \$8,629, there was a balance of only \$8,561 in the Retained Earnings Account at the year end.

#### **AUDIT**

The accounts and financial transactions of the Corporation are audited by the Auditor General of Canada. Included in this Report are:

Balance Sheet showing the Assets, Liabilities, Capital and Reserves of the Corporation as at March 31, 1969, with comparative figures as at March 31, 1968;

Statement of Income and Expense for the year ended March 31, 1969, with comparative figures for the year ended March 31, 1968;

Report of the Auditor General on his audit of the accounts and financial statements of the Corporation.



#### Réserve

Après l'imputation de la perte nette de \$45,020 sur les prêts consentis aux cultivateurs et de la somme de \$266,251 pour la perte d'exploitation non récupérée dans les prévisions budgétaires, la réserve de la Société à la fin de l'année financière était de \$1,217,780 ou 0.113 p. 100 de ses affectations à récupérer à titre de prêts hypothécaires agricoles.

#### Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Les avances consenties par le ministre des Finances aux fins d'effectuer des prêts aux termes de la Loi totalisaient \$3.376.500 au 31 mars 1969.

Après l'imputation de la perte d'exploitation annuelle de \$8,629, le compte des gains retenus accusait un solde de \$8,561 seulement à la fin de l'année.

### **VÉRIFICATION**

Les comptes et les opérations financières de la Société sont vérifiés par l'auditeur général du Canada. Ce rapport comprend:

Bilan indiquant l'actif, le passif, le capital et les réserves de la Société au 31 mars 1969, avec des chiffres comparatifs au 31 mars 1968;

Relevé des recettes et des dépenses pour l'année close le 31 mars 1969 avec des chiffres comparatifs pour l'année close le 31 mars 1968:

Rapport de l'auditeur général à la suite de l'examen fait par lui des livres de la Société.

This modern farm "plant" does not have far to go for its raw material.

Cette "usine" agricole moderne n'a pas loin à parcourir pour se procurer ses matières premières.

(Compliment de l'Office du Film de la Province de Québec.)



#### AUDITOR GENERAL OF CANADA

Ottawa, June 9, 1969.

The Honourable H.A. Olson, Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir,

I have examined the accounts and financial statements of the Farm Credit Corporation for the year ended March 31, 1969.

Section 15 of the Farm Credit Act requires the Corporation to establish a Reserve out of which may be paid "any losses sustained by the Corporation in the conduct of its business". The section further provides that the Corporation shall credit its net earnings each year to this Reserve until the amount of the Reserve equals the capital of the Corporation. At March 31, 1969 the capital of the Corporation amounted to \$40,300,000 while the Reserve amounted to \$1,217,780 having been reduced during the year by \$266,251, the balance of the net operating loss not provided for by parliamentary appropriation and by \$45,020 due to losses on loans written off.

It has been pointed out previously that the statutory lending rate of 5% on loans to farmers has not provided sufficient income to cover the interest paid on borrowings from the Government of Canada and administrative expenses. By an amendment to the Farm Credit Act the statutory rate was abolished with effect from November 15, 1968 and the interest rate on loans is now fixed from time to time by the Governor in Council. With effect from November 15, 1968 the rate was fixed at 7 3/4%. However, annual losses will continue to be incurred with respect to outstanding loans totalling \$866 million at March 31, 1969 which bear interest at the statutory rate of 5%. Since 1963 the annual losses of the Corporation resulting from the low statutory interest rate have been recovered from annual parliamentary appropriations provided for the purpose in order to prevent further depletion of the Reserve for losses. However, the parliamentary appropriation of \$6,000,000 for the year ended March 31, 1969 was not sufficient to cover the operating loss for the year, and \$266,251 had to be charged to the Reserve.

The provision of a parliamentary appropriation to cover the full annual operating loss of the Corporation would prevent further depletion of the Reserve by such losses, but this policy does not provide for the building up of the Reserve to an amount equivalent to the capital of the Corporation as is contemplated by the Farm Credit Act.

In compliance with the requirements of section 87 of the Financial Administration Act I now report that, in my opinion, subject to the foregoing:  $\frac{1}{2}$ 

- (a) Proper books of account have been kept by the Corporation;
- (b) the financial statements of the Corporation
  - (i) were prepared on a basis consistent with that of the preceding year and are in agreement with the books of account,
  - (ii) in the case of the balance sheet, give a true and fair view of the state of the Corporation's affairs as at the end of the financial year, and
  - (iii) in the case of the statement of income and expense, give a true and fair view of the income and expense of the Corporation for the financial year; and
- (c) the transactions of the Corporation that have come under my notice have been within the powers of the Corporation under the Financial Administration Act and any other Act applicable to the Corporation.

Yours faithfully,

A.M. Henderson Auditor General of Canada.



#### AUDITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

Ottawa, le 9 juin 1969.

L'honorable H.A. Olson, Ministre de l'Agriculture, Ottawa.

Monsieur le ministre,

J'ai examiné les comptes et les états financiers de la Société du crédit agricole pour l'année terminée le 31 mars 1969.

L'article 15 de la Loi sur le crédit agricole exige que la Société établisse une réserve sur laquelle on peut acquitter "toute perte subie par la Société dans la conduite de ses affaires". L'article stipule en plus que la Société doit, à la fin de chaque année, porter à cette réserve ses bénéfices nets jusqu'à ce que le montant de la réserve égale le montant du capital de la Société. Au 31 mars 1969, le capital de la Société s'élevait à \$40,300,000 tandis que le solde de la réserve s'élevait à \$1,217,780 et accusait une diminution de \$266,251, soit le solde de la perte nette d'exploitation non couvert par un crédit du Parlement et \$45,020 provenant des pertes annulées sur les prêts.

Comme il a été signalé précédemment, le taux statutaire de 5 p. 100 applicable aux prêts consentis aux cultivateurs n'a pas fourni suffisamment de recettes pour couvrir les intérêts versés sur les sommes empruntées du gouvernement du Canada et les dépenses administratives. Une modification à la Loi sur le crédit agricole a aboli le taux statutaire à compter du 15 novembre 1968 et le taux d'intérêt sur les prêts est maintenant déterminé de temps à autre par le gouverneur en conseil. Le taux d'intérêt a été fixé à 7 3/4 p. 100 à compter du 15 novembre 1968.

Cependant, la Société continuera d'accuser des pertes annuelles sur les prêts aux livres portant intérêt au taux statutaire de 5 p. 100 et se chiffrant à \$866 millions au 31 mars 1969. Depuis 1963, les pertes annuelles de la Société résultant d'un taux d'intérêt statutaire peu élevé sont récupérées par des crédits budgétaires annuels du Parlement accordés aux fins d'empêcher une diminution plus grande des pertes imputées à la réserve. Cependant, le crédit de \$6,000,000 accordé par le Parlement pour l'année close le 31 mars 1969 était insuffisant pour couvrir la perte d'exploitation de l'année, et \$266,251 a dû être chargé à la réserve.

Une disposition créant un crédit budgétaire qui couvre en entier la perte d'exploitation de la Société empêchera une plus grande diminution de la réserve par de telles pertes mais cette ligne de conduite ne prévoit pas la constitution d'une réserve jusqu'à un montant équivalent au capital de la Société, tel que prévu par la Loi sur le crédit agricole.

Conformément à l'article 87 de la Loi sur l'administration financière, je déclare qu'à mon avis, compte tenu de ce qui précède:

- (a) la Société a tenu une comptabilité régulière;
- (b) les états financiers de la Société
  - (i) ont été établis d'une manière conforme à celle de l'année précédente et sont conformes aux livres de la comptabilité,
  - (ii) en ce qui concerne le bilan, il représente de façon exacte et juste la situation de la Société à la fin de l'année financière, et
  - (iii) pour ce qui est de l'état des recettes et des dépenses, il présente de façon exacte et juste les recettes et les dépenses de la Société; et
- (c) les opérations de la Société qui ont été portées à ma connaissance entrent dans les attributions de la Société en vertu de la Loi sur l'administration financière et de toute autre Loi applicable à la Société.

Votre fidèle serviteur,

l'auditeur général du Canada

A. M. Henderson

# FARM CREDIT CORPORATION (Established by the Farm Credit Act)

Balance Sheet as at March 31, 1969 (with comparative figures as at March 31, 1968)

.

## ASSETS - ACTIF

	1969	1968
Cash	\$ 4,040,817	\$ 4,333,888 Encaisses
	Ψ 4,040,027	À recouvrer du gouvernement du Canada
Due from Government of Canada in respect of operating loss for the year	[5]	pour combler la perte d'exploitation de 3,809,176
Accounts receivable	24,039	19,493 Comptes à recevoir
Loans to farmers, secured by first mortgages	(1,071,104,309)	Prêts aux cultivateurs, en première 944,418,009hypothèque
Loans to farm machinery syndicates	. 3,379,543	Prêts aux syndicats de machines 2,211,135 agricoles
Agreements for sale	240,834	178,463 Contrats de vente
Real estate held for sale	106,121	64,201Biens-fonds détenus pour fins de vente
Capital assets, at cost: Automobiles \$21,295		Actif immobilisé, au prix coûtant:
Office furniture and equipment 571,344		545,306 Ameublement et fournitures de bureau
592,639		572,657
Less: Accumulated depreciation 375,179		342,090Moins: Amortissement
	217,460	230,567
	`	
	\$1,085,113,123	\$955,264,932

Certified correct:
Certifié exact:

R. McIntosh

Comptroller

Approved:
Approuvé:

Chairman

# SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE (Créée en vertu de la Loi sur le crédit agricole)

Bilan au 31 mars 1969 (avec chiffres comparatifs au 31 mars 1968)

## LIABILITIES — PASSIF

	1969	1968
Accounts payable		\$ 37,792Comptes à payer
	. φ 30,020	
Interest accrued on Government of Canada loans	27,983,137	Intérêt couru sur les emprunts consentis 26,219,852par le gouvernement du Canada
Installment prepayments, fire insurance recoveries, unearned appraisal fees and other deposits	5,950,534	Versements anticipés, obtentions d'assu- rances-feu, honoraires d'évaluations en 5,775,955dépôt, autres dépôts
Government of Canada loans in respect of:		Prêts consentis par le gouvernement du Canada:
Farm Credit Act \$1,006,245,991		883,894,592Loi sur le crédit agricole
Farm Machinery Syndicates Credit Act 3,376,500		Loi sur le crédit accordé aux syndicats 2,290,500de machines agricoles
	1,009,622,491	886,185,092
Capital:		Capital:
Government of Canada - Capital paid in under the Farm Credit Act	40,300,000	Versé par le gouvernement du Canada 35,500,000en vertu de la Loi sur le crédit agricole
Reserve for losses — Farm Credit Act:		Réserves pour pertes - Loi sur le crédit agricole:
Balance at beginning of year 1,529,051		1,569,290Solde au début de l'année
Deduct: Net loss on loans to farmers		Moins: Perte nette sur les prêts aux 40,239cultivateurs
Balance of net operating loss not provided for by parliamentary appropriation 266,251		Solde de la perte nette d'ex- ploitation non comblée par un — crédit budgétaire
Balance at end of year	1,217,780	1,529,051Solde à la fin de l'année
Retained earnings from operations under the Farm Machinery Syndicates Credit Act:		Gains retenus des opérations effectuées sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles:
Balance at beginning of year17,190		19,297Solde au début de l'année
Deduct: Net operating loss for year		Moins: Perte nette d'exploitation pour 2,107l'année
Balance at end of year	8,561	17,190Solde à la fin de l'année
	41,526,341	37,046,241
	\$1,085,113,123	\$955,264,932
	42,000,220,220	720101101

I have examined the above Balance Sheet and the related Statement of Income and Expense and have reported thereon under date of June 9, 1969 to the Minister of Agriculture.

Le bilan actuel et les relevés des recettes et des dépenses ont été examinés et ont fait l'objet de mon rapport du 9 juin 1969 adressé au ministre de l'Agriculture.

L'auditeur général du Canada A. M. Henderson Auditor General of Canada

## FARM CREDIT CORPORATION

Statement of Income and Expense for the year ended March 31, 1969 (with comparative figures for the year ended March 31, 1968)

## **OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT**

		1000	1069
Income		1969	1968
Interest earned on mortgage loans to farmers			\$43,202,515
Deduct: Interest on loans from the Government of Canada	***************************************		41,990,079
		(825,917)	1,212,436
Appraisal, legal and supervision fees			1,127,994
Other Income			140,878
		379,821	2,481,308
Expense			
Salaries (including \$39,750 for executive officers)	\$4,885,455		4,517,415
Employee benefits	331,332		304,399
Travel	574,649		593,819
Office accommodation	453,257		395,969
Printing, stationery and office supplies	100,672		121,318
Rental and maintenance of office equipment	79,834		91,135
Telephone	76,026		76,111
Depreciation of automobiles and office equipment	55,167		59,074
Postage and express	53,389		62,085
Appeal Boards - fees and expenses	16,494		15,648
Professional services	12,975		11,385
Advertising	8,538		13,371
Advisory Committee	3,985		5,099
Miscellaneous	33,090		49,774
	6,684,863		6,316,602
Less: Portion allocated to operations under the Farm Machinery			00.440
Syndicates Credit Act	38,791		26,118
		6,646,072	6,290,484
Net operating loss			3,809,176
Portion of net operating loss provided for by Department of Agriculture Vote 7			3,809,176
Portion of net operating loss charged to Reserve for losses			
		\$ 6,266,251	\$ 3,809,176

#### OPERATIONS UNDER THE FARM MACHINERY SYNDICATES CREDIT ACT

Income	1969	1968
Interest earned	\$ 178,140	\$ 123,732
Deduct: Interest on loans from the Government of Canada	164,806	109,475
	13,334	14,257
Service charges	16,828	9,754
	30,162	24,011
Portion of Corporation expenses allocated to operations under this Act	38,791	26,118
Net operating loss charged to retained earnings	\$ 8,629	\$ 2,107

# SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1969 (avec chiffres comparatifs, année terminée le 31 mars 1968).

## OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

Recettes		1969	1968
Intérêts acquis sur les prêts aux cultivateurs		\$51,304,253	\$43,202,515
À déduire: Intérêts sur les prêts consentis par le gouvernement du Canada		52,130,170	41,990,079
		(825,917)	1,212,436
Honoraires d'évaluation, de vacations et de surveillance		916,184	1,127,994
Autre revenu		289,554	140,878
		379,821	2,481,308
Dépenses			
Traitements (y compris \$39,750 pour les agents exécutifs)	£1 005 155		4,517,415
Bénéfices aux employés	331,332		304,399
Frais de voyage	574,649		593.819
Loyers et entretien de bureaux	453,257		395,969
Impressions, papeterie et fournitures de bureau			121,318
Location et entretien du matériel de bureau			91,135
Téléphones	76,026		76,111
Dépréciation d'automobiles, d'ameublement et de fournitures de bureau			59,074
Affranchissement et messageries			62,085
Honoraires et dépenses des commissions d'appel			15,648
Services professionnels			11,385
Publicité			13,371
Comité consultatif			5,099
Divers	33,090		49,774
DIVELS	6,684,863		6,316,602
Moins: Montant affecté aux opérations sous le régime de la Loi sur	0,004,003		0,010,002
le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles	38,791		26,118
		6,646,072	6,290,484
Perte nette d'exploitation		6,266,251	3,809,176
Partie de la perte nette d'exploitation comblée par le crédit 70 du ministère de	l'Agriculture	6,000,000	3,809,176
Partie de la perte nette d'exploitation portée au compte des réserves pour	pertes .	266,251	estimates
		\$ 6,266,251	\$ 3,809,176
OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR L		CORDÉ AUX	
SYNDICATS DE MACHINES A	GRICOLES		
Recettes		1969	1968
Intérêts acquis		\$ 178,140	\$ 123,732
À déduire: Intérêts sur les prêts consentis par le gouvernement du Canada		164,806	109,475
		13,334	14,257
Frais de service		16,828	9,754
		30,162	24,011
Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette	Loi	38,791	26,118

Perte nette d'exploitation portée au compte des gains retenus

2,107

8,629

# STATEMENT BY PROVINCES OF OUTSTANDING FARM CREDIT ACT MORTGAGE LOAN ACCOUNTS AS AT MARCH 31, 1969

			Principal	
	Number Nombre	Due Échu	Not Due Non échu	Total
		\$	\$	\$
British Columbia	2,778	221,140	55,554,569	55,775,709
Alberta	15,401	1,109,556	256,837,544	257,947,100
Saskatchewan	19,188	529,894	289,508,735	290,038,629
Manitoba	5,862	162,505	91,855,118	92,017,623
Ontario	14,119	479,367	210,779,376	211,258,743
Quebec	7,225	107,799	104,924,616	105,032,415
New Brunswick	885	25,498	9,725,153	9,750,651
Nova Scotia	411	23,713	4,223,409	4,247,122
Prince Edward Island	1,207	50,625	9,250,754	9,301,379
Newfoundland	32	998	778,755	779,753
NATIONAL	67,108	2,711,095	1,033,438,029	1,036,149,124

# STATEMENT BY PROVINCES OF OUTSTANDING AGREEMENTS FOR SALE ACCOUNTS AS AT MARCH 31, 1969

			Principal	
	Number Nombre	Due Échu	Not Due Non échu	Total
		\$	\$	\$
British Columbia	_	_		
Alberta	1		738	738
Saskatchewan	1		558	558
Manitoba	_			
Ontario	13	427	84,204	84,631
Quebec	28	169	110,750	110,919
New Brunswick	14	227	37,639	37,866
Nova Scotia		_	<u> </u>	
Prince Edward Island	1	357	324	681
Newfoundland				
NATIONAL	58	1,180	234,213	235,393

# RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS HYPOTHÉCAIRES AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE, COMPTES ARRÊTÉS LE 31 MARS 1969

Interest — Intérêt					
Due Échu	Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	TOTAL	
\$	\$	\$	\$	\$	
320,685	1,289,998	1,610,683	9,169	57,395,561	Colombie-Britannique
1,328,687	9,433,139	10,761,826	61,581	268,770,507	Alberta
632,034	10,597,777	11,229,811	25,352	301,293,792	Saskatchewan
242,573	2,767,026	3,009,599	8,232	95,035,454	Manitoba
559,252	4,828,118	5,387,370	22,392	216,668,505	Ontario
65,582	2,119,585	2,185,167	20,507	107,238,089	<b>Q</b> uébec
10,001	251,769	261,770	1,478	10,013,899	Nouveau-Brunswick
12,968	79,296	92,264	754	4,340,140	Nouvelle-Écosse
40,745	209,045	249,790	1,511	9,552,680	Île-du-Prince-Édouard
903	14,639	15,542	387	795,682	Terre-Neuve
3,213,430	31,590,392	34,803,822	151,363	1,071,104,309	TOTAL

# RÉPARTITION PAR PROVINCE, AU 31 MARS 1969, DES SOLDES À PERCEVOIR D'APRÈS LES CONTRATS DE VENTE

	erest — Intérêt				
Due Échu	Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	TOTAL	
\$	\$	\$	\$	\$	
_					Colombie-Britannique
_	15	15		753	Alberta
_	2	2		560	Saskatchewan
			<del></del>	_	Manitoba
116	1,740	1,856		86,487	Ontario
215	2,425	2,640	43	113,602	Québec
96	692	788		38,654	Nouveau-Brunswick
_		_		_	Nouvelle-Écosse
79	6	85	12	778	Île-du-Prince-Édouard
	_		-		Terre-Neuve
506	4,880	5,386	55	240,834	TOTAL

#### STATEMENT OF OUTSTANDING LOANS FROM THE MINISTER OF FINANCE AS AT MARCH 31, 1969

## RELEVÉ DES PRÊTS À REMBOURSER AU MINISTRE DES FINANCES AU 31 MARS 1969

LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

	M			CT

TARM GREDII			1 1		LUII MUNICULL
Year	Amount	Interest Rate	Year Drawn	Amount Outstanding	Interest Rate
Drawn	Outstanding			Montant	Taux
Emprunté	Montant	Taux	Emprunté		d'intérêt
en	impayé	d'intérêt	en	impayé	u mierei
	\$	%		\$	%
1945—1946					
to—à			1962—1963	14,424,802	4.5
1951—1952	15,000,000	3		6,515,085	5.5
1954—1955	1,900,000	3.25	1963—1964	12,549,355	4.75
19551956	2,500,000	3.125	1903—1904	<b>22,780,184</b> 22,381,220	4.375 4.75
	2,200,000	3.25	1964—1965	70,009,773	5.375
1956—1957	3,500,000	3.375		31,379,544	5.25
	3,125,543	3.5	1965—1966	75,222,804	5.25
	3,380,831	4		40,214,437	5.375
1957—1958	5,004,170	4.125	1000 1007	35,127,988	5.625
	4,615,417	4.375	1966—1967	32,967,170 56,260,169	5.75 5.875
1958—1959	7,458,863	4		53,856,042	6
2500 2505	2,022,935	4.25		33,465,101	5.875
	8,561,005	4.5	1967—1968	42,125,147	5.3125
1959—1960	10,798,957	5		56,970,441	6.125
2000 2000	12,874,194	5.75		55,709,108 35,214,898	6.375 6.875
1960—1961	9,528,681	5.75	1968—1969	94,000,000	6.75
2550 4501	20,735,123	5		6,000,000	6.6875
1961—1962	12,398,854	5		71,000,000	6.75
1501-1502	12,468,150	4.5	TOTAL	\$1,006,245,991	
	, ,			, , , , ,	

# FARM MACHINERY SYNDICATES CREDIT ACT LOI SUR LE CRÉDIT ACCORDÉ AUX SYNDICATS DE MACHINES AGRICOLES

Year	Amount	Interest
Drawn	Outstanding	Rate
Emprunté	Montant	Taux
en	impayé	d'intérêt
	\$	%
1964—1965 1965—1966	16,500 195,000	5 4.875
1905—1900	212,500	5.125
1966—1967	385,000 192,500	5.625 5.75
1967—1968	270,000 270,000	5.875
1968—1969	315,000 200,000 655,503 664,497	6.1875 7.375 6.875 6.5
TOTAL	\$3,376,500	0.5

# STATEMENT OF LOANS DISBURSED AND OUTSTANDING BY FISCAL YEARS TO MARCH 31, 1969

# RELEVE ALI 31 MARS 1989 DES PRETS DERDURSES ET A RECOUVRER PAR ANNEE FINANCIERE

Fiscal Year	Loans Disbursed  Prêts déboursés		Cumulative Total of Loans Disbursed Total cumulatif des prêts déboursés		Principal of Loans Outstanding End of Year Principal à recouvrer à la fin de l'année	
Année Financière	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$		\$
1929—1930	1,270	2,630,377	1,270	2,630,377	1,270	2,613,671
1930—1931	2,102	3,517,489	3,372	6,147,866	3,109	6,033,805
1931—1932	468	1,996,344	3,840	8,144,210	3,492	7,878,741
1932—1933	655	1,276,114	4,495	9,420,324	4,394	8,927,985
1933—1934	307	558,630	4,802	9,978,954	4,652	9,125,513
1934—1935	352	547,207	5,154	10,526,161	4,866	9,332,329
1935—1936	3,593	7,423,779	8,747	17,949,940	8,322	16,178,516
1936—1937	5,385	11,074,156	14,132	29,024,096	13,588	28,506,308
1937—1938	2,523	5,264,308	16,655	34,288,404	15,829	30,336,749
1938—1939	2,232	4,338,843	18,887	38,627,247	17,747	33,065,470
1939—1940	2,361	4,342,662	21,248	42,969,909	19,756	35,411,729
1940—1941	1,425	2,727,507	22,673	45,697,416	20,782	35,947,883
1941—1942	1,112	2,133,514	23,785	47,830,930	21,333	35,256,188
1942—1943	642	1,320,256	24,427	49,151,186	21,020	33,120,484
1943—1944	590	1,336,103	25,017	50,487,289	19,447	28,716,696
1944—1945	695	1,661,410	25,712	52,148,699	16,929	24,199,388
1945—1946	877	2,121,207	26,589	54,269,906	15,721	22,513,863
1946—1947	1,286	3,273,811	27,875	57,543,717	15,032	22,119,005
1947—1948	1,218	3,185,240	29,093	60,728,957	14,790	22,327,258
1948—1949	1,751	4,595,036	30,844	65,323,993	15,006	23,890,389
1949—1950	1,841	4,942,930	32,685	70,266,923	15,566	25,821,426
1950—1951	1,800	4,693,079	34,485	74,960,002	16,184	27,802,774
1951—1952	1,508	4,469,091	35,993	79,429,093	16,497	29,238,810
1952—1953	1,514	5,118,559	37,507	84,547,652	16,667	31,005,250
19531954	1,908	7,000,540	39,415	91,548,192	17,267	34,591,645
1954—1955	2,137	8,207,003	41,552	99,755,195	18,111	39,455,931
1955—1956	2,087	8,254,323	43,639	108,009,518	18,931	44,075,268
1956—1957	2,826	13,183,992	46,465	121,193,510	20,372	52,730,198
1957—1958	3,500	19,343,560	49,965	140,537,070	22,494	67,112,206
1958—1959	4,659	28,368,265	54,624	168,905,335	25,471	89,301,022
1959—1960	5,169	35,840,882	59,793	204,746,217	28,453	117,233,247
1960—1961	5,162	52,305,266	64,955	257,051,483	31,054	158,447,392
1961—1962	6,027	68,886,875	70,982	325,938,358	34,175	212,138,307
1962—1963	6,453	78,428,094	77,435	404,366,452	37,462	270,277,265
1963—1964	7,802	96,315,635	85,237	500,682,087	41,868	341,169,139
1964—1965	9,845	139,750,639	95,082	640,432,726	47,404	443,560,275
1965—1966	11,049	201,687,642	106,131	842,120,368	52,932	586,356,486
1966—1967	11,632	234,447,269	117,763	1,076,567,637	58,258	748,532,844
1967—1968	11,559	251,228,049	129,322	1,327,795,686	63,482	915,837,195
1968—1969	9,117	205,341,841	138,439	1,533,137,527	67,108	1,036,149,124

# STATEMENT BY PROVINCES OF FARM CREDIT ACT LOANS DISBURSED DURING THE YEAR ENDED MARCH 31, 1969

	Part II -	— Partie II	Part III -	- Partie III
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland NATIONAL	321 1,999 2,728 884 1,365 853 73 44 95 8	\$ 7,784,415 45,987,980 60,199,566 19,306,621 29,740,251 13,895,945 1,357,997 811,968 1,883,211 245,119 181,213,073	34 48 71 42 138 377 14 10 11 2	\$ 1,500,711 1,869,669 3,232,390 1,544,279 4,973,913 9,478,375 660,393 341,656 427,970 99,412 24,128,768

# STATEMENT BY PROVINCES OF FARM CREDIT ACT LOANS APPROVED DURING THE PAST FIVE FISCAL YEARS

	1964-1965		.196	5-1966	1966-1967	
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	487 2,602 2,601 691 2,131 1,354 72 77 124	\$ 9,934,800 42,512,300 35,570,100 9,176,200 34,461,200 20,326,500 821,300 964,100 991,700 55,700	611 2,940 3,197 899 2,210 1,140 81 58 100	\$ 14,014,600 58,346,300 56,570,200 14,879,500 42,695,300 18,987,200 1,304,400 1,006,800 1,134,900 45,700	582 2,844 3,656 1,122 2,042 1,522 195 49 141 14	\$ 15,017,800 62,408,800 72,046,700 22,160,200 43,332,600 25,941,200 3,592,200 842,200 2,242,700 363,100
NATIONAL	10,142	154,813,900	11,238	208,984,900	12,167	247,947,500

# STATEMENT BY PROVINCES OF FARM CREDIT ACT LOANS DISBURSED TO MARCH 31, 1969

10 MARON 31, 1303						
	(1929-C Sous le régime	lian Farm Loan Act loct. 4/59) de la Loi du prêt canadien	Under the Farm Credit Act (Oct. 5/59-March 31, 1969)			
	(1929-4	oct. 1959)	Part II	Partie II	Part III —	
			Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	2,699 9,954 13,366 6,342 9,745 9,173 1,749 1,638 2,094	\$ 8,751,182 28,146,771 48,327,821 19,884,810 43,295,717 22,454,666 3,720,899 3,537,293 5,041,427	3,350 19,190 23,746 6,452 15,496 6,105 824 389 1,057 40	\$ 65,252,600 323,700,901 365,558,767 106,580,876 247,960,501 82,046,502 10,546,504 4,842,799 10,851,074 872,377	296 475 522 249 1,171 2,076 93 78 67	
NATIONAL	56,760	183,160,586	76,649	1,218,212,901	5,030	

## RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS DÉBOURSÉS DURANT L'ANNÉE CLOSE LE 31 MARS 1969 AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

Number Amount	
Nombre Montant	
\$ 355	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve

# RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS APPROUVÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

1967-	-1968	1968-1969		196	54-1969	
Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
519 2,829 3,665 1,211 2,012 1,406 144 39 120 9	\$ 13,617,400 65,556,200 80,618,600 27,933,300 43,956,600 25,668,800 2,660,500 770,100 2,287,100 167,900 263,236,500	359 2,055 2,853 935 1,488 1,194 94 56 112 13	\$ 9,773,900 48,178,200 64,364,300 21,098,600 35,159,200 23,201,200 2,216,500 1,293,900 2,612,200 432,500 208,330,500	2,558 13,270 15,972 4,858 9,883 6,616 586 279 597 41	\$ 62,358,500 277,001,800 309,169,900 95,247,800 199,604,900 114,124,900 10,594,900 4,877,100 9,268,600 1,064,900  1,083,313,300	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve

# RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS DÉBOURSÉS AU 31 MARS 1969 AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

		ne de la Loi s oct. 1959-31 m			MARCH 31, 1969 31 MARS 1969	
	Partie III		Total			
	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
	\$ 10,421,816 14,828,849 14,975,195 6,787,129 30,791,288 47,873,009 2,569,554 1,899,329 1,494,451 123,420	3,646 19,665 24,268 6,701 16,667 8,181 917 467 1,124 43	\$ 75,674,416 338,529,750 380,533,962 113,368,005 278,751,789 129,919,511 13,116,058 6,742,128 12,345,525 995,797	6,345 29,619 37,634 13,043 26,412 17,354 2,666 2,105 3,218 43	\$ 84,425,598 366,676,521 428,861,783 133,252,815 322,047,506 152,374,177 16,836,957 10,279,421 17,386,952 995,797	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
_1	131,764,040	81,679	1,349,976,941	138,439	1,533,137,527	TOTAL

## MEMBERS OF THE CORPORATION

## MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Chairman	GEORGE OWEN	Président
Vice-Chairman	WILLIAM H. OZARD	Vice-président
Member	ROBERT B. BRYCE	Membre
Member	W. ESMOND JARVIS	Membre
Member	ANDRÉ SAUMIER	Membre
Secretary to Corporation	W. RALPH deGRUCHY	Secrétaire de la Société

#### HEAD OFFICE SIÈGE SOCIAL

Chief Executive Officer	G. OWEN	Principal fonctionnaire exécutif
General Manager Operations	W. H. OZARD	Gérant général des opérations
Director-General, Loans & Farm Services	W. A. DUNCAN	Directeur général des prêts et des services agricoles
Director Administrative Services	W. R. deGRUCHY	Directeur des services administratifs
Comptroller Financial Services	R. McINTOSH	Contrôleur des services financiers
Director Lending Operations	A. H. HOLMES	Directeur des opérations de prêts
Director Farm Services	A. H. HARRISON	Directeur des services agricoles
Director Personnel Services	J. M. BRETON	Directeur des services du personnel
Credit Policy Advisor	H. D. CARR	Conseiller en politiques de prêts
Economic Advisor	M. E. ANDAL	Conseiller économique
Executive Assistant to Chairman	E. J. SIVYER	Adjoint exécutif au Président
Legal Counsel	W. A. REEVE	Conseiller juridique
Public Relations Officer	S. O. ROBINSON	Agent des relations extérieures
Chief Accountant	P. A. LANOIX	Comptable en chef
Chief, Systems Development	C. A. RADLEY	Chef de l'élaboration des méthodes

#### MEMBERS OF THE ADVISORY COMMITTEE MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF

Chairman	JOHN R. STILBORN	Président
Lorlie, Saskatchewan		Lorlie, Saskatchewan
Victoria, British Columbia	CHARLES E. S. WALLS	Victoria, Colombie-Britannique
High River, Alberta	J. ALLEN BAKER	High River, Alberta
Darlingford, Manitoba	ALLAN ARNOTT	Darlingford, Manitoba
Embro, Ontario	CHARLES MUNRO	Embro, Ontario
Wyman, Quebec	S. WYMAN MACKECHNIE	Wyman, Québec
Verchères, Quebec	ROLAND PIGEON	Verchères, Québec
St. Paul, New Brunswick	FRANCIS GAUDET	St-Paul, Nouveau-Brunswick
Amherst, Nova Scotia	GARNET FISHER	Amherst, Nouvelle-Écosse

#### CHAIRMEN OF APPEAL BOARDS PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS D'APPEL

Oyama, British Columbia	VERNON ELLISON	Oyama, Colombie-Britannique
Spruce Grove, Alberta	J. HAROLD McLAUGHLIN	Spruce Grove, Alberta
Pense, Saskatchewan	HOWARD N. LASBY	Pense, Saskatchewan
Graysville, Manitoba	JOHN MURTA	Graysville, Manitoba
Burgessville, Ontario	FRED COHOE	Burgessville, Ontario
Warwick, Quebec	JOSAPHAT CARRIER	Warwick, Québec
Grand Falls, New Brunswick	ALBERT DESJARDINS	Grand Falls, Nouveau-Brunswick
Grand Pré, Nova Scotia	GORDON WOODMAN	Grand Pré, Nouvelle-Écosse
St. Eleanor's, Prince Edward Island	CHARLES YEO	St. Eleanor's, Île-du-Prince-Édouard

## BRANCH OFFICES & MANAGERS

# SUCCURSALES ET GERANTS

# DISTRICT AND FIELD OFFICES

District offices shown in capital letters

# BUREAUX DE DISTRICT ET DE CAMPAGNE

Bureaux de district indiqués en lettres majuscules

#### BRITISH COLUMBIA — COLOMBIE-BRITANNIQUE

R. H. BAZETT

1615 ELLIS STREET RUE ELLIS

KELOWNA

KELOWNA.

Chilliwack; Dawson Creek; Duncan; Fort St. John; Kamloops; Langley; Prince George; Vernon; West Summerland.

#### ALBERTA

CALGARY; EDMONTON; GRAND PRAIRIE; RED DEER; VEGREVILLE; WETASKIWIN.

Athabasca; Barrhead; Brooks; Calgary; Camrose; Didsbury; Drumheller; Edmonton; Evansburg; Fairview; Falher; Fort Macleod; Grand Prairie; Hanna; High River; Innisfail; Lacombe; Lethbridge; Medicine Hat; Peace River; Red Deer; Redwater; Stettler; St. Paul; Vegreville; Vermilion; Wainwright; Westlock; Wetaskiwin.

#### W. G. O'BRIEN 400 CHANCERY HA

400 CHANCERY HALL No. 3 SIR WINSTON CHURCHILL SQUARE

**EDMONTON** 

#### SASKATCHEWAN

N. BATTLEFORD; PRINCE ALBERT; REGINA; SASKATOON; SWIFT CURRENT; YORKTON.

Assiniboia; Carlyle; Estevan; Humboldt; Indian Head; Kelvington; Kindersley; Meadow Lake; Melfort; Moose Jaw; Nipawin; N. Battleford; Preeceville; Prince Albert; Regina; Rosetown; Saskatoon; Shaunavon; Spiritwood; Swift Current; Tisdale; Unity; Watrous; Weyburn; Whitewood; Wynyard; Yorkton.

#### J. M. DAY

MIDTOWN TOWERS

701 11th AVE. & HAMILTON ST. 11e AVE. & RUE HAMILTON REGINA

#### MANITOBA

BRANDON; WINNIPEG.

Arborg; Brandon; Carman; Dauphin; Killarney; Morden; Neepawa; Portage la Prairie; Roblin; Virden; Winnipeg.

#### D. A. IBBOTSON

267 EDMONTON STREET RUE EDMONTON WINNIPFG

#### N. J. DENHOLM

20 EGLINTON AVE. EAST AVE. EGLINTON-EST TORONTO

#### ONTARIO

BARRIE; CHATHAM; GUELPH; NORTH BAY; OTTAWA; WALKERTON; WOODSTOCK.

Arnprior; Barrie; Campbellford; Chatham; Cornwall; Essex; Goderich; Guelph; Hamilton; Kingston; Lindsay; Listowel; London; New Liskeard; North Bay; Orangeville; Ottawa; Owen Sound; Petrolia; Port Perry; Simcoe; St. Catharines; Stratford; St. Thomas; Walkerton; Woodstock.

#### QUEBEC - QUÉBEC

#### A. F. LANGLOIS

PLACE LAURIER, SUITE 410A-417 2700 BOULEVARD LAURIER STE-FOY

# ALMA; QUEBEC; RIMOUSKI; ST-HYACINTHE; ST-JEAN; SHERBROOKE; VICTORIAVILLE.

Alma; Drummondville; Hull; Joliette; Lévis; Québec; Rimouski; Roberval; Rouyn; St-Hyacinthe; St-Jean; St-Jérôme; Sherbrooke; Trois-Rivières; Valleyfield; Victoriaville; Waterloo.

#### ATLANTIC - ATLANTIQUE

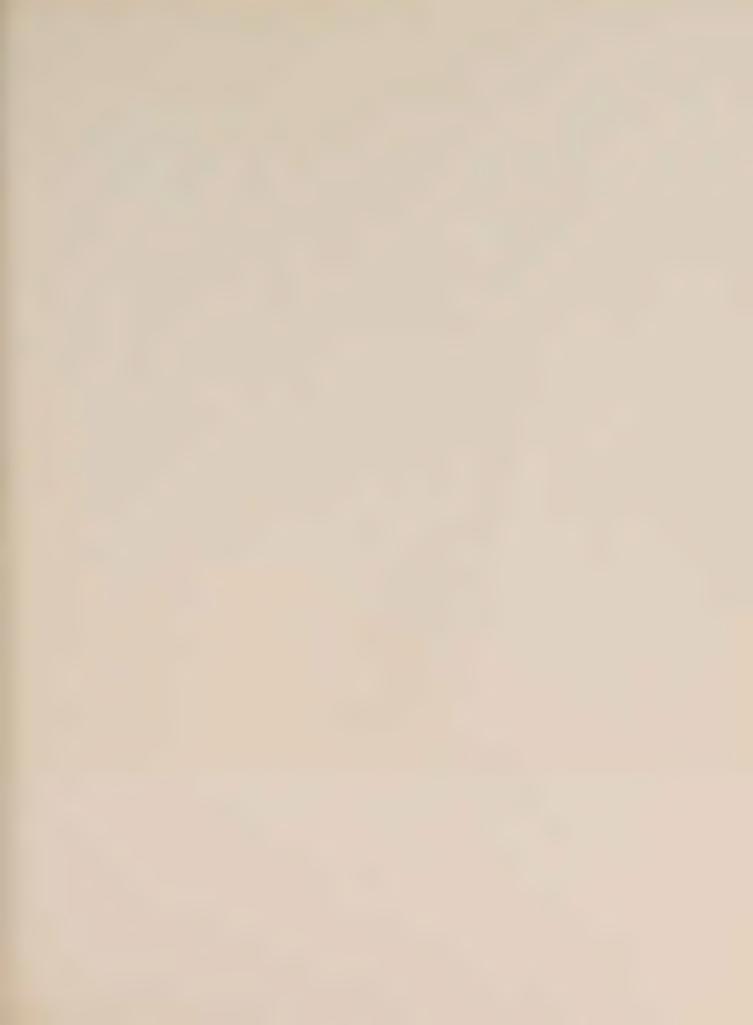
#### W. A. WEST

10 ALMA STREET RUE ALMA

MONCTON, N.B.

#### GRAND FALLS; CHARLOTTETOWN.

Fredericton; Grand Falls; Moncton; Sussex; Woodstock; Kentville; Truro; Charlottetown.



CA1 DB41

- A55 CREDIT

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

Government Publications



# ANNUAL REPORT RAPPORT ANNUEL 1969-70



#### PROGRAM OBJECTIVE

To provide long-term mortgage credit to farmers to facilitate the organization of Canadian agriculture into viable farm units in the hands of competent operators, and to provide loans to "syndicates" of farmers for the joint acquisition and use of farm machinery and buildings.

#### OBJECTIF DU PROGRAMME

Consentir des prêts hypothécaires à long terme aux agriculteurs pour faciliter l'organisation de l'agriculture canadienne en fermes rentables sous la direction d'exploitants compétents, ainsi que des prêts à des "syndicats" d'agriculteurs en vue de l'achat et de l'utilisation en commun de machines agricoles et de bâtiments de ferme.



#### CONTENTS

## TABLE DES MATIÈRES

Members of the Corporation	3	Membres de la Société
Members of the Advisory Committee	3	Membres du Comité consultatif
Highlights	4	Sommaire
Chairman's Review of First Decade	5	Historique de la première décennie par le président
Operations under the Farm Credit Act	13	Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole
Operations under the Farm Syndicates Credit Act	16	Activité sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles
Administration	16	Administration
Financing	17	Financement
Report of the Auditor General	18-19	Rapport de l'Auditeur général
Balance Sheet as at March 31, 1970	20-21	Bilan au 31 mars 1970
Statement of Income and Expense for Year Ended March 31, 1970	22–23	Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1970
Outstanding Loans from the Minister of Finance	24	Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances
Loans Disbursed and Outstanding by Fiscal Years	25	Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière
Statement by Provinces of Farm Loans Approved	26–27	Relevé par province des prêts agricoles approuvés
Statement by Provinces of Farm Loans Disbursed	28-29	Relevé par province des prêts agricoles déboursés
Statement by Provinces of Outstanding Farm Loans and Agreements for Sale	30-31	Relevé par province des montants à percevoir sur les prêts agricoles et les contrats de vente
Head Office	33	Siège social
Branch, District and Field Offices	34	Succursales, bureaux de district et de campagne
Chairmen of Appeal Boards	35	Présidents des Commissions d'appel



June 22, 1970.

le 22 juin 1970

The Honourable H.A. Olson, P.C., M.P., Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir:

I have the honour to submit the Eleventh Annual Report of the Farm Credit Corporation and statement of accounts for the fiscal year ended March 31, 1970.

An important milestone in the life of the Corporation was reached in October, 1969, marking 10 years of service to Agriculture in the administration of the Farm Credit Act. Achievements in our lending program during this period were made possible by the whole-hearted cooperation of all members of the staff. On behalf of the Members of the Corporation I take this opportunity to express appreciation to them and to also thank the Members of the Advisory Committee and Appeal Boards for their continuing interest and support.

Respectfully submitted,

L'Honorable H.A. Olson, C.P., député, Ministre de l'Agriculture, Ottawa.

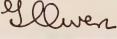
Monsieur le Ministre,

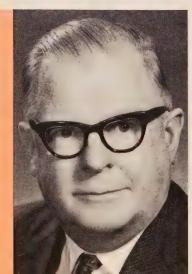
J'ai bien l'honneur de vous présenter le onzième rapport annuel de la Société du crédit agricole et les états financiers pour l'année financière close le 31 mars 1970.

La Société atteignait une étape importante de son existence en octobre 1969 alors qu'elle marquait l'anniversaire de sa dixième année de service à l'agriculture sous l'administration de la Loi sur le crédit agricole. Les succès que nous avons obtenus dans notre programme de crédit pendant cette période furent rendus possibles grâce à la collaboration empressée des membres de notre personnel. Au nom des membres de la Société, je profite de l'occasion pour leur exprimer notre appréciation et pour remercier les membres du Comité consultatif et des Commissions d'appel de leur appui constant et de leur participation fidèle.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments dévoués.

Chairman.





Le président

#### MEMBERS OF THE CORPORATION

## MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Chairman (	GEORGE OWEN	Président
------------	-------------	-----------

Vice-Chairman WILLIAM H. OZARD Vice-président

Member W. ESMOND JARVIS Membre

Member ANDRÉ SAUMIER Membre

Member THOMAS K. SHOYAMA Membre

Secretary to Corporation W. RALPH deGRUCHY Secrétaire de la Société

#### MEMBERS OF THE ADVISORY COMMITTEE

#### MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF

Chairman Lorlie, Saskatchewan	JOHN R. STILBORN	Président Lorlie, Saskatchewan
Victoria, British Columbia	CHARLES E. S. WALLS	Victoria, Colombie-Britannique
High River, Alberta	J. ALLEN BAKER	High River, Alberta
Darlingford, Manitoba	ALLAN ARNOTT	Darlingford, Manitoba
Embro, Ontario	CHARLES MUNRO	Embro, Ontario
Douglas, Ontario	HAROLD GALLAGHER	Douglas, Ontario
Wyman, Quebec	S. WYMAN MACKECHNIE	Wyman, Québec
Verchères, Quebec	ROLAND PIGEON	Verchères, Québec
Grand Falls, New Brunswick	ALBERT DESJARDINS	Grand Falls, Nouveau-Brunswick
Peake Station, Prince Edward Island	LEONARD BRADLEY	Peake Station, Île-du-Prince-Édouard

# HIGHLIGHTS FARM CREDIT ACT

# SOMMAIRE DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

	1969 – 1970	1968 – 1969
NUMBER OF LOANS APPROVED	5,829	9,159
AMOUNT OF LOANS APPROVED	\$160,466,000	\$208,330,500
AVERAGE AMOUNT OF LOAN	\$27,530	\$22,750
NUMBER OF LOANS OUTSTANDING	68,496	67,108
PRINCIPAL AMOUNT OUTSTANDING	\$1,111,520,366	\$1,036,149,124
PERCENTAGE LOANS IN GOOD STANDING POURCENTAGE DE REMBOURSEMENT SATISFAISANT .	87.1	91.4

1969-1970

ELEVENTH

annual

report



ONZIÈME rapport annuel

#### THE FIRST DECADE

#### A Review by the Chairman

The Farm Credit Corporation completed its first ten years of operations on October 5, 1969.

Canadian agriculture has undergone profound changes since the Corporation was established as successor to the Canadian Farm Loan Board in 1959. These changes have been reflected in the legislation and the policies under which the Corporation operates.

#### Changes in the Industry

As production per worker in industry has increased over the years, wages have increased and the standard of living of the urban population has improved. At the same time, the aspirations of rural people have risen and their living habits have changed. Many of the goods and services, both for family living and for farm operations, which were not required in the past, or if required were produced or made by the farm family, must now be purchased. As a result, the farmer today requires a much higher cash income than did his father to satisfy not only his needs but his legitimate expectations that he and his family might enjoy amenities of living comparable to that of other sectors of society.

Faced with competition in international and domestic markets and serious marketing problems, the individual farmer has had limited opportunity for increased prices for his product. Prices of operating inputs have been increasing rapidly and the only real hope for increased income for the individual farmer has been in the production of a greater volume of consistently high quality product. This must be achieved by careful planning and organization to control operating costs and to spread overhead costs over a larger number of units of production.

Better cultural practices, improved varieties of seed, the use of new herbicides and pesticides, and greater use of commercial fertilizers, have made it possible to produce more per acre. The development of bigger and better farm machinery has made it possible for individual farmers to handle larger acreages. Improved building design and livestock and feed-handling systems, and improved breeding and better disease-control techniques have resulted in greater livestock production per farmer.

#### LA PREMIÈRE DÉCENNIE

#### Historique par le président

La Société du crédit agricole complétait ses dix premières années d'activités le 5 octobre 1969.

L'agriculture canadienne a subi de profonds changements depuis que la Société a pris la relève de la Commission du prêt agricole canadien en 1959. Ces changements ont influencé la législation et les politiques qui régissent les activités de la Société.

#### Changements dans l'industrie

La production de l'ouvrier s'est accrue dans l'industrie au cours des années, donnant le pas à la hausse des salaires et du niveau de vie de la population urbaine. En même temps, les aspirations de la population rurale ont grandi et leur mode de vie a évolué. Les ruraux achètent maintenant de nombreux biens et services destinés à la subsistance de la famille et à l'exploitation de la ferme, alors qu'ils n'en avaient pas besoin par le passé, ou les produisaient sur la ferme familiale. C'est pourquoi le cultivateur d'aujourd'hui a besoin d'un revenu monétaire bien supérieur à celui de son père car il doit non seulement satisfaire ses besoins mais aussi combler ses aspirations légitimes et assurer à sa famille un niveau de vie comparable à celui des autres secteurs de la société.

Face à la concurrence sur les marchés internationaux et domestiques, et à de sérieux problèmes de marché, le cultivateur a eu très peu de chances d'accroître le prix de ses produits. Le prix des intrants d'exploitation a grimpé rapidement et le seul espoir que le cultivateur garde d'accroître son revenu, est de produire un plus fort volume de produits et d'en garder toujours la qualité à un très haut niveau. Il ne peut y parvenir que par une planification et une organisation très poussées qui lui permettront de contrôler les prix d'exploitation et de répartir les frais généraux sur un plus grand nombre d'unités de production.

De meilleures méthodes culturales, des variétés améliorées de semences, l'emploi d'herbicides et de pesticides, et l'usage plus intensif de fertilisants commerciaux, lui ont permis de produire plus à l'acre. La création de machines agricoles plus puissantes et plus perfectionnées a permis aux cultivateurs de cultiver de plus grandes terres. Une meilleure construction des bâtiments, des troupeaux de qualité

These factors have brought about substantial increases in the size of farm businesses, increased the complexity of farming and imposed greater demands on the technical knowledge and managerial ability of the farm operator. Many farm businesses have been organized on the basis of two or three owner-operators, in order to benefit by the economies of scale made possible by the improved technology.

Larger farm units have required very substantially increased amounts of capital and because of the characteristics of farming much of this additional capital has been required in the form of long-term credit. A significant part of the long-term credit which farmers have required to develop and expand their farm businesses in the past decade has been supplied by the Farm Credit Corporation. The increasing substitution of capital for labour also has resulted in even greater increases in the need for short and intermediate-term credit. In recent years acquisition of additional credit has become much more costly as a result of a world-wide demand for capital and wide concern about inflation, both of which have caused interest rates to rise to record levels.

#### Adjustments in the Credit Program

Under the Farm Credit Act the maximum dollar amount originally set for a standard mortgage loan was \$20,000 and the maximum set for a supervised loan was \$27,500. To meet the increased requirements of expanding farm businesses, these maximums were raised to \$40,000 and \$55,000 respectively in 1964.

In 1968, to accommodate the increasing number of two and three-man farms, the dollar limits were increased to \$80,000 and \$100,000 for standard mortgage loans where there are two or three owner-operators respectively, and to \$100,000 for supervised loans where there is more than one owner-operator. Amendments also were introduced to permit loans to farming corporations to accommodate the increasing number of farmers who have incorporated their farm businesses, and provisions were made through which the Corporation could make loans to Indians farming on Reserves, on much the same basis as to other Canadian farmers.

Because of the high cost of owning farm machinery, much of which is only used a few days in each year by the individual farmer, the Farm Machinery Syndicates Credit Act was introduced in 1964 to provide credit to groups or "syndicates" of three or more farmers for the joint purchase and use of farm machinery. In 1969 this Act was amended to extend this form of credit to the purchase or construction of specialized buildings which might be used in common, such as storage facilities, washing, grading and packaging plants, feeder lots, etc., and was renamed the Farm Syndicates Credit Act.

supérieure, des systèmes d'alimentation automatiques, des saillies améliorées et des techniques plus perfectionnées de répression des maladies, ont conduit à une plus grande production animale par cultivateur.

Ces facteurs ont entraîné des hausses considérables dans la superficie des entreprises agricoles, ont accru la complexité de l'agriculture et imposé de plus fortes demandes sur les connaissances techniques et les capacités gestionnaires de l'exploitant agricole. De nombreux cultivateurs ont organisé des fermes sur la base de deux ou trois exploitants afin de bénéficier des économies inhérentes aux plus grandes entreprises et qui découlent d'une technologie améliorée.

Ces fermes plus grandes exigèrent des capitaux fortement accrus. Les caractéristiques de l'agriculture ont fait qu'une grande partie de cette hausse de capital requis était du crédit à long terme. La Société du crédit agricole a contribué une partie considérable du crédit à long terme dont les cultivateurs ont eu besoin pour améliorer et agrandir leur ferme au cours de la dernière décennie. La substitution progressive du capital à la main-d'oeuvre a aussi causé une hausse encore plus forte des besoins de crédit à court et à moyen terme. Au cours des dernières années, il est devenu de plus en plus coûteux de se procurer du crédit additionnel par suite de la demande mondiale de capitaux et de la crainte de l'inflation qui ont fait monter les taux d'intérêt à des niveaux sans précédents.

#### Ajustements au programme de crédit

Au début, la Loi sur le crédit agricole prévoyait un montant maximal de \$20,000 lors d'un prêt hypothécaire ordinaire et de \$27,500 lors d'un prêt surveillé. En 1964, on a haussé ce montant maximal à \$40,000, et \$55,000 respectivement pour faire face aux besoins accrus dans l'expansion de l'entreprise agricole.

En 1968, face au plus grand nombre de fermes à deux ou trois exploitants, on haussait les limites monétaires des prêts hypothécaires ordinaires à \$80,000 et à \$100,000 pour les fermes à deux et trois propriétaires-exploitants respectivement, et à \$100,000 sur les prêts surveillés accordés aux fermes de plus d'un propriétaire-exploitant. On introduisait aussi des amendements afin de permettre l'octroi de prêts à des corporations agricoles et répondre ainsi aux besoins du nombre sans cesse plus grand de cultivateurs qui incorporent leur ferme. On établissait aussi des dispositions qui habilitaient la Société à prêter aux Indiens s'adonnant à l'agriculture sur des réserves selon des principes à peu près identiques à ceux qui ont trait aux autres cultivateurs canadiens.

Les machines agricoles dont une bonne partie sert à peine quelques jours par année coûtent fort cher au

779 loans for a total of \$7.5 million have been made to 582 syndicates involving 2,330 members since this legislation came into effect. At the end of March 1970, 693 loans for \$4.8 million remained outstanding.

#### Growth in Investment

Principal outstanding on about 28,000 loans taken over by the Corporation from the Canadian Farm Loan Board on October 5, 1959, amounted to about \$100 million. Since that date the Corporation has made more than 87,000 loans under the Farm Credit Act, for an amount in excess of \$1.5 billion.

The average size of loan increased from \$10,846 in 1960 to \$27,530 in 1969. At the end of March 1970 there were 68,496 loans outstanding, amounting to \$1.1 billion.

#### **Uses of Credit**

Part of the funds approved were to refinance mortgages already held by the Corporation but almost \$1.3 billion represented new capital investment. Of this amount, about 45 per cent, or \$570 million, was used for the purchase of additional land to expand existing farm units, or in other words for farm consolidation. About \$165 million was for improvements in the form of buildings, drainage, land clearing, etc. These funds have contributed substantially to the development of more viable farm units.

Loans for the purchase of new farm units amounted to about \$186 million and very often were for the transfer of a farm from father to son. Credit for the purchase of land, either as new units or to add to other farms, enabled many farmers to sell and retire. It also enabled many owners of small uneconomic farms to sell their land and move out of agriculture during a period when the economy was capable of employing them more productively in other pursuits.

About \$288 million was lent to repay land mortgages, or other debts, with about \$40 million being provided to purchase livestock and equipment. Credit to refinance debts usually meant a reorganization of the financial structure of the farm business, placing the farmer's obligations on a repayment schedule better suited to his repayment capacity. Loans for this purpose generally have been made in conjunction with loans for developmental purposes and are always designed to place the farm business in a viable position.

#### **Advisory Services**

Throughout the decade the Corporation, in addition to providing credit, has provided applicants with advice and assistance in planning the organization, financing and operation of their farm businesses. It

cultivateur. C'est pourquoi, en 1964, on a introduit la Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles pour offrir du crédit aux groupes ou "syndicats" formés d'au moins trois cultivateurs qui désirent acheter et utiliser des machines agricoles en commun. En 1969, on amendait la Loi pour étendre ce genre de crédit à l'achat et à la construction de bâtiments spécialisés qui peuvent être utilisés en commun, telles les facilités d'entreposage, de lavage, de classement et d'emballage, les parcs d'engraissement à bovins, etc. La Loi reçut alors le titre de Loi sur le crédit aux syndicats agricoles. On a consenti 779 prêts, soit un total de \$7.5 millions répartis entre 582 syndicats formés de 2,330 membres depuis l'entrée en vigueur de cette législation. A la fin de mars 1970, il y avait encore aux livres 693 prêts qui représentaient un montant de \$4.8 millions.

#### Hausse des placements

Le principal à recouvrer sur à peu près 28,000 prêts que la Société a assumés de la Commission du prêt agricole canadien le 5 octobre 1959, s'élevait à \$100 millions environ. Depuis, la Société a consenti plus de 87,000 prêts aux termes de la Loi sur le crédit agricole, soit un montant excédant \$1.5 milliard.

Le montant moyen des prêts s'est accru de \$10,846 en 1960 à \$27,530 en 1969. À la fin de mars 1970, il y avait 68,496 prêts aux livres, soit un montant de \$1.1 milliard.

#### Utilisations du crédit

Une partie des fonds approuvés a servi à refinancer des hypothèques déjà détenues par la Société; par contre, ce montant comprenait \$1.3 milliard en nouveaux placements de capital. De ce montant, à peu près 45 p. 100, ou \$570 millions, ont servi à l'achat de terres additionnelles en vue d'agrandir les fermes, c'est-à-dire à la consolidation des terres. Environ \$165 millions ont servi à des améliorations sous forme de bâtiments, de drainage, de défrichement, etc. Ces fonds ont fortement contribué à l'organisation de fermes plus rentables.

Les prêts destinés à l'achat de nouvelles fermes se sont élevés à environ \$186 millions et furent souvent consentis pour faciliter le transfert d'une ferme de père en fils. Le crédit consenti pour l'achat de nouvelles fermes ou de terres pour agrandir la ferme, a permis à de nombreux cultivateurs de vendre et de prendre leur retraite. Il a aussi permis à de nombreux propriétaires de petites fermes non rentables de vendre leur terre et de quitter l'agriculture durant une période où l'économie était capable de les employer d'une manière plus productive dans d'autres domaines.

Environ \$288 millions furent prêtés en vue de rembourser des hypothèques foncières ou d'autres dettes. En plus, environ \$40 millions ont servi à



also has provided a post-loan advisory service to those farmers who have obtained "supervised" loans under Part III of the Farm Credit Act on the security of both land and chattels. To support and improve these services the Corporation, in cooperation with the Canada Department of Agriculture, developed the first Canada-wide computerized farm accounting service. Although voluntary, the program was used by 85 per cent of supervised borrowers and became the largest program of its kind in the world. In addition, the Corporation contributed to the development of the comprehensive Canadian Farm Management Data System (CANFARM) now coming into general use.

In 1969 the Corporation conducted surveys on samples of standard mortgage and supervised borrowers in order to measure the effects of its advisory services as well as to assess the general progress made by borrowers. The results of these surveys indicated that net incomes had approximately doubled for both groups over a four-year base period. In contrast, the growth in net income for all census farms for the same period (1965-68) was about 25 per cent. The surveys also indicated that there had been very satisfactory growth in the value of the farmers' assets and their net worth. As supervised borrowers generally have much lower equities than those borrowers who obtain standard mortgage loans, it seemed apparent that the advisory services provided by the Corporation to supervised borrowers had contributed significantly to their progress.

The results of the surveys suggest that the credit and advisory services provided by the Corporation during its first decade have made a significant contribution to the effective employment of long-term capital in agriculture. As agricultural production and marketing have become more complex, the provision of these services has imposed greater demands on the knowledge and judgment of the staff of the Corporation. Recognition of these needs has been reflected in recruiting policies and in staff training. Continuing efforts have been made to develop and improve methods of appraisal and farm management, and in-service training of staff. An educational leave policy for post-graduate and technical studies has been adopted. This training is to enable the staff to provide the highest possible quality of counselling to farmers. The counselling service, however, remains complementary to the work of a wide range of provincial and other extension agencies which are active in the field of agriculture.

#### **Farmer Participation**

Since inception the Corporation has had the benefit of the services of an Advisory Committee of up to

l'achat de bétail et d'équipement. Le crédit fait pour refinancer des dettes a ordinairement servi à réorganiser la structure financière de la ferme de façon à répartir les obligations du cultivateur selon un programme mieux adapté à ses capacités de remboursement. Les prêts consentis à cette fin furent en général consentis en même temps que d'autres prêts à des fins d'expansion et visaient toujours à placer l'entreprise agricole dans une situation rentable.

#### Services consultatifs

Durant toute la décennie, la Société, en plus d'avancer du crédit, a offert des conseils et de l'assistance aux requérants pour les aider à planifier l'organisation, le financement et l'exploitation de leur ferme. Elle a aussi offert un service consultatif postérieur aux prêts aux cultivateurs qui obtenaient des prêts "surveillés" aux termes de la Partie III de la Loi sur le crédit agricole en offrant leurs terres et leurs biens meubles en garantie. Afin d'appuyer et de parfaire ses services, la Société de concert avec le ministère de l'Agriculture du Canada, a mis sur pied le premier service de comptabilité électronique agricole à la grandeur du Canada. Le programme, bien que facultatif, a été utilisé par 85 p. 100 de nos emprunteurs surveillés et est devenu le plus vaste programme du genre au monde. De plus, la Société a contribué à la création du système canadien de gestion agricole (CANFARM) dont l'usage commence à se généraliser.

En 1969, la Société a fait des relevés sur des groupes témoins d'emprunteurs sur hypothèque ordinaire et d'emprunteurs surveillés afin d'évaluer l'effet des services consultatifs qu'elle dispense et le progrès fait par ses emprunteurs dans l'ensemble. Les relevés démontrent que le revenu net a à peu près doublé chez les deux groupes sur une période de quatre ans. En comparaison, le revenu net de toutes les fermes relevées au recensement lors de la même période (1965-1968) s'est accru d'environ 25 p. 100. Les relevés de la Société ont aussi démontré qu'il y a eu une croissance très satisfaisante dans la valeur des actifs et l'avoir net de ses cultivateurs. Comme en général ses emprunteurs surveillés ont des avoirs nets bien plus faibles que ses emprunteurs sur prêt hypothécaire ordinaire, la Société estime que les services consultatifs qu'elle offre aux emprunteurs surveillés ont fortement contribué à leur progrès.

Selon les relevés de la Société, les services de crédit et de consultation qu'elle a offerts au cours de la dernière décennie, ont contribué sensiblement à l'emploi efficace du capital à long terme en agriculture. Au fur et à mesure que la production et la mise en marché des produits agricoles devenaient plus complexes, ces services ont imposé de plus fortes demandes à la connaissance et au jugement du personnel de la Société. Ces besoins ont été reconnus et intégrés aux politiques de recrutement et

10 members, the majority of whom have been farmers or representatives of farm organizations. Its function has been to advise the Minister of Agriculture and the Corporation with respect to matters arising under the Farm Credit Act.

Appeal Boards have been established in each province and any farmer who is not satisfied with the Corporation's decision on his loan application is provided an opportunity to have all the circumstances reviewed by this independent board. The members of Appeal Boards are active and leading farmers in the various agricultural regions.

The Advisory Committee and the Appeal Boards have been of invaluable assistance to the Corporation in keeping its credit policies and services attuned to the changing credit needs of farmers.

#### Cost of Making Loans

Changes in agricultural production and marketing have added to the complexities of farm mortgage lending. The number of loan accounts to administer has increased by about 140 per cent over the decade. The average size of loan, and the total investment in mortgage loans have both increased. The cost of making and administering loans, expressed as a percentage of the mean capital investment, has been reduced from 1.3 per cent in 1960-61 to 0.7 per cent in the fiscal year just ended, through careful planning and budgetary control, and as a result of larger investments.

#### **Interest Rates**

Initially, loans were made by the Corporation at a statutory interest rate of 5 per cent. Currently, lending rates for new capital are fixed at 1 per cent above the cost of funds to the Corporation, and this cost is based on the yield of long-term government bonds. However, 72.4 per cent of the principal presently outstanding to borrowers is at a rate of 5 per cent or less. The average rate of earnings on all principal outstanding is 5.55 per cent compared with an average cost rate on the Corporation's outstanding borrowings of 5.94 per cent. As a result, the Corporation has been incurring annual deficits which have been recovered through Parliamentary Votes. These will continue for many years.

#### Trends in Demand

During 1960-61, the first full year of operation under the Farm Credit Act, the Corporation advanced \$52.3 million to 5,162 farmers. The annual lending volume accelerated rapidly to the fiscal year 1967-68 when \$251.2 million was advanced to 11,559 farmers. The demand for loans has declined since that time and in the last fiscal year 5,743 loans were made for \$158 million.

de formation du personnel. On a fait des efforts continuels pour élaborer et améliorer les méthodes d'évaluation et de gestion agricole, et pour perfectionner la formation interne du personnel. On a adopté une politique de congé à la formation qui régit les études post-universitaires et techniques. Le but de cette formation est de permettre au personnel d'offrir des services consultatifs de la plus haute qualité possible aux cultivateurs. Les services de consultation demeurent néanmoins complémentaires au travail d'une vaste gamme d'agences provinciales et d'organismes d'extension qui oeuvrent activement dans le domaine agricole.

#### Participation des cultivateurs

Depuis ses débuts, la Société bénéficie des services d'un comité consultatif formé d'au plus 10 membres dont la majorité sont des cultivateurs actifs ou des représentants d'organismes agricoles. Le but du comité est de conseiller le ministre de l'Agriculture et la Société sur les questions qui se posent à l'égard de la Loi sur le crédit agricole.

On a établi des Commissions d'appel dans chaque province. Tout cultivateur qui conteste la décision rendue par la Société lors de sa demande d'emprunt, a l'occasion de faire rétudier toutes les circonstances de sa situation par cette commission autonome. Les membres des Commissions d'appel sont des cultivateurs actifs et des chefs de file venant des diverses régions agricoles.

Le Comité consultatif et les Commissions d'appel ont rendu de précieux services à la Société en l'aidant à rajuster ses politiques et ses services de crédit en fonction des changements dans les besoins en crédit aux cultivateurs.

#### Coût de l'octroi de prêts

Les changements dans la production de ferme et la mise en marché ont ajouté à la complexité des prêts hypothécaires agricoles. Le nombre de comptes de prêts que la Société administre s'est accru d'environ 140 p. 100 au cours de la décennie. Le montant moyen des prêts et le placement total en prêts hypothécaires accusent fous deux une hausse. Le coût de l'octroi et de l'administration des prêts, exprimé en pourcentage du placement moyen en capital, a fléchi de 1.3 p. 100 en 1960-1961 à 0.7 p. 100 durant l'année financière tout juste terminée, grâce à une planification serrée et au contrôle budgétaire, et par suite de placements plus considérables.

#### Taux d'intérêt

Au début, la Société prêtait à un taux d'intérêt statutaire de 5 p. 100. À l'heure actuelle, ses taux d'intérêt sur les nouveaux capitaux sont fixés à 1 p. 100 au-dessus du coût des fonds à la Société, et ce coût se fonde sur le rendement des obligations à

This decline in lending has come about for a number of reasons. The Corporation now has mortgages on 68,496 farms which represents about 50 per cent of the number of farms with a gross farm income of \$7,500 or more per annum as indicated by the 1966 census. The economic conditions in agriculture, and the realization that higher land prices have made the purchase of additional land less profitable, have also had a significant impact on the demand for credit. Recent higher interest rates have made farmers consider further real estate investment more carefully at this time and have made it more attractive for vendors to accept mortgages or agreements for sale as satisfactory investments for their capital, particularly if the vendor is a father selling to his son.

#### The Challenge of the 1970's

It is expected that in the 1970's farms will continue to increase in size with more farms being organized on the basis of two or three-man operations. Capital and credit requirements per farm will increase significantly. The increased activity of marketing boards will give greater assurance of market and price stability to farmers who exercise control over quality and quantity. Activities of such boards will add to the complexities of providing credit to producers. It is the objective of the Corporation to continue to use the capital at its disposal to facilitate the organization of agriculture into viable farm units which will provide farmers with equitable returns for their labour, management and capital. To attain this objective in the rapidly changing environment likely to characterize Canadian agriculture in the 1970's will be the challenge to which the Corporation will dedicate its efforts.



long terme du gouvernement. Toutefois, 72.4 p. 100 du capital que les emprunteurs ont encore à rembourser portent un taux de 5 p. 100 ou moins. Le rendement moyen sur tout le capital prêté est de 5.55 p. 100 au regard d'un coût moyen de 5.94 p. 100 sur tous les emprunts que la Société doit encore rembourser. C'est pourquoi la Société a subi des déficits annuels qu'elle a récupérés par des crédits du Parlement et qui se continueront pendant plusieurs années encore.

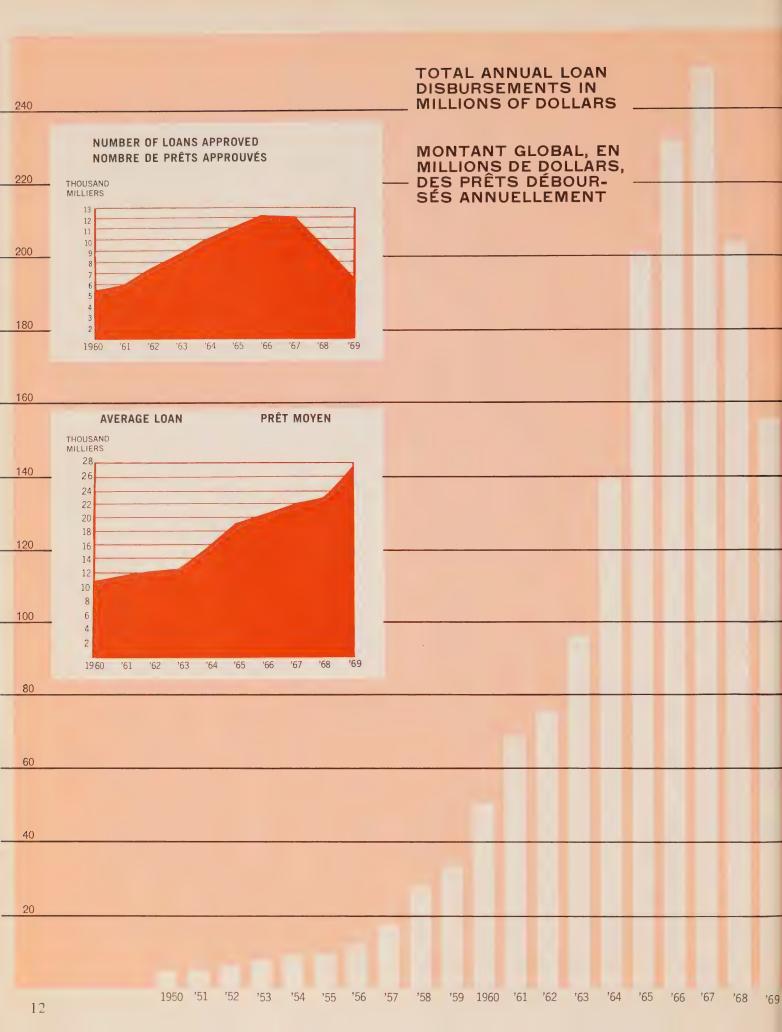
#### Tendances de la demande

En 1960-1961, la Loi sur le crédit agricole connaissait sa première année complète d'activités. La Société avait alors avancé \$52.3 millions à 5,162 cultivateurs. Le volume annuel de prêts a grimpé rapidement par la suite jusqu'à l'année financière 1967-1968 alors qu'elle a avancé \$251.2 millions à 11,559 cultivateurs. La demande de prêts a diminué depuis et, au cours de la dernière année financière, la Société a consenti 5,743 prêts, soit un montant de \$158 millions.

Cette baisse des activités de prêt provient d'un bon nombre de raisons. La Société détient une hypothèque sur 68,496 fermes, soit sur à peu près 50 p. 100 de toutes les fermes affichant un revenu agricole brut de \$7,500 par année ou plus selon le recensement de 1966. Les conditions économiques en agriculture et le prix élevé des terres qui rend l'achat de terres additionnelles moins profitable, ont aussi eu un effet sensible sur la demande de crédit. Des taux d'intérêt plus élevés ces derniers temps ont incité les cultivateurs à plus de réserve dans leurs immobilisations et encouragent les vendeurs à accepter des hypothèques ou des contrats de vente qui constituent maintenant de bons placements pour leurs capitaux, particulièrement lors d'une vente du père au fils.

#### Le défi des années 1970

On prévoit qu'en 1970 les fermes continueront à s'agrandir et qu'un nombre de plus en plus grand de fermes seront organisées sur la base de deux ou trois exploitants. Il y aura une hausse sensible des besoins de crédit et de capitaux par ferme. La plus grande activité des offices de mise en marché permet d'entrevoir une plus grande stabilité des prix et des marchés des cultivateurs qui exercent un contrôle sur la qualité et la quantité. L'activité de ces offices ajoute à la complexité de l'offre de crédit aux producteurs. La Société se propose de continuer à utiliser le capital dont elle dispose pour faciliter l'organisation de l'agriculture en fermes rentables qui assureront aux cultivateurs des revenus équitables au regard de leur travail, de leur gestion et de leur capital. Le défi qui s'offre à la Société est d'aider les cultivateurs à atteindre cet objectif dans un environnement dont la principale caractéristique continuera d'être le changement rapide.



#### OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT

#### **Loan Approvals**

The number of loans approved under the Farm Credit Act during the fiscal year was 37 per cent less than the previous year. This was an accentuation of the downtrend in demand which has been apparent since 1967. The average size of loans approved during the year, however, increased to \$27,530 and the total amount of loans approved was \$160.5 million, representing a decrease of about 23 per cent from the previous year. This amount included \$933,700 approved for Indians farming on Reserves, made possible by amendments made to the Act in 1968.

The total of \$160.5 million of loans approved included \$42.5 million to repay loans previously made by the Corporation. New capital approvals amounted to \$118 million. The purposes for which these new loan funds were used are shown graphically in the chart below.

There was a significant decrease in the amount of funds lent to buy land to enlarge farm units (41.7 per cent compared with 49.2 per cent in the previous year), and a corresponding increase in the percentage of funds used to make improvements to land, to buy livestock, and to pay debts. These trends reflected the response of farmers to their marketing and economic situations.

#### ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

#### Approbation de prêts

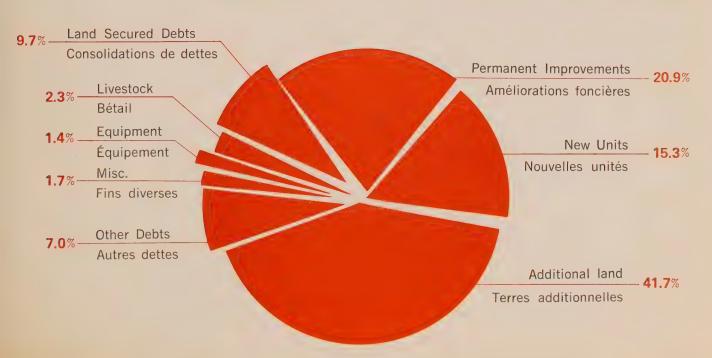
Le nombre de prêts approuvés aux termes de la Loi sur le crédit agricole accuse une baisse de 37 p. 100 durant l'année financière au regard de l'année précédente. La tendance à la baisse qui se manifeste depuis 1967 s'est donc accentuée cette année. Le montant moyen des prêts approuvés au cours de l'année s'est néanmoins accru à \$27,530; toutefois, le montant total des prêts approuvés, à \$160.5 millions, représente une baisse d'environ 23 p. 100 au regard de l'an passé. Ce montant inclut \$933,700 en prêts approuvés aux Indiens qui s'adonnent à l'agriculture sur les réserves, et qui furent rendus possibles par l'amendement de la Loi en 1968.

Le total de \$160.5 millions en prêts approuvés comprend \$42.5 millions qui ont servi à rembourser des prêts déjà détenus par la Société. Le montant des nouveaux capitaux approuvés s'élevait à \$118 millions. Le tableau qui suit montre à quelles fins ont servi les nouveaux prêts.

Il y a eu une baisse sensible du montant des fonds prêtés en vue de l'achat de terres devant servir à agrandir la ferme (41.7 p. 100 au regard de 49.2 p. 100 au cours de l'année précédente) et une hausse correspondante du pourcentage des fonds qui ont servi aux améliorations foncières, à l'achat de bétail et à rembourser des obligations. Ces tendances illustrent la réaction des cultivateurs devant la situation de l'économie et de leurs marchés.

# PURPOSES FOR WHICH NEW FUNDS WERE USED

# FINS POUR LESQUELLES LES NOUVEAUX FONDS ONT SERVI



All farmers who obtained supervised loans under Part III of the Act have compulsory life insurance under the Corporation's Group Life Insurance Plan for the amount by which their loan exceeds 75 per cent of the appraised value of their farms. Life insurance is provided on an optional basis to farmers with mortgage loans under Part II of the Act, and to farmers with supervised loans under Part III of the Act for that amount of the loan which is not covered by compulsory insurance. This voluntary insurance can be obtained for the amount of the loan or \$10,000, whichever is the lesser. If a loan exceeds \$10,000, borrowers may insure their lives for further amounts in multiples of \$1,000 to an amount not exceeding the total loan. During the year ended March 31, 1970, 64 per cent of borrowers insured their lives under this plan.

#### Age of Borrowers

The proportion of borrowers under the age of 35 years continued to increase during the 1969-70 fiscal year. These younger farmers accounted for 38 per cent of those for whom loans were approved, up 2 per cent from the preceding year. Over 34 per cent of the 1969-70 borrowers were between the ages of 35 and 45 and 27 per cent were over 45 years. These statistics indicate the continuation of a trend toward a younger average age of borrowers which has been apparent since the early 1960's.

#### Service to Borrowers

The Corporation continued its regular service to farmers throughout 1969 and took several steps designed to make these services more effective. Surveys also were conducted in order to assess the progress borrowers were making and in an effort to obtain information useful for future adjustments. Rapid changes in agricultural technology and the pressures on farm costs and prices have placed heavy responsibilities on those who counsel farmers and recommend loans. The Corporation staff therefore reviewed its advisory services program in order to insure that all phases reflected sound economics and were practical in terms of current agricultural conditions.

Pre-loan and post-loan counselling objectives were redefined and policies and procedures amended in order that services could keep pace with rapidly changing conditions. Emphasis was placed on informing the farmer of the relative advantages of the various alternatives of resource use and product selection open to him, thereby improving his ability to make rational decisions. The amendments allow for more assistance to those farmers who need it most and should improve the effectiveness of the counselling services.

Tous les cultivateurs qui ont un prêt surveillé en Partie III de la Loi détiennent une assurance-vie obligatoire sur le montant par lequel leur prêt excède 75 p. 100 de la valeur estimative de leur ferme. Leur police relève du régime collectif d'assurance-vie de la Société. L'assurance-vie est facultative sur le prêt des cultivateurs qui détiennent un prêt hypothécaire ordinaire en Partie II de la Loi et sur le montant du prêt qui n'est pas protégé par l'assurance-obligatoire des cultivateurs qui ont un prêt surveillé en Partie III de la Loi. Ils peuvent prendre une police d'assurance facultative qui équivaut au montant de leur prêt ou à \$10,000, en prenant le moindre. Si leur prêt excède \$10,000, ils peuvent assurer leur vie pour des montants plus élevés en multiples de \$1,000 jusqu'à un montant n'excédant pas leur prêt total. Au cours de l'année close le 31 mars 1970, 64 p. 100 des emprunteurs ont souscrit à ce régime d'assurance.

#### Âge des emprunteurs

La proportion des emprunteurs qui ont moins de 35 ans a continué à s'accroître au cours de l'année financière 1969-1970. Ces jeunes cultivateurs ont formé 38 p. 100 des requérants qui ont reçu un prêt, soit 2 p. 100 de plus que l'an passé. En 1969-1970, plus de 34 p. 100 de nos emprunteurs se classaient dans le groupe d'âge de 35 à 45 ans, et 27 p. 100 avaient plus de 45 ans. Ces statistiques démontrent que l'évolution vers une moyenne d'âge plus jeune qui se manifeste chez nos emprunteurs depuis le début des années 1960, s'est poursuivie cette année.

#### Service offert aux emprunteurs

La Société a continué à offrir ses services réguliers aux cultivateurs pendant toute l'année 1969 et a pris plusieurs mesures destinées à les rendre plus efficaces. Elle a fait des relevés afin d'évaluer le progrès des emprunteurs et d'obtenir des renseignements qui lui seront utiles pour faire des ajustements à l'avenir. Les changements rapides de la technologie agricole et les pressions qu'ils exercent sur le coût des fermes et les prix agricoles ont imposé un lourd fardeau à ceux qui conseillent les cultivateurs et recommandent des prêts. La Société a donc rétudié son programme de services consultatifs afin de s'assurer que toutes ses phases reposent sur de solides principes économiques et sont pratiques face aux conditions agricoles de l'heure.

Elle a redéfini les objectifs des services préliminaires et postérieurs aux prêts et elle a modifié ses politiques et ses méthodes afin de garder les services au pas avec l'évolution rapide de la situation. Elle a fait porter ses efforts sur l'information du cultivateur en veillant à lui apprendre les avantages propres aux divers emplois des ressources et en l'informant des choix disponibles, l'aidant ainsi à prendre des déci-

The Corporation continued its support for the Canadian Farm Management Data System (CAN-FARM) and cooperated in the initial test phase in 1969. One hundred and forty staff members were trained in the intricacies and use of the system and subsequently 2,950 supervised borrowers transferred from their existing accounting systems to CANFARM.

#### Repayments

Principal due and payable during the year amounted to \$27.4 million of which \$22.8 million or 83.3 per cent was paid. In addition, \$14.5 million was paid on principal not due.

Interest due and payable during the year amounted to \$57.3 million of which \$51.4 million or 89.7 per cent was paid.

87.1 per cent of all loans under the Farm Credit Act were in good standing at the end of the fiscal year compared to 91.4 per cent a year earlier, reflecting the difficulties farmers have encountered in marketing grain.

#### Real Property and Losses on Loans

At April 1, 1969, the Corporation held title to 13 farm properties with an inventory value of \$106,121. During the year, 20 properties were acquired and 18 were sold. At the end of the year the Corporation still had 15 properties on hand with an inventory value of \$170,612. Net losses on loans including the write down in the inventory value of properties on hand amounted to \$92,534 compared to \$45,020 in 1968-69.

At the end of the fiscal year the Corporation held 63 agreements for sale for a total value of \$327,475.

Well kept farm records are profitable.

Des régistres agricoles bien tenus portent fruit.

sions plus rationnelles. Les modifications visent à offrir plus d'aide aux cultivateurs qui en ont le plus besoin et à améliorer l'efficacité des services consultatifs.

La Société a continué son appui au système canadien de gestion agricole (CANFARM) et a collaboré à l'étape initiale d'essai en 1969. Cent quarante de ses employés ont reçu une formation poussée en vue d'un usage intensif du système. Par la suite, 2,950 emprunteurs surveillés ont été transférés de leur système de comptabilité actuel à celui de CANFARM.

#### Remboursements

Le capital échu et exigible au cours de l'année s'est élevé à \$27.4 millions et, de ce montant, \$22.8 millions ou 83.3 p. 100 ont été remboursés. En outre, \$14.5 millions ont été remboursés par anticipation sur le capital non échu.

L'intérêt échu et exigible au cours de l'année s'est élevé à \$57.3 millions et, de cette somme, \$51.4 millions ou 89.7 p. 100 ont été remboursés.

À la fin de l'année financière, 87.1 p. 100 de tous les prêts consentis aux termes de la Loi sur le crédit agricole étaient à jour comparativement à 91.4 p. 100 à la fin de l'année financière précédente. Cette baisse illustre les difficultés qu'éprouvent les cultivateurs à vendre leurs grains.

#### Biens immobiliers et pertes sur les prêts

Au 1er avril 1969, la Société détenait 13 propriétés agricoles dont la valeur aux livres était de \$106,121. Pendant l'année, elle a acquis 20 propriétés et en a vendues 18. À la fin de l'année, la Société détenait encore 15 propriétés dont la valeur aux livres était de \$170,612. Les pertes nettes sur les prêts, y compris la réduction dans la valeur d'inventaire des propriétés en main, se sont chiffrées à \$92,534 comparativement à \$45,020 en 1968-1969.

À la fin de l'année financière, la Société détenait 63 contrats de vente d'une valeur globale de \$327,475.



# OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT

During the year, 202 loans were approved under the Farm Syndicates Credit Act to 147 syndicates, for an amount of \$2,888,409, compared with a total of \$1,672,232 in the previous year. This increase in lending resulted from amendments to the Act in May of 1969 making it possible for the Corporation to make loans for the purchase, improvement and construction of buildings which can be used cooperatively by three or more farmers.

During the year, 35 loans for \$1,226,505 were approved for the construction and equipment of buildings for livestock feeder enterprises, fruit and vegetable storage and other purposes related to the production of farm products. Two thousand three hundred and thirty farmers have taken advantage of this program since its inception in 1965.

#### **ADMINISTRATION**

The Corporation has a staff of field officers comprised of 31 District Supervisors and 222 Credit Advisors working out of 122 field offices. The total staff at year's end was 607, a decrease of 20 from that of the previous year.

The total cost of administration in 1969-70 was \$7,479,317 or 0.70 per cent of the mean investment compared to \$6,646,072 or 0.68 per cent of the mean investment in the previous fiscal year.



#### ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

Au cours de l'année, la Société a approuvé 202 prêts répartis entre 147 syndicats aux termes de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, soit un montant total de \$2,888,409 au regard de \$1,672,232 dans l'année précédente. La hausse de ces prêts provient des amendements faits à la Loi en mai 1969, qui ont permis à la Société de consentir des prêts à un groupe d'au moins trois cultivateurs en vue de l'achat, l'amélioration et la construction de bâtiments qui sont adaptés à un usage coopératif.

Durant l'année, la Société a approuvé 35 prêts d'un montant global de \$1,226,505 pour la construction et l'équipement de bâtiments d'élevage à bovins, l'entreposage de fruits et légumes, et d'autres buts qui ont trait à la production de produits de ferme. Deux mille trois cent trente cultivateurs se sont prévalus de ce programme depuis son inauguration en 1965.

#### **ADMINISTRATION**

La Société maintient un personnel d'agents de campagne qui se compose de 31 surveillants de district et de 222 conseillers en crédit agricole relevant de 122 bureaux de campagne. L'effectif total se chiffrait à 607 employés à la fin de l'année, soit une diminution de 20 au regard de l'année précédente.

Le coût total de l'administration s'est chiffré à \$7,479,317 en 1969-1970, soit 0.70 p. 100 du total moyen des prêts aux livres au regard de \$6,646,072 ou 0.68 p. 100 du total moyen des prêts aux livres lors de l'année financière précédente.



FINANCING FINANCEMENT

#### Farm Credit Act

To finance its lending program during 1969-70, the Corporation borrowed \$141 million from the Minister of Finance at an average interest rate of 7.32 per cent and repaid \$68.24 million of principal due on previous borrowings, bringing the total principal outstanding on borrowings from the Minister of Finance to \$1.079 billion as of March 31, 1970.

The average interest rate on the Corporation's outstanding borrowings as of March 31, 1970, was 5.94 per cent compared to an average interest rate of 5.56 per cent a year earlier.

Paid Capital under Section 12 of the Farm Credit Act was increased from \$40.3 million to \$43.8 million during the year.

#### **Operating Loss**

The operating loss of \$8,409,723 for 1969-70 was recovered through Parliamentary Votes.

The Corporation's operating loss results from outstanding loans made prior to November 14, 1968, at a statutory rate of 5 per cent, which rate has not provided sufficient income to cover the cost of borrowings and administrative expenses. The average interest return on the \$1,112 billion of principal of loans to farmers as of March 31, 1970, was 5.55 per cent, while the average interest cost to the Corporation on its outstanding borrowings from the Minister of Finance was 5.94 per cent.

#### Reserve

After deducting the year's net loss on loans to farmers of \$92,534 and adding the recovery through the 1970 Supplementary Estimates of \$266,251 of operating losses charged to the Reserve in 1968-69, the Corporation's Reserve at the close of the fiscal year was \$1,391,497 or 0.12 per cent of its outstanding investment in farm mortgages.

#### Farm Syndicates Credit Act

To finance its lending program during 1969-70 the Corporation increased its outstanding borrowings from the Minister of Finance from \$3,376,500 to \$4,920,500.

After adding net earnings of \$12,492 and deducting the year's net loss on loans of \$19,832 there was a balance of \$1,221 in the Retained Earnings Account at the year end.

#### Loi sur le crédit agricole

Pour financer son programme de crédit pendant 1969-1970, la Société a emprunté \$141 millions du ministre des Finances à un taux d'intérêt moyen de 7.32 p. 100. Elle a remboursé \$68.24 millions en capital échu sur les emprunts antérieurs, ce qui porte à \$1.079 milliard le total de la dette de capital sur ses emprunts auprès du ministre des Finances au 31 mars 1970.

Le taux d'intérêt moyen sur les emprunts de la Société était de 5.94 p. 100 au 31 mars 1970 au regard d'un taux d'intérêt moyen de 5.56 p. 100 l'année précédente.

Le capital payé selon l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole a été augmenté de \$40.3 millions à \$43.8 millions au cours de l'année.

#### Pertes d'exploitation

La perte d'exploitation qui s'élevait à \$8,409,723 en 1969-1970, a été récupérée au moyen de crédits du Parlement.

La perte d'exploitation de la Société provient des prêts aux livres qui ont été consentis avant le 14 novembre 1968 et portent un taux d'intérêt statutaire de 5 p. 100 qui ne produit pas des revenus suffisants pour défrayer le coût des emprunts de la Société et de ses dépenses d'administration. Le rendement d'intérêt moyen sur les \$1.112 milliard de capital compris dans les prêts consentis aux cultivateurs au 31 mars 1970, était de 5.55 p. 100 alors que le coût moyen d'intérêt payé par la Société sur ses emprunts non échus auprès du ministre des Finances était de 5.94 p. 100.

#### Réserve

Après l'imputation de la perte nette de \$92,534 sur les prêts consentis aux cultivateurs et l'addition de la somme de \$266,251 récupérée lors des prévisions budgétaires supplémentaires de 1970 sur les pertes d'exploitation débitées à la réserve en 1968-1969, la réserve de la Société à la fin de l'année financière s'établissait à \$1,391,497, soit 0.12 p. 100 de ses placements en prêts hypothécaires aux livres.

#### Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Afin de financer son programme de prêts au cours de 1969-1970, la Société a augmenté ses emprunts non échus auprès du ministre des Finances de \$3,376,500 à \$4,920,500.

Après l'addition des gains nets d'exploitation de \$12,492 et la déduction de la perte nette \$19,832 sur les prêts de l'année, le compte des gains retenus accusait un solde de \$1,221 à la fin de l'année.

# Report of the Auditor General to the Minister of Agriculture

Ottawa, June 12, 1970.

The Honourable H.A. Olson, Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir,

I have examined the accounts and financial statements of the Farm Credit Corporation for the year ended March 31, 1970.

Section 15 of the Farm Credit Act requires the Corporation to establish a Reserve out of which may be paid "any losses sustained by the Corporation in the conduct of its business". The section further provides that the Corporation shall credit its net earnings each year to this Reserve until the amount of the Reserve equals the capital of the Corporation. At March 31, 1970 the capital of the Corporation amounted to \$43,800,000 while the Reserve amounted to \$1,391,497.

It has been pointed out previously that the statutory lending rate of 5% on loans to farmers has not provided sufficient income to cover the interest paid on borrowings from Canada and administrative expenses. Although the statutory rate was abolished with effect from November 15, 1968, annual losses will continue to be incurred with respect to outstanding loans totalling \$805 million at March 31, 1970 which still bear interest at the statutory rate of 5%. Since 1963 these losses have been recovered from annual parliamentary appropriations provided for the purpose in order to prevent further depletion of the Reserve for losses. However, this policy does not provide for the building up of the Reserve to an amount equivalent to the capital of the Corporation as is contemplated by the Farm Credit Act.

In compliance with the requirements of section 87 of the Financial Administration  ${\sf Act}\ {\sf I}$  now report that, in my opinion, subject to the foregoing:

- (a) proper books of account have been kept by the Corporation;
- (b) the financial statements of the Corporation
  - (i) are in agreement with the books of account and were prepared on a basis consistent with that of the preceding year except for the change in the allocation of expense to operations under the Farm Syndicates Credit Act referred to in the note to the Statement of Income and Expense, and
  - (ii) in the case of the balance sheet, give a true and fair view of the state of the Corporation's affairs as at the end of the financial year, and
  - (iii) in the case of the statement of income and expense, give a true and fair view of the income and expense of the Corporation for the financial year; and
- (c) the transactions of the Corporation that have come under my notice have been within the powers of the Corporation under the Financial Administration Act and any other Act applicable to the Corporation.

Yours faithfully,

A.M. Henderson

Auditor General of Canada.

Ottawa , le 12 juin 1970

L'honorable H.A. Olson, Ministre de l'Agriculture, Ottawa.

Monsieur le ministre,

J'ai examiné les comptes et les états financiers de la Société du crédit agricole pour l'année terminée le 31 mars 1970.

L'article 15 de la Loi sur le crédit agricole exige que la Société établisse une réserve sur laquelle on peut acquitter "toute perte subie par la Société dans la conduite de ses affaires". L'article stipule en plus que la Société doit, à la fin de chaque année, porter à cette réserve ses bénéfices nets jusqu'à ce que le montant de la réserve égale le montant du capital de la Société. Au 31 mars 1970, le capital de la Société s'élevait à \$43,800,000 tandis que la réserve s'élevait à \$1,391,497.

Comme il a été signalé précédemment, le taux statutaire de 5 p. 100 applicable aux prêts consentis aux cultivateurs n'a pas fourni suffisamment de recettes pour couvrir les intérêts versés sur les sommes empruntées du Canada et les dépenses administratives. Même si le taux statutaire a été aboli à compter du 15 novembre 1968, la Société continuera d'accuser des pertes annuelles sur les prêts aux livres portant intérêt au taux statutaire de 5 p. 100 et se chiffrant à \$805 millions au 31 mars 1970. Depuis 1963, les pertes annuelles sont récupérées par des crédits budgétaires annuels du Parlement accordés aux fins d'empêcher une diminution plus grande de la réserve pour pertes. Cependant, cette ligne de conduite ne pourvoit pas à la constitution d'une réserve jusqu'à un montant équivalent au capital de la Société, tel que prévu par la Loi sur le crédit agricole.

Conformément à l'article 87 de la Loi sur l'administration financière, je déclare qu'à mon avis, compte tenu de ce qui précède;

- (a) la Société a tenu une comptabilité régulière;
- (b) les états financiers de la Société
  - (i) sont conformes aux livres de la comptabilité et ont été établis d'une manière conforme à celle de l'année précédente sauf en ce qui a trait au changement de la répartition des dépenses aux termes de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, tel que mentionné dans la remarque au bas du Relevé des recettes et des dépenses, et
  - (ii) en ce qui concerne le bilan, il représente de façon exacte et juste la situation de la Société à la fin de l'année financière, et
  - (iii) pour ce qui est de l'état des recettes et des dépenses, il présente de façon exacte et juste les recettes et les dépenses de la Société pour l'année financière, et
- (c) les opérations de la Société qui ont été portées à ma connaissance entrent dans les attributions de la Société en vertu de la Loi sur l'administration financière et de toute autre Loi applicable à la Société.

Votre fidèle serviteur,

l'auditeur général du Canada

# **FARM CREDIT CORPORATION**

(Established by the Farm Credit Act)
BALANCE SHEET AS AT MARCH 31, 1970
(with comparative figures as at March 31, 1969)

#### ASSETS - ACTIF

	1970	1969
Cash	\$ 2,066,797	\$ 4,040,817 Encaisses
Due from Canada in respect of operating loss for the year	2,213,193	À recouvrer du Canada pour combler la 6,000,000 perte d'exploitation de l'année financière
Accounts receivable	30,850	24,039 Comptes à recevoir
Loans to farmers, secured by first mortgages	1,153,712,774	Prêts aux cultivateurs, en première hypo- 1,071,104,309 thèque
Loans to farm syndicates	4,946,512	3,379,543 Prêts aux syndicats agricoles
Agreements for sale	327,475	240,834 Contrats de vente
Real estate held for sale	170,612	106,121 Biens-fonds détenus pour fins de vente
Capital assets, at cost: Automobiles		Actif immobilisé, au prix coûtant: 21,295 Automobiles
Office furniture and equipment 580,163		571,344 Ameublement et fournitures de bureau
601,458		592,639
Less: Accumulated depreciation 399,818		375,179À soustraire: Amortissement
	201,640	217,460
	\$1,163,669,853	\$1,085,113,123
Certified correct: Certifié exact:		le contrôleur R. McIntosh
		Comptroller
Approved: Approuvé:		le président G. Owen
		Chairman

# SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

(Créée en vertu de la Loi sur le crédit agricole)
BILAN AU 31 MARS 1970
(avec chiffres comparatifs au 31 mars 1969)

#### LIABILITIES - PASSIF

1970	1969
\$ 40,992	\$ 30,620 Comptes à payer
28,768,529	Intérêts courus sur les emprunts consentis 27,983,137 par le Canada
5,740,978	Versements anticipés, obtentions d'assur- ances-feu, honoraires d'évaluations en dépôt, 5,950,534 autres dépôts
	Prêts consentis par le Canada: 1,006,245,991Loi sur le crédit agricole 3,376,50QLoi sur le crédit aux syndicats agricoles
1,083,926,636	1,009,622,491
43,800,000	Capital: Versé par le Canada en vertu de la Loi 40,300,000sur le crédit agricole
	Réserves pour pertes — Loi sur le crédit agricole: 1,529,051
	1,262,800 A soustraire: Perte nette sur les prêts 45,020 aux cultivateurs
1,391,497	1,217,780 Solde à la fin de l'année
	Gains retenus des opérations effectuées sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles:
	17,190 Solde au début de l'année 8,629 À soustraire: Perte nette pour l'année
1,221	8,561 Solde à la fin de l'année
45,192,718	41,526,341
\$1,163,669,853	\$1,085,113,123
	\$ 40,992 28,768,529 5,740,978 1,083,926,636 43,800,000 1,391,497 1,221 45,192,718

I have examined the above Balance Sheet and the related Statement of Income and Expense and have reported thereon under date of June 12, 1970 to the Minister of Agriculture.

Le bilan actuel et les relevés des recettes et des dépenses ont été examinés et ont fait l'objet de mon rapport du 12 juin 1970 adressé au ministre de l'Agriculture.

L'auditeur général du Canada A.M. Henderson		
Auditor General of Canada		

# STATEMENT OF INCOME AND EXPENSE FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1970

OPERATIONS UNDER T	THE FARM CREDIT ACT
--------------------	---------------------

Income		1970	1969
Interest earned on mortgage loans to farmers		\$58,472,849	\$51,304,253
Deduct: Interest on loans from Canada	•••••	60,524,385	52,130,170
		(2,051,536)	(825,917)
Appraisal, legal and supervision fees		482,718	916,184
Other income		638,412	289,554
		(930,406)	379,821
Expense			
Salaries (including \$44,500 for executive officers)	2,169		4,885,455
Employee benefits	9,864		331,332
Travel 58	3,100		574,649
Office accommodation	2,458		453,257
Printing, stationery and office supplies	1,876		100,672
Rental and maintenance of office equipment9	9,546		79,834
Telephone	2,779		76,026
Postage and express5	9,570		53,389
Depreciation of automobiles and office equipment	0,971		55,167
Advertising1	2,501		8,538
Appeal Boards – fees and expenses1	0,386		16,494
Advisory Committee	4,162		3,985
Miscellaneous3	7,819		46,065
7,50	7,201		6,684,863
Less: Portion allocated to operations under the Farm Syndicates			
Credit Act (See Note)2	7,884		38,791
		7,479,317	6,646,072
Net operating loss provided for by Department of Agriculture Vote 70		\$ 8,409,723	\$ 6,266,251

#### OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT

Income	1970	1969
Interest earned	\$ 268,275	\$ 178,140
Deduct: Interest on loans from Canada	252,382	164,806
	15,893	13,334
Service charges	24,483	16,828
	40,376	30,162
Portion of Corporation expense allocated to operations under this Act	27,884	38,791
Net operating profit (loss)	12,492	(8,629)
Deduct: Net loss on loans.	19,832	
Net loss charged to retained earnings	\$ 7,340	\$ 8,629

Note: The Corporation expense allocated to the Farm Syndicates Credit Act has been prorated on the basis of the mean principal investment under the Farm Syndicates Credit Act as related to the mean of the Corporation's total principal investment. In previous years, the expense was allocated on the basis of direct charges plus certain estimated charges. On the previous basis, the expense would have amounted to \$39,270.

#### OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

Recettes		1970	1969
Intérêts acquis sur les prêts aux cultivateurs		\$58,472,849	\$51,304,253
À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada		60,524,385	52,130,170
		(2,051,536)	(825,917)
Honoraires d'évaluation, de vacations et de surveillance		482,718	916,184
Autre revenu		638,412	289,554
		(930,406)	379,821
Dépenses			
Traitements (y compris \$44,500 pour les agents exécutifs) \$5,602,	169		4,885,455
Bénéfices aux employés	864		331,332
Frais de voyage	100		574,649
Loyers et entretien de bureaux	458		453,257
Impressions, papeterie et matériel de bureau	876		100,672
Location et entretien des fournitures de bureau	546		79,834
Téléphone	779		76,026
Affranchissement et messageries 59,	570		53,389
Dépréciation d'automobiles, d'ameublement et de fournitures de bureau	971		55,167
Publicité	501		8,538
Honoraires et dépenses des commissions d'appel	386		16,494
Comité consultatif	162		3,985
Divers	819		46,065
7,507,	201		6,684,863
À soustraire: Montant affecté aux opérations sous le régime de la Loi sur le			
crédit aux syndicats agricoles (Voir Remarque)27,	884		38,791
		7,479,317	6,646,072
Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 70 du ministère de l'Agriculture		\$ 8,409,723	\$ 6,266,251

## OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

Recettes	1970	196	69
Intérêts acquis	\$ 268,275	\$ 178,	140
À soustraire: Intérêts sur le prêts consentis par le Canada	252,382	164,	806
	15,893	13,	,334
Frais de service	24,483	16,	,828
	40,376	30,	,162
Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi	27,884	38,	,791
Profit (Perte) net d'exploitation	12,492	(8,	,629)
À soustraire: Perte nette sur les prêts	19,832		
Perte nette d'exploitation portée au compte des gains retenus	\$ 7,340	\$ 8,	,629

Remarque: La dépense de la Société est imputée à la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles selon le prorata du placement moyen en capital aux termes de cette Loi par rapport à la moyenne du placement total en capital de la Société. Par le passé, la dépense était imputée sur la base des frais directs et de certains frais extrapolés. Selon l'ancienne base, la dépenses aurait été de \$39,270.

#### STATEMENT OF OUTSTANDING LOANS FROM THE MINISTER OF FINANCE **AS AT MARCH 31, 1970**

#### RELEVÉ DES PRÊTS À REMBOURSER AU MINISTRE DES FINANCES AU 31 MARS 1970

#### FARM CREDIT ACT

#### LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé	Interest Rate Taux d'intérêt	Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé \$	Interest Rate Taux d'intérêt
1955–1956	2,500,000 2,200,000	3.125 3.25	1963-1964	18,605,744 18,310,504	4.375 4.75
1956-1957	3,500,000 2,931,567	3.375 3.5	1964-1965	67,387,866 30,191,421	5.375 5.25
1957-1958	3,196,005 4,756,569 4,391,268	4 4.125 4.375	1965–1966	72,374,645 38,708,382 33,841,000	5.25 5.375 5.625
1958–1959	7,117,098 1,651,308 8,184,189	4 4.25 4.5	1966–1967	31,874,953 54,418,123 52,113,447	5.75 5.875 6
1959–1960	10,381,046 12,407,685	5 5.75	1967–1968	32,369,401 39,922,651	5.875 5.3125
1960-1961	8,557,267 19,998,068	5.75 5		54,154,101 53,002,571	6.125 6.375
1961-1962	9,522,173 9,553,799	5 4.5	1968–1969	33,562,803 92,855,696	6.875 6.75
1962-1963	11,788,069 5,347,735	4.5 5.5		5,926,430 70,135,685	6.6875 6.75
	10,266,867	4.75	1969–1970	80,200,000 60,800,000	7 7.75
			TOTAL	\$1,079,006,136	1.13
FARM SYNDIC	ATES CREDIT AC	CT		LOI SUR LE CI SYNDICATS A	
1964–1965 1.965–1966	5,500 117,000	5 4.875	1967–1968	210,000 210,000 245,000	5 5.875 6.1875
1966–1967	127,500 275,000 137,500	5.125 5.625 5.75	1968-1969	180,000 589,953 598,047	7.375 6.875 6.5
			1969-1970	966,000 1,259,000	6.75 7.5
			TOTAL	\$4,920,500	

### STATEMENT OF LOANS DISBURSED AND OUTSTANDING BY FISCAL YEARS TO RELEVÉ AU 31 MARS 1970 DES PRÊTS DÉBOURSÉS ET À RECOUVRER PAR MARCH 31, 1970

# ANNÉE FINANCIÈRE

Fiscal Year		Loans Disbursed Prêts déboursés		Cumulative Total of Loans Disbursed Total cumulatif des prêts déboursés		ipal of Loans ling End of Year al à recouvrer n de l'année
Année Financière	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$		\$
1929-1930	1,270	2,630,377	1,270	2,630,377	1,270	2,613,671
1930-1931	2,102	3,517,489	3,372	6,147,866	3,109	6,033,805
1931-1932	468	1,996,344	3,840	8,144,210	3,492	7,878,741
1932-1933	655	1,276,114	4,495	9,420,324	4,394	8,927,985
1933-1934	307	558,630	4,802	9,978,954	4,652	9,125,513
1934-1935	352	547,207	5,154	10,526,161	4,866	9,332,329
1935-1936	3,593	7,423,779	8,747	17,949,940	8,322	16,178,516
1936–1937	5,385	11,074,156	14,132	29,024,096	13,588	28,506,308
1937-1938	2,523	5,264,308	16,655	34,288,404	15,829	30,336,749
1938–1939	2,232	4,338,843	18,887	38,627,247	17,747	33,065,470
1939-1940	2,361	4,342,662	21,248	42,969,909	19,756	35,411,729
1940–1941	1,425	2,727,507	22,673	45,697,416	20,782	35,947,883
1941-1942 1942-1943	1,112 642	2,133,514	23,785	47,830,930 49,151,186	21,333 21,020	35,256,188
1942-1943	590	1,320,256 1,336,103	24,427 25,017	50,487,289	19,447	33,120,484 28,716,696
1943-1944	695	1,661,410	25,712	52,148,699	16,929	24,199,388
1945-1946	877	2,121,207	26,589	54,269,906	15,721	22,513,863
1946–1947	1,286	3,273,811	27,875	57,543,717	15,032	22,119,005
1947-1948	1,218	3,185,240	29,093	60,728,957	14,790	22,327,258
1948-1949	1,751	4,595,036	30,844	65,323,993	15,006	23,890,389
1949-1950	1,841	4,942,930	32,685	70,266,923	15,566	25,821,426
1950-1951	1,800	4,693,079	34,485	74,960,002	16,184	27,802,774
1951-1952	1,508	4,469,091	35,993	79,429,093	16,497	29,238,810
1952-1953	1,514	5,118,559	37,507	84,547,652	16,667	31,005,250
1953-1954	1,908	7,000,540	39,415	91,548,192	17,267	34,591,645
1954-1955	2,137	8,207,003	41,552	99,755,195	18,111	39,455,931
1955–1956	2,087	8,254,323	43,639	108,009,518	18,931	44,075,268
1956–1957	2,826	13,183,992	46,465	121,193,510	20,372	52,730,198
1957–1958	3,500	19,343,560	49,965	140,537,070	22,494	67,112,206
1958–1959	4,659	28,368,265	54,624	168,905,335	25,471	89,301,022
1959–1960	5,169	35,840,882	59,793	204,746,217	28,453	117,233,247
1960-1961	5,162	52,305,266 68,886,875	64,955	257,051,483	31,054	158,447,392
1961–1962 1962–1963	6,027 6,453	78,428,094	70,982 77,435	325,938,358 404,366,452	34,175 37,462	212,138,307 270,277,265
1962-1963	7,802	96,315,635	85,237	500,682,087	41,868	341,169,139
1964–1965	9,845	139,750,639	95,082	640,432,726	47,404	443,560,275
1965-1966	11,049	201,687,642	106,131	842,120,368	52,932	586,356,486
1966–1967	11,632	234,447,269	117,763	1,076,567,637	58,258	748,532,844
1967–1968	11,559	251,228,049	129,322	1,327,795,686	63,482	915,837,195
1968–1969	9,117	205,341,841	138,439	1,533,137,527	67,108	1,036,149,124
1969-1970	5,743	158,017,992	144,182	1,691,155,519	68,496	1,111,520,366

### STATEMENT BY PROVINCES OF FARM CREDIT ACT LOANS APPROVED DURING THE PAST FIVE FISCAL YEARS

	1965-1966		1966-1967		1967-1968		
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
		\$		\$		\$	
British Columbia	611	14,014,600	582	15,017,800	519	13,617,400	
Alberta	2,940	58,346,300	2,844	62,408,800	2,829	65,556,200	
Saskatchewan	3,197	56,570,200	3,656	72,046,700	3,665	80,618,600	
Manitoba	899	14,879,500	1,122	22,160,200	1,211	27,933,300	
Ontario	2,210	42,695,300	2,042	43,332,600	2,012	43,956,600	
Quebec	1,140	18,987,200	1,522	25,941,200	1,406	25,668,800	
New Brunswick	81	1,304,400	195	3,592,200	144	2,660,500	
Nova Scotia	58	1,006,800	49	842,200	39	770,100	
Prince Edward Island	100	1,134,900	141	2,242,700	120	2,287,100	
Newfoundland	2	45,700	14	363,100	9	167,900	
NATIONAL	11,238	208,984,900	12,167	247,947,500	11,954	263,236,500	

### STATEMENT BY PROVINCES OF FARM SYNDICATES CREDIT ACT LOANS APPROVED DURING THE PAST FIVE FISCAL YEARS

	196	1965-1966		1966-1967		7-1968
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$		\$
British Columbia	3	33,200	4	11,770	4	12,398
Alberta	49	357,024	35	298,974	38	495,405
Saskatchewan	21	97,339	12	56,885	4	25,400
Manitoba	15	61,880	19	72,383	5	41,121
Ontario	12	77,956	28	258,370	20	140,133
Quebec	13	128,850	26	283,750	30	247,851
New Brunswick		_	1	9,500	_	and the same of th
Nova Scotia		_	1	7,500	1	10,500
Prince Edward Island	1	17,240	_	_	_	_
Newfoundland	-		_		-	
NATIONAL	114	773,489	126	999,132	102	972,808

### RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS APPROUVÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

190	68-1969	1969-1970		1965-1970		
Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	_
	\$		\$		\$	
359	9,773,900	248	8,251,800	2,319	60,675,500	Colombie-Britannique
2,055	48,178,200	1,492	42,767,700	12,160	277,257,200	Alberta
2,853	64,364,300	1,488	38,602,300	14,859	312,202,100	Saskatchewan
935	21,098,600	604	17,295,900	4,771	103,367,500	Manitoba
1,488	35,159,200	1,116	32,612,800	8,868	197,756,500	Ontario
1,194	23,201,200	715	16,149,400	5,977	109,947,800	Québec
94	2,216,500	73	1,761,400	587	11,535,000	Nouveau-Brunswick
56	1,293,900	20	703,000	222	4,616,000	Nouvelle-Écosse
112	2,612,200	67	2,148,400	540	10,425,300	Île-du-Prince-Édouard
13	432,500	6	173,300	44	1,182,500	Terre-Neuve
9,159	208,330,500	5,829	160,466,000	50,347	1,088,965,400	TOTAL

### RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS APPROUVÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

196	1968-1969		9-1970	1965-1970		
Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
	\$		\$		\$	
9	63,174	2	12,800	22	133,342	Colombie-Britannique
88	556,825	87	917,623	297	2,625,851	Alberta
25	179,382	14	119,891	76	478,897	Saskatchewan
31	271,920	35	924,222	105	1,371,526	Manitoba
27	298,747	21	306,591	108	1,081,797	Ontario
29	258,209	30	421,149	128	1,339,809	Québec
-	with the second	2	12,000	3	21,500	Nouveau-Brunswick
1	17,200	4	23,097	7	58,297	Nouvelle-Ecosse
3 .	26,775	7	151,036	11	195,051	Île-du-Prince-Edouard
	_			_		Terre-Neuve
213	1,672,232	202	2,888,409	757	7,306,070	TOTAL

### STATEMENT BY PROVINCES OF FARM CREDIT ACT LOANS DISBURSED DURING THE YEAR ENDED MARCH 31, 1970

	Part II – Partie II		Part III	- Partie III
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$
British Columbia	207	6,662,192	35	1,812,185
Alberta	1,288	35,477,931	107	4,950,338
Saskatchewan	1,368	33,927,581	95	4,277,681
Manitoba	536	14,119,572	58	2,776,951
Ontario	929	25,440,004	133	5,553,149
Ouebec	614	11,748,973	208	6,535,026
New Brunswick	61	1,300,852	9	401,747
Nova Scotia	14	324,905	8	424,931
Prince Edward Island	59	1,662,873	7	427,381
Newfoundland	6	128,132	1	65,588
NATIONAL	5,082	130,793,015	661	27,224,977

### STATEMENT BY PROVINCES OF FARM CREDIT ACT LOANS DISBURSED TO MARCH 31, 1970

	(1929-0 Sous le régime	lian Farm Loan Act Oct. 4/59) de la Loi du prêt e canadien	Under the Farm Credit Act (Oct. 5/59-March 31, 1970)		
		oct. 1959)	Part I	I — Partie II	Part III —
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre
		\$		\$	
British Columbia	2,699	8,751,182	3,557	71,914,792	331
Alberta	9,954	28,146,771	20,478	359,178,832	582
Saskatchewan	13,366	48,327,821	25,114	399,486,348	617
Manitoba	6,342	19,884,810	6,988	120,700,448	307
Ontario	9,745	43,295,717	16,425	273,400,505	1,304
Quebec	9,173	22,454,666	6,719	93,795,475	2,284
New Brunswick	1,749	3,720,899	885	11,847,356	102
Nova Scotia	1,638	3,537,293	403	5,167,704	86
Prince Edward Island	2,094	5,041,427	1,116	12,513,947	74
Newfoundland		_	46	1,000,509	4
NATIONAL	56,760	183,160,586	81,731	1,349,005,916	5,691

### RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS DÉBOURSÉS DURANT L'ANNÉE CLOSE LE 31 MARS 1970 AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

1	O	ta	ıl

Number Nombre	Amount Montant	
	\$	
242	8,474,377	Colombie-Britannique
1,395	40,428,269	Alberta
1,463	38,205,262	Saskatchewan
594	16,896,523	Manitoba
1,062	30,993,153	Ontario
822	18,283,999	Québec
70	1,702,599	Nouveau-Brunswick
22	749,836	Nouvelle-Écosse
66	2,090,254	Île-du-Prince-Édouard
7	193,720	Terre-Neuve
5,743	158,017,992	TOTAL

### RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS DÉBOURSÉS AU 31 MARS 1970 AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

Sous le régime de la Loi sur le crédit agricole (5 oct. 1959-31 mars 1970)				MARCH 31, 1970 J 31 MARS 1970	
Partie III		Total			
Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
\$		\$		\$	
12,234,001	3,888	84,148,793	6,587	92,899,975	Colombie-Britannique
19,779,187	21,060	378,958,019	31,014	407,104,790	Alberta
19,252,876	25,731	418,739,224	39,097	467,067,045	Saskatchewan
9,564,080	7,295	130,264,528	13,637	150,149,338	Manitoba
36,344,437	17,729	309,744,942	27,474	353,040,659	Ontario
54,408,035	9,003	148,203,510	18,176	170,658,176	Québec
2,971,301	987	14,818,657	2,736	18,539,556	Nouveau-Brunswick
2,324,260	489	7,491,964	2,127	11,029,257	Nouvelle-Écosse
1,921,832	1,190	14,435,779	3,284	19,477,206	Île-du-Prince-Édouard
189,008	50	1,189,517	50	1,189,517	Terre-Neuve
158,989,017	87,422	1,507,994,933	144,182	1,691,155,519	TOTAL

### STATEMENT BY PROVINCES OF OUTSTANDING FARM CREDIT ACT MORTGAGE LOAN ACCOUNTS AS AT MARCH 31, 1970

			Principal	
	Number Nombre	Due Échu	Not Due Non échu	Total
		\$	\$	\$
British Columbia	2,817	305,689	58,966,842	59,272,531
Alberta	15,799	1,822,681	276,466,257	278,288,938
Saskatchewan	19,637	1,162,257	307,858,167	309,020,424
Manitoba	6,088	395,246	101,820,537	102,215,783
Ontario	14,106	624,140	221,289,370	221,913,510
Quebec	7,588	173,252	114,857,651	115,030,903
New Brunswick	884	26,906	10,484,561	10,511,467
Nova Scotia	388	26,404	4,307,074	4,333,478
Prince Edward Island	1,154	54,900	10,029,425	10,084,325
Newfoundland	35	2,631	846,376	849,007
NATIONAL	68,496	4,594,106	1,106,926,260	1,111,520,366

### STATEMENT BY PROVINCES OF OUTSTANDING FARM SYNDICATES CREDIT ACT LOAN ACCOUNTS AS AT MARCH 31, 1970

			Principal	
	Number Nombre	Due Échu	Not Due Non échu	Total
		\$	\$	\$
British Columbia	20	16,323	69,398	85,721
Alberta	280	123,511	1,556,437	1,679,948
Saskatchewan	67	20,218	304,566	324,784
Manitoba	89	16,908	809,031	825,939
Ontario	101	12,050	700,322	712,372
Quebec	116	34,247	853,476	887,723
New Brunswick	3	15	17,420	17,435
Nova Scotia	7	529	50,297	50,826
Prince Edward Island	10	2	168,097	168,099
Newfoundland	_	Artent	_	
NATIONAL	693	223,803	4,529,044	4,752,847

### STATEMENT BY PROVINCES OF OUTSTANDING AGREEMENTS FOR SALE ACCOUNTS AS AT MARCH 31, 1970

			Principal	
	Number Nombre	Due Échu	Not Due Non échu	Total
		\$	\$	\$
British Columbia			_	_
Alberta	1	2	504	506
Saskatchewan	1		456	456
Manitoba	_			
Ontario	12	366	79,093	79,459
Quebec	33	2,221	176,118	178,339
New Brunswick	15	601	57,780	58,381
Nova Scotia				
Prince Edward Island	1	416	265	681
Newfoundland	Madrie .	_	_	
NATIONAL	63	3,606	314,216	317,822

### RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS HYPOTHÉCAIRES AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE, COMPTES ARRÊTÉS LE 31 MARS 1970

]	Interest – Intér	rêt			
Due Échu	Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	TOTAL	
\$	\$	\$	\$	\$	
467,026	1,483,572	1,950,598	13,568	61,236,697	Colombie-Britannique
2,363,748	10,715,541	13,079,289	104,431	291,472,658	Alberta
1,497,584	12,124,479	13,622,063	44,446	322,686,933	Saskatchewan
637,290	3,264,942	3,902,232	22,048	106,140,063	Manitoba
755,828	5,270,612	6,026,440	54,526	227,994,476	Ontario
123,292	2,489,756	2,613,048	32,545	117,676,496	Québec
13,898	290,191	304,089	2,163	10,817,719	Nouveau-Brunswick
14,406	85,561	99,967	653	4,434,098	Nouvelle-Écosse
39,645	258,487	298,132	2,317	10,384,774	Île-du-Prince-Édouard
2,906	16,425	19,331	522	868,860	Terre-Neuve
5,915,623	35,999,566	41,915,189	277,219	1,153,712,774	TOTAL

### RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES, COMPTES ARRÊTÉS LE 31 MARS 1970

	Interest - Inte	érêt			
Due Échu	Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	TOTAL	
\$	\$	\$	\$	\$	
1,494	2,073	3,567	_	89,288	Colombie-Britannique
14,633	66,680	81,313	4	1,761,265	Alberta
4,035	11,991	16,026		340,810	Saskatchewan
3,407	28,019	31,426	_	857,365	Manitoba
2,299	19,274	21,573	_	733,945	Ontario
3,726	26,261	29,987	24	917,734	Québec
asser-	472	472	_	17,907	Nouveau-Brunswick
3	1,449	1,452	-	52,278	Nouvelle-Écosse
_	7,821	7,821	_	175,920	Île-du-Prince-Édouard
_		ustern	_	_	Terre-Neuve
29,597	164,040	193,637	28	4,946,512	TOTAL

### RÉPARTITION PAR PROVINCE, AU 31 MARS 1970, DES SOLDES À PERCEVOIR D'APRÈS LES CONTRATS DE VENTE

	Interest – Inté	erêt			
Due Échu	Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	TOTAL	
\$	\$	\$	\$	\$	
_	_	-	_	_	Colombie-Britannique
	10	10	_	516	Alberta
	2	2	_	458	Saskatchewan
_	-	_		and the second	Manitoba
134	1,646	1,780		81,239	Ontario
2,371	4,615	6,986	189	185,514	Québec
23	528	551	-	58,932	Nouveau-Brunswick
_	-		-	_	Nouvelle-Écosse
119	4	123	12	816	Île-du-Prince-Édouard
	_		_		Terre-Neuve
2,647	6,805	9,452	201	327,475	TOTAL





HEAD OFFICE SIÈGE SOCIAL

Chief Executive Officer	G. OWEN	Principal fonctionnaire exécutif
General Manager Operations	W.H. OZARD	Gérant général des opérations
Director-General, Loans & Farm Services	W.A. DUNCAN	Directeur général des prêts et des services agricoles
Director Administrative Services	W.R. deGRUCHY	Directeur des services administratifs
Comptroller Financial Services	R. McINTOSH	Contrôleur des services financiers
Director Lending Operations	A.H. HOLMES	Directeur des opérations de prêts
Director Farm Services	A.H. HARRISON	Directeur des services agricoles
Director Personnel Services	J.M. BRETON	Directeur des services du personnel
Credit Policy Advisor	H.D. CARR	Conseiller en politiques de prêts
Economic Advisor	M.E. ANDAL	Conseiller économique
Executive Assistant to Chairman	E.J. SIVYER	Adjoint exécutif au Président
Legal Counsel	W.A. REEVE	Conseiller juridique
Public Relations Officer	S.O. ROBINSON	Agent des relations extérieures
Chief Accountant	P.A. LANOIX	Comptable en chef
Chief, Systems Development	C.A. RADLEY	Chef de l'élaboration des méthodes

### BRANCH OFFICES & MANAGERS

### SUCCURSALES ET GERANTS

### DISTRICT AND FIELD OFFICES

District offices shown in capital letters

### BUREAUX DE DISTRICT ET DE CAMPAGNE

Bureaux de district indiqués en lettres majuscules

### BRITISH COLUMBIA - COLOMBIE-BRITANNIQUE

R.H. BAZETT

1615 ELLIS ST. RUE ELLIS

**KELOWNA** 

KELOWNA.

Chilliwack; Dawson Creek; Kamloops; Langley; Prince George; Vernon; West Summerland.

ALBERTA

W.G. O'BRIEN

400 CHANCERY HALL
No. 3 SIR WINSTON
CHURCHILL SQUARE
EDMONTON

CALGARY; EDMONTON; GRAND PRAIRIE; RED DEER; VEGREVILLE; WETASKIWIN.

Athabasca; Barrhead; Brooks; Calgary; Camrose; Didsbury; Drumheller; Edmonton; Evansburg; Fairview; Falher; Fort Macleod; Grand Prairie; Hanna; High River; Innisfail; Lacombe; Lethbridge; Medicine Hat; Peace River; Red Deer; Redwater; Stettler; St. Paul; Vegreville; Vermilion; Wainwright; Westlock; Wetaskiwin.

### SASKATCHEWAN

J.M. DAY

701 11th AVE. & HAMILTON ST.
11e AVE. & RUE HAMILTON
REGINA

N. BATTLEFORD; PRINCE ALBERT; REGINA; SASKATOON; SWIFT CURRENT; YORKTON.

Assiniboia; Carlyle; Estevan; Humboldt; Indian Head; Kelvington; Kindersley; Meadow Lake; Melfort; Moose Jaw; Nipawin; N. Battleford; Preeceville; Prince Albert; Regina; Rosetown; Saskatoon; Shaunavon; Spiritwood; Swift Current; Tisdale; Unity; Watrous; Weyburn; Whitewood; Wynyard; Yorkton.

#### MANITOBA

D.A. IBBOTSON

267 EDMONTON ST. RUE EDMONTON WINNIPEG BRANDON; WINNIPEG.

Arborg; Brandon; Carman; Dauphin; Killarney; Morden; Neepawa; Portage la Prairie; Roblin; Virden; Winnipeg.

### N.J. DENHOLM

2323 YONGE ST. RUE YONGE

**TORONTO** 

#### ONTARIO

BARRIE; CHATHAM; GUELPH; NORTH BAY; OTTAWA; WALKERTON; WOODSTOCK.

Arnprior; Barrie; Campbellford; Chatham; Cornwall; Essex; Goderich; Guelph; Hamilton; Kingston; Lambeth; Lindsay; Listowel; North Bay; Orangeville; Ottawa; Owen Sound; Petrolia; Port Perry; Simcoe; St. Catharines; Stratford; Walkerton; Woodstock.

### QUEBEC – QUÉBEC

A.F. LANGLOIS

PLACE LAURIER
SUITE 410A-417
2700 BOULEVARD LAURIER
STE-FOY

ALMA; QUEBEC; RIMOUSKI; ST-HYACINTHE; ST-JEAN; SHERBROOKE; VICTORIAVILLE.

Alma; Drummondville; Hull; Joliette; Lévis; Québec; Rimouski; Roberval; Rouyn; St-Hyacinthe, St-Jean; St-Jérôme; Sherbrooke; Trois-Rivières; Valleyfield; Victoriaville; Waterloo.

### ATLANTIC - ATLANTIQUE

W.A. WEST

567 ST. GEORGE BLVD. BOUL. ST. GEORGE MONCTON, N.B.

GRAND FALLS; CHARLOTTETOWN.

Fredericton; Grand Falls; Moncton; Sussex; Kentville; Truro; Charlottetown.

Oyama, British Columbia

Spruce Grove, Alberta

Pense, Saskatchewan

Graysville, Manitoba

Bath, Ontario

Warwick, Quebec

Grand Falls, New Brunswick

Grand Pré, Nova Scotia

St. Eleanor's,
Prince Edward Island

VERNON ELLISON

J. HAROLD MCLAUGHLIN

HOWARD N. LASBY

JOHN MURTA

PETER MACKINNON

JOSAPHAT CARRIER

ALBERT DESJARDINS

GORDON WOODMAN

CHARLES YEO

Oyama, Colombie-Britannique

Spruce Grove, Alberta

Pense, Saskatchewan

Graysville, Manitoba

Bath, Ontario

Warwick, Québec

Grand Falls, Nouveau-Brunswick

Grand Pré, Nouvelle-Écosse

St. Eleanor's,
Île-du-Prince-Édouard

Appeal Boards composed of practical farmers of proven ability and judgment are established in each Branch area to hear appeals from farmers who are not satisfied with the Corporation's decision on any loan application.

Des commissions d'appel, composées d'un groupe impartial de cultivateurs compétents, sont établies dans le territoire de chaque succursale pour entendre les appels logés par des cultivateurs qui ne sont pas satisfaits de la décision rendue par la Société à l'égard de toute demande d'emprunt.











# (ANNUAL) REPORT RAPPORT ANNUEL 1970-71





FARM CREDIT ACT

FARM CREDIT CORPORATION

### **ANNUAL REPORT**

1970 -



- 1971

### RAPPORT ANNUEL

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES



#### PROGRAM OBJECTIVE

To provide long-term mortgage credit to farmers to facilitate the organization of Canadian agriculture into viable farm units in the hands of competent operators, and to provide loans to "syndicates" of farmers for the joint acquisition and use of farm machinery and buildings.

### **OBJECTIF DU PROGRAMME**

Consentir des prêts hypothécaires à long terme aux agriculteurs pour faciliter l'organisation de l'agriculture canadienne en fermes rentables sous la direction d'exploitants compétents, ainsi que des prêts à des "syndicats" d'agriculteurs en vue de l'achat et de l'utilisation en commun de machines agricoles et de bâtiments de ferme.

### DOUZIÈME RAPPORT ANNUEL

HEAD OFFICE

**OTTAWA** 

June 21, 1971.

The Honourable H.A. Olson, P.C., M.P., Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir:

I have the honour to submit the Twelfth Annual Report of the Farm Credit Corporation and statement of accounts for the fiscal year ended March 31, 1971.

On behalf of the Members of the Corporation I wish to thank all our employees for the high standard of performance they maintained throughout the year.

Respectfully submitted,

Glewer

Chairman.

SIÈGE SOCIAL

OTTAWA

le 21 juin 1971

L'Honorable H. A. Olson, C.P., député, Ministre de l'Agriculture, Ottawa.

Monsieur le Ministre,

J'ai bien l'honneur de vous présenter le douzième rapport annuel de la Société du crédit agricole et les états financiers pour l'année financière close le 31 mars 1971.

Au nom des membres de la Société, il me fait plaisir de remercier tous nos employés pour leur magnifique travail au cours de l'année.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments dévoués.

Le président

### CONTENTS TABLE DES MATIÈRES

Highlights	5	Sommaire
Chairman's Report	6–7	Rapport du président
Operations under the Farm Credit Act	8-9	Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole
Operations under the Farm Syndicates Credit Act	12–13	Activité sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles
Administration	12-13	Administration
Financing	12-13	Financement
Report of the Auditor General	14-15	Rapport de l'Auditeur général
Balance Sheet as at March 31, 1971	16-17	Bilan au 31 mars 1971
Statement of Income and Expense for Year Ended March 31, 1971	18–19	Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1971
Outstanding Loans from the Minister of Finance	20	Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances
Loans Disbursed and Outstanding by Fiscal Years	21	Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière
Statement by Provinces of Farm Loans Approved	22–23	Relevé par province des prêts agricoles approuvés
Statement by Provinces of Farm Loans Disbursed	24–25	Relevé par province des prêts agricole déboursés
Statement by Provinces of Outstanding Farm Loans and Agreements for Sale	26–27	Relevé par province des montants à percevoir sur les prêts agricoles et les contrats de vente
Members of the Corporation	29	Membres de la Société
Members of the Advisory Committee	29	Membres du Comité consultatif
Chairmen of Appeal Boards	29	Présidents des Commissions d'appel
Head Office	30	Siège social
Branch, District and Field Offices	31	Succursales, bureaux de district et de campagne

### HIGHLIGHTS FARM CREDIT ACT SOMMAIRE DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

	1970 – 1971	1969 – 1970
NUMBER OF LOANS APPROVED	4,117	5,829
AMOUNT OF LOANS APPROVED	\$115,213,300	\$160,466,000
AVERAGE AMOUNT OF LOAN	\$27,980	\$27,530
NUMBER OF LOANS OUTSTANDING	69,050	68,496
PRINCIPAL AMOUNT OUTSTANDING	\$1,154,104,445	\$1,111,520,366
PERCENTAGE LOANS IN GOOD STANDING POURCENTAGE DE REMBOURSEMENT SATISFAISANT	83.9	87.1

At the close of the fiscal year on 31 March 1971, the Farm Credit Corporation had over \$1.2 billion outstanding on loans to about 70,000 farmers. These funds had been borrowed by farmers involved in the production of all agricultural commodities and in all agricultural areas in Canada. They have been used for a wide variety of purposes but largely to expand or modernize family farm businesses in order to provide the farmer and his family with a better standard of living.

Total lending during the year declined 28 per cent from the previous year. This was a continuation of a decline which started in the 1968-69 fiscal year. Probably the most significant feature of this decline is the reduced demand for credit to purchase land. In 1967-68 the Corporation lent \$138.9 million for land purchase, of which \$108.1 million was used to buy land to enlarge existing farms with the balance being used to transfer ownership of existing farms. Loans to purchase land have declined steadily and in the year just ended only \$37.5 million was used for this purpose, with \$25.6 million of this amount being used to enlarge existing farm units.

The decline in the purchase of land to enlarge farms reflects in part the unwillingness of many farmers to expand their businesses during a period of uncertainty in the agricultural industry. It also results in part from the lack of satisfactory alternative employment opportunities for low-income farmers and thus a reluctance to sell their farm units which, though yielding an inadequate income, provide a measure of security. These two factors and the relatively high rates of interest for long-term credit have resulted in a marked slowing down in the rate of adjustment in the structure of Canadian farms. This trend undoubtedly would be reversed by improved market prospects for agricultural products and a general strengthening of the economy.

Several trends which have accelerated in recent years have added to the complexities of investment decision making of farmers and thus to the lending activities of the Corporation.

Technological advances and low profit margins per unit of production have encouraged many farmers to enlarge their farm businesses. The rate at which such expansion may take place depends upon the market for the particular commodity and the managerial ability and financial resources of the individual. A farmer who undertakes a significant expansion, to the extent that it taxes his capital and credit resources, becomes much more vulnerable to the effects of fluctuations in net income. Expansion which will return real benefits over the long term may prove very difficult in the initial years. This is one of the factors leading to a significant increase in the amount of current arrears on the Corporation's loan accounts over the last two years during which time many farmers have faced severe marketing problems.

An increasing number of marketing boards are now operating with broad jurisdiction, and marketing quotas have been established for a number of commodities. Marketing quotas themselves are becoming saleable between producers, frequently at very high prices. Thus the earning capacity of a farm business in some types of production may become more dependent upon the ownership of a marketing quota than upon the productivity of the farm itself. If the farm, because of the nature of the land and improvements, is particularly suited to one type of production, such as tobacco, fluid milk, or poultry, it may have limited value for any alternative use. Where specialized farms sell their products on the basis of quotas, the ability of the Corporation to continue effectively to provide adequate long-term financing will be affected adversely unless satisfactory arrangements can be made with marketing boards for the protection of the Corporation as a lender in the event of the sale of the marketing quota by a borrower.

The establishment of large scale livestock enterprises and increasing public concern about soil, water and air pollution, have important implications for farmers. Established farm units may be faced with unexpected and relatively large expenditures for acceptable waste disposal systems. In the establishment of new livestock enterprises, serious consideration must be given to the location of the enterprise and to the adequacy of the plans for disposal of waste, often in the absence of established standards.

À la fin de l'année financière terminée le 31 mars 1971, la Société du crédit agricole détenait plus de \$1.2 milliard en prêts à recouvrer auprès d'environ 70,000 agriculteurs. Ces agriculteurs qui ont emprunté s'adonnent à toutes les productions agricoles dans toutes les régions agricoles du Canada. Ils ont utilisé leurs prêts à de nombreuses fins mais surtout pour l'expansion et la modernisation de leurs fermes de façon à procurer un meilleur niveau de vie à leur famille.

La somme totale prêtée durant l'année est de 28 pour cent inférieure à celle prêtée l'année précédente. La tendance à la baisse qui s'était manifestée dans l'année financière 1968-1969 s'est donc poursuivie. L'élément le plus significatif de cette baisse est sans doute la diminution du crédit destiné à l'achat de terres. En 1967-1968, la Société avait prêté \$138.9 millions pour l'achat de terres; de ce montant, \$108.1 millions avaient servi à l'agrandissement des fermes, et le reste avait servi au transfert des propriétés agricoles. Les prêts destinés à l'achat de terres ont diminué constamment et seulement \$37.5 millions ont servi à cette fin dans l'année écoulée. De ce montant, \$25.6 millions ont servi à l'agrandissement des fermes.

Cette baisse dans l'achat de terres pour fins d'agrandissement provient en partie du fait que de nombreux agriculteurs ne veulent pas agrandir leur ferme durant une période d'instabilité dans l'industrie agricole. Ce déclin est aussi causé par le manque d'emplois de rechange satisfaisants pour les agriculteurs à faible revenu, qui hésitent alors à délaisser la sécurité de leur ferme malgré leur revenu insuffisant. Ces deux facteurs et les taux d'intérêt relativement élevés du crédit à long terme, ont causé un ralentissement marqué du réaménagement de l'agriculture. Cette tendance devrait sans doute être renversée par de meilleures perspectives de marché pour les produits agricoles et par une reprise générale de l'économie.

Plusieurs tendances qui ont pris de l'ampleur ces dernières années sont venues compliquer davantage les décisions d'investissement des agriculteurs et, par ricochet, le travail de la Société.

Le progrès technique et les faibles marges de profit par unité de production ont incité de nombreux agriculteurs à agrandir leur exploitation. Le rythme de cette expansion dépend du marché pour les produits de la ferme, de l'habileté gestionnaire et des ressources financières de l'exploitant. Un agriculteur qui entreprend une expansion considérable, au point où il grève son capital et son crédit, est beaucoup plus vulnérable à la fluctuation de son revenu net. L'expansion lui rapportera des bénéfices tangibles à long terme mais pourrait s'avérer très difficile au cours des premières années. C'est l'un des facteurs qui ont entraîné une hausse sensible des arrérages sur les prêts de la Société ces deux dernières années alors que nombre d'agriculteurs ont éprouvé de sérieux problèmes de marché.

Un nombre grandissant d'offices de commercialisation exercent des juridictions très vastes, et des contingents de vente ont été institués pour un bon nombre de produits. Ces contingents de vente font l'objet d'un commerce entre les producteurs, souvent à de très forts prix. C'est ainsi que dans certaines productions, la capacité d'une ferme à produire un revenu pourrait en venir à dépendre davantage de la possession d'un contingent de vente que de la productivité même de la ferme. Si la nature du sol et des améliorations d'une ferme convient particulièrement à une production, comme le tabac, le lait nature ou la volaille, cette ferme pourrait avoir une valeur limitée pour les autres productions. C'est alors que la dépendance des entreprises spécialisées vis-à-vis des contingents pour vendre leurs produits pourrait réduire la capacité de la Société à fournir un financement à long terme adéquat à moins que l'on prenne des dispositions satisfaisantes avec les offices de commercialisation pour protéger les prêts de la Société lors de la vente d'un contingent par l'emprunteur.

L'aménagement de grosses entreprises d'élevage et l'intérêt grandissant du public envers la pollution de l'air, de l'eau et du sol sont lourds de conséquences pour les agriculteurs. Les fermes pourraient se voir forcées de faire des dépenses imprévues et relativement élevées pour installer un système d'élimination des déchets. Avant d'établir toute nouvelle entreprise d'élevage, il faut tenir compte du site de l'entreprise et des plans d'élimination des déchets, même s'il n'existe souvent aucune norme à cet effet.

#### OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT

#### Loan Approvals

4117 loans were approved during the fiscal year, representing a decline of 29 per cent from the preceding year. The average amount per loan increased slightly to about \$28,000. Of the \$115.2 million approved during the year, \$36.4 million was to repay loans previously made by the Corporation. The remaining \$78.8 million represented new capital investments. The purposes for which new loan funds were used are shown graphically in the chart on the opposite page.

As already indicated, the demand for funds to purchase land declined. There was, however, an increase in the proportion of new funds used to refinance borrowers' existing obligations. Temporary difficulties which farmers have been encountering in marketing their products, particularly wheat, resulted in an increase in the demand for loans to refinance short-term debts which had accumulated to the extent that the farmers' ability to get the required short-term operating capital was inhibited.

#### Life Insurance

Farmers who obtained supervised loans under Part III of the Act have compulsory life insurance under the Corporation's Group Life Insurance Plan for the amount by which their loans exceeded 75 per cent of the appraised value of their farms. Life insurance under this plan is available on an optional basis to these borrowers for part or all of the balance of their loans and also is available to all borrowers who obtain standard mortgage loans under Part II of the Act. During the year, approximately 61 per cent of borrowers took insurance under the Group Plan.

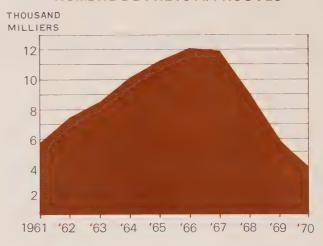
#### Age of Borrowers

Younger farmers accounted for a somewhat smaller proportion of loans than in preceding years. This was a reversal of the trend during recent years and indicated a decrease in the number of new entrants into farming during the year.

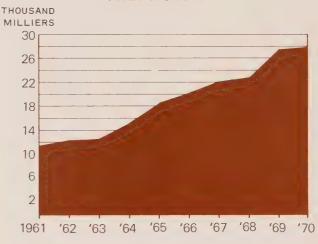
#### Service to Borrowers

The Corporation provides pre-loan advisory services to all borrowers and post-loan advisory services to those who take supervised loans under Part III of the Act and on an optional basis to a limited number of farmers who have obtained standard mortgage loans. The value of the Corporation's post-loan advisory services was tested during the year by direct interviews with a number of farmers, a substantial majority of whom indicated their interest in and approval of the services. These direct interviews, dealing with the quality of the

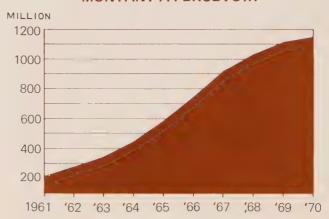
### NUMBER OF LOANS APPROVED NOMBRE DE PRÊTS APPROUVÉS



### AVERAGE LOAN PRÊT MOYEN



### AMOUNT OUTSTANDING MONTANT À PERCEVOIR



### ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

### Approbation de prêts

Au cours de l'année financière, la Société a approuvé 4,117 prêts, soit une baisse de 29 pour cent par rapport à l'année précédente. Le montant moyen des prêts s'est légèrement accru pour atteindre à peu près \$28,000. Des \$115.2 millions approuvés durant l'année, \$36.4 millions ont servi à rembourser des prêts consentis antérieurement par la Société. Les \$78.8 millions qui restent constituent des nouvelles immobilisations de capital. Le tableau qui suit montre à quelles fins les nouveaux prêts ont servi.

Comme nous l'avons déjà indiqué, la demande pour des fonds destinés à l'achat de terres a fléchi. Par contre, la proportion des nouveaux fonds appliqués au refinancement des obligations des emprunteurs s'est accrue. Les agriculteurs éprouvent des difficultés temporaires à vendre leurs produits, surtout le blé, de sorte que leurs obligations à court terme s'accumulent au point où il leur est difficile d'obtenir un capital d'exploitation à court terme suffisant. Ils doivent alors emprunter pour consolider leurs obligations.

#### Assurance-vie

Les agriculteurs qui ont obtenu des prêts surveillés en Partie III de la Loi détiennent une police obligatoire en vertu du régime d'assurancevie collectif de la Société. Leur police d'assurance correspond au montant par lequel leur emprunt excède 75 pour cent de la valeur estimative de leur ferme. En vertu de ce régime, ces mêmes emprunteurs peuvent se prévaloir d'une assurancevie facultative sur le solde ou une partie du solde de leur prêt. Celle-ci est également disponible à tous les emprunteurs qui ont obtenu des prêts hypothécaires en Partie II de la Loi. Durant l'année, environ 61 pour cent des emprunteurs ont souscrit à ce régime collectif d'assurance.

### Âge des emprunteurs

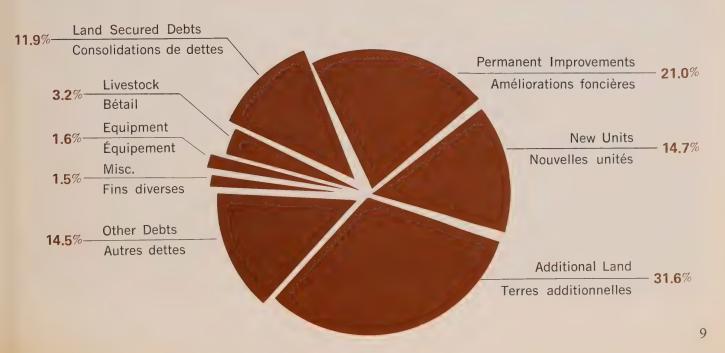
La proportion des prêts consentis aux jeunes agriculteurs a été légèrement plus faible qu'au cours des années précédentes. Ce renversement de la tendance des dernières années révèle qu'il y a eu moins de nouveaux agriculteurs qui se sont installés sur des fermes cette année.

#### Service offert aux emprunteurs

La Société offre un service de consultation préliminaire au prêt à tous les emprunteurs et un service de consultation postérieure au prêt à ceux qui contractent des emprunts surveillés en Partie III de la Loi ainsi que sur une base facultative à un nombre limité d'agriculteurs qui détiennent des prêts hypothécaires ordinaires. Cette année, la Société a entrepris de vérifier la valeur de ses

### PURPOSES FOR WHICH NEW FUNDS WERE USED

### FINS POUR LESQUELLES LES NOUVEAUX FONDS ONT SERVI



program, resulted in the adoption of further procedural changes designed to make the service more timely and effective.

The Corporation always has been aware that the productivity of the credit which it advances is directly related to the managerial ability of individual borrowers. The steadily increasing amount of investment and operating capital associated with today's farm businesses has greatly increased the importance of the financial aspects of farm management. In recognition of these trends, the Corporation has increasingly focused its advisory services on financial management and has placed significantly more emphasis on cash flow planning in both its pre-loan and post-loan advisory services.

During 1970, the Corporation completed the training of all its field staff in the intricacies of the Canadian Farm Management Data System (CANFARM) and 2954 of its borrowers were enrolled under this system. The CANFARM program's objectives are strongly endorsed by the Corporation.

### Repayments

Principal payable during the year amounted to \$32.5 million, of which \$25.4 million or 78.2 per cent was paid. In addition, \$11.7 million was paid on principal not due. Interest due amounted to \$67.6 million, of which \$58.6 million or 86.7 per cent was paid. 83.9 per cent of all loans under the Farm Credit Act were in good standing at the end of the fiscal year compared to 87.1 per cent a year earlier.

The increased number of accounts carried in arrears, largely as a result of adverse grain marketing opportunities in western Canada, has been a matter of concern to the Corporation. With an improved marketing outlook, the situation is expected to improve.

### Real Property and Losses on Loans

On April 1, 1970, the Corporation had 15 properties on hand. During the year, 27 properties were acquired and 20 were sold. The book value of the 22 properties on hand at year end amounted to \$258,539. Net losses on farm loans, including the write-down in the inventory value of properties on hand, amounted to \$103,928.



services de consultation postérieure au prêt en organisant un certain nombre d'entrevues avec des agriculteurs. Une forte majorité d'entre eux ont exprimé leur intérêt et leur approbation pour ces services. Ces entrevues personnelles ont permis d'évaluer le programme et de modifier encore nos méthodes pour mieux adapter ce service et le rendre plus efficace.

La Société a toujours reconnu que la productivité des fonds qu'elle prête est directement reliée aux capacités gestionnaires de l'emprunteur. Les capitaux d'immobilisations et d'exploitation toujours plus élevés que requièrent les exploitations agricoles modernes augmentent d'autant l'importance de l'aspect financier de la gestion agricole. C'est pourquoi la Société concentre ses services de consultation de plus en plus sur la gestion financière et porte une attention beaucoup plus grande à la planification de la circulation monétaire dans ses services de consultation préliminaire et postérieure au prêt.

En 1970, la Société complétait la formation de son personnel de campagne pour les besoins du Système canadien de gestion agricole (CANFARM) auquel 2,954 de ses emprunteurs se sont inscrits. La Société souscrit entièrement aux objectifs du programme CANFARM.

#### Remboursements

Le capital échu au cours de l'année s'est élevé à \$32.5 millions et, de ce montant, \$25.4 millions ou 78.2 pour cent ont été remboursés. En outre, \$11.7 millions ont été remboursés par anticipation sur le capital non échu. L'intérêt échu s'est élevé à \$67.6 millions et, de cette somme, \$58.6 millions ou 86.7 pour cent ont été remboursés. À la fin de l'année financière, 83.9 pour cent de tous les prêts consentis aux termes de la Loi sur le crédit agricole étaient à jour comparativement à 87.1 pour cent l'année précédente.

La Société s'inquiète du nombre accru de comptes en arrérage et dont la principale cause serait un marché difficile pour les céréales de l'Ouest du Canada. Grâce à de meilleures perspectives de marché, la situation devrait s'améliorer.

### Biens immobiliers et pertes sur les prêts

Le 1er avril 1970, la Société détenait 15 propriétés agricoles. Pendant l'année, elle a acquis 27 propriétés et en a vendues 20. La valeur aux livres des 22 propriétés détenues à la fin de l'année s'élevait à \$258,539. Les pertes nettes sur les prêts agricoles, y compris la réduction dans la valeur d'inventaire des propriétés en main, se sont chiffrées à \$103,928.



### OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT

During the fiscal year, 124 loans were approved under the Farm Syndicates Credit Act, for an amount of \$1,763,210. These loans were made to 71 syndicates with a total of 266 members. Since the beginning of lending under this Act in 1965, 903 loans have been made in the amount of \$9,284,684. At the end of the year, 80.7 per cent of the 747 loans outstanding under this Act were paid up to date. The total amount of principal and interest arrears amounted to \$367,379.





#### **ADMINISTRATION**

The Corporation has a staff of field officers comprised of 30 District Supervisors and 205 Credit Advisors working out of 118 field offices. The total staff at year's end was 567, a decrease of 40 during the year.

The total cost of administration in 1970-71 was \$7,381,618 or 0.66 per cent of the mean investment compared to \$7,479,317 or 0.70 per cent of the mean investment in the previous fiscal year.

#### FINANCING

#### Farm Credit Act

The lending activity of the Corporation during 1970-71 required borrowings from the Minister of Finance of \$108.7 million at an average interest rate of 7.654 per cent. After repaying \$62.5 million of principal on previous borrowings, the total indebtedness on borrowed capital at March 31, 1971, was \$1,125 million bearing an average interest rate of 6.147 per cent compared with 5.94 per cent at the same date a year earlier.

Capital paid in under Section 12 of the Farm Credit Act was increased from \$43.8 million to \$45.3 million during the year.

### **Operating Loss**

As in past years, interest earned on mortgage loans did not provide the Corporation with sufficient revenue to cover the cost of borrowed funds and administrative expenses. The average interest rate on borrowings at March 31, 1971, was 6.147 per cent, compared to an average interest rate on loans to farmers of 5.782 per cent. As a result of the interest rate differential, an operating loss of \$8,602,711 was experienced during 1970-71, which amount was recovered through a Parliamentary Vote.

#### Reserve

After deducting the year's net loss on loans to farmers of \$103,928, the Corporation's Reserve at the close of the fiscal year was \$1,287,569. This amounted to only 0.10 per cent of the Corporation's outstanding investment in farm mortgages.

### Farm Syndicates Credit Act

A net increase in borrowings from the Minister of Finance of \$1,360,000 was required by the Corporation to finance its lending program for the year under this Act, bringing the total indebtedness to \$6,280,500 at March 31, 1971.

After adding net earnings of \$16,388 and deducting net losses on loans of \$5,216, the Retained Earnings stood at \$12,393 at the end of the year.

### ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

Au cours de l'année financière, la Société a approuvé 124 prêts totalisant \$1,763,210 aux termes de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles. Ces prêts ont été consentis à 71 syndicats qui groupaient un total de 266 membres. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi en 1965, la Société a consenti 903 prêts pour un total de \$9,284,684.

À la fin de l'année financière, 80.7 pour cent des 747 prêts à percevoir en vertu de cette Loi étaient à jour. La somme totale des arrérages de principal et d'intérêt se chiffrait à \$367,379.

#### **ADMINISTRATION**

La Société maintient un personnel d'agents de campagne qui se compose de 30 surveillants de district et de 205 conseillers en crédit relevant de 118 bureaux de campagne. L'effectif total se chiffrait à 567 employés à la fin de l'année, soit une diminution de 40 au cours de l'année.

Le coût total de l'administration s'est chiffré à \$7,381,618 en 1970-1971, soit 0.66 pour cent du total moyen des prêts aux livres en regard de \$7,479,317 ou 0.70 pour cent du total moyen des prêts aux livres lors de l'année financière précédente.

#### **FINANCEMENT**

#### Loi sur le crédit agricole

Pour financer son programme de crédit en 1970-1971, la Société a emprunté \$108.7 millions du ministre des Finances au taux d'intérêt moyen de 7.654 pour cent. Après avoir remboursé \$62.5 millions sur le capital des emprunts antérieurs, le total de la dette sur le capital emprunté était de \$1,125 millions au 31 mars 1971. Le taux d'intérêt moyen sur cette dette était de 6.147 pour cent comparativement à 5.94 pour cent à la même date l'année précédente.

Le capital payé selon l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole a été augmenté de \$43.8 millions à \$45.3 millions durant l'année.

#### Pertes d'exploitation

Comme par les années passées, l'intérêt sur les prêts hypothécaires n'a pas rapporté suffisamment de revenus pour défrayer le coût des emprunts de la Société et ses dépenses d'administration. Le taux d'intérêt moyen sur les emprunts au 31 mars 1971 était de 6.147 pour cent comparativement à un taux d'intérêt moyen de 5.782 pour cent sur les prêts consentis aux agriculteurs. Cet écart entre les deux taux d'intérêt a occasionné à la Société

une perte d'exploitation de \$8,602,711 en 1970-1971. Ce montant a été récupéré par un crédit du Parlement.

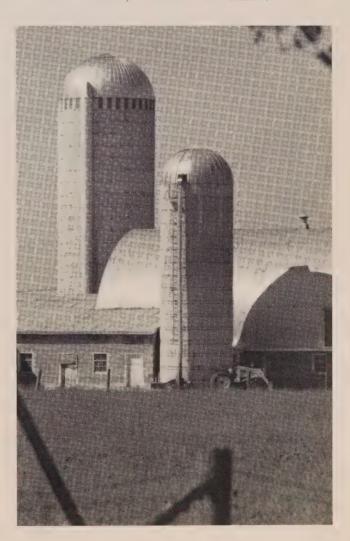
#### Réserve

Après l'imputation de la perte nette de \$103,928 sur les prêts consentis aux agriculteurs, la réserve de la Société contre les pertes s'établissait à \$1,287,569 à la fin de l'année financière, soit à seulement 0.10 pour cent de ses placements en prêts hypothécaires aux livres.

### Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Pour financer son programme de crédit de l'année en vertu de cette Loi, la Société a augmenté par \$1,360,000 ses emprunts auprès du ministre des Finances, ce qui portait sa dette totale à \$6,280,500 au 31 mars 1971.

Après l'addition des gains nets d'exploitation de \$16,388 et la déduction de la perte nette de \$5,216 sur les prêts, le compte des gains retenus s'établissait à \$12,393 à la fin de l'année.





#### AUDITOR GENERAL OF CANADA

Ottawa, May 25, 1971.

The Honourable H.A. Olson, Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir,

I have examined the accounts and financial statements of the Farm Credit Corporation for the year ended March 31, 1971. My examination included a general review of the accounting procedures and such tests of accounting records and other supporting evidence as I considered necessary in the circumstances.

Section 15 of the Farm Credit Act requires the Corporation to establish a Reserve out of which may be paid "any losses sustained by the Corporation in the conduct of its business". The section further provides that the Corporation shall credit its net earnings each year to this Reserve until the amount of the Reserve equals the capital of the Corporation. At March 31, 1971 the capital of the Corporation amounted to \$45,300,000 while the Reserve amounted to \$1,287,569.

It has been pointed out previously that the statutory lending rate of 5% on loans to farmers has not provided sufficient income to cover the interest paid on borrowings from Canada and administrative expenses. Although the statutory rate was abolished with effect from November 15, 1968, annual losses will continue to be incurred with respect to outstanding loans totalling \$746 million at March 31, 1971 which still bear interest at the statutory rate of 5%. Since 1963 these losses have been recovered from annual parliamentary appropriations provided for the purpose in order to prevent further depletion of the Reserve for losses. However, this policy does not provide for the building up of the Reserve to an amount equivalent to the capital of the Corporation as is contemplated by the Farm Credit Act.

In compliance with the requirements of section 87 of the Financial Administration Act I now report that, in my opinion, subject to the foregoing:

- (a) proper books of account have been kept by the Corporation;
- (b) the financial statements of the Corporation
  - (i) were prepared on a basis consistent with that of the preceding year and are in agreement with the books of account,
  - (ii) in the case of the balance sheet, give a true and fair view of the state of the Corporation's affairs as at the end of the financial year, and
  - (iii) in the case of the statement of income and expense, give a true and fair view of the income and expense of the Corporation for the financial year; and
- (c) the transactions of the Corporation that have come under my notice have been within the powers of the Corporation under the Financial Administration Act and any other Act applicable to the Corporation.

Yours faithfully,

A.M. Henderson

Auditor General of Canada.



#### AUDITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

Ottawa, le 25 mai 1971.

L'honorable H.A. Olson, Ministre de l'Agriculture, Ottawa.

Monsieur le ministre,

J'ai examiné les comptes et les états financiers de la Société du crédit agricole pour l'année terminée le 31 mars 1971. Mon examen comportait une revision générale des méthodes comptables et tous les tests que je considérais nécessaires dans les circonstances relativement aux livres de comptabilité et aux autres pièces justificatives.

L'article 15 de la Loi sur le crédit agricole exige que la Société établisse une réserve sur laquelle on peut acquitter "toute perte subie par la Société dans la conduite de ses affaires". L'article stipule en plus que la Société doit, à la fin de chaque année, porter à cette réserve ses bénéfices nets jusqu'à ce que le montant de la réserve égale le montant du capital de la Société. Au 31 mars 1971, le capital de la Société s'élevait à \$45,300,000 tandis que la réserve s'élevait à \$1,287,569.

Comme il a été signalé précédemment, le taux statutaire de 5 p. 100 applicable aux prêts consentis aux cultivateurs n'a pas fourni suffisamment de recettes pour couvrir les intérêts versés sur les sommes empruntées du Canada et les dépenses administratives. Même si le taux statutaire a été aboli à compter du 15 novembre 1968, la Société continuera d'accuser des pertes annuelles sur les prêts aux livres portant intérêt au taux statutaire de 5 p. 100 et se chiffrant à \$746 millions au 31 mars 1971. Depuis 1963, les pertes annuelles sont récupérées par des crédits budgétaires annuels du Parlement accordés aux fins d'empêcher une diminution plus grande de la réserve pour pertes. Cependant, cette ligne de conduite ne pourvoit pas à la constitution d'une réserve jusqu'à un montant équivalent au capital de la Société, tel que prévu par la Loi sur le crédit agricole.

Conformément à l'article 87 de la Loi sur l'administration financière, je déclare qu'à mon avis, compte tenu de ce qui précède:

- (a) la Société a tenu une comptabilité régulière;
- (b) les états financiers de la Société
  - (i) ont été établis d'une manière conforme à celle de l'année précédente et sont conformes aux livres de la comptabilité,
  - (ii) en ce qui concerne le bilan, il représente de façon exacte et juste la situation de la Société à la fin de l'année financière, et
  - (iii) pour ce qui est de l'état des recettes et des dépenses, il présente de façon exacte et juste les recettes et les dépenses de la Société pour l'année financière, et
- (c) les opérations de la Société qui ont été portées à ma connaissance entrent dans les attributions de la Société en vertu de la Loi sur l'administration financière et de toute autre Loi applicable à la Société.

Votre fidèle serviteur,

l'auditeur général du Canada

A. M. Henderson

### FARM CREDIT CORPORATION

(Established by the Farm Credit Act)
BALANCE SHEET AS AT MARCH 31, 1971
(with comparative figures as at March 31, 1970)

### SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

(Créée en vertu de la Loi sur le crédit agricole) BILAN AU 31 MARS 1971 (avec chiffres comparatifs au 31 mars 1970)

ASSETS	ACTIF	1971	1970
Cash	Encaisses	\$ 3,291,192	\$ 2,066,797
Accounts receivable	Comptes à recevoir	39,901	30,850
Loans to farmers, secured by first mortgages	Prêts aux cultivateurs, en première hypothèque	1,202,546,986	1,153,712,774
Loans to farm syndicates	Prêts aux syndicats agricoles	6,377,236	4,946,512
Agreements for sale	Contrats de vente	546,796	327,475
Real estate held for sale	Biens-fonds détenus pour fins de vente	258,539	170,612
Capital assets, at cost: Automobiles	Actif immobilisé, au prix coûtant: Automobiles		21,295
Office furniture and equipment	Ameublement et fournitures de bureau 589,599 598,693		580,163 601,458
Less: Accumulated depreciation	À soustraire: Amortissement <u>414,829</u>	183,864	399,818 201,640
		\$1,213,244,514	\$1,161,456,660

LIABILITIES	PASSIF	1971	1970
Accounts payable	Comptes à payer	\$ 88,494	\$ 40,992
Due to Canada in respect of operating loss for the year	À payer au Canada à l'égard de la perte d'exploitation de l'année financière	225,911	(2,213,193)
Interest accrued on Canada loans	Intérêts courus sur les emprunts consentis par le Canada	29,047,682	28,768,529
Instalment prepayments, fire insurance recoveries, unearned appraisal fees and other deposits	Versements anticipés, obtentions d'assu- rances-feu, honoraires d'évaluations en dé- pôt, autres dépôts	5,832,421	5,740,978
Canada loans in respect of: Farm Credit Act Farm Syndicates Credit Act	Prêts consentis par le Canada:  Loi sur le crédit agricole \$1,125,169,544  Loi sur le crédit aux syndicats agricoles 6,280,500		1,079,006,136 4,920,500
		1,131,450,044	1,083,926,636
Capital: Capital paid in by Canada under the Farm Credit Act	Capital: Versé par le Canada en vertu de la Loi sur le crédit agricole	45,300,000	43,800,000
Reserve for losses — Farm Credit Act: Balance at beginning of year Add: Recovery of previous year's loss	Réserves pour pertes — Loi sur le crédit agricole: Solde au début de l'année 1,391,497 À ajouter: Recouvrement de la perte de l'année précédente —		1,217,780 266,251
Deduct: Net loss on loans to farmers	À soustraire: Perte nette sur les prêts aux cultivateurs 103,928		1,484,031 92,534
Balance at end of year	Solde à la fin de l'année	1,287,569	1,391,497
Retained earnings from operations under the Farm Syndicates Credit Act:	Gains retenus des opérations effectuées sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles:		
Balance at beginning of year Add: Net profit (loss) for the year	Solde au début de l'année 1,221 À ajouter: Profit (perte) net pour l'année		8,561 (7,340)
Balance at end of year	Solde à la fin de l'année	12,393	1,221
		46,599,962	45,192,718
		\$1,213,244,514	\$1,161,456,660

I have examined the above Balance Sheet and the related Statement of Income and Expense and have reported thereon under date of May 25, 1971 to the Minister of Agriculture.

Le bilan actuel et les relevés des recettes et des dépenses ont été examinés et ont fait l'objet de mon rapport du 25 mai 1971 adressé au ministre de l'Agriculture.

OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT		
	1971	1970
Income		
Interest earned on mortgage loans to farmers	\$64,796,414	\$58,472,849
Deduct: Interest on loans from Canada	66,862,411	60,524,385
	(2,065,997)	(2,051,536)
Appraisal, legal and supervision fees	383,510	482,718
Other income	461,394	638,412
	(1,221,093)	(930,406)
Expense		
Salaries (including \$49,500 for executive officers)		5,602,169
Employee benefits		379,864
Office accommodation		482,458
Travel		583,100
Rental and maintenance of office equipment		99,546
Telephone		82,779
Printing, stationery and office supplies		101,876
Postage and express		59,570
Depreciation of automobiles and office equipment		50,971
Other		64,868
7,416,642		7,507,201
Less: Portion allocated to operations under the Farm Syndicates		.,,,
Credit Act		27,884
	7,381,618	7,479,317
Net operating loss provided for by Department of Agriculture Vote 45	\$ 8,602,711	\$ 8,409,723
Not operating loss provided for by Department of Agriculture vote 43	\$ 0,002,711	\$ 0,407,723
OPED ATIONS UNDER THE EARM SYMPLEATES OPEDIT ACT		
OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT		
Income		
Interest earned	\$ 413,417	\$ 268,275
Deduct: Interest on loans from Canada	383,935	252,382
	29,482	15,893
Service charges	21,930	24,483
	51,412	40,376
Portion of Corporation expense allocated to operations under this Act	35,024	27,884
Net operating profit	16,388	12,492
Deduct: Net loss on loans	5,216	19,832
Net profit (loss) transferred to retained earnings	\$ 11,172	\$ (7,340)

### RELEVÉ DES RECETTES ET DES DÉPENSES, ANNÉE CLOSE LE 31 MARS 1971

### OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

Recettes		1971	1970
A soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada.   66,862,411   (2,065,997)   (2,051,336)   (2,051,336)   (3,051,336)   (482,718)   (41,394)   (41,394)   (41,394)   (41,221,093)   (930,406)   (1,221,093)   (930,406)   (1,221,093)   (930,406)   (1,221,093)   (930,406)   (1,221,093)   (930,406)   (1,221,093)   (930,406)   (1,221,093)   (930,406)   (1,221,093)   (930,406)   (1,221,093)   (930,406)   (1,221,093)   (930,406)   (1,221,093)   (930,406)   (1,221,093)   (930,406)   (1,221,093)	Recettes		
C2.065.9971   C2.051.536)   Autre revenu	Intérêts acquis sur les prêts aux cultivateurs	\$64,796,414	\$58,472,849
Honoraires d'évaluation, de vacations et de surveillance   383,510   461,394   638,412   (1,221,093)   (390,406)	À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada	66,862,411	60,524,385
Autre revenu		(2,065,997)	(2,051,536)
Dépenses   Traitements (y compris \$49,500 pour les agents exécutifs).   \$5,604,437   \$664,437   \$661,605   \$179,864   \$	Honoraires d'évaluation, de vacations et de surveillance	383,510	482,718
Dépenses	Autre revenu	461,394	638,412
Traitements (y compris \$49,500 pour les agents exécutifs).   \$5,604,437   \$6602,169   \$6661ces aux employés   416,967   379,864   42,458   482,4		(1,221,093)	(930,406)
Bénéfices aux employés       416,967       379,864         Loyers et entretien de bureaux       488,581       482,458         Frais de voyage       485,247       583,100         Location et entretien des fournitures de bureau       108,874       99,546         Téléphone       80,105       82,779         Impressions, papeterie et matériel de bureau       71,317       101,876         Affranchissement et messageries       52,939       59,570         Dépréciation d'automobiles, d'ameublement et de fournitures de bureau       46,130       50,971         Autres       62,045       7,416,642       64,868         À soustraire: Montant affecté aux opérations sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles       35,024       7,381,618       7,479,317         Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 45 du ministère de l'Agriculture       \$ 8,602,711       \$ 8,409,723         OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES         Recettes         Intérêts acquis       \$ 413,417       \$ 268,275         À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada       383,935       252,382         Frais de service       21,930       24,483         Frais de service       21,930       24,483         Frais d	Dépenses		
Bénéfices aux employés       416,967       379,864         Loyers et entretien de bureaux       488,581       482,458         Frais de voyage       485,247       583,100         Location et entretien des fournitures de bureau       108,874       99,546         Téléphone       80,105       82,779         Impressions, papeterie et matériel de bureau       71,317       101,876         Affranchissement et messageries       52,939       59,570         Dépréciation d'automobiles, d'ameublement et de fournitures de bureau       46,130       50,971         Autres       62,045       7,416,642       64,868         À soustraire: Montant affecté aux opérations sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles       35,024       7,381,618       7,479,317         Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 45 du ministère de l'Agriculture       \$ 8,602,711       \$ 8,409,723         OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES         Recettes         Intérêts acquis       \$ 413,417       \$ 268,275         À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada       383,935       252,382         Frais de service       21,930       24,483         Frais de service       21,930       24,483         Frais d	Traitements (y compris \$49,500 pour les agents exécutifs) \$5,604,437		5,602,169
Loyers et entretien de bureaux	Bénéfices aux employés		379,864
Location et entretien des fournitures de bureau   108,874   7616phone   80,105   82,779     Impressions, papeterie et matériel de bureau   71,317   101,876     Affranchissement et messageries   52,939   59,570     Dépréciation d'automobiles, d'ameublement et de fournitures de bureau   46,130   50,971     Autres   62,045   7,416,642     À soustraire: Montant affecté aux opérations sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles   35,024     Perte nette d'exploitation combiée par le crédit 45 du ministère de l'Agriculture   35,024     Type			482,458
Téléphone	Frais de voyage		583,100
Impressions, papeterie et matériel de bureau	Location et entretien des fournitures de bureau 108,874		99,546
Second	Téléphone		82,779
Dépréciation d'automobiles, d'ameublement et de fournitures de bureau       46,130       50,971         Autres       62,045       7,416,642         À soustraire: Montant affecté aux opérations sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles       35,024       27,884         Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 45 du ministère de l'Agriculture       \$ 8,602,711       \$ 8,409,723     OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES  Recettes  Intérêts acquis À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada  Sas,935  252,382  29,482  15,893  Frais de service  21,930  24,483  51,412  40,376  Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi  35,024  Profit net d'exploitation  16,388  12,492  À soustraire: Perte nette sur les prêts  5,216  19,832       Aux syndicats agricoles  35,071  50,971  64,868  7,507,201  50,971  64,868  7,507,201  50,971  64,868  7,507,201  64,868  7,381,618  64,868  7,507,201  64,868  7,507,201  64,868  7,381,618  64,868  7,381,618  64,868  7,381,618  64,868  7,381,618  64,868  7,381,618  64,868  7,381,618  64,868  7,381,618  64,868  7,381,618  64,868  7,381,618  64,868  7,381,618  64,868  7,507,201  64,868  7,381,618  64,868  7,381,618  64,868  7,381,618  64,86	Impressions, papeterie et matériel de bureau		101,876
Autres 62,045 7,416,642 À soustraire: Montant affecté aux opérations sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles 35,024  Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 45 du ministère de l'Agriculture \$\frac{5}{8},602,711\$  OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES  Recettes Intérêts acquis \$\frac{413,417}{3}\$ \$268,275\$ À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada \$383,935\$ 252,382\$  15,893  Frais de service \$\frac{21,930}{21,930}\$ \$24,483\$  Frait des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi \$35,024\$  Porfit net d'exploitation \$16,388\$ 12,492 À soustraire: Perte nette sur les prêts \$5,216\$ 19,832	Affranchissement et messageries		59,570
Total   Tota	Dépréciation d'automobiles, d'ameublement et de fournitures de bureau 46,130		50,971
À soustraire: Montant affecté aux opérations sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles       35,024       7,381,618       27,884         Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 45 du ministère de l'Agriculture       \$ 8,602,711       \$ 8,409,723         OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES         Recettes       \$ 413,417       \$ 268,275         À soustraire: Intérêts acquis       \$ 413,417       \$ 268,275         À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada       383,935       252,382         15,893       29,482       15,893         Frais de service       21,930       24,483         51,412       40,376         Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi       35,024       27,884         Profit net d'exploitation       16,388       12,492         À soustraire: Perte nette sur les prêts       5,216       19,832	Autres 62,045		64,868
Crédit aux syndicats agricoles   35,024   7,381,618   7,479,317   \$ 8,602,711   \$ 8,602,711   \$ 8,602,711   \$ 8,409,723   \$ 8,			7,507,201
Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 45 du ministère de l'Agriculture   \$\frac{7,381,618}{8,602,711} \]   \$\frac{7,479,317}{8,409,723} \]    OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES   \$\frac{413,417}{268,275} \]   Recettes   Intérêts acquis   \$\frac{413,417}{383,935} = \frac{252,382}{252,382} \]   Frais de service   \$21,930   24,483   51,412   40,376   27,884   27,884   27,884   27,884   27,884   27,884   27,884   27,884   27,884   27,884   27,884   27,882   27,884   27,884   27,882   27,884   27,884   27,882   27,884   27,884   27,884   27,882   27,884			
Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 45 du ministère de l'Agriculture         \$ 8,602,711         \$ 8,409,723           OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES           Recettes         1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	crédit aux syndicats agricoles		
OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES           Recettes         \$ 413,417         \$ 268,275           À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada         383,935         252,382           29,482         15,893           Frais de service         21,930         24,483           51,412         40,376           Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi         35,024         27,884           Profit net d'exploitation         16,388         12,492           À soustraire: Perte nette sur les prêts         5,216         19,832			
AUX SYNDICATS AGRICOLES         Recettes       \$ 413,417       \$ 268,275         À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada       383,935       252,382         29,482       15,893         Frais de service       21,930       24,483         51,412       40,376         Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi       35,024       27,884         Profit net d'exploitation       16,388       12,492         À soustraire: Perte nette sur les prêts       5,216       19,832	Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 45 du ministère de l'Agriculture	\$ 8,602,711	\$ 8,409,723
AUX SYNDICATS AGRICOLES         Recettes       \$ 413,417       \$ 268,275         À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada       383,935       252,382         29,482       15,893         Frais de service       21,930       24,483         51,412       40,376         Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi       35,024       27,884         Profit net d'exploitation       16,388       12,492         À soustraire: Perte nette sur les prêts       5,216       19,832			
Recettes         Intérêts acquis       \$ 413,417       \$ 268,275         À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada       383,935       252,382         29,482       15,893         Frais de service       21,930       24,483         51,412       40,376         Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi       35,024       27,884         Profit net d'exploitation       16,388       12,492         À soustraire: Perte nette sur les prêts       5,216       19,832			
Intérêts acquis       \$ 413,417       \$ 268,275         À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada       383,935       252,382         29,482       15,893         Frais de service       21,930       24,483         51,412       40,376         Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi       35,024       27,884         Profit net d'exploitation       16,388       12,492         À soustraire: Perte nette sur les prêts       5,216       19,832	AUX SYNDICATS AGRICOLES		
À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada       383,935       252,382         29,482       15,893         Frais de service       21,930       24,483         51,412       40,376         Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi       35,024       27,884         Profit net d'exploitation       16,388       12,492         À soustraire: Perte nette sur les prêts       5,216       19,832	Recettes		
Frais de service       29,482       15,893         21,930       24,483         51,412       40,376         Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi       35,024       27,884         Profit net d'exploitation       16,388       12,492         À soustraire: Perte nette sur les prêts       5,216       19,832	Intérêts acquis	\$ 413,417	\$ 268,275
Frais de service       29,482       15,893         21,930       24,483         51,412       40,376         Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi       35,024       27,884         Profit net d'exploitation       16,388       12,492         À soustraire: Perte nette sur les prêts       5,216       19,832	À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada	383,935	252,382
Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi       35,024       27,884         Profit net d'exploitation       16,388       12,492         À soustraire: Perte nette sur les prêts       5,216       19,832		29,482	15,893
Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi35,02427,884Profit net d'exploitation16,38812,492À soustraire: Perte nette sur les prêts5,21619,832	Frais de service	21,930	24,483
Profit net d'exploitation       16,388       12,492         À soustraire: Perte nette sur les prêts       5,216       19,832		51,412	40,376
À soustraire: Perte nette sur les prêts	Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi	35,024	27,884
	Profit net d'exploitation	16,388	12,492
Profit (perte) net porté au compte des gains retenus	À soustraire: Perte nette sur les prêts		19,832
	Profit (perte) net porté au compte des gains retenus	\$ 11,172	\$ (7,340)

## OUTSTANDING LOANS FROM THE MINISTER OF FINANCE AS AT MARCH 31, 1971 PRÊTS À REMBOURSER AU MINISTRE DES FINANCES AU 31 MARS 1971

Year Drawn	Amount Outstanding	Interest Rate	Year Drawn	Amount Outstanding	Interest Rate
Emprunté en	Montant impayé	Taux d'intérêt	Emprunté en	Montant impayé	Taux d'intérêt
	\$	%		\$	%
		FARM C	REDIT ACT		
	LO	I SUR LE C	RÉDIT AGRICOI	LE	
1956–1957	3,500,000 2,730,802	3.375 3.5	1964–1965	64,625,031 28,940,922	5.375 5.25
1957–1958	3,003,785 4,498,754	4 4.125	1965–1966	69,376,957 37,121,378	5.25 5.375
	4,157,312	4.375		32,481,619	5.625
1958–1959	6,761,662 1,263,886 7,790,416	4 4.25 4.5	1966–1967	30,719,933 52,467,857 50,266,296	5.75 5.875 6
1959-1960	9,942,240	5		31,209,329	5.875
1960-1961	11,914,352 7,529,997 19,224,160	5.75 5.75 5	1967–1968	37,601,594 51,162,619 50,120,742	5.3125 6.125 6.375
1961-1962	6,501,658 6,508,302	5 4.5	1968–1969	31,795,175 90,449,924	6.875 6.75
1962–1963	9,032,683 4,116,181	4.5 5.5		5,771,829 68,318,559	6.6875 6.75
10/2 10/4	7,875,961	4.75	1969–1970	79,251,452 60,141,077	7 7.75
1963–1964	14,248,672 14,046,428	4.375 4.75	1970–1971	67,000,000 41,700,000	7.75 7.5
			TOTAL	\$1,125,169,544	7.5
	FA	RM SYNDICA	ATES CREDIT A	CT	
	LOI SUR LE	CRÉDIT AU	X SYNDICATS	AGRICOLES	
1965–1966	39,000 42,500	4.875 5.125	1968–1969	140,000	7.375
1966-1967	165,000	5.625		458,852 465,148	6.875 6.5
1067 1060	82,500	5.75	1969-1970	869,400	6.75
1967–1968	150,000 150,000	5 5.875 6.1875	1970-1971	1,133,100 1,110,000	7.5 7.5

175,000

6.1875

TOTAL

1,300,000

\$6,280,500

7

# LOANS DISBURSED AND OUTSTANDING BY FISCAL YEARS TO MARCH 31, 1971 PRÊTS DÉBOURSÉS ET À RECOUVRER PAR ANNÉE FINANCIÈRE AU 31 MARS 1971

Fiscal Year	Loans Disbursed		Cumulative Total of Loans Disbursed		Principal of Loans Outstanding End of Year	
Année Financière	Prêts d	léboursés		umulatif des déboursés		oal à recouvrer ïn de l'année
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$		\$
1929-1930	1,270	2,630,377	1,270	2,630,377	1,270	2,613,671
1930-1931	2,102	3,517,489	3,372	6,147,866	3,109	6,033,805
1931-1932	468	1,996,344	3,840	8,144,210	3,492	7,878,741
1932-1933	655	1,276,114	4,495	9,420,324	4,394	8,927,985
1933–1934	307	558,630	4,802	9,978,954	4,652	9,125,513
1934–1935	352	547,207	5,154	10,526,161	4,866	9,332,329
1935–1936	3,593	7,423,779	8,747	17,949,940	8,322	16,178,516
1936-1937	5,385	11,074,156	14,132	29,024,096	13,588	28,506,308
1937-1938	2,523	5,264,308	16,655	34,288,404	15,829	30,336,749
1938-1939	2,232	4,338,843	18,887	38,627,247	17,747	33,065,470
1939-1940	2,361	4,342,662	21,248	42,969,909	19,756	35,411,729
1940-1941	1,425	2,727,507	22,673	45,697,416	20,782	35,947,883
1941-1942	1,112	2,133,514	23,785	47,830,930	21,333	35,256,188
1942-1943	642	1,320,256	24,427	49,151,186	21,020	33,120,484
1943-1944	590	1,336,103	25,017	50,487,289	19,447	28,716,696
1944-1945	695	1,661,410	25,712	52,148,699	16,929	24,199,388
1945-1946	877	2,121,207	26,589	54,269,906	15,721	22,513,863
1946-1947	1,286	3,273,811	27,875	57,543,717	15,032	22,119,005
1947-1948	1,218	3,185,240	29,093 30,844	60,728,957	14,790	22,327,258
1948–1949 1949–1950	1,751 1,841	4,595,036 4,942,930	32,685	65,323,993 70,266,923	15,006 15,566	23,890,389 25,821,426
1949-1930	1,800	4,693,079	34,485	74,960,002	16,184	27,802,774
1951–1952	1,508	4,469,091	35,993	79,429,093	16,184	29,238,810
1951–1952	1,514	5,118,559	37,507	84,547,652	16,667	31,005,250
1952–1953	1,908	7,000,540	39,415	91,548,192	17,267	34,591,645
1954–1955	2,137	8,207,003	41,552	99,755,195	18,111	39,455,931
1955–1956	2,137	8,254,323	43,639	108,009,518	18,931	44,075,268
1956–1957	2,826	13,183,992	46,465	121,193,510	20,372	52,730,198
1957–1958	3,500	19,343,560	49,965	140,537,070	22,494	67,112,206
1958–1959	4,659	28,368,265	54,624	168,905,335	25,471	89,301,022
1959–1960	5,169	35,840,882	59,793	204,746,217	28,453	117,233,247
1960–1961	5,162	52,305,266	64,955	257,051,483	31,054	158,447,392
1961–1962	6,027	68,886,875	70,982	325,938,358	34,175	212,138,307
1962–1963	6,453	78,428,094	77,435	404,366,452	37,462	270,277,265
1963–1964	7,802	96,315,635	85,237	500,682,087	41,868	341,169,139
1964–1965	9,845	139,750,639	95,082	640,432,726	47,404	443,560,275
1965–1966	11,049	201,687,642	106,131	842,120,368	52,932	586,356,486
1966–1967	11,632	234,447,269	117,763	1,076,567,637	58,258	748,532,844
1967–1968	11,559	251,228,049	129,322	1,327,795,686	63,482	915,837,195
1968–1969	9,117	205,341,841	138,439	1,533,137,527	67,108	1,036,149,124
1969-1970	5,743	158,017,992	144,182	1,691,155,519	68,496	1,111,520,366
1970-1971	4,100	116,548,269	148,282	1,807,703,788	69,050	1,154,104,445

# LOANS APPROVED DURING THE PAST FIVE YEARS PRÊTS APPROUVÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

F.C.A.	1966-1967		1967-1968		19	68-1969
L.C.A.	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$		\$
British Columbia	582	15,017,800	519	13,617,400	359	9,773,900
Alberta	2,844	62,408,800	2,829	65,556,200	2,055	48,178,200
Saskatchewan	3,656	72,046,700	3,665	80,618,600	2,853	64,364,300
Manitoba	1,122	22,160,200	1,211	27,933,300	935	21,098,600
Ontario	2,042	43,332,600	2,012	43,956,600	1,488	35,159,200
Quebec	1,522	25,941,200	1,406	25,668,800	1,194	23,201,200
New Brunswick	195	3,592,200	144	2,660,500	94	2,216,500
Nova Scotia	49	842,200	39	770,100	56	1,293,900
Prince Edward Island	141	2,242,700	120	2,287,100	112	2,612,200
Newfoundland	14	363,100	9	167,900	13	432,500
CANADA	12,167	247,947,500	11,954	263,236,500	9,159	208,330,500

F.S.C.A.	196	6-1967	196	7-1968	196	58-1969
L.C.S.A.	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$		.\$
British Columbia	4	11,770	4	12,398	9	63,174
Alberta	35	298,974	38	495,405	88	556,825
Saskatchewan	12	56,885	4	25,400	25	179,382
Manitoba	19	72,383	5	41,121	31	271,920
Ontario	28	258,370	20	140,133	27	298,747
Quebec	26	283,750	30	247,851	29	258,209
New Brunswick	1	9,500		_	_	<u>-</u>
Nova Scotia	1	7,500	1	10,500	1	17,200
Prince Edward Island	_	_	_	_	3	26,775
Newfoundland			-	_	_	_
CANADA	126	999,132	102	972,808	213	1,672,232

190	1969-1970 1970-1971		1966-1971			
Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
	\$		\$			
248	8,251,800	188	7,004,000	1,896	53,664,900	Colombie-Britannique
1,492	42,767,700	814	23,854,800	10,034	242,765,700	Alberta
1,488	38,602,300	992	24,830,800	12,654	280,462,700	Saskatchewan
604	17,295,900	485	14,030,500	4,357	102,518,500	Manitoba
1,116	32,612,800	961	27,578,100	7,619	182,639,300	Ontario
715	16,149,400	521	13,166,400	5,358	104,127,000	Québec
73	1,761,400	51	1,351,000	557	11,581,600	Nouveau-Brunswick
20	703,000	29	990,200	193	4,599,400	Nouvelle-Écosse
67	2,148,400	57	1,773,200	497	11,063,600	Île-du-Prince-Édouard
6	173,300	19	634,300	61	1,771,100	Terre-Neuve
5,829	160,466,000	4,117	115,213,300	43,226	995,193,800	CANADA

1969-1970		1970-1971		1966-1971		
Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
	\$		\$		\$	
2	12,800	1	26,500	20	126,642	Colombie-Britannique
87	917,623	41	511,643	289	2,780,470	Alberta
14	119,891	7	62,313	62	443,871	Saskatchewan
35	924,222	28	541,925	118	1,851,571	Manitoba
21	306,591	14	168,019	110	1,171,860	Ontario
30	421,149	27	384,010	142	1,594,969	Québec
2	12,000	1	7,500	4	29,000	Nouveau-Brunswick
4	23,097	1	4,800	. 8	63,097	Nouvelle-Écosse
7	151,036	4	56,500	14	234,311	Île-du-Prince-Édouard
		_			_	Terre-Neuve
202	2,888,409	124	1,763,210	767	8,295,791	CANADA

F.C.A. LOANS DISBURSED DURING 1970-71 PRÊTS L.C.A. DÉBOURSÉS DURANT 1970-71

	Part II – P	artie II	Part III — Partie III		
		nount ontant	Number Nombre	Amount Montant	
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	767 21,8 897 21,2 418 11,0 837 22,6 367 8,2 45 1,1 16 3 50 1,4	\$ 277,209 323,664 202,876 997,940 334,103 266,468 71,801 363,899 469,144 489,674	45 73 70 69 111 132 9 14 8	\$ 2,338,662 3,430,962 3,362,404 3,114,846 4,764,231 4,536,953 328,007 704,489 380,937 90,000	
CANADA	3,568 93,4	96,778	532	23,051,491	

## F.C.A. LOANS DISBURSED TO MARCH 31, 1971

### PRÊTS L.C.A. DÉBOURSÉS AU 31 MARS 1971

	(1929-0 Sous le régime	ian Farm Loan Act Oct. 4/59) de la Loi du prêt canadien	Under the Farm Credit Act (Oct. 5/59-Mar. 31/71)			
		oct. 1959)	Part II	- Partie II	Part III –	
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	2,699 9,954 13,366 6,342 9,745 9,173 1,749 1,638 2,094	\$ 8,751,182 28,146,771 48,327,821 19,884,810 43,295,717 22,454,666 3,720,899 3,537,293 5,041,427	3,712 21,245 26,011 7,406 17,262 7,086 930 419 1,166 62	\$ 76,892,001 381,002,496 420,689,224 131,798,388 296,034,608 102,061,943 13,019,157 5,531,603 13,983,091 1,490,183	376 655 687 376 1,415 2,416 111 100 82 5	
CANADA	56,760	183,160,586	85,299	1,442,502,694	6,223	

,	Γotal	
Number Nombre	Amount Montant	
200 840 967 487 948 499 54 30 58	\$ 7,315,871 25,254,626 24,565,280 14,212,786 27,398,334 12,803,421 1,499,808 1,068,388 1,850,081 579,674	Colombie-Brita Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Bruns Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Éc Terre-Neuve
4,100	116,548,269	CANADA

Sous le régime de la Loi sur le crédit agricole (5 oct. 1959-31 mars 1971)				MARCH 31, 1971 31 MARS 1971	
Partie III		Total			
Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
\$		\$		\$	
14,572,663	4,088	91,464,664	6,787	100,215,846	Colombie-Britannique
23,210,149	21,900	404,212,645	31,854	432,359,416	Alberta
22,615,280	26,698	443,304,504	40,064	491,632,325	Saskatchewan
12,678,926	7,782	144,477,314	14,124	164,362,124	Manitoba
41,108,668	18,677	337,143,276	28,422	380,438,993	Ontario
58,944,988	9,502	161,006,931	18,675	183,461,597	Québec
3,299,308	1,041	16,318,465	2,790	20,039,364	Nouveau-Brunswick
3,028,749	519	8,560,352	2,157	12,097,645	Nouvelle-Écosse
2,302,769	1,248	16,285,860	3,342	21,327,287	Île-du-Prince-Édouard
279,008	67	1,769,191	67	1,769,191	Terre-Neuve
182,040,508	91,522	1,624,543,202	148,282	1,807,703,788	CANADA

# ACCOUNTS OUTSTANDING AS AT MARCH 31, 1971 COMPTES ARRÊTÉS AU 31 MARS 1971

T. C. A. Y. C. A. Y. C.			Principal	
F.C.A. LOANS	Number	Due	Not Due	Total
PRÊTS L.C.A.	Nombre	Échu	Non échu	
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland CANADA	2,845 15,963 19,808 6,202 14,219 7,605 875 374 1,111 48	\$ 349,473 2,618,050 2,301,254 758,245 713,820 222,552 31,700 22,895 64,059 3,740 7,085,788	\$ 61,447,053 285,186,204 315,264,822 108,169,047 231,629,694 117,941,218 10,901,897 4,536,206 10,652,949 1,289,567  1,147,018,657	\$ 61,796,526 287,804,254 317,566,076 108,927,292 232,343,514 118,163,770 10,933,597 4,559,101 10,717,008 1,293,307
F.S.C.A. LOANS				
PRÊTS L.C.S.A.				
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland CANADA	18 290 58 116 104 134 4 8 15 —	19,610 179,171 50,432 32,639 22,554 11,032 1,374 60 13,277	48,540 1,778,459 275,772 1,602,210 709,852 1,069,138 21,847 45,866 205,450 — 5,757,134	68,150 1,957,630 326,204 1,634,849 732,406 1,080,170 23,221 45,926 218,727
AGREEMENTS FOR SALE				
CONTRATS DE VENTE				
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	1 9 1 - 15 38 13 - 2	14 3,639 13 -	40,000 94,347 350 - 91,228 232,545 54,225 - 11,690	40,000 94,347 350 - 91,242 236,184 54,238 - 11,690
CANADA	79	3,666	524,385	528,051

I	nterest – Intér	êt			
Due Échu	Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	TOTAL	
\$ 519,329 3,137,641 2,964,176 1,301,029 842,043 152,972 12,505 11,233 45,113 6,178 8,992,219	\$ 1,659,529 11,771,589 12,823,426 3,647,371 5,794,355 2,697,538 326,303 92,722 304,167 28,432 39,145,432	\$ 2,178,858 14,909,230 15,787,602 4,948,400 6,636,398 2,850,510 338,808 103,955 349,280 34,610  48,137,651	\$ 12,915 111,800 52,901 26,809 62,382 27,860 3,029 3,174 2,654 1,366 304,890	\$ 63,988,299 302,825,284 333,406,579 113,902,501 239,042,294 121,042,140 11,275,434 4,666,230 11,068,942 1,329,283  1,202,546,986	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve CANADA
3,196 17,687 4,001 5,369 4,304 1,159 412 - 1,102 - 37,230	1,494 87,812 10,108 73,628 24,940 40,127 1,024 1,831 11,725	4,690 105,499 14,109 78,997 29,244 41,286 1,436 1,831 12,827	- 8 - - - 26 - - - - - 34	72,840 2,063,137 340,313 1,713,846 761,650 1,121,482 24,657 47,757 231,554 ———————————————————————————————————	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve CANADA
37,230	232,009	207,717	37	0,377,230	CANADA
3,322 - - - - - - 3,323	1,276 3,822 2 - 2,023 6,467 937 - 401 - 14,928	1,276 3,823 2 - 2,023 9,789 937 - 401 - 18,251	- - - - 494 - - - - 494	41,276 98,170 352 - 93,265 246,467 55,175 - 12,091 - 546,796	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve CANADA



#### MEMBERS OF THE CORPORATION

### MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

GEORGE OWEN Chairman Président

WILLIAM H. OZARD Vice-Chairman Vice-président

W. ESMOND JARVIS Member Membre

ANDRÉ SAUMIER Member Membre

THOMAS K. SHOYAMA Member Membre

W. RALPH deGRUCHY Secretary to Corporation Secrétaire de la Société

#### MEMBERS OF THE ADVISORY COMMITTEE

### MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF

JOHN R. STILBORN Chairman Président
Saskatchewan Saskatchewan

WALTER H. COLLINS British Columbia Colombie-Britannique

J. ALLEN BAKER Alberta Alberta ALBERT VIELFAURE Manitoba Manitoba CHARLES MUNRO Ontario Ontario **GEORGE HIGGS** Ontario Ontario S. WYMAN MACKECHNIE Ouébec Quebec **ROLAND PIGEON** Ouebec Ouébec

ALBERT DESJARDINS New Brunswick Nouveau-Brunswick

LEONARD BRADLEY Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard

### CHAIRMEN OF APPEAL BOARDS

### PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS D'APPEL

VERNON ELLISON British Columbia Colombie-Britannique

HARRY R. PATCHING Alberta Alberta

HOWARD N. LASBY Saskatchewan Saskatchewan

JOHN MURTAManitobaManitobaPETER MACKINNONOntarioOntarioJOSAPHAT CARRIERQuebecQuébec

ALBERT DESJARDINS New Brunswick Nouveau-Brunswick
GORDON WOODMAN Nova Scotia Nouvelle-Écosse

CHARLES YEO Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard

HEAD OFFICE SIÈGE SOCIAL

G. OWEN	Chief Executive Officer	Principal fonctionnaire exécutif
W.H. OZARD	General Manager Operations	Gérant général des opérations
W.A. DUNCAN	Director-General, Loans & Farm Services	Directeur général des prêts et des services agricoles
W.R. deGRUCHY	Director Administrative Services	Directeur des services administratifs
R. McINTOSH	Comptroller Financial Services	Contrôleur des services financiers
A.H. HOLMES	Director Lending Operations	Directeur des opérations de prêts
A.H. HARRISON	Director Farm Services	Directeur des services agricoles
J.M. BRETON	Director Personnel Services	Directeur des services du personnel
H.D. CARR	Credit Policy Advisor	Conseiller en politiques de prêts
M.E. ANDAL	Economic Advisor	Conseiller économique
E.J. SIVYER	Executive Assistant to Chairman	Adjoint exécutif au Président
W.A. REEVE	Legal Counsel	Conseiller juridique
S.O. ROBINSON	Public Relations Officer	Agent des relations extérieures
P.A. LANOIX	Chief Accountant	Comptable en chef
C.A. RADLEY	Chief, Systems Development	Chef de l'élaboration des méthodes

### **BRANCH OFFICES & MANAGERS**

## SUCCURSALES ET GÉRANTS

### DISTRICT AND FIELD OFFICES

District offices shown in capital letters

### BUREAUX DE DISTRICT ET DE CAMPAGNE

Bureaux de district indiqués en lettres majuscules

#### BRITISH COLUMBIA - COLOMBIE-BRITANNIQUE

#### R.H. BAZETT

1615 ELLIS ST. RUE ELLIS

KELOWNA

#### KELOWNA.

Clearbrook; Dawson Creek; Kamloops; Prince George; Vernon; Summerland.

#### ALBERTA

#### W.G. O'BRIEN

400 CHANCERY HALL No. 3 SIR WINSTON CHURCHILL SQUARE EDMONTON

# CALGARY; EDMONTON; GRANDE PRAIRIE; RED DEER; VEGREVILLE; WETASKIWIN.

Athabasca; Barrhead; Brooks; Calgary; Camrose; Didsbury; Drumheller; Edmonton; Evansburg; Fairview; Falher; Fort Macleod; Grande Prairie; Hanna; High River; Innisfail; Lacombe; Lethbridge; Medicine Hat; Peace River; Red Deer; Redwater; Stettler; St. Paul; Vegreville; Vermilion; Wainwright; Westlock; Wetaskiwin.

#### SASKATCHEWAN

#### J.M. DAY

MIDTOWN TOWER

701 11th AVE. & HAMILTON ST. 11e AVE. & RUE HAMILTON REGINA

# N. BATTLEFORD; PRINCE ALBERT; REGINA; SASKATOON; SWIFT CURRENT; YORKTON.

Assiniboia; Carlyle; Estevan; Humboldt; Indian Head; Kelvington; ; Kindersley; Meadow Lake; Melfort; Moose Jaw; Nipawin; N. Battleford; Preeceville; Prince Albert; Regina; Rosetown; Saskatoon; Shaunavon; Swift Current; Tisdale; Unity; Watrous; Weyburn; Whitewood; Wynyard; Yorkton.

#### MANITOBA

#### D.A. IBBOTSON

267 EDMONTON ST. RUE EDMONTON WINNIPEG

#### BRANDON; WINNIPEG.

Arborg; Brandon; Carman; Dauphin; Killarney; Morden; Neepawa; Portage la Prairie; Roblin; Virden; Winnipeg.

#### ONTARIO

#### N.J. DENHOLM

2323 YONGE ST. RUE YONGE

TORONTO

# CHATHAM; GUELPH; LINDSAY; NORTH BAY; OTTAWA; WALKERTON; WOODSTOCK.

Arnprior; Barrie; Campbellford; Chatham; Cornwall; Essex; Goderich; Guelph; Hamilton; Kingston; Lambeth; Lindsay; Listowel; North Bay; Orangeville; Ottawa; Owen Sound; Petrolia; Simcoe; St. Catharines; Stratford; Walkerton; Woodstock.

#### QUEBEC - QUÉBEC

#### A.F. LANGLOIS

PLACE LAURIER
SUITE 410A-417
2700 BOULEVARD LAURIER
STE-FOY

# QUÉBEC; RIMOUSKI; ST-HYACINTHE; ST-JEAN; SHERBROOKE; VICTORIAVILLE.

Alma; Drummondville; Hull; Joliette; Québec; Rimouski; Roberval; Rouyn; St-Hyacinthe; St-Jean; St-Jérôme; Sherbrooke; Trois-Rivières; Valleyfield; Victoriaville; Waterloo.

#### ATLANTIC - ATLANTIQUE

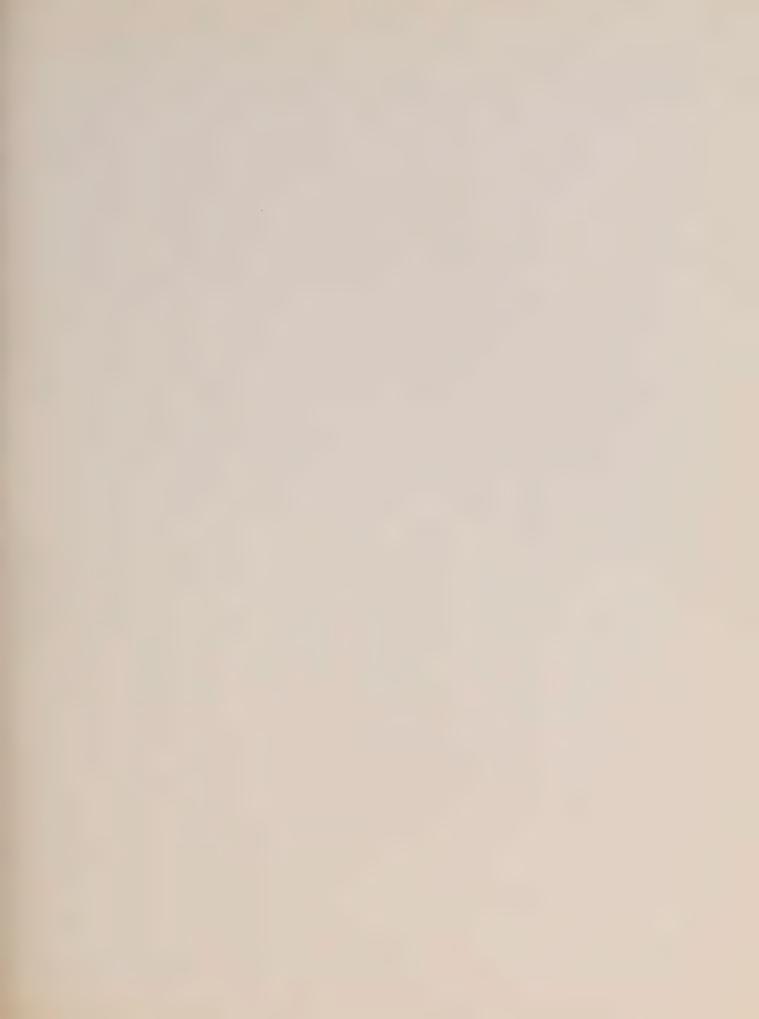
#### W.A. WEST

567 ST. GEORGE BLVD. BOUL. ST-GEORGE MONCTON, N.B.

#### GRAND FALLS; CHARLOTTETOWN.

Fredericton; Grand Falls; Moncton; Sussex; Kentville; Truro; Charlottetown.









# ANNUAL REPORT RAPPORT ANNUEL 1971-72

#### CONTENTS

Highlights	5
Chairman's Report	6
Operations Under the Farm Credit Act	8
Operations Under the Farm Syndicates Credit Act	10
Administration	10
Financing	12
Report of the Auditor General	14
Balance Sheet as at March 31, 1972	16-17
Statement of Income and Expense for the Year	
Ended March 31, 1972	18
Outstanding Loans from the Minister of Finance	20
Loans Disbursed and Outstanding by Fiscal Years	21
Farm Loans Approved	22-23
Farm Loans Disbursed	24-25
Accounts Outstanding as at March 31, 1972	26-27
Branch, District and Field Offices	28-29
Members of the Corporation, Advisory Committee	
and Chairmen of Appeal Boards	30
Head Office	31
TABLE DES MATIÈRES	
Sommaire	5
Rapport du président	7
Activités sous le régime de la Loi sur le crédit agricole	9
Activités sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles	1.1
Administration	13
Financement	13
Rapport de l'Auditeur general	15
Bilan au 31 mars 1972	16-17
D 1 / 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	19
Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1972	
Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1972  Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances	20
	20 21
Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances	
Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances	21
Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances  Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière  Prêts agricoles approuvés	21 22-23
Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière Prêts agricoles approuvés Prêts agricoles déboursés Montants à percevoir le 31 mars 1972	21 22-23 24-25
Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière Prêts agricoles approuvés Prêts agricoles déboursés	21 22-23 24-25 26-27
Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière Prêts agricoles approuvés Prêts agricoles déboursés Montants à percevoir le 31 mars 1972 Succursale, bureaux de district et de campagne	21 22-23 24-25 26-27
Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière Prêts agricoles approuvés Prêts agricoles déboursés Montants à percevoir le 31 mars 1972 Succursale, bureaux de district et de campagne Membres de la Société, du Comité consultatif	21 22-23 24-25 26-27 28-29





# FARM CREDIT ACT FARM SYNDICATES CREDIT ACT

1971-72

THIRTEENTH ANNUAL REPORT



TREIZIÈME RAPPORT ANNUEL

LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

The Farm Credit Corporation is a Crown agency reporting to Parliament through the Minister of Agriculture. Established by the Farm Credit Act of 1959 as successor to the Canadian Farm Loan Board, its primary objective is to provide long-term mortgage credit under suitable terms and conditions to assist Canadian farmers to organize viable family farm businesses and to promote the development of a sound and competitive farming industry. It also administers the Farm Syndicates Credit Act providing loans to groups or "syndicates" of farmers organized to share in the purchase and use of farm machinery, buildings and installed equipment.

La Société du crédit agricole est une société de la Couronne faisant rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture. Établie par la Loi sur le crédit agricole de 1959 pour succéder à la Commission du prêt agricole canadien, son objectif principal est de consentir des prêts hypothécaires à long terme sous des conditions et des modalités favorables pour aider les cultivateurs canadiens à organiser de façon rentable des exploitations agricoles familiales et promouvoir le développement d'une industrie agricole saine et concurrentielle. Elle administre aussi la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles qui prévoit des prêts à des groupes ou "syndicats" de cultivateurs réunis pour partager entre eux l'achat et l'utilisation de la machinerie agricole, des bâtiments et de l'équipement fixe.



### FARM CREDIT CORPORATION

HALLDON HOUSE
P.O. BOX 6309, POSTAL STATION "J"
OTTAWA
K2A 3W9

OFFICE OF THE CHAIRMAN

June 12, 1972.

The Honourable H.A. Olson, P.C., M.P., Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir:

I have the honour to submit the Thirteenth Annual Report of the Farm Credit Corporation and statement of accounts for the fiscal year ended March 31, 1972.

On behalf of the Members of the Corporation, I should like to express sincere appreciation to the Members of the Advisory Committee and Appeal Boards, and to the staff of the Corporation, for their cooperation and for the effective manner in which they carried out their responsibilities during the year.

Respectfully submitted,

Chairman.



#### SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

HALLDON HOUSE BOITE 6309, SUCCURSALE POSTALE "J" OTTAWA K2A 3W9

CABINET DU PRESIDENT

le 12 juin 1972.

L'Honorable H.A. Olson, C.P., député, Ministre de l'Agriculture, Ottawa.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le treizième rapport annuel de la Société du crédit agricole et les états financiers pour l'année financière close le 31 mars 1972.

Au nom des membres de la Société, je désire exprimer ma sincère appréciation aux membres du Comité consultatif et des Commissions d'appel, et au personnel de la Société, pour leur collaboration et l'excellente façon avec laquelle ils se sont acquittés de leurs responsabilités pendant l'année.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments dévoués.

Le président









# HIGHLIGHTS FARM CREDIT ACT

# SOMMAIRE DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

	1971-1972	1970-1971
NUMBER OF LOANS APPROVED	4,035	4,117
AMOUNT OF LOANS APPROVED	\$114,715,840	\$115,213,300
AVERAGE AMOUNT OF LOAN	\$28,430	\$27,980
NUMBER OF LOANS OUTSTANDING	68,930	69,050
PRINCIPAL AMOUNT OUTSTANDING	\$1,182,534,159	\$1,154,104,445
PERCENTAGE LOANS IN GOOD STANDING  POURCENTAGE DE REMBOURSEMENT SATISFAISANT.	84.6	83.9

Lending in Canada by the Farm Credit Corporation during 1971-72 was at about the same level as 1970-71. During the two previous fiscal years loans had declined by an average of 22 per cent per year. The Annual Reports of the Corporation for those years referred to the effect of declining farm incomes, higher land prices and of higher interest rates on the volume of lending activities under the Farm Credit Act. A reversal in the trends of these factors no doubt accounts for this halt in the decline of Farm Credit Corporation lending.

Realized net farm income reached a peak in 1966 of \$1.7 billion and declined steadily by nearly one-third to 1970. In the Prairie Provinces, where large amounts of credit are used, the decline was particularly severe. In 1971, however, realized net farm income in Canada increased by over 10 per cent. Land values across Canada rose steadily for many years to a peak in 1969, but in 1970 they declined about 6 per cent. In the Prairie Provinces, land prices reached a peak in 1968 and since then have declined. In Saskatchewan, the decline was 20 per cent, in Manitoba 15 per cent, and in Alberta 9 per cent.

Interest rates increased substantially in late 1968 and continued to rise. For the main lending period of 1970, the lending rate under the Farm Credit Act was 8.75 per cent. This declined to 7.75 per cent for the spring and summer of 1971 and to 7 per cent for the spring and summer of 1972. All of these developments resulted in a levelling off of the sharp downward trend in the demand for loans in recent years.

There was a significant shift in the purposes for which funds were borrowed in the past year compared with the previous year. In 1971-72 only 10.6 per cent of the funds were borrowed to finance other debts not secured by land, compared with 14.5 per cent a year earlier. Permanent improvements accounted for about 13 per cent in 1971-72, compared with 21 per cent in 1970-71. There was a substantial increase in the percentage of funds used for purchases of additional land — 43.7 per cent in 1971-72 compared with 31.6 per cent the previous year. The changes in purposes of loans reflect somewhat improved economic conditions and more optimism on the part of farmers than a year earlier.

The Corporation now has about 69,000 borrowers. A survey was undertaken in 1969 to determine the progress of borrowers as compared with the progress of all commercial farms in Canada. The survey included a random sample of about 1300 farmers who borrowed from the Corporation in the fiscal year 1965-66. The sample was about one-seventh of all of the borrowers in that year, and comparisons showed the characteristics of farms in the sample were very similar to those of all borrowers in 1965-66. In 1965, the average investment in farms of borrowers was lower than averages for commercial farms in British Columbia, Alberta and Manitoba but in other provinces it was slightly higher.

In comparing the progress of borrowers with that of all commercial farms, it was found that between 1965 and 1969 the total investment of borrowers had increased by 45 per cent, and that of all commercial farms by 26 per cent. During the same period, the owned (equity) investment of borrowers increased by 60 per cent, while that of all commercial farms increased by 24 per cent. A substantial part of the growth in total investment was due to inflation. Removing the effects of inflation resulted in a growth in real capital of 14.7 per cent for FCC borrowers compared with -0.2 per cent of all commercial farms.

The average return to labour, management and capital on farms of borrowers in 1964 was \$3,755. This return on commercial farms was \$3,794. By 1968, the labour, management and capital return on farms of borrowers had increased 67 per cent while that on all commercial farms increased 31 per cent.

Data for all commercial farms include FCC borrowers. If it were possible to compare FCC borrowers with non-borrowing commercial farms, the differences mentioned would be even more striking. The figures quoted are averages and not all regions and not all farms made average progress. However, in general, it is evident that credit extended under the Farm Credit Act substantially improved the economic position of many farmers. It facilitated farm consolidation and assisted farmers to improve the efficiency and productivity of their farms.

Reference was made previously to various factors affecting the demand for loans at any point in time. With respect to longer-term trends, economic pressures still exist for the continued increase in long-term investment for expansion and for technological development of farm businesses. At the same time, the same pressures also increase the need for larger and improved supplies of short and intermediate-term credit. Adequate quantities and qualities of all forms of farm credit are required to ensure satisfactory growth of the farm business. This imposes a requirement on all suppliers of farm investment capital to provide increasingly improved and co-ordinated services. To this end, Bill C-5, an Act to amend certain provisions of the Farm Credit Act was presented to the House and received First Reading prior to the close of the fiscal year.

Au cours de 1971-1972, les activités de prêt de la Société du crédit agricole au Canada se sont maintenues à peu près au même niveau qu'en 1970-1971. Lors des deux années financières précédentes, elles avaient accusé une baisse moyenne de 22 pour cent par année. Le rapport annuel de la Société faisait alors état de l'effet de revenus agricoles à la baisse, de prix des terres à la hausse et de taux d'intérêt plus élevés, sur le volume des activités de prêt sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. C'est sans doute le renversement de ces tendances qui a mis un frein à la baisse des activités de la Société du crédit agricole.

En 1966, le revenu net réalisé à la ferme atteignait un sommet de \$1.7 milliard. Par la suite, il a régressé continuellement et, en 1970, il avait fléchi de près d'un tiers. Les provinces des Prairies, qui utilisent de fortes sommes de crédit, ont subi une baisse particulièrement sensible. Toutefois, le revenu net réalisé à la ferme en 1971 s'est accru par plus de 10 pour cent au Canada. Pendant de nombreuses années, la valeur des terres s'est accrue constamment dans l'ensemble du pays. En 1969, elle atteignait son apogée, pour ensuite diminuer d'environ 6 pour cent l'année suivante. En 1968, le prix des terres atteignait un sommet dans les provinces des Prairies. Depuis, il a régressé et accusait une baisse de 20 pour cent en Saskatchewan, de 15 pour cent au Manitoba, et de 9 pour cent en Alberta.

Les taux d'intérêt ont subi une hausse appréciable vers la fin de 1968 et ont continué à s'accroître par la suite. Au cours de la principale période de prêt de 1970, le taux d'intérêt sous le régime de la Loi sur le crédit agricole s'établissait à 8.75 pour cent. Il a ensuite fléchi et était de 7.75 pour cent au printemps et à l'été 1971, et de 7 pour cent au printemps et à l'été 1972. Tous ces facteurs, ensemble, ont enrayé la forte tendance à la baisse qui s'était manifestée dans la demande de prêts au cours des dernières années.

Par rapport à l'année précédente, les emprunts ont servi à des fins sensiblement différentes. En 1971-1972, seulement 10.6 pour cent des fonds empruntés ont servi au financement de dettes non garanties par le fonds de terre, comparativement à 14.5 pour cent l'an passé. Les améliorations foncières effectuées en 1971-1972 représentaient environ 13 pour cent du total comparativement à 21 pour cent l'année précédente. Le pourcentage des fonds affectés à l'achat de terres additionnelles affiche une hausse appréciable, passant de 31.6 pour cent en 1970-1971 à 43.7 pour cent en 1971-1972. Ces changements dans le but des prêts reflètent une certaine amélioration de la situation économique et un plus grand optimisme de la part des agriculteurs.

Le nombre d'emprunteurs de la Société s'établit présentement à 69,000 environ. La Société a entrepris une enquête en 1969 afin de comparer le progrès réalisé par ses emprunteurs avec le progrès réalisé sur toutes les fermes commerciales du Canada. Cette enquête portait sur un échantillonnage d'environ 1,300 agriculteurs choisis au hasard parmi ceux qui ont emprunté de la Société au cours de l'année financière 1965-1966. Ce nombre représente à peu près 1/7 de tous les emprunteurs de l'année en question.

Des comparaisons ont permis de constater que les fermes choisies comportaient des caractéristiques très représentatives de toutes les fermes des emprunteurs de 1965-1966. L'investissement moyen était plus faible sur les fermes des emprunteurs de 1965 que sur les fermes commerciales en Colombie-Britannique, en Alberta et au Manitoba, mais il était légèrement plus élevé dans les autres provinces.

Une comparaison du progrès réalisé par ces emprunteurs avec celui réalisé sur toutes les fermes commerciales révèle qu'entre 1965 et 1969 l'investissement total des emprunteurs s'est accru de 45 pour cent comparativement à seulement 26 pour cent pour l'ensemble des fermes commerciales. Durant la même période, l'avoir net engagé par les emprunteurs s'est accru d'environ 60 pour cent comparativement à seulement 24 pour cent pour l'ensemble des fermes commerciales. Une forte partie de l'accroissement de l'investissement total est attribuable à l'inflation. Si l'on fait abstraction de ce facteur, on obtient un accroissement de 14.7 pour cent du capital réel des emprunteurs SCA comparativement à -0.2 pour cent pour l'ensemble des fermes commerciales.

En 1964, les emprunteurs affichaient un revenu agricole moyen de \$3,755 pour le travail, la gestion et le capital en regard de \$3,794 sur les fermes commerciales. En 1968, le revenu de travail, gestion et capital des emprunteurs s'était accru de 67 pour cent tandis que celui de l'ensemble des fermes commerciales s'était accru de 31 pour cent.

Les données relatives à l'ensemble des fermes commerciales couvrent également les emprunteurs SCA. S'il était possible de séparer ceux-ci des autres propriétaires de fermes commerciales aux fins de comparaison, les différences seraient sans doute plus marquées. Les chiffres cités constituent des moyennes, et il est évident que le progrès n'atteignait pas la moyenne dans toutes les régions ni sur toutes les fermes. Toutefois, en général, il est évident que le crédit consenti sous le régime de la Loi sur le crédit agricole a beaucoup amélioré la situation économique d'un grand nombre d'agriculteurs. Il a facilité le regroupement des fermes et aidé les agriculteurs à accroître l'efficacité et la productivité de leurs exploitations.

Il a déjà été fait mention des divers facteurs qui, en tout temps, influent sur la demande pour les prêts. De plus, certaines contraintes économiques se font encore sentir et continueront, à plus longue échéance, à faire augmenter les investissements à long terme nécessaires à l'expansion et au développement technologique des exploitations agricoles. Face à ces contraintes, il est de plus en plus urgent d'avoir de meilleures et de plus sûres sources de crédit à court et à moyen terme car, pour assurer une croissance satisfaisante de l'exploitation agricole, il est nécessaire d'avoir des sources suffisantes et de bonne qualité de tous les types de crédit agricole. Il incombe à tous les fournisseurs de capitaux agricoles de fournir des services sans cesse améliorés et de mieux en mieux coordonnés. C'est à cette fin que le projet de loi C-5, Loi modifiant certaines dispositions de la Loi sur le crédit agricole, a été présenté en Chambre et a subi une première lecture avant la fin de l'année financière.

#### OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT

#### Loan Approvals

During the fiscal year, the Corporation approved 4035 mortgage loans under the Farm Credit Act in the amount of \$114,715,840 for an average of \$28,430 per loan, compared to 4117 loans approved in the previous year totalling \$115,213,300 for an average of \$27,980. Although this was very substantially below the peak years of 1965 to 1968, it marked a levelling off of the sharp downward trend in the number of loans approved in the two preceding years.

Of the total approvals, 3484 were secured only by land mortgage under Part II of the Farm Credit Act. The remaining 551 loans were approved under Part III of the Act for farmers under 45 years of age. Under this Part, the Corporation provides advisory services to borrowers and the amount of loan may be based on the value of both land and chattels. A breakdown of all loans by size shows that 18 per cent are below \$15,000, about 68 per cent are for amounts between \$15,000 and \$40,000 and 14 per cent are over \$40,000.

Of the \$114,715,840 approved during 1971-72, \$35,119,600 went to repay loans previously made by the Corporation. The use made of new capital invested by farmers is shown graphically below. Although all purposes show some change compared to last year, the most significant is the increase from 31.6 per cent to 43.7 per cent used for the purchase of additional land. Much of this increase can be attributed to Saskatchewan farmers' increased interest in expanding their farm acreages.

#### Life Insurance

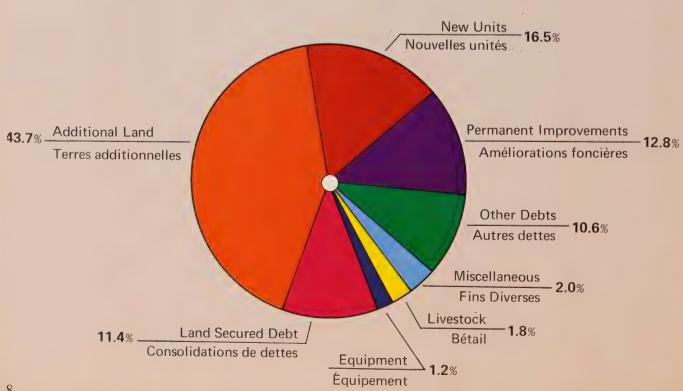
Part III of the Farm Credit Act requires that borrowers take life insurance under the Corporation's Group Life Insurance Plan in an amount by which their supervised loan exceeds 75 per cent of the appraised value of the real estate taken as security. Optional life insurance also is available under this Plan for all or part of the balance of the amount of loan made to such borrowers as well as to borrowers who obtain standard mortgage loans under Part II of the Act. During 1971-72, about 62 per cent of all borrowers took life insurance under the Group Plan.

#### Age of Borrowers

Although the distribution of borrowers by age shows the same general pattern as in previous years, the trend towards an increasing proportion of younger farmers was re-established. 9.1 per cent of borrowers were under 25 years of age compared to 7.3 per cent in the preceding year. Only 8.3 per cent of the borrowers were over 54 years of age compared to 10 per cent in the preceding year. Over 71 per cent of the 1971-72 borrowers were under 45 years of age, which contrasts sharply with

#### PURPOSES FOR WHICH NEW FUNDS WERE USED

#### FINS POUR LESQUELLES LES NOUVEAUX FONDS ONT SERVI



#### ACTIVITES SOUS LE REGIME DE LA LOI SUR LE CREDIT AGRICOLE

#### Approbations de prêt

Au cours de l'exercice financier, la Société a approuvé 4,035 prêts hypothécaires sous le régime de la Loi sur le crédit agricole, soit un montant total de \$114,715,840 et une moyene de \$28,430 par prêt. L'année précédente, elle avait consenti 4,117 prêts, pour un total de \$115,213,300 et une moyenne de \$27,980 par prêt. Bien que ces chiffres soient très inférieurs aux sommets atteints entre 1965 et 1968, ils marquent la fin de la forte tendance à la baisse enregistrée dans le nombre de prêts consentis au cours des deux années précédentes.

Sur un total de 4,035 prêts, 3,484 ont été consentis en Partie II de la Loi sur le crédit agricole et sont garantis seulement par une hypothèque. Les 551 autres ont été consentis en Partie III de la Loi. Sous le régime de cette Partie, les prêts sont restreints aux agriculteurs de moins de 45 ans. La Société leur fournit des services consultatifs, et le montant de leur prêt peut être fondé à la fois sur la valeur des terres et des biens mobiliers. L'étalement approximatif de tous le prêts selon le montant révèle que 18 pour cent de ceux-ci étaient inférieurs à \$15,000, que 68 pour cent se situaient entre \$15,000 et \$40,000, et que 14 pour cent dépassaient \$40,000.

Sur un montant total de \$114,715,840 approuvé en 1971-1972, \$35,119,600 ont servi à rembourser des prêts consentis antérieurement par la Société. Le diagramme à la page 8 illustre les fins auxquelles les agriculteurs ont affecté le nouveau capital. Bien que toutes les fins accusent des variations par rapport à l'an passé, le changement le plus notable est la hausse du capital affecté à l'achat de terres additionnelles, qui est passé de 31.6 pour cent à 43.7 pour cent. Une bonne partie de cette hausse peut être attribuée aux agriculteurs de la Saskatchewan qui ont été particulièrement actifs dans l'agrandissement des exploitations.

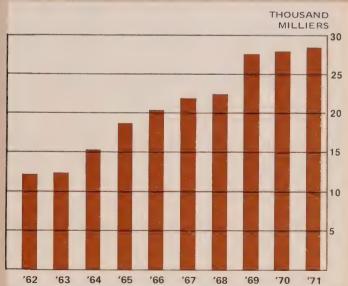
#### Assurance-vie

Les emprunteurs sous le régime de la Partie III de la Loi sur le crédit agricole sont tenus de souscrire au régime collectif d'assurance-vie de la Société. L'assurance obligatoire correspond au montant par lequel leur prêt surveillé excède 75 pour cent de la valeur estimative des biens immobiliers donnés en garantie. En outre, ce régime leur offre l'option d'assurer la totalité ou une partie du montant du prêt qui n'est pas couvert par l'assurance obligatoire. Cette assurance facultative est également offerte aux emprunteurs réguliers sous le régime de la Partie II de la Loi. Environ 62 pour cent de tous les emprunteurs ont souscrit une assurance-vie aux termes de ce régime collectif en 1971-1972.

#### NUMBER OF LOANS APPROVED NOMBRE DE PRÊTS APPROUVÉS



#### AVERAGE LOAN PRÊT MOYEN



the 39.1 per cent of all census farm operators in this age class shown in the 1966 Census.

#### Service to Borrowers

The Corporation continued its pre-loan advisory services to all applicants and its post-loan advisory service to those who took supervised loans under Part III of the Act or who obtained standard mortgage loans under Part II and requested such service. Post-loan supervision was designed to assist low equity borrowers under Part III during the early years of their establishment when risks are high and until the amount owing is reduced to the 75 per cent level applicable to all Part II borrowers. Under a recently adopted policy, the Corporation has released 48 farmers from their obligations under the supervision covenant because their progress was excellent and the real estate enhancement would now justify a Part II loan.

Post-loan services are now provided to 3905 Part III borrowers of which 2803 are registered on the CANFARM system of maintaining farm records. During the past calendar year, 2538 borrowers completed a successful program on CANFARM whose objectives have the Corporation's unqualified support. It is interesting to note that progress reports based on CANFARM information indicate that the average net worth of supervised borrowers has increased by 64.4 per cent while returns to labour, management and capital have increased by 30.5 per cent.

Increasing farm size and capital requirements have greatly increased the importance of managerial ability, loan productivity and repayment capacity. The Corporation recognizes the need for a careful assessment of these factors in its lending operations to ensure that the credit being extended will yield the highest returns to both the individual farm borrower and the agricultural industry. In light of this recognition the Corporation has increasingly focussed its advisory services on financial management and in particular has placed significantly more emphasis on cash-flow planning in both its pre-loan and post-loan advisory services.

The rising complexity of farm businesses, narrowing profit margins, larger farms, technological advances and the increasing skills and managerial levels required for successful farming suggest the need for continued improvement in the quality of the Corporation's service to farmers. With this objective in view, a comprehensive review of preloan counselling policy was undertaken this year and a program of coordinated staff training and refresher training was launched.

#### Repayments by Borrowers

At the end of the fiscal year, 84.6 per cent of all mortgage accounts were in good standing compared

to 83.9 per cent a year earlier.

Principal due during the year amounted to \$37.1 million, of which \$28.5 million or 76.8 per cent was paid. In addition, \$18.3 million was paid on account of principal not yet due.

Interest due amounted to \$76.3 million, of which \$66.6 million or 87.3 per cent was paid.

#### Real Property and Losses on Loans

During the year, the Corporation acquired 37 properties and sold 32. At March 31, 1972, 27 properties were held for sale with an inventory value of \$495,047.

The net losses on farm loans, including write-downs on the value of properties on hand, amounted to \$192,641, compared with \$103,928 in 1970-71.

# OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT

During the year, 134 loans for an amount of \$1,898,915 were approved for 76 syndicates with a total of 269 members. The increase in lending of about 8 per cent nearly all occurred in Ontario where lending under the Farm Syndicates Credit Act in 1971-72 was nearly four times that of the previous year. Much of this expansion was to purchase automatic wine-grape harvesters to be used by groups of farmers. The capital investment in such machines is too high for most individual producers but can be carried satisfactorily when divided among several producers. Sharing these costs enabled producers to cope with the increasingly difficult problems of finding field labourers.

Since the inception of the Farm Syndicates Credit Act in 1965, 1038 loans for a total of \$11,186,204 have been approved for 730 syndicates with a total of 2866 members. Of the 781 loans outstanding at March 31, 1972, 628 or 80.4 per cent were paid up to date and the remainder were only \$451,526 in arrears.

#### **ADMINISTRATION**

The Corporation's field officers, comprised of 30 District Supervisors and 191 Credit Advisors, worked out of 115 field offices, a decrease of 3 offices during the year. The total staff at year's end was 568, an increase of 1 during the year.

The total cost of administration in 1971-72 was \$7,867,144 or 0.67 per cent of the mean investment compared to \$7,381,618 or 0.66 per cent of the mean investment in the previous fiscal year.

Towards the end of the fiscal year, the Corporation initiated plans to move to new headquarters in Halldon House at 2255 Carling Avenue, Ottawa, as the Department of Agriculture required additional space in the Sir John Carling Building.

#### Age des emprunteurs

La répartition des emprunteurs selon l'âge correspond dans l'ensemble à celle de l'an dernier. Toute-fois, la tendance à la hausse dans la proportion des jeunes agriculteurs s'est manifestée de nouveau en 1971-1972 alors que 9.1 pour cent des emprunteurs étaient âgés de moins de 25 ans comparativement à 7.6 pour cent l'an passé. Seulement 8.3 pour cent des emprunteurs étaient âgés de plus de 54 ans comparativement à 10 pour cent en 1970-1971. Plus de 71 pour cent des emprunteurs de 1971-1972 étaient âgés de moins de 45 ans alors que seulement 39.1 pour cent de tous les exploitants agricoles relevés au recensement agricole de 1966 se situaient dans ce groupe d'âge.

#### Services fournis à l'emprunteur

La Société continue de fournir des services consultatifs préliminaires au prêt à tous ses requérants, ainsi qu'un service consultatif postérieur au prêt à ceux qui obtiennent des prêts surveillés en Partie III de la Loi et aux détenteurs de prêts hypothécaires réguliers en Partie II qui en font la demande. Le but de la surveillance postérieure au prêt est d'aider les emprunteurs en Partie III durant les premières années de leur établissement lorsqu'ils ont un faible avoir net et que leurs risques sont élevés. Cette aide leur est accordée tant qu'ils n'ont pas réduit leur compte au niveau de 75 pour cent applicable à tous les emprunteurs en Partie II. En vertu d'une nouvelle ligne de conduite, la Société vient de relever 48 agriculteurs de leur contrat de surveillance parce que leur progrès était excellent et que la valeur accrue de leurs biens immobiliers justifierait maintenant un prêt sous le régime de la Partie II.

La Société fournit présentement des services postérieurs au prêt à 3,905 emprunteurs sous le régime de la Partie III. De ce nombre, 2,803 sont inscrits au programme Canfarm de comptabilité agricole. Au cours de la dernière année civile, 2,538 emprunteurs ont complété un programme Canfarm avec succès. La Société, qui appuie entièrement les objectifs de Canfarm, est heureuse de constater, grâce aux renseignements obtenus de cet organisme, que la valeur nette moyenne de l'exploitation de ses emprunteurs surveillés s'est accrue de 64.4 pour cent tandis que le revenu pour le travail, la gestion et le capital, s'est accru de 30.5 pour cent.

L'agrandissement des exploitations agricoles et l'accroissement des besoins de capitaux ont fortement accru l'importance de la capacité gestionnaire, de la productivité du prêt et de la capacité de remboursement. Dans ses activités de prêt, la Société reconnaît qu'il lui faut faire une évaluation minutieuse de ces facteurs pour faire en sorte que le crédit accordé soit le plus profitable possible à l'emprunteur en particulier et à l'industrie agricole

en général. Afin d'atteindre ce but, la Société fait porter ses services consultatifs de plus en plus sur la gestion financière et met davantage l'accent sur la planification de la circulation monétaire dans ses services de consultation préliminaire et postérieure au prêt.

Face à la complexité accrue et à l'agrandissement des exploitations agricoles, à la réduction des marges de profit, aux avances technologiques, et aux compétences et aux capacités de gestion toujours plus élevées que doit avoir l'exploitant agricole, la Société se doit de continuer à améliorer la qualité des services qu'elle fournit aux agriculteurs. Afin d'atteindre cet objectif, la Société a entrepris cette année un examen global de ses politiques préliminaires au prêt et a inauguré un programme qui coordonne la formation du nouveau personnel et le perfectionnement du personnel en place.

#### Remboursements par les emprunteurs

A la fin de l'année financière, 84.6 pour cent de tous les comptes hypothécaires étaient à jour comparativement à 83.9 pour cent l'année précédente.

Le capital échu au cours de l'année s'élevait à \$37.1 millions et, de ce montant, \$28.5 millions ou 76.8 pour cent ont été remboursés. De plus, \$18.3 millions ont été remboursés par anticipation sur le capital non échu.

L'intérêt échu s'élevait à \$76.3 millions, et, de ce montant, \$66.6 millions ou 87.3 pour cent ont été remboursés.

#### Biens immobiliers et pertes sur les prêts

Au cours de l'année, la Société est devenue propriétaire de 37 propriétés et en a vendu 32. Au 31 mars 1972, elle détenait encore, pour fins de vente, 27 propriétés dont la valeur d'inventaire se chiffrait à \$495,047.

Les pertes nettes sur les prêts agricoles, y compris la réduction dans la valeur d'inventaire des propriétés détenues, se sont chiffrées par \$192,641, comparativement à \$103,928 en 1970-1971.

#### ACTIVITES SOUS LE REGIME DE LA LOI SUR LE CREDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

Au cours de 1971-1972, la Société a approuvé 134 prêts d'un montant total de \$1,898,915. Ceux-ci étaient répartis entre 76 syndicats groupant un total de 269 membres. L'augmentation d'environ 8 pour cent que représentent ces chiffres s'est produite en grande partie en Ontario. Le volume de prêt sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles était près de 4 fois plus élevé dans cette province que l'année précédente. Une bonne partie de cette augmentation est le résultat

#### **FINANCING**

#### Farm Credit Act

To carry out its lending program during 1971-72, the Corporation was required to borrow \$96.5 million from the Minister of Finance at an average interest rate of 6.663 per cent. Of this amount, \$67.3 million was needed to repay principal on previous borrowings, bringing the total indebtedness to the Minister of Finance to \$1,154 million as at March 31, 1972.

The average interest rate on the Corporation's outstanding borrowings as at March 31, 1972, was 6.206 per cent as compared to 6.147 per cent a year earlier.

Capital paid in under Section 12 of the Farm Credit Act was increased during the year from \$45.3 million to \$46.2 million.

#### **Operating Loss**

Consistent with prior years, during 1971-72 the interest on borrowings from the Minister of Finance exceeded the interest earned on loans to farmers. This situation is a carry-over from the period when the lending rate on loans was statutory at 5 per cent while the Corporation was borrowing its funds at rates in excess of 5 per cent. At March 31, 1972, the average interest rate on

borrowings was 6.206 per cent compared to an average interest rate of 5.927 per cent on loans to farmers.

Although the administrative expenses amounted to 0.67 per cent of the mean investment in loans, the lack of interest margin resulted in an operating loss for the year of \$8,827,789, which was recovered through a Parliamentary Vote.

#### Reserve for Losses

After deducting the year's net loss on loans to farmers of \$192,641, the Corporation's Reserve at March 31, 1972, stood at \$1,094,928 or 0.09 per cent of the outstanding investment in farm mortgages.

#### Farm Syndicates Credit Act

In order to finance its operations during the year under this Act, the Corporation increased its borrowings from the Minister of Finance from \$6.3 million to \$6.7 million. The average interest rate on its indebtedness at March 31, 1972, was 6.84 per cent compared to 6.93 per cent a year earlier.

Net earnings for the year amounted to \$12,791 bringing the Retained Earnings to \$25,184 at March 31, 1972.



direct de l'achat collectif de récolteurs automatiques de raisins par des groupes d'agriculteurs. L'investissement en capital que représente cette machinerie est trop élevé pour le producteur individuel mais peut fort bien être réparti entre plusieurs producteurs. Le partage des coûts leur permet de faire face aux problèmes de plus en plus difficiles de la pénurie de vendangeurs.

Depuis l'inauguration de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles en 1965, la Société a approuvé 1,038 prêts pour un montant total de \$11,186,204. Ces prêts sont répartis entre 730 syndicats formés de 2,866 membres. Sur un total de 781 prêts aux livres au 31 mars 1972, 628 prêts, soit 80.4 pour cent, étaient à jour. Les autres ne représentaient qu'un montant de \$451,526 en arrérage.

#### **ADMINISTRATION**

Le personnel d'agents de campagne de la Société se composait de 30 surveillants de district et de 191 conseillers en crédit dans l'année écoulée. Ceux-ci étaient répartis dans 115 bureaux de campagne, soit trois de moins que l'année précédente. L'effectif global se chiffrait à 568 à la fin de l'année, soit une hausse d'un employé au cours de l'année.

Le coût total de l'administration s'est chiffré par \$7,867,144 en 1971-1972, soit 0.67 pour cent du total moyen des prêts aux livres, comparativement à \$7,381,618 ou 0.66 pour cent du total moyen des prêts aux livres lors de l'année financière précédente.

Vers la fin de l'année financière, la Société a dressé des plans en vue d'emménager à Halldon House, 2255, avenue Carling, Ottawa, parce que le ministère de l'Agriculture avait besoin de locaux additionnels à l'édifice Sir John Carling.

#### **FINANCEMENT**

#### Loi sur le crédit agricole

Afin de financer son programme de crédit pendant 1971-1972, la Société a emprunté \$96.5 millions du ministre des Finances au taux d'intérêt moyen de 6.663 pour cent. De ce montant, \$67.3 millions ont servi à rembourser le principal sur les emprunts antérieurs, ce qui porte le total de la dette auprès du ministre des Finances à \$1,154 millions au 31 mars 1972.

Le taux d'intérêt moyen sur les emprunts de la Société était de 6.206 pour cent au 31 mars 1972 comparativement à 6.147 pour cent l'année précédente.

Le capital versé aux termes de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole a été augmenté de \$45.3 millions à \$46.2 millions au cours de l'année.

#### Perte d'exploitation

Comme par les années passées, l'intérêt sur les fonds empruntés du ministre des Finances au cours de 1971-1972 a excédé l'intérêt gagné sur les prêts consentis aux agriculteurs. Cette situation est causée par les prêts que la Société a dû consentir, par le passé à un taux d'intérêt statutaire de 5 pour cent alors qu'elle devait emprunter à des taux plus élevés. Au 31 mars 1972, le taux d'intérêt moyen sur les emprunts était de 6.206 pour cent comparativement à un taux d'intérêt moyen de 5.927 pour cent sur les prêts aux agriculteurs.

Même si les dépenses d'administration représentaient 0.67 pour cent de l'investissement moyen de tous les prêts, le taux d'intérêt ne laissait pas une marge suffisante et il en est résulté une perte d'exploitation de \$8,827,789 pendant l'année. Cette perte a été récupérée par un crédit parlementaire.

#### Réserve pour pertes

Après l'imputation de la perte nette de \$192,641 pour l'année sur les prêts consentis aux agriculteurs, la réserve de la Société au 31 mars 1972 s'établissait à \$1,094,928 ou 0.09 pour cent de la partie non remboursée des prêts hypothécaires agricoles.

#### Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Afin de financer ses opérations au cours de l'année aux termes de cette Loi, la Société a dû accroître ses emprunts auprès du ministre des Finances. Ceux-ci sont passés de \$6.3 millions à \$6.7 millions. Le taux d'intérêt moyen sur son endettement au 31 mars 1972 s'établissait à 6.84 pour cent comparativement à 6.93 pour cent l'année précédente.

Les gains nets pendant l'année s'établissaient à \$12,791, portant les gains retenus à \$25,184 au 31 mars 1972.





#### AUDITOR GENERAL OF CANADA

Ottawa, May 31, 1972.

The Honourable H.A. Olson, Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir,

I have examined the accounts and financial statements of the Farm Credit Corporation for the year ended March 31, 1972. My examination included a general review of the accounting procedures and such tests of accounting records and other supporting evidence as I considered necessary in the circumstances.

Section 15 of the Farm Credit Act requires the Corporation to establish a Reserve out of which may be paid "any losses sustained by the Corporation in the conduct of its business". The section further provides that the Corporation shall credit its net earnings each year to this Reserve until the amount of the Reserve equals the capital of the Corporation. At March 31, 1972, the capital of the Corporation amounted to \$46,200,000 while the Reserve amounted to \$1,094,928.

It has been pointed out previously that the statutory lending rate of 5% on loans to farmers has not provided sufficient income to cover the interest paid on borrowings from Canada and administrative expenses. Although the statutory rate was abolished with effect from November 15, 1968, annual losses will continue to be incurred with respect to outstanding loans totalling \$687 million at March 31, 1972 which still bear interest at the statutory rate of 5%. Since 1963 these losses have been recovered from annual parliamentary appropriations provided for the purpose in order to prevent further depletion of the Reserve for losses. However, this policy does not provide for the building up of the Reserve to an amount equivalent to the capital of the Corporation as is contemplated by the Farm Credit Act.

In compliance with the requirements of section 77 of the Financial Administration Act I now report that, in my opinion, subject to the foregoing:

- (a) proper books of account have been kept by the Corporation;
- (b) the financial statements of the Corporation
  - (i) were prepared on a basis consistent with that of the preceding year and are in agreement with the books of account,
  - (ii) in the case of the balance sheet, give a true and fair view of the state of the Corporation's affairs as at the end of the financial year, and
  - (iii) in the case of the statement of income and expense, give a true and fair view of the income and expense of the Corporation for the financial year; and
- (c) the transactions of the Corporation that have come under my notice have been within the powers of the Corporation under the Financial Administration Act and any other Act applicable to the Corporation.

Yours faithfully,

A.M. Henderson

Auditor General of Canada.



#### AUDITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

Ottawa, le 31 mai 1972.

L'honorable H.A. Olson, Ministre de l'Agriculture, Ottawa.

Monsieur le ministre,

J'ai examiné les comptes et les états financiers de la Société du crédit agricole pour l'année terminée le 31 mars 1972. Mon examen comportait une revision générale des méthodes comptables et tous les tests que je considérais nécessaires dans les circonstances relativement aux livres de comptabilité et aux autres pièces justificatives.

L'article 15 de la Loi sur le crédit agricole exige que la Société établisse une réserve sur laquelle on peut acquitter "toute perte subie par la Société dans la conduite de ses affaires". L'article stipule en plus que la Société doit, à la fin de chaque année, porter à cette réserve ses bénéfices nets jusqu'à ce que le montant de la réserve égale le montant du capital de la Société. Au 31 mars 1972, le capital de la Société s'élevait à \$46,200,000 tandis que la réserve s'élevait à \$1,094,928.

Comme il a été signalé précédemment, le taux statutaire de 5 p. 100 applicable aux prêts consentis aux cultivateurs n'a pas fourni suffisamment de recettes pour couvrir les intérêts versés sur les sommes empruntées du Canada et les dépenses administratives. Même si le taux statutaire a été aboli à compter du 15 novembre 1968, la Société continuera d'accuser des pertes annuelles sur les prêts aux livres portant intérêt au taux statutaire de 5 p. 100 et se chiffrant à \$687 millions au 31 mars 1972. Depuis 1963, les pertes annuelles sont récupérées par des crédits budgétaires annuels du Parlement accordés aux fins d'empêcher une diminution plus grande de la réserve pour pertes. Cependant, cette ligne de conduite ne pourvoit pas à la constitution d'une réserve jusqu'à un montant équivalent au capital de la Société, tel que prévu par la Loi sur le crédit agricole.

Conformément à l'article 77 de la Loi sur l'administration financière, je déclare qu'à mon avis, compte tenu de ce qui précède:

- (a) la Société a tenu une comptabilité régulière;
- (b) les états financiers de la Société
  - (i) ont été établis d'une manière conforme à celle de l'année précédente et sont conformes aux livres de la comptabilité,
  - (ii) en ce qui concerne le bilan, il représente de façon exacte et juste la situation de la Société à la fin de l'année financière, et
  - (iii) pour ce qui est de l'état des recettes et des dépenses, il présente de façon exacte et juste les recettes et les dépenses de la Société pour l'année financière, et
- (c) les opérations de la Société qui ont été portées à ma connaissance entrent dans les attributions de la Société en vertu de la Loi sur l'administration financière et de toute autre Loi applicable à la Société.

Votre fidèle serviteur,

l'auditeur général du Canada

A.M. Henderson

## **FARM CREDIT CORPORATION**

(Established by the Farm Credit Act) BALANCE SHEET AS AT MARCH 31, 1972 (with comparative figures as at March 31, 1971)

ASSETS - CONTROL OF CONTROL ACTIF AND A CONTROL OF CONT	1972	1971
Cash Encaisses	\$ 2,335,879	\$ 3,291,192
Accounts receivable Comptes à recevoir	31,062	39,901
Loans to farmers, secured by first mortgages Prêts aux cultivateurs, en première hypothèque	1,233,597,673	1,202,546,986
Loans to farm syndicates ( Prêts aux syndicats agricoles )	6,803,721	6,377,230
Agreements for sale Contrats de vente	989,536	§ 546,790
Real estate held for sale Bien-fonds détenus pour fins de vente	495,047	258,53
Fixed assets, at cost: Automobiles Automobiles Automobiles Automobiles 5,163		14 4 - 34 3 4 9 . 9,09 c
Office furniture and equipment Ameublement et fournitures de bureau 581,382		(589,59)
586,545		598,69
Less: Accumulated depreciation A soustraire: Amortissement 422,628	162.015	414,829
	163,917	<b>8.</b> 183,86

\$1,244,416,835 \$1,213,244,514

Certified correct: Certifié exact:

le contrôleur P.A. Lanoix

Comptroller

Approved: Approuvé:

le président G. Owen Chairman

# SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

(Créée en vertu de la Loi sur le crédit agricole) BILAN AU 31 MARS 1972 (avec chiffres comparatifs au 31 mars 1971)

LIABILITIES PROPERTY OF THE PR	PASSIF CONTRACTOR OF THE PASSIF	1972	1971
Accounts payable	Comptes à payer	\$ 281,638	\$ 88,494
Due to Canada in respect of operating loss for the year	À payer au Canada à l'égard de la perte d'exploitation de l'année financière	57,211	<b>225,911</b>
Interest accrued on Canada loans	Intérêts courus sur les emprunts consentis par le Canada	28,250,244	29,047,682
Instalment prepayments, fire insurance recoveries, unearned appraisal fees and other deposits	Versements anticipés, obtentions, d'assurances- feu, honoraires d'évaluations en dépôt, autres dépôts	7,517,425	5,832,421
Canada loans in respect of: Farm Credit Act Farm Syndicates Credit Act	Prêts consentis par le Canada:  Loi sur le crédit agricole \$1,154,322,196  Loi sur le crédit aux syndicats agricoles 6,668,009	1,160,990,205	1,125,169,544 6,280,500 1,131,450,044
Capital: Capital paid in by Canada under the Farm Credit Act	Capital:  Versé par le Canada en vertu de la Loi sur le crédit agricole	46,200,000	<b>25500</b> 45,300,000
Reserve for losses - Farm Credit Act: Balance at beginning of year Deduct: Net loss on loans to farmers	Réserves pour pertes - Loi sur le crédit agricole: Solde au début de l'année 1,287,569 À soustraire: Perte nette sur les prêts au cultivateurs		1,391,497
Balance at end of year	Solde à la fin de l'année A Control de l'Année	1,094,928	1,287,569
Retained earnings from operations under the Farm Syndicates Credit Act:	Gains retenus des opérations effectuées sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles:		
Balance at beginning of year Add: Net profit for the year	Solde au début de l'année		1,221 11,172
Balance at end of year	Solde à la fin de l'année	25,184	12,393
		47,320,112	46,599,962
		\$1,244,416,835	\$1,213,244,514

I have examined the above Balance Sheet and the related Statement of Income and Expense and have reported thereon under date of May 31, 1972 to the Minister of Agriculture.

Le bilan actuel et les relevés des recettes et des dépenses ont été examinés et ont fait l'objet de mon rapport du 31 mai 1972 adressé au ministre de l'Agriculture.

L'auditeur général du Canada A.M. Henderson Auditor General of Canada

#### OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT

	1972	1971
Income	\$69,096,911	\$64,796,414
Interest earned on mortgage loans to farmers	70,729,098	66,862,411
Deduct: Interest on loans from Canada		
	(1,632,187)	(2,065,997)
Appraisal, legal and supervision fees Other income	391,528 280,014	383,510 \\ 461,394
Other income		
	(960,645)	(1,221,093)
Expense		
Salaries \$5,971,955		5,604,437
Employee benefits		416,967
Travel 523,826		485,247
Office accommodation		488,581
Rental and maintenance of office equipment 122,465		108,874
Telephone 2 811.11.11.11.11.11.11.11.11.11.11.11.11.		80,105
Printing, stationery and office supplies		71,317
Postage and express		52,939
Depreciation of automobiles and office equipment		46,130
Other		62,045
7,908,774		7,416,642
Less: Portion allocated to operations under the Farm Syndicates		
Credit Act		35,024
	7,867,144	7,381,618
Net operating loss provided for by Department of Agriculture Vote 45	\$ 8,827,789	\$ 8,602,711
OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT	ACT	
Incomo		
Income Interest earned	6 401 442	6 412 417
Interest earned Deduct: Interest on loans from Canada	\$ 481,442	\$ 413,417
Deduct. Interest on ioans from Canada	443,446	383,935
	37,996	29,482
Service charges	16,425	21,930
	54,421	51,412
Portion of Corporation expense allocated to operations under this Act	41,630	35,024

Note: The Corporation has 5 members, 2 of whom received \$54,750 in salaries as officers. The members receive no remuneration as members.

12,791

12,791

16,388

5,216

11,172

Net operating profit ......

Deduct: Net loss on loans .....

Net profit transferred to retained earnings .......

### RELEVÉ DES RECETTES ET DES DÉPENSES, ANNÉE CLOSE LE 31 MARS 1972

### OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

Recettes	1972	1971
Intérêts acquis sur les prêts aux cultivateurs	\$69,096,911	\$64,796,414
À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada	70,729,098	66,862,411
PARTY STRUCTURE THAT HAVE BEEN AN ADMINISTRATION OF THE OWN AND A SECOND AS ALLA OF ANY OF THAT WAS AND ADMINISTRATION OF THE OWN AND ADMINISTRATION OF THE OWN ADMINISTRATION		80078
	(1,632,187)	(2,065,997)
Honoraires d'évaluation, de vacations et de surveillance	391,528	383,510
Autre revenu. 12.9.4.2.7	280,014	461,394
	(960,645)	(1,221,093)
Dépenses		
Traitements \$5,971,955		5,604,437
Bénéfices aux employés		416,967
Frais de voyage		485,247
Loyers et entretien de bureaux 505,820		488,581
Location et entretien des fournitures de bureau		108,874
Téléphone		80,105
Impressions, papeterie et matériel de bureau 71,672		71,317
Affranchissement et messageries 56,234		52,939
Dépréciation d'automobiles, d'ameublement et de fournitures de bureau		46,130
Autres © ATTE DELTE ATTENDES STOCKERS CO., CO. S. S. SELTER SERVICE TO 1,461 AND SE		62,045
7,908,774		7,416,642
À soustraire: Montant affecté aux opérations sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles		35,024
	7,867,144	7,381,618
Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 45 du ministère de l'Agriculture	\$ 8,827,789	\$ 8,602,711

### OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

Recettes  Intérêts acquis Control of the Control of	\$ 481,442 443,446	\$ 413,417 383,935
Frais de service : 1. 2001. 12. 12. 2002. Medita a 200 Juna. 66 July 2000. Septimbre 200 July 2007.	37,996 16,425	29,482 21,930
1143 46 3011166	54,421	51,412
Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi 1860	41,630	35,024
Profit net d'exploitation	12,791	16,388
À soustraire: Perte nette sur les prêts		5,216
Profit net porté au compte des gains retenus	\$ 12,791	\$ 11,172

Nota: La Société compte 5 membres dont 2 reçoivent \$54,750 en rémunération à titre de fonctionnaires. Les membres ne reçoivent aucune rémunération à titre de membres.

# OUTSTANDING LOANS FROM THE MINISTER OF FINANCE AS AT MARCH 31, 1972 PRÊTS À REMBOURSER AU MINISTRE DES FINANCES AU 31 MARS 1972

Year	Amount	Interest	Year	Amount	Interest
Drawn	Outstanding	Rate	Drawn	Outstanding	Rate
Emprunté	Montant	Taux	Emprunté	Montant	Taux
en	impayé	d'intérêt	en	impayé	d'intérêt
	\$	%		\$	%

### FARM CREDIT ACT LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

1956–1957	2,523,010 2,803,877	3.5 4	1965-1966	66,221,891 35,449,071	5.25 5.375
1957-1958	4,230,304	3.125		31,045,773	5.625
	3,913,120	4.375	1966-1967	29,498,500	5.75
1958-1959	6,392,009	4		50,403,013	5.875
	859,999	4.25		48,308,316	6
	7,378,924	4.5		29,981,102	5.875
1959-1960	9,481,494		1967-1968	35,155,593	5.3125
	11,392,652	5.75		47,985,102	6.125
1960-1961	6,443,659	5.75		47,052,269	6.375
	18,411,556	5		29,903,933	6.875
1961-1962	3,330,118	5	1968-1969	87,879,021	6.75
	3,325,759	4.5		5,606,716	6.6875
1962-1963	6,153,304	4.5		66,376,708	6.75
., 02 ., 00	2,816,892	5.5	1969-1970	77,253,596	7
	5,371,487	4.75		58,745,641	7.75
1963-1964	9,700,978	4.3.75	1970-1971	66,273,884	7.75
	9,579,809	4.75		41,234,651	7.5
1964-1965	61,713,694	5.375	1971-1972	63,000,000	6.75
	27,624,771	5.25		33,500,000	6.5
			TOTAL	\$1,154,322,196	

### FARM SYNDICATES CREDIT ACT LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

1966–1967	55,000 27,500	5.625 5.75	1969-1970	676,200 881,300	6.75 7.5
1967-1968	90,000 90,000	5 5.875	1970-1971	999,000 1,170,000	7.5
1968–1969	105,000 100,000	6.1875 7.375	1971-1972	914,009 900,000	6 5.75
1,00	327,751 332,249	6.875 6.5	TOTAL	\$6,668,009	3.13

# LOANS DISBURSED AND OUTSTANDING BY FISCAL YEARS TO MARCH 31, 1972 PRÊTS DÉBOURSÉS ET À RECOUVRER PAR ANNÉE FINANCIÈRE AU 31 MARS 1972

Fiscal Year	Loans Disbursed			ntive Total of s Disbursed	Principal of Loans Outstanding End of Year		
Année Financière	Prêts déboursés			cumulatif des s déboursés		oal à recouvrer in de l'année	
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
		\$		\$		\$	
1929-1930	1,270	2,630,377	1,270	2,630,377	1,270	2,613,671	
1930-1931	2,102	3,517,489	3,372	6,147,866	3,109	6,033,805	
1931–1932	468	1,996,344	3,840	8,144,210	3,492	7,878,741	
1932–1933	655	1,276,114	4,495	9,420,324	4,394	8,927,985	
1933-1934	307	558,630	4,802	9,978,954	4,652	9,125,513	
1934–1935	352	547,207	5,154	10,526,161	4,866	9,332,329	
1935–1936	3,593	7,423,779	8,747	17,949,940	8,322	16,178,516	
1936–1937	5,385	11,074,156	14,132	29,024,096	13,588	28,506,308	
1937–1938 1938–1939	2,523	5,264,308	16,655	34,288,404	15,829	30,336,749	
1938–1939	2,232	4,338,843	18,887	38,627,247	17,747	33,065,470	
1939-1940	2,361	4,342,662	21,248	42,969,909 45,697,416	19,756	35,411,729	
1941–1941	1,425 1,112	2,727,507 2,133,514	22,673 23,785	47,830,930	20,782 21,333	35,947,883 35,256,188	
1941–1942	642	1,320,256	24,427	49,151,186	21,020	33,120,484	
1943-1944	590	1,336,103	25,017	50,487,289	19,447	28,716,696	
1944-1945	695	1,661,410	25,712	52,148,699	16,929	24,199,388	
1945-1946	877	2,121,207	26,589	54,269,906	15,721	22,513,863	
1946-1947	1,286	3,273,811	27,875	57,543,717	15,032	22,119,005	
1947-1948	1,218	3,185,240	29,093	60,728,957	14,790	22,327,258	
1948-1949	1,751	4,595,036	30,844	65,323,993	15,006	23,890,389	
1949-1950	1,841	4,942,930	32,685	70,266,923	15,566	25,821,426	
1950-1951	1,800	4,693,079	34,485	74,960,002	16,184	27,802,774	
1951-1952	1,508	4,469,091	35,993	79,429,093	16,497	29,238,810	
1952-1953	1,514	5,118,559	37,507	84,547,652	16,667	31,005,250	
1953-1954	1,908	7,000,540	39,415	91,548,192	17,267	34,591,645	
1954-1955	2,137	8,207,003	41,552	99,755,195	18,111	39,455,931	
1955-1956	2,087	8,254,323	43,639	108,009,518	18,931	44,075,268	
1956-1957	2,826	13,183,992	46,465	121,193,510	20,372	52,730,198	
1957-1958	3,500	19,343,560	49,965	140,537,070	22,494	67,112,206	
1958-1959	4,659	28,368,265	54,624	168,905,335	25,471	89,301,022	
1959-1960	5,169	35,840,882	59,793	204,746,217	28,453	117,233,247	
1960-1961	5,162	52,305,266	64,955	257,051,483	31,054	158,447,392	
1961-1962	6,027	68,886,875	70,982	325,938,358	34,175	212,138,307	
1962-1963	6,453	78,428,094	77,435	404,366,452	37,462	270,277,265	
1963-1964	7,802	96,315,635	85,237	500,682,087	41,868	341,169,139	
1964-1965	9,845	139,750,639	95,082	640,432,726	47,404	443,560,275	
1965-1966	11,049	201,687,642	106,131	842,120,368	52,932	586,356,486	
1966–1967	11,632	234,447,269	117,763	1,076,567,637	58,258	748,532,844	
1967-1968	11,559	251,228,049	129,322	1,327,795,686	63,482	915,837,195	
1968-1969	9,117	205,341,841	138,439	1,533,137,527	67,108	1,036,149,124	
1969-1970	5,743	158,017,992	144,182	1,691,155,519	68,496	1,111,520,366	
1970–1971	4,100	116,548,269	148,282	1,807,703,788	69,050	1,154,104,445	
1971-1972	3,828	109,669,366	152,110	1,917,373,154	68,930	1,182,534,159	

### LOANS APPROVED DURING THE PAST FIVE YEARS

	1967-1968		1968-1969		1969-1970	
F.C.A.	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$		\$
British Columbia	519	13,617,400	359	9,773,900	248	8,251,800
Alberta	2,829	65,556,200	2,055	48,178,200	1,492	42,767,700
Saskatchewan	3,665	80,618,600	2,853	64,364,300	1,488	38,602,300
Manitoba	1,211	27,933,300	935	21,098,600	604	17,295,900
Ontario	2,012	43,956,600	1,488	35,159,200	1,116	32,612,800
Quebec	1,406	25,668,800	1,194	23,201,200	715	16,149,400
New Brunswick	144	2,660,500	94	2,216,500	73	1,761,400
Nova Scotia	39	770,100	56	1,293,900	20	703,000
Prince Edward Island	120	2,287,100	112	2,612,200	67	2,148,400
Newfoundland	9	167,900	13	432,500	6	173,300
CANADA	11,954	263,236,500	9,159	208,330,500	5,829	160,466,000

### F.S.C.A.

				İ			
British Columbia	4	12,398	9	63,174	2	12,800	
Alberta	38	495,405	88	556,825	87	917,623	
Saskatchewan	4	25,400	25	179,382	14	119,891	
Manitoba	5	41,121	31	271,920	35	924,222	
Ontario	20	140,133	27	298,747	21	306,591	
Quebec	30	247,851	29	258,209	30	421,149	
New Brunswick	_	-	_		2	12,000	
Nova Scotia	1	10,500	1	17,200	4	23,097	
Prince Edward Island	_		3	26,775	7	151,036	
Newfoundland		-		_		_	
CANADA	102	972,808	213	1,672,232	202	2,888,409	



## PRÊTS APPROUVÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

197	0-1971	1971-1972		1967-1972		
Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	L.C.A.
	\$		\$		\$	•
188	7,004,000	166	6,435,700	1,480	45,082,800	Colombie-Britannique
814	23,854,800	677	19,976,800	7,867	200,333,700	Alberta
992	24,830,800	1,162	30,223,300	10,160	238,639,300	Saskatchewan
485	14,030,500	389	11,236,400	3,624	91,594,700	Manitoba
961	27,578,100	1,009	29,145,140	6,586	168,451,840	Ontario
521	13,166,400	533	14,834,000	4,369	93,019,800	Québec
51	1,351,000	37	1,152,200	399	9,141,600	Nouveau-Brunswick
29	990,200	17	586,300	161	4,343,500	Nouvelle-Écosse
57	1,773,200	33	716,100	389	9,537,000	Île-du-Prince-Édouard
19	634,300	12	409,900	59	1,817,900	Terre-Neuve
4,117	115,213,300	4,035	114,715,840	35,094	861,962,140	CANADA

### L.C.S.A.

		, , , ,				
1	26,500	3	50,544	19	165,416	Colombia-Britannique
41	511,643	51	511,126	305	2,992,622	Alberta
7	62,313	6	55,771	56	442,757	Saskatchewan
28	541,925	14	239,341	113	2,018,529	Manitoba
14	168,019	29	648,489	111	1,561,979	Ontario
27	384,010	28	339,344	144	1,650,563	Québec
1	7,500	_	_	3	19,500	Nouveau-Brunswick
1	4,800	1	6,300	8	61,897	Nouvelle-Écosse
4	56,500	2	48,000	16	282,311	Île-du-Prince-Édouard
	-	_	_	_		Terre-Neuve
124	1,763,210	134	1,898,915	775	9,195,574	CANADA



F.C.A. LOANS DISBURSED DURING 1971-72

	Part I	I Partie II	Part III	— Partie III
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$
British Columbia	105	3,234,383	50	2,838,347
Alberta	616	17,739,830	30	1,597,269
Saskatchewan	1,043	25,841,124	59	2,710,799
Manitoba	325	8,581,358	48	2,165,333
Ontario	829	22,633,690	117	5,569,659
Quebec	306	6,935,558	201	6,929,162
New Brunswick	34	928,857	3	189,199
Nova Scotia	13	316,111	6	303,072
Prince Edward Island	31	744,301	2	91,501
Newfoundland	10	319,813		_
CANADA	3,312	87,275,025	516	22,394,341

### F.C.A. LOANS DISBURSED TO MARCH 31, 1972

	(1929-( Sous le régime	ian Farm Loan Act Oct. 4/59) de la Loi du prêt canadien	Under the Farm Credit Act (Oct. 5/59-Mar. 31/72)		
		oct. 1959)	Part II	- Partie II	Part III –
			Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	2,699 9,954 13,366 6,342 9,745 9,173 1,749 1,638 2,094	\$ 8,751,182 28,146,771 48,327,821 19,884,810 43,295,717 22,454,666 3,720,899 3,537,293 5,041,427	3,817 21,861 27,054 7,731 18,091 7,392 964 432 1,197 72	\$ 80,126,384 398,742,326 446,530,348 140,379,746 318,668,298 108,997,501 13,948,014 5,847,714 14,727,392 1,809,996	426 685 746 424 1,532 2,617 114 106 84 5
CANADA	56,760	183,160,586	88,611	1,529,777,719	6,739

### PRÊTS L.C.A. DÉBOURSÉS DURANT 1971-72

Т	Total	
Number Nombre	Amount Montant	
	\$	
155	6,072,730	Colombie-Britannic
646	19,337,099	Alberta
1,102	28,551,923	Saskatchewan
373	10,746,691	Manitoba
946	28,203,349	Ontario
507	13,864,720	Québec
37	1,118,056	Nouveau-Brunswick
19	619,183	Nouvelle-Écosse
33	835,802	Île-du-Prince-Édoua
10	319,813	Terre-Neuve
3,828	109,669,366	CANADA

## PRÊTS L.C.A. DÉBOURSÉS AU 31 MARS 1972

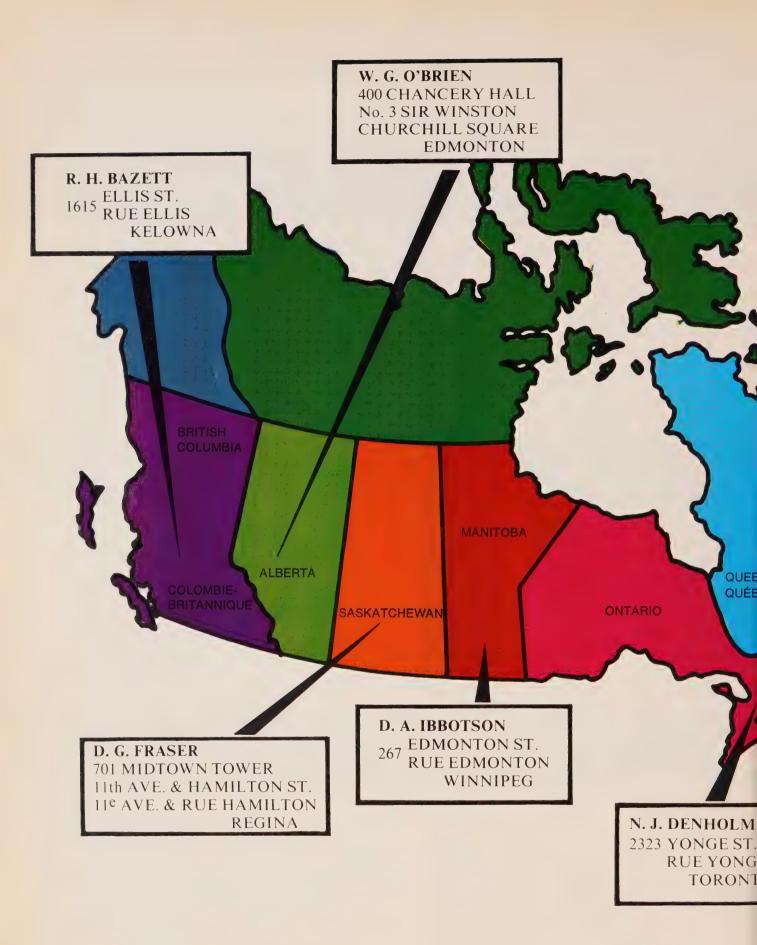
Sous le régime de la Loi sur le crédit agricole (5 oct. 1959-31 mars 1972)				MARCH 31, 1972 31 MARS 1972	
Partie III		Total			
Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
\$ 17,411,010 24,807,418 25,326,079 14,844,259 46,678,327 65,874,150 3,488,507 3,331,821 2,394,270 279,008	4,243 22,546 27,800 8,155 19,623 10,009 1,078 538 1,281	\$ 97,537,394 423,549,744 471,856,427 155,224,005 365,346,625 174,871,651 17,436,521 9,179,535 17,121,662 2,089,004	6,942 32,500 41,166 14,497 29,368 19,182 2,827 2,176 3,375 77	\$ 106,288,576 451,696,515 520,184,248 175,108,815 408,642,342 197,326,317 21,157,420 12,716,828 22,163,089 2,089,004	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
204,434,849	95,350	1,734,212,568	152,110	1,917,373,154	CANADA

### ACCOUNTS OUSTANDING AS AT MARCH 31, 1972

			Principal	
F.C.A. LOANS	Number Nombre	Due Échu	Not Due Non échu	Total
	Nombre		\$	•
	2.016	\$		\$
British Columbia	2,816	372,893	62,238,797	62,611,690
Alberta	15,931	2,980,896	288,008,637	290,989,533
Saskatchewan	19,809	3,087,252	323,532,315	326,619,567
Manitoba	6,216	1,037,852	111,208,132 240,305,205	112,245,984 241,023,606
Ontario	14,215 7,642	718,401 266,637	121,355,317	121,621,954
Quebec New Brunswick	837	43,967	10,826,907	10,870,874
Nova Scotia	346	21,072	4,480,256	4,501,328
Prince Edward Island	1,064	80,358	10,526,884	10,607,242
Newfoundland	54	7,220	1,435,161	1,442,381
CANADA	68,930	8,616,548	1,173,917,611	1,182,534,159
CANADA	00,730	0,010,540	1,173,717,011	1,102,331,137
ECCA LOANC				
F.S.C.A. LOANS				
British Columbia	1.7	0.650	00 000	100 520
Alberta	17 301	8,650	99,888	108,538
Saskatchewan	57	212,879 49,980	1,715,225	1,928,104 319,343
Manitoba	117	67,177	269,363 1,571,876	1,639,053
Ontario	115	14,358	1,010,197	1,024,555
Quebec	145	16,919	1,126,858	1,143,777
New Brunswick	4	1,427	17,699	19,126
Nova Scotia	9	2,179	41,617	43,796
Prince Edward Island	16	19,508	225,931	245,439
Newfoundland	-			
CANADA	781	393,077	6,078,654	6,471,731
AGREEMENTS FOR SALE				
British Columbia	3	_	111,503	111,503
Alberta	16	292	207,589	207,881
Saskatchewan Manitaha	1	_	238	238
Manitoba Ontario		_	156.050	-
Quebec	23	17	176,278	176,295
New Brunswick	45 14	4,760 906	272,007	276,767
Nova Scotia	14	900	86,904 31,000	87,810
Prince Edward Island	4	3,000	57,550	31,000 60,550
Newfoundland	_	-	-	- 00,330
CANADA	107	8,975	943,069	952,044

### COMPTES ARRÊTÉS AU 31 MARS 1972

	In	iterest - Intérêt				
	Due Échu	Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	TOTAL	PRÊTS L.C.A.
	\$ 563,531 3,125,622 3,327,633 1,538,429 824,046 179,800 20,407 13,342 71,730 16,695  9,681,235	\$ 1,749,821 12,159,361 13,390,863 3,862,349 6,186,935 2,886,808 335,545 96,603 324,369 34,949 41,027,603	\$ 2,313,352 15,284,983 16,718,496 5,400,778 7,010,981 3,066,608 355,952 109,945 396,099 51,644 50,708,838	\$ 13,132 128,285 52,855 30,549 92,999 29,591 2,374 600 2,326 1,965 354,676	\$ 64,938,174 306,402,801 343,390,918 117,677,311 248,127,586 124,718,153 11,229,200 4,611,873 11,005,667 1,495,990  1,233,597,673	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
						PRÊTS L.C.S.A.
_	1,467 26,066 5,071 15,261 1,272 2,875 295 205 5,673	1,931 89,798 11,033 74,118 36,158 45,862 880 1,628 12,133	3,398 115,864 16,104 89,379 37,430 48,737 1,175 1,833 17,806	21 82 161 - - - 264	111,936 2,043,968 335,447 1,728,453 1,062,067 1,192,675 20,301 45,629 263,245	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du Prince-Édouard Terre-Neuve CANADA
	30,103	273,341	331,720	204	0,803,721	CONTRATS DE VENTE
	958 - - 1 5,279 547 - 1,401	4,028 9,076 1 - 3,924 7,736 1,796 796 1,672	4,028 10,034 1 - 3,925 13,015 2,343 796 3,073	- - - - 277 - - -	115,531 217,915 239 - 180,220 290,059 90,153 31,796 63,623	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
_	8.186	29,029	37,215	277	989,536	CANADA



### ANCH OFFICES & MANAGERS

## **CCURSALES ET GÉRANTS**

A. F. LANGLOIS
PLACE LAURIER
SUITE 410 A-417
2700 BOULEVARD LAURIER
STE-FOY



W. A. WEST ST. GEORGE BLVD. 567 BOUL. ST-GEORGE MONCTON

### DISTRICT AND FIELD OFFICES

District offices shown in capital letters

### BUREAUX DE DISTRICT ET DE CAMPAGNE

Bureaux de district indiqués et lettres majuscules

### BRITISH COLUMBIA - COLOMBIE-BRITANNIQUE

KELOWNA.

Abbotsford; Dawson Creek; Kamloops; Vernon; Summerland.

#### **ALBERTA**

## CALGARY; EDMONTON; GRANDE PRAIRIE; RED DEER; VEGREVILLE; WETASKIWIN.

Athabasca; Barrhead; Brooks; Calgary; Camrose; Didsbury; Drumheller; Edmonton; Evansburg; Fairview; Falher; Fort Macleod; Grande Prairie; Hanna; High River; Innisfail; Lacombe; Lethbridge; Medicine Hat; Peace River; Red Deer; Redwater; Stettler; St. Paul; Vegreville; Vermilion; Wainwright; Westlock; Wetaskiwin.

#### **SASKATCHEWAN**

## N. BATTLEFORD; PRINCE ALBERT; REGINA; SASKATOON; SWIFT CURRENT; YORKTON.

Assiniboia; Carlyle; Estevan; Humboldt; Indian Head; Kindersley; Meadow Lake; Melfort; Moose Jaw; Nipawin; N. Battleford; Preeceville; Prince Albert; Regina; Rosetown; Saskatoon; Shaunavon; Swift Current; Tisdale; Unity; Watrous; Weyburn; Whitewood; Wynyard; Yorkton.

### **MANITOBA**

#### BRANDON: WINNIPEG.

Arborg; Brandon; Carman; Dauphin; Killarney; Morden; Neepawa; Portage la Prairie; Roblin; Virden; Winnipeg.

#### **ONTARIO**

## CHATHAM; GUELPH; LINDSAY; NORTH BAY; OTTAWA; WALKERTON; WOODSTOCK.

Arnprior, Barrie; Caledonia; Campbellford; Chatham; Cornwall; Essex; Goderich; Guelph; Kingston; Lambeth; Lindsay; Listowel; North Bay; Orangeville; Ottawa; Owen Sound; Petrolia; Simcoe; Stratford; Vineland; Walkerton; Woodstock.

### **QUÉBEC**

## QUÉBEC; RIMOUSKI; ST-HYACINTHE; ST-JEAN; SHERBROOKE; VICTORIAVILLE.

Drummondville; Hull; Joliette; Québec; Rimouski; Roberval; Rouyn; St-Hyacinthe; St-Jean; St-Jérôme; Sherbrooke; Trois-Rivières, Valleyfield; Victoriaville; Waterloo.

### ATLANTIC - ATLANTIQUE

#### GRAND FALLS: CHARLOTTETOWN.

Fredericton; Grand Falls; Moncton; Sussex; Kentville; Truro; Charlottetown.

### MEMBERS OF THE CORPORATION

### MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

GEORGE OWEN Chairman Président

WILLIAM H. OZARD Vice-Chairman Vice-président

W. ESMOND JARVIS Member Membre
THOMAS K. SHOYAMA Member Membre
PAUL D. NORMANDEAU Member Membre

W. RALPH deGRUCHY Secretary to Corporation Secrétaire de la Société

### MEMBERS OF THE ADVISORY COMMITTEE

### MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF

J. ALLEN BAKER Chairman Président Alberta Alberta

WALTER H. COLLINS British Columbia Colombie-Britannique

JOHN R. STILBORN Saskatchewan Saskatchewan
ALBERT VIELFAURE Manitoba Manitoba
CHARLES MUNRO Ontario Ontario
GEORGE HIGGS Ontario Ontario

S. WYMAN MACKECHNIE Quebec Québec

ROLAND PIGEON Ouebec Ouébec

ALBERT DESJARDINS New Brunswick Nouveau-Brunswick

LEONARD BRADLEY Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard

#### CHAIRMEN OF APPEAL BOARDS

### PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS D'APPEL

LEONARD BAWTREE British Columbia Colombie-Britannique

HARRY R. PATCHING Alberta Alberta

ENOS S. SPROAT Saskatchewan Saskatchewan

JOHN MURTA Manitoba Manitoba

PETER MACKINNON Ontario Ontario

JOSAPHAT CARRIER Quebec Ouébec

ALBERT DESJARDINS New Brunswick Nouveau-Brunswick
GORDON WOODMAN Nova Scotia Nouvelle-Écosse

CHARLES YEO Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard

HEAD OFFICE SIÈGE SOCIAL

G. OWEN	Chief Executive Officer	Principal fonctionnaire exécutif
W.H. OZARD	General Manager Operations	Gérant général des opérations
W.A. DUNCAN	Director-General, Loans & Farm Services	Directeur général des prêts et des services agricoles
A.H. HOLMES	Director Lending Operations	Directeur des opérations de prêts
A.H. HARRISON	Director Farm Services	Directeur des services agricoles
J.M. DAY	Director Special Programs	Directeur des programmes spéciaux
W.R. DEGRUCHY	Director Administrative Services	Directeur des services administratifs
P.A. LANOIX	Comptroller	Contrôleur
J.M. BRETON	Director Personnel Services	Directeur des services du personnel
E.J. SIVYER	Executive Assistant to Chairman	Adjoint exécutif au Président
M.E. ANDAL	Economic Advisor	Conseiller économique
H.D. CARR	Credit Policy Advisor	Conseiller en politiques de prêts
W.A. REEVE	Legal Counsel	Conseiller juridique
S.O. ROBINSON	Public Relations Officer	Agent des relations extérieures
J.F.E. PEPIN	Operational Auditor	Vérificateur des opérations
W.G. MANN	Chief Accountant	Comptable en chef
C.A. RADLEY	Chief, Systems Development	Chef de l'élaboration des méthodes

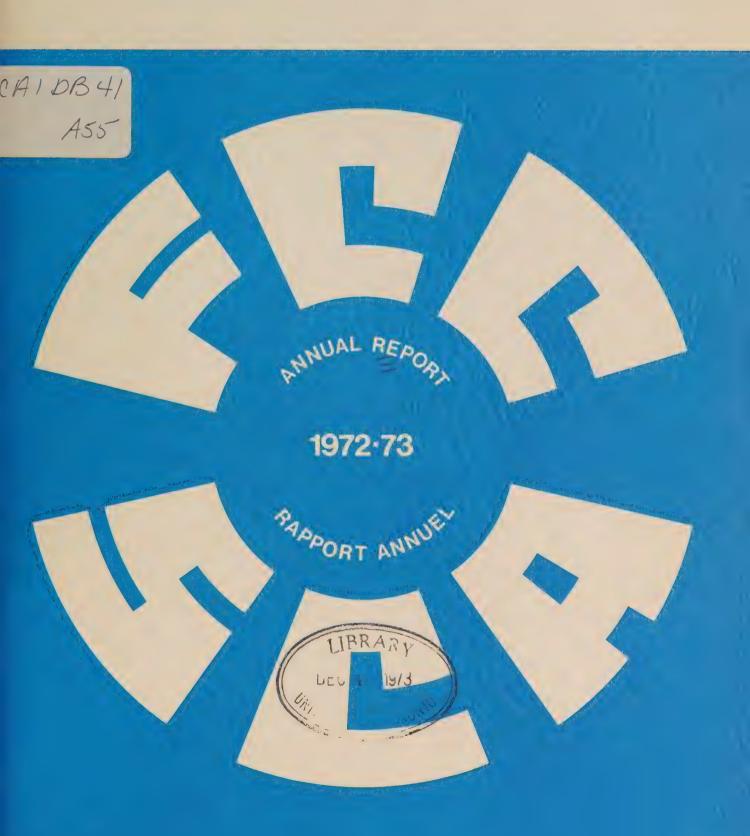








Farm Credit Société du crédit Corporation agricole Covernment Publication





The Honourable Eugene F. Whelan, P.C., M.P., Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir:

I have the honour to submit the Fourteenth Annual Report of the Farm Credit Corporation and statement of account for the fiscal year ended March 31, 1973

On behalf of the Members of the Corporation I wish to express sincere appreciation to the Members of the Advisory Committee and Appeal Boards for the service they provided. I also should like to take this opportunity to thank all members of the staff for their dedication to the task of making the past year eminently successful.

Respectfully submitted,

Chairman.

Ottawa, Ontario le 19 juin 1973

L'honorable Eugene F. Whelan, C.P., député, Ministre de l'Agriculture, Ottawa.

Monsieur le Ministre,

J'ai bien l'honneur de vous présenter le quatorzième rapport annuel de la Société du crédit agricole et les états financiers de l'année financière close le 31 mars 1973.

Au nom des membres de la Société, je désire exprimer ma sincère appréciation aux membres du Comité consultatif et des Commissions d'appel pour les services rendus. Je désire également remercier tous les employés dont le dévouement au travail a assuré le succès de l'année écoulée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments dévoués.

Le Président,

Illwen

### CONTENTS

Highlights	4
Chairman's Report	5
Operations Under the Farm Credit Act	8
Operations Under the Farm Syndicates Credit Act	12
Operations Under the Small Farm Development Program	13
Administration	13
Financing	13
Report of the Auditor General	16
Balance Sheet as at March 31, 1973	18-19
Statement of Income and Expense for the Year	
Ended March 31, 1973	20-22
Outstanding Loans from the Minister of Finance	24
Loans Disbursed and Outstanding by Fiscal Years	25
Farm Loans Approved	26-27
Farm Loans Disbursed	28-29
Accounts Outstanding as at March 31, 1973	30-31
Branch, District and Field Offices	32-33
Members of the Corporation, Advisory Committee	
and Chairmen of Appeal Boards	34
Head Office	35
TABLE DES MATIÈRES	
Sommaire	4
Rapport du président	4
Activités sous le régime de la Loi sur le crédit agricole	3
Activités sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles.	12
Activités en vertu du Programme de developpement des petites fermes	13
Administration	13
Financement	14
Rapport de l'Auditeur general	17
Bilan au 31 mars 19/3	18-19
Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1973	21-23
Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances	24
Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière	25
Prêts agricoles approuvés	26-27
Prêts agricoles déboursés	28-29
Montants à percevoir le 31 mars 1973	30-31
Succursale, bureaux de district et de campagne	32-33
Membres de la Société, du Comité consultatif	
et Président des Commissions d'appel	34
Siège social	35

## FARM CREDIT ACT



LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

FOURTEENTH
ANNUAL REPORT

1972-73

QUATORZIÈME RAPPORT ANNUEL

The Farm Credit Corporation is a Crown agency reporting to Parliament through the Minister of Agriculture. Established by the Farm Credit Act of 1959 as successor to the Canadian Farm Loan Board, its primary objective is to provide long-term mortgage credit under suitable terms and conditions to assist Canadian farmers to organize viable family farm businesses and to promote the development of a sound and competitive farming industry. It also administers the Farm Syndicates Credit Act providing loans to groups or "syndicates" of farmers organized to share in the purchase and use of farm machinery, buildings and installed equipment.

La Société du crédit agricole est une société de la Couronne faisant rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture. Établie par la Loi sur le crédit agricole de 1959 pour succéder à la Commission du prêt agricole canadien, son objectif principal est de consentir des prêts hypothécaires à long terme sous des conditions et des modalités favorables pour aider les cultivateurs canadiens à organiser de façon rentable des exploitations agricoles familiales et promouvoir le développement d'une industrie agricole saine et concurrentielle. Elle administre aussi la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles qui prévoit des prêts à des groupes ou "syndicats" de cultivateurs réunis pour partager entre eux l'achat et l'utilisation de la machinerie agricole, des bâtiments et de l'équipement fixe.

## HIGHLIGHTS FARM CREDIT ACT

	1972-73	1971-72
NUMBER OF LOANS APPROVED	5,296	4,035
AMOUNT OF LOANS APPROVED	\$186,276,200	\$114,715,840
AVERAGE AMOUNT OF LOAN	\$35,173	\$28,430
NUMBER OF LOANS OUTSTANDING	£355	68,930
PRINCIPAL AMOUNT OUTSTANDING	\$1,227,483,263	\$1,182,534,159
PERCENTAGE LOANS IN GOOD STANDING	The Late West 88.7	84.6

## SOMMAIRE DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

	1972-73	1971-72
NOMBRE DE PRÊTS APPROUVÉS	5,296	4,035
MONTANT DES PRÊTS APPROUVÉS	\$186,276,200	\$114,715,840
MOYENNE DES PRÊTS EN DOLLARS	\$35,173	\$28,430
NOMBRE DE PRÊTS AUX LIVRES	68,255	68,930
SOMME DU CAPITAL PRÊTÉ	\$1,227,483,263	\$1,182,534,159
POURCENTAGE DE REMBOURSEMENT SATISFAISANT	88.7	84.6

In the past year several revisions were made to the Farm Credit Act. The more significant of these were raising the maximum loan to any one farmer alone to \$100,000 from the previous limits of \$40,000 under Part II and \$55,000 under Part III; increasing by \$250 million the amount which can be borrowed by the Farm Credit Corporation for lending; removing the minimum age requirement of 21 years, which means an applicant can now enter into a mortgage contract provided he can meet the age requirements of the law of the province in which he farms, and adding a requirement that loans may be made only to Canadian citizens or to those with landed immigrant status.

The Farm Credit Corporation also was assigned responsibility for administering the Land Transfer Plan, an important component of the Small Farm Development Program of Agriculture Canada. The program is operating in six provinces whose governments have signed agreements with the Federal Government.

In our last Annual Report it was pointed out that some improvement in farm income, lower interest rates and lower land values had halted the decline in Farm Credit Corporation lending. We have observed over the years that the volume of demand for Farm Credit Corporation loans has been closely related to realized net farm income.

From the standpoint of farm income, 1972 turned out to be a remarkable year. Realized net farm income was about 43 per cent above that of 1971 and the amount of loans was 62.3 per cent above that for the previous year. This amount of loans, however, is below the levels reached in the years 1965 to 1968.

The factors giving rise to higher farm income in 1972 developed in the last half of the year, after the main lending season, so that the record 1972 income was not fully reflected in the 1972-73 volume of lending. Its effects are expected to carry over into 1973-74 as well, and together with another year of relatively high income expected in 1973, an even higher volume of lending is foreseen for 1973-74.

The experience of the last 10 years well illustrates the highly variable nature of farm income and of long-term mortgage lending. It demonstrates clearly the need for maintaining a long-term perspective in administering long-term credit.

Shortly after the Corporation was established in 1959, realized net income started rising and rose steadily to 1967. Farm land values nearly doubled in Canada and more than doubled in Saskatchewan.

Plusieurs changements ont été apportés à la Loi sur le crédit agricole l'an passé. Les plus importants ont sans doute été les suivants: le prêt maximal que tout agriculteur exploitant seul peut emprunter passe de \$40,000 en Partie II et de \$55,000 en Partie III à \$100,000; le montant que la Société du crédit agricole peut emprunter pour son programme de crédit passe à \$250 millions; la limite minimale d'âge qui s'établissait à 21 ans est supprimée de sorte qu'un requérant peut maintenant emprunter pourvu qu'il ait l'âge légal requis pour contracter un emprunt dans la province où il cultive; enfin, les prêts sont maintenant restreints aux citoyens canadiens ou aux immigrants recus.

La Société du crédit agricole s'est vu également confier la responsabilité de l'administration du Programme de transfert des terres, un élément important du Programme de développement des petites fermes d'Agriculture-Canada. Le programme a débuté dans les six provinces qui ont signé une entente avec le gouvernement fédéral à cette fin.

Il était mentionné dans notre dernier rapport annuel qu'une certaine amélioration du revenu agricole et une baisse des taux d'intérêt et des valeurs foncières avaient mis un frein à la diminution du crédit accordé par la Société du crédit agricole. Nous avons constaté au cours des années que le volume de demande pour les prêts de la Société du crédit agricole est étroitement relié au revenu net réalisé à la ferme.

L'année 1972 s'est avérée remarquable au point de vue du revenu agricole. Le revenu net réalisé à la ferme s'est élevé à environ 43 pour cent de plus qu'en 1971 tandis que le volume de prêt affichait un gain de 62.3 pour cent dans la même période. Toutefois, ce volume est inférieur aux niveaux atteints au cours des années 1965 à 1968.

Les facteurs qui ont contribué à faire augmenter le revenu agricole en 1972 se sont manifestés dans la dernière moitié de l'année après notre principale saison de prêt de sorte que le volume de prêt de l'année 1972-1973 ne traduit pas entièrement le sommet de revenu atteint en 1972. Toutefois, ces facteurs devraient continuer à se manifester en 1973 et produire une autre année de revenu relativement élevé qui se traduira par un niveau de crédit encore plus élevé dans l'exercice 1973-1974.

L'expérience des dix dernières années illustre bien la nature hautement variable du revenu agricole et du crédit hypothécaire à long terme. Elle démontre clairement le besoin de maintenir une perspective à long terme dans l'administration du crédit à long terme.

In this period of optimism it was difficult for the Corporation to hold lending levels consistent with long-term repayment capacities.

In 1967 farm income started to decline. By 1970 realized net farm income in Canada had declined by about one-third (by one-half in the Prairie Provinces) and many farmers were in financial difficulties. The percentage of borrowers in arrears at year end increased from about 6 per cent to over 16 per cent. At this time concern was expressed about the volume of arrears and some believed that an over-extension of credit contributed to the financial difficulties of farmers.

The current record income levels are again resulting in an increasing demand for long-term credit and in increasing pressures on land prices. The number of borrowers in arrears has declined substantially. The Corporation believes it is in the interests of farmers and of the agricultural economy generally that during these wide swings in the farm economy, the Farm Credit Corporation maintains a long-term perspective in administering its programs. This implies reasonable flexibility in collections, a moderation of the pessimism in years when prices and incomes are low and a tempering of the tendency towards over-optimism regarding long-term repayment capacity of farms when prices of farm products and incomes are high.

The real risk in the over extending of credit is incurred by the farmer who borrows. If he finds that his income is not sufficient to meet his obligations, he may be forced into the position of having to sell out his farm. This can and does take place, seldom with any loss to the Corporation. In addition, the almost constant increase in land values provides further protection against loss by the Corporation. Thus, although quite a number of borrowers find they are unable to keep up their payments, the actual financial loss to the Corporation has been low in relation to volume of loans made. It is only in those rare instances where the Corporation resorts to foreclosure and does not realize enough on the sale of the farm to cover its investment that the Corporation stands to lose money. It is important therefore in considering the question of risk in lending to remember that it is risk to the borrower, rather than to the Corporation, which is the more serious consideration.

An increasing concern of the Corporation is the difficulty faced by a young man wishing to start farming. The basic problem is that, with limited equity, he must compete with established farmers for the land he requires to establish a viable business. In most good farming areas, the market price of farm land is set by the amount that the established farmer with his experience, ability and equity is willing to pay for land to enlarge his farm and to benefit from the economies of scale. Generally,

Peu de temps après l'établissement de la Société en 1959, le revenu net réalisé commençait une ascension constante qui s'est poursuivie jusqu'en 1967. La valeur des terres agricoles a presque doublé alors au Canada et plus que doublé en Saskatchewan. Durant cette période d'optimisme, il était difficile à la Société de restreindre ses prêts à un niveau conforme aux capacités de remboursement à long terme.

En 1967, le revenu agricole commençait à baisser. En 1970, le revenu net réalisé à la ferme avait baissé d'environ un tiers (la moitié dans les Prairies) et de nombreux agriculteurs se trouvaient dans des situations financières difficiles. À la fin de l'année, le pourcentage d'emprunteurs en arrérage était passé d'environ 6 pour cent à plus de 16 pour cent. Des inquiétudes ont alors été exprimées concernant le volume des arrérages et certaines gens ont même prétendu qu'un crédit excessif avait contribué aux difficultés financières des agriculteurs.

Les nouveaux sommets de revenu auxquels nous assistons se traduisent par une nouvelle augmentation de la demande du crédit à long terme et une pression accrue à la hausse du prix des terres. Le nombre d'emprunteurs en arrérage a diminué considérablement. La Société estime qu'il est dans l'intérêt des agriculteurs et de l'économie agricole en général de maintenir une perspective à long terme dans l'administration de ses programmes en dépit des fortes fluctuations de l'économie agricole. C'est pourquoi elle doit maintenir une flexibilité raisonnable dans ses activités de recouvrement et faire preuve de modération dans les années pessimistes où les prix et les revenus sont faibles tout en évitant de se montrer trop optimiste concernant la capacité de remboursement à long terme des fermes lorsque le prix des produits et les revenus sont élevés.

Si la Société accordait un crédit excessif à un agriculteur, c'est lui qui serait exposé à des risques accrus. Si son revenu s'avérait insuffisant pour satisfaire à ses obligations, il se trouverait dans une situation où il devrait vendre sa ferme. Et lorsque cette situation se produit, la Société subit rarement de perte elle-même. De plus, l'augmentation quasi constante de la valeur des terres assure une protection accrue à la Société contre les pertes. C'est ainsi que la perte financière réelle de la Société est demeurée faible par rapport au volume de crédit même si plusieurs emprunteurs n'ont pu satisfaire à leurs paiements. La seule situation où la Société pourrait subir des pertes serait dans le très faible nombre de cas où elle procède à la réalisation de ses garanties et ne retire pas suffisamment de la vente de la ferme pour recouvrer son investissement. C'est pourquoi, si l'on doit considérer la question du risque, il nous faut reconnaître que le risque encouru par l'emprunteur est bien plus important que celui encouru par la Société.

such farmers have substantial equities and can take greater risks than the newly established ones. In spite of these difficulties of young farmers, more than 75 per cent of the Corporation's loans in the past year have been to farmers under 45, compared with 38 per cent of all Census farms in this age group. The Corporation, however, will continue to make every possible effort to assist young men to start farming.

Une autre question préoccupe la Société de plus en plus: il s'agit des obstacles que doit surmonter un jeune désireux de s'établir en agriculture. Le problème fondamental est qu'avec un avoir limité il doit faire concurrence aux agriculteurs établis pour obtenir les terres dont il a besoin pour établir une exploitation rentable. Dans la plupart des bonnes régions agricoles, le prix des terres agricoles sur le marché est déterminé par le montant qu'un agriculteur établi, avec son expérience, sa compétence et ses avoirs, est disposé à payer pour des terres afin d'agrandir son exploitation et bénéficier des économies d'échelle. Ces agriculteurs possèdent des biens considérables et peuvent prendre de plus grands risques que les agriculteurs nouvellement établis. En dépit des difficultés éprouvées par les jeunes agriculteurs, la Société constate que l'an dernier elle a consenti plus de 75 pour cent de ses prêts à des cultivateurs de moins de 45 ans alors que seulement 38 pour cent de tous les exploitants agricoles relevés au recensement se situent dans cette catégorie d'âge. La Société n'en continuera pas moins à faire tous les efforts possibles afin d'aider les jeunes gens à s'établir en agriculture.

### OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT

### Loan Approvals

The fiscal year 1972-73 marked an exceptional increase in loan approvals under the Farm Credit Act. This increase in the effective demand for long-term loans by farmers was still accelerating at the close of the year.

During the year, the Corporation approved 5,296 loans, totalling \$186,276,200. In comparison, in each of the two years immediately preceding, the number of loans approved was just over 4,000 and the amount approved was about \$115 million. Although the amount of increase in demand was not uniform across Canada, a substantial increase was experienced in all regions.

Loans under Part II of the Act, secured by mortgage on land and buildings only, accounted for \$153,486,600, or 82.3 per cent of the total. The balance of \$32,789,600 was approved under Part III of the Act for farmers under 45 years of age and secured by chattels in addition to land and buildings.

The average amount of loan made was \$35,173, up substantially from the \$28,430 average of 1971-72. Part of this increase may be attributable to amendments to the Act which increased the maximum loan to any single farm business to \$100,000. Prior to this amendment which was given Royal Assent

### ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

### Approbations de prêts

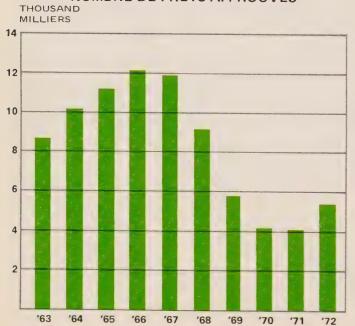
L'année financière 1972-1973 a été marquée par une augmentation exceptionnelle du nombre d'approbations de prêts en vertu de la Loi sur le crédit agricole. L'augmentation de la demande réelle de crédit à long terme par les agriculteurs s'accélérait encore à la fin de l'exercice.

Durant l'année, la Société a approuvé 5,296 prêts totalisant \$186,276,200. Dans chacune des deux années précédentes, elle avait approuvé à peine plus de 4,000 prêts pour un montant total d'environ \$115 millions. Bien que cette augmentation dans la demande ne se soit pas manifestée avec la même force dans l'ensemble du Canada, chacune des régions affichait un gain appréciable.

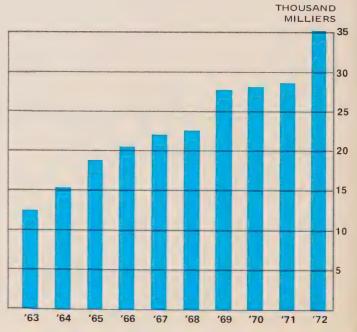
Les prêts consentis en vertu de la Partie II de la Loi c'est-à-dire, les prêts garantis par une hypothèque sur les terres et les bâtiments seulement, représentaient \$153,486,600, soit 82.3 pour cent du total. La différence de \$32,789,600 représente les prêts consentis en vertu de la Partie III de la Loi. Ces prêts sont restreints aux agriculteurs de moins de 45 ans et sont garantis par les biens mobiliers en plus des terres et des bâtiments.

Le montant moyen des prêts consentis s'élevait à \$35,173, ce qui constitue une augmentation con-

### NUMBER OF LOANS APPROVED NOMBRE DE PRÊTS APPROUVÉS

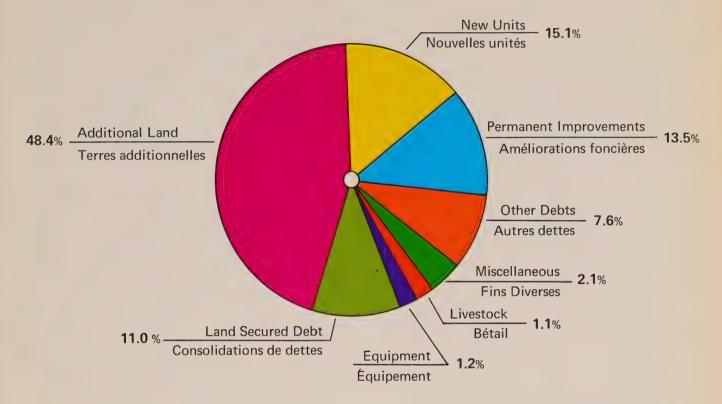


### AVERAGE LOAN PRÊT MOYEN



## PURPOSES FOR WHICH NEW FUNDS WERE USED

## FINS POUR LESQUELLES LES NOUVEAUX FONDS ONT SERVI



on July 7, 1972, loans of more than \$40,000 under Part II, and \$55,000 under Part III, were available only to farm businesses in which two or more owners were occupied in the farming operations.

Part of the increase in the average size of loan also must be attributed to the increasing size of farm businesses in general and to the greater use of borrowed capital by all farmers. Although the average amount per loan approved increased substantially, analysis of the distribution of loans by size shows that in 1972-73, 73.4 per cent of the loans approved were for \$40,000 or less, of which 23.4 per cent were for \$20,000 or less.

#### Use of Loan Funds

Of the total amount approved during the 1972-73 fiscal year, \$48,618,088 or 26.1 per cent was to repay loans previously made under the Farm Credit Act. The use of new capital borrowed by farmers during the year is shown in the above chart. Although the use of new funds includes the whole range of farm financing requirements, a continuing trend in the use of loan funds was evident. Farmers used a smaller share of loan funds than in the preceding year to refinance debts and a greater proportion for the purchase of additional land. This trend was particularly marked in the four Western provinces. In the farming regions more adapted to in-

sidérable par rapport à la moyenne de \$28,430 de 1971-1972. Une partie de cette augmentation peut être attribuée aux modifications de la Loi qui autorisent maintenant un prêt maximal de \$100,000 à toute exploitation agricole. Avant cette modification sanctionnée le 7 juillet 1972, les prêts de plus de \$40,000 en Partie II et de plus de \$55,000 en Partie III étaient restreints aux exploitations agricoles groupant deux propriétaires ou plus principalement occupés aux opérations agricoles.

L'augmentation du montant moyen des prêts peut être attribuée en partie à l'agrandissement continu des exploitations agricoles en général et à un recours plus fréquent aux emprunts de capitaux par l'ensemble des agriculteurs. Bien que le montant moyen des prêts approuvés se soit accru considérablement, une analyse de la répartition des emprunts selon le montant démontre qu'en 1972-1973, 73.4 pour cent des emprunts approuvés s'élevaient à \$40,000 ou moins, et que 23.4 pour cent de ceux-ci s'élevaient à moins de \$20,000.

#### Utilisation des fonds prêtés

Dans l'exercice financier 1972-1973, \$48,618,088 ou 26.1 pour cent des sommes consenties ont servi à rembourser des prêts consentis antérieurement en vertu de la Loi sur le crédit agricole. Le tableau ci-haut illustre l'utilisation des nouveaux capitaux empruntés par les agriculteurs dans l'année.

tensive types of farming, there was greater use of loan funds for major improvements to real estate such as farm buildings, drainage, etc.

### Age of Borrowers

Younger farmers continued to account for an increasing proportion of the Corporation's borrowers. During the 1972-73 fiscal year, over 12 per cent of the borrowers were under 25 years of age compared to about 9 per cent in the preceding year, and over 41 per cent of the borrowers were under 35 years of age compared to 36 per cent in 1971-72. Only 5.4 per cent of the 1972-73 borrowers were over 54 years of age compared to 8.2 per cent in the preceding year.

Comparison of the age distribution of the operators of Census farms in Canada with the age distribution of borrowers under the Farm Credit Act is shown in the following chart.

Bien que les nouveaux fonds aient servi à combler des besoins de financement agricole très variés, il est facile de déceler une tendance continuelle dans l'utilisation des emprunts. Les agriculteurs ont affecté une plus petite proportion de leur prêt que l'an passé au refinancement de dettes, et une plus forte proportion à l'achat de terres additionnelles. Cette tendance s'est manifestée particulièrement dans les quatre provinces de l'Ouest. Dans les régions agricoles mieux adaptées à l'agriculture intensive, les fonds prêtés ont servi davantage à effectuer des améliorations importantes aux biens immobiliers tels les bâtiments agricoles, le drainage, etc.

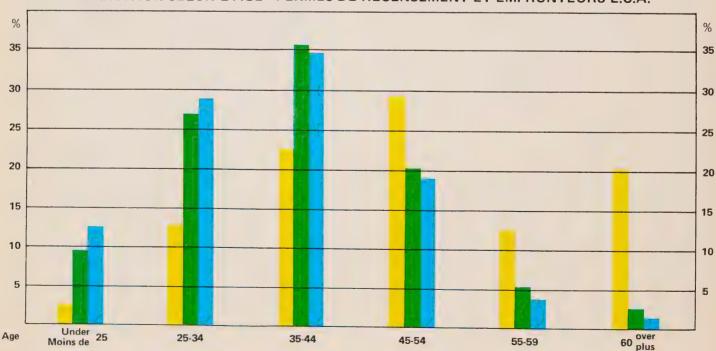
### Âge des emprunteurs

La proportion des jeunes agriculteurs continue de s'accroître parmi les emprunteurs de la Société. Dans l'exercice financier 1972-1973, plus de 12 pour cent des emprunteurs avaient moins de 25 ans comparativement à environ 9 pour cent l'année précédente, et plus de 41 pour cent des emprunteurs avaient moins de 35 ans comparativement à 36 pour cent en 1971-1972. Seulement 5.4 pour cent des emprunteurs en 1972-1973 avaient plus de 54 ans comparativement à 8.2 pour cent l'année précédente.

Le tableau suivant compare la répartition des exploitants de fermes de recensement selon l'âge avec les catégories d'âge des emprunteurs sous le régime de la Loi sur le crédit agricole.



## AGE DISTRIBUTION - CENSUS FARMS AND F.C.A. BORROWERS RÉPARTITION SELON L'ÂGE - FERMES DE RECENSEMENT ET EMPRUNTEURS L.C.A.



#### Life Insurance

Part III of the Farm Credit Act requires that borrowers take life insurance under the Corporation's Group Life Insurance Plan in an amount by which their supervised loan exceeds 75 per cent of the appraised value of the real estate mortgaged as security. Optional life insurance also is available under this Plan for all or part of the balance of the amount of loan made to such borrowers as well as to borrowers who obtain standard mortgage loans under Part II of the Act. During 1972-73, about 55 per cent of all borrowers took life insurance under the Group Plan.

### Service to Borrowers

The Corporation gave pre-loan advisory services to all applicants and continued to give post-loan advisory services to those who obtained supervised loans under Part III of the Act, as well as to Part II borrowers who requested these services. Post-loan supervision provides advisory services to low-equity borrowers during the early years of their establishment until the amount owing is reduced to the 75 per cent level applicable to Part II borrowers.

Post-loan advisory services are now provided to 3,887 borrowers of which 2,551 use the CAN-FARM system of maintaining farm records. The CANFARM system has developed to the point where the farm business data which has been accumulated can be analyzed and this actual experience of large numbers of farmers can be used as guides in the establishment of new borrowers. The Corporation is undertaking a comprehensive analysis of this data so that productive values of land and repayment capacities of farms can be estimated as precisely as possible.

#### Repayments by Borrowers

During the year, the cash inflow received by farmers increased to a significant degree and, as a consequence, substantial payments of principal were made to the Corporation in reduction of mortgage loans.

Principal payable during the year amounted to \$40.3 million, of which \$33 million or 81.9 per cent was paid. In addition, \$22.3 million was paid on principal not yet due. Interest due and payable amounted to \$80.4 million, of which 91.6 per cent was paid. The percentage of loans in good standing at the end of the year was increased to 88.7 from 84.6 at the same date the previous year.

#### Real Property and Losses on Loans

On April 1, 1972, the Corporation held title to 27 farm properties at an inventory value of \$495,047. During the year, 32 properties were acquired and 35 were sold. At the end of the year 24 properties were held for sale at a book value of \$571,181.

#### Assurance-vie

Les emprunteurs sous le régime de la Partie III de la Loi sur le crédit agricole sont tenus de souscrire au régime collectif d'assurance-vie de la Société. L'assurance obligatoire correspond au montant par lequel leur prêt surveillé excède 75 pour cent de la valeur estimative des biens immobiliers donnés en garantie. En outre, ce régime leur offre l'option d'assurer la totalité ou une partie du montant du prêt qui n'est pas couvert par l'assurance obligatoire. Cette assurance facultative est également offerte aux emprunteurs réguliers sous le régime de la Partie II de la Loi. Environ 55 pour cent de tous les emprunteurs ont souscrit une assurance-vie aux termes de ce régime collectif en 1972-1973.

### Services fournis aux emprunteurs

La Société a continué de fournir des services consultatifs préliminaires au prêt à tous ses requérants, ainsi qu'un service consultatif postérieur au prêt à ceux qui obtiennent des prêts surveillés en Partie III de la Loi et aux détenteurs de prêts hypothécaires réguliers en Partie II qui en font la demande. La surveillance postérieure au prêt assure des services consultatifs aux emprunteurs qui ont un faible avoir net durant les premières années de leur établissement. La surveillance se continue tant qu'ils n'ont pas réduit leur compte au niveau de 75 pour cent applicable aux emprunteurs en Partie II.

La Société fournit présentement des services consultatifs postérieurs au prêt à 3,887 emprunteurs dont 2,551 participent au programme CANFARM de comptabilité agricole. Le système CANFARM a progressé au point où les données accumulées concernant les exploitations agricoles et l'expérience recueillie auprès d'un grand nombre d'agriculteurs peuvent être analysées et servir de guide dans l'établissement de nouveaux emprunteurs. La Société est à effectuer une analyse globale de ces données afin de déterminer avec le plus de précision possible la valeur productive et la capacité de remboursement des fermes.

#### Remboursement par les emprunteurs

Durant l'année, la rentrée des remboursements par les agriculteurs s'est accrue sensiblement de sorte que les paiements versés à la Société en réduction du principal des prêts hypothécaires ont été considérables.

Le capital échu au cours de l'année s'élevait à \$40.3 millions et, de ce montant, \$33 millions ou 81.9 pour cent ont été remboursés. De plus, \$22.3 millions ont été remboursés par anticipation sur le capital non échu. L'intérêt échu s'élevait à \$80.4 millions et, de ce montant, 91.6 pour cent ont été remboursés. Le pourcentage des prêts à jour à la fin de l'exercice est passé de 84.6 à 88.7 comparativement à la même date l'an passé.

Net losses on loans, including the write-down in the inventory value of properties on hand, amounted to \$177,701 compared to \$192,641 in 1971-72.

At the end of the year, 167 agreements for sale were outstanding at a total value of \$1,701,695.

## OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT

During the fiscal year 1972-73, there was just over \$1.9 million approved under the Farm Syndicates Credit Act, an increase of slightly over 2 per cent from the preceding year. The number of loans approved was 114, down slightly from the 134 approved in 1971-72. Since inception of this Act, 1,153 loans have been made to 794 syndicates serving a total membership of 3,093 farmers. The total amount approved under this Act to March 31, 1973, was \$13,118,657. As of that date, 84.7 per cent of the loans were paid up to date and only 115 accounts were in arrears for a total amount of about \$327,000, a substantial improvement from a year earlier.



### Biens immobiliers et pertes sur les prêts

Au ler avril 1972, la Société détenait les titres de 27 propriétés agricoles dont la valeur d'inventaire se chiffrait à \$495,047. Pendant l'année, elle est devenue propriétaire de 32 propriétés et en a vendues 35. A la fin de l'exercice, elle détenait encore, pour fins de vente, 24 propriétés dont la valeur d'inventaire se chiffrait à \$571,181.

Les pertes nettes sur les prêts, y compris la réduction dans la valeur d'inventaire des propriétés détenues, se sont chiffrées à \$177,701 comparativement à \$192,641 en 1971-1972.

A la fin de l'exercice, 167 contrats de vente étaient en cours et représentaient une valeur totale de \$1,701,695.

### ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

Durant l'exercice financier 1972-1973, la Société a approuvé un peu plus de \$1.9 million en prêts sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, soit une augmentation d'à peine plus de 2 pour cent par rapport à l'année précédente. Le nombre de prêts approuvés s'élevait à 114, ce qui représente une légère baisse comparativement à 1971-1972 alors qu'elle en avait approuvé 134. Depuis l'inauguration de la Loi, la Société a consenti 1,153 prêts répartis entre 794 syndicats groupant un total de 3,093 agriculteurs. Le montant total approuvé sous le régime de cette Loi au 31 mars 1973 s'élevait à \$13,118,657. A la même date, 84.7 pour cent des prêts étaient à jour et seulement 115 comptes étaient en arrérage pour un montant total d'environ \$327,000, ce qui représente une amélioration considérable par rapport à l'an passé.



## OPERATIONS UNDER THE SMALL FARM DEVELOPMENT PROGRAM

During the year arrangements were made with Agriculture Canada to administer on a cost recovery basis the Land Transfer Plan of that Department's Small Farm Development Program. The main purposes of the Program are to facilitate land transfers toward the development of economically viable family farms and to assist owner-operators of small farms to realize on their equity in their farm holdings and adjust to other pursuits.

Since inception of the Program, the Corporation approved \$770,337 in vendor assistance grants for 257 farmers who were retiring or making the adjustment to other pursuits. In addition, Special Credit Assistance amounting to \$1,005,300 was approved for 61 farmers to expand their farm holdings with land that became available under the Program. The work in connection with the Plan involved some 2,030 interviews and some 321 farms were listed for sale with the Corporation.

The volume of work is more significant when it is realized that the Program started operations in Alberta and Ontario on September 21, 1972; in New Brunswick on October 20; British Columbia, November 21; Prince Edward Island, December 20, and Nova Scotia, January 3, 1973. Negotiations for Canada-Provincial agreements are underway with the other four Provinces and it is expected that there will be a much larger number of transactions in the coming fiscal year.

#### **ADMINISTRATION**

Responsibility for lending decisions and operations are decentralized to 7 Branch Offices, 1 for the Atlantic Region and 1 in each of the other Provinces.

The Corporation's field officers, comprised of 31 District Supervisors and 198 Credit Advisors, worked out of 116 field offices, an increase of 1 office during the year. The total staff at year's end was 598, an increase of 30 during the year.

The total cost of administration in 1972-73 was \$8,613,609 or 0.68 per cent of the mean investment compared to \$7,867,144 or 0.67 per cent of the mean investment in the previous fiscal year.

### **FINANCING**

### Farm Credit Act

To finance its lending program during 1972-73, the Corporation borrowed \$111 million from the Minister of Finance at an interest rate of 6 per cent and repaid \$69.8 million of principal due on previous borrowings, bringing the total principal outstanding on borrowings from the Minister of Finance to \$1,195 million as at March 31, 1973.

## ACTIVITÉS EN VERTU DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES PETITES FERMES

Au cours de l'année, des dispositions ont été prises avec Agriculture-Canada afin que la Société administre, sur une base de récupération de coûts, le Programme de transfert des terres qui fait partie du Programme de développement des petites fermes de ce ministère. Les buts principaux du programme sont de faciliter le transfert des terres afin de favoriser l'établissement de fermes familiales rentables, et d'aider les propriétaires-exploitants de petites fermes à retirer leurs capitaux de leur propriété agricole et à se réorienter dans d'autres domaines.

La Société a approuvé la somme de \$770,337 sous forme d'octroi au vendeur depuis l'inauguration du programme. Cette somme a été répartie entre 257 agriculteurs qui désiraient prendre leur retraite ou se réorienter dans d'autres domaines. De plus, elle a approuvé \$1,005,300 sous forme de crédit spécial à l'achat. Ce montant a été réparti entre 61 agriculteurs et visait à les aider à agrandir leur propriété agricole en achetant les terres qui étaient disponibles dans le cadre du programme. Ce programme a nécessité quelque 2,030 entrevues qui ont donné lieu à quelque 321 inscriptions de fermes à vendre auprès de la Société.

Le volume de travail est plus important que ne l'indiquent ces chiffres car le programme n'a débuté en Alberta et en Ontario que le 21 septembre 1972; au Nouveau-Brunswick le 20 octobre; en Colombie-Britannique le 21 novembre; dans l'Île-du-Prince-Édouard le 20 décembre et en Nouvelle-Écosse le 3 janvier 1973. Des ententes sont en voie de négociation entre le gouvernement fédéral et le gouvernement des quatre autres provinces et on prévoit un nombre beaucoup plus élevé de transactions lors du nouvel exercice financier.

#### **ADMINISTRATION**

La responsabilité pour les décisions de prêt et les opérations de la Société est décentralisée, étant répartie entre sept bureaux de succursale, soit un pour la région de l'Atlantique et un dans chacune des autres provinces.

Le personnel d'agents de campagne de la Société se composait de 31 surveillants de district et de 198 conseillers en crédit. Ce nombre était réparti dans 116 bureaux de campagne, soit une augmentation d'un bureau durant l'exercice. L'effectif global se chiffrait à 598 à la fin de l'exercice, soit une hausse de 30 au cours de l'année.

Le coût total de l'administration s'est chiffré à \$8,613,609 en 1972-1973, soit 0.68 pour cent du total moyen des prêts aux livres comparativement à \$7,867,144 ou 0.67 pour cent du total moyen

The average interest rate on the Corporation's outstanding borrowings at March 31, 1973, rose slightly to 6.249 per cent as compared to 6.206 per cent at the same date a year earlier.

Paid Capital under Section 12 of the Farm Credit Act was increased during the year by \$1.65 million to \$47,850,000.

### **Operating Loss**

The operating loss of the Corporation, which is totally unrelated to the capital losses on mortgage loans, amounted to \$8,434,911, which amount was recovered through a Parliamentary Appropriation.

The operating loss is the direct result of a situation which existed for a period prior to November 1968 when the statutory interest rate of 5 per cent charged on loans to farmers was not sufficient to cover the higher interest rates paid on loans made to the Corporation by the Minister of Finance and also cover the normal administrative expenses of the Corporation.

### Reserve for Losses

The Corporation's Reserve for Losses stood at \$917,227 at March 31, 1973, having been reduced during the year by \$177,701 due to capital losses on mortgage loans and real property transactions. At the close of the year, the Reserve was equivalent to 0.07 per cent of the outstanding investment in farm mortgages.

### Farm Syndicates Credit Act

During the year, loan payments by Syndicates on existing loans were sufficient to meet the demand for current loans, as well as to reduce the total indebtedness to the Minister of Finance from \$6,668,009 at the beginning of the year to \$6,525,108 at March 31, 1973.

After adding net earnings of \$19,823 and deducting net losses on loans of \$11,742, there was a balance of \$33,265 in the Retained Earnings Account at the end of the year.



des prêts aux livres au cours de l'exercice financier précédent.

#### **FINANCEMENT**

### Loi sur le crédit agricole

La Société a emprunté \$111 millions du ministre des Finances au taux d'intérêt de 6 pour cent afin de financer son programme de crédit pendant 1972-1973. Elle a remboursé \$69.8 millions sur le principal des emprunts antérieurs, ce qui porte le total du principal à rembourser au ministre des Finances sur ses emprunts à \$1,195 millions au 31 mars 1973.

Le taux d'intérêt sur les emprunts de la Société a légèrement augmenté pour atteindre 6.249 pour cent au 31 mars 1973 comparativement à 6.026 pour cent à la même date l'année précédente.

Le capital versé aux termes de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole a été augmenté de \$1.65 million durant l'année pour atteindre \$47,850,000.

### Perte d'exploitation

La perte d'exploitation de la Société, qui est totalement distincte des pertes de capital sur les prêts hypothécaires, s'est élevée à \$8,434,911. Cette perte a été récupérée par un crédit parlementaire.

La perte d'exploitation est le résultat direct d'une situation qui existait pendant une période antérieure à novembre 1968 alors que le taux d'intérêt statutaire de 5 pour cent exigé sur les prêts consentis aux agriculteurs n'était pas suffisant pour couvrir les taux d'intérêt plus élévés payés par la Société sur ses emprunts du ministre des Finances ainsi que ses dépenses d'administration courantes.

#### Réserve pour pertes

La réserve de la Société contre les pertes s'établissait à \$917,227 au 31 mars 1973 après une réduction de \$177,701 pendant l'année par suite des pertes de capital sur les prêts hypothécaires et lors de transactions immobilières. A la fin de l'exercice, la réserve équivalait à 0.07 pour cent de la partie non remboursée des prêts hypothécaires agricoles.

### Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Pendant l'exercice, les paiements effectués par les syndicats sur les prêts en cours ont suffi pour répondre à la demande de prêts courante et réduire l'endettement total auprès du ministre des Finances de \$6,668,009 au début de l'année à \$6,525,108 au 31 mars 1973.

Après l'addition des gains nets de \$19,823 et la déduction des pertes nettes de \$11,742 sur les prêts, le solde au compte des gains retenus s'établissait à \$33,265 à la fin de l'exercice.



### REPORT OF THE AUDITOR GENERAL TO THE MINISTER OF AGRICULTURE

Ottawa, June 8, 1973.

The Honourable Eugene F. Whelan, P.C., M.P., Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir,

I have examined the accounts and financial statements of the Farm Credit Corporation for the year ended March 31, 1973. My examination included a general review of the accounting procedures and such tests of accounting records and other supporting evidence as I considered necessary in the circumstances.

Section 15 of the Farm Credit Act requires the Corporation to establish a Reserve out of which may be paid "any losses sustained by the Corporation in the conduct of its business". The section further provides that the Corporation shall credit its net earnings each year to this Reserve until the amount of the Reserve equals the capital of the Corporation. At March 31, 1973, the capital of the Corporation amounted to \$47,850,000 while the Reserve amounted to \$917,227.

It has been pointed out previously that the statutory lending rate of 5% on loans to farmers has not provided sufficient income to cover the interest paid on borrowings from Canada and administrative expenses. Although the statutory rate was abolished with effect from November 15, 1968, annual losses will continue to be incurred with respect to outstanding loans totalling \$616 million at March 31, 1973 which still bear interest at the statutory rate of 5%. Since 1963 these losses have been recovered from annual parliamentary appropriations provided for the purpose in order to prevent further depletion of the Reserve for losses. However, this policy does not provide for the building up of the Reserve to an amount equivalent to the capital of the Corporation as is contemplated by the Farm Credit Act.

In compliance with the requirements of section 77 of the Financial Administration Act I now report that, in my opinion, subject to the foregoing:

- (a) proper books of account have been kept by the Corporation;
- (b) the financial statements of the Corporation
  - (i) were prepared on a basis consistent with that of the preceding year and are in agreement with the books of account,
  - (ii) in the case of the balance sheet, give a true and fair view of the state of the Corporation's affairs as at the end of the financial year, and
  - (iii) in the case of the statement of income and expense, give a true and fair view of the income and expense of the Corporation for the financial year; and
- (c) the transactions of the Corporation that have come under my notice have been within the powers of the Corporation under the Financial Administration Act and any other Act applicable to the Corporation.

Yours faithfully,

George Long

Acting Auditor General of Canada.

### RAPPORT DE L'AUDITEUR GÉNÉRAL AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

Ottawa, le 8 juin 1973.

L'honorable Eugene F. Whelan, C.P., député, Ministre de l'Agriculture, Ottawa.

Monsieur le ministre,

J'ai examiné les comptes et les états financiers de la Société du crédit agricole pour l'année terminée le 31 mars 1973. Mon examen comportait une revision générale des méthodes comptables et tous les tests que je considérais nécessaires dans les circonstances relativement aux livres de compatibilité et aux autres pièces justificatives.

L'article 15 de la Loi sur le crédit agricole exige que la Société établisse une réserve sur laquelle on peut acquitter "toute perte subie par la Société dans la conduite de ses affaires". L'article stipule en plus que la Société doit, à la fin de chaque année, porter à cette réserve ses bénéfices nets jusqu'à ce que le montant de la réserve égale le montant du capital de la Société. Au 31 mars 1973, le capital de la Société s'élevait à \$47,850,000 tandis que la réserve s'élevait à \$917,227.

Comme il a été signalé précédemment, le taux statutaire de 5 p. 100 applicable aux prêts consentis aux cultivateurs n'a pas fourni suffisamment de recettes pour couvrir les intérêts versés sur les sommes empruntées du Canada et les dépenses administratives. Même si le taux statutaire a été aboli à compter du 15 novembre 1968, la Société continuera d'accuser des pertes annuelles sur les prêts aux livres portant intérêt au taux statutaire de 5 p. 100 et se chiffrant à \$616 millions au 31 mars 1973. Depuis 1963, les pertes annuelles sont récupérées par des crédits budgétaires annuels du Parlement accordés aux fins d'empêcher une diminution plus grande de la réserve pour pertes. Cependant, cette ligne de conduite ne pourvoit pas à la constitution d'une réserve jusqu'à un montant équivalent au capital de la Société, tel que prévu par la Loi sur le crédit agricole.

Conformément à l'article 77 de la Loi sur l'administration financière, je déclare qu'à mon avis, compte tenu de ce qui précède:

- (a) la Société a tenu une comptabilité régulière;
- (b) les états financiers de la Société
  - (i) ont été établis d'une manière conforme à celle de l'année précédente et sont conformes aux livres de la comptabilité,
  - (ii) en ce qui concerne le bilan, il représente de façon exacte et juste la situation de la Société à la fin de l'année financière, et
  - (iii) pour ce qui est de l'état des recettes et des dépenses, il présente de façon exacte et juste les recettes et les dépenses de la Société pour l'année financière, et
- (c) les opérations de la Société qui ont été portée à ma connaissance entrent dans les attributions de la Société en vertu de la Loi sur l'administration financière et de toute autre Loi applicable à la Société.

Votre fidèle serviteur,

l'auditeur général intérimaire du Canada

George Long

## **FARM CREDIT CORPORATION**

(Established by the Farm Credit Act) BALANCE SHEET AS AT MARCH 31, 1973 (with comparative figures as at March 31, 1972)

## SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

(Créée en vertu de la Loi sur le crédit agricole) BILAN AU 31 MARS 1973 (avec chiffres comparatifs au 31 mars 1972)

ASSETS	ACTIF	1973	1972
Cash	Encaisses	\$2,829,844 %	\$ 2,335,879
Accounts receivable	Comptes à recevoir	(35,863)	31, 062
Loans to farmers, secured by first mortgages	Prêts aux cultivateurs, en première hypothèque	1,276,908,466	1,233,597,673
Loans to farm syndicates	Prêts aux syndicats agricoles	6,688,801	6,803,721
Agreements for sale in respect of: Farm Credit Act		gast the admitted to	989,536
Small Farm Development Program	Programme de développement des petites fermes	2,196,111	-
Real estate held for sale	Bien-fonds détenus pour fins de vente	571,181 /	495,047
Fixed assets, at cost	Actif immobilisé, au prix coûtant 646,986	STATISTA DE	586,545
Less: Accumulated depreciation	A soustraire: Amortissement 456,241	2450027V2:35%	422,628
		190,745	163,917
		\$1,289,421,011	\$1,244,416,835

Certified correct:

Certifié exact:

P.A. Lanoix

Comptroller

Approved:

Apprové:

Be président

Approuvé:

G. Owen

Chairman

LIABILITIES	PASSIF	1973	1972
Accounts payable	Comptes à payer	\$ 406,626	\$ 281,638
Due to Canada in respect of operations for the year	A payer au Canada à l'égard des opérations de l'année financière	<b>Fig. 1. 42,410</b> (3)	57,211
Interest accrued on Canada loans	Intérêts courus sur les emprunts consentis par le Canada	27,481,192	28,250,244
Instalment prepayments, fire insurance recoveries, unearned appraisal fees and other deposits	Versements anticipés, recouvrements d'assurance, honoraires d'évaluations en dépôt, autres dépôts	\$\text{\$\exitt{\$\text{\$\text{\$\text{\$\text{\$\text{\$\text{\$\text{\$\text{\$\exitt{\$\text{\$\exittt{\$\text{\$\}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}	7,517,425
Canada loans in respect of: Farm Credit Act Farm Syndicates Credit Act	Prêts consentis par le Canada: Loi sur le crédit agricole . \$1,195,504,890 Loi sur le crédit aux syndicats	Este exami	1,154,322,196
•	agricoles 6,525,108		6,668,009
Small Farm Development Program	Programme de développement des petites fermes 500,000		
		1,202,529,998	1,160,990,205
Capital: Capital paid in by Canada under the Farm Credit Act	Capital: Versé par le Canada en vertu de la Loi sur le crédit agricole	47,850,000	46,200,000
Reserve for losses - Farm Credit Act:	Réserves pour pertes - Loi sur le crédit agricole:		1 207 5/0
Balance at beginning of year Deduct: Net loss on loans to	Solde au début de l'année 1,094,928 A soustraire: Perte nette sur les		1,287,569
farmers	prêts aux cultivateurs 177,701		192,641
Balance at end of year	Solde à la fin de l'année	917,227	1,094,928
Retained earnings from operations under the Farm Syndicates Credit Act:	Gains retenus des opérations effectuées sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles:		
Balance at beginning of year Add: Net profit for the year	Solde au début de l'année 25,184 A ajouter: Profit net pour l'année . 8,081		12,393 12,791
Balance at end of year	Solde à la fin de l'année	33,265	25,184
		48,800,492	47,320,112
		\$1,289,421,011	\$1,244,416,835

I have examined the above Balance Sheet and the related Statement of Income and Expense and have reported thereon under date of June 8, 1973 to the Minister of Agriculture.

Le bilan actuel et les relevés des recettes et des dépenses ont été examinés et ont fait l'objet de mon rapport du 8 juin 1973 adressé au ministre de l'Agriculture.

L'auditeur général intérimaire du Canada

George Long

Acting Auditor General of Canada

### STATEMENT OF INCOME AND EXPENSE FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1973

OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT	1973	1972
Income		
Interest earned on mortgage loans to farmers	. \$72,164,879	\$69,096,911
Deduct: Interest on loans from Canada	. <u>72,960,169</u> (795,290)	70,729,098 (1,632,187)
Appraisal, legal and supervision fees	. 504,483	391,528
Other	. 469,505 178,698	<u>280,014</u> (960,645)
Expense		
Salaries		5,971,955
Employee benefits	EMMAN AND EMPLOYED	462,007
Office accommodation		505,820
Travel	E STA DESERTE	523,826
Rental and maintenance of office equipment 137,903		122,465
Printing, stationery and office supplies	BURES SERVER	71,672
Telephone		81,894
Postage and express		56,234
Depreciation	SEE HE FARE	41,440
Other		71,461
8,731,428		7,908,774
Less: Portion allocated to operations under the:		
Farm Syndicates Credit Act \$45,578	PRINCA E ED c.e. 40	41,630
		41,030
Small Farm Development Program . 72,241 117,819	8,613,609	7,867,144
Net Operating loss provided for by Agriculture Vote 45	. \$ 8,434,911	\$ 8,827,789

Note: The Corporation has 5 members, 2 of whom received \$59,750 in salaries as officers. The members receive no remuneration as members.

## RELEVÉ DES RECETTES ET DES DÉPENSES, ANNÉE CLOSE LE 31 MARS 1973

OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE	1973	1972
Recettes		
Intérêts acquis sur les prêts aux cultivateurs	\$72,164,879	\$69,096,911
À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada	72,960,169 (795,290)	70,729,098 (1,632,187)
Honoraires d'évaluation, de vacations et de surveillance	504,483	391,528
Autres	469,505	<u>280,014</u> (960,645)
Dépenses		
Traitements		5,971,955
Bénéfices aux employés		462,007
Loyers et entretien de bureaux	, 	505,820
Frais de voyage		523,826
Location et entretien des fournitures de bureau 137,903		122,465
Impressions, papeterie et matériel de bureau 95,543		71,672
Téléphone	*. *.	81,894
Affranchissement et messageries		56,234
Dépréciation		41,440
Autres		71,461 7,908,774
À soustraire: Part affectée aux opérations:		
Loi sur le crédit aux syndicats agricoles \$45,578		41,630
Programme de développement des petites fermes <u>72,241</u> <u>117,819</u>	0.612.600	7,967,144
Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 45 de l'Agriculture	8,613,609 \$ 8,434,911	7,867,144 \$ 8,827,789

Nota: La Société compte 5 membres dont 2 reçoivent \$59,750 en rémunération à titre de fonctionnaires. Les membres ne reçoivent aucune rémunération à titre de membres.

## STATEMENT OF INCOME AND EXPENSE FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1973

OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT Income	1973	1972
Interest earned	\$467,865	\$476,389
Deduct: Interest on loans from Canada	425,997	443,446
Other		21,478 54,421
Portion of Corporation expense allocated to operations under this Act	,	41,630
Net operating profit	19,823	12,791
Deduct: Net loss on loans	<u></u>	
Net profit transferred to retained earnings	<u>\$ 8,081</u>	\$ 12,791
OPERATIONS UNDER THE SMALL FARM DEVELOPMENT PROGRAM Income		
Interest earned on agreements for sale	\$ 4,414	
Deduct: Interest on loans from Canada	3,030	
Appraisal fees	1,384 	
Expense		
Portion of Corporation expense allocated to operations under this Program		
Other		
Deduct: Amount recovered from Department of Agriculture Vote 1	631	
Excess of Income over Expense due to Canada	\$ 1,493	

## RELEVÉ DES RECETTES ET DES DÉPENSES, ANNÉE CLOSE LE 31 MARS 1973

OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES Recettes	1973	1972
Intérêts acquis	\$467,865	\$476,389
		ŕ
À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada	41,868	443,446 32,943
Autres	23,533	<u>21,478</u> 54,421
Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi	開展という。	41,630
Profit net d'exploitation	19,823	12,791
À soustraire: Perte nette sur les prêts	11,742	_
Profit net porté au compte des gains retenus	\$ 8,081	\$ 12,791
OPÉRATIONS EN VERTU DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES PETITES FERMES Recettes		
Intérêts aquis sur les contrats de vente	\$ 4,414	
À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada		
Honoraires d'évaluation		
Dépenses		
Part des dépenses de la Société affectée aux opérations en vertu de ce Programme		
Autres		
À soustraire: Montant récupéré du crédit 1 du ministère de l'Agriculture	631	
Excédent des revenus par rapport aux dépenses à payer au Canada	\$ 1,493	

## OUTSTANDING LOANS FROM THE MINISTER OF FINANCE AS AT MARCH 31, 1973

## PRÊTS À REMBOURSER AU MINISTRE DES FINANCES AU 31 MARS 1973

Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé \$	Interest Rate Taux d'intérêt	Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé \$	Interest Rate Taux d'intérêt
		FARM C	REDIT ACT		

# LOI SUR LE CREDIT AGRICOLE

			1		
1956-1957	2,307,945	3.5	1965-1966	62,901,184	5.25
	2,595,972	4		33,686,878	5.375
1957-1958	3,950,781	4.125		29,529,161	5.625
	3,658,245	4.375	1966-1967	28,206,834	5.75
1958-1959	6,007,570	4		76,897,577	5.875
	438,947	4.25		46,232,857	6
	6,948,915	4.5	1967-1968	32,577,923	5.3125
1959-1960	8,997,711	5		44,609,983	6.125
	10,840,954	5.75		43,785,062	6.375
1960-1961	5,294,857	5.75		27,880,434	6.875
	17,558,322	5	1968-1969	5,430,376	6.6875
1962-1963	3,144,353	4.5		149,433,224	6.75
	1,446,141	5.5	1969-1970	75,113,443	7
	2,748,050	4.75		57,239,964	7.75
1963-1964	4,954,322	4.375	1970-1971	64,736,151	7.75
	4,901,025	4.75		40,250,946	7.5
1964-1965	58,645,873	5.375	1971-1972	62,233,073	6.75
	26,239,523	5.25		33,080,314	6.5
			1972-1973	111,000,000	6
			TOTAL	\$1,195,504,890	

## FARM SYNDICATES CREDIT ACT LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

1967-1968	30,000 30,000	5 5.875	1970-1971	777,000 910,000	7.5 7
1968-1969	35,000 60,000	6.1875 7.375	1971-1972	822,608 810,000	6 5.75
	196,651 199,349	6.875 6.5	1972-1973	1,542,000	5.25
1969-1970	483,000 629,500	6.75 7.5	TOTAL	\$6,525,108	

## SMALL FARM DEVELOPMENT PROGRAM PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES PETITES FERMES

1972-1973 500,000 6

# LOANS DISBURSED AND OUTSTANDING BY FISCAL YEARS TO MARCH 31, 1973 PRÊTS DÉBOURSÉS ET À RECOUVRER PAR ANNÉE FINANCIÈRE AU 31 MARS 1973

Fiscal Year	Loans Disbursed			tive Total of S Disbursed		ipal of Loans ling End of Year
Année Financière	Prêts déboursés			umulatif des déboursés	Principal à recouvrer à la fin de l'année	
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$		\$
1929-1930	1,270	2,630,377	1,270	2,630,377	1,270	2,613,671
1930-1931	2,102	3,517,489	3,372	6,147,866	3,109	6,033,805
1931-1932	468	1,996,344	3,840	8,144,210	3,492	7,878,741
1932-1933	655	1,276,114	4,495	9,420,324	4,394	8,927,985
1933-1934	307	558,630	4,802	9,978,954	4,652	9,125,513
1934–1935	352	547,207	5,154	10,526,161	4,866	9,332,329
1935–1936	3,593	7,423,779	8,747	17,949,940	8,322	16,178,516
1936–1937	5,385	11,074,156	14,132	29,024,096	13,588	28,506,308
1937–1938	2,523	5,264,308	16,655	34,288,404	15,829	30,336,749
1938-1939	2,232	4,338,843	18,887	38,627,247	17,747	33,065,470
1939-1940 1940-1941	2,361	4,342,662	21,248	42,969,909	19,756 20,782	35,411,729
1940–1941	1,425 1,112	2,727,507 2,133,514	22,673 23,785	45,697,416 47,830,930	20,782	35,947,883 35,256,188
1941–1942	642	1,320,256	24,427	49,151,186	21,020	33,120,484
1943–1944	590	1,336,103	25,017	50,487,289	19,447	28,716,696
1944-1945	695	1,661,410	25,712	52,148,699	16,929	24,199,388
1945-1946	877	2,121,207	26,589	54,269,906	15,721	22,513,863
1946-1947	1,286	3,273,811	27,875	57,543,717	15,032	22,119,005
1947-1948	1,218	3,185,240	29,093	60,728,957	14,790	22,327,258
1948-1949	1,751	4,595,036	30,844	65,323,993	15,006	23,890,389
1949-1950	1,841	4,942,930	32,685	70,266,923	15,566	25,821,426
1950-1951	1,800	4,693,079	34,485	74,960,002	16,184	27,802,774
1951-1952	1,508	4,469,091	35,993	79,429,093	16,497	29,238,810
1952-1953	1,514	5,118,559	37,507	84,547,652	16,667	31,005,250
1953-1954	1,908	7,000,540	39,415	91,548,192	17,267	34,591,645
1954-1955	2,137	8,207,003	41,552	99,755,195	18,111	39,455,931
1955–1956	2,087	8,254,323	43,639	108,009,518	18,931	44,075,268
1956–1957	2,826	13,183,992	46,465	121,193,510	20,372	52,730,198
1957–1958	3,500	19,343,560	49,965	140,537,070	22,494	67,112,206
1958–1959	4,659	28,368,265	54,624	168,905,335	25,471	89,301,022
1959-1960	5,169 5,162	35,840,882 52,305,266	59,793 64,955	204,746,217 257,051,483	28,453 31,054	117,233,247 158,447,392
1960–1961 1961–1962	6,027	68,886,875	70,982	325,938,358	34,175	212,138,307
1962–1963	6,453	78,428,094	77,435	404,366,452	37,462	270,277,265
1963-1964	7,802	96,315,635	85,237	500,682,087	41,868	341,169,139
1964–1965	9,845	139,750,639	95,082	640,432,726	47,404	443,560,275
1965–1966	11,049	201,687,642	106,131	842,120,368	52,932	586,356,486
1966–1967	11,632	234,447,269	117,763	1,076,567,637	58,258	748,532,844
1967–1968	11,559	251,228,049	129,322	1,327,795,686	63,482	915,837,195
1968-1969	9,117	205,341,841	138,439	1,533,137,527	67,108	1,036,149,124
1969-1970	5,743	158,017,992	144,182	1,691,155,519	68,496	1,111,520,366
1970-1971	4,100	116,548,269	148,282	1,807,703,788	69,050	1,154,104,445
1971-1972	3,828	109,669,366	152,110	1,917,373,154	68,930	1,182,534,159
1972–1973	4,703	155,955,910	156,813	2,073,329,064	68,255	1,227,483,263

## LOANS APPROVED DURING THE PAST FIVE YEARS

	1968-1969		1969-1970		1970-1971		
F.C.A.	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
		\$		\$		\$	
British Columbia	359	9,773,900	248	8,251,800	188	7,004,000	
Alberta	2,055	48,178,200	1,492	42,767,700	814	23,854,800	
Saskatchewan	2,853	64,364,300	1,488	38,602,300	992	24,830,800	
Manitoba	935	21,098,600	604	17,295,900	485	14,030,500	
Ontario	1,488	35,159,200	1,116	32,612,800	961	27,578,100	
Quebec	1,194	23,201,200	715	16,149,400	521	13,166,400	
New Brunswick	94	2,216,500	73	1,761,400	51	1,351,000	
Nova Scotia	56	1,293,900	20	703,000	29	990,200	
Prince Edward Island	112	2,612,200	67	2,148,400	57	1,773,200	
Newfoundland	13	432,500	6	173,300	19	634,300	
CANADA	9,159	208,330,500	5,829	160,466,000	4,117	115,213,300	

## F.S.C.A.

British Columbia	9	63,174	2	12,800	1	26,500	
Alberta	88	556,825	87	917,623	41	511,643	
Saskatchewan	25	179,382	14	119,891	7	62,313	
Manitoba	31	271,920	35	924,222	28	541,925	
Ontario	27	298,747	21	306,591	14	168,019	
Quebec	29	258,209	30	421,149	27	384,010	
New Brunswick	_	_	2	12,000	1	7,500	
Nova Scotia	1	17,200	4	23,097	1	4,800	
Prince Edward Island	3	26,775	7	151,036	4	56,500	
Newfoundland		_	_	_	_	and the same of th	
CANADA	213	1,672,232	202	2,888,409	124	1,763,210	



## PRÊTS APPROUVÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

197	1971-1972		1972-1973		68-1973	
Number <b>N</b> ombre	Amount Montant	Number Nombre		Number Nombre	Amount Montant	L.C.A.
166 677 1,162 389 1,009 533 37 17 33 12	\$ 6,435,700 19,976,800 30,223,300 11,236,400 29,145,140 14,834,000 1,152,200 586,300 716,100 409,900	215 867 1,694 439 1,273 682 64 23 33 6	\$ 10,577,500 31,052,400 56,239,100 13,889,300 47,933,400 21,968,100 2,324,400 972,200 1,022,100 297,700 186,276,200	5,905 8,189 2,852 5,847 3,645 319 145 302 56	\$ 42,042,900 165,829,900 214,259,800 77,550,700 172,428,640 89,319,100 8,805,500 4,545,600 8,272,000 1,947,700 785,001,840	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve CANADA

## L.C.S.A.

						· · · ·
3 51 6 14 29	50,544 511,126 55,771 239,341 648,489	2 42 6 14 27	84,200 498,789 64,800 276,151 616,521	17 309 58 122 118	237,218 2,996,006 482,157 2,253,559 2,038,367	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario
28	339,344	22	399,347	136	1,802,059	Québec
	_	_	-	3	19,500	Nouveau-Brunswick
1	6,300		_	7	51,397	Nouvelle-Ecosse
2	48,000	1	4,900	17	287,211	Île-du-Prince-Édouard
_	_	_	-	_	_	Terre-Neuve
134	1,898,915	114	1,944,708	787	10,167,474	CANADA



## F.C.A. LOANS DISBURSED DURING 1972-73

	Part II — Partie II	Part III — Partie III
	Number Amount Nombre Montant	Number Amount Nombre Montant
	\$	\$
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	160 7,036,738 713 24,029,110 1,414 43,216,931 376 11,081,274 975 31,466,979 319 7,766,098 50 1,528,943 14 476,892 30 810,257 4 162,285	24 1,499,880 50 2,432,796 104 5,127,268 22 989,318 146 6,869,787 290 10,791,998 3 177,575 5 295,087 2 95,465 2 101,229
CANADA	4,055 127,575,507	648 28,380,403

## F.C.A. LOANS DISBURSED TO MARCH 31, 1973

	Under the Canadian Farm Loan Act (1929-Oct. 4/59) Sous le régime de la Loi du prêt agricole canadien		Under the Farm Credit Act (Oct. 5/59-Mar. 31/73)			
		(1929-4 oct. 1959)		– Partie II	Part III –	
	Number Nombre	Amount Montant	Number Amount Nombre Montant		Number Nombre	
		\$		\$		
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	2,699 9,954 13,366 6,342 9,745 9,173 1,749 1,638 2,094	8,751,182 28,146,771 48,327,821 19,884,810 43,295,717 22,454,666 3,720,899 3,537,293 5,041,427	3,977 22,574 28,468 8,107 19,066 7,711 1,014 446 1,227 76	87,163,122 422,771,436 489,747,279 151,461,020 350,135,277 116,763,599 15,476,957 6,324,606 15,537,649 1,972,281	450 735 850 446 1,678 2,907 117 111 86 7	
CANADA	56,760	183,160,586	92,666	1,657,353,226	7,387	

## PRÊTS L.C.A. DÉBOURSÉS DURANT 1972-73

## PRÊTS L.C.A. DÉBOURSÉS AU 31 MARS 1973

Sous le régime de la Loi sur le crédit agricole (5 oct. 1959-31 mars 1973)			IARCH 31, 1973 31 MARS 1973		
Partie III		Total			
Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
\$		\$		\$	
18,910,890 27,240,214 30,453,347 15,833,577 53,548,114 76,666,148 3,666,082 3,626,908 2,489,735 380,237	4,427 23,309 29,318 8,553 20,744 10,618 1,131 557 1,313 83	106,074,012 450,011,650 520,200,626 167,294,597 403,683,391 193,429,747 19,143,039 9,951,514 18,027,384 2,352,518	7,126 33,263 42,684 14,895 30,489 19,791 2,880 2,195 3,407 83	114,825,194 478,158,421 568,528,447 187,179,407 446,979,108 215,884,413 22,863,938 13,488,807 23,068,811 2,352,518	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
232,815,252	100,053	1,890,168,478	156,813	2,073,329,064	CANADA

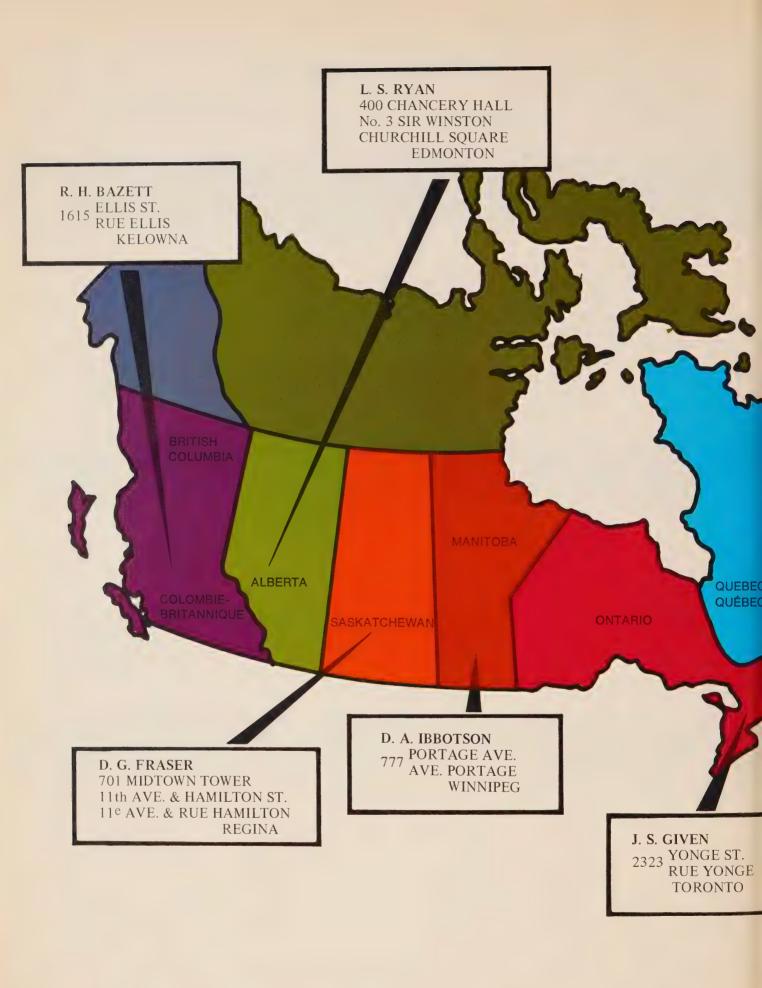
## ACCOUNTS OUTSTANDING AS AT MARCH 31, 1973

Principal Not Due

			- Time.pu.	
F.C.A. LOANS	Number	Due Échu	Not Due Non échu	Total
	Nombre	Ecnu \$	Non ecnu \$	\$
		Ф	J.	Ψ
British Columbia	2,735	366,472	63,238,681	63,605,153
Alberta	15,711	2,654,816	292,068,086	294,722,902
Saskatchewan	19,523	2,427,490	340,547,628	342,975,118
Manitoba	6,198	852,775	114,506,822	115,359,597
Ontario	14,271	630,496	255,451,265	256,081,761
Quebec New Brunswick	7,647 809	256,070 26,160	126,915,721 11,142,791	127,171,791 11,168,951
Nova Scotia	316	21,718	4,571,464	4,593,182
Prince Edward Island	989	30,390	10,214,209	10,244,599
Newfoundland	56	14,078	1,546,131	1,560,209
CANADA	68,255	7,280,465	1,220,202,798	1,227,483,263
F.S.C.A. LOANS				
British Columbia	14	11,256	80,513	91,769
Alberta Saskatchewan	292	211,957	1,697,644	1,909,601
Manitoba	50 115	44,228 42,948	196,585 1,437,367	240,813 1,480,315
Ontario	121	24,508	1,189,522	1,214,030
Quebec	145	32,702	1,140,534	1,173,236
New Brunswick	3	23	12,211	12,234
Nova Scotia Prince Edward Island	8	1,531	30,437	31,968
Newfoundland	17	19,618	201,251	220,869
CANADA	765	388,771	5,986,064	6,374,835
F.C.A. AGREEMENTS FOR SALE				
British Columbia	8	1.006	149,177	149,177
Alberta Saskatchewan	29 1	1,006	387,847	388,853
Manitoba	1	_	121 10,000	121
Ontario	53	1,057	495,112	496,169
Quebec	53	2,754	354,122	356,876
New Brunswick	13	1,598	81,677	83,275
Nova Scotia Prince Edward Island	1 8	57	30,304	30,361
Newfoundland		199	127,984	128,183
CANADA	167	6,671	1,636,344	1,643,015

## **COMPTES ARRÊTÉS AU 31 MARS 1973**

Interest - Intérêt					
Due Échu	Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	TOTAL	PRÊTS L.C.A.
\$	\$	\$	\$	\$	
542,414 2,505,619 1,935,710 846,722 694,002 158,978 12,101 16,907 26,352 29,149 6,767,954	1,761,044 12,277,690 13,986,636 3,993,808 6,537,434 3,033,733 343,155 97,444 315,763 37,210 42,383,917	2,303,458 14,783,309 15,922,346 4,840,530 7,231,436 3,192,711 355,256 114,351 342,115 66,359	15,451 120,933 20,523 27,415 57,265 25,917 3,737 	65,924,062 309,627,144 358,917,987 120,227,542 263,370,462 130,390,419 11,527,944 4,707,533 10,587,403 1,627,970 1,276,908,466	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve CANADA
					PRÊTS L.C.S.A.
877 25,055 4,406 3,544 2,629 11,214 - 13 5,753 - 53,491	1,975 82,476 7,332 67,472 42,903 44,147 672 1,263 11,161	2,852 107,531 11,738 71,016 45,532 55,361 672 1,276 16,914	754 	94,621 2,017,886 252,551 1,551,542 1,259,562 1,228,603 12,909 33,244 237,883	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve CANADA
					CONTRATS DE VENTE L.
993 - 1,625 2,941 107 1 49 - 5,716	5,393 16,699 1 642 13,321 10,503 1,686 777 3,905	5,393 17,692 1 642 14,946 13,444 1,793 778 3,954	37	154,570 406,545 122 10,642 511,115 370,357 85,068 31,139 132,137	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve CANADA
	Due Échu \$ 542,414 2,505,619 1,935,710 846,722 694,002 158,978 12,101 16,907 26,352 29,149 6,767,954    877 25,055 4,406 3,544 2,629 11,214  13 5,753 53,491	Due Echu         Not Due Non échu           \$         \$           542,414         1,761,044           2,505,619         12,277,690           1,935,710         13,986,636           846,722         3,993,808           694,002         6,537,434           158,978         3,033,733           12,101         343,155           16,907         97,444           26,352         315,763           29,149         37,210           6,767,954         42,383,917           877         1,975           25,055         82,476           4,406         7,332           3,544         67,472           2,629         42,903           11,214         44,147           -         672           13         1,263           5,753         11,161           -         -           53,491         259,401	Due Echu         Not Due Non échu         Total           \$         \$         \$           \$         \$<	Due Echu         Not Due Non échu         Total S         Other Charges Autres frais           \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$         \$           \$         \$         \$         \$         \$         \$         \$         \$	Due Echu         Not Due Non échu         Total Autres frais         TOTAL Autres frais           \$         \$         \$         \$         \$           \$42,414         1,761,044         2,303,458         15,451         65,924,062           2,505,619         12,277,690         14,783,309         120,933         309,627,144           1,935,710         13,986,636         15,922,346         20,523         358,917,987           846,722         3,993,808         4,840,530         27,415         120,227,542           694,002         6,537,434         7,231,436         57,265         263,370,462           158,978         3,033,733         3,192,711         25,917         130,390,419           12,101         343,155         355,256         3,737         11,527,944           16,907         97,444         11,4351         -         4,707,533           26,352         315,763         342,115         689         10,587,403           29,149         37,210         66,359         1,402         1,627,970           6,767,954         42,383,917         49,151,871         273,332         1,276,908,466           11,214         44,147         55,361         6         1,228,603      <



## RANCH OFFICES & MANAGERS

## **JCCURSALES ET GÉRANTS**

A. F. LANGLOIS
PLACE LAURIER
SUITE 410-B
2700 BOULEVARD LAURIER
STE-FOY



W. A. WEST
567 ST. GEORGE BLVD.
BOUL. ST-GEORGE
MONCTON

## DISTRICT AND FIELD OFFICES

District offices shown in capital letters

## BUREAUX DE DISTRICT ET DE CAMPAGNE

Bureaux de district indiqués et lettres majuscules

#### BRITISH COLUMBIA - COLOMBIE-BRITANNIOUE

KELOWNA.

Abbotsford; Dawson Creek; Kamloops; Vernon; Summerland.

#### **ALBERTA**

CALGARY; EDMONTON; GRANDE PRAIRIE; LETHBRIDGE; RED DEER; VEGREVILLE.

Athabasca; Barrhead; Brooks; Calgary; Camrose; Didsbury; Drumheller; Edmonton; Evansburg; Fairview; Falher; Fort Macleod; Grande Prairie; Hanna; High River; Innisfail; Lacombe; Lethbridge; Medicine Hat; Peace River; Red Deer; Redwater; Stettler; St. Paul; Vegreville; Vermilion; Wainwright; Westlock; Wetaskiwin.

#### **SASKATCHEWAN**

N. BATTLEFORD; PRINCE ALBERT; REGINA; SASKATOON; SWIFT CURRENT; YORKTON.

Assiniboia; Carlyle; Estevan; Humboldt; Indian Head; Kindersley; Meadow Lake; Melfort; Moose Jaw; Nipawin; N. Battleford; Preeceville; Prince Albert; Regina; Rosetown; Saskatoon; Shaunavon; Swift Current; Tisdale; Unity; Watrous; Weyburn; Whitewood; Wynyard; Yorkton.

#### **MANITOBA**

BRANDON; PORTAGE LA PRAIRIE; WINNIPEG.

Arborg; Brandon; Carman; Dauphin; Killarney; Morden; Neepawa; Portage la Prairie; Roblin; Virden; Winnipeg.

#### **ONTARIO**

CHATHAM; GUELPH; LINDSAY; NORTH BAY; OTTAWA; WALKERTON; WOODSTOCK.

Arnprior; Barrie; Caledonia; Campbellford; Chatham; Cornwall; Essex; Goderich; Guelph; Kingston; Lambeth; Lindsay; Listowel; North Bay; Orangeville; Ottawa; Owen Sound; Simcoe; Stratford; Vineland; Walkerton; Woodstock; Wyoming.

## **QUÉBEC**

QUÉBEC; RIMOUSKI; ST-HYACINTHE; ST-JEAN; SHERBROOKE; VICTORIAVILLE.

Drummondville; Hull; Joliette; Québec; Rimouski; Rivière-du-Loup; Roberval; Rouyn; St-Hyacinthe; St-Jean; St-Jérôme; Sherbrooke; Trois-Rivières; Valleyfield; Victoriaville; Waterloo.

#### ATLANTIC - ATLANTIQUE

G RAND FALLS; CHARLOTTETOWN.

Fredericton; Grand Falls; Moncton; Kentville; Sussex; Truro; Charlottetown.

## MEMBERS OF THE CORPORATION

Chairman GEORGE OWEN

Vice-Chairman WILLIAM H. OZARD

Member W. ESMOND JARVIS

Member THOMAS K. SHOYAMA

Member PAUL D. NORMANDEAU

Secretary to Corporation W. RALPH deGRUCHY

## MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Président

Vice-président

Membre

Membre

Membre

Secrétaire de la Société

## MEMBERS OF THE ADVISORY COMMITTEE

Chairman J. ALLEN BAKER Alberta

British Columbia WALTER H. COLLINS

Saskatchewan JOHN R. STILBORN

Manitoba ALBERT VIELFAURE

Ontario CHARLES MUNRO

Ontario GEORGE HIGGS

Quebec S. WYMAN MACKECHNIE

Ouebec ROLAND PIGEON

New Brunswick ALBERT DESJARDINS

Prince Edward Island LEONARD BRADLEY

#### MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF

Président Alberta

Colombie-Britannique

Saskatchewan

Manitoba

Ontario

Ontario

Québec

Québec

Nouveau-Brunswick

Île-du-Prince-Édouard

#### CHAIRMEN OF APPEAL BOARDS

British Columbia LEONARD BAWTREE

Alberta HARRY R. PATCHING

Saskatchewan ENOS S. SPROAT

Manitoba JOHN MURTA

Ontario FRED COHOE

Quebec JOSAPHAT CARRIER

New Brunswick ALBERT DESIARDINS

Nova Scotia GORDON WOODMAN

Prince Edward Island CHARLES YEO

## PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS D'APPEL

Colombie-Britannique

Alberta

Saskatchewan

Manitoba

Ontario

Québec

Nouveau-Brunswick

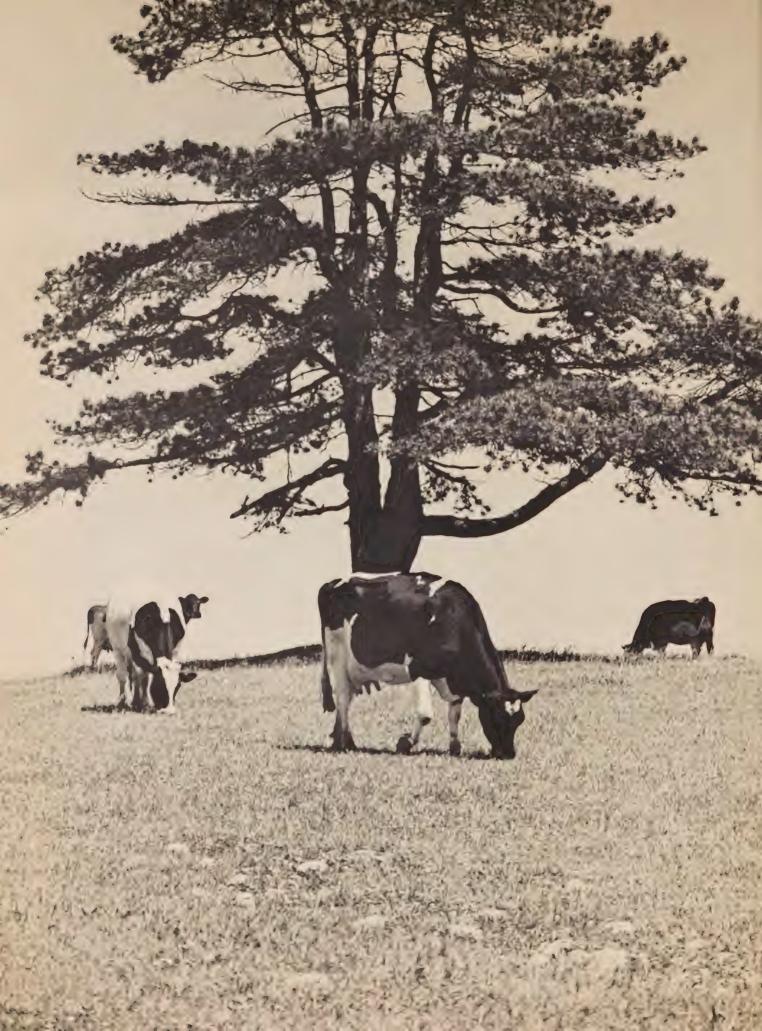
Nouvelle-Écosse

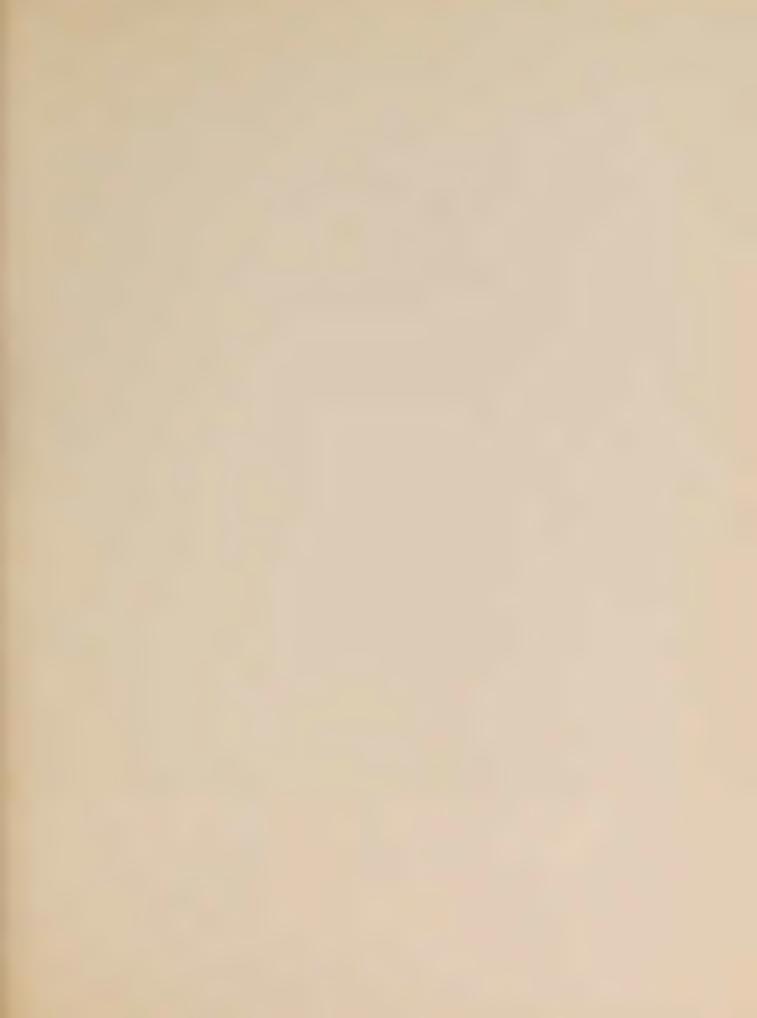
Île-du-Prince-Édouard

## **HEAD OFFICE**

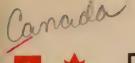
Chief Executive Officer	G. OWEN	Principal fonctionnaire exécutif	
General Manager Operations	W.H. OZARD	Gérant général des opérations	
Director-General, Lending Operations	W.A. DUNCAN	Directeur général des opérations de prêts	
Director, Lending	A.H. HOLMES	Directeur des prêts	
Director, Research and Farm Management	M.E. ANDAL	Directeur des recherches et de la gestion agricole	
Director, Loan Administration and Special Programs	J.M. DAY	Directeur de l'administration des prêts et des programmes spéciaux	
Director, Administrative Services	W.R. de GRUCHY	Directeur des services administratifs	
Comptroller	P.A. LANOIX	Contrôleur	
Director, Personnel Services	J.M. BRETON	Directeur des services du personne	
Executive Assistant to Chairman	E.J. SIVYER	Adjoint exécutif au président	
Economic Advisor	M.E. ANDAL	Conseiller économique	
Credit Policy Advisor	H.D. CARR	Conseiller en politiques de prêts	
Legal Counsel	J.E. BRASSARD	Conseiller juridique	
Public Relations Officer	S.O. ROBINSON	Agent des relations extérieures	
Operational Auditor	J.F.E. PEPIN	Vérificateur des opérations	
Chief Accountant	W.G. MANN	Comptable en chef	
Chief, Systems Development	C.A. RADLEY	Chef de l'élaboration des méthodes	

SIÈGE SOCIAL



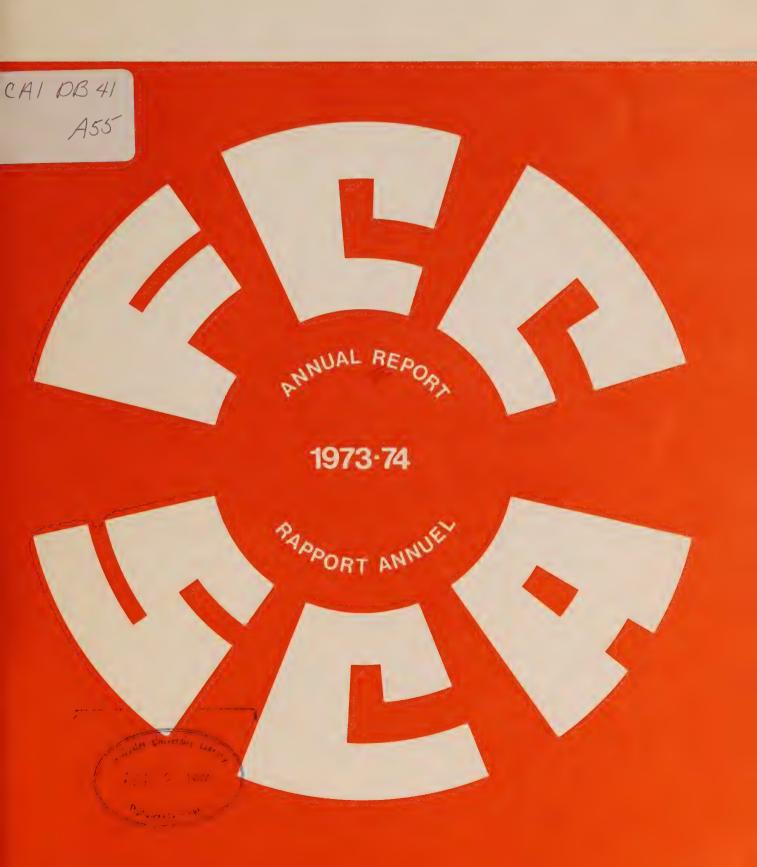








# Société du crédit agricole



#### TABLE DES MATIÈRES CONTENTS 3 Membres de la Société Members of the Corporation Membres du Comité consultatif Members of the Advisory Committee 3 Highlights 4 Sommaire 5 Chairman's Report Rapport du président Operations Under the Farm Credit 9 Activités sous le régime de la Loi sur le crédit agricole Operations Under the Farm Syndicates 13 Activités sous le régime de la Loi Credit Act sur le crédit aux syndicats agricoles 13-14 Operations Under the Small Farm Activités en vertu du Programme de Development Program développement des petites fermes 14 Administration Administration Financing 14-15 Financement Report of the Auditor General 16-17 Rapport de l'Auditeur général Bilan au 31 mars 1974 Balance Sheet as at March 31, 1974 18-19 Statement of Income and Expense for 20-23 Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1974 the Year Ended March 31, 1974 Outstanding Loans from the Minister 24 Relevé des prêts à rembourser au of Finance ministre des Finances Loans Disbursed and Outstanding by 25 Relevé des prêts déboursés et à Fiscal Years recouvrer par année financière Farm Loans Approved 26-27 Prêts agricoles approuvés Farm Loans Disbursed 28-29 Prêts agricoles déboursés Accounts Outstanding as at March 31, 30-31 Montants à percevoir le 31 mars 1974 1974 Head Office 33 Siège social

34

35

Succursales, bureaux de district et

Présidents des Commissions d'appel

campagne

Branch, District and Field Offices

Chairmen of Appeal Boards

# ANNUAL REPORT RAPPORT ANNUEL 1973-74

FARM CREDIT ACT



LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

The Farm Credit Corporation is a Crown agency reporting to Parliament through the Minister of Agriculture. Established by the Farm Credit Act of 1959 as successor to the Canadian Farm Loan Board, its primary objective is to provide long-term mortgage credit under suitable terms and conditions to assist Canadian farmers to organize viable family farm businesses and to promote the development of a sound and competitive farming industry. The Corporation also administers the Farm Syndicates Credit Act providing loans to groups or "syndicates" of farmers organized to share in the purchase and use of farm machinery, buildings and installed equipment, and the Land Transfer Plan which is part of the Federal Small Farm Development Program.

La Société du crédit agricole est une société de la Couronne qui fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture. Elle a été établie par la Loi sur le crédit agricole de 1959 pour succéder à la Commission du prêt agricole canadien. Son objectif principal est de consentir des prêts hypothécaires à long terme aux cultivateurs canadiens sous des conditions et des modalités favorables afin de les aider à organiser des exploitations agricoles familiales rentables et promouvoir le développement d'une industrie agricole saine et concurrentielle. La Société applique aussi la Loi sur le crédit accordé aux syndicats agricoles en effectuant des prêts à des groupes ou "syndicats" de cultivateurs réunis pour se partager le coût de l'achat et de l'utilisation de machines agricoles, de bâtiments et d'équipement fixe. Enfin, elle est chargée du Programme de transfert des terres dans le cadre du Programme fédéral de développement des petites fermes.

The Honourable Eugene F. Whelan, P.C., M.P., Minister of Agriculture, Ottawa.

Sir:

I have the honour to submit the Fifteenth Annual Report of the Farm Credit Corporation and statement of account for the fiscal year ended March 31, 1974

It was not only a record year in terms of the amount of long-term mort-gage loans approved for Canadian farmers under the Farm Credit Act, but for the assistance we were able to provide under the Farm Syndicates Credit Act and the Small Farm Development Program. The achievements outlined in this report could not have been attained without the wholehearted cooperation of all members of the staff. I take this opportunity to express my thanks to them on behalf of the Corporation.

I also wish to express sincere appreciation to the Members of the Advisory Committee and Appeal Boards for their dedicated service during the past year.

Respectfully submitted,

Glewen

Chairman.

Ottawa, Ontario le 17 juin 1974

L'honorable Eugene F. Whelan, C.P., député, Ministre de l'Agriculture, Ottawa, Ontario.

Monsieur le Ministre.

J'ai bien l'honneur de vous remettre le quinzième rapport annuel de la Société du crédit agricole ainsi que les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1974.

Au cours de l'année écoulée, nous avons prêté un montant sans précédent en crédit hypothécaire à long terme aux agriculteurs canadiens non seulement sous le régime de la Loi sur le crédit agricole mais également sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndicats agricoles et en vertu du Programme de développement des petites fermes. Il aurait été impossible d'atteindre les résultats exposés dans le présent rapport sans l'entière collaboration de tous les membres du personnel. Je profite de cette occasion pour leur exprimer mes remerciements les plus sincères au nom de la Société.

Je désire également exprimer ma sincère appréciation aux membres du Comité consultatif et des Commissions d'appel pour le dévouement dont ils ont fait preuve dans l'année écoulée.

Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le président,

Illwen

## MEMBERS OF THE CORPORATION

## MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Chairman	GEORGE OWEN	Président
----------	-------------	-----------

Vice-Chairman WILLIAM H. OZARD Vice-président

Member W. ESMOND JARVIS Membre

Member THOMAS K. SHOYAMA Membre

Secretary to Corporation W. RALPH deGRUCHY Secrétaire de la Société

## MEMBERS OF THE ADVISORY COMMITTEE

## MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF

Chairman Alberta	J. ALLEN BAKER	Président Alberta
British Columbia	WALTER H. COLLINS	Colombie-Britannique
Saskatchewan	JOHN R. STILBORN	Saskatchewan
Manitoba	ALBERT VIELFAURE	Manitoba
Ontario	CHARLES MUNRO	Ontario
Ontario	GEORGE HIGGS	Ontario
Quebec	ROBERT L. YOUNGE	Québec
Quebec	ROLAND PIGEON	Québec
New Brunswick	ALBERT DESJARDINS	Nouveau-Brunswick
Prince Edward Island	LEONARD BRADLEY	Île-du-Prince-Édouard

## HIGHLIGHTS FARM CREDIT ACT

		1973-74	1972-73
NUMBER OF LOANS APPROVED	**	9,041	5,296
AMOUNT OF LOANS APPROVED	\$ & & .	\$400,658,100	\$186,276,200
AVERAGE AMOUNT OF LOAN	C.A.	\$44,316	\$35,173
NUMBER OF LOANS OUTSTANDING	15°	68,104	68,255
PRINCIPAL AMOUNT OUTSTANDING	6	\$1,390,130,428	\$1,227,483,263
PERCENTAGE LOANS IN GOOD STANDING	Des	80 × 92.4	88.7

# SOMMAIRE DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

	1973-74	1972-73
NOMBRE DE PRÊTS APPROUVÉS	9,041	5,296
MONTANT DES PRÊTS APPROUVÉS	\$400,658,100	\$186,276,200
MOYENNE DES PRÊTS EN DOLLARS	\$44,316	\$35,173
NOMBRE DE PRÊTS AUX LIVRES	68,104	68,255
SOMME DU CAPITAL PRÊTÉ	\$1,390,130,428	\$1,227,483,263
POURCENTAGE DE REMBOURSEMENT SATISFAISANT	92.4	88.7

The fiscal year 1973-74 was unique in Canadian agriculture. Many records were broken, and increases in farm income and in prices of farm products, farm inputs and of land prices exceeded forecasts substantially. The total amount of loan approvals under the Farm Credit Act was more than double that of the previous year and more than 50 per cent above the previous record of 1967-68. There are indications that the coming year will be another record year in farm income, farm land prices and in farmers' demands for long-term credit.

During 1973-74, for the first time in many years farm income in general reached levels more commensurate with the returns to capital, labour and management in other sectors of the economy. Arrears of payments, which had increased to substantial levels in 1969 and 1970, declined sharply by the end of the year under review and, overall, compared favourably with levels experienced in the mid '60's. However, certain farming sectors, including those which relied heavily on purchased feeds, did not share to the same extent as other sectors in the generally improved farm income picture.

In earlier years, Annual Reports have referred to the need to maintain a long-term perspective in providing farm mortgage credit. Such a perspective is required in periods of high income as well as in periods of low income. Farm land prices rose more in the year ending June 1973 than they had in any previous year since records started in 1910. Caution will need to be exercised in assessing long-term repayment capacity in the light of probable future prices for farm products, for input items and for farm land. Such caution is called for because it is the borrower who carries the most serious burden of risk as his home, his employment and the welfare of his family are involved.

A year ago reference was made to the difficulties faced by young persons in financing their establishment in farming. These problems are of continuing concern to the Corporation but there is some evidence that increased efforts to assist young farmers have yielded favourable results. Last year, in addition to a substantial increase in the number of low-equity loans made to those under 35 years of age, 45.8 per cent of all loans were made to borrowers in this age group. This represented an increase of 82.3 per cent in the number of such loans and 128.2 per cent in the amount loaned. The number of census farm operators under 35 years of age in 1971 was only 15.2 per cent of the total.

L'année financière 1973-1974 a été unique dans les annales de l'agriculture canadienne. De nombreux sommets ont été atteints alors que les revenus agricoles, ainsi que le prix des produits, des intrants et des terres agricoles, ont augmenté bien au-delà de toutes les prévisions. Le crédit total consenti sous le régime de la Loi sur le crédit agricole a plus que doublé depuis l'an passé et dépasse le sommet antérieur de 1967-1968 par 50 pour cent. Des indices laissent présager de nouveaux sommets dans l'année prochaine dans les revenus agricoles, le prix des terres à culture et le crédit à long terme sollicité par les agriculteurs.

Pour la première fois depuis des années, les revenus agricoles pour le travail, la gestion et le capital ont atteint dans l'ensemble un niveau comparable à celui des autres secteurs de l'économie. Les arrérages de paiement qui avaient atteint des niveaux élevés en 1969-1970 affichaient un recul et, vers la fin de l'exercice, se comparaient favorablement en général aux niveaux atteints vers le milieu des années 60. Toutefois, certains secteurs agricoles, surtout ceux qui devaient effectuer d'importants achats d'aliments, n'ont pu profiter d'une économie agricole améliorée dans la même mesure.

Les rapports annuels antérieurs soulignaient la nécessité de maintenir une perspective à long terme dans le crédit hypothécaire agricole. Cette perspective s'impose aussi bien dans les périodes de revenus élevés que dans les périodes de faibles revenus. Le prix des terres agricoles a grimpé davantage dans l'année terminée en juin 1973 que dans toute année depuis 1910 alors que débutait la compilation de ces données. Il faudra nous montrer prudent dans l'évaluation de la capacité de remboursement à long terme car celle-ci est fondée sur les prix futurs probables des produits agricoles, des intrants et des terres agricoles. Il ne faut surtout pas oublier que l'agriculteur est celui qui prend le risque le plus sérieux car il met en jeu sa propriété, son gagne-pain et le bien-être de sa famille.

Notre dernier rapport annuel faisait état des difficultés financières auxquelles font face les jeunes gens lors de leur établissement en agriculture. La Société continue à s'attaquer à ce problème; toutefois, certains faits portent à croire que les efforts continuels déployés afin d'aider les jeunes agriculteurs ont donné des résultats favorables. L'an passé, le nombre de prêts consentis aux agriculteurs de moins de 35 ans qui disposaient d'un avoir net limité a fortement augmenté. De plus, 45.8 pour cent de tous les prêts ont été consentis à des agriculteurs dans cette même catégorie d'âge, soit une augmentation de 82.3 pour cent dans le nombre de

Although the number of young borrowers has increased, difficulties remain for many young people wishing to get started in farming. One of the most serious is the problem of producing income from the farm to pay interest charges on a large proportion of the capital investment in the farm, the costs of operation, and still leave sufficient for a reasonable level of living. Continuing efforts will be made to provide credit for those young borrowers who appear to have a reasonable chance to succeed.

In the year ending June 1973, farm land prices increased 17 per cent compared to an increase of 2 per cent the previous year. The increases ranged from 21 per cent for Ontario to 13 per cent for Alberta.

There appears to be two main forces behind the increased demand for land. The first is the substantial demand for additional land from those who already are fairly well established farmers. Overhead costs for farming the additional land can be spread over the whole farm and these buyers pay prices which make it difficult for young, beginning farmers to become established.

The other type of demand for farm land arises in areas within a reasonable distance from centers of urban population. Among farm land purchasers in these areas are those who wish to live in the country while working in cities and others who wish to retire in the country. Other purchasers buy farm land as a hedge against inflation and still others are simply speculating. Increased urbanization and affluence has resulted in a substantial growth in this demand affecting larger and larger areas around cities.

The demand for farm land from urban areas has very serious implications. It means that more and more land is not being used to its potential in agricultural production, thus lowering production capacity. Equally serious is the fact that prices established for farm lands are so high that it is very difficult for farmers to pay these prices and get a reasonable return for their work and investments. Acceleration of this trend could have serious consequences for future agricultural production.

The Corporation provides advisory services to its supervised (Part III) borrowers. Our experience over the years has indicated the importance of these services in the early years of the loan when farmers are starting a major business undertaking. With the increase in the number of young borrowers it becomes most important to make a concerted effort to ensure that the advisory services are of the highest quality. On the other hand, experience also has shown that after a farmer has embarked on a sound farm plan and has overcome the difficult financial situation of the first few years, supervision no longer is required.

During the year, the Regulations were changed

prêts et de 128.2 pour cent dans le volume du crédit. Selon le recensement agricole de 1971, seulement 15.2 pour cent de tous les exploitants agricoles se situaient dans cette catégorie d'âge.

Bien que le nombre de jeunes agriculteurs ait augmenté, il n'en reste pas moins qu'un bon nombre de jeunes gens auront de la difficulté à s'établir en agriculture. Un des problèmes les plus ardus auxquels ils doivent faire face est la nécessité de tirer un revenu suffisant de la ferme pour payer les intérêts sur la proportion considérable du capital investi dans la ferme, couvrir les frais d'exploitation et assurer un niveau de subsistance raisonnable à la famille agricole. La Société continuera ses efforts en vue de prêter aux jeunes agriculteurs qui semblent avoir une chance raisonnable de succès.

Le prix des terres agricoles s'est accru par 17 pour cent dans la première moitié de 1973 comparativement à 2 pour cent l'an passé. Ces augmentations s'échelonnaient entre 21 pour cent pour l'Ontario et 13 pour cent pour l'Alberta.

Il semble y avoir deux causes principales à l'accroissement de la demande pour des terres. La première serait les nombreux projets d'agrandissement de la part d'agriculteurs qui sont déjà relativement bien établis. Ceux-ci peuvent répartir les frais généraux d'exploitation des terres additionnelles sur l'ensemble de leur propriété. Ils peuvent ainsi payer des prix plus élevés que les jeunes agriculteurs de sorte que ceux-ci ont de la difficulté à s'établir.

L'autre cause de la demande pour les terres agricoles concerne les terres qui sont situées à une distance raisonnable des centres urbains. Dans ces régions, des terres sont achetées par des gens désireux de vivre à la campagne tout en travaillant à la ville et d'autres qui veulent prendre leur retraite à la campagne. Enfin, certains achètent des terres agricoles afin de se protéger contre l'inflation ou s'adonnent tout simplement à la spéculation. Cette demande a subi une augmentation considérable en raison de l'urbanisation constante et de l'affluence accrue et touche un rayon de plus en plus grand à proximité des villes.

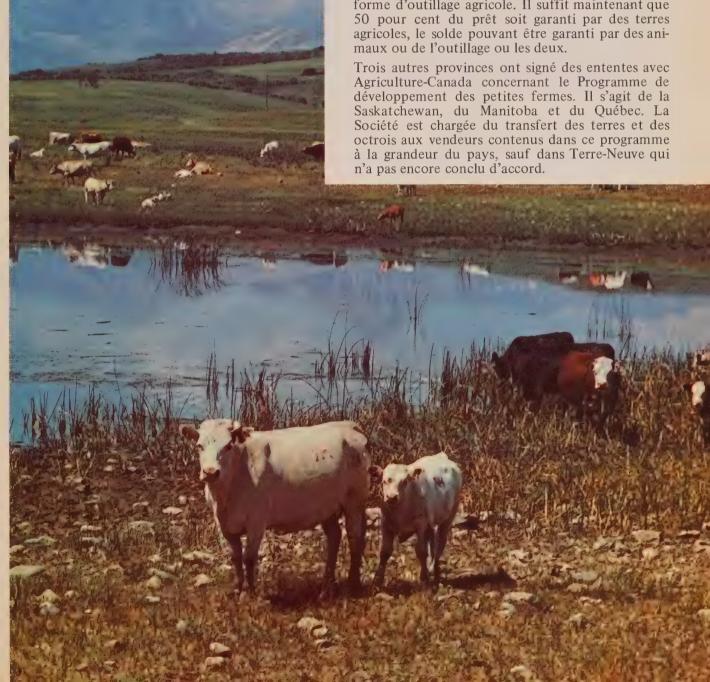
La demande exercée par les centres urbains sur les terres agricoles comporte de très graves conséquences. Elle se traduit par un nombre sans cesse plus élevé de terres qui ne sont pas pleinement utilisées pour la production agricole, ce qui réduit la capacité de production de l'agriculture. De plus, elle pousse le prix des terres agricoles à un niveau si élevé qu'il est difficile aux agriculteurs de les acheter et d'en tirer un revenu raisonnable pour leur travail et leurs investissements. L'accélération de cette tendance pourrait avoir des conséquences néfastes pour la production agricole future.

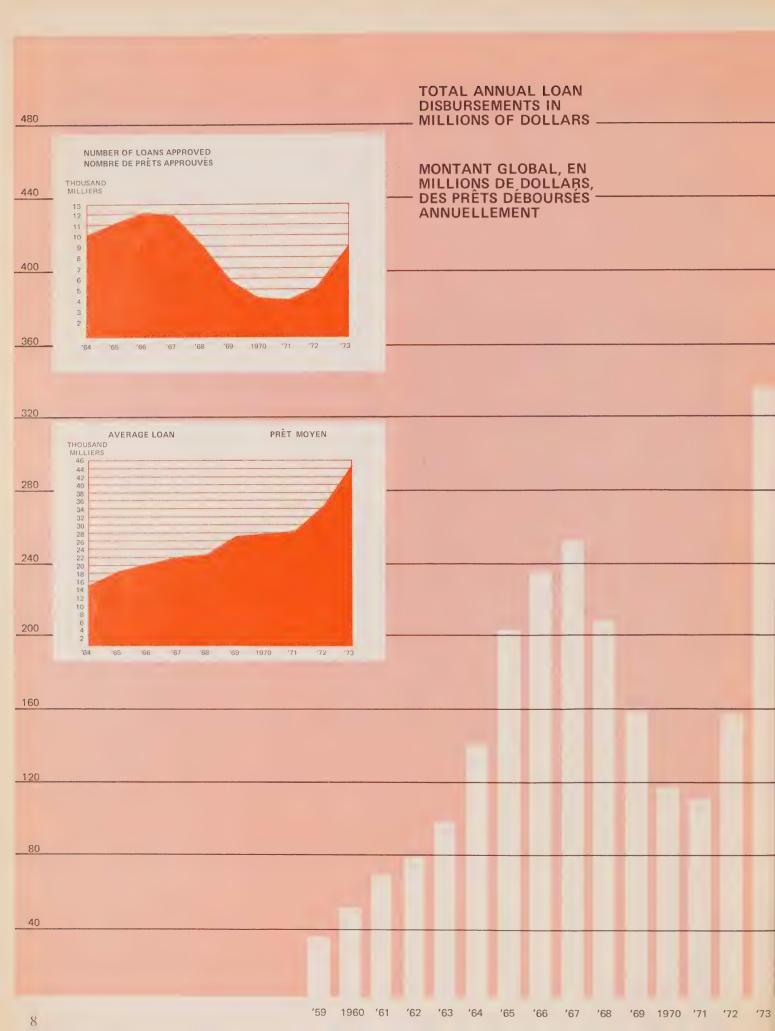
La Société fournit des services consultatifs à ses emprunteurs qui font l'objet d'une surveillance technique (Partie III). Au cours des années, elle a with respect to security requirements for loans to young farmers. Previously, land had to provide at least 60 per cent of the security and not more than 25 per cent of the loan could be secured by farm equipment. The minimum amount secured by farm land has been reduced to 50 per cent and the balance can be secured by either livestock or equipment, or both.

Three more provinces — Saskatchewan, Manitoba and Quebec, signed agreements with Agriculture Canada under the Small Farm Development Program. The Corporation now administers the Land Transfer and Vendor Grants parts of that program in all provinces except Newfoundland.

constaté que ces services jouent un rôle déterminant dans les premières années consécutives au prêt, lesquelles marquent le début d'une étape importante. Face à l'augmentation du nombre de jeunes emprunteurs, il devient donc extrêmement important de faire un effort concerté afin de maintenir des services de la plus haute qualité. D'autre part, elle a également constaté qu'un agriculteur n'a plus vraiment besoin de surveillance une fois son plan d'opérations agricoles en marche et une fois passés les moments difficiles des premières années.

Au cours de l'année, le règlement régissant la garantie exigée lors de prêts aux jeunes agriculteurs a subi des modifications. Auparavant, au moins 60 pour cent de la garantie devait être sous forme de terres et au plus 25 pour cent pouvait être sous forme d'outillage agricole. Il suffit maintenant que 50 pour cent du prêt soit garanti par des terres agricoles, le solde pouvant être garanti par des animaux ou de l'outillage ou les deux.





#### **OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT**

## Loan Approvals

In the fiscal year ending March 31, 1974, there were 9,041 loans approved under the Farm Credit Act. This was an increase of 3,475 over the preceding year. The total amount approved increased from \$186.3 million in 1972-73 to over \$400 million. As noted in the Chairman's Report, this was the highest total approved since the implementation of this Act. Although there was some variation between regions in the growth of lending activity, the increase was very substantial in all regions.

The \$400.7 million approved during the year included \$307.8 million for the various purposes set out in the table on page 10. The balance of \$92.9 million was used to repay the amounts which remained outstanding on loans made previously to the same borrowers. The latter amount was incorporated into the new loans when the borrowers obtained additional funds to expand or further develop their farm businesses.

During the fiscal year, there were 7,906 loans approved under Part II of the Act, to be secured by mortgages on farm lands. These loans accounted for \$337,510,000 or 84.2 per cent of the total amount. Loans under Part III of the Act to farmers under 45 years of age and secured by mortgages on farm lands or by farm lands and chattels totalled 1,135 in number and \$63,148,100 in amount. The average size of all loans increased from \$35,173 in 1972-73 to \$44,316 in 1973-74.

The increasing average size of loan can be attributed to several factors. The maximum amount of loan available to one owner-operator was increased in July 1972 from \$40,000 to \$100,000. The price of farm land and other farm inputs increased sharply during the year as prospects for farm income improved. Farmers continued to adjust the size of their farms and scale of their enterprises to take advantage of improved techniques of production. During the fiscal year 1973-74, one loan in every five was to a farm business in which more than one farm family was involved as owner-operators, and of the loans made to larger farms, nearly half were to farms with two or more owneroperators. These trends, which have been apparent for some time, appear to have accelerated during 1973-74 and further influenced the financial structure of farms and farmers' need for long-term credit.

#### Use of Loan Funds

As shown in the table on page 10, the predominant purpose for which new loan funds were used was to finance the transfer of land. The percentage shown under "New Units" refers to funds used to

## ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

Approbations de prêts

Au cours de l'exercice financier terminé le 31 mars 1974, la Société a approuvé 9,041 prêts sous le régime de la Loi sur le crédit agricole, soit une augmentation de 3,745 par rapport à l'exercice précédent. Le crédit total approuvé est passé de \$186.3 millions en 1972-1973 à plus de \$400 millions, soit le plus haut total approuvé depuis la mise en oeuvre de cette Loi, comme en fait état le rapport du président. L'augmentation a été très considérable dans toutes les régions mais on peut tout de même relever une certain différence entre celles-ci.

Le total de \$400.7 millions approuvé durant l'année incluait \$307.8 millions qui ont été affectés aux diverses fins illustrées au tableau à la page 10. Le solde de \$92.9 millions a servi à rembourser les montants impayés sur des prêts consentis antérieurement aux mêmes emprunteurs. Ce solde a été incorporé dans les nouveaux prêts obtenus par ces emprunteurs afin d'entreprendre ou de poursuivre l'expansion de leur ferme.

Durant l'exercice financier, 7,906 prêts ont été approuvés sous le régime de la Partie II de la Loi. Ces prêts, qui sont garantis par une hypothèque grevant les terres agricoles, représentaient \$337,510,000 ou 84.2 pour cent du montant total. Les prêts consentis sous le régime de la Partie III de la Loi sont réservés aux agriculteurs de moins de 45 ans. Ils sont garantis par une hypothèque sur les terres agricoles seulement ou par une hypothèque sur les terres agricoles et un nantissement. Un total de 1,135 de ces prêts a été consenti pour un montant de \$63,148,000. Le montant moyen de tous les prêts est passé de \$35,173 en 1972-1973 à \$44,316 en 1973-1974.

L'augmentation du montant moyen des prêts peut être attribuée à plusieurs facteurs. Depuis juillet 1972, le montant maximum de prêt accessible à tout propriétaire-exploitant est passé de \$40,000 à \$100,000. Les prix des terres agricoles et des autres intrants à la ferme ont accusé une hausse marquée durant l'année parallèlement à l'amélioration des perspectives de revenus agricoles. Les agriculteurs ont continué d'agrandir leurs fermes et d'intensifier leur exploitation afin de profiter des techniques améliorées de production. Durant l'exercice financier 1973-1974, un prêt sur cinq était destiné à une exploitation agricole qui était exploitée et possédée par plus d'une famille agricole. De plus, dans le cas des plus grandes fermes, près de la moitié des prêts ont été consentis à deux propriétaires-exploitants ou plus. Ces tendances ont cours depuis un certain temps mais semblent s'être accentuées pendant l'exercice 1973-1974 et ont eu une influence plus grande sur la structure financière des transfer complete units to new owner-operators. The funds for "Additional Land" were used for the purchase of land that generally would be farmed in conjunction with other land. In many instances, however, such additional land was purchased by a young farmer and provided the basis for his establishment in farming with some arrangements made with other members of the family, such as a father or brothers, for the use of machinery and exchange of labour.

As an indication of the size of farm businesses being assisted under this legislation, about 70 per cent of all loans were made on farms where total assets were less than \$150,000. Just under 7 per cent were on farms where the total assets were \$250,000 or more. This latter group included many farms which were owned and operated by two or more farm families.

fermes et les besoins des agriculteurs en matière de crédit agricole.

## L'utilisation des fonds prêtés

Le principal but des emprunts a été le transfert des terres, comme en fait foi le tableau ci-dessous. Le pourcentage mentionné sous le titre "Nouvelles unités" a trait aux fonds affectés au transfert d'unités complètes à de nouveaux propriétaires-exploitants. Les fonds mentionnés sous le titre "Terres additionnelles" ont généralement servi à l'achat de terres pour fins d'agrandissement. Toute-fois, dans plusieurs cas, celles-ci ont été achetées par un jeune agriculteur comme base pour s'établir dans l'agriculture grâce à un arrangement quel-conque avec d'autres membres de sa famille, tels son père ou ses frères, concernant l'utilisation de machines aratoires et l'échange de main-d'oeuvre.

Au sujet de la dimension des exploitations agricoles qui ont bénéficié du crédit en vertu de la présente législation, il est à noter qu'environ 70 pour cent de tous les prêts ont été consentis à des fermes dont l'actif total était inférieur à \$150,000. Un peu moins de 7 pour cent des prêts ont été accordés à des exploitations dont l'actif total s'élevait à \$250,000 et plus. Ce dernier groupe incluait de nombreuses fermes qui étaient possédées et exploitées par deux familles agricoles et plus.

# PURPOSES FOR WHICH LOANS WERE APPROVED DURING LAST 5 YEARS

## TABLEAU DE L'EMPLOI DES FONDS EMPRUNTÉS DURANT LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Fiscal Year Année financière	Land Secured Debt Dettes hypothécaires	Livestock Bétail	Equipment Équipement	Miscellaneous Divers	Other Debts Autres dettes	Permanent Improvements Améliorations permanentes	New Units Nouvelles unités	Additional Land Terres additionnelles
	%	%	%	%	%	. %	%	%
1969-70	9.7	2.3	1.4	1.7	7.0	20.9	15.3	41.7
1970-71	11.9	3.2	1.6	1.5	14.5	21.0	14.7	31.6
1971-72	11.4	1.8	1.2	2.0	10.6	12.8	16.5	43.7
1972-73	11.0	1.1	1.2	2.1	7.6	13.5	15.1	48.4
1973-74	11.3	.9	1.3	1.6	7.1	13.1	18.0	46.7

(Funds approved exclude refinanced F.C.C. land debts)

(Fonds approuvés n'incluent pas le remboursement des dettes hypothécaires envers la S.C.A.)

## Age of Borrowers

Âge des emprunteurs

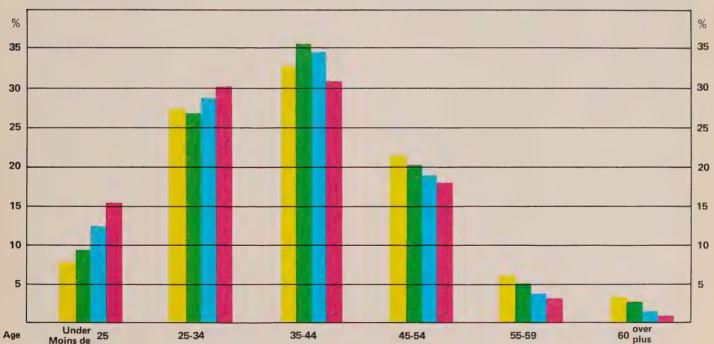
As noted earlier in this report, there was a very substantial increase in the number of young farmers who were assisted under this Act in the year under review. The number of loans to farmers under 25 years of age increased from 12.4 per cent in 1972-73 to 15.6 per cent in 1973-74. In the same period, the number of loans to farmers under 35 years of age increased from about 41 per cent to almost 46 per cent. More significantly, the number of young farmers assisted increased from 2,072 in 1972-73 to 3,777 or by over 82 per cent and the amount approved for this group increased from \$71.5 million in the preceding year to over \$163 million in 1973-74. The distribution of loans by age of borrowers is shown in the chart below.

Le nombre de jeunes agriculteurs qui ont recu des prêts en vertu de cette Loi au cours de l'exercice terminé affiche une augmentation considérable comme en fait foi le présent rapport. Le nombre de prêts consentis à des agriculteurs de moins de 25 ans est passé de 12.4 pour cent en 1972-1973 à 15.6 pour cent en 1973-1974. Dans la même période, le nombre de prêts consentis aux agriculteurs de moins de 35 ans passait d'environ 41 pour cent à près de 46 pour cent. Il importe cependant de noter que le nombre de jeunes agriculteurs qui ont obtenu du crédit est passé de 2,072 en 1972-1973 à 3,777, soit une augmentation de plus de 82 pour cent, tandis que le montant approuvé à l'égard de ce groupe passait de \$71.5 millions dans l'exercice précédent à plus de \$163 millions en 1973-1974. Le tableau ci-dessous illustre la répartition des emprunts en fonction de l'âge des emprunteurs.



AGE DISTRIBUTION F.C.A. BORROWERS

## RÉPARTITION SELON L'ÂGE EMPRUNTEURS L.C.A.



## Life Insurance

Assurance-vie

The Farm Credit Act requires that, in addition to a mortage on farm land or farm land and chattels, loans under Part III shall be secured by insurance on the life of the borrower under the Corporation's life insurance group plan. The amount of this mandatory insurance is the amount by which the loan exceeds 75 per cent of the appraised value

Les prêts consentis sous le régime de la Partie III de la Loi sur le crédit agricole doivent être garantis par une assurance sur la vie des emprunteurs en vertu du régime collectif d'assurance-vie de la Société, en plus d'être garantis par une hypothèque sur les terres à culture seules ou sur les terres à culture et les biens mobiliers. Le montant de l'assurance obliof the farm lands which are mortgaged as security. Insurance is available on an optional basis under the same group plan for all or part of the balance of any Part III loan and for all or part of amounts borrowed under Part II of the Act. During 1973-74, about 56 per cent of all borrowers took life insurance under the Corporation's group plan.

#### Service to Borrowers

The Corporation continued to give pre-loan advisory services to all applicants and post-loan advisory services to those who obtained supervised loans. Increasing farm size, higher land values and increased capital requirements coupled with a greatly changed price and cost structure have increased the importance of advisory services. Such services are particularly crucial for young farmers making large investments with a small equity. Accordingly, the Corporation is giving particular emphasis to advisory services at this stage of farm development.

Post-loan advisory services as at March 31 were being provided to 3,491 borrowers of which 2,306 use the CANFARM system of farm record keeping. During the past year, a large volume of CANFARM farm business data was analyzed for production costs and returns and living costs. This analysis of actual farm business experience is now included in guides used in counselling and in the establishment of new farmers.

## Repayment by Borrowers

As a direct consequence of the increased income realized during the year, borrowers made substantial payments to the Corporation in reduction of their mortgage loans.

Principal due and payable during the year amounted to \$40.4 million, of which \$35.5 million or 87.7 per cent was paid. In addition, \$44 million was paid on principal not due.

Interest due and payable during the year amounted to \$81.7 million, of which \$77.5 million or 94.8 per cent was paid.

92.4 per cent of all loans under the Farm Credit Act were in good standing at the end of the fiscal year compared to 88.7 per cent a year earlier.

#### Real Property and Losses on Loans

At April 1, 1973, the Corporation held title to 24 farm properties with an inventory value of \$571,181. During the year, 26 properties were acquired and 40 were sold. At the end of the year, the Corporation still had 10 properties on hand at an inventory value of \$282,327. Net losses on loans, including the write-down in the inventory value of properties on hand amounted to \$146,821, compared to \$177,701 in 1972-73.

Outstanding agreements for sale at the end of the year were 189 at a book value of \$2,283,723.

gatoire correspond au montant par lequel le prêt surveillé excède 75 pour cent de la valeur estimative des terres agricoles données en garantie. Ce régime offre également l'option d'assurer la totalité ou une partie du montant du prêt qui n'est pas couvert par l'assurance obligatoire. Cette assurance facultative est également offerte aux emprunteurs réguliers sous le régime de la Partie II de la Loi. Environ 56 pour cent de tous les emprunteurs ont souscrit une assurance-vie aux termes de ce régime collectif en 1973-1974.

## Services aux emprunteurs

La Société continue d'offrir des services consultatifs antérieurs aux prêts à tous les requérants ainsi que des services consultatifs postérieurs aux prêts à ceux qui détiennent des prêts surveillés. Ces services deviennent de plus en plus importants face à l'augmentation de la taille des fermes, de la valeur des terres et des besoins de capitaux auxquels s'ajoutent les changements marqués de prix et de la structure des coûts. Ils sont d'une importance encore plus capitale pour les jeunes agriculteurs qui investissent de fortes sommes et possèdent un avoir net limité. Reconnaissant ces faits, la Société intensifie les services consultatifs durant les premières années du prêt.

Au 31 mars, elle dispensait des services consultatifs postérieurs aux prêts à 3,491 emprunteurs. De ce nombre, 2,306 utilisaient le système CANFARM de comptabilité agricole. L'an passé, un volume considérable d'informations CANFARM concernant l'exploitation agricole ont fait l'objet d'une analyse visant à déterminer les coûts de production, les prix de revient et les frais de subsistance. Les résultats de cette analyse concrète des exploitations agricoles sont maintenant incorporés dans les guides que nous utilisons pour fins de consultation et pour aider les jeunes agriculteurs à s'établir.

#### Remboursement par les emprunteurs

Le revenu accru que les emprunteurs ont perçu durant l'année s'est traduit directement par des versements considérables qui ont été appliqués à la réduction des prêts hypothécaires.

Le capital échu et payable durant l'année s'élevait à \$40.4 millions, et, de ce montant, \$35.5 millions ou 87.7 pour cent ont été remboursés. De plus, \$44 millions ont été remboursés par anticipation sur le capital non échu.

L'intérêt échu et payable durant l'année s'élevait à \$81.7 millions, et, de ce montant, \$77.5 millions ou 94.8 pour cent ont été remboursés.

Le pourcentage des prêts à jour sous le régime de la Loi sur le crédit agricole à la fin de l'exercice financier s'élevait à 92.4 pour cent comparativement à 88.7 pour cent l'an passé.

## OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT

In the fiscal year 1973-74, the amount approved under the Farm Syndicates Credit Act increased to over \$4 million from approximately \$1.9 million in 1972-73. The number of loans approved increased from 114 in the preceding year to 238 in 1973-74. This large increase can be attributed to the improved outlook for farm income and the backlog of demand for farm machinery which accumulated during previous years when farm income was lower. It also can be attributed to the more general use of larger equipment which represents a large investment but has the capacity to meet the needs of several farmers.

From the implementation of this Act to March 31, 1974, there were 1,389 loans approved for 936 syndicates with a total membership of 3,620 farmers and the total amount approved was over \$17.5 million. As of that date, over 90 per cent of the loans were up to date on due payments and only 76 accounts were in arrears. This repayment situation was a significant improvement over the situation a year earlier.

## OPERATIONS UNDER THE SMALL FARM DEVELOPMENT PROGRAM

1973-74 was the first complete fiscal year of operations under the Land Transfer Plan. During this period the Corporation approved \$5,369,216 in vendor assistance grants for 1,778 farmers who were retiring or making an adjustment to other pursuits. In addition, Special Credit assistance amounting to \$4,315,162 was approved for 250 farmers to expand their farm holdings with land that became available under the Program.

The number of farmers who used the Special Credit is by no means an indication of the number of small farmers that were assisted by the Program. Many farms that became available through the Plan went to small farmers who, although eligible for Special Credit, chose other means of financing. These other means included financing under the

## Biens immobiliers et pertes sur les prêts

Au 1er avril 1973, la Société détenait les titres de 24 propriétés agricoles dont la valeur d'inventaire se chiffrait à \$571,181. Pendant l'année, elle est devenue propriétaire de 26 propriétés et en a vendues 40. À la fin de l'exercice, elle détenait encore, pour fins de vente, 10 propriétés dont la valeur d'inventaire se chiffrait à \$282,327. Les pertes nettes sur les prêts, y compris la réduction dans la valeur d'inventaire des propriétés détenues, se sont chiffrées à \$146,821 comparativement à \$177,701 en 1972-1973.

À la fin de l'exercice, 189 contrats de vente étaient en cours et représentaient une valeur aux livres de \$2,283,723.

## ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

Dans l'exercice financier 1973-1974, le montant approuvé sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles est passé d'environ \$1.9 million en 1972-1973 à plus de \$4 millions. Le nombre de prêts approuvés est passé de 114 dans l'année précédente à 238 en 1973-1974. Cette augmentation considérable peut être attribuée à des perspectives de revenus agricoles améliorés ainsi qu'au retard marqué dans la demande pour des machines aratoires durant les années précédentes en raison des faibles revenus agricoles. Elle peut également être attribuée à une utilisation plus généralisée d'outillage lourd qui représente un investissement considérable tout en ayant l'avantage de suffire aux besoins de plusieurs agriculteurs.

Au 31 mars 1974, la Société avait approuvé 1,389 prêts à 936 syndicats groupant un total de 3,620 agriculteurs pour un montant global de plus de \$17.5 millions depuis l'inauguration de la Loi. À cette même date, plus de 90 pour cent des prêts étaient en règle et seulement 76 comptes étaient en arrérage. La situation du remboursement affiche donc une nette amélioration par rapport à l'an passé.



Farm Credit Act or through a Provincial Agency because, in most instances, the purchaser required financing for other purposes. Some purchasers were financed directly by their family, and others made arrangements with the vendor to carry the financing, often under very favourable terms.

On April 1, 1973, the Program was operative in six provinces. On June 18, 1973, Manitoba joined by signing an agreement with Canada; Saskatchewan on June 29th and Quebec on September 27th, 1973. Negotiations with Newfoundland are in progress and with its entering into an agreement with Canada, the Program will be in operation in all ten provinces.

#### **ADMINISTRATION**

Responsibility for lending decisions and operations are decentralized to 7 Branch Offices, 1 for the Atlantic Region and 1 in each of the other Provinces.

The Corporation's field officers, comprised of 31 District Supervisors and 222 Credit Advisors, worked out of 117 field offices, an increase of 1 office during the year. The total staff at year's end was 632, an increase of 34 during the year.

The total cost of administration in 1973-74 was \$9,289,731 compared to \$8,613,609 in the previous year, or 0.68 per cent of the mean investment in both years.

## **FINANCING**

#### Farm Credit Act

The record sum of \$400.7 million approved in loans during the year required the Corporation to increase its indebtedness to the Minister of Finance by \$158.1 million compared to \$41.2 million a year earlier. The total amount due to the Minister of Finance at March 31, 1974, stood at \$1,353 million at an average interest rate of 6.251 per cent.

The Paid Capital under Section 12 of the Act was increased by \$6.5 million during the year to a total of \$54,350,000 at March 31, 1974.

## **Operating Loss**

During a nine-year period prior to 1968, most loans to farmers were bearing a statutory rate of interest of 5 per cent while the Corporation was required to pay interest rates as high as 6.875 per cent on its borrowings from the Minister of Finance. This financial condition has resulted in operating losses since 1960-61 and is expected to continue for a certain number of years. This lack of an interest margin to cover the normal administrative expenses of the Corporation during the year produced an operating loss of \$6,561,505 which has been recovered from a Parliamentary Appropriation.

## ACTIVITÉS EN VERTU DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES PETITES FERMES

L'exercice financier 1973-1974 représente la première année complète d'activité dans le cadre du Programme de transfert des terres. Durant cette période, la Société a approuvé \$5,369,216 sous forme d'octrois aux vendeurs répartis entre 1,778 agriculteurs qui prenaient leur retraite ou se réorientaient dans d'autres sphères d'activité. De plus, elle a approuvé un montant de \$4,315,162 sous forme de crédit spécial à l'achat réparti entre 250 agriculteurs afin de les aider à agrandir leur propriété agricole par l'achat de terres devenues disponibles dans le cadre du programme.

Le nombre d'agriculteurs qui se sont prévalus du crédit spécial n'indique aucunement le nombre de petits cultivateurs qui ont reçu de l'aide en vertu du programme. Plusieurs fermes devenues disponibles dans le cadre du programme ont été achetées par de petits agriculteurs qui ont choisi d'autres movens de financement même s'ils étaient admissibles au crédit à l'achat. Parmi ces autres moyens, on retrouve principalement l'emprunt en vertu de la Loi sur le crédit agricole ou auprès d'un organisme provincial, ceci parce que la plupart des acheteurs avaient également besoin d'emprunter à d'autres fins. Certains acheteurs ont obtenu le financement requis de leur propre famille tandis que d'autres ont pris des arrangements financiers souvent très favorables avec le vendeur.

Le 1er avril 1973, le programme était en marche dans six provinces. Le Manitoba se joignait à ce groupe le 18 juin 1973 en signant un accord avec le Canada. La Saskatchewan faisait de même le 29 juin et le Québec le 27 septembre 1973. Des négociations sont en cours avec la province de Terre-Neuve de sorte que le programme devrait éventuellement être en opération dans les dix provinces.

## **ADMINISTRATION**

La responsabilité pour les décisions de prêts et les opérations de la Société est décentralisée, étant répartie entre sept bureaux de succursale, soit un pour la région de l'Atlantique et un dans chacune des autres provinces.

Le personnel d'agents de campagne de la Société se composait de 31 surveillants de district et de 222 conseillers en crédit. Ce nombre était réparti dans 117 bureaux de campagne, soit une augmentation d'un bureau durant l'exercice. L'effectif global se chiffrait à 632 à la fin de l'exercice, soit une augmentation de 34 durant l'année.

Le coût total de l'administration s'est chiffré à \$9,289,731 en 1973-1974, comparativement à \$8,613,609 soit 0.68 pour cent du total moyen des prêts aux livres dans chacun des exercices financiers.

#### Reserve for Losses

After deducting the year's net loss on loans to farmers of \$146,821, the Corporation's Reserve for Losses at the close of the fiscal year was \$770,406. This amounted to 0.06 per cent of the Corporation's outstanding investment in farm mortgages.

#### Farm Syndicates Credit Act

In order to meet the demand for loans to farm syndicates, an amount of \$3.1 million was advanced to the Corporation by the Minister of Finance. At March 31, 1974, \$7.8 million was owed to Canada in respect of the Farm Syndicates Credit Act.

After adding net earnings of \$51,348 and deducting net losses on loans of \$564, the Retained Earnings Account stood at \$84,049 at March 31,1974.

## Small Farm Development Program

Funds approved during the year to purchasers of farms under the special credit provisions of the Program required borrowings of \$4.5 million from the Minister of Finance bringing the total indebtedness to \$5 million at the close of the fiscal year.



#### FINANCEMENT

## Loi sur le crédit agricole

Le montant sans précédent de crédit approuvé durant l'exercice, soit \$400.7 millions, a obligé la Société à accroître son endettement auprès du ministre des Finances par \$158.1 millions comparativement à \$41.2 millions l'année précédente. Le montant total à rembourser au ministre des Finances au 31 mars 1974 s'établissait à \$1,353 millions à un taux d'intérêt moyen de 6.251 pour cent.

Le capital versé aux termes de l'article 12 de la Loi a été augmenté de \$6.5 millions durant l'année pour atteindre un total de \$54,350,000 au 31 mars 1974.

## Perte d'exploitation

Durant la période de neuf ans antérieure à 1968, la plupart des prêts consentis aux agriculteurs portaient un taux d'intérêt statutaire de 5 pour cent tandis que la Société payait des taux d'intérêt atteignant 6.875 pour cent sur ces emprunts auprès du ministre des Finances. Cette situation a occasionné des pertes d'exploitation à la Société depuis 1960-1961 et il devrait continuer à en être ainsi pendant un certain nombre d'années. L'absence d'une marge d'intérêt suffisante pour couvrir les dépenses administratives normales de la Société durant l'année s'est traduite par une perte d'exploitation de \$6,561,505 qui a été recouvrée au moyen d'un crédit parlementaire.

#### Réserve pour pertes

Après déduction de la perte nette de \$146,821 enregistrée dans l'année sur les prêts aux agriculteurs, la réserve de la Société contre les pertes s'établissait à \$770,406 à la fin de l'exercice financier. Ce chiffre représentait 0.06 pour cent de la partie non remboursée des prêts hypothécaires agricoles détenus par la Société.

## Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Le ministre des Finances a avancé la somme de \$3.1 millions à la Société afin de répondre à la demande d'emprunt des syndicats agricoles. Au 31 mars 1974, \$7.8 millions étaient dus au Canada sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles.

Après l'addition des gains nets de \$51,348 et la déduction des pertes nettes de \$564 sur les prêts, le solde au compte des gains retenus s'établissait à \$84,049 au 31 mars 1974.

#### Programme de développement des petites fermes

Les fonds approuvés durant l'exercice aux acheteurs de fermes en vertu des dispositions de crédit spécial du programme ont donné lieu à des emprunts de \$4.5 millions auprès du ministre des Finances, ce qui portait l'endettement total à \$5 millions à la fin de l'exercice.

Report of the Auditor General to the Minister of Agriculture.

Ottawa, June 7, 1974.

The Honourable Eugene F. Whelan, P.C., M.P., Minister of Agriculture, Ottawa.

I have examined the balance sheet of the Farm Credit Corporation as at March 31, 1974 and the statement of income and expense for the year then ended. My examination included a general review of the accounting procedures and such tests of accounting records and other supporting evidence as I considered necessary in the circumstances.

Section 15 of the Farm Credit Act requires the Corporation to establish a reserve out of which may be paid "any losses sustained by the Corporation in the conduct of its business." The section further provides that the Corporation shall credit its net earnings each year to this reserve until the amount of the reserve equals the capital of the Corporation. At March 31, 1974, the capital of the Corporation amounted to \$54,350,000 while the reserve amounted to \$770,406.

It has been pointed out previously that the statutory lending rate of 5% on loans to farmers has not provided sufficient income to cover the interest paid on borrowings from Canada and administrative expenses. Although the statutory rate was abolished with effect from November 15, 1968, annual losses will continue to be incurred with respect to outstanding loans totalling \$523 million at March 31, 1974 which still bear interest at the statutory rate of 5%. Since 1963 these losses have been recovered from annual parliamentary appropriations provided for the purpose in order to prevent further depletion of the reserve for losses. However, this policy does not provide for the building up of the reserve to an amount equivalent to the capital of the Corporation as is contemplated by the Farm Credit Act.

In my opinion, subject to the foregoing, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at March 31, 1974 and the results of its operations for the year then ended, in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within the statutory powers of the Corporation.

J.J. Macdonell

Auditor General of Canada

Rapport de l'Auditeur général au Ministre de l'Agriculture.

Ottawa, le 7 juin 1974.

L'honorable Eugene F. Whelan, C.P., député, Ministre de l'Agriculture, Ottawa.

J'ai examiné le bilan de la Société du crédit agricole au 31 mars 1974 ainsi que les comptes et les états financiers pour l'année terminée. Mon examen comportait une revision générale des méthodes comptables et tous les tests que je considérais nécessaires dans les circonstances relativement aux livres de comptabilité et aux autres pièces justificatives.

L'article 15 de la Loi sur le crédit agricole exige que la Société établisse une réserve sur laquelle on peut acquitter "toute perte subie par la Société dans la conduite de ses affaires". L'article stipule en plus que la Société doit, à la fin de chaque année, porter à cette réserve ses bénéfices nets jusqu'à ce que le montant de la réserve égale le montant du capital de la Société. Au 31 mars 1974, le capital de la Société s'élevait à \$54,350,000 tandis que la réserve s'élevait à \$770,406.

Comme il a été signalé précédemment, le taux statutaire de 5 p. 100 applicable aux prêts consentis aux cultivateurs n'a pas fourni suffisamment de recettes pour couvrir les intérêts versés sur les sommes empruntées du Canada et les dépenses administratives. Même si le taux statutaire a été aboli à compter du 15 novembre 1968, la Société continuera d'accuser des pertes annuelles sur les prêts aux livres portant intérêt au taux statutaire de 5 p. 100 et se chiffrant à \$523 millions au 31 mars 1974. Depuis 1963, les pertes annuelles sont récupérées par des crédits budgétaires annuels du Parlement accordés aux fins d'empêcher une diminution plus grande de la réserve pour pertes. Cependant, cette ligne de conduite ne pourvoit pas à la constitution d'une réserve jusqu'à un montant équivalent au capital de la Société, tel que prévu par la Loi sur le crédit agricole.

A mon avis, compte tenu de ce qui précède, ces états financiers présentent de façon exacte et juste la situation financière de la Société au 31 mars 1974 ainsi que les résultats de ses opérations dans l'exercice terminé, en conformité des principes de comptabilité généralement acceptés et appliqués d'une manière conforme à celle de l'année précédente.

De plus, je déclare qu'à mon avis, la Société a tenu une comptabilité régulière, que les états financiers sont conformes aux livres, et que les opérations portées à ma connaissance entrent dans les attributions de la Société.

L'Auditeur général du Canada,

J.J. Macdonell.

# **FARM CREDIT CORPORATION**

(Established by the Farm Credit Act) BALANCE SHEET AS AT MARCH 31, 1974 (with comparative figures as at March 31, 1973)

ASSETS – ACTIF		
	1974	1973
Cash	\$ 7,160,864	\$ 2,829,844 Encaisses
Accounts receivable	49,284	35,863 Comptes à recevoir
Loans to farmers, secured by first mortgages	1,441,444,780	Prêts aux cultivateurs, en première 1,276,908,466 hypothèque
Loans to farm syndicates	7,882,389	6,688,801 Prêts aux syndicats agricoles
Agreements for sale in respect of:         \$2,283,723           Farm Credit Act         \$2,283,723           Small Farm Development         4,860,139		Contrats de vente: 1,701,695 Loi sur le crédit agricole Programme de développement des 494,416 petites fermes
	7,143,862	2,196,111
Real estate held for sale in respect of: Farm Credit Act		Bien-fonds détenus pour fins de vente: 571,181 Loi sur le crédit agricole Programme de développement des petites fermes
	291,876	571,181
Fixed assets, at cost		646,986 Actif immobilisé, au prix coûtant
Less: Accumulated depreciation 498,418	275,423	456,241À soustraire: Amortissement
	\$1,464,248,478	<u>\$1,289,421,011</u>

Certified correct:	le contrôleur-trésorier		
Certifié exact:	P.A. Lanoix		
	Comptroller-Treasurer		
Approved:	le président		
Approuvé:	G. Owen		
	Chairman		

# SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

(Créée en vertu de la Loi sur le crédit agricole) BILAN AU 31 MARS 1974 (avec chiffres comparatifs au 31 mars 1973)

		LIABILITIES – PASSIF
	1974	1973
Accounts payable	\$ 222,522	\$ 406,626 Comptes à payer
Due to Canada in respect of operations for the year	234,980	À payer au Canada à l'égard des opérations 42,410 de l'année financière
Interest accrued on Canada loans	29,773,735	Intérêts courus sur les emprunts consentis 27,481,192 par le Canada
Instalment prepayments, fire insurance recoveries, unearned appraisal fees and other deposits	12,361,975	Versements anticipés, recouvrements d'assurance, honoraires d'évaluations 10,160,293 en dépôt, autres dépôts
Canada loans in respect of:       \$1,353,635,336         Farm Credit Act		Prêts consentis par le Canada: 1,195,504,890 Loi sur le crédit agricole 6,525,108 Loi sur le crédit aux syndicats agricoles Programme de développement des 500,000 petites fermes
	1,366,450,811	1,202,529,998
Capital: Capital paid in by Canada under the Farm Credit Act	54,350,000	Capital: Versé par le Canada en vertu de la Loi 47,850,000 sur le crédit agricole
Reserve for losses – Farm Credit Act: Balance at beginning of year 917,227 Deduct: Net loss on loans to	÷	Réserves pour pertes — Loi sur le crédit agricole: 1,094,928Solde au début de l'année À soustraire: Perte nette sur les prêts 177,701aux cultivateurs
farmers	770,406	aux cultivateurs   917,227 Solde à la fin de l'année
Retained earnings from operations under the Farm Syndicates Credit Act: Balance at beginning of year		Gains retenus des opérations effectuées sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles:  25,184
Balance at end of year	84,049	33,265 Solde à la fin de l'année
	55,204,455 \$1,464,248,478	48,800,492 \$1,289,421,011
	ψ1,404,240,478	ψ1,207, <del>1</del> 21,011

I have examined the above Balance Sheet and the related Statement of Income and Expense and have reported thereon under date of June 7, 1974 to the Minister of Agriculture.

Le bilan actuel et les relevés des recettes et des dépenses ont été examinés et ont fait l'objet de mon rapport du 7 juin 1974 adressé au ministre de l'Agriculture.

L'auditeur général du Canada J.J. Macdonell Auditor General of Canada

# STATEMENT OF INCOME AND EXPENSE FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1974

OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT	1974	1973
Income		
Interest earned on mortgage loans to farmers	\$79,540,914	\$72,164,879
Deduct: Interest on loans from Canada	78,064,127 1,476,787	
Appraisal, legal and supervision fees	904,288	504,483
Other	347,151 2,728,226	469,505 178,698
Expense	_,	,
Salaries		6,414,661
Employee benefits 641,199		518,861
Travel		603,181
Office accommodation		663,973
Rental and maintenance of office equipment 146,624		137,903
Printing, stationery and office supplies		95,543
Telephone		94,916
Postage and express		73,104
Depreciation		48,009
Other		81,277 8,731,428
Less: Portion allocated to operations under the:		
Farm Syndicates Credit Act \$ 42,482		45,578
Small Farm Development Program . 822,873 865,355	9,289,731	72,241 117,819 8,613,609
Net Operating loss provided for by Agriculture Vote 50	\$ 6,561,505	\$ 8,434,911

Note: The Corporation has 5 members, 2 of whom received \$66,625 in salaries as officers. The members receive no remuneration as members.

## RELEVÉ DES RECETTES ET DES DÉPENSES, ANNÉE CLOSE LE 31 MARS 1974

OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE	1974	1973
Recettes		
Intérêts acquis sur les prêts aux cultivateurs	\$79,540,914	\$72,164,879
À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada	78,064,127 1,476,787	72,960,169 (795,290)
Honoraires d'évaluation, de vacations et de surveillance	904,288	504,483
Autres	347,151 2,728,226	469,505 178,698
Dépenses		
Traitements		6,414,661
Bénéfices aux employés		518,861
Frais de voyage		603,181
Loyers		663,973
Location et entretien des fournitures de bureau 146,624		137,903
Impressions, papeterie et matériel de bureau 137,124		95,543
Téléphone	COMMENT	94,916
Affranchissement et messageries		73,104
Dépréciation	Devertible	48,009
Autres	Every a	81,277 8,731,428
À soustraire: Part affectée aux opérations:		
Loi sur le crédit aux syndicats agricoles \$ 42,482		45,578
Programme de développement des petites fermes 822,873		72,241
Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 50 de l'Agriculture	9,289,731 \$ 6,561,505	117,819 8,613,609 \$ 8,434,911

Nota: La Société compte 5 membres dont 2 ont reçu \$66,625 en rémunération à titre de fonctionnaires. Les membres ne reçoivent aucune rémunération à titre de membres.

# STATEMENT OF INCOME AND EXPENSE FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1974

OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT	1974	1973
Income		
Interest earned	\$474,005	\$467,865
Deduct: Interest on loans from Canada	416,610	425,997
Other	57,395 36,435 93,830	41,868 23,533 65,401
Portion of Corporation expense allocated to operations under this Act	42,482	45,578
Net operating profit	51,348 <u>564</u>	19,823 11,742
Net profit transferred to retained earnings	\$ 50,784	\$ 8,081
OPERATIONS UNDER THE SMALL FARM DEVELOPMENT PROGRAM		
Income		
Interest earned on agreements for sale	\$166,535	\$ 4,414
Deduct: Interest on loans from Canada	138,091 28,444	3,030 1,384
Other	2,835 31,279	740 2,124
Expense		
Portion of Corporation expense allocated to operations under this Program		72,241
Other		48,562
Deduct: Amount recovered from Department of Agriculture Vote 1		120,803
Excess of Income over Expense due to Canada	24,694 \$ 6,585	120,172 631 \$ 1,493

## RELEVÉ DES RECETTES ET DES DÉPENSES, ANNÉE CLOSE LE 31 MARS 1974

OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES Recettes	1974	1973
Receites		
Intérêts acquis	\$474,005	\$467,865
À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada	<u>416,610</u> 57,395	<u>425,997</u> 41,868
Autres	36,435 93,830	23,533 65,401
Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi	42,482	45,578
Profit net d'exploitation	51,348	19,823
À soustraire: Perte nette sur les prêts	564	11,742
Profit net porté au compte des gains retenus	\$ 50,784	\$ 8,081
OPÉRATIONS EN VERTU DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES PETITES FERMES		
Recettes		
Intérêts acquis sur les contrats de vente	\$166,535	\$ 4,414
À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada	138,091	3,030
race and the second sec	28,444	1,384
Autres	$\frac{2,835}{31,279}$	$\frac{740}{2,124}$
Dépenses		
Part des dépenses de la Société affectée aux opérations en vertu de ce Programme		72,241
Autres		<u>48,562</u> 120,803
À soustraire: Montant récupéré du crédit 1 du ministère de l'Agriculture		120,803
	24,694	631
Excédent des revenus par rapport aux dépenses à payer au Canada	\$ 6,585	\$ 1,493

Year	Amount	Interest	Year	Amount	Interest
Drawn	Outstanding	Rate	Drawn	Outstanding	Rate
Emprunté	Montant	Taux	Emprunté	Montant	Taux
en	impayé	d'intérêt %	en	<u>impayé</u>	d'intérêt %
EADM CREDIT	J. COT	/0	10	I SUR LE CRÉDIT A	
FARM CREDIT	ACT		LO	I SUR LE CREDIT A	GRICOLE
1956-1957	2,085,353	3.5	1967-1968	29,861,495	5.3125
	2,379,751	4		41,024,972	6.125
1957-1958	3,659,727	4.125		40,306,252	6.375
	3,392,220	4.375		25,715,428	6.875
1958-1959	5,607,753	4	1968-1969	5,242,046	6.6875
	6,499,555	4.5		144,279,707	6.75
1959-1960	8,489,738	5	1969-1970	72,820,858	7
	10,257,534	5.75		55,615,336	7.75
1960-1961	4,079,999	5.75	1970-1971	63,076,934	7.75
	16,662,427	5		39,192,080	7.5
1964-1965	55,413,156	5.375	1971-1972	60,620,694	6.75
	24,781,549	5.25		32,199,579	6.5
1965-1966	59,406,139	5.25	1972-1973	109,527,876	6
	31,829,968	5.375	1973-1974	227,600,000	6
	27,927,239	5.625	TOTAL	\$1,353,635,336	
1966-1967	26,840,897	5.75	TOTAL	Ψ1,555,055,550	
	73,206,203	5.875			
	44,032,871	6			
FARM SYNDICA	ATES CREDIT AC	CT		LOI SUR LE CRÉ	
				SYNDICATS AG	RICOLES
1968-1969	20,000	7.375	1971-1972	639,806	6
	65,550	6.875		630,000	5.75
	66,450	6.5	1972-1973	1,387,800	5.25
1969-1970	289,800	6.75	1973-1974	3,140,000	5.25
	377,700	7.5	TOTAL		
1970-1971	555,000	7.5	IOIAL	\$7,822,106	
	650,000	7			
				,	
SMALL FARM D	EVELOPMENT I	PROGRAM	PROGR	AMME DE DÉVELO	
				DES PETITES	FERMES
1972-1973	493,369	6	1973-1974	4,500,000	6
			TOTAL	\$4,993,369	
			I O I I I I	Ψ 1,775,507	

## PRÊTS DÉBOURSÉS ET OUTSTANDING BY FISCAL YEARS TO À RECOUVRER PAR ANNÉE FINANCIÈRE AU 31 MARS 1974

Fiscal Year	Loans Disbursed			ative Total of s Disbursed		Principal of Loans Outstanding End of Year		
Année Financière	Prêts	déboursés		cumulatif des s déboursés	_	Principal à recouvrer à la fin de l'année		
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant		
		\$		\$		\$		
1929-1959	water		54,624	168,905,335	25,471	89,301,022		
1959-1960	5,169	35,840,882	59,793	204,746,217	28,453	117,233,247		
1960-1961	5,162	52,305,266	64,955	257,051,483	31,054	158,447,392		
1961-1962	6,027	68,886,875	70,982	325,938,358	34,175	212,138,307		
1962-1963	6,453	78,428,094	77,435	404,366,452	37,462	270,277,265		
1963-1964	7,802	96,315,635	85,237	500,682,087	41,868	341,169,139		
1964-1965	9,845	139,750,639	95,082	640,432,726	47,404	443,560,275		
1965-1966	11,049	201,687,642	106,131	842,120,368	52,932	586,356,486		
1966-1967	11,632	234,447,269	117,763	1,076,567,637	58,258	748,532,844		
1967-1968	11,559	251,228,049	129,322	1,327,795,686	63,482	915,837,195		
1968-1969	9,117	205,341,841	138,439	1,533,137,527	67,108	1,036,149,124		
1969-1970	5,743	158,017,992	144,182	1,691,155,519	68,496	1,111,520,366		
1970-1971	4,100	116,548,269	148,282	1,807,703,788	69,050	1,154,104,445		
1971-1972	3,828	109,669,366	152,110	1,917,373,154	68,930	1,182,534,159		
1972-1973	4,703	155,955,910	156,813	2,073,329,064	68,255	1,227,483,263		
1973-1974	7,960	333,212,880	164,773	2,406,541,944	68,104	1,390,130,428		



## LOANS APPROVED DURING THE PAST FIVE YEARS

1969-1970		1970-1971		1971-1972	
Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
	\$		\$	4.66	\$
					6,435,700
1,492	42,767,700		/ /		19,976,800
1,488	38,602,300	992	24,830,800		30,223,300
604	17,295,900	485	14,030,500	389	11,236,400
1,116	32,612,800	961	27,578,100	1,009	29,145,140
715	16,149,400	521	13,166,400	533	14,834,000
73	1,761,400	51	1,351,000	37	1,152,200
20	703,000	29	990,200	17	586,300
67	2,148,400	57	1,773,200	33	716,100
6	173,300	19	634,300	12	409,900
5,829	160,466,000	4,117	115,213,300	4,035	114,715,840
	Number Nombre  248 1,492 1,488 604 1,116 715 73 20 67 6	Number Nombre         Amount Montant           248         8,251,800           1,492         42,767,700           1,488         38,602,300           604         17,295,900           1,116         32,612,800           715         16,149,400           73         1,761,400           20         703,000           67         2,148,400           6         173,300	Number Nombre         Amount Montant         Number Nombre           248         8,251,800         188           1,492         42,767,700         814           1,488         38,602,300         992           604         17,295,900         485           1,116         32,612,800         961           715         16,149,400         521           73         1,761,400         51           20         703,000         29           67         2,148,400         57           6         173,300         19	Number Nombre         Amount Montant         Number Montant         Amount Montant           248         8,251,800         188         7,004,000           1,492         42,767,700         814         23,854,800           1,488         38,602,300         992         24,830,800           604         17,295,900         485         14,030,500           1,116         32,612,800         961         27,578,100           715         16,149,400         521         13,166,400           73         1,761,400         51         1,351,000           20         703,000         29         990,200           67         2,148,400         57         1,773,200           6         173,300         19         634,300	Number Nombre         Amount Montant         Number Montant         Amount Montant         Number Nombre           248         8,251,800         188         7,004,000         166           1,492         42,767,700         814         23,854,800         677           1,488         38,602,300         992         24,830,800         1,162           604         17,295,900         485         14,030,500         389           1,116         32,612,800         961         27,578,100         1,009           715         16,149,400         521         13,166,400         533           73         1,761,400         51         1,351,000         37           20         703,000         29         990,200         17           67         2,148,400         57         1,773,200         33           6         173,300         19         634,300         12

## F.S.C.A.

British Columbia	2	12,800	1	26,500	3	50,544	
Alberta	87	917,623	41	511,643	51	511,126	
Saskatchewan	14	119,891	7	62,313	6	55,771	
Manitoba	35	924,222	28	541,925	14	239,341	
Ontario	21	306,591	14	168,019	29	648,489	
Quebec	30	421,149	27	384,010	28	339,344	
New Brunswick	2	12,000	1	7,500	_	and the second	
Nova Scotia	4	23,097	1	4,800	1	6,300	
Prince Edward Island	7	151,036	4	56,500	2	48,000	
Newfoundland	_	_	arment.	_			
CANADA	202	2,888,409	124	1,763,210	134	1,898,915	



# PRÊTS APPROUVÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

1972-1973		197	1973-1974		69-1974	
Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	L.C.A.
215	\$	220	\$	1 1 47	\$	
215	10,577,500	330	18,556,800	1,147	50,825,800	Colombie-Britannique
867	31,052,400	1,580	73,560,000	5,430	191,211,700	Alberta
1,694	56,239,100	2,527	106,380,600	N ′	256,276,100	Saskatchewan
439	13,889,300	744	27,518,100	2,661	83,970,200	Manitoba
1,273	47,933,400	2,475	116,395,800	6,834	253,665,240	Ontario
682	21,968,100	1,216	51,442,600	ž	117,560,500	Québec
64	2,324,400	62	2,364,400	287	8,953,400	Nouveau-Brunswick
23	972,200	31	1,685,300	120	4,937,000	Nouvelle-Écosse
33	1,022,100	66	2,217,400	256	7,877,200	Île-du-Prince-Édouard
6	297,700	10	537,100	53	2,052,300	Terre-Neuve
5,296	186,276,200	9,041	400,658,100	28,318	977,329,440	CANADA

## L.C.S.A.

					*	
		•				
2	84,200	4	60,062	12	234,106	Colombie-Britannique
42	498,789	63	1,019,770	284	3,458,951	Alberta
6	64,800	7	83,592	40	386,367	Saskatchewan
14	276,151	61	1,117,191	152	3,098,830	Manitoba
27	616,521	75	1,556,775	166	3,296,395	Ontario
22	399,347	27	536,440	134	2,080,290	Québec
		-	_	3	19,500	Nouveau-Brunswick
_	_	1	4,000	7	38,197	Nouvelle-Écosse
1	4,900	_		14	260,436	Île-du-Prince-Édouard
	_	_		_	_	Terre-Neuve
114	1,944,708	238	4,377,830	812	12,873,072	CANADA



## F.C.A. LOANS DISBURSED DURING 1973-74

	Part	II - Partie II	Part III — Partie III		
	Number		Number Amount Nombre Montant		
		\$	\$		
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	274 1,250 2,335 662 1,875 483 53 21 60	14,346,673 53,387,198 95,005,903 23,712,187 79,039,628 14,503,743 1,655,498 832,243 1,701,326 414,625	17 1,115,859 100 5,936,768 87 4,963,907 40 2,031,677 228 13,371,157 442 19,694,680 8 466,413 6 433,344 10 476,223 2 123,828		
CANADA	7,020	284,599,024	940 48,613,856		

## F.C.A. LOANS DISBURSED TO MARCH 31, 1974

	Under the Canadian Farm Loan Act (1929-Oct. 4/59) Sous le régime de la Loi du prêt		Under the Farm Credit Act (Oct. 5/59-Mar. 31/74)		
		oct. 1959)	Part II	- Partie II	Part III –
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre
		\$		\$	
British Columbia	2,699	8,751,182	4,251	101,509,795	467
Alberta	9,954	28,146,771	23,824	476,158,634	835
Saskatchewan	13,366	48,327,821	30,803	584,753,182	937
Manitoba Ontario	6,342 9,745	19,884,810 43,295,717	8,769 20,941	175,173,207 429,174,905	486 1,906
Quebec	9,173	22,454,666	8,194	131,267,342	3,349
New Brunswick	1,749	3,720,899	1,067	17,132,455	125
Nova Scotia	1,638	3,537,293	467	7,156,849	117
Prince Edward Island Newfoundland	2,094	5,041,427	1,287 83	17,238,975 2,386,906	96 9
CANADA	56,760	183,160,586	99,686	1,941,952,250	8,327

## PRÊTS L.C.A. DÉBOURSÉS DURANT 1973-74

Total	
Number Nombre	Amount Montant
291	\$ 15,462,532
1,350 2,422 702	59,323,966 99,969,810 25,743,864
2,103 925	92,410,785 34,198,423
61 27 70	2,121,911 1,265,587 2,177,549
7,960	538,453 333,212,880

## PRÊTS L.C.A. DÉBOURSÉS AU 31 MARS 1974

Sous le régime de la Loi sur le crédit agricole (5 oct. 1959-31 mars 1974)				1ARCH 31,1974 31 MARS 1974	
Partie III		Total			
Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
\$		\$		\$	
20,026,749 33,176,982 35,417,254 17,865,254 66,919,271 96,360,828 4,132,495 4,060,252 2,965,958 504,065	4,718 24,659 31,740 9,255 22,847 11,543 1,192 584 1,383 92	121,536,544 509,335,616 620,170,436 193,038,461 496,094,176 227,628,170 21,264,950 11,217,101 20,204,933 2,890,971	7,417 34,613 45,106 15,597 32,592 20,716 2,941 2,222 3,477 92	130,287,726 537,482,387 668,498,257 212,923,271 539,389,893 250,082,836 24,985,849 14,754,394 25,246,360 2,890,971	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
281,429,108	108,013	2,223,381,358	164,773	2,406,541,944	CANADA

			Principal	
F.C.A. LOANS	Number	Due	Not Due	Total
	Nombre	Échu	Non échu	
		\$	\$	\$
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland CANADA	2,675 15,461 19,415 6,218 14,686 7,625 750 293 928 53	304,829 1,986,369 1,577,767 375,080 468,943 160,048 25,563 21,449 17,212 10,872 4,948,132	69,403,762 315,369,135 392,220,418 126,054,132 311,067,741 141,688,489 11,692,507 5,005,779 10,886,713 1,793,620 1,385,182,296	69,708,591 317,355,504 393,798,185 126,429,212 311,536,684 141,848,537 11,718,070 5,027,228 10,903,925 1,804,492 1,390,130,428
F.S.C.A. LOANS				
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	11 278 43 123 143 152 3 8 16	16,679 154,717 28,226 13,378 17,689 15,637 	166,891 1,914,239 190,942 1,560,460 1,891,164 1,382,925 9,423 26,132 171,531	183,570 2,068,956 219,168 1,573,838 1,908,853 1,398,562 9,423 28,159 195,080
CANADA	777	271,902	7,313,707	7,585,609
F.C.A. AGREEMENTS FOR SALE				
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland CANADA	11 40 1 4 60 51 13 1 7	2,309 - 2,268 11,318 570 - 208	184,935 635,330 11,300 80,814 631,038 354,176 129,561 29,553 89,878 33,996	184,937 637,639 11,300 80,814 633,306 365,494 130,131 29,553 90,086 33,996
CANADA	189	16,675	2,180,581	2,197,256

	In	nterest - Intérêt				
	Oue chu	Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	TOTAL	PRÊTS L.C.A.
	\$	\$	\$	\$	\$	
1,77 1,17 27 48 9 1 1	3,473 0,487 6,771 0,086 6,189 1,922 2,422 8,347 6,155 9,567	1,980,062 12,885,335 15,816,194 4,303,656 7,680,981 3,382,412 362,600 109,643 333,044 40,773	2,373,535 14,655,822 16,992,965 4,573,742 8,167,170 3,474,334 375,022 127,990 349,199 50,340	10,307 81,208 21,189 15,019 31,948 8,726 4,829 70 790 147	72,092,433 332,092,534 410,812,339 131,017,973 319,735,802 145,331,597 12,097,921 5,155,288 11,253,914 1,854,979	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
4,24	5,419	46,894,700	51,140,119	174,233	1,441,444,780	CANADA

## PRÈTS L.C.S.A.

359 15,042 1,795 1,483 3,851 3,594	4,150 78,492 6,086 62,696 56,490	4,509 93,534 7,881 64,179 60,341 50,423	   1	188,079 2,162,490 227,049 1,638,017 1,969,195 1,448,995	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec
180 4,729 ————————————————————————————————————	46,829 522 1,048 9,423 ————————————————————————————————————	522 1,228 14,152 ————————————————————————————————————	- - - - -	9,945 29,387 209,232 ———————————————————————————————————	Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve - CANADA

## CONTRATS DE VENTE L.C.A.

_	6,981	6,981	_	191,918	Colombie-Britannique
.1,349	26,997	28,346	_	665,985	Alberta
_	726	726	_	12,026	Saskatchewan
	3,535	3,535		84,349	Manitoba
5,665	18,898	24,563	_	657,869	Ontario
3,758	9,922	13,680	723	379,897	Québec
416	2,528	2,944	_	133,075	Nouveau-Brunswick
	759	759	_	30,312	Nouvelle-Écosse
620	3,404	4,024	121	94,231	Île-du-Prince-Édouard
_	65	65	_	34,061	Terre-Neuve
11,808	73,815	85,623	844	2,283,723	CANADA



**HEAD OFFICE** 

## SIÈGE SOCIAL

Chief Executive Officer	G. OWEN	Principal fonctionnaire exécutif
General Manager Operations	W.H. OZARD	Gérant général des opérations
Director, Lending	A.H. HOLMES	Directeur des prêts
Director, Research and Farm Management	M.E. ANDAL	Directeur des recherches et de la gestion agricole
Director, Loan Administration and Special Programs	J.M. DAY	Directeur de l'administration des prêts et des programmes spéciaux
Director, Administrative Services	W.R. deGRUCHY	Directeur des services administratifs
Comptroller-Treasurer	P.A. LANOIX	Contrôleur-trésorier
Director, Personnel Services	J.M. BRETON	Directeur des services du personnel
Executive Assistant to Chairman	E.J. SIVYER	Adjoint exécutif au président
Economic Advisor	M.E. ANDAL	Conseiller économique
Credit Policy Advisor	H.D. CARR	Conseiller en politiques de prêts
Legal Counsel	J.E. BRASSARD	Conseiller juridique
Public Relations Officer	S.O. ROBINSON	Agent des relations extérieures
Operational Auditor	J.F.E. PEPIN	Vérificateur des opérations
Chief Accountant	W.G. MANN	Comptable en chef
Chief, Systems Development	C.A. RADLEY	Chef de l'élaboration des méthodes

## **BRANCH OFFICES & MANAGERS**

## **SUCCURSALES ET GERANTS**

## DISTRICT AND FIELD OFFICES

District offices shown in capital letters

## BUREAUX DE DISTRICT ET DE CAMPAGNE

Bureaux de district indiqués en lettres majuscules

## BRITISH COLUMBIA - COLOMBIE-BRITANNIQUE

#### R. H. BAZETT

1615 ELLIS ST. RUE ELLIS

KELOWNA

#### L. S. RYAN

400 CHANCERY HALL
No. 3 SIR WINSTON
CHURCHILL SQUARE
EDMONTON

#### KELOWNA.

Abbotsford; Dawson Creek; Kamloops; Vernon; Summerland.

#### ALBERTA

# CALGARY; EDMONTON; GRANDE PRAIRIE; LETHBRIDGE; RED DEER; VEGREVILLE.

Athabasca; Barrhead; Brooks; Calgary; Camrose; Didsbury; Drumheller; Edmonton; Evansburg; Fairview; Falher; Fort Macleod; Grande Prairie; Hanna; High River; Innisfail; Lacombe; Lethbridge; Medicine Hat; Peace River; Red Deer; Redwater; Stettler; St. Paul; Vegreville; Vermilion; Wainwright; Westlock; Wetaskiwin.

#### SASKATCHEWAN

### D. G. FRASER

701 MIDTOWN TOWER
11th AVE. & HAMILTON ST.
11e AVE. & RUE HAMILTON
REGINA

# NORTH BATTLEFORD; PRINCE ALBERT; REGINA; SASKATOON; SWIFT CURRENT; YORKTON.

Assiniboia; Carlyle; Estevan; Humboldt; Indian Head; Kindersley; Meadow Lake; Melfort; Moose Jaw; Nipawin; North Battleford; Preeceville; Prince Albert; Regina; Rosetown; Saskatoon; Shaunavon; Swift Current; Tisdale; Unity; Watrous; Weyburn; Whitewood; Wynyard; Yorkton.

#### MANITOBA

#### D. A. IBBOTSON

777 PORTAGE AVE.
AVE. PORTAGE
WINNIPEG

#### BRANDON: PORTAGE LA PRAIRIE: WINNIPEG.

Arborg; Brandon; Carman; Dauphin; Killarney; Morden; Neepawa; Portage la Prairie; Roblin; Virden; Winnipeg.

#### J. S. GIVEN

2323 YONGE ST. RUE YONGE TORONTO

### ONTARIO

CHATHAM; GUELPH; LINDSAY; NORTH BAY; OTTAWA; WALKERTON; WOODSTOCK.

Arnprior; Barrie; Caledonia; Campbellford; Chatham; Cornwall; Essex; Goderich; Guelph; Kingston; Lambeth; Lindsay; Listowel; North Bay; Orangeville; Ottawa; Owen Sound; Simcoe; Stratford; Vineland; Walkerton; Woodstock; Wyoming.

## QUÉBEC

# QUÉBEC; RIMOUSKI; ST-HYACINTHE; ST-JEAN; SHERBROOKE; VICTORIAVILLE.

Drummondville; Hull; Joliette; Québec; Rimouski; Rivière-du-Loup; Roberval; Rouyn; St-Hyacinthe; St-Jean; St-Jérôme; Sherbrooke; Trois-Rivières; Valleyfield; Victoriaville; Waterloo.

#### A. F. LANGLOIS

PLACE LAURIER
SUITE 410-B
2700 BOULEVARD LAURIER
STE-FOY

## ATLANTIC - ATLANTIQUE

#### W. A. WEST

567 ST. GEORGE BLVD. BOUL. ST-GEORGE MONCTON

#### CHARLOTTETOWN; MONCTON.

Fredericton; Grand Falls; Moncton; Kentville; Woodstock; Sussex; Truro; Charlottetown.

### CHAIRMEN OF APPEAL BOARDS

British Columbia	LEONARD BAWTREE	Colombie-Britannique
Alberta	HARRY R. PATCHING	Alberta
Saskatchewan	ENOS S. SPROAT	Saskatchewan
Manitoba	JOHN MURTA	Manitoba
Ontario	FRED COHOE	Ontario
Quebec	JOSAPHAT CARRIER	Québec
New Brunswick	ALBERT DESJARDINS	Nouveau-Brunswick
Nova Scotia	GORDON WOODMAN	Nouvelle-Écosse
Prince Edward Island	CHARLES YEO	Île-du-Prince-Édouard

Appeal Boards composed of practical farmers of proven ability and judgment are established in each Branch area to hear appeals from farmers who are not satisfied with the Corporation's decision on any loan application.

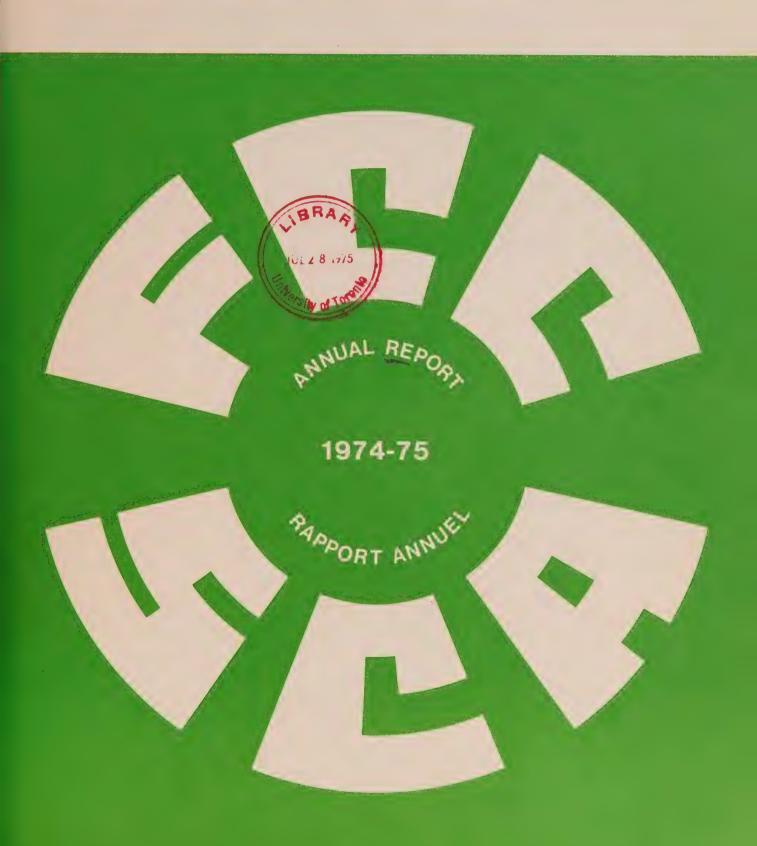
Des commissions d'appel, composées d'un groupe impartial de cultivateurs compétents, sont établies dans le territoire de chaque succursale pour entendre les appels logés par des cultivateurs qui ne sont pas satisfaits de la décision rendue par la Société à l'égard de toute demande d'emprunt.





# Société du crédit agricole

Government Publications





Ottawa June 20, 1975

The Honourable Eugene Whelan, P.C., M.P., Minister of Agriculture, Ottawa, Ontario.

Sir:

I have the honour to submit the Sixteenth Annual Report of the Farm Credit Corporation and statement of account for the fiscal year ended March 31, 1975.

I have tried in this report to make explicit the specific changes in policy and procedures that are now being implemented. It is my hope that this will assist the public generally and the elected officers of all levels of government to better comprehend the aims and methods of the Corporation.

As I assumed the Chairmanship of the Corporation late in the fiscal year, I cannot claim responsibility for the success of its lending operations during the year. I should like to pay particular tribute to my predecessor, Mr. George Owen.

The enviable reputation which the Corporation has developed as a government lending agency is a reflection of the high calibre of the staff which is now associated with me.

Respectfully submitted,

BN Kristjanson

Chairman.

Ottawa le 20 juin 1975

L'honorable Eugene Whelan, C.P., député Ministre de l'Agriculture, Ottawa, Ontario.

Monsieur le Ministre,

J'ai bien l'honneur de vous soumettre le seizième rapport annuel de la Société du crédit agricole ainsi que les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1975.

Dans ce rapport, je me suis efforcé d'énoncer clairement les changements que nous apportons présentement dans notre politique et nos méthodes. J'espère ainsi faire mieux connaître les buts et les actions de la Société parmi le grand public et les représentants élus à tous les paliers du gouvernement.

Je ne puis prétendre être responsable du succès de la Société dans ses opérations de crédit au cours de l'exercice terminé puisque je n'ai assumé la présidence que vers la fin de celui-ci. Je voudrais, à cet égard, rendre hommage à mon prédécesseur, M. George Owen.

La réputation enviable que la Société s'est méritée parmi les organismes de crédit gouvernementaux illustre fort bien la valeur des employés avec lesquels je suis maintenant associé.

Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le président,

BN Kristjanson

## CONTENTS

## TABLE DES MATIÈRES

Members of the Corporation	4	Membres de la Société
Members of the Advisory Committee	4	Membres du Comité consultatif
Highlights	5	Sommaire
Chairman's Report	6	Rapport du président
Operations Under the Farm Credit Act	10	Activités sous le régime de la Loi sur le crédit agricole
Operations Under the Farm Syndicates Credit Act	14	Activités sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles
Operations Under the Small Farm Development Program	15	Activités en vertu du Programme de développement des petites fermes
Administration	15	Administration
Official Languages	16	Langues officielles
Financing	16-17	Financement
Balance Sheet as at March 31, 1975	18-19	Bilan au 31 mars 1975
Statement of Income and Expense for the Year Ended March 31, 1975	20-21	Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1975
Notes to Financial Statements	22	Notes concernant les états financiers
Report of the Auditor General	23	Rapport de l'Auditeur général
Outstanding Borrowings from the Minister of Finance	24	Emprunts à rembourser au ministre des Finances
Loans Disbursed and Outstanding by Fiscal Years	25	Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière
Farm Loans Approved	26-27	Prêts agricoles approuvés
Farm Loans Disbursed	28-29	Prêts agricoles déboursés
Accounts Outstanding as at March 31, 1975	30-31	Montants à percevoir le 31 mars 1975
Head Office	33	Siège social
Branch, District and Field Offices	34	Succursales, bureaux de district et de campagne
Chairmen of Appeal Boards	35	Présidents des Commissions d'appel



SIXTEENTH **ANNUAL REPORT** 

1974-75

SEIZIÈME

RAPPORT ANNUEL

The Farm Credit Corporation is a Crown agency reporting to Parliament through the Minister of Agriculture. Established by the Farm Credit Act of 1959 as successor to the Canadian Farm Loan Board, its primary objective is to provide long-term mortgage credit under suitable terms and conditions to assist Canadian farmers to organize viable family farm businesses and to promote the development of a sound and competitive farming industry. The Corporation also administers the Farm Syndicates Credit Act providing loans to groups or "syndicates" of farmers organized to share in the purchase and use of farm machinery, buildings and installed equipment, and the Land Transfer Plan which is part of the Federal Small Farm Development Program.

La Société du crédit agricole est une société de la Couronne qui fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture. Elle a été établie par la Loi sur le crédit agricole de 1959 pour succéder à la Commission du prêt agricole canadien. Son objectif principal est de consentir des prêts hypothécaires à long terme aux cultivateurs canadiens sous des conditions et des modalités favorables afin de les aider à organiser des exploitations agricoles familiales rentables et promouvoir le développement d'une industrie agricole saine et concurrentielle. La Société applique aussi la Loi sur le crédit accordé aux syndicats agricoles en effectuant des prêts à des groupes ou "syndicats" de cultivateurs réunis pour se partager le coût de l'achat et de l'utilisation de machines agricoles, de bâtiments et d'équipement fixe. Enfin, elle est chargée du Programme de transfert des terres dans le cadre du Programme fédéral de développement des petites fermes.

## MEMBERS OF THE CORPORATION

## MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Chairman	BALDUR	Η.	KRISTJANSON	Président
----------	--------	----	-------------	-----------

PHILIPPE A. LANOIX Vice-Président Vice-Chairman

W. ESMOND JARVIS Membre Member

THOMAS K. SHOYAMA Membre Member

Membre H. GORDON TAYLOR Member

Secretary to Corporation W. RALPH deGRUCHY Secrétaire de la Société

## MEMBERS OF THE ADVISORY COMMITTEE MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF

British Columbia	WALTER H. COLLINS	Colombie-Britannique	
Alberta	VACANT	Alberta	
Saskatchewan	JOHN R. STILBORN	Saskatchewan	
Manitoba	ALBERT VIELFAURE	Manitoba	
Ontario	GEORGE HIGGS	Ontario	
Ontario	VACANT	Ontario	
Quebec	ROBERT L. YOUNGE	Québec	
Quebec	VACANT	Québec	
New Brunswick	ALBERT DESJARDINS	Nouveau-Brunswick	
Prince Edward Island	LEONARD BRADLEY	Île-du-Prince-Édouard	

## HIGHLIGHTS FARM CREDIT ACT

# SOMMAIRE DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

	1974–1975	1973–1974
NUMBER OF LOANS APPROVED	8,093	9,041
AMOUNT OF LOANS APPROVED	\$398,814,100	\$400,658,100
AVERAGE AMOUNT OF LOAN	\$49,279	\$44,316
NUMBER OF LOANS OUTSTANDING	68,622	68,104
PRINCIPAL AMOUNT OUTSTANDING	\$1,626,626,043	\$1,390,130,428
PERCENTAGE LOANS IN GOOD STANDING POURCENTAGE DE REMBOURSEMENT SATISFAISANT	94.8	92.4

The generally favorable market conditions for agriculture during 1974 sustained a strong demand for farm credit. Indeed, during the first half of the fiscal year the demand for credit substantially exceeded that of the first half of the previous year, raising the question of the Corporation's ability to meet the total demand. With capital markets in a tight position on a global scale, close scrutiny was required of uses being made of available capital supplies.

The strong trend in borrowing by farmers during the first half of the fiscal year, therefore, suggested a need for the setting of priorities which would provide for an effective allocation of the remaining funds. Thus the Corporation implemented a "selective" lending policy. Under this policy each loan was scrutinized to determine urgency of need coupled with a practice of "conditional" approval of loans. During the latter half of the year loans were approved with a condition attached to the approval that disbursement prior to April 1, 1975 would depend upon the availability of funds. Generally, this more selective policy resulted in diverting funds away from farmers with higher assets to those with lesser assets. Greater emphasis was also given to the needs of young farmers.

As the lending season advanced, however, a number of events occurred which moderated the demand for credit. The Corporation's lending rate rose to a record 9½ per cent. At the same time, the economic climate in most western countries suggested less optimism and this was reflected in the agricultural sector. Farmers became more hesitant about paying high prices for land as input prices rose and prices for farm products declined, thus creating uncertainty about future demand. Due to those events and perhaps because it appeared for a time that the Corporation might be short of capital, some farmers may have postponed their applications for credit. As a result, the total number of loans approved for the year was slightly lower than in 1973-74.

One indicator of the attention paid to younger applicants can be seen from the fact that, during the year under review, about 53 per cent of all loans made were to borrowers under 35 years of age. This figure includes father-son and other joint ventures in which one or more of the borrowers was under 35 years of age.

It is felt that this particular emphasis should be continued and strengthened not only to maintain a viable age distribution in the industry but to recLa demande pour le crédit agricole est demeurée forte en 1974 en raison des conditions de marché généralement favorables qui ont prévalues en agriculture. De fait, elle était si forte au cours de la première moitié de l'exercice qu'il est devenu possible à un certain moment que la Société ne puisse y répondre. Face à la difficulté d'obtenir de nouveaux capitaux dans un marché déjà saturé, elle a été amenée à contrôler rigoureusement l'utilisation des fonds à sa disposition.

Le montant très élevé de crédit sollicité par les agriculteurs durant la première moitié de l'exercice a fait ressortir la nécessité d'établir des priorités dans l'allocation des capitaux disponibles. C'est pourquoi la Société a élaboré une politique de prêt "sélective" qui consistait à examiner soigneusement chaque prêt afin d'en déterminer l'urgence puis à offrir des prêts "conditionnels" dans les cas moins urgents. C'est ainsi que durant la deuxième moitié de l'exercice, la Société a attaché à ses prêts une clause stipulant qu'elle ne pouvait garantir le déboursement des fonds prêtés avant le 1er avril 1975. Grâce à cette politique restrictive, une partie des fonds qui auraient été prêtés à des agriculteurs mieux nantis ont été prêtés à des agriculteurs qui possédaient un actif moins élevé. Cette politique a également favorisé davantage les jeunes agriculteurs.

Au fur et à mesure que la saison de prêt progressait, un certain nombre d'évènements sont venus ralentir la demande pour le crédit. Le taux d'intérêt sur les prêts atteignait 9¼ pour cent, soit un niveau record. En même temps, la situation économique dans la plupart des pays occidentaux donnait lieu à moins d'optimisme, et ce sentiment gagnaît le secteur agricole. Les agriculteurs hésitaient à payer des prix élevés pour des terres alors que les coûts de production augmentaient et que le prix des produits agricoles régressait, et cette attitude soulève des questions concernant la demande future. Face à ces évènements, et à la possibilité que la Société manque de capitaux, certains agriculteurs ont peutêtre retardé leur demande de crédit de sorte qu'à la fin de l'exercice le nombre de prêts approuvés était légèrement inférieur à celui de l'exercice 1973-1974.

La Société a porté une attention spéciale aux emprunteurs de moins de 35 ans au cours du dernier exercice alors qu'elle a consenti 53 pour cent de ses prêts à ce groupe d'âge. Ce chiffre inclut les ententes père-fils et les entreprises conjointes comprenant au moins un agriculteur de moins de 35 ans.

ognize the generally weaker bargaining position of young farmers in the land market. Accordingly, this emphasis is highlighted in the recent amendments to the Farm Credit Act. Several of the amendments are designed to assist young borrowers. These include (1) increased limits from \$100,000 to \$150,000 for loans to assist persons under 35 years of age; (2) loans which can exceed 90 per cent of the "productive" value of the farm land and chattels taken as security, also to assist those under 35 and (3) loans to persons under 35 who may not be principally occupied in farming for up to five years after the loan is made. These measures should facilitate the entry of more young people into farming.

Other significant amendments were made. For example, the Corporation is now able to secure loans to any qualified borrower with a second or subsequent mortgage. This will allow a farmer to leave undisturbed any mortgage which he may already have on favorable terms, and at the same time allow him to take advantage of the credit services supplied under the Farm Credit Act. It is significant, as well, that the Corporation's capital (therefore its borrowing authority) has been increased this year.

These amendments provide a considerable broadening of the credit services that will be offered by the Corporation, especially to young farmers. Although the main objective of the Farm Credit Act remains the same, the 1975 amendments signal a change in emphasis in attaining that goal.

The Corporation's lending will be oriented toward increasing the number of economic farm businesses operated by those who are capable of using agricultural resources efficiently, and toward assuring that such farmers and their families enjoy an improved standard of living. In this respect, where possible and practical the Corporation will place more emphasis on increasing net farm income per acre rather than increasing acreages.

Because the Corporation will be dealing with a greater number of borrowers who have limited finances, greater attention will have to be given to the borrower's total credit needs. A beginning farmer may require part of his or her loan to finance livestock, equipment or operating expenses. If providing funds for such purposes will assist in the earlier establishment of the applicant in a viable farm business, this will be considered a legitimate use of loan funds. This is not to suggest that the Corporation should try in any way to replace the normal sources of short and intermediate term credit when these are available to the applicant under reasonable terms and conditions.

In many ways each person's situation is unique. All the financial and family circumstances and capabilities of the individuals who will be directly La Société estime qu'elle doit favoriser cette tendance non seulement afin de maintenir un équilibre acceptable entre les groupes d'âge de l'industrie agricole mais également afin de reconnaître que les jeunes agriculteurs occupent une position concurrentielle généralement faible sur le marché des terres. Cette préoccupation se retrouve dans les modifications apportées récemment à la Loi sur le crédit agricole car celles-ci visaient généralement à aider les jeunes agriculteurs. Par exemple, le prêt maximal disponible aux personnes de moins de 35 ans est passé de 100,000 à 150,000 dollars. De plus, il peut maintenant excéder 90 pour cent de la valeur productive des terres à culture et des biens mobiliers pris en garantie, ce qui favorisera principalement les jeunes emprunteurs. Enfin, les personnes de ce groupe d'âge peuvent emprunter même si elles ne seront pas principalement occupées dans l'agriculture avant cinq ans. Ces mesures devraient permettre à un plus grand nombre de jeunes gens de s'établir en agriculture. D'autres changements importants ont été apportés. Par exemple, la Société est maintenant autorisée à garantir tous ses prêts au moven d'hypothèques autres que la première. Un agriculteur pourra ainsi emprunter en vertu de la Loi sur le crédit agricole sans avoir à acquitter une hypothèque qui comporte des conditions très favorables. Il est à souligner également que le capital de la Société a été accru cette année de sorte qu'elle peut maintenant emprunter davantage.

Ces modifications élargissent considérablement les services de crédit que la Société est en mesure d'offrir, particulièrement aux jeunes agriculteurs. L'objectif principal de la Loi sur le crédit agricole demeure le même. Toutefois, les modifications amènent la Société à modifier son approche dans la réalisation de cet objectif.

Le crédit de la Société sera orienté de façon à accroître le nombre d'exploitations rentables gérées par des agriculteurs capables d'utiliser les ressources agricoles avec efficacité, et de façon à assurer à ces exploitants un meilleur niveau de vie. Sous ce rapport, elle insistera davantage sur l'augmentation du revenu agricole net à l'acre plutôt que sur l'agrandissement des fermes, lorsqu'il est possible et pratique de le faire.

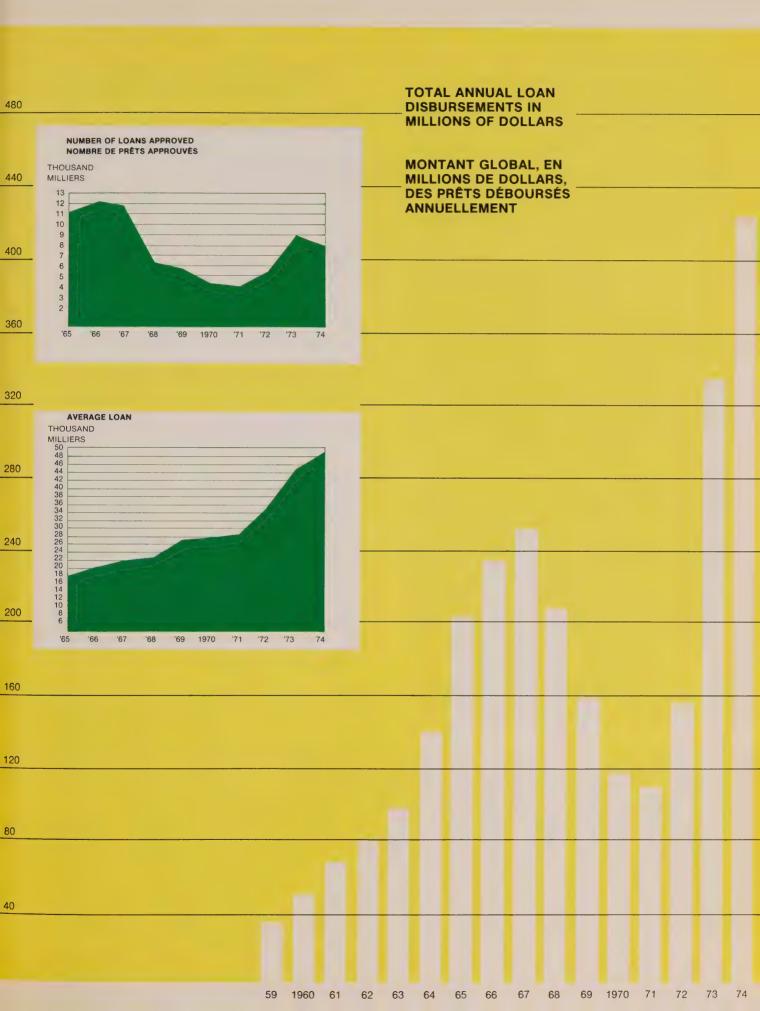
La Société devra s'occuper davantage des besoins totaux en crédit des emprunteurs car un plus grand nombre de ceux avec qui elle aura affaire auront des moyens financiers limités. Un agriculteur débutant pourrait avoir besoin d'une partie du prêt pour acheter des animaux ou de l'outillage, ou pour couvrir ses frais de fonctionnement. Il pourrait être légitime d'utiliser une partie des fonds à cette fin lorsqu'on permettra ainsi aux requérants de s'établir plus rapidement dans une entreprise rentable. Toutefois, il n'est pas question que la Société

involved in the farming operations should be taken into account. Repayment capabilities of the borrowers and the farm, considered together, will be the primary determinants of the loan that should be made to any farm business. Consequently, in the interest of the applicant as well as the public, estimates of these capabilities must be realistic. Such an approach will require more attention to assuring that the plans for the operation and development of the farm business are in each case well suited to the farm and to the borrower. In this way the Corporation can help young people who have potential as farmers to use all the resources they have available to their best advantage, and also help those who have much better opportunities in other vocations avoid the costly mistake of investing their time and capital in farming.

remplace les sources normales de crédit à court et à moyen terme lorsque le requérant y a accès à des conditions acceptables.

La situation de chaque personne est unique à plusieurs égards. C'est pourquoi il faudra tenir compte de toutes les circonstances financières et familiales, ainsi que des capacités des particuliers qui sont directement impliqués dans les opérations agricoles. La capacité de remboursement de l'emprunteur et de la ferme, considérée globalement, représente le facteur déterminant dans toute décision de prêt. C'est pourquoi il faut évaluer ces capacités de façon réaliste dans le meilleur intérêt du requérant ainsi que du public. Cette approche obligera la Société à vérifier de plus près si les projets d'exploitation et d'aménagement sont bien adaptés à la ferme et à l'emprunteur. Elle sera ainsi en mesure d'aider les jeunes gens qui ont le potentiel voulu pour devenir de bons agriculteurs, à utiliser au maximum les ressources à leur disposition, et elle agriculture.





# OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT

### Loan Approvals

In the fiscal year ending March 31st, 1975 there were 8,093 loans approved under the Farm Credit Act. This was a decrease of 948 from the preceding year. The total amount approved decreased only slightly from just over \$400 million in 1973-74 to approximately \$399 million in 1974-75. This was the second highest total since the implementation of the Farm Credit Act, being surpassed only in 1973-74.

Of the \$398.8 million approved in 1974-75, the net new funds borrowed by farmers amounted to \$313.1 million. The balance of \$85.7 million represented funds which were outstanding on loans made previously by the Corporation and refinanced when the borrowers obtained additional funds. During the fiscal year there were 6,870 loans approved under Part II of the Act, secured by mortgages on farm lands only. These loans accounted for \$322.1 million or 81 per cent of the total amount approved. Loans under Part III of the Act, to farmers under 45 years of age and secured by mortgages on farm lands or farm lands and chattels, totalled 1223 in number and \$76.7 million in amount.

The average size of all loans increased from \$44,316 in 1973-74 to \$49,279 in 1974-75. This increase can be attributed mainly to the sharp increase in the price of farm land and other farm inputs during the year. These continued in spite of the deteriorating outlook for farm income. Farmers continued to adjust the size of their farms and scale of their enterprises to take advantage of improved techniques of production.

During the fiscal year 1974-75, 21 per cent of all loans were made to businesses in which more than one farmer was involved as an owner-operator. These trends, which have been apparent for some time, appeared to be continuing and to further influence the financial structure of farms and farmers' needs for long-term credit.

#### Use of Loan Funds

There was a substantial change in the use of loan funds in the fiscal year 1974-75 compared to preceding years. Only 36 per cent of the new funds approved were for the purchase of land to add to established units, compared to nearly 47 per cent in 1973-74. Other major purposes were (percentage for 1973-74) transfer of farm units 25.1 per cent (18.0); permanent capital improvements to farm real estate 17.7 per cent (13.1); to pay land secured debts to other creditors 8.8 per cent (11.3). This pattern of lending indicates a decided increase in emphasis on the need for funds to trans-

## ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

## Approbations de prêts

La Société a approuvé 8,093 prêts sous le régime de la Loi sur le crédit agricole lors de l'exercice financier terminé le 31 mars 1975, soit une diminution de 948 par rapport à l'exercice précédent. Dans la même période, le crédit total approuvé régressait d'un peu plus de 400 millions de dollars à environ 399 millions de dollars. En dépit de cette baisse, le montant approuvé était le plus haut total après celui de 1973-1974, depuis l'institution de la Loi sur le crédit agricole.

La Société a approuvé 398.8 millions de dollars durant l'exercice, soit 313.1 millions de dollars sous forme de nouveaux fonds et un solde de 85.7 millions qui a servi à rembourser des prêts L.C.A. en cours lors de nouveaux emprunts.

Durant l'exercice financier, elle a approuvé 6,870 prêts sous le régime de la Partie II de la loi. Ces prêts, qui sont garantis par une hypothèque grevant les terres agricoles seulement, représentaient 322.1 millions de dollars ou 81 pour cent du montant total approuvé. Les prêts consentis sous le régime de la Partie III de la loi sont réservés aux agriculteurs de moins de 45 ans et sont garantis par une hypothèque sur les terres agricoles seulement ou par une hypothèque sur les terres agricoles et un nantissement. La Société a consenti 1,223 de ces prêts pour un total de 76.7 millions de dollars.

Le montant moyen de tous les prêts est passé de 44,316 dollars en 1973-1974 à 49,279 dollars en 1974-1975. Il s'est surtout accru parce que le prix des terres agricoles et le coût des autres facteurs de production ont continué d'augmenter rapidement pendant l'année en dépit de la détérioration des perspectives de revenus agricoles. Les agriculteurs ont continué d'agrandir leur ferme et d'intensifier leur exploitation afin de tirer parti de meilleures techniques de production.

Durant l'exercice financier 1974-1975, 21 pour cent de tous les prêts étaient destinés à une ferme qui était exploitée et possédée par plus d'un agriculteur. Ces tendances qui ont cours depuis un certain temps se sont poursuivies et ont davantage influencées la structure financière des fermes et les besoins en crédit à long terme des agriculteurs.

## Utilisation des fonds prêtés

L'utilisation des fonds prêtés a subi un changement marqué par rapport aux exercices précédents. Seulement 36 pour cent des fonds approuvés ont servi à l'achat de terres pour fins d'agrandissement comparativement à près de 47 pour cent en 1973-1974. Les autres utilisations principales se répartissent comme suit: 21.5 pour cent pour les transferts de propriétés; 17.7 pour cent pour les améliorations

# PURPOSES FOR WHICH LOANS WERE APPROVED DURING LAST 5 YEARS

# TABLEAU DE L'EMPLOI DES FONDS EMPRUNTÉS DURANT LES CINO DERNIÈRES ANNÉES

Fiscal Year Année financière	Land Secured Debt Dettes hypothécaires	Livestock Bétail	Equipment Équipement	Miscellaneous Divers	Other Debts Autres dettes	Permanent Improvements Améliorations permanentes	New Units Nouvelles unités	Additional Land Terres additionnelles
	%	%	%	%	%	%	%	%
1970-71	11.9	3.2	1.6	1.5	14.5	21.0	14.7	31.6
1971-72	11.4	1.8	1.2	2.0	10.6	12.8	16.5	43.7
1972-73	11.0	1.1	1.2	2.1	7.6	13.5	15.1	48.4
1973-74	11.3	.9	1.3	1.6	7.1	13.1	18.0	46.7
1974-75	8.8	1.5	2.0	1.5	7.3	17.7	25.1	36.1

(Funds approved exclude refinanced F.C.C. land debts)

fer complete farms to new owner-operators, as well as an increased demand for credit to develop farms to take advantage of improved production techniques. No doubt a considerable amount of these shifts in purposes of loan were stimulated by the change in emphasis which the Corporation gave to its lending in 1974-75, and the increased interest in farming by young applicants.

With respect to size of farms on which loans were made, in spite of very sharp increases in the prices of farm land and other farm assets, well over 60 per cent of all loans made under this Act during 1974-75 were to farmers with less than \$150,000 total assets.

(Fonds approuvés n'incluent pas le remboursement des dettes hypothécaires envers la S.C.A.)

immobilières permanentes, et 8.8 pour cent pour le remboursement d'hypothèques auprès d'autres créanciers, comparativement à 18, 13.1 et 11.3 pour cent respectivement l'an dernier. Une partie plus considérable des fonds ont servi à l'achat de fermes complètes par de nouveaux propriétaires-exploitants et à l'amélioration des fermes dans le but de tirer parti de meilleures techniques de production. Cette nouvelle tendance est attribuable en bonne partie aux changements dans les priorités de prêts de la Société en 1974-1975, et à l'intérêt accru des jeunes gens envers l'agriculture.

Il est à noter qu'en dépit de l'augmentation marquée du prix des terres agricoles et des autres actifs agricoles, bien plus de 60 pour cent de tous les prêts consentis en vertu de la loi en 1974-1975 étaient destinés à des agriculteurs dont l'actif total était inférieur à 150.000 dollars.



## Age des emprunteurs

Age of Borrowers

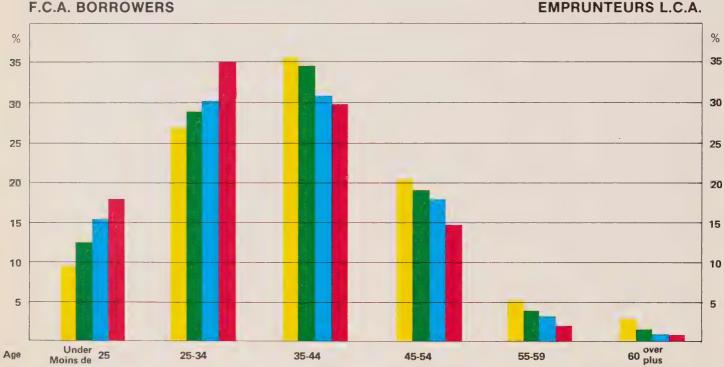
The proportion of young farmers being assisted under the Farm Credit Act continued to increase. In 1974-75 nearly 53 per cent of all loans were made to assist borrowers under 35 years of age compared to 46 per cent in this age group in the preceding years. The percentage of loans to assist borrowers under 25 years of age increased from 15.6 in 1973-74 to nearly 18 in 1974-75. The distribution of loans by age of the borrower is shown

in the chart below.

Le nombre de jeunes agriculteurs qui ont reçu des prêts en vertu de la Loi sur le crédit agricole a continué d'augmenter. Près de 53 pour cent de tous les prêts consentis en 1974-1975 étaient destinés à des emprunteurs de moins de 35 ans comparativement à 46 pour cent l'année précédente. La proportion des prêts qui étaient destinés à des emprunteurs de moins de 25 ans est passée de 15.6 pour cent en 1973-1974 à près de 18 pour cent en 1974-1975. Cette répartition des emprunts en fonction de l'âge des emprunteurs est illustrée dans le tableau cidessous.



## RÉPARTITION SELON L'ÂGE **EMPRUNTEURS L.C.A.**



#### Life Insurance

The Farm Credit Act requires that a loan under Part III which exceeds 75 per cent of the value of the farm land taken as security, must be further secured by insurance under the Corporation's group policy on the life of the borrower in the amount by which the loan exceeds 75 per cent of the appraised value of the land taken as security. Group life insurance is also available on an optional basis to any borrower up to the full amount of the loan. During 1974-75 about 59 per cent of all borrowers took life insurance under the Corporation's group plan.

Assurance-vie

Tout prêt consenti sous le régime de la Partie III de la Loi sur le crédit agricole doit être garanti en plus par une assurance sur la vie de l'emprunteur en vertu du régime collectif de la Société. Le montant de l'assurance obligatoire correspond au montant par lequel le prêt surveillé excède 75 pour cent de la valeur estimative des terres données en garantie. Tout emprunteur peut également souscrire une assurance-vie facultative en vertu de ce régime collectif; toutefois, le montant total d'assurance ne peut excéder le plein montant du prêt. Environ 59 pour cent de tous les emprunteurs ont adhéré à ce régime collectif d'assurance-vie en 1974-1975.

#### Service to Borrowers

The Corporation continued to give pre-loan advisory services to all applicants and post-loan advisory services to those who obtained supervised loans. Increasing farm size, higher land values and increasing capital requirements, coupled with a greatly changed price and cost structure, have increased the importance of advisory services, particularly for young farmers making large investments with a small equity.

The new legislation which permits larger loans, and lower equity loans to young farmers, dictates that both pre-loan and post-loan advisory services will become more important in the future. Accordingly, the Corporation will give particular emphasis to advisory services at this stage of farm development.

Post-loan advisory services as at March 31, were being provided to 3,334 borrowers of which 1,687 were using the CANFARM system of farm record keeping. During the past year a large volume of CANFARM farm business data was analyzed for production costs. This analysis of actual farm business experience is now included in guides used in counselling in the establishment of new farmers.

### Repayment by Borrowers

During the year, the cash inflow of farmers increased to a significant degree and, as a consequence, substantial payments of principal were made to the Corporation in reduction of mortgage loans.

Principal due during the year amounted to \$40.5 million, of which \$36.9 million or 91.1 per cent was paid. In addition, \$46.3 million was paid on principal not due.

Interest due during the year amounted to \$90.8 million, of which \$87.0 million or 95.8 per cent was paid.

The percentage of loans in good standing at the end of the fiscal year under the Farm Credit Act increased to 94.8 from 92.4 at the same date the previous year.

#### Real Property and Gains on Loans

On April 1, 1974 the Corporation held title to 10 farm properties with an inventory value of \$282,327. During the year, 2 properties were acquired and 10 were sold. At the end of the year, 2 properties were held for sale at a book value of \$33,745.

The recovery of loans written off in previous years and the profit on sale of properties amounted to \$6,243 compared to a loss of \$146,821 in 1973-74.

At March 31, 1975, 170 agreements for sale were outstanding for a total value of \$2,082,062.

### Services aux emprunteurs

La Société continue d'offrir des services consultatifs antérieurs aux prêts à tous les requérants ainsi que des services consultatifs postérieurs aux prêts à ceux qui détiennent des prêts surveillés. Leur importance s'accroît au fur et à mesure que la taille des fermes, la valeur des terres et les besoins de capitaux augmentent, et que les changements de prix et de la structure des coûts s'accentuent. Ils profitent particulièrement aux jeunes agriculteurs qui investissent de fortes sommes et possèdent un avoir limité.

Les services consultatifs deviendront plus importants car la nouvelle loi permet maintenant de consentir des prêts plus élevés en termes de montants et en rapport avec l'avoir des jeunes agriculteurs. Face à cette situation, la Société accentuera davantage les services consultatifs qu'elle dispense à l'étape de l'établissement dans une ferme.

Au 31 mars, 3,334 emprunteurs se prévalaient des services consultatifs postérieurs aux prêts. De ce nombre, 1,687 utilisaient le système CANFARM de comptabilité agricole. Au cours de l'exercice terminé, un volume considérable d'informations CANFARM sur l'exploitation agricole ont fait l'objet d'une analyse visant à déterminer les coûts de production. Les résultats de cette analyse pratique des exploitations agricoles sont maintenant incorporés dans les guides que nous utilisons afin d'aider les jeunes agriculteurs à s'établir.

#### Remboursement par les emprunteurs

Les agriculteurs ont accru sensiblement leurs recettes au cours de l'exercice et ils ont pu verser des montants considérables de principal en réduction de leur emprunt hypothécaire.

Le principal échu durant l'exercice s'élevait à 40.5 millions de dollars et, de ce montant, 36.9 millions de dollars ou 91.1 pour cent ont été remboursés. De plus, 46.3 millions ont été remboursés par anticipation sur le capital non échu.

L'intérêt échu durant l'exercice s'élevait à 90.8 millions de dollars et, de ce montant, 87.0 millions de dollars ou 95.8 pour cent ont été remboursés.

Le pourcentage des prêts à jour sous le régime de la Loi sur le crédit agricole s'élevait à 94.8 pour cent à la fin de l'exercice comparativement à 92.4 pour cent l'année précédente.

### Biens immobiliers et gains sur les prêts

Au 1er avril 1974, la Société détenait les titres de dix propriétés agricoles dont la valeur d'inventaire se chiffrait à 282,327 dollars. Au cours de l'année, elle est devenue propriétaire de deux propriétés et en a vendu dix. À la fin de l'exercice, elle détenait encore, pour fins de vente, deux propriétés dont la valeur d'inventaire se chiffrait à 33,745 dollars.

# OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT

The Farm Syndicates Credit Act was created to provide the financial means for farmers to act cooperatively to overcome the high cost of individual ownership of machinery, buildings and installed equipment that can be shared to mutual advantage. A syndicate is a group of three or more farmers, the majority of whom have farming as their principal occupation. Loans can be made to syndicates to a maximum of \$100,000 or \$15,000 per member, whichever is the lesser.

In the fiscal year 1974-75 the Corporation approved \$4,101,085 under the Farm Syndicates Credit Act, compared to \$4,377,830 in the previous year. The number of loans decreased from 238 in 1973-74 to 234 in 1974-75. The demand for Farm Syndicate Loans probably would have been higher had it not been for the higher cost and short supply of farm machinery. From the implementation of this Act (January 1, 1965 to March 31, 1975), there have been 1,628 loans approved for 1,068 syndicates, providing financing to 4,122 individual members of these syndicates. The total amount approved over this period has been \$21,-607,222. At the end of the fiscal year over 93 per cent of the loans were paid up to date. Only 55 of the 899 active loans were in arrears, indicating a general improvement in payments over last year. At March 31, 1975 there was an agreement for sale outstanding at a book value of \$60,006.

Le montant recouvert sur les prêts radiés au cours des années précédentes, ainsi que la vente de propriétés, ont rapporté un profit de 6,243 dollars comparativement à une perte de 146,821 dollars en 1973-1974.

À la fin de l'exercice, 170 contrats de vente étaient en cours et représentaient une valeur totale de 2.082.062 dollars.

### ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

La Loi sur le crédit aux syndicats agricoles a été instituée afin de fournir aux agriculteurs le moyen de coopérer afin de faire échec au coût élevé de la possession individuelle de machines, de bâtiments et d'équipement fixe qui peuvent être avantageusement utilisés en commun. Un syndicat est un groupe composé d'au moins trois agriculteurs dont la majorité sont principalement occupés en agriculture. Tout syndicat peut emprunter jusqu'à concurrence de 100,000 dollars ou de 15,000 dollars par membre selon le moindre montant.

La Société a approuvé 4,101,085 dollars sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles lors du dernier exercice financier, comparativement à 4,377,830 dollars dans l'exercice précédent. Le nombre de prêts était également moindre, passant de 238 à 234. La demande aurait probablement été plus forte si le coût des machines agricoles avait été moins élevé et si l'offre avait été suffisante. À la fin de l'exercice, la Société avait approuvé 1,628 prêts pour 21,607,222 dollars à 1,068 syndicats formés de 4,122 membres depuis l'institution de cette loi le 1er janvier 1965. À la fin de l'exercice, plus de 93 pour cent de ces prêts étaient à jour. Le remboursement s'est nettement amélioré dans l'exercice terminé alors que seulement 55 des 899 prêts actifs étaient en arrérage. Au 31 mars 1975, un contrat de vente était en cours et représentait une valeur de 60,006 dollars aux livres de la Société.



# OPERATIONS UNDER THE SMALL FARM DEVELOPMENT PROGRAM

The Small Farm Development Program is a Federal program administered in cooperation with the provinces and the Farm Credit Corporation. It is aimed at helping the owners of small farms help themselves. The Farm Credit Corporation administers the Land Transfer Plan which is one part of the total Program. Under the Land Transfer Plan, assistance grants are available to those people who wish to sell their land so they may retire or take advantage of other opportunities. Special credit is also available to enable small farm operators to buy additional land.

In the fiscal year ending March 31, 1975 there was a slight increase over the previous year in transactions made under the Land Transfer Plan. During that period, the Corporation approved \$6,100,113 in vendor assistance grants to 2,016 farmers who were retiring or making an adjustment to other pursuits. The vendor assistance grants are funded by Agriculture Canada. In addition, special credit assistance amounting to \$4,252,647 was approved for 245 farmers to expand their farm holdings with land that became available under the Program.

The number of farmers who used special credit is by no means an indication of the number of small farmers that were assisted by the Program. Many farms that became available through the Plan went to small farmers who, although eligible for special credit, chose other means of financing. These other means included financing under the Farm Credit Act or through a Provincial Agency because, in most instances, the purchaser required financing for other purposes. Some purchasers were financed directly by their family, and others made arrangements with the vendor to carry the financing, often under very favorable terms.

During this fiscal year, the Program was operative in nine provinces. Newfoundland has not entered into an agreement with Canada.

#### **ADMINISTRATION**

Responsibility for lending decisions and operations is decentralized to 7 Branch Offices, 1 for the Atlantic Region and 1 in each of the other provinces.

The Corporation's field officers, comprising 31 District Supervisors and 217 Credit Advisors, work out of 115 field offices. The total staff at year's end was 640, an increase of 8 during the year.

The total cost of administration in 1974-75 was \$10,932,969 or .70 per cent of the mean loans to farmers compared to \$9,289,731 or .68 per cent in the previous year.

# ACTIVITÉS EN VERTU DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES PETITES FERMES

Le Programme de développement des petites fermes est un programme fédéral administré en collaboration avec les provinces et la Société du crédit agricole. Il a pour but d'aider les propriétaires de petites fermes à s'aider eux-mêmes. La Société administre le transfert des terres dans le cadre du programme. À cette fin, elle distribue des octrois aux petits agriculteurs qui désirent vendre leur ferme afin de prendre leur retraite ou se réorienter dans une autre sphère d'activités. Elle offre également un crédit spécial aux petits exploitants afin de les aider à acheter des terres pour fins d'agrandissement.

Les transactions effectuées en vertu du programme de transfert des terres au cours du dernier exercice, se sont légèrement accrues par rapport à l'an passé. Durant cette période, la Société a approuvé 6,100,113 dollars sous forme d'octroi à 2,016 agriculteurs qui prenaient leur retraite ou se réorientaient dans d'autres sphères d'activités. Ces octrois sont versés par Agriculture-Canada. De plus, elle a approuvé 4,252,647 dollars sous forme de crédit spécial à 245 agriculteurs qui l'ont utilisé afin d'agrandir leur ferme en achetant les terres devenues disponibles en vertu du programme.

Les petits agriculteurs qui se sont prévalus du crédit spécial ne sont sûrement pas les seuls qui ont bénéficié du programme. En effet, les petits agriculteurs ont acheté plusieurs fermes rendues disponibles dans le cadre du programme mais ont choisi d'autres moyens de financement même s'ils étaient admissibles au crédit à l'achat. Par exemple, plusieurs ont choisi d'emprunter en vertu de la Loi sur le crédit agricole ou auprès d'un organisme provincial parce qu'ils avaient besoin d'emprunter à d'autres fins en même temps. Certains acheteurs ont emprunté de leur propre famille tandis que d'autres ont pris des arrangements financiers souvent très favorables avec le vendeur.

Au cours du dernier exercice, le programme était en marche dans neuf provinces. Seule Terre-Neuve n'a pas conclu un accord avec le Canada.

#### **ADMINISTRATION**

La responsabilité pour les opérations et les décisions de prêt est répartie entre sept bureaux de succursale, soit un pour la région de l'Atlantique et un pour chacune des six autres provinces.

L'effectif de campagne de la Société se composait de 31 surveillants de district et de 217 conseillers en crédit. Ceux-ci étaient affectés dans 115 bureaux de campagne différents. L'effectif global se chiffrait à 640 employés à la fin de l'exercice, soit huit de plus que l'année précédente.

#### **OFFICIAL LANGUAGES**

Following the passage of the Official Languages Act, the Corporation invited the Commissioner of Official Languages to conduct a special study of its policies and practices. His recommendations and Parliament's Resolution of 1973 have served as a basis for the development of an Official Languages Policy.

The Corporation is committed to providing services to the farming public in both official languages, and while good progress has been made, steps are being taken to provide increased flexibility in internal and external communications to both linguistic groups. In this regard the Corporation is currently studying various alternatives to provide its employees with specialized training in the second language, particularly for those in positions designated as bilingual.

Le coût total de l'administration s'est chiffré à 10,932,969 dollars en 1974-1975 soit .70 pour cent du total moyen des prêts aux agriculteurs, comparativement à 9,289,731 dollars ou .68 pour cent lors de l'exercice précédent.

#### LANGUES OFFICIELLES

Comme suite à l'entrée en vigueur de la Loi sur les langues officielles, la Société a invité le commissaire aux langues officielles à effectuer une étude spéciale de ses politiques et de son administration. Les recommandations qui lui ont été soumises, ainsi que la résolution adoptée par le Parlement en 1973, lui ont servi de base pour élaborer une politique des langues officielles.

La Société s'est engagée à fournir des services au public agricole dans les deux langues officielles. Elle a déjà réalisé des progrès considérables dans cette voie et elle a pris des mesures afin de favoriser davantage l'utilisation des deux langues dans ses communications internes et externes. La Société examine présentement diverses options qui permettraient à ses employés de recevoir une formation spécialisée dans la langue seconde, particulièrement ceux qui occupent des postes désignés bilingues.



#### FINANCING

#### Farm Credit Act

To carry out its lending program during 1974-75, the Corporation borrowed \$286 million from the Minister of Finance at an average interest rate of 7.718 per cent and repaid \$59.5 million of principal due on previous borrowings, bringing the total principal outstanding on borrowings from the Minister of Finance to \$1,580 million as at March 31, 1975.

The average interest rate on the Corporation's outstanding borrowings at March 31, 1975 rose to 6.510 per cent as compared to 6.251 per cent at the same date a year earlier.

Paid capital under Section 12 of the Farm Credit Act was increased during the year by \$9.25 million to \$63,600,000.

#### **Operating Loss**

During a nine-year period prior to 1968, most loans to farmers were bearing a statutory rate of interest of 5 per cent while the Corporation was required to pay interest rates as high as 6.875 per cent on its borrowings from the Minister of Finance. This financial condition has resulted in operating losses since 1960-61 and is expected to continue for a certain number of years. This lack of an interest margin to cover the normal administrative expenses of the Corporation during the year produced an operating loss of \$4,306,851 which has been recovered from a Parliamentary Appropriation.

#### Reserve for Losses

The Corporation's Reserve for Losses stood at \$776,649 at March 31, 1975, an increase during the year of \$6,243 due to the recovery of loans previously written off and gains on real property transactions. At the close of the year, the Reserve was equivalent to .05 of one per cent of the outstanding loans to farmers.

#### Farm Syndicates Credit Act

To meet the demand from syndicates for loans, an amount of \$5 million was borrowed by the Corporation from the Minister of Finance. At March 31, 1975, \$10.8 million was owed to the Minister of Finance in respect of the Farm Syndicates Credit Act.

After adding net earnings of \$88,368 and deducting net losses on loans of \$1,378, the Retained Earnings Account stood at \$171,038 at March 31, 1975.

#### Small Farm Development Program

Funds approved during the year to purchasers of farms under the special credit provisions of the Program required borrowings of \$4 million from the Minister of Finance bringing the total indebtedness to \$8.9 million at the close of the fiscal year.

dollars sur le principal dû sur les emprunts antérieurs, ce qui porte le total du principal non remboursé sur ses emprunts du ministre des Finances à 1,580 millions de dollars au 31 mars 1975.

Le taux d'intérêt moyen sur les emprunts non remboursés de la Société s'élevait à 6.510 pour cent au 31 mars 1975 comparativement à 6.251 pour cent à la même date l'an passé.

Le capital versé aux termes de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole a été augmenté de 9.25 millions de dollars pour atteindre 63,600,000 dollars.

### Perte d'exploitation

Durant la période de neuf ans antérieure à 1968, la plupart des prêts consentis aux agriculteurs portaient un taux statutaire de 5 pour cent tandis que la Société payait des taux d'intérêt atteignant 6.875 pour cent sur ses emprunts auprès du ministre des Finances. Cette situation a donné lieu à des pertes d'exploitation depuis 1960-1961 et il devrait continuer d'en être ainsi pour un certain nombre d'années. L'absence d'une marge d'intérêt suffisante pour couvrir les dépenses administratives normales de la Société durant l'année s'est traduite par une perte d'exploitation de 4,306,851 dollars qui a été recouvrée au moyen d'un crédit parlementaire.

### Réserve pour pertes

La réserve de la Société contre les pertes s'établissait à 776,649 dollars au 31 mars 1975, soit une augmentation de 6,243 dollars dans l'année par suite de recouvrements sur des prêts déjà radiés et de gains lors de transactions immobilières. À la fin de l'année, la réserve représentait .05 d'un pour cent des prêts hypothécaires agricoles détenus par les agriculteurs.

#### Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

La Société a emprunté 5 millions de dollars du ministre des Finances afin de répondre à la demande de prêt des syndicats agricoles. Au 31 mars 1975, elle devait 10.8 millions de dollars au ministre des Finances sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles.

Après l'addition des gains nets de 88,368 dollars et la déduction des pertes nettes de 1,378 dollars sur les prêts, le solde au compte des gains retenus s'établissait à 171,038 dollars au 31 mars 1975.

#### Programme de développement des petites fermes

Les fonds approuvés durant l'exercice aux acheteurs de ferme en vertu des dispositions de crédit spécial du programme ont donné lieu à des emprunts de 4 millions de dollars auprès du ministre des Finances, ce qui portait l'endettement total à 8.9 millions de dollars à la fin de l'exercice financier.

## **FARM CREDIT CORPORATION**

(Established by the Farm Credit Act) BALANCE SHEET AS AT MARCH 31, 1975

ASSETS			ACTIF
	1975	1974	
Cash	\$ 5,964,500	\$ 7,160,864	Encaisse
Accounts receivable	84,070	49,284	Comptes à recevoir
Loans to farmers, secured by mortgages (Note 2)	1,673,535,828	1,429,954,737	Prêts aux cultivateurs garantis par hypothèques (note 2)
Loans to farm syndicates, secured by notes (Note 2)	11,145,299	7,826,176	Prêts aux syndicats agricoles garantis par billets (note 2)
Agreements for sale (Note 2)	11,217,368	7,117,153	Contrats de vente (note 2)
Real estate held for sale	33,745	291,876	Biens-fonds détenus pour fins de vente
Fixed assets, at cost Less: Accumulated depreciation	850,295 548,068	773,841 498,418	Immobilisations, au prix coûtant À soustraire: Amortissement accumulé
	302,227	275,423	
	\$ 1,702,283,037	\$ 1,452,675,513	
Certified correct: Certifié exact:		Le contrôleur-t A.E. Prou Comptroller-Tro	lx
Approved: Approuvé:		Le présider B.H. Kristjar Chairmar	nson

## SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

(Créée en vertu de la Loi sur le crédit agricole) BILAN AU 31 MARS 1975

LIABILITIES			PASSIF
	1975	1974	
Accounts payable	\$ 531,620	\$ 222,522	Comptes à payer
Due to Canada in respect of operations for the year	405,392	234,980	À payer au Canada à l'égard des opérations de l'année financière
Fire insurance recoveries, unearned appraisal fees and other deposits	671,235	789,010	Recouvrements d'assurance-feu, honoraires d'évaluations perçus d'avance et autres dépôts
Canada loans (Note 3)	1,636,127,102	1,396,224,546	Prêts consentis par le Canada (note 3)
EQUITY OF CANADA			AVOIR DU CANADA
Capital contributed by Canada under the Farm Credit Act	63,600,000	54,350,000	Capital versé par le Canada en vertu de la Loi sur le crédit agricole
Reserve for losses — Farm Credit Act: Balance at beginning of year Add: Net recoveries (loss) on loans	770,406 6,243	917,227 (146,821)	Réserves pour pertes — Loi sur le crédit agricole Solde au début de l'année À ajouter: Recouvrements nets (perte) sur les prêts
Balance at end of year	776,649	770,406	Solde à la fin de l'année
Retained earnings — Farm Syndicates Credit Act: Balance at beginning of year Add: Net profit for the year	84,049 86,990	33,265 50,784	Bénéfices non répartis — Loi sur le crédit aux syndicats agricoles Solde au début de l'année À ajouter: Profit net pour l'année
Balance at end of year	171,039	84,049	Solde à la fin de l'année
	\$ 1,702,283,037	\$ 1,452,675,513	

I have examined the above Balance Sheet and the related Statement of Income and Expense and have reported thereon under date of June 6, 1975 to the Minister of Agriculture.

J'ai examiné le bilan ci-dessus et le relevé des recettes et des dépenses et j'en ai fait rapport le 6 juin 1975 au ministre de l'Agriculture.

L'auditeur général du Canada J.J. Macdonell

Auditor General of Canada

# FARM CREDIT CORPORATION

STATEMENT OF INCOME AND EXPENSE FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1975

OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT			ATIONS SOUS LE RÉGIME DE I SUR LE CRÉDIT AGRICOLE
	1975	1974	
Income			Recettes
Interest earned on mortgage loans to farmers	\$ 97,139,153	\$ 79,540,914	Intérêts acquis sur les prêts aux cultivateurs À soustraire: Intérêts sur les prêts
from Canada	92,379,891	78,064,127	consentis par le Canada
Ammraigal logal and	4,759,262	1,476,787	Honoraires d'évaluation, de vacations et
Appraisal, legal and supervision fees Other interest income	941,012 925,843	904,288 347,151	de surveillance  Autres intérêts acquis
State metale means	6,626,117	2,728,226	
Expense			Dépenses
Salaries	8,758,558 783,760	7,336,274 641,199	Traitements Bénéfices aux employés
Employee Benefits	877,270	819.530	Frais de voyage
Office accommodation	790,000	716,621	Loyers
Rental and maintenance			Location et entretien
of office equipment  Printing, stationery and	161,057	146,624	des fournitures de bureau Impressions, papeterie et
office supplies	139,696	137,124	matériel de bureau
Telephone	135,446	113,692	Téléphone
Postage and express	74,480	79,546	Affranchissement et messageries
Depreciation	75,965	69,081	Amortissement Divers
Miscellaneous	11.906.050	95,395 10,155,086	Divers
	11,700,030	10,155,000	
Less: Allocated to operations under the Farm Syndicates Credit Act and the			À soustraire: Part affecté aux opérations de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles et du Programme de développe-
Small Farm Development Program	973,081	865,355	ment des petites fermes
	10,932,969	9,289,731	
Net Operating loss provided for by Agriculture Vote 60	\$ 4,306,852	\$ 6,561,505	Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 60 de l'Agriculture

## SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

RELEVÉ DES RECETTES ET DES DÉPENSES ANNÉE CLOSE LE 31 MARS 1975

OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT		OPÉRATIONS SOUS LE RÉG DE LA LOI SUR LE CRÉ AUX SYNDICATS AGRICO	DIT
	1975	1974	
Income Interest earned on notes receivable Deduct: Interest on loans from Canada  Service charges and other	\$ 668,749 <u>582,989</u> 85,760 <u>59,987</u> 145,747	Recettes  \$ 474,005  Intérêts acquis sur billets recevabl À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Can  57,395 36,435  Frais de service et autres  93,830	
Expense allocated to operations under this Act	57,379	Dépenses affectées aux opérations sous le régime de cette Loi	
Net operating profit	88,368 1,378	51,348 Profit net d'exploitation  564 À soustraire: Perte nette sur les prêt	s
Net profit transferred to retained earnings	\$ 86,990	\$ 50,784 Profit net porté au compte des gains n	etenus
OPERATIONS UNDER THE SMALL FARM DEVELOPMENT PROGRAM		OPÉRATIONS EN VERTU PROGRAMME DE DÉVELOPPEM DES PETITES FER	ENT
FARM DEVELOPMENT PROGRAM Income		PROGRAMME DE DÉVELOPPEM DES PETITES FER	ENT
Income Interest earned on agreements for sale	\$ 518,335	PROGRAMME DE DÉVELOPPEM DES PETITES FER  Recettes Intérêts acquis sur les contrats \$ 166,535 de vente	ENT MES
Income Interest earned on agreements	453,692	PROGRAMME DE DÉVELOPPEM DES PETITES FER  Recettes Intérêts acquis sur les contrats de vente À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Car	ENT MES
Income Interest earned on agreements for sale Deduct: Interest on loans from Canada		PROGRAMME DE DÉVELOPPEM DES PETITES FER  Recettes Intérêts acquis sur les contrats de vente À soustraire: Intérêts sur les prêts	ENT MES
Income Interest earned on agreements for sale Deduct: Interest on loans	<u>453,692</u> 64,643	Recettes Intérêts acquis sur les contrats \$ 166,535 de vente A soustraire: Intérêts sur les prêts  138,091 consentis par le Car	ENT MES
Income Interest earned on agreements for sale Deduct: Interest on loans from Canada	453,692 64,643 3,095	Recettes Intérêts acquis sur les contrats de vente À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Car  28,444 2,835 Honoraires de demande et autres	ENT MES
Income Interest earned on agreements for sale Deduct: Interest on loans from Canada  Application fees and other  Expense Allocated to operations under this Program Legal fees and other	453,692 64,643 3,095 67,738	Recettes Intérêts acquis sur les contrats de vente À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Car  28,444 2,835 Honoraires de demande et autres  Dépenses Dépenses Dépenses affectées aux opérations en vertu de ce programme Honoraires juridiques et autres  822,873 69,125 Honoraires juridiques et autres	ENT MES
Income Interest earned on agreements for sale Deduct: Interest on loans from Canada  Application fees and other  Expense Allocated to operations under this Program	453,692 64,643 3,095 67,738	Recettes Intérêts acquis sur les contrats de vente À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Car  28,444 2,835 31,279  Dépenses Dépenses Dépenses affectées aux opérations en vertu de ce programme Honoraires juridiques et autres  822,873 69,125 891,998 À soustraire: Montant récupéré de 1 de l'Agriculture	ENT MES
Income Interest earned on agreements for sale Deduct: Interest on loans from Canada  Application fees and other  Expense Allocated to operations under this Program Legal fees and other  Deduct: Amount recovered from Agriculture	453,692 64,643 3,095 67,738 915,702 55,645 971,347	Recettes Intérêts acquis sur les contrats de vente À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Car  28,444 2,835 Honoraires de demande et autres  Dépenses Dépenses Dépenses affectées aux opérations en vertu de ce programme Honoraires juridiques et autres  822,873 en vertu de ce programme Honoraires juridiques et autres  A soustraire: Montant récupéré de	ENT MES

## FARM CREDIT CORPORATION

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS MARCH 31, 1975

## SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE NOTES CONCERNANT LES ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1975

#### 1. Accounting policies

Depreciation of fixed assets

Depreciation is calculated using the reducing balance method.

#### Reserve for losses

Sub-section 15(1) of the Farm Credit Act states "The Corporation shall establish a reserve out of which may be paid any losses sustained by the Corporation in the conduct of its business". The Act further provides that the Corporation shall credit its net earnings each year to this reserve until the amount of the reserve equals the capital of the Corporation. Losses not recovered from Parliamentary appropriations have been charged to the reserve account.

#### 2. Long-term receivables

Outstanding amounts are receivable over periods ranging from one to thirty years at interest rates in effect at the time of loan approval.

	Period not exceeding Période n'excédant pas
Loans to farmers, secured by mortgages	30 years/années
Loans to farm syndicates, secured by notes	15 years/années
Agreements for sale	25 years/années
4.34 3.01 1077	(0.000 :

At March 31, 1975 accrued interest of \$58,462,833 is included (\$47,369,294 — 1974).

#### 3. Canada loans

The Corporation has borrowed funds from the Minister of Finance, for the purpose of making farm loans, such borrowings being repayable in accordance with the terms and rates prescribed at the time of borrowing.

Outstanding amounts as at March 31, 1975 are as follows:

	Repayable up to	Annual interest rate %
	Remboursables en	Taux d'intérêt
Farm Credit Act Farm Syndicates Credit Act	1995 1979	$\frac{3\frac{1}{2}-8\frac{1}{4}}{5\frac{1}{4}-9}$
Small Farm Development Program Accrued Interest	1995	6 — 81/4

#### 4. Remuneration to members

The Corporation has 5 members who received \$126,666 in salaries as officers, including \$63,557 in retirement payments, during the fiscal year. The members received no remuneration as members.

#### 1. Méthodes comptables

Amortissement de l'actif immobilisé

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement décroissant.

Réserve pour pertes

Le paragraphe 15(1) de la Loi sur le crédit agricole stipule que "La Société doit établir une réserve sur laquelle on peut acquitter toute perte subie par la Société dans la conduite de ses affaires." La loi stipule également que la Société doit créditer ses bénéfices nets de chaque année à cette réserve tant que le montant de la réserve n'est pas égal au montant du capital de la Société. Les pertes d'exploitation non comblées au moyen de crédits parlementaires ont été débitées à cette réserve.

#### 2. Montants recevables à long terme

Les montants à percevoir sont recevables sur des périodes s'échelonnant entre une et trente années et portent les taux d'intérêt qui étaient en vigueur au moment de l'approbation du prêt.

Annuai	
interest rate %	
Taux d'intérêt	
annuel %	
41/2 — 91/4	Prêts aux cultivateurs, sur hypothèques
6 — 10	Prêts aux syndicats agricoles, sur billets
5 91/4	Contrats de vente

Un intérêt accru de \$58,462,833 était inclus au 31 mars 1975 (1974: \$47,369,294).

#### 3. Prêts consentis par le Canada

Outstanding amount

La Société a emprunté du Ministre des Finances afin d'effectuer des prêts agricoles. Ces emprunts sont remboursables en conformité des termes et des taux établis au moment de l'emprunt.

Les montants à rembourser au 31 mars 1975 s'établissent comme suit:

Montant non remboursé au 31 mars 1975	
\$ 1,580,088,261 10,807,904	Loi sur le crédit agricole Loi sur le crédit aux syndicats agricoles Programme de développement des petites
8,919,823 36,311,114	fermes Intérêt accru
\$ 1,636,127,102	

#### 4. Rémunération aux membres

La Société compte 5 membres qui ont reçu \$126,666 sous forme de rémunération durant l'exercice financier, y compris \$63,557 sous forme de paiements lors de la retraite. Aucune rémunération n'est attachée à la fonction de membre.

# REPORT OF THE AUDITOR GENERAL TO THE MINISTER OF AGRICULTURE

### RAPPORT DE L'AUDITEUR GÉNÉRAL AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

Ottawa, June 6, 1975.

The Honourable Eugene F. Whelan, P.C., M.P., Minister of Agriculture, Ottawa.

Dear Mr. Whelan,

I have examined the balance sheet of the Farm Credit Corporation as at March 31, 1975 and the statement of income and expense for the year then ended. My examination included a general review of the accounting procedures and such tests of accounting records and other supporting evidence as 1 considered necessary in the circumstances.

Consistent with the practice followed in prior years, losses on loans and subsequent recoveries are recorded in the reserve for losses on the balance sheet in the year of realization. The Corporation does not provide for estimated losses which are expected to arise on collecting the amounts outstanding at the balance sheet date. In accordance with generally accepted accounting principles, amounts receivable should be recorded on the balance sheet at estimated realizable values and the statement of income and expense should include the cost of estimated loan losses. No estimate of the amount of doubtful accounts was available as at March 31, 1975.

In my opinion, subject to the effect of recording an appropriate allowance for doubtful accounts, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at March 31, 1975 and the results of its operations for the year then ended, in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Corporation,

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been with its statutory powers.

Yours sincerely,

J.J. Macdonell

Auditor General of Canada.

Ottawa, le 6 juin 1975.

L'honorable Eugene F. Whelan, C.P., député Ministre de l'Agriculture Ottawa

Monsieur le Ministre,

J'ai examiné le bilan de la Société du crédit agricole au 31 mars 1975, ainsi que l'état des revenus et dépenses, pour l'année terminée à cette date. Mon examen a comporté une revue générale des méthodes de comptabilité et les sondages de registres comptables et de pièces justificatives que j'ai jusé nécessaires dans les circonstances

jugé nécessaires dans les circonstances..

Conformément à la pratique suivie au cours des années précédentes, les pertes sur les prêts et les recouvrements subséquents sont inscrits dans la réserve pour pertes au bilan de l'année où ils ont lieu. La Société ne prévoit pas un estimé des pertes qu'elle s'attend encourir sur la perception des montants dus à la date du bilan.

Conformément aux principes comptables généralement reconnus, les montants à recevoir devraient paraître au bilan à la valeur de perception estimée et l'état des revenus et dépenses devrait inclure le montant estimatif des pertes sur les prêts. Aucun estimé du montant des créances douteuses n'était disposibles ou 21 pages 1975.

disponible au 31 mars 1975.

Sous réserve d'un ajustement approprié pour une provision pour créances douteuses, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle, à mon avis, de la situation financière de la Société au 31 mars 1975, ainsi que les résultats de son exploitation pour l'année terminée à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus, et appliqués de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

De plus, je déclare que la Société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

L'auditeur général du Canada

J.J. Macdonell

## EMPRUNTS À REMBOURSER AU MINISTRE DES FINANCES AU 31 MARS 1975

Year	Amount	Interest Rate	Year Drawn	Amount Outstanding	Interest Rate					
Drawn Emprunté	Outstanding Montant	Taux	Emprunté	Montant	Taux					
en	impayé	d'intérêt	en	impayé	d'intérêt					
	\$	<del></del>		\$	%					
	Ψ		1	Ť	70					
FARM CREDIT ACT LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE										
1956—1957	1,854,970	3.5	1967—1968	26,998,840	5.3125					
	2,154,881	4		37,217,016	6.125					
1957—1958	3,356,668	4.125		36,602,134	6.375					
	3,114,555	4.375		23,399,019	6.875					
1958—1959	5,191,944	4	1968—1969	5,040,912	6.6875					
	6,029,974	4.5		138,772,457	6.75					
1959—1960	7,956,367	5	1969—1970	70,364,984	7					
	9,640,567	5.75		53,862,360	7.75					
1960—1961	2,795,286	5.75	1970—1971	61,286,637	7.75					
	15,721,737	5		38,052,310	7.5					
1964—1965	52,006,680	5.375	1971—1972	58,897,642	6.75					
	23,247,031	5.25		31,260,667	6.5					
1965—1966	55,727,605	5.25	1972—1973	106,449,812	6					
	29,873,248	5.375	1973—1974	224,581,482	6					
	26,235,209	5.625	1974—1975	152,000,000	7.25					
1966—1967	25,396,419	5.75		134,000,000	8.25					
	69,297,962	5.875		1,580,088,261						
	41,700,886	6 Accrued	Interest/Intérêt couru	35,814,494						
				1,615,902,755						
	TE A	RM SVNDICA	TES CREDIT ACT	1,010,502,700						
			SYNDICATS AGR	ICOLES						
1969—1970	96,600	6.75	1972—1973	1,079,400	5.25					
	125,900	7.5	1973—1974	2,826,000	5.25					
1970—1971	333,000	7.5	1974—1975	3,200,000	7					
	390,000	7		1,850,000	9					
1971—1972	457,004	6		10.807.904						
	450,000	5.75 Accrued	Interest/Intérêt couru	268,162						
				11,076,066						
	SMAT I	EADM DEVE	LOPMENT PROGRA	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·						
	PROGRAMME I	L FAKIVI DEVEJ DE DÉVELOPPI	EMENT DES PETIT	AM FC FFDMFC						
1072 1072										
1972—1973	479,504	6	1974—1975	2,500,000	7.25					
1973—1974	4,440,319	6		1,500,000	8.25					
			Y	8,919,823						
		Accrued	Interest/Intérêt couru	228,458						
				9,148,281						
			TOTAL	\$1,636,127,102						

## LOANS DISBURSED AND OUTSTANDING BY FISCAL YEARS TO MARCH 31, 1975

## PRÊTS DÉBOURSÉS ET À RECOUVRER PAR ANNÉE FINANCIÈRE AU 31 MARS 1975

Fiscal Year	Loans Disbursed		Loans	Cumulative Total of Loans Disbursed		Principal of Loans Outstanding End of Year		
Année Financière	Prêts	déboursés		umulatif des déboursés	~	Principal à recouvrer à la fin de l'année		
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant		
		\$		\$		\$		
1929—1959			54,624	168,905,335	25,471	89,301,022		
1959—1960	5,169	35,840,882	59,793	204,746,217	28,453	117,233,247		
1960—1961	5,162	52,305,266	64,955	257,051,483	31,054	158,447,392		
1961—1962	6,027	68,886,875	70,982	325,938,358	34,175	212,138,307		
1962—1963	6,453	78,428,094	77,435	404,366,452	37,462	270,277,265		
1963—1964	7,802	96,315,635	85,237	500,682,087	41,868	341,169,139		
1964—1965	9,845	139,750,639	95,082	640,432,726	47,404	443,560,275		
1965—1966	11,049	201,687,642	106,131	842,120,368	52,932	586,356,486		
1966—1967	11,632	234,447,269	117,763	1,076,567,637	58,258	748,532,844		
1967—1968	11,559	251,228,049	129,322	1,327,795,686	63,482	915,837,195		
1968—1969	9,117	205,341,841	138,439	1,533,137,527	67,108	1,036,149,124		
1969—1970	5,743	158,017,992	144,182	1,691,155,519	68,496	1,111,520,366		
1970—1971	4,100	116,548,269	148,282	1,807,703,788	69,050	1,154,104,445		
1971—1972	3,828	109,669,366	152,110	1,917,373,154	68,930	1,182,534,159		
1972—1973	4,703	155,955,910	156,813	2,073,329,064	68,255	1,227,483,263		
1973—1974	7,960	333,212,880	164,773	2,406,541,944	68,104	1,390,130,428		
19741975	8,614	426,270,066	173,387	2,832,812,010	68,622	1,626,626,043		



## LOANS APPROVED DURING THE PAST FIVE YEARS

	1970-1971		1971-1972		1972-1973		
F.C.A.	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland CANADA	188 814 992 485 961 521 51 29 57 19	\$ 7,004,000 23,854,800 24,830,800 14,030,500 27,578,100 13,166,400 1,351,000 990,200 1,773,200 634,300  115,213,300	166 677 1,162 389 1,009 533 37 17 33 12	\$ 6,435,700 19,976,800 30,223,300 11,236,400 29,145,140 14,834,000 1,152,200 586,300 716,100 409,900  114,715,840	215 867 1,694 439 1,273 682 64 23 33 6	\$ 10,577,500 31,052,400 56,239,100 13,889,300 47,933,400 21,968,100 2,324,400 972,200 1,022,100 297,700 186,276,200	

## F.S.C.A.

British Columbia	1	26,500	3	50,544	2	84,200	
Alberta	41	511,643	51	511,126	42	498,789	
Saskatchewan	7	62,313	6	55,771	6	64,800	
Manitoba	28	541,925	14	239,341	14	276,151	
Ontario	14	168,019	29	648,489	27	616,521	
Quebec	27	384,010	28	339,344	22	399,347	
New Brunswick	1	7,500	_	_		_	
Nova Scotia	1	4,800	1	6,300			
Prince Edward Island	4	56,500	2	48,000	1	4,900	
Newfoundland		-		_			
CANADA	124	1,763,210	134	1,898,915	114	1,944,708	



## PRÊTS APPROUVÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

1973-1974		1974-1975		1970-1975		
Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	L.C.A.
220	\$		\$	1 1 12	\$	
330	18,556,800	243	15,043,400		57,617,400	Colombie-Britannique
1,580	73,560,000	1,526	78,923,800	5,464	227,367,800	Alberta
2,527	106,380,600	1,932	88,193,200	8,307	305,867,000	Saskatchewan
744	27,518,100	682	28,136,900	2,739	94,811,200	Manitoba
2,475	116,395,800	2,030	107,604,600	7,748	328,657,040	Ontario
1,216	51,442,600	1,530	74,500,500	4,482	175,911,600	Québec
62	2,364,400	63	2,632,700		9,824,700	Nouveau-Brunswick
31	1,685,300	5	100,600	105	4,334,600	Nouvelle-Écosse
66	2,217,400	73	2,968,400	262	8,697,200	Île-du-Prince-Édouard
10	537,100	9	710,000	56	2,589,000	Terre-Neuve
9,041	400,658,100	8,093	398,814,100	30,582	1,215,677,540	CANADA

## L.C.S.A.

4	60,062	3	203,344	13	424,650	Colombie-Britannique
63	1,019,770	73	1,141,697	270	3,683,025	Alberta
7	83,592	9	176,488	35	442,964	Saskatchewan
61	1,117,191	34	376,641	151	2,551,249	Manitoba
75	1,556,775	73	1,389,742	218	4,379,546	Ontario
27	536,440	37	710,910	141	2,370,051	Québec
	_	1	11,863	2	19,363	Nouveau-Brunswick
1	4,000	_		3	15,100	Nouvelle-Écosse
		4	90,400	11	199,800	Île-du-Prince-Edouard
	_		_			Terre-Neuve
238	4,377,830	234	4,101,085	844	14,085,748	CANADA





## F.C.A. LOANS DISBURSED DURING 1974-75

	Part II	— Partie II	Part III — Partie III
	Number Nombre	Amount Montant	Number Amount Nombre Montant
		\$	\$
British Columbia	259	15,925,872	11 743,790
Alberta	1,509	76,106,836	62 4,389,735
Saskatchewan	1,828	81,761,332	103 6,478,534
Manitoba	635	25,231,639	47 2,853,635
Ontario	2,067	105,286,728	231 17,497,930
Quebec	820	31,070,492	876 51,391,666
New Brunswick	64	2,590,177	5 387,043
Nova Scotia	8	400,358	3 240,026
Prince Edward Island	64	2,452,679	9 579,512
Newfoundland	11	723,743	2 158,339
CANADA	7,265	341,549,856	1,349 84,720,210

## F.C.A. LOANS DISBURSED TO MARCH 31, 1975

	(1929 — ( Sous le régime d	an Farm Loan Act Oct. 4/59) le la Loi du prêt	Under the Farm Credit Act (Oct. 5/59 — Mar. 31/75)			
	agricole canadien (1929-4 oct. 1959)		Part	II — Partie II	Part III —	
	Number Amount Nombre Montant		Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	
		\$		\$		
British Columbia	2,699	8,751,182	4,510	117,435,667	478	
Alberta	9,954	28,146,771	25,333	552,265,470	897	
Saskatchewan	13,366	48,327,821	32,631	666,514,514	1,040	
Manitoba	6,342	19,884,810	9,404	200,404,846	533	
Ontario	9,745	43,295,717	23,008	534,461,633	2,137	
Quebec	9,173	22,454,666	9,014	162,337,834	4,225	
New Brunswick	1,749	3,720,899	1,131	19,722,632	130	
Nova Scotia	1,638	3,537,293	475	7,557,207	120	
Prince Edward Island	2,094	5,041,427	1,351	19,691,654	105	
Newfoundland			94	3,110,649	11	
CANADA	56,760	183,160,586	106,951	2,283,502,106	9,676	

## PRÊTS L.C.A. DÉBOURSÉS DURANT 1974-75

Т	otal
Number Nombre	Amount Montant
	\$
270	16,669,662
1,571	80,496,571
1,931	88,239,866
682	28,085,274
2,298	122,784,658
1,696	82,462,158
69	2,977,220
11	640,384
73	3,032,191
13	882,082
8,614	426,270,066

## PRÊTS L.C.A. DÉBOURSÉS AU 31 MARS 1975

Sous le régime de la Loi sur le crédit agricole (5 oct. 1959 — 31 mars 1975)			TOTAL TO MA TOTAL AU 31		
Partie III		Total			
Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
\$		\$		\$	
20,770,539 37,566,717 41,895,788 20,718,889 84,417,201 147,752,494 4,519,538 4,300,278 3,545,470 662,404	4,988 26,230 33,671 9,937 25,145 13,239 1,261 595 1,456 105	138,206,206 589,832,187 708,410,302 221,123,735 618,878,834 310,090,328 24,242,170 11,857,485 23,237,124 3,773,053	7,687 36,184 47,037 16,279 34,890 22,412 3,010 2,233 3,550 105	146,957,388 617,978,958 756,738,123 241,008,545 662,174,551 332,544,994 27,963,069 15,394,778 28,278,551 3,773,053	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
366,149,318	116,627	2,649,651,424	173,387	2,832,812,010	CANADA

			Principal		
F.C.A. LOANS	Number	Due	Not Due	Total	Due
	Nombre	Échu	Non échu		Échu
		\$	\$	\$	\$
British Columbia	2,662	295,371	77,591,383	77,886,754	407,781
Alberta Saskatchewan	15,478 19,136	1,620,221 888,819	357,640,922 432,743,528	359,261,143 433,632,347	1,636,057 739,102
Manitoba	6,270	188,430	139,120,558	139,308,988	188,459
Ontario	15,230	386,635	390,854,214	391,240,849	571,204
Quebec	7,903	151,590	192,773,390	192,924,980	127,872
New Brunswick Nova Scotia	724 268	21,956 27,589	12,818,339 4,911,252	12,840,295 4,938,841	8,652 22,598
Prince Edward Island	891	28,480	12,153,866	12,182,346	35,319
Newfoundland	60	22,719	2,386,781	2,409,500	31,686
CANADA	68,622	3,631,810	1,622,994,233	1,626,626,043	3,768,730
F.S.C.A. LOANS					
British Columbia	14	21,853	183,885	205,738	4,590
Alberta	287	123,819	2,644,044	2,767,863	22,611
Saskatchewan Manitoba	43 157	21,161 17,608	322,210 2,079,461	343,371 2,097,069	716 347
Ontario	219	30,115	3,294,451	3,324,566	7,402
Quebec	160	16,798	1,812,881	1,829,679	4,418
New Brunswick	4	2.470	18,496	18,502	225
Nova Scotia Prince Edward Island	7 15	2,479 14,033	11,927 195,499	14,406 209,532	335 2,593
Newfoundland					
CANADA	906	247,872	10,562,854	10,810,726	43,012
F.C.A. AGREEMENTS F	FOR SALE				
British Columbia	12	413	214,394	214,807	1,859
Alberta Saskatchewan	41	3,904	611,301 10,482	615,205 10,482	7,894
Manitoba	1 4		77,342	77,342	
Ontario	56	3,562	527,271	530,833	6,113
Quebec	41	17,856	320,465	338,321	2,612
New Brunswick Nova Scotia	10 1	1,314 644	91,024 28,741	92,338 29,385	494
Prince Edward Island	5	210	62,578	62,788	602
Newfoundland	1	2	33,808	33,810	
CANADA	172	27,905	1,977,406	2,005,311	19,576
S.F.D.P. AGREEMENTS	FOR SALE				
British Columbia	6	-	106,976	106,976	5
Alberta Saskatchewan	205 175	968 431	3,296,308 3,254,033	3,297,276 3,254,464	6,754 2,746
Manitoba	72	37	1,262,907	1,262,944	408
Ontario	19		308,434	308,434	Anadam
Quebec New Proposition	15		174,085	174,085	5
New Brunswick Nova Scotia	7 5	3	89,497 61,306	89,500 61,306	
Prince Edward Island	15	11	203,651	203,662	9
Newfoundland	_		, <u>-</u>		
CANADA	519	1,450	8,757,197	8,758,647	9,927

In	terest — Intérêt					
	Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	Instalment Prepayments Versements anticipés	NET TOTAL TOTAL NET	PRÊTS L.C.A.
	\$	\$	\$	\$	\$	
	2,353,613 15,264,623 18,536,022 4,955,333 10,535,439 5,028,045 415,210 112,469 383,581 57,626	2,761,394 16,900,680 19,275,124 5,143,792 11,106,643 5,155,917 423,862 135,067 418,900 89,312	6,508 64,659 30,638 4,037 26,780 11,976 1,096 278 2,945 512	(1,518,511) (3,029,496) (5,237,184) (1,491,953) (3,004,418) (138,411) (88,982) (75,440) (50,641) (15,299)	79,136,145 373,196,986 447,700,925 142,964,864 399,369,854 197,954,462 13,176,271 4,998,746 12,553,550 2,484,025	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
	57,641,961	61,410,691	149,429	(14,650,335)	1,673,535,828	CANADA
						PRÊTS L.C.S.A.
	6,505 112,931 11,302 82,775 103,654 59,827 732 359 9,635	11,095 135,542 12,018 83,122 111,056 64,245 732 694 12,228	30 	(522) (33,368) (50) (28,338) (10,137) (22,534) (1,349) (9)	216,311 2,870,067 355,339 2,151,887 3,425,554 1,871,405 19,234 13,751 221,751	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
	387,720	430,732	148	(96,307)	11,145,299	CANADA
					CONTR	RATS DE VENTE L.C.A.
	7,686 29,813 673 3,066 15,331 9,416 1,979 739 1,560 784	9,545 37,707 673 3,066 21,444 12,028 2,473 741 2,162 784	294 92 60	(2,104) (1,564) (7) (2,866) (500) (6) ——————————————————————————————————	222,248 651,348 11,148 77,542 551,777 350,637 94,903 30,126 65,010 34,594	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
	71,047	90,623	446	(7,047)	2,089,333	CANADA
					CONTRA	TS DE VENTE P.D.P.F.
	3,658 157,698 128,969 41,943 8,648 5,351 3,828 1,423 7,282	3,663 164,452 131,715 42,351 8,648 5,356 3,828 1,423 7,291 ————————————————————————————————————	297 395 672 279 — — — 49 — 1,692	(28,220) (25,727) (6,122) (757) ———————————————————————————————————	110,936 3,433,903 3,361,124 1,299,452 316,325 179,441 93,328 62,520 211,000	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve CANADA



## **HEAD OFFICE**

## SIÈGE SOCIAL

Chief Executive Officer	B.H. KRISTJANSON	Principal fonctionnaire exécutif
General Manager	P.A. LANOIX	Gérant général
Director-General, Operations	A.H. HOLMES	Directeur général des opérations
Director, Lending	J.M. DAY	Directeur des prêts
Director, Research and Farm Management	M.E. ANDAL	Directeur des recherches et de la gestion agricole
Director, Loan Administration	J. BURNS	Directeur de l'administration des prêts
Director, Administrative Services	W.R. deGRUCHY	Directeur des services administratifs
Comptroller-Treasurer	A.E. PROULX	Contrôleur-trésorier
Director, Personnel Services	J.M. BRETON	Directeur des services du personnel
Executive Assistant	B.H. STROM	Adjoint exécutif
Economic Advisor	M.E. ANDAL	Conseiller économique
Credit Policy Advisor	H.D. CARR	Conseiller en politiques de prêts
Legal Counsel	J.E. BRASSARD	Conseiller juridique
Public Relations Officer	S.O. ROBINSON	Agent des relations extérieures
Information Officer	L. NEVEU	Agent d'information
Operational Auditor	J.F.E. PEPIN	Vérificateur des opérations
Chief Accountant	W.G. MANN	Comptable en chef

## BRANCH OFFICES & MANAGERS

## SUCCURSALES ET GERANTS

## DISTRICT AND FIELD OFFICES

District offices shown in capital letters

## BUREAUX DE DISTRICT ET DE CAMPAGNE

Bureaux de district indiqués en lettres majuscules

### BRITISH COLUMBIA - COLOMBIE-BRITANNIQUE

R. H. BAZETT

1451 ELLIS ST. RUE ELLIS

**KELOWNA** 

L. S. RYAN

400 CHANCERY HALL
No. 3 SIR WINSTON
CHURCHILL SQUARE
EDMONTON

KELOWNA.

Abbotsford; Dawson Creek; Kamloops; Kelowna; Vernon; Summerland

ALBERTA

CALGARY; EDMONTON; GRANDE PRAIRIE; LETHBRIDGE; RED DEER; VEGREVILLE.

Athabasca; Barrhead; Brooks; Calgary; Camrose; Didsbury; Drumheller; Edmonton; Evansburg; Fairview; Falher; Grande Prairie; Hanna; Innisfail; Lacombe; Lethbridge; Medicine Hat; Peace River; Red Deer; Redwater; Stettler; St. Paul; Vegreville; Vermilion; Wainwright; Westlock; Wetaskiwin.

#### SASKATCHEWAN

D. G. FRASER

701 MIDTOWN TOWER
11th AVE. & HAMILTON ST.
11e AVE. & RUE HAMILTON
REGINA

NORTH BATTLEFORD; PRINCE ALBERT; REGINA; SASKATOON; SWIFT CURRENT; YORKTON.

Assiniboia; Carlyle; Estevan; Humboldt; Indian Head; Kindersley; Lloydminster; Meadow Lake; Melfort; Moose Jaw; Nipawin; North Battleford; Preceeville; Prince Albert; Regina; Rosetown; Saskatoon; Shaunavon; Swift Current; Tisdale; Unity; Watrous; Weyburn; Whitewood; Wynyard; Yorkton.

#### MANITOBA

D. A. IBBOTSON

777 PORTAGE AVE. AVE. PORTAGE WINNIPEG

BRANDON; PORTAGE LA PRAIRIE; WINNIPEG.

Arborg; Brandon; Carman; Dauphin; Killarney; Morden; Neepawa; Portage la Prairie; Virden; Winnipeg.

J. S. GIVEN

2323 YONGE ST. RUE YONGE TORONTO ONTARIO

CHATHAM; GUELPH; LINDSAY; NORTH BAY; OTTAWA; WALKERTON; WOODSTOCK.

Barrie; Campbellford; Chatham; Cornwall; Essex; Goderich; Guelph; Kingston; Lambeth; Lindsay; Listowel; North Bay; Orangeville; Ottawa; Owen Sound; Simcoe; Stratford; Vineland; Walkerton; Woodstock; Wyoming.

QUÉBEC

A. F. LANGLOIS

PLACE LAURIER SUITE 410-B 2700 BOULEVARD LAURIER STE-FOY QUÉBEC; RIMOUSKI; ST-HYACINTHE; ST-JEAN; SHERBROOKE; TROIS-RIVIÈRES.

Arthabaska; Drummondville; Hull; Joliette; Québec; Rimouski; Rivière-du-Loup; Roberval; St-Hyacinthe; St-Jean; St-Jérôme; Sherb-ooke; Trois-Rivières; Valleyfield; Ville Marie; Waterloo.

## ATLANTIC - ATLANTIQUE

W. A. WEST

567 ST. GEORGE BLVD. BOUL. ST-GEORGE MONCTON

#### CHARLOTTETOWN; MONCTON.

Fredericton; Grand Falls; Moncton; Kentville; Woodstock; Sussex; Truro; Charlottetown; St. John's.

### CHAIRMEN OF APPEAL BOARDS

British Columbia	LEONARD BAWTREE	Colombie-Britannique
Alberta	HARRY R. PATCHING	Alberta
Saskatchewan	ENOS S. SPROAT	Saskatchewan
Manitoba	JOHN MURTA	Manitoba
Ontario	FRED COHOE	Ontario
Quebec	DANIAS MESSIER	Québec
New Brunswick	SIDNEY BRIDGES	Nouveau-Brunswick
Nova Scotia	GORDON WOODMAN	Nouvelle-Écosse
Prince Edward Island	CHARLES YEO	Île-du-Prince-Édouard

Appeal Boards composed of practical farmers of proven ability and judgment are established in each Branch area to hear appeals from farmers who are not satisfied with the Corporation's decision on any loan application.

Des commissions d'appel, composées d'un groupe impartial de cultivateurs compétents, sont établies dans le territoire de chaque succursale pour entendre les appels logés par des cultivateurs qui ne sont pas satisfaits de la décision rendue par la Société à l'égard de toute demande d'emprunt.









Annual Report

Rapport Annuel 1975 76

CAI DB 41 A 55





Farm Credit Corporation Société du crédit agricole





## **Annual Report**

## Rapport Annuel

1975-76

The Farm Credit Corporation was established in 1959 as a crown agency reporting to Parliament through the Minister of Agriculture.

Its primary objective is to assist Canadian farmers establish and develop sound farm enterprises through the use of long-term mortgage credit

The Farm Credit Act encompasses the main financial program administered by the F.C.C. In addition the Farm Syndicates Credit Act provides for loans to groups or "syndicates" of farmers organized to share in the purchase and use of farm machinery, buildings and installed equipment. The Land Transfer Plan of the Small Farm Development Program is designed to help small-scale farmers who wish to expand their operations or who wish to retire or take advantage of other opportunities.

The operations of the Corporation are decentralized into a Branch Office system that includes seven Branch Offices across Canada. The field staff are the strength and the heart of the lending function. Credit advisors are in a position to directly influence the agricultural industry through their ability to discern and weigh the potential of every farm manager and his enterprise.

All other levels of operation provide a service to this primary function. Branch officers review and administer loan recommendations, as well as provide support to the field staff. The main purpose of Head Office is to develop and implement policy and to provide the final authority on contentious issues.

The lending operation is complemented by sound administrative, personnel and financial services at all levels.

La Société du crédit agricole est un organisme de la Couronne qui a été institué en 1959 et qui répond au Parlement par l'intermédiaire du Ministre de l'Agriculture.

Son principal objectif est d'aider les agriculteurs à établir et à aménager des exploitations agricoles rentables en leur fournissant un crédit hypothécaire à long terme.

Le principal programme financier de la Société relève de la Loi sur le crédit agricole. La Société administre en plus la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles. En vertu de ce programme, elle prête à des groupes ou des "syndicats" d'agriculteurs qui ont signé un accord entre eux en vue de partager l'achat et l'utilisation de machines agricoles, de bâtiments et d'équipement fixe. La Société administre le Plan de transfert des terres dans le cadre du Programme de développement des petites fermes. Le but de ce programme est d'aider l'exploitant de petite ferme à agrandir son exploitation et d'aider également l'exploitant qui désire prendre sa retraite ou tirer parti d'autres possibilités.

Les opérations de la Société sont décentralisées à l'intérieur d'un organigramme qui compte sept succursales à travers le Canada. La fonction de prêt est au coeur des opérations de la Société et elle incombe aux agents de campagne. Les conseillers en crédit sont en mesure d'influencer directement l'industrie agricole grâce à leurs aptitudes à discerner et à juger le potentiel de chaque agriculteur et de son exploitation.

Tous les autres niveaux d'opérations servent de soutien à cette fonction principale. Les agents des succursales revisent et administrent les recommandations de prêts et appuient les agents de campagne dans leur travail. Le rôle principal du Siège social est d'élaborer et de mettre en oeuvre les politiques et de trancher les questions litigieuses.

La fonction de prêt est appuyée par des services administratifs, financiers et du personnel à tous les niveaux.



June 16, 1976.

The Honourable Eugene Whelan, P.C., Minister of Agriculture House of Commons Ottawa, Ontario

Dear Mr. Whelan:

I have the honour to submit the seventeenth Annual Report of the Farm Credit Corporation and statement of account for the fiscal year ended March 31, 1976.

This has been a record year for lending under the Farm Credit Act, so much so that it will have a substantial effect on our lending operations for the coming year. I have attempted in this report to highlight the past year's activity as well as present our outlook for the coming year.

On behalf of the Members of the Corporation, I would like to express my appreciation to all staff for their outstanding contribution this year, as well as thank the National Advisory Committee and all provincial Appeal Boards for their important contribution.

Yours sincerely,

Baldur H. Kristjanson Baldur H. Kristjanson

le 16 juin 1976

L'honorable Eugene Whelan, C.P., député Ministre de l'Agriculture Chambre des Communes Ottawa, Ontario

Monsieur le Ministre,

J'ai bien l'honneur de vous remettre le 17ième rapport annuel de la Société du crédit agricole ainsi que les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1976.

Le crédit consenti en vertu de la Loi sur le crédit agricole a atteint un nouveau sommet au cours de l'exercice, au point où nos activités de prêts de l'exercice suivant s'en trouveront considérablement affectées. Je me suis efforcé dans le présent rapport de mettre en relief les faits saillants de l'exercice terminé et d'exposer les perspectives de l'exercice qui débute.

Au nom des membres de la Société, je voudrais remercier les employés de la Société ainsi que les membres du Comité consultatif national et des Commissions d'appel provinciales. Sans eux, la Société n'aurait pu atteindre les mêmes résultats.

le président

# Table of Contents

# Table des Matières

Wichibers of the corporation	Wellbree de la coolete	
Members of the Advisory Committee	Membres du Comité consultatif	4
Highlights	Sommaire	į
Chairman's Report	Rapport du président	(
Operations Under the Farm Credit Act	Activités sous le régime de la Loi sur le crédit agricole	1
Operations under the Farm Syndicates Credit Act	Activités sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles	10
Operations Under the Small Farm Development Program	Activités en vertu du Programme de développement des petites fermes	10
Administration	Administration	18
Financing	Financement	18
Balance Sheet as at March 31, 1976	Bilan au 31 mars 1976	20
Statement of Income and Expense for the Year Ended March 31, 1976	Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1976	22
Notes to Financial Statements	Notes concernant les états financiers	24
Report of the Auditor General	Rapport de l'Auditeur général	2
Outstanding Borrowings from the Minister of Finance	Emprunts à rembourser au ministre des Finances	20
Farm Loans Approved	Prêts agricoles approuvés	2
Farm Loans Disbursed	Prêts agricoles déboursés	3
Accounts Outstanding as at March 31, 1976	Montants à percevoir le 31 mars 1976	32
Head Office	Siège social	34
Chairmen of Appeals Board	Présidents des Commissions d'appel	34
Branch, District and Field Offices	Succursales, bureaux de district et de campagne	35

# Members of the Corporation

## Membres de la Société

Baldur H. Kristjanson

Chairman Président

Murray A. McBride

Vice-Chairman Vice-Président

W. Esmond Jarvis

Member Membre

H. Gordon Taylor

Member Membre

Vacant

Member

Membre

W. Ralph deGruchy

Secretary to Corporation Secrétaire de la Société

# Members of the Advisory Committee

# Membres du Comité consultatif

Walter H. Collins

British Columbia Colombie-Britannique

Ed Kimpe A

Alberta Alberta

Bernard Gallagher

Saskatchewan Saskatchewan

Albert Vielfaure

Manitoba Manitoba

George Higgs

Ontario

Ron Oswald

Ontario Ontario Ontario

Robert L. Younge

Quebec

Louis Renaud

Québec Quebec

\_\_\_\_\_\_

Québec

Willie A. Leblanc

New Brunswick Nouveau-Brunswick

Leonard Bradley

Prince Edward Island Île-du-Prince-Edouard

# Highlights under the Farm Credit Act

## Sommaire

sous la Loi sur le crédit agricole

	1974-1975	1975-1976
Number of Loans Approved		
Nombre de prêts approuvés	8,093	9,945
Amount of Loans Approved Montant des prêts approuvés	\$398,814,100	\$640,947,500
Average Amount of Loan Moyenne des prêts en dollars	\$49,279	\$64,449
Number of Loans Outstanding Nombre de prêts aux livres	68,622	70,351
Principal Amount Outstanding Somme du capital prêté	\$1,626,626,043	1,918,621,274
Percentage Loans in Good Standing Pourcentage de remboursement satisfaisant	94.8	93.0



## Chairman's Report

## Rapport du Président

The demand for credit by Canadian farmers reached unprecedented levels in 1975-76. Last year, the Farm Credit Corporation extended 60 per cent more credit than in any previous year. The 1975 amendments to the Farm Credit Act and the generally favorable farm economic conditions were the main factors resulting in loan approvals of nearly \$641 million.

As the lending season opened, the level of demand appeared to be near that of the previous year. To the end of June, for example, loan approvals were only 7 per cent above the same period in 1974-75. Normally, about one-half of the loans for the fiscal year is approved by the end of June. However, in the year under review the demand for loans increased steadily over the balance of the year. By September, it was evident that there would be insufficient funds for all the loan applications.

With fixed resources available, the Corporation had two options. It could discontinue taking loan applications when loan funds were exhausted. Or, it could continue to approve loans with a clause stating that disbursement was conditional on the availability of funds.

Starting September 22, loans were approved with the condition that they would only be disbursed when funds became available in the next fiscal year. Thus, there was a carry-over into 1976-77 of loan commitments from 1975-76 of some \$172 million.

In normal times, loan funds available to the Corporation would have been increased for the coming year. However, as part of the Government's anti-inflation policy, funds available to the Corporation were reduced from \$300 million for 1975-76 to \$280 million for 1976-77. Because of the carry-over of loan commitments into 1976-77 of about \$172 million and because of the reduced budget allocation, gross loan approvals will be limited to about \$370 million in 1976-77.

This is considerably less than loan approvals for the year under review and well below anticipated demand. The further development and maintenance of a healthy, modern and progressive agriculture requires more long-term farm credit than is available in 1976-77. As farming technology and farm management evolve, farmers' savings will provide a dwindling proportion of the expanding capital requirements. A larger proportion must come from other sources. I am hopeful that following the current period of restraint the supply of long-

Les agriculteurs canadiens ont sollicité un montant sans précédent de crédit auprès de la Société du crédit agricole en 1975-76. Le montant prêté a alors atteint 60 pour cent de plus que dans tout exercice précédent, soit près de \$641 millions. Cette augmentation est principalement attribuable aux modifications apportées à la Loi sur le crédit agricole ainsi qu'à la situation économique généralement favorable dans le secteur agricole.

Au début de la saison de prêts, la demande se maintenait à peu près au même niveau que dans l'exercice précédent. Vers la fin de juin, par exemple, les approbations de prêts avaient augmenté de 7 pour cent seulement par rapport à la même période en 1974-75. Habituellement, environ la moitié des prêts de l'exercice sont déjà approuvés à cette date. Toutefois, au cours du dernier exercice, la demande s'est accrue sans cesse pendant le reste de l'année. En septembre, il était évident que les fonds ne suffiraient pas pour répondre à toutes les demandes de prêts.

Or, les ressources à la disposition de la Société étaient limitées. Il ne lui restait donc que deux options, soit cesser d'accepter des demandes d'emprunt une fois les fonds épuisés ou continuer à approuver des prêts en ajoutant une clause stipulant que le déboursement serait retardé si les fonds venaient à manquer.

Dès le 22 septembre, elle commençait à incorporer dans ses contrats de prêt une clause stipulant que le déboursement serait effectué seulement lorsque des fonds seraient disponibles au cours du prochain exercice. C'est ainsi que des engagements de prêts s'élevant à environ \$172 millions ont été reportés à 1976-77.

En temps normal, les fonds mis à la disposition de la Société pour le prochain exercice auraient été accrus. Cette année, toutefois, le budget de la Société a été réduit de \$300 à \$280 millions pour l'exercice 1976-77, dans le cadre de la campagne anti-inflation du Gouvernement. Cette réduction budgétaire, ainsi que le report d'environ \$172 millions, limiteront les approbations de prêts brutes à environ \$370 millions dans l'exercice courant.

Ce montant est nettement inférieur aux approbations de prêts de l'exercice 1975-76 et bien inférieur à la demande prévue. Or, pour maintenir et continuer d'aménager une industrie agricole saine, moderne et progressive, il est essentiel de combler une plus grande partie du crédit agricole à long

term credit will be more in line with the demand.

The reduced budget required implementation of restrictive lending guidelines. Accordingly, for the latter part of the year under review and for 1976-77, new lending guidelines were introduced to conserve the available capital. They may be summarized as follows:

- (1) The Corporation will try to maximize the use of available capital by assisting those competent applicants who have the greatest need for the kind of financing the Corporation provides. Those with relatively low assets, acreage and income will be considered rather than those who are relatively well established and have a better chance of finding alternative sources of credit. A very large proportion of the Corporation's lending will be concentrated on farm businesses near marginal in size but owned and operated by persons who are competent and who will have the ability to repay the loan.
- (2) Funds will be conserved by letting other creditors carry debts which can be managed adequately by the applicant.
- (3) Applications for the purchase of additional land will be carefully reviewed in cases where persons already have an adequate acreage. The limited funds will be used to help those who need to bring their farm up to at least a minimum size for viability.
- (4) Loans to individuals for land operated jointly with others will be examined to see if there is really a need for funds at this time. Loan applications for the transfer of property within the family will be reviewed to see if the loan could be postponed without creating hardships.
- (5) In dealing with Part IV applicants (those persons under 35 years who plan to phase into farming over a five-year period), the Corporation will give preference to those capable persons already on farms since they do not have alternatives to farming and have a greater need for available funds.
- (6) In the administration of the Farm Syndicates Credit Act, the need for the loan will also be one of the main considerations.

It is expected that these measures will help to allocate the funds available to those with the greatest need.

terme qu'il ne sera possible de le faire avec les fonds disponibles en 1976-77. Face à l'évolution de la technologie et de la gestion agricole, les agriculteurs sont de moins en moins capables de générer tous les capitaux nécessaires à l'expansion. Une proportion accrue de ceux-ci doivent provenir d'autres sources. J'espère qu'à la fin de la période actuelle de restrictions, le crédit à long terme mis à la disposition des agriculteurs sera plus conforme à la demande.

Cette restriction du budget a obligé la Société à introduire des critères de prêts restrictifs afin de conserver le capital disponible. Ceux-ci se sont appliqués vers la fin de l'exercice terminé et continueront à s'appliquer en 1976-77. Ils se résument comme il suit:

- (1) La Société s'efforcera de tirer le maximum des capitaux à sa disposition afin d'aider les requérants qualifiés qui ont le plus besoin du type de financement qu'elle offre. Elle prêtera d'abord à ceux dont l'actif, la superficie cultivée et le revenu sont relativement faibles plutôt qu'à ceux qui sont déjà relativement bien établis et sont en mesure d'emprunter plus facilement ailleurs. Une très forte proportion de son crédit ira aux exploitations agricoles qui se situent près du seuil de rentabilité mais appartiennent à des exploitants qui sont compétents et ont les aptitudes voulues pour rembourser le prêt
- (2) Afin de conserver les fonds, la Société ne consolidera pas les dettes qui peuvent être gérées adéquatement par le requérant, au moment de l'octroi du prêt.
- (3) On examinera avec soin les demandes d'emprunt dont le but est l'achat de terres additionnelles, lorsque les requérants possèdent déjà un fonds de terre suffisant. On prêtera à ceux qui ont besoin d'agrandir leur fonds de terre afin de rentabiliser leur exploitation.
- (4) On examinera les demandes provenant de particuliers qui possèdent des terres en commun avec d'autres agriculteurs, afin de déterminer si ceux-ci ont vraiment besoin d'emprunter au moment de la demande. Les demandes d'emprunt dont le but est le transfert de la propriété à l'intérieur de la famille seront examinées afin de déterminer s'il serait possible de retarder le prêt sans causer de préjudices.



The large carry-over commitment of \$172 million previously referred to has important financial implications. About \$68.3 million in loans was approved prior to October 1st at an interest rate of 8 1/2 per cent and \$104.2 million at 9 per cent between October 1st and March 31st, 1976. Because these funds are being borrowed from the government at the higher rate prevailing after April 1, 1976, the Corporation will not have its normal operating margin of one per cent on those funds. Thus, rather than earning an operating margin of \$1.7 million on these funds, the Corporation will only be earning \$88,000. The operating loss is expected to increase substantially until 1977-78 and then decline steadily.

During the last few years, we have seen unprecedented levels of capital requirements and farm financing. Although the demand for funds varies from year to year, there is little doubt that further technological and management advances, together with rising land prices, will result in a continuing increase in the demand for long-term credit. It is our responsibility to determine the role of the Farm Credit Corporation in meeting these needs.

- (5) Lors de l'examen des demandes en Partie IV (provenant de personnes âgées de moins de 35 ans qui désirent s'établir graduellement en agriculture sur cinq ans), la Société accordera la préférence aux jeunes gens qualifiés qui vivent déjà sur des fermes et n'ont pas d'autres possibilités raisonnables de carrière que l'agriculture, et par conséquent, ont davantage besoin des capitaux disponibles.
- (6) Le besoin d'un prêt jouera un rôle déterminant dans l'octroi de prêts en vertu de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles.

La Société compte bien que ces mesures lui permettront de conserver les fonds disponibles afin de les prêter à ceux dont le besoin est le plus grand.

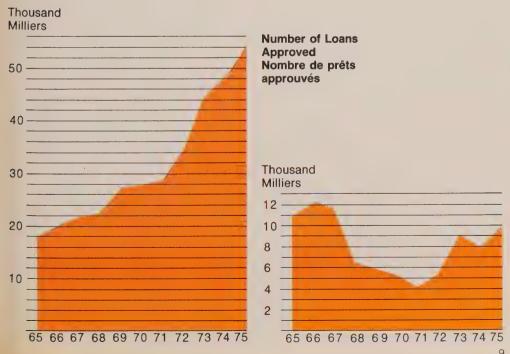
Le report de \$172 millions à l'exercice courant aura des répercussions financières importantes. En effet, la Société a approuvé \$68.3 millions avant le 1er octobre, 1975 à un taux d'intérêt de 8 1/2 pour cent, et \$104.2 millions à un taux de 9 pour cent entre le 1er octobre, 1975 et le 31 mars 1976. Or, elle doit emprunter les fonds nécessaires au déboursement de ces montants après le 1er avril 1976 et payer le taux d'intérêt plus élevé exigé par le Gouvernement après cette date. Sa marge d'opérations d'un pour cent s'en trouvera réduite d'autant de sorte que le revenu sur ses prêts sera de \$88,000 seulement alors qu'il aurait été de \$1.7 million si elle avait emprunté avant la fin de l'exercice. La perte d'exploitations de la Société devrait s'accroître sensiblement jusqu'en 1977-78 puis diminuer constamment par la suite.

Au cours des quelques dernières années, nous avons assisté à une augmentation sans précédent des besoins en capitaux et en crédit agricole. Bien que la demande de crédit à long terme varie d'une année à l'autre, il est fort probable qu'elle continuera globalement d'augmenter parce que la technologie et les connaissances gestionnaires progressent et que le prix des terres continue d'augmenter. Il nous incombe de déterminer le rôle que la Société du crédit agricole doit jouer face à ces besoins.

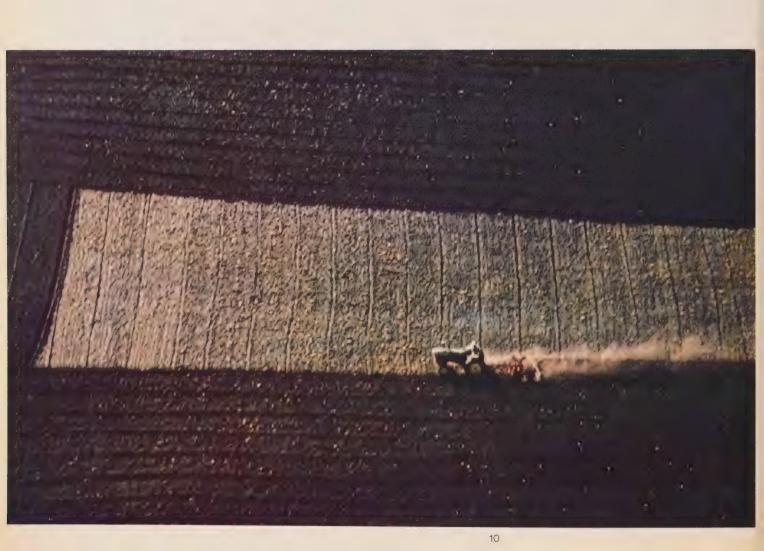


**Total Annual Loan** Disbursements in Millions of Dollars

Montant global, en millions de dollars, des prêts déboursés annuellement



**Average Loan** Prêt moyen



## Operations under the Farm Credit Act

## Activités sous le régime de la Loi sur le crédit agricole

Loan Approvals

In the fiscal year ending March 31, 1976, there were 9,945 loans approved under the Farm Credit Act. This was an increase of 1,852 or 23 per cent over the preceding year. The total amount approved was \$641 million, an increase of 60 per cent over 1974-75.

The Corporation made 6,140 standard Part II loans amounting to \$316 million. These funds represent about one-half of the total approved. There were 3,216 Part III loans made to farmers under 45 years of age amounting to \$284 million. There were 504 loans totalling \$34.5 million made to establish young farmers under Part IV. These borrowers are under 35 years and plan to become principally occupied in farming within 5 years.

The average size of loans increased from \$49,279 in 1974-75 to \$64,450 in 1975-76. This increase can be attributed to the increased loan limit from \$100,000 to \$150,000, increased land values, and the increase in the size of farms.

Approbations de prêts

La Société a approuvé 9,945 prêts en vertu de la Loi sur le crédit agricole au cours de l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 1976, soit une augmentation de 1,852 prêts ou de 23 pour cent par rapport à l'exercice précédent. Elle a prêté un montant de \$641 millions, soit 60 pour cent de plus qu'en 1974-1975.

La Société a consenti 6,140 prêts réguliers en Partie II pour un total de \$316 millions, soit environ la moitié des fonds approuvés. Elle a accordé 3,216 prêts en Partie III à des agriculteurs âgés de moins de 45 ans, pour un montant total de \$284 millions. Elle a consenti 504 prêts représentant \$34.5 millions sous le régime de la Partie IV, afin d'aider des jeunes agriculteurs à s'établir. Ces emprunteurs sont âgés de moins de 35 ans et projettent de s'adonner principalement à l'agriculture dans les cinq ans.

Le prêt moyen est passé de \$49,279 en 1974-1975 à \$64,450 en 1975-1976. Cette augmentation peut être attribuée au relèvement du plafond des prêts qui est passé de \$100,000 à \$150,000 ainsi qu'à l'augmentation de la valeur des terres et à l'agrandissement des fermes.



## Use of Loan Funds

There were substantial changes in the use of loan funds in the fiscal year 1975-76 compared with preceding years. Only 30 per cent of the new funds approved were for the purchase of land to add to established units, compared to 36 per cent in 1974-75 and nearly 47 per cent in 1973-74. Other major purposes of loan funds were (percentages for 1974-75 in brackets): new units 33.4 per cent (25.1), permanent improvements 14.6 per cent (17.7), land secured debt 8.1 per cent (8.8), other debts 5.5 per cent (7.3).

One hundred and six million dollars was used to refinance existing FCC loans. The amount outstanding was incorporated into the new loans when the borrowers obtained additional funds to expand or further develop their farm business. The 22.5 per cent of total loans used to refinance existing loans is smaller than the 25.8 per cent a year ago because the Corporation can now leave the existing mortgages outstanding.

## Utilisation des fonds prêtés

L'utilisation des fonds prêtés a subi un changement marqué par rapport aux exercices précédents. Seulement 30 pour cent des nouveaux fonds approuvés ont servi à l'achat de terres à des fins d'agrandissement comparativement à 36 pour cent en 1974-75 et à près de 47 pour cent en 1973-1974. Parmi les principales autres utilisations des fonds empruntés, on note (les chiffres entre parenthèses s'appliquent à 1974-1975): les nouvelles unités 33.4 pour cent (25.1), les améliorations permanentes 14.6 pour cent (17.7), les dettes hypothécaires 8.1 pour cent (8.8), et les autres dettes 5.5 pour cent (7.3).

Un montant de \$106 millions a été affecté au refinancement de prêts L.C.A. actifs lorsque les détenteurs de ces prêts ont emprunté des fonds additionnels afin d'agrandir ou de poursuivre l'aménagement de leur exploitation. Dans l'exercice terminé, 22.5 pour cent du montant total prêté a été affecté au refinancement comparativement à 25.8 pour cent dans l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par le fait que la Société peut maintenant prêter sans exiger le remboursement des hypothèques prioritaires.

Purposes for Which Loans Were Approved During Last 5 Years

Tableau de l'emploi des fonds empruntés durant les cinq dernières années

Fiscal Year	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76
Année financière	%	%	%	%	%
Land Secured Debt					
Dettes hypothécaires	11.4	11.0	11.3	8.8	7.9
Livestock					
Bétail	1.8	1.1	.9	1.5	2.3
Equipment					
Equipement	1.2	1.2	1.3	2.0	3.2
Miscellaneous					
Divers	2.0	2.1	1.6	1.5	2.6
Other Debts					
Autres Dettes	10.6	7.6	7.1	7.3	5.5
Permanent Improvements					
Améliorations permanentes	12.8	13.5	13.1	17.7	14.6
New Units					
Nouvelles unités	16.5	15.1	18.0	25.1	33.8
Additional Land					
Terres additionnelles	43.7	48.4	46.7	36.1	30.1

(Funds approved exclude refinanced F.C.C. land debts)

(Fonds approuvés n'incluent pas le remboursement des dettes hypothécaires envers la S.C.A.)

## Age of Borrowers

The proportion of loans to assist young people under the Farm Credit Act continued to increase in 1975-76. Nearly 67 per cent of the loans were made to assist borrowers under 35 years of age compared to slightly over one-half in 1974-75. The percentage of loans to borrowers under 25 years of age amounted to 23.6 compared with only 18 per cent in 1974-75.

## Life Insurance

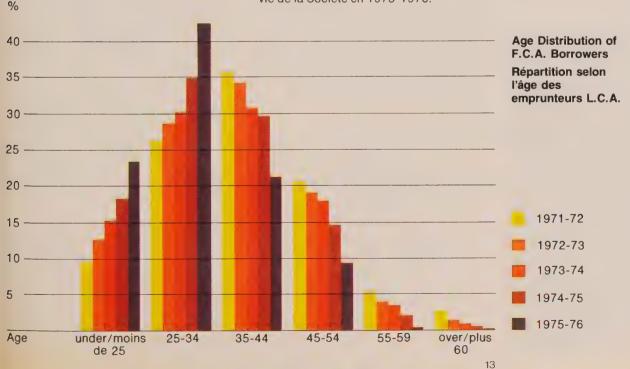
The Farm Credit Act requires that a loan under Part III and Part IV that exceeds 75 per cent of the value of farm land taken as security, must be further secured by insurance on the life of the borrower under the Corporation's group policy. The amount of such mandatory insurance is equal to the amount by which the loan exceeds 75 per cent of the appraised value of the land taken as security. Group life insurance is also available on an optional basis to any borrower up to the full amount of the loan. During 1975-76, about 62 per cent of all borrowers took life insurance under the Corporation's group plan.

## Âge des emprunteurs

Le nombre de jeunes agriculteurs qui empruntent en vertu de la Loi sur le crédit agricole a continué à augmenter en 1975-1976 par rapport au nombre total d'emprunteurs. Près de 67 pour cent de tous les prêts ont été consentis à des emprunteurs âgés de moins de 35 ans en 1975-1976 comparativement à un peu plus de la moitié en 1974-1975. Le pourcentage des prêts consentis aux emprunteurs âgés de moins de 25 ans est passé de 18 à 23.6 pour cent dans la même période.

## Assurance-vie

Tout prêt consenti sous le régime de la Partie III ou de la Partie IV de la Loi sur le crédit agricole dont le montant excède 75 pour cent de la valeur des terres agricoles hypothéquées, doit être garanti en plus par une assurance sur la vie de l'emprunteur en vertu du régime collectif de la Société. L'assurance obligatoire correspond au montant par lequel le prêt excède 75 pour cent de la valeur estimative des terres données en garantie. Tout emprunteur peut aussi souscrire une assurance-vie facultative, indépendamment de l'assurance obligatoire. Toutefois, le montant total d'assurance ne peut excéder le montant total du prêt. Environ 62 pour cent de tous les emprunteurs ont adhéré au régime collectif d'assurancevie de la Société en 1975-1976.



## Service to Borrowers

The Corporation continued to give preloan advisory services to all applicants and post-loan advisory services to those who obtained supervised loans. Increasing farm size, higher land values and larger capital requirements, coupled with a greatly changed price and cost structure, have all increased the importance of advisory services

The new legislation, which permits larger and lower equity loans to young farmers, also makes both pre-loan and post-loan advisory services more important than ever before. Accordingly, the Corporation will place increased emphasis on advisory services provided to borrowers. A new Advisory Services Policy has been prepared to assist lending staff in this area. It emphasizes that advisory services be provided where there is need and where borrowers are receptive to the counselling offered.

When appropriate, Corporation staff will draw on the services of various agricultural agencies to carry out the advisory services role.

Post-loan advisory services as of March 31, 1976, were being provided to 4472 borrowers of which 1620 were using the Canfarm system of farm record keeping. The majority of Corporation field staff were trained in Canfarm's new Version III system in 1975 and early 1976. This system is an improved version of the existing program that will be phased out by 1978.

During the past year, a large volume of Canfarm business data were analyzed for production and living costs. This analysis of recent actual farm businesses is included in guides used in the counselling of FCC clients.

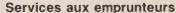
## Repayment by Borrowers

During the year, the cash inflow of farmers increased to a significant degree and, as a consequence, substantial payments of principal were made to the Corporation in reduction of mortgage loans.

Principal due during the year amounted to \$44.6 million, of which \$40.5 million or 90.8 per cent was paid. In addition, \$36.1 million was paid on principal not due.

Interest due during the year amounted to \$112.3 million, of which \$105.8 million or 94.2 per cent was paid.

The percentage of loans in good standing at the end of the fiscal year under the Farm Credit Act is 93.0 compared to 94.8 a year ago.



La Société a continué d'offrir des services consultatifs antérieurs au prêt à tous les requérants ainsi que des services consultatifs postérieurs au prêt aux agriculteurs qui détiennent des prêts surveillés. Ces services deviennent plus importants à mesure que la taille des fermes, la valeur des terres et les besoins en capitaux augmentent, et parce que le rapport entre les prix et les coûts de production évolue rapidement.

Ces services ont pris une importance plus grande depuis que la Loi a été modifiée afin d'autoriser des prêts plus élevés et une mise de fonds moindre de la part des jeunes agriculteurs. C'est pourquoi la Société s'efforce d'intensifier encore davantage les services consultatifs qu'elle dispense à ses emprunteurs. Afin d'atteindre ce but, elle a élaboré une politique de services consultatifs en vertu de laquelle ses agents de prêts pourront plus facilement donner priorité à ceux qui ont le plus besoin de conseils et qui s'y montrent réceptifs.

Les agents de la Société auront recours aux services offerts par divers organismes agricoles lorsqu'il est pratique de le faire, afin de mieux remplir leur rôle de Conseiller. Au 31 mars 1976, la Société dispensait des services consultatifs postérieurs au prêt à 4,472 emprunteurs. De ce nombre, 1,620 participaient au système de comptabilité agricole Canfarm. La majorité des Agents de campagne de la Société ont appris le fonctionnement de la nouvelle version III de Canfarm en 1975 et au début de 1976. Celle-ci est une version améliorée du programme actuel qui sera graduellement abandonné d'ici 1978.

Au cours de l'exercice terminé, un volume considérable d'informations Canfarm sur l'exploitation ont fait l'objet d'analyses visant à déterminer les coûts de production et les frais de subsistance. Les plus récentes données fournies par les exploitants agricoles sont analysées au plan pratique et incluses dans les guides utilisés lors de la consultation dispensée aux clients de la Société.

## Remboursement par les emprunteurs

Les agriculteurs ont accru sensiblement leurs revenus au cours de l'exercice de sorte qu'ils ont pu verser des montants considérables sur le principal de leur prêt hypothécaire.

Le principal échu au cours de l'exercice représentait \$44.6 millions. De ce montant, \$40.5 millions ou 90.8 pour cent ont



été versés, en plus de \$36.1 millions sur le principal non échu.

L'intérêt échu au cours de l'exercice s'élevait à \$112.3 millions. De ce montant, \$105.8 millions ou 94.2 pour cent ont été versés

Le pourcentage des prêts à jour sous le Régime de la Loi sur le crédit agricole s'élevait à 93.0 pour cent à la fin de l'exercice comparativement à 94.8 pour cent à la fin de l'exercice précédent.

## Real Property and Gains on Loans

On April 1, 1975, the Corporation held title to two farm properties with an inventory value of \$33,745. During the year, two properties were acquired and two were sold. At the end of the year, two properties were held for sale at a book value of \$99,009.

The recovery of loans written off in previous years and the profit on sale of properties amounted to \$1,678 compared to net recoveries of \$6,243 in 1974-75.

At March 31, 1976, 146 agreements for sale were outstanding for a total value of \$1,786,653.

## Biens immobiliers et gains sur les prêts

Au 1er avril 1975, la Société détenait les titres de deux propriétés agricoles dont la valeur d'inventaire se chiffrait à \$33,745. Au cours de l'exercice, elle est devenue propriétaire de deux propriétés et en a vendu deux. A la fin de l'exercice, elle détenait encore, pour fins de vente, deux propriétés dont la valeur d'inventaire se chiffrait à \$99,009.

Le montant net récupéré sur des prêts radiés au cours des exercices précédents, ainsi que le profit sur la vente de propriété, s'est élevé à \$1,678 comparativement à \$6,243 en 1974-75.

Au 31 mars 1976, 146 contrats de vente représentant une valeur totale de \$1,-786,653, étaient en cours.

# Operations under the Farm Syndicates Credit Act

## Activités sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

The Farm Syndicates Credit Act was created to provide financial assistance to farmers to act co-operatively in overcoming the high cost of individual ownership of machinery, buildings and installed equipment that can be shared to mutual advantage. A syndicate is a group of three or more farmers, the majority of whom have farming as their principal occupation. Loans can be made to syndicates to a maximum of \$100,000.00 or \$15,000.00 per member, whichever is the lesser.

In the year under review, the Corporation approved \$4,542,422 under The Farm Syndicates Credit Act compared to \$4,-101,085 in the previous year. This represents a total of 231 loans averaging \$19,-664. In 1974-75, there were 234 loans with an average size of \$17,526. Since the implementation of this Act (January 1, 1965 to March 31, 1976), there have been 1,859 loans approved for 1,177 syndicates providing funds for 4,508 individual farmers. The total amount approved over this period has been \$26,131,914. At the end of the fiscal year 93.6 per cent of all accounts were up to date. Only 64 of the 991 active loans were in arrears. This is a slight increase over last year when 94 per cent of all accounts were in good standing.

La Loi sur le crédit aux syndicats agricoles a été instituée afin de prêter aux agriculteurs qui veulent acheter et exploiter en commun des machines aratoires, des bâtiments et de l'équipement fixe qui se prêtent à un usage collectif, afin de faire échec au coût élevé de la possession individuelle. Tout syndicat doit être composé d'au moins trois agriculteurs dont la majorité sont principalement occupés en agriculture. Le prêt maximal est de \$100,000. Toutefois, aucun syndicat ne peut emprunter plus de \$15,000 par membre.

La Société a approuvé \$4,542,422 sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles dans l'exercice terminé comparativement à \$4,101,085 dans l'exercice précédent, soit un total de 231 prêts représentant \$19,664 en moyenne. Elle avait approuvé 234 prêts d'un montant moyen de \$17,526 en 1974-75. Depuis l'institution de la loi, soit du 1er janvier 1965 au 31 mars 1976, la Société a approuvé 1,859 prêts à 1,177 syndicats formés de 4,508 agriculteurs. Au cours de cette période, elle a approuvé un total de \$26,131,-914. A la fin de l'exercice, 93.6 pour cent de tous les comptes étaient à jour. Seulement 64 prêts actifs sur 991 étaient en arrérages. Ce pourcentage représente une légère augmentation par rapport à l'exercice précédent alors que 94 pour cent de tous les comptes étaient en règle.

## Operations under the Small Farm Development Program

The Small Farm Development Program is an Agriculture Canada program administered in cooperation with the provinces and the Farm Credit Corporation. It was introduced in 1972 as a seven-year program to help owners of small farms help themselves.

The Farm Credit Corporation administers the Land Transfer Plan which is one part of the total program. It provides grants to those on small farms who wish to sell their land so they may retire or take advantage of other opportunities. Special credit is also available under the plan to enable operators with inadequate acreage to buy land that becomes available under the program.

During the fiscal year ending March 31, 1976, which was the fourth year of operation of the program, there was a decrease in transactions from the previous years. During 1975-76, the Corporation approved \$4,-568,474 in vendor assistance grants to 1,475 farmers who were retiring or making adjustments to other occupations. These grants are funded by Agriculture Canada. A total of \$1,783,000 was approved under the special credit provisions of the plan to help 104 farmers to expand their farm holdings.

Although a decrease in activities under the program was expected after the initial years of operation, a number of unforeseen factors also contributed to the slowdown. The generally favourable market conditions for agricultural products during the past two years have enhanced the income potential of some so-called "small farms" so that farmers are holding on to their farms. Rising land prices have curtailed the sale of farms, and off-farm movement generally declines with a rise in unemployment. Under the Land Transfer Plan, the prospective vendor must have an alternative means of livelihood to maintain himself and his dependents in a manner at least equal to that on the farm. Farmers appear to be seriously considering all options before selling.

## Activités en vertu du Programme de développement des petites fermes

Le Programme de développement des petites fermes relève d'Agriculture Canada et est administré en collaboration avec les provinces et la Société du crédit agricole. D'une durée de sept ans, il a été introduit en 1972 et il a pour but d'aider les propriétaires de petites fermes à s'aider eux-mêmes.

La Société du crédit agricole administre le plan de transfert des terres dans le cadre de ce programme. Elle distribue des octrois aux exploitants de petites fermes qui désirent vendre leur terre afin de prendre leur retraite ou se ré-orienter dans une autre sphère d'activités. Elle offre également un crédit spécial aux exploitants qui désirent rentabiliser leur ferme en achetant les terres devenues disponibles dans le cadre du programme.

Les transactions effectuées en vertu du programme dans l'exercice terminé le 31 mars 1976, le quatrième, ont été moins nombreuses que lors des exercices précédents. Au cours de celui-ci, la Société a approuvé \$4,568,474 en octrois à 1,475 agriculteurs qui ont pris leur retraite ou se sont ré-orientés dans d'autres sphères d'activités. Les octrois ainsi approuvés sont versés par Agriculture Canada. La Société a approuvé \$1,783,000 au chapitre du crédit spécial en vertu du programme afin d'aider agriculteurs à agrandir exploitation.

On prévoyait que les activités en vertu de ce programme ralentiraient après les années initiales d'application. Toutefois, le ralentissement de cette année a été accentué par certains facteurs imprévus. Le marché généralement favorable des produits agricoles au cours des deux dernières années a augmenté le potentiel de revenu de certaines petites fermes et a incité leurs propriétaires à ne pas vendre. L'augmentation du prix des terres a également freiné la vente des fermes. De plus, les agriculteurs sont portés à ne pas vendre lorsque le chômage s'accroît. Ce facteur est important puisqu'un vendeur doit jouir d'une autre source de revenu pour faire vivre sa famille et avoir un niveau de vie au moins égal à celui dont il jouissait sur la ferme, pour être admissible en vertu du plan de transfert des terres. Les agriculteurs semblent envisager sérieusement toutes les options avant de vendre.



## Administration

## Administration

Responsibility for lending decisions and operations is decentralized into seven Branch Offices, one for the Atlantic region and one in each of the other provinces.

The Corporation's field officers, comprising 30 District Supervisors and 237 Credit Advisors, work out of 112 field offices. The total staff at the year end was 658, an increase of 18 during the year.

The total cost of administration in 1975-76 was \$13,434,810 or .76 per cent of the mean loans to farmers compared to \$10,932,969 or .70 per cent in the previous year.

La responsabilité pour les opérations et les décisions de prêt est répartie entre sept bureaux de succursale, soit un pour la région de l'Atlantique et un pour chacune des six autres provinces.

L'effectif de campagne de la Société se composait de 30 surveillants de district et de 237 conseillers en crédit. Ceux-ci étaient dans 112 bureaux de campagne différents. L'effectif global se chiffrait à 658 employés à la fin de l'exercice, soit 18 de plus que l'année précédente.

Le coût total de l'administration s'est chiffré à 13,434,810 dollars en 1975-76 soit .76 pour cent du total moyen des prêts aux agriculteurs, comparativement à 10,-932,969 dollars ou .70 pour cent lors de l'exercice précédent.

## Financing

## **Financement**

## **Farm Credit Act**

To carry out its lending program during 1975-76, the Corporation borrowed \$352.4 million from the Minister of Finance at an average interest rate of 7.739 per cent and repaid \$69.4 million of principal due on previous borrowings, bringing the total principal outstanding on borrowings from the Minister of Finance to \$1,863 million as at March 31, 1976.

The average interest rate on the Corporation's outstanding borrowings at March 31, 1976 rose to 6.757 per cent as compared to 6.510 per cent at the same date a year earlier.

Paid capital under Section 12 of the Farm Credit Act was increased during the year by \$11.4 million to \$75 million.

## **Operating Loss**

During the nine-year period prior to 1968, most loans to farmers were bearing a statutory rate of interest of five per cent while the Corporation was required to pay interest rates as high as 6.875 per cent on its borrowings from the Minister of Finance. This financial condition has resulted in operating losses since 1960-61 and is ex-

## Loi sur le crédit agricole

La Société a emprunté \$352.4 millions auprès du ministre des Finances à un taux d'intérêt moyen de 7.739 pour cent, afin de s'acquitter de son programme de crédit en 1975-76. Elle a remboursé \$69.4 millions en principal échu sur ses emprunts antérieurs, portant ainsi le total du principal non remboursé au ministre des Finances à \$1,-863 millions au 31 mars 1976.

Le taux d'intérêt moyen sur ses emprunts non remboursés au 31 mars 1976 s'élevait à 6.757 pour cent comparativement à 6.510 pour cent à la même date en 1975.

Le capital versé aux termes de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole a été augmenté de \$11.4 millions au cours de l'exercice pour atteindre \$75 millions.

## Perte d'exploitation

Avant 1968, la Société prêtait aux agriculteurs à un taux statutaire de cinq pour cent. Pendant cette période de neuf ans, elle devait elle-même emprunter du ministre des Finances à des taux atteignant 6.875 pour cent. Cette situation a donné lieu à des pertes d'exploitation depuis 1960-61, et il pected to continue for a number of years. This lack of interest margin to cover the normal administrative expenses of the Corporation during the year produced an operating loss of \$3,513,624 which has been recovered from a Parliamentary Appropriation.

## Reserve for Losses

The Corporation's reserve for losses stood at \$778,327 at March 31, 1976, an increase during the year of \$1,678 due to the recovery of loans previously written off and gains on real property transactions. At the close of the year, the Reserve was equivalent to .04 of one per cent of the outstanding loans to farmers.

## Farm Syndicates Credit Act

To meet the demand from syndicates for loans, an amount of \$1.7 million was borrowed by the Corporation from the Minister of Finance. At March 31, 1976, \$12.5 million was owed to the Minister of Finance in respect of the Farm Syndicates Credit Act.

After adding net earnings of \$55,797 and deducting net losses on loans of \$8.00, the Retained Earnings Account stood at \$227,900 at March 31, 1976.

## Small Farm Development Program

Funds approved during the year to purchasers of farms under the special credit provisions of the Program required borrowings of \$1.2 million from the Minister of Finance bringing the total indebtedness to \$10.1 million at the close of the fiscal year.

devrait continuer d'en être ainsi pendant quelques années. L'absence d'une marge d'intérêt suffisante pour couvrir les dépenses administratives normales de la Société au cours de l'exercice s'est traduite par une perte d'exploitation de \$3,513,624 qui a été recouvrée au moyen d'un crédit parlementaire.

## Réserve pour pertes

La réserve de la Société contre les pertes s'établissait à \$778,327 au 31 mars 1976, soit une augmentation de \$1,678 au cours de l'exercice par suite de recouvrement sur des prêts radiés antérieurement et de gains lors de transactions immobilières. A la fin de l'année, la réserve représentait .04 pour cent du crédit à percevoir auprès des agriculteurs.

## Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

La Société a emprunté \$1.7 million du ministre des Finances afin de donner suite aux demandes d'emprunt présentées par des syndicats agricoles. Au 31 mars 1976, elle devait \$12.5 millions au ministre des Finances au chapitre de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles.

Après l'addition des gains nets de \$55,797 et la déduction des pertes nettes de \$8, le solde au compte des gains retenus s'établissait à \$227,900 au 31 mars 1976.

## Programme de développement des petites fermes

Les fonds approuvés durant l'exercice aux acheteurs de fermes en vertu des dispositions de crédit spécial du programme ont donné lieu à des emprunts de \$1.2 million auprès du ministre des Finances, ce qui portait l'endettement total à ce chapitre à \$10.1 millions à la fin de l'exercice.



## Balance Sheet as at March 31 1976

## Assets Cash Accounts Receivable Loans to farmers, secured by mortgages

(Note 2) Loans to farm syndicates, secured by notes

(Note 2) Agreements for sale (Note 2)

Real estate held for sale

Fixed assets, at cost

Less: Accumulated depreciation

<b>1976</b> \$ 2,934,716 71,021	<b>1975</b> \$ 5,964,500 84,070
1,978,785,376	1,673,535,828
12,776,351 12,125,304 99,009	11,145,299 11,217,368 33,745
911,233 597,276	850,295 548,068
313,957	302,227
\$2,007,105,734	\$1,702,283,037

**Actif** 

Encaisse Comptes à recevoir Prêts aux cultivateurs garantis par hypothèques (note 2) Prêts aux syndicats agricoles garantis par billets (note 2) Contrats de vente (note 2) Biens-fonds détenus pour fins de vente Immobilisations, au prix coûtant A soustraire: Amortissement accumulé

Certified correct: Certifié exact:

Le contrôleur-trésorier W.G. Mann Comptroller-Treasurer

Approved: Approuvé:

Le président B.H. Kristjanson Chairman

## Bilan au 31 mars 1976

## Liabilities Accounts payable Due to Canada in respect of operations for Fire insurance recoveries, unearned appraisal fees and other deposits Canada loans (Note 3)

## **Equity of Canada** Capital contributed by Canada under the Farm Credit Act Retained earnings Farm Credit Act - Appropriation for Losses Balance at beginning of year Add: Net recoveries on loans Balance at end of year Farm Syndicates Credit Act Balance at beginning of year Add: Net profit for the year

Balance at end of year

<b>1976</b> \$ 995,627	1010
Ψ 000,021	Ψ 001,020
474,104	405,392
818,237 1,928,812,61	
75,000,000	63,600,000
776,649	6,243
778,327	776,649
171,039	84,049
55,789	
226,828	171,039
\$2,007,105,734	\$1,702,283,037

## **Passif**

Comptes à payer A payer au Canada à l'égard des opérations de l'année financière Recouvrements d'assurance-feu, honoraires d'évaluations perçus d'avance et autres Prêts consentis par le Canada (note 3)

Avoir du Canada Capital versé par le Canada en vertu de la Loi sur le crédit agricole Bénéfices non répartis Loi sur le crédit agricole - Réserves pour pertes Solde au début de l'année A ajouter: Recouvrements nets sur les prêts Solde à la fin de l'année Loi sur le crédit aux syndicats agricoles Solde au début de l'année

A ajouter: Profit net pour l'année Solde à la fin de l'année



# Statement of Income and Expense for the Year Ended March 31 1976

Operations Under The Farm Credit Act
Interest earned on mortgage loans to farmers Deduct: Interest on loans from Canada
Appraisal, legal and supervision fees
Other interest income
Expense Salaries Employee Benefits
Travel Office accommodation Rental and maintenance of
office equipment Printing, stationery and office supplies Telephone Postage and express
Depreciation Miscellaneous
Less: Allocated to operations under the Farm

Less:	Allocated to operations under the Farm Syndicates Credit Act and the Small Farm Development Program
-------	---

Net Operating loss provided for by Agriculture Vote 65 (Vote 60 in 1975)

1976	1975	Opérations sous le régime de la Loi sur le crédit agricole
\$121,688,123	\$97,139,153	Intérêts acquis sur les prêts aux cultivateurs A soustraire: Intérêts sur les prêts consentis
113,410,126	92,379,891	par le Canada
8,277,997	4,759,262	
1,113,851 529,338 9,921,186	941,012 925,843 6,626,117	Honoraires d'évaluation, de vacations et de surveillance Autres intérêts acquis
9,921,100	0,020,117	Dépenses
10,350,825	8,758,558	Traitements
949,482 1,125,759	783,760 877,270	Bénéfices aux employés Frais de voyage
916,853	790,000	Loyers
400740	101.057	Location et entretien des fournitures de
169,749 193,628	161,057 139,696	bureau Impressions, papeterie et matériel de bureau
192,651	135,446	Téléphone
77,413	74,480	Affranchissement et messageries
78,600 250,288	75,965 109,818	Amortissement Divers
14,305,248	11,906,050	
7 1,000,2 10	11,000,000	A countraire. Part effecté ouv enérations de la
		A soustraire: Part affecté aux opérations de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles et du Programme de développement des petites
870,438	973,081	fermes
13,434,810	10,932,969	
		Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 65 de l'Agriculture (Crédit 60 –
\$3,513,624	\$4,306,852	1975)

## Relevé des recettes et des dépenses année close le 31 mars 1976

## Operations Under The Farm Syndicates Credit Act

Income

Interest earned on notes receivable

Deduct: Interest on loans

from Canada

Service charges and other

Expense allocated to operations under this

Act

Net operating profit

Deduct: Net loss on loans

Net profit transferred to retained earnings

## Operations Under The Small Farm Development Program

Income

Interest earned on agreements for sale

Deduct: Interest on loans from Canada

Application fees and other

Expense

Allocated to operations under

this Program

Legal fees and other

Deduct: Amount recovered from Agriculture

Vote 1

Excess of Income over Expense due to

Canada

1976	1975	Opérations sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles Recettes
\$867,861	\$668,749	Intérêts acquis sur billets recevables A soustraire: Intérêts sur les prêts consentis
788,228	582,989	par le Canada
79,633	85,760	
50,265	59,987	Frais de service et autres
129,898	145,747	
		Dépenses affectées aux opérations sous le
74,101	57,379	régime de cette Loi
55,797	88,368	Profit net d'exploitation
8	1,378	A soustraire: Perte nette sur les prêts
\$ 55,789	\$ 86,990	Profit net porté au compte des gains retenus
		Opérations en vertu du programme de développement des petites fermes
\$725,098	\$518,335	Intérêts acquis sur les contrats de vente A soustraire: Intérêts sur les prêts consentis
646,524	453,692	par le Canada
78,574	64,643	
3,414	3,095	Honoraires de demande et autres
81,988	67,738	
		Dépenses Dépenses affectées aux opérations en vertu
796,337	915,702	de ce programme
22,923	55,645	Honoraires juridiques et autres
819,260	971,347	
819,260	900,517	A soustraire: Montant récupéré du crédit 1 de l'Agriculture
***************************************	70,830	
		Excédant des revenus par rapport aux
\$ 81,988	70,830 \$ (3,092)	Excédant des revenus par rapport aux dépenses à payer au Canada

## Notes to Financial Statements, March 31, 1976

## Notes concernant les états financiers au 31 mars 1976

### 1. Accounting policies

### Allowance for doubtful accounts

The Corporation has determined an allowance for doubtful accounts relating to loans to farmers, loans to farm syndicates and agreements for sale as at March 31, 1976 to be \$610,800 (\$500,000 - 1975). The allowance has not been recorded to reduce the assets to estimated realizable value or reflected in the statement of income and expense because relained earnings appropriated for losses in accordance with section 15 of the Farm Credit Act amounting to \$778,327 as at March 31, 1976 (\$776,649 - 1975) is regarded by the Corporation as an appropriate provision for losses as at that

### Depreciation of fixed assets

Depreciation is calculated using the reducing balance

## Farm Credit Act - appropriation for losses

Sub-section 15(1) of the Farm Credit Act states "The Corporation shall establish a reserve out of which may be paid any losses sustained by the Corporation in the conduct of its business". The Act further provides that the Corporation shall credit its net earnings each year to this reserve until the amount of the reserve equals the capital of the Corporation. Losses not recovered from Parliamentary appropriations have been charged to the reserve account.

## Long-term receivables

Outstanding amounts are receivable over periods ranging from one to thirty years at interest rates in effect at the time

Loans to farmers, secured by mortgages Loans to farm syndicates, secured by notes Agreements for sale

At March 31, 1976 accrued interest of \$72,372,308 is included (\$58,462,833 - 1975).

The Corporation has borrowed funds from the Minister of Finance for the purpose of making farm loans, such borrowings being repayable in accordance with the terms and rates prescribed at the time of borrowing.

Outstanding amounts as at March 31, 1976 are as follows:

Farm Credit Act Farm Syndicates Credit Act Small Farm Development Program Accrued interest

## 4. Termination benefits

Termination benefits generally accrue to employees over their service period. Payments of these benefits are made to employees on separation or retirement and all expensed by the Corporation when paid. No provision has been made in the accounts for benefits accruing to employees as at March 31, 1976 estimated to be \$1,125,000.

## 5. Commitments to borrowers

Loans to borrowers approved but not disbursed as at March 31, 1976 amounted to \$172.5 million, of which \$68.3 million were approved at 8-1/2% and \$104.2 million at 9%. It is expected that the majority of these loans will be disbursed within the six-month period ending September 30, 1976 from funds to be borrowed by the Corporation from Canada

 Remuneration to members
 The Corporation has 5 members, 2 of whom received \$53, 750 in salaries as officers. The members received no remuneration as members

Period	
not exceeding	
Période	
n'excédant pas	
20 years rang	

15 years/ans

28 years/ans

Repayable	Annual
up to	interest rate %
emboursable	Taux d'intérêt
jusqu'en	annuel %
1996	3-1/2 - 8-1/4
1981	5-1/4 - 9
1996	6 - 8-1/4

R

Annual Interest rate % Taux d'intérêt annuel %

4-1/2 - 9-1/4 6-1/4 - 10 5 - 9-1/4

## Outstanding amount March 31, 1976 Montant impayé au 31 mars 1976 \$ 1.863.066.412 12,499,203

10,136,278 43,110,718

\$ 1,928,812,611

## 1. Conventions comptables

Allocation pour créances douteuses

La Société a prévu \$610,800 (\$500,000 en 1975) au chapitre des créances douteuses en rapport avec le crédit aux agriculteurs et aux syndicats agricoles ainsi qu'en vertu des contrats de vente du 31 mars 1976. Toutefois, cette allocation n'a pas été appliquée en réduction de l'évaluation de l'actif réalisable et n'a pas été incorporée à l'état des revenus et dépenses puisque l'excédent d'exploitation disponible pour couvrir les pertes en vertu de l'article 15 de la Loi sur le crédit agricole s'élevait à \$778,327 au 31 mars 1976 (\$776,-649 en 1975) et que la Société juge ce montant suffisant pour couvrir les pertes à cette date.

### Amortissement de l'actif immobilisé

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement décroissant

Loi sur le crédit agricole – réserve pour pertes Le paragraphe 15(1) de la Loi sur le crédit agricole stipule que "La Société doit établir une réserve de laquelle on peut acquitter toute perte subie par la Société dans la conduite de ses affaires". La loi stipule également que la Société doit créditer ses bénéfices nets de chaque année à cette réserve tant que le montant de la réserve n'est pas égal au montant du capital de la Société. Les pertes d'exploitation non comblées au moyen de crédits parlementaires ont été débitées à cette réserve

 Montant à recevoir à long terme
 Les montants à recevoir sont remboursables sur des périodes s'échelonnant entre une et trente années et portent les taux d'intérêt qui étaient en vigueur au moment de l'approbation du prêt.

Prêts aux cultivateurs, sur hypothèques Prêts aux syndicats agr coles, sur billets

Un intérêt accru de \$72,372,308 était inclus au 31 mars 1976 (1975: \$58,462,833).

## 3. Prêts consentis par le Canada

La Société a emprunté du Ministre des Finances afin d'effectuer des prêts agricoles. Ces emprunts sont remboursables en conformité des termes et des taux établis au moment de

Les montants à rembourser au 31 mars 1976 s'établissent

Loi sur le crédit agricole

Loi sur le crédit aux syndicats agricoles Programme de développement des petites fermes Intérêt accru

## 4. Indemnités de cessation d'emploi

Des indemnités de cessation d'emploi s'accumulent généralement au compte des employés pendant la durée de leurs services et leur sont versées lors de leur départ ou de leur retraite. Ces montants sont inclus dans les dépenses de la Société lors de leur paiement. Aucun montant n'a été affecté au chapitre des indemnités accumulées aux employés au 31 mars 1976 mais on estime ce montant à \$1,125,000.

 Sommes engagées auprès des agriculteurs Les prêts approuvés aux emprunteurs mais non déboursés au 31 mars 1976 s'élevaient à \$172.5 millions. De ce montant, \$68.3 millions étaient prêtés à 8-1/2% et \$104.2 millions à 9%. On prévoit que la majorité de ces prêts seront déboursés dans la période de six mois se terminant le 30 septembre 1976 au moyen de fonds empruntés du Canada à

## 6. Rémunération aux membres

La Société compte 5 membres dont 2 ont reçu \$53,750 en rémunération à titre de fonctionnaires. Les membres ne reçoivent aucune rémunération à titre de membres.

## Report of the Auditor General to the Minister of Agriculture

## Rapport de l'Auditeur général au Ministre de l'agriculture

Ottawa, Ontario K1A 0G6 Ottawa (Ontario) K1A 0G6

June 7, 1976

le 7 juin 1976

The Honourable Eugene F. Whelan, P.C., M.P., Minister of Agriculture, Ottawa, Ontario. K1A 0C5

L'honorable Eugène F. Whelan, C.P., député Ministre de l'Agriculture Ottawa (Ontario) K1A 0C5

Dear Mr. Whelan:

Monsieur le Ministre.

I have examined the balance sheet of the Farm Credit Corporation as at March 31, 1976 and the statement of income and expense for the year then ended. My examination included a general review of the accounting procedures and such tests of accounting records and other supporting evidence as I considered necessary in the circumstances.

As explained in Note 4 to the financial statements, the Corporation has not recorded in its accounts an amount estimated at \$1,125,000 for employee termination benefits.

In my opinion, except for the failure to record a provision for employee termination benefits referred to in the preceding paragraph, these statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at March 31, 1976 and the results of its operations for the year then ended, in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.

J'ai examiné le bilan de la Société du crédit agricole au 31 mars 1976, ainsi que ses états des revenus et des dépenses pour l'année terminée à cette date. Mon examen a comporté une revue générale des méthodes comptables et les sondages des registres comptables et autres pièces justificatives qui m'ont paru nécessaires dans les circonstances.

Comme l'explique la Note 4 jointe aux états financiers, la Société n'a pas inscrit dans ses comptes le montant estimé à \$1,125,000 relatif aux prestations de cessation de fonctions versées aux employés.

Exception faite de l'omission des prestations de cessation de fonctions versées aux employés, dont il est question au paragraphe précédent, ces états présentent, à mon avis, un tableau fidèle et véridique de la situation financière de la Société au 31 mars 1976 et des résultats de son exploitation pour l'année terminée à cette date, conformément aux principles comptables généralement reconnus qui ont été appliqués de la même façon que l'année précédente.

De plus, je déclare que la Société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que ses états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connnaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Yours sincerely,

L'Auditeur général du Canada

J.J. Macdonell Auditor General of Canada.

J.J. Macdonnell

# Outstanding Borrowings from the Minister of Finance as at March 31 1976

Farm Credit Act Loi sur le crédit agricole

Interest

Amount

Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé	Rate Taux d'intérêt
	\$	%
1956-57	1,616,524 1,921,016	3.5
1957-58	3,041,107 2,824,743	4.125 4.375
1958-59	4,759,502 5,539,262	4 4.5
1959-60	7,396,327 8,988,125	5 5.75
1960-61	1,436,702 14,734,013	5.75 5
1964-65	48,417,107 21,631,951	5.375 5.25
1965-66	51,855,948 27,811,355 24,448,002	5.25 5.375 5.625
1966-67	23,868,884 65,160,113 39,228,981	5.75 5.875 6
1967-68	23,982,087 33,172,252 32,658,114 20,920,621	5.3125 6.125 6.375 6.875
1968-69	4,826,101 132,887,194	6.6875 6.75
1969-70	67,734,189 51,970,896	7 7.75
1970-71	59,354,903 36,825,454	7.75 7.5
1971-72	57,056,322 30,259,733	6.75 6.5
1972-73	103,184,294	6
1973-74	218,270,065	6
1974-75	150,253,622 132,630,903	7.25 8.25
1975-76	180,500,000 171,900,000	7.5 8
Accrued Interest/Intérêt couru	1,863,066,412 42,634,399	
	1,905,700,811	

Year



## Emprunts à rembourser au Ministre des finances au 31 mars 1976

## Farm Syndicates Credit Act Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé	Interest Rate Taux d'intérêt
	\$	%
1970-71	111,000 130,000	7.5 7
1971-72	274,203 270,000	6 5.75
1972-73	771,000	5.25
1973-74	2,198,000	5.25
1974-75	2,880,000 1,665,000	7 9
1975-76	2,400,000 1,800,000	7 7.75
Accrued Interest/Intérêt couru	12,499,203 280,322	
	12,779,525	

## Small Farm Development Program Programme de développement des petites fermes

1972-73	464,794	6
1973-74	4,315,533	6
1974-75	2,471,277 1,484,674	7.25 8.25
1975-76	800,000 600,000	7.5 8
Accrued Interest/Intérèt couru	10,136,278 195,997	
	10,332,275	

TOTAL \$1,928,812,611

## Loans Approved during the Past Three Years

	19	973-74	197	4-75
	Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$
F.C.A.				
British Columbia	330	18,556,800	243	15,043,400
Alberta	1,580	73,560,000	1,526	78,923,800
Saskatchewan	2,527	106,380,600	1,932	88,193,200
Manitoba	744	27,518,100	682	28,136,900
Ontario	2,475	116,395,800	2,030	107,604,600
Quebec	1,216	51,442,600	1,530	74,500,500
New Brunswick	62	2,364,400	63	2,632,700
Nova Scotia	31	1,685,300	5	100,600
Prince Edward Island	66	2,217,400	73	2,968,400
Newfoundland	10	537,100	9	710,000
CANADA	9,041	400,658,100	8,093	398,814,100
F.S.C.A.				
British Columbia	4	60,062	3	203,344
Alberta	63	1,019,770	73	1,141,697
Saskatchewan	7	83,592	9	176,488
Manitoba	61	1,117,191	34	376,641
Ontario	75	1,556,775	73	1,389,742
Quebec	27	536,440	37	710,910
New Brunswick	-	-	1	11,863
Nova Scotia	1	4,000	-	-
Prince Edward Island	-	-	4	90,400
Newfoundland	-	-	-	-
CANADA	238	4,377,830	234	4,101,085

# Prêts approuvés au cours des trois dernières années

1975-76 1973-76

Number	Amount	Number	Amount	
Nombre	Montant	Nombre	Montant	
	\$		\$	
				L.C.A.
239	17,613,900	812	51,214,100	Colombie-Britannique
1,684	111,946,200	4,790	264,430,000	Alberta
2,385	143,597,900	6,844	338,171,700	Saskatchewan
810	43,444,500	2,236	99,099,500	Manitoba
2,677	189,423,300	7,182	413,423,700	Ontario
1,881	119,590,600	4,627	245,533,700	Québec
119	6,440,400	244	11,437,500	Nouveau-Brunswick
26	1,599,600	62	3,385,500	Nouvelle-Ecosse
97	5,222,800	236	10,408,600	lle-du-Prince-Edouard
26	2,068,200	. 45	3,315,300	Terre-Neuve
9,944	640,947,400	27,078	1,440,419,600	CANADA
3,344	040,047,400	21,010	1,440,470,000	VAITABA
				L.S.C.A.
2	16,000	9	279,406	Colombie-Britannique
55	1,056,870	191	3,218,337	Alberta
9	203,287	25	463,367	Saskatchewan
56	891,450	151	2,385,288	<u>Manitoba</u>
66	1,601,039	214	4,547,556	Ontario
37	527,334	101	1,774,684	Québec
		101		
3	126,256	4	138,119	Nouveau-Brunswick
			138,119 28,000	
	126,256	4		Nouveau-Brunswick
	126,256 24,000	4 2	28,000	Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse



## F.C.A. Loans Disbursed During 1975-76

	1	Part II Partie II		Part III Partie III
	Number	Amount	Number	Amount
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		\$	_	\$
British Columbia	145	8,984,735	48	4,737,786
Alberta	1,040	56,500,782	228	22,620,791
Saskatchewan	1,466	67,516,741	323	27,019,350
Manitoba	460	19,338,175	162	10,771,731
Ontario	1,512	83,352,824	545	51,463,003
Quebec	568	23,219,901	938	67,411,609
New Brunswick	60	2,383,820	31	2,292,393
Nova Scotia	10	382,125	6	449,003
Prince Edward Island	46	1,719,150	26	1,631,095
Newfoundland	12	1,036,006	9	969,680
Canada	5,319	264,434,259	2,316	189,366,441

## F.C.A. Loans Disbursed to March 31, 1976

Under the Canadian Farm Loan Act (1929-Oct.4/59) Sous le régime de la Loi du prêt agricole canadien (1929-4 oct. 1959) Under the Farm Credit Act (Oct. 5/59 - Mar. 31/76)

			Par	t II Partie II	Part III	Partie III
	Number	Amount	Number	Amount	Number	Amount
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		\$		\$		\$
British Columbia	2,699	8,751,182	4,655	126,420,402	526	25,508,325
Alberta	9,954	28,146,771	26,373	608,766,252	1,125	60,187,508
Saskatchewan	13,366	48,327,821	34,097	734,031,255	1,363	68,915,138
Manitoba	6,342	19,884,810	9,864	219,743,021	695	31,490,620
Ontario	9,745	43,295,717	24,520	617,814,457	2,682	135,880,204
Quebec	9,173	22,454,666	9,582	185,557,735	5,163	215,164,103
New Brunswick	1,749	3,720,899	1,191	22,106,452	161	6,811,931
Nova Scotia	1,638	3,537,293	485	7,939,332	126	4,749,281
Prince Edward Island	2,094	5,041,427	1,397	21,410,804	131	5,176,565
Newfoundland	- Marka	_	106	4,146,655	20	1,632,084
Canada	56,760	183,160,586	112,270	2,547,936,365	11,992	555,515,759

## Prêts L.C.A. déboursés durant 1975-76

	Total		Part IV Partie IV	
	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre
	\$		\$	
Colombie-Britannique	14,081,167	200	358,646	7
Alberta	84,584,592	1,352	5,463,019	84
Saskatchewan	98,275,432	1,857	3,739,341	68
Manitoba	31,187,569	649	1,077,663	27
Ontario	141,588,750	2,158	6,772,923	101
Québec	91,148,100	1,516	516,590	10
Nouveau-Brunswick	4,819,043	96	142,830	5
Nouvelle-Ecosse	894,393	17	63,265	1
Ile-du-Prince-Edouard	3,413,194	74	62,949	2
Terre-Neuve	2,005,686	21		_
Canada	471,997,926	7,940	18,197,226	305

## Prêts L.C.A. déboursés au 31 mars 1976

Sous le régime de la Loi sur le crédit

	31 mars 1976	Total au 3	31 mars 1976)	(5 oct. 1959 –	agricole	
			Total		V Partie IV	Part I
	Amount	Number	Amount	Number	Amount	Number
	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre
	\$		\$		\$	
Colombie-Britannique	161,038,555	7,887	152,287,373	5,188	358,646	7
Alberta	702,563,550	37,536	674,416,779	27,582	5,463,019	84
Saskatchewan	855,013,555	48,894	806,685,734	35,528	3,739,341	68
Manitoba	272,196,114	16,928	252,311,304	10,586	1,077,663	27
Ontario	803,763,301	37,048	760,467,584	27,303	6,772,923	101
Québec	423,693,094	23,928	401,238,428	14,755	516,590	10
Nouveau-Brunswick	32,782,112	3,106	29,061,213	1,357	142,830	5
Nouvelle-Ecosse	16,289,171	2,250	12,751,878	612	63,265	1
Ile-du-Prince-Edouard	31,691,745	3,624	26,650,318	1,530	62,949	2
Terre-Neuve	5,778,739	126	5,778,739	126		
Canada	3.304.809.936	181.327	3.121.649.350	124.567	18.197.226	305

Total to March 31, 1976 |

## Accounts Outstanding as at March 31, 1976

			Principal		In	terest – Intérêt
	Number	Due	Not Due		Due	Not Due
	Nombre	Echu	Non échu	Total	Echu	Non échu
F.C.A. Loans		\$	\$	\$	\$	\$
F.C.A. LOdiis					·	
British Columbia	2,647	288,990	84,204,786	84,493,776	424,250	2,704,689
Alberta	15,676	1,911,215	407,563,092	409,474,307	2,537,396	18,284,893
Saskatchewan	19,475	905,178	489,915,532	490,820,710	1,163,645	22,170,286
Manitoba	6,413	219,914	156,504,206	156,724,120	275,524	5,848,882
Ontario	15,926	443,704	486,587,265	487,030,969	766,202	13,838,609
Quebec	8,296	206,918	251,362,348	251,569,266	231,259	7,359,711
New Brunswick	737	30,548	15,744,085	15,774,633	16,857	512,539 121,683
Nova Scotia	256	19,646	5,229,463	5,249,109	3,459	
Prince Edward Island	859	23,743	13,958,102	13,981,845	21,287	447,517 86,679
Newfoundland	66	32,965	3,469,574	3,502,539	45.648	00,079
Canada	70,351	4,082,821	1,914,538,453	1,918,621,274	5,485,527	71,375,488
F.S.C.A. Loans						
British Columbia	14	25,202	284,489	309,691	4,805	9,171
Alberta	303	126,855	2,988,284	3,115,139	19,266	137,121
Saskatchewan	37	23,366	363,557	386,923	2,755	14,840
Manitoba	185	16,236	2,324,697	2,340,933	1,387	100,935
Ontario	265	51,592	3,898,487	3,950,079	12,064	126,036
Quebec	172	21,795	1,954,515	1,976,310	3,781	76,425
New Brunswick	5	1,710	34,562	36,272	1,038	908
Nova Scotia	5		28,810	28,810		964
Prince Edward Island	15	14,106	181,777	195,883	3,297	10,244
Newfoundland		-				
Canada F.C.A. Agreements For Sale	1,001	280,862	12,059,178	12,340,040	48,393	476,644
British Columbia	11	1,051	189,859	190,910	3,987	6,873
Alberta	37	10,338	554,473	564,811	13,593	26,493
Saskatchewan	1	14	9,607	9,621	- 10,555	617
Manitoba	4		74,249	74,249		2,954
Ontario	48	2,750	431,309	434,059	3,491	12,856
Quebec	34	20,362	252,153	272,515	4,420	7,203
New Brunswick	7	5,890	75,029	80,919	1,813	1,604
Nova Scotia	1	920	27,871	28,791	1,083	716
Prince Edward Island	2	_	17,880	17,880		419
Newfoundland	1	_	33,413	33,413	Carlo Carlo	776
Canada	146	41,325	1,665,843	1,707,168	28,387	60,511
S.F.D.P. Agreements For Sale						
British Columbia	8	23	134,109	134,132		6,122
Alberta	205	8,663	3,219,592	3,228,255	28,883	165,054
Saskatchewan	226	3,265	4,148,145	4,151,410	14,234	198,812
Manitoba	86	1,480	1,491,848	1,493,328	5,272	57,527
Ontario	16	4	263,033	263,037	5,212	7,707
Quebec	22	56	250,974	251,030	7	8,352
New Brunswick	7	22	90,724	90,746		4,590
Nova Scotia	5	3	54,419	54,422		1,263
Prince Edward Island	15	339	179,502	179,841	1,035	7,013
Newfoundland		-	-	. 7 0,0 11	1,000	7,010
		-				
Canada	590	13,855	9,832,346	9,846,201	49,431	456,440

## Comptes arrêtés au 31 mars 1976

<u> </u>	011			
Total	Other Charges	Instalment Prepayments	Net Total	
	Autres frais	Versements anticipés	Total Net	
\$	\$	\$	\$	Prets L.C.A.
3,128,939	10,325	(1,717,077)	85,915,963	Colombie-Britannique
20,822,289	120,968	(3,281,582)	427,135,982	Alberta
23,333,931	66,851	(5,620,221)	508,601,271	Saskatchewan
6,124,406	16,794	(1,573,624)	161,291,696	Manitoba
14,604,811	62,990	(4,451,442)	497,247,328	Ontario
7,590,970	46,882	(122,308)	259,084,810	Québec
529,396	2,294	(73,067)	16,233,256	Nouveau-Brunswick
125,142	219	(67,243)	5,307,227	Nouvelle-Ecosse
468,804	1,572	(96,087)	14,356,134	Ile-du-Prince-Edouard
132,327	1,670	(24,827)	3,611,709	Terre-Neuve
102,021	1,070	(21,021)	0,011,700	TOTTO MODIFICATION
76,861,015	330,565	(17,027,478)	1,978,785,376	Canada
				Prets L.C.S.A.
13,976		(1,323)	322,344	Colombie-Britannique
156,387	35	(22,068)	3,249,493	Alberta
17,595		(1,237)	403,281	Saskatchewan
102,322		(35,584)	2,407,671	Manitoba
138,100	27	(12,790)	4,075,416	Ontario
80,206	10	(15,773)	2,040,753	Québec
1,946		(15,773)	38,218	Nouveau-Brunswick
964		(2)	29,772	Nouvelle-Ecosse
13,541		(21)	209,403	Ile-du-Prince-Edouard
15,541		(21)	209,405	Terre-Neuve
				10110 110010
525,037	72	(88,798)	12,776,351	Canada
525,037	72	(88,798)	12,776,351	
	72			Contrats de Vente L.C.A.
10,860	72	(2,495)	199,275	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique
10,860 40,086	72 	(2,495) (1,975)	199,275 602,922	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta
10,860 40,086 617		(2,495) (1,975)	199,275 602,922 10,238	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan
10,860 40,086 617 2,954	72 	(2,495) (1,975) — (4,654)	199,275 602,922 10,238 72,549	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba
10,860 40,086 617 2,954 16,347		(2,495) (1,975) — (4,654) (962)	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623		(2,495) (1,975) — (4,654) (962)	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417		(2,495) (1,975) — (4,654) (962)	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799		(2,495) (1,975) — (4,654) (962)	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419	- - - - - 603 225	(2,495) (1,975) — (4,654) (962) — (155)	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799	- - - - - 603 225	(2,495) (1,975) — (4,654) (962) — (155)	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419 776	- - - - 603 225 - -	(2,495) (1,975) — (4,654) (962) — (155) —	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299 34,189	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard Terre-Neuve
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419	- - - - 603 225	(2,495) (1,975) — (4,654) (962) — (155) —	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ille-du-Prince-Edouard Terre-Neuve Canada
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419 776 88,898	- - - - 603 225 - - - - 828	(2,495) (1,975) — (4,654) (962) — (155) — — — (10,241)	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299 34,189 1,786,653	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard Terre-Neuve  Canada  Contrats de Vente P.D.P.F.
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419 776 88,898	- - - - 603 225 - - - 828	(2,495) (1,975) — (4,654) (962) — (155) — — (10,241)	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299 34,189 1,786,653	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard Terre-Neuve  Canada  Contrats de Vente P.D.P.F. Colombie-Britannique
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419 776 88,898	- - - - 603 225 - - - - 828	(2,495) (1,975) — (4,654) (962) — (155) — — — (10,241) (25) (33,580)	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299 34,189 1,786,653	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard Terre-Neuve  Canada  Contrats de Vente P.D.P.F. Colombie-Britannique Alberta
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419 776 88,898 6,122 193,937 213,046	- - - - 603 225 - - - - 828	(2,495) (1,975) — (4,654) (962) — (155) — — — (10,241) (25) (33,580) (32,306)	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299 34,189  1,786,653  140,229 3,389,544 4,332,983	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard Terre-Neuve  Canada  Contrats de Vente P.D.P.F.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419 776 88,898 6,122 193,937 213,046 62,799		(2,495) (1,975) — (4,654) (962) — (155) — — (10,241) (25) (33,580) (32,306) (6,019)	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299 34,189  1,786,653  140,229 3,389,544 4,332,983 1,551,331	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard Terre-Neuve  Canada  Contrats de Vente P.D.P.F. Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419 776 88,898 6,122 193,937 213,046 62,799 7,707		(2,495) (1,975) — (4,654) (962) — (155) — — — (10,241) (25) (33,580) (32,306) (6,019) (947)	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299 34,189  1,786,653  140,229 3,389,544 4,332,983 1,551,331 269,797	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard Terre-Neuve  Canada  Contrats de Vente P.D.P.F. Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419 776 88,898 6,122 193,937 213,046 62,799 7,707 8,359		(2,495) (1,975) — (4,654) (962) — (155) — — — (10,241) (25) (33,580) (32,306) (6,019) (947) (154)	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299 34,189  1,786,653  140,229 3,389,544 4,332,983 1,551,331 269,797 259,675	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard Terre-Neuve  Canada  Contrats de Vente P.D.P.F. Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419 776 88,898 6,122 193,937 213,046 62,799 7,707 8,359 4,590		(2,495) (1,975) ————————————————————————————————————	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299 34,189  1,786,653  140,229 3,389,544 4,332,983 1,551,331 269,797 259,675 95,343	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard Terre-Neuve  Canada  Contrats de Vente P.D.P.F. Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419 776 88,898 6,122 193,937 213,046 62,799 7,707 8,359 4,590 1,263		(2,495) (1,975) ————————————————————————————————————	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299 34,189 1,786,653  140,229 3,389,544 4,332,983 1,551,331 269,797 259,675 95,343 55,365	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard Terre-Neuve  Canada  Contrats de Vente P.D.P.F.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419 776 88,898 6,122 193,937 213,046 62,799 7,707 8,359 4,590 1,263 8,048		(2,495) (1,975) 	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299 34,189 1,786,653  140,229 3,389,544 4,332,983 1,551,331 269,797 259,675 95,343 55,365 185,841	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard Terre-Neuve  Canada  Contrats de Vente P.D.P.F. Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419 776 88,898 6,122 193,937 213,046 62,799 7,707 8,359 4,590 1,263		(2,495) (1,975) ————————————————————————————————————	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299 34,189 1,786,653  140,229 3,389,544 4,332,983 1,551,331 269,797 259,675 95,343 55,365	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard Terre-Neuve  Canada  Contrats de Vente P.D.P.F.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse
10,860 40,086 617 2,954 16,347 11,623 3,417 1,799 419 776 88,898 6,122 193,937 213,046 62,799 7,707 8,359 4,590 1,263 8,048		(2,495) (1,975) 	199,275 602,922 10,238 72,549 449,444 284,741 84,406 30,590 18,299 34,189 1,786,653  140,229 3,389,544 4,332,983 1,551,331 269,797 259,675 95,343 55,365 185,841	Contrats de Vente L.C.A.  Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard Terre-Neuve  Canada  Contrats de Vente P.D.P.F. Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Ile-du-Prince-Edouard

## Head Office

## Siège Social

B.H. Kristjanson	Chief Executive Officer	Principal fonctionnaire exécutif
M.A. McBride	General Manager	Gérant général
P.A. Lanoix	Director-General, Administration, Finance and Personnel	Directeur général, administration, finances et personnel
J.M. Day	Director, Lending	Directeur des prêts
M.E. Andal	Director, Research and Farm Management	Directeur des recherches et de la gestion agricole
J. Burns	Director, Loan Administration	Directeur de l'administration des prêts
W.R. deGruchy	Director, Administrative Services	Directeur des services administratifs
W.G. Mann	Comptroller-Treasurer	Contrôleur-trésorier
J.M. Breton	Director, Personnel Services	Directeur des services du personnel
B.H. Strom	Executive Assistant	Adjoint exécutif
M.E. Andal	Economic Advisor	Conseiller économique
H.D. Carr	Credit Policy Advisor	Conseiller en politiques de prêts
J.E. Brassard	Legal Counsel	Conseiller juridique
L. Neveu	Chief, Information Division	Chef, division de l'information
J.F.E. Pépin	Operational Auditor	Vérificateur des opérations

## Chairmen of Appeal Boards

## Présidents des commissions d'appel

R. Barichello Harry R. Patching Enos S. Sproat Lorne E. Parker Fred Cohoe	British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario	Colombie-Britannique Alberta Saskatchewan Manitoba Ontario
Danias Messier Sidney Bridges Gordon Woodman Charles Yeo Colin Bull	Quebec New Brunswick Nova Scotia Prince Edward Island Newfoundland	Québec Nouveau-Brunswick Nouvelle-Ecosse Île-du-Prince-Edouard Terre-Neuve

Appeal Boards composed of practical farmers of proven ability and judgment are established in each Branch area to hear appeals from farmers who are not satisfied with the Corporation's decision on any loan application.

Des commissions d'appel, composées d'un groupe impartial de cultivateurs compétents, sont établies dans le territoire de chaque succursale pour entendre les appels logés par des cultivateurs qui ne sont pas satisfaits de la décision rendue par la Société à l'égard de toute demande d'emprunt.

## Branch, District and Field Succursales, bureaux de Offices

district et de campagne

Branch Offices and Managers Succursales et Gerants

District Offices Field Offices Bureaux de Campagne Bureaux de District

## **British Columbia**

R.H. Bazett 1451 Ellis St. Kelowna V1Y 7N5 (604)762-2416

## Colombie-Britannique

### Kelowna

Abbotsford, Dawson Creek, Kamloops, Kelowna, Summerland

### Alberta

G.M. Jones, 400 Chancery Hall No. 3 Winston Churchill Square Edmonton T5J 2C5 (403)429-5251

## Calgary; Edmonton; Grande Prairie; Lethbridge; Red Deer; Vegreville.

Athabasca; Barrhead; Brooks; Calgary; Camrose; Didsbury; Drumheller; Edmonton; Evansburg; Fairview; Falher; Grande Prairie; Hanna; Innisfail; Lacombe; Lethbridge; Medicine Hat; Peace River; Red Deer; Redwater; Stettler; St. Paul; Vegreville; Vermilion; Wainwright; Westlock; Wetaskiwin.

### Saskatchewan

D.G. Fraser 701 Midtown Tower 11th Ave... & Hamilton St. Regina S4P 2B7 (306) 569-

## North Battleford; Prince Albert; Regina; Saskatoon; Swift Current; Yorkton.

Assiniboia; Carlyle; Estevan; Humboldt; Kindersley; Lloydminster; Meadow Lake; Melfort; Moose Jaw; North Battleford; Preeceville; Prince Albert; Regina; Rosetown; Saskatoon; Shaunavon; Swift Current; Tisdale; Unity; Watrous; Weyburn; Wynyard; Yorkton.

## Manitoba

D.A. Ibbotson 400 - 777 Portage Ave. Winnipeg R3G 3L1 (204) 985-4039

## Brandon; Portage la Prairie; Winnipeg.

Arborg; Brandon; Carman; Dauphin; Killarney; Morden; Neepawa; Portage la Prairie; Virden; Winnipeg.

## Ontario

J.S. Given 2323 Yonge St. Toronto M4P 2E2 (416) 484-5701

## Chatham; Guelph; Lindsay; North Bay; Ottawa; Walkerton; Woodstock.

Barrie: Campbellford: Chatham: Cornwall: Essex; Goderich; Guelph; Kingston; Lambeth; Lindsay; Listowel; New Liskeard; North Bay; Orangeville; Ottawa; Owen Sound; Simcoe; Stratford; Vineland; Walkerton; Woodstock; Wyoming.

## Québec

A.F. Langlois 2700 Boulevard Laurier Edifice "A", 2e Etage, Ste-Foy G1V 4C7 (418) 694-3539

## Québec; Rimouski; St-Hyacinthe; St-Jean; Sherbrooke; Trois-Rivières.

Arthabaska; Drummondville; Hull; Joliette; Québec; Rimouski; Rivière-du-Loup, Roberval; St-Antoine; St-Hyacinthe; St-Jean; Sherbrooke; Trois-Rivières; Valleyfield; Ville-Marie; Waterloo.

## **Atlantic**

W.A. West 567 St. George Blvd. Moncton E1C 8N6 (506) 858-2010

## **Atlantique**

## Charlottetown; Moncton.

Fredericton; Grand Falls; Moncton; Kentville, Woodstock; Sussex; Truro; Charlottetown; St. John's.

Design

Présentation Paul Gilbert Design

> Photos Agriculture Canada: pp. 7, 12, 19, 29 Canadian

Government Photo Centre: cover, pp. 5, 8, 21, 26 Information Canada: pp. 1, 10, 14, 36

Agriculture Canada: pp. 7, 12, 19, 29 Centre de photographie du gouvernement canadien: couverture, pp. 5, 8, 21, 26 Information Canada: pp. 1, 10, 14, 36

Typesetting Composition

Alphatext Ltd.

Printing Impression

Dollco Printing Ltd.

Distributed by Farm Credit Corporation, P.O. Box 6309, Station 'J',

Ottawa, K2A 3W9

Distribué par Société du crédit agricole, C.P. 6309, Succursale "J",

Ottawa, K2A 3W9







Annual
Report
1976-77

Rapport Annuel 1976-77 Come a mil



The Honourable Eugene Whelan, P.C., M.P. Minister of Agriculture, House of Commons, Ottawa, Ontario

Dear Mr. Whelan:

I have the honour of submitting the eighteenth Annual Report of the Farm Credit Corporation and the financial statements for the fiscal year ending March 31, 1977.

This has been a year of adjustments for the Corporation. I have attempted in this report to show the reasons for this as well as to point to a more positive outlook for the coming year.

On behalf of the Members of the Corporation, I wish to express my sincere appreciation to all staff for their efforts in achieving the best possible results with the available loan funds. I also want to recognize the continuing contribution of the members of the National Advisory Committee and the Provincial Appeal Boards.

Delher H Tristjansen

Yours sincerely,

Baldur H. Kristjanson Chairman. L'honorable Eugene Whelan, C.P., député, Ministre de l'Agriculture, Chambre des Communes, Ottawa, Ontario

Monsieur le Ministre,

J'ai bien l'honneur de vous présenter le dix-huitième Rapport annuel de la Société du crédit agricole ainsi que les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1977.

Cet exercice a été caractérisé par de nombreux ajustements dans les activités de prêts de la Société. Je me suis efforcé d'expliquer cette situation dans le présent rapport, et de faire ressortir les perspectives très encourageantes du nouvel exercice.

Au nom des membres de la Société, je remercie sincèrement tous les employés pour la façon consciencieuse dont ils se sont acquittés de leurs tâches afin de tirer le meilleur parti possible des fonds disponibles. Je tiens également à exprimer ma sincère reconnaissance aux membres du Conseil exécutif national et des Commissions d'appel provinciales.

Votre bien dévoué,

le président,

Baldur H. Kristjanson

Daldur H Kristjanson

## Table of Contents

Historical Perspective
Highlights
Chairman's Report
Operations under the Farm Credit Act
Operations under the Farm Syndicates Credit Act
Operations under the Small Farm Development Program
Administration
Financing
Outstanding Borrowings from the Minister of Finance
Loans Approved During the Past Three Years
F.C.A. Loans Disbursed
Accounts Outstanding
Members of the Corporation
Members of the Advisory Committee
Chairmen of Appeal Boards
Head Office

## Table des matières

Rétrospective	3
Sommaire	6
Rapport du Président	7
Activités sous le régime de la Loi sur le crédit agricole	10
Activités sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles	15
Activités en vertu du Programme de développement des petites fermes	16
Administration	17
Financement	18
Emprunts à rembourser au Ministre des Finances	20
Prêts approuvés au cours des trois dernières années	22
Prêts L.C.A. déboursés	24
Comptes arrêtés	26
Membres de la Société	28
Membres du Comité consultatif	28
Présidents des Commissions d'appel	29
Siège social	30
Liste de bureaux S.C.A.	31

\*The Financial Statements appear on an insert in the back cover.

List of F.C.C. Offices

\*Les états financiers paraissent dans un livret qui est inclus dans la pochette à l'intérieur de la couverture.



## Historical Perspective

In 1929, the Canadian Farm Loan Board was established under the Canadian Farm Loan Act. The Act was based on studies and reports made in 1923 and 1924 by Dr. H. M. Tory, founder and President of the University of Alberta, and subsequently President of the National Research Council.

It is interesting to note some of the statements made over fifty years ago:

"The values of farm land have greatly increased in the past few years as a result of increased production and high prices."

"Because of the high cost of obtaining and equipping a farm, it is difficult for a young farmer of limited means to become established as a farmer."
"It is emphasized that farming is a business and should be encouraged to operate along sound business lines."

The Canadian Farm Loan Act established that borrowers and the provincial and federal governments would be joint shareholders with the bulk of the funds borrowed on the public market and the federal government guaranteeing the borrowed funds. This idea was dropped in 1935 when the Board was constituted as an agency of the Crown with the federal government acting as sole shareholder.

The maximum amount a farmer could borrow under the Canadian Farm Loan Act changed with time through amendments to the Act. In 1929, the limit was set at \$10,000, or 50 per cent of productive value. It decreased in 1934 to \$7,500 and to \$6,000 in 1935. In 1952, the limit was increased to \$12,000, or 65 per cent of productive value.

## Rétrospective

La Commission du prêt agricole canadien a été instituée en 1929 par la Loi sur le prêt agricole canadien. Celle-ci a été votée à la suite d'études et de rapports complétés en 1923 et 1924 par H. M. Tory, fondateur et Président de l'Université d'Alberta, puis Président du Conseil national des recherches.

Il est intéressant de relever certaines des déclarations faites par celui-ci il y a environ 50 ans:

"La valeur des terres agricoles a beaucoup augmenté au cours des quelques dernières années en raison de l'augmentation de la production et des prix."

"Les jeunes gens qui disposent de moyens limités ont de la difficulté à s'établir en agriculture en raison du coût élevé de l'achat d'une ferme et de matériel agricole."

"Il faut souligner la nécessité d'inciter les agriculteurs à exploiter une ferme sur une base d'affaires."

La Loi du prêt agricole canadien stipulait que les emprunteurs ainsi que les gouvernements provinciaux et fédéral seraient des actionnaires conjoints, que les fonds seraient empruntés en majeure partie sur le marché public, et que le Gouvernement fédéral garantirait ces emprunts. On a abandonné cette idée en 1935 lorsqu'on a créé un organisme de la Couronne et que le Gouvernement fédéral est devenu l'unique actionnaire.

Le prêt maximal accessible aux agriculteurs en vertu de la Loi sur le prêt agricole canadien a été modifié lors d'amendements successifs à la Loi. En 1929, la limite était fixée à \$10,000 ou à 50 pour cent de la valeur productive. Elle a regressé à \$7,500 en 1934 et à \$6,000 en 1935. En 1952, elle était relevée à \$12,000 ou à 65 pour cent de la valeur productive.



In 1959, the Canadian Farm Loan Act was repealed and replaced with the Farm Credit Act. The Farm Credit Corporation was established to administer this new legislation. "The objects and purposes of the Corporation are to make and to administer and supervise farm loans as provided in this Act...". Later it was given authority to administer other agricultural programs assigned by Parliament and the Governor in Council. F.C.C. became responsible for the Farm Syndicates Credit Act and the Land Transfer Plan of the Small Farm Development Program.

To keep the loan program up-to-date, lending limits increased on a number of occasions. The original amount was set at \$20,000 for a standard farm loan and \$27,500 for a young farmer loan. In 1964, \$40,000 became the standard farm loan limit and the limit for young farmer loans rose to \$55,000. An amendment to the Act in 1968 set different limits for multi-ownership operations. In the case of a two-person standard farm loan, the limit was \$80,000 and for three persons or more, \$100,000. Young farmer loan limits were set at \$100,000 for two persons or more. In 1975, standard farm loan limits were set at \$100,000 and young farmer loan limits increased to \$150,000. A beginning farmer loan program was also introduced to allow young persons under 35 years to phase into farming over a period of up to five years.

La Loi sur le prêt agricole canadien a été abrogée en 1959 et remplacée par la Loi sur le crédit agricole. La Société du crédit agricole a été instituée afin d'administrer cette nouvelle Loi. "Les objets et buts de la Société sont de consentir, d'administrer et de surveiller les prêts agricoles en conformité de la Loi...". La Société a été ultérieurement autorisée à administrer d'autres programmes agricoles qui lui ont été confiés par le Parlement et le Gouverneur en conseil. Elle a été chargée de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles et du Plan de transfert des terres dans le cadre du Programme de développement des petites fermes.

Les limites de prêts ont été majorées à plusieurs reprises afin de les maintenir à un niveau réaliste. Le montant initial du prêt standard était de \$20,000 et le montant initial du prêt aux jeunes agriculteurs était de \$27,500. En 1964, cette limite est passée à \$40,000 et à \$55,000 respectivement. Une modification apportée à la Loi en 1968 fixait des limites différentes dans le cas d'exploitations possédées en commun. Elle a été fixée à \$80,000 dans le cas d'un prêt agricole standard consenti à deux personnes, et à \$100,000 dans le cas d'un prêt à trois personnes ou plus. Les prêts aux jeunes agriculteurs pouvaient atteindre \$100,000 dans le cas de deux personnes ou plus. En 1975, le montant maximal du prêt agricole standard est passé à \$100,000 et celui aux jeunes agriculteurs est passé à \$150,000. Un programme de prêts destinés aux agriculteurs débutants a été institué la même année afin de permettre aux jeunes gens âgés de moins de 35 ans de s'établir graduellement en agriculture sur une période maximale de cinq ans.



Interest rates have also fluctuated over the years. From 1959 to 1964, the interest rates charged were set in the Farm Credit Act at five per cent. From 1964 to 1968, the Act stated that the Governor in Council could change the rates for the portion of loan over a stated minimum by regulation. In that period the rates for that portion rose from 6.38 per cent to 6.75 per cent. The rate on the basic portion of the loan remained at five per cent. Since October 1968, interest rates have been established every six months, on April 1 and October 1. They are based on the average yield of five- to ten-year government bonds plus one per cent to cover the Corporation's administrative costs and they generally reflect interest rates in the economy. The last half of 1976-77 saw the highest interest rate charged by F.C.C., 10 per cent.

The dollar volume of lending has also increased steadily since 1959. A record lending year totalling \$641 million was experienced in 1975-76. In 1959, the Corporation had total loans outstanding of \$117 million while today there are \$2.3 billion.

In spite of these fairly dramatic changes over the years, the statements recorded in 1924 still apply to Canadian agriculture today.

Les taux d'intérêt ont également fluctué au fil des ans. Entre 1959 et 1964, le taux d'intérêt était fixé à cinq pour cent par la Loi sur le crédit agricole. Entre 1964 et 1968, la Loi autorisait le Gouverneur en conseil à modifier les taux sur la partie du prêt qui excédait le minimum stipulé dans le règlement. Au cours de cette période, les taux sur cette partie du prêt sont passés de 6.38 pour cent à 6.75 pour cent. Le taux sur la partie de base du prêt est demeuré à cinq pour cent. Depuis octobre 1968, les taux d'intérêt sont calculés à chaque semestre, soit le 1er avril et le 1er octobre, en prenant le rendement moven des obligations gouvernementales venant à échéance dans cing à dix ans, et en y ajoutant un pour cent afin de couvrir les frais d'administration de la Société. Ces taux suivent généralement la même courbe que les autres taux dans l'économie en général. Le taux d'intérêt chargé par la Société a atteint un sommet à 10 pour cent au cours du dernier semestre de 1976-1977

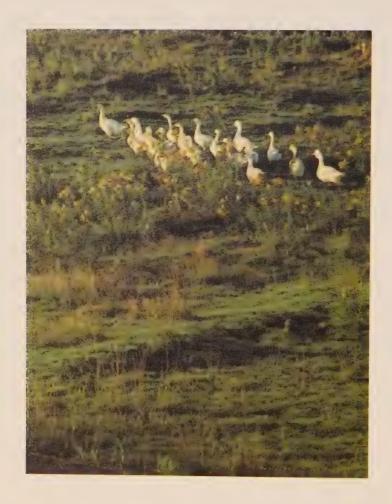
Le montant global prêté a également augmenté constamment depuis 1959. La S.C.A. a atteint un sommet avec \$641 millions en 1975-1976. En 1959, la Société détenait \$117 millions en crédit auprès des agriculteurs. Aujourd'hui, elle en détient \$2.3 milliards.

En dépit des changements passablement dramatiques qui se sont produits au fil des ans, les déclarations faites en 1924 s'appliquent encore à l'agriculture canadienne aujourd'hui.

## Highlights under the Farm Credit Act

## Sommaire sous la Loi sur le crédit agricole

	1975-76	1976-77
Number of loans approved Nombre de prêts approuvés	9,945	4,465
Amount of loans approved Montant des prêts approuvés	\$640,947,500	\$301,432,990
Amount of loans disbursed Montant des prêts déboursés	\$471,997,926	\$443,078,592
Average amount of loan Moyenne des prêts	\$64,449	\$67,502
Number of loans outstanding Nombre de prêts aux livres	70,351	71,282
Principal amount outstanding Somme du capital prêté	\$1,918,621,274	\$2,185,835,036
Loans in good standing Remboursement satisfaisant	93%	91.9%



## Chairman's Report

The 1976-77 lending year will be remembered by F.C.C. staff as a year of adjustment. In the previous year, loan approvals totalled \$641 million, exceeding our resources for the year and using a significant portion of the coming year's funds. This, coupled with reduced capital, restricted our lending capacity for 1976-77 meaning that our staff had to be highly selective when approving loans. In anticipation of a level of demand similar to the preceding year, this was a challenging situation to face. Thanks to the efforts of staff, the cooperation of farm organizations and the good media coverage explaining our policies, the difficult task of lending to the applicants most in need was made easier.

As the year progressed, it became evident that the agricultural outlook was changing. The dairy sector faced a significant adjustment to market demand, the beef industry situation remained bleak and the grain industry suffered a dramatic decrease in prices. In light of these conditions, farmers appeared to have paused to reassess the future. The demand for loans tapered off significantly midway through the lending year. This lower demand coupled with the more selective lending policy resulted in the approval of 4,465 loans totalling \$301.4 million.

During the period of restricted capital, banks, credit unions and other lenders were most helpful in taking up the slack. Although the credit provided was mostly short- and intermediate-term, there also appears to be a growing interest on the part of private lending institutions to become more active in the field of long-term farm credit. This interest is welcomed and encouraged. Projections indicate that Canadian agriculture will need an increasing amount of long-term credit to allow for the normal transfer of family farms. The Corporation is expected to remain the principal source of this credit but it is anticipated that conventional lenders will play a more important role in the future.

## Rapport du Président

La dernière saison de prêt en a été une d'ajustement pour nos employés car ils ont vécu une situation nouvelle au cours de l'exercice 1976-1977. En effet, la S.C.A. qui avait prêté \$641 millions au cours de 1975-1976, avait excédé ses disponibilités et engagé une partie des fonds destinés à l'exercice suivant. Ensuite, alors que nous prévoyions une demande aussi forte que dans l'exercice précédent, le gouvernement a réduit les fonds destinés à 1976-1977. Ces deux facteurs ont obligé nos employés à se montrer beaucoup plus sélectifs dans l'approbation des prêts. Cependant, grâce aux efforts de notre personnel, à la collaboration des organismes agricoles et des organes d'informations, il s'est avéré possible d'accorder la priorité aux requérants qui avaient le plus besoin d'un prêt S.C.A.

Il est devenu progressivement évident au cours de l'exercice que la situation agricole se détériorait. L'industrie laitière se voyait forcée d'ajuster sa production en fonction du marché, de la situation de l'industrie du boeuf restait sombre et l'industrie des céréales subissait une chute dramatique des prix. Les agriculteurs de ces trois secteurs ont été ainsi amenés à reconsidérer leurs projets, et il en est résulté un ralentissement marqué de la demande d'emprunts vers le milieu de la saison de prêts. C'est ainsi que nos activités de l'exercice se sont soldés par l'approbation de 4,465 prêts représentant un crédit global de \$301.4 millions.

Au cours de cette période, les banques, les caisses de crédit et certains autres prêteurs, ont aidé à combler le manque à prêter de la S.C.A. Bien qu'ils aient surtout consenti du crédit à court et à moyen terme, ils ont semblé intéressés à accroître leurs activités dans le secteur du crédit agricole à long terme. Nous nous réjouissons de cette perspective car nous prévoyons qu'il faudra injecter plus de crédit à long terme dans le secteur agricole afin que le transfert des fermes familiales puisse se poursuivre normalement. Cependant, même si les prêteurs traditionnels joueront un rôle plus important à l'avenir, la Société demeurera sûrement le principal fournisseur de crédit agricole à long terme.

While the Corporation's funds appear to be adequate for the coming year, careful consideration must be given to the source and amount of capital that will be required to fulfill the future long-term credit needs of Canadian farmers. The investment required to establish a viable economic family farm is rapidly escalating. Recent indications suggest a levelling off, but it is important to note that land values alone have nearly doubled in the past five years. Other inputs needed to operate a farm have also increased indicating that the Canadian farmer will require a proportionate increase in available credit in the future.

Lending at this time in our history is not without difficulty. The Corporation has the freedom to lend the full market value in some cases but repayment capacity remains the first consideration.

Unfortunately, the capital required to establish a family farm is so great that the income generated from the farm cannot always support a high debt load. In assessing applications from young farmers or farmers-to-be, our credit advisors not only have to take into consideration the normal risks of weather, disease, pests and markets, they must also analyze the management potential of the individual without the benefit of a track record in many cases.

This caution should not be interpreted as a sign of growing pessimism. Young people are facing agriculture as a positive and rewarding career alternative in greater numbers. Last year 73.5 per cent of F.C.C. loans were made to borrowers under 35 years of age. This also points to the success of the 1975 amendments to the Farm Credit Act which placed a new emphasis on the young farmer-borrower.

Il semble que la Société dispose de fonds suffisants pour répondre à la demande au cours du nouvel exercice. Il faudra néanmoins examiner avec soin les perspectives afin de déterminer le montant de crédit à long terme dont les agriculteurs canadiens auront besoin à plus longue échéance, et en assurer la disponibilité. L'investissement nécessaire pour établir une ferme familiale rentable s'accroît rapidement. Certains indices laissent présager une stabilisation. Toutefois, on ne peut oublier que la valeur seule des terres a presque doublé au cours des dernières cinq années. Le coût des autres facteurs de production s'est également accru de sorte que les agriculteurs canadiens auront sans doute besoin d'accroître leurs emprunts dans l'avenir.

Le rôle de prêteur n'en est pas un de tout repos en ce moment. La Société est autorisée à prêter à 100 pour cent de la valeur marchande dans certains cas. Cependant, la capacité de remboursement demeure le facteur déterminant. Malheureusement, le capital nécessaire pour établir une ferme familiale est si élevé que le revenu de la ferme est parfois trop faible pour supporter un endettement représentant une proportion aussi élevée de la valeur. De plus, les jeunes agriculteurs et les aspirants-agriculteurs qui présentent une demande d'emprunt, n'ont pas encore fait leurs preuves et n'ont pas de référence à offrir. Cela complique la tâche de nos Conseillers en crédit qui doivent non seulement tenir compte des risques normaux inhérents au climat, à l'exploitation et aux marchés, mais également analyser le potentiel gestionnaire des requérants.

Cette réserve ne signifie pas que nous versons dans le pessimisme. Nos jeunes agriculteurs ont une attitude positive face à l'agriculture et ils envisagent une carrière agricole en plus grand nombre. L'an dernier, 73.5 pour cent des prêts S.C.A. ont été consentis à des emprunteurs âgés de moins de 35 ans. Il est donc évident que les modifications apportées à la Loi sur le crédit agricole en 1975 afin de mettre l'accent sur le jeune agriculteur-emprunteur, ont été un franc succès.



Income stabilization measures and orderly marketing systems are important steps towards reducing some of the risks of future planning. Both of these concepts are receiving wider acceptance by the farming community. Research, both basic and applied, is another essential factor which helps to assure a high level of efficiency on the farm.

For 18 years, F.C.C. has enjoyed considerable success in contributing to the development of Canadian agriculture. Presently, there are about 72,000 loans outstanding totalling \$2.3 billion. Only 8.1 per cent of

these are presently in arrears.

For the 1977-78 fiscal year, the Corporation has about \$500 million to lend which appears to be adequate to meet the projected demand. The recent decrease in the interest rate to 9½ per cent may encourage a number of applications for refinancing from farmers who obtained alternative or interim financing last year when we could not lend to them. We are optimistic that we will be able to meet the normal demand for credit from applicants who qualify under the Farm Credit Act and the Farm Syndicates Credit Act.

Les mesures visant à stabiliser le revenu et à mettre sur pied des systèmes de commercialisation bien agencés permettront sûrement d'atténuer certains des risques inhérents aux prêts. La collectivité agricole se montre de plus en plus favorable à des interventions dans ces deux secteurs. De plus, la recherche fondamentale et la recherche appliquée contribueront sûrement à accroître l'efficacité au niveau de la ferme.

Au cours des dix-huit dernières années, la S.C.A. a beaucoup contribué à l'aménagement de l'agriculture canadienne. Elle détient présentement environ 72,000 prêts représentant \$2.3 milliards. Seulement 8.1 pour

cent de ces comptes sont en arrérages.

La Société disposera d'environ \$500 millions pour fins de prêts au cours de l'exercice 1977-1978. Ce montant semble suffisant pour répondre à la demande prévue. Le taux d'intérêt a été ramené à 9¼ pour cent récemment, ce qui devrait inciter un certain nombre d'agriculteurs à refinancer les prêts alternatifs ou provisoires qu'ils ont obtenus l'an dernier alors que nous n'avions pas suffisamment de fonds pour leur prêter. Cette année, nous sommes confiants de pouvoir répondre à une demande normale de crédit en vertu de la Loi sur le crédit agricole et de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles.

## Operations under the Farm Credit Act

Loan Approvals

During the fiscal year ending March 31, 1977, the Corporation approved 4,465 loans totalling \$301.4 million under the Farm Credit Act. This was a decrease of 5,480 loans totalling \$339.4 million or 53

per cent from the previous year.

Of the 4,465 loans approved during the year, 2,824 loans totalling \$145.5 million were standard Part II loans. This represents about 48.2 per cent of the total. There were 1,514 Part III loans made to farmers under 45 years of age amounting to \$147.9 million. In addition, 129 loans totalling \$8.2 million were made to persons under Part IV. These borrowers are under 35 years of age and plan to become principally occupied in farming with a viable farm operation within five years.

The average size of loan increased from \$64,450 in 1975-76 to \$67,502 in 1976-77. The moderate increase in loan size can be attributed to the increase in the cost of land, permanent improvements and equipment.



## Activités sous le régime de la Loi sur le crédit agricole

Approbations de prêts

La Société a approuvé 4,465 prêts représentant \$301.4 millions en vertu de la Loi sur le crédit agricole au cours de l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 1977, soit une diminution de 5,480 prêts et de \$339.4 millions, et une baisse d'activités de 53 pour cent.

Sur le total de 4,465 prêts approuvés au cours de l'exercice, 2,824 étaient des prêts réguliers en Partie II. Ceux-ci représentaient \$145.5 millions, soit environ 48.2 pour cent du total. La S.C.A. a consenti 1,514 prêts en Partie III aux agriculteurs âgés de moins de 45 ans, soit un montant global de \$147.9 millions. Elle a consenti 129 prêts représentant \$8.2 millions en Partie IV. Celle-ci est réservée aux emprunteurs âgés de moins de 35 ans qui projettent d'aménager une exploitation rentable afin de s'établir principalement en agriculture au cours d'une période maximale de cinq ans.

Le montant moyen du prêt est passé de \$64,450 en 1975-1976 à \$67,502 en 1976-1977. Cette augmentation modérée s'explique par l'augmentation du coût des terres, des améliorations permanentes et de l'outillage.

#### Use of Loan Funds

Of the \$301.4 million approved in loans, 23.5 per cent (20.4 per cent in 1975-76), or about \$70 million was used to refinance existing F.C.C. loans. The remaining \$230 million dollars was used for the purposes shown in the table.

In all categories but two, there was a decrease in the percentage of funds approved. The increase in the percentage of funds used for permanent improvements was only marginal, while the increase in the amount for purchasing additional land was much more significant.

#### Utilisation des fonds prêtés

Environ \$70 millions ou 23.5 pour cent (20.4 pour cent en 1975-1976) du crédit global de \$301.4 millions approuvé, ont servi à refinancer les prêts S.C.A. actifs. L'utilisation du solde de \$230 millions est illustrée au tableau.

Les fonds affectés à chacune des catégories d'utilisation ont été moins élevés sauf dans deux cas. Le pourcentage affecté aux améliorations permanentes s'est accru légèrement tandis que le montant affecté à l'achat de terres additionnelles s'est accru de façon beaucoup plus sensible.

Purposes for Which Loans Were Approved During Last 5 Years

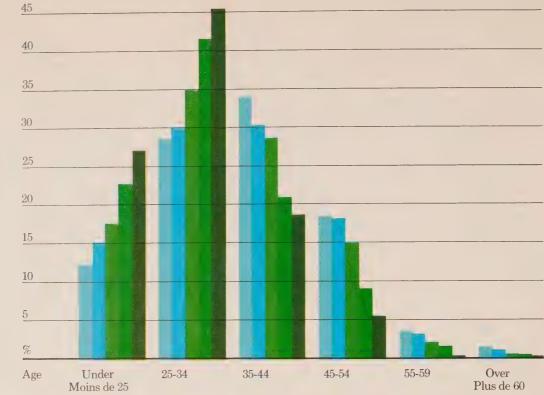
Tableau de l'emploi des fonds empruntés durant les cinq dernières années

Fiscal Year Année financière	1972-73	1973-74 %	1974-75 %	1975-76 %	1976-77
Land Secured Debt Dettes hypothécaires	11.0	11.3	8.8	7.9	5.2
Livestock Bétail	1.1	.9	1.5	2.3	1.1
Equipment Equipement	12	1.3	2.0	3.2	1.4
Miscellaneous Divers	2.1	1.6	1.5	2.6	1.3
Other Debts Autres dettes	7.6	7.1	7.3	5.5	4.5
Permanent Improvements Améliorations permanentes	13.5	13.1	17.7	14.6	15.0
New Units Nouvelles unités	15.1	18.0	25.1	33.8	32.8
Additional Land Terres additionnelles	48.4	46.7	36.1	30.1	38.7

(Funds approved exclude refinanced F.C.C., land debts)

(Fonds approuvés n'incluent pas le remboursement des dettes hypothécaires envers la S.C.A.) Percentage Age Distribution of F.C.A. Borrowers

Répartition selon l'âge des emprunteurs L.C.A.



Age of Borrowers

1972-73

1973-74 1974-75

1975-76

1976-77

The percentage of loans to assist persons under 35 years of age increased again in 1976-77. Loans to borrowers in this age group amounted to 73.5 per cent whereas in the previous year it was nearly 67 per cent. It is noteworthy that in the last five years there has been a steady increase in the percentage of loans to persons under 35 with a significant increase since the 1975 amendments to the Farm Credit Act which placed special emphasis on young borrowers.

#### Life Insurance

The Farm Credit Act requires that loans under Part III and Part IV that exceed 75 per cent of the value of the farm taken as security must be further secured by insurance on the life of the borrower under the Corporation's group policy. The amount of the mandatory insurance is equal to the amount by which the loan plus prior charges on the title exceeds 75 per cent of the appraised value of the land taken as security. Group life insurance is also available on an optional basis to any borrower up to the full amount of the loan. During 1976-77, approximately 86 per cent of all borrowers took life insurance under the Corporation's plan. During this same period, 96 claims were processed resulting in indemnities of \$2,208,129 credited to loans.

Age des emprunteurs

Les emprunteurs âgés de moins de 35 ans ont de nouveau obtenu une proportion accrue des prêts en 1976-1977 alors que leur part est passée de près de 67 pour cent à 73.5 pour cent. Il est intéressant de constater qu'au cours des cinq dernières années, le pourcentage des prêts consentis à cette catégorie d'emprunteurs s'est accru sensiblement. Les modifications apportées à la Loi sur le crédit agricole en 1975 afin de favoriser les jeunes emprunteurs, ont sûrement contribué à cette tendance.

#### Assurance-vie

Tout prêt consenti sous le régime de la Partie III ou de la Partie IV de la Loi sur le crédit agricole dont le montant excède 75 pour cent de la valeur des terres agricoles hypothéquées, doit être garanti en plus par une assurance sur la vie de l'emprunteur en vertu du régime collectif de la Société. L'assurance obligatoire correspond au montant par lequel le prêt excède 75 pour cent de la valeur estimative des terres données en garantie. Tout emprunteur peut aussi souscrire une assurance-vie facultative sur la partie du prêt qui n'est pas assurée obligatoirement. Toutefois, le montant total d'assurance ne peut excéder le montant total du prêt. En 1976-1977, environ 86 pour cent de tous les emprunteurs ont adhéré au régime collectif d'assurance-vie de la Société. Au cours de cette même période, 96 réclamations ont donné lieu au versement de \$2,208,129 en indemnités aux comptes de prêts.

#### Service to Borrowers

The Corporation provides pre-loan advisory services to all borrowers and post-loan advisory services to those with supervised loans under Part III or Part IV of the Act. In addition, the Corporation provides on an optional basis advisory services to some borrowers under Part II of the Act.

The Corporation always has been aware that the productivity of the credit it provides is directly related to the managerial ability of individual borrowers. The increasing farm size, higher land values and larger capital requirements, along with a changed price and cost structure have greatly increased the importance of the financial aspects of farm management. In recognition of these factors, the Corporation has increasingly focused its advisory services on financial management and has placed significantly more emphasis on cash flow planning in both its pre-loan and post-loan advisory services.

The Corporation works closely with other federal and provincial agencies, and when appropriate, will draw on the services of these agencies to assist in carrying out the advisory services role.

Post-loan advisory services as of March 31, 1977, were being provided to 5,445 borrowers of which 1,250 were using the Canfarm system of farm record keeping. The Canfarm data system has developed to the point where the farm business data which has been accumulated can be analyzed for production and living costs. The analysis of recent actual farm business is included in guides used in counselling F.C.C. clients.

#### Services aux emprunteurs

La Société dispense un service consultatif préliminaire au prêt à tous les emprunteurs ainsi qu'un service consultatif postérieur au prêt à ceux qui détiennent un prêt surveillé en Partie III ou en Partie IV de la Loi. En plus, la Société fournit un service consultatif optionnel à certains emprunteurs en Partie II de la Loi.

La Société sait pertinemment que la productivité du crédit qu'elle consent est directement proportionnelle à la capacité gestionnaire des emprunteurs. L'augmentation de la superficie des exploitations, de la valeur des terres et des investissements en capitaux, ainsi que l'évolution de la situation des prix et des coûts ont beaucoup accru l'importance de l'aspect financier de la gestion agricole. Ces facteurs ont amené la Société à centrer de plus en plus ses services consultatifs sur la gestion financière et à mettre davantage l'accent sur la planification de la circulation monétaire tant dans ses services de consultation préliminaire que dans ses services de consultation postérieure au prêt.

La Société travaille en étroite collaboration avec les autres organismes fédéraux et provinciaux, et, lorsqu'il est opportun de le faire, elle fait appel aux services offerts par ces organismes dans le cadre de ses services de consultation.

Au 31 mars 1977, 5,445 emprunteurs se prévalaient des services consultatifs postérieurs au prêt. De ce nombre, 1,250 participaient au système de comptabilité agricole de Canfarm. Ce service a progressé au point où il est maintenant possible d'utiliser les données accumulées sur les exploitations agricoles afin d'analyser les coûts de production et les frais de subsistance. La Société utilise une analyse des plus récentes informations sur les exploitations dans ses services consultatifs.

Repayment by Borrowers

During the year, repayment by borrowers on mortgage loan accounts increased substantially because larger loans made under the amended Farm Credit Act are now coming into the repayment stream. Although dairy and beef operations have been experiencing difficulties in certain regions, the decline in income has not affected total repayments as the total number of accounts paid up-to-date compares favorably with last year.

Principal due during the year amounted to \$55.0 million, of which \$49.9 million or 90.7 per cent was paid, while interest due during the year amounted to \$142.9 million, of which \$133.5 million or 93.4 per cent was paid. In addition, \$33.7 million was paid on

principal not due.

The percentage of loans in good standing at the end of the fiscal year under the Farm Credit Act is 91.9 per cent compared to 93.0 for last year.

Real Property and Losses on Loans

As of April 1st, 1976, the Corporation held title to two farm properties with an inventory value of \$99,009. During the year, one property was acquired and two properties were sold. At the end of the year, one property was on hand at an inventory value of \$30,000.

The net losses on loans including the write-down of the property on hand amounted to \$53,226 compared to a net recovery of \$1,678 in 1975-76. Remboursement par les emprunteurs

Les paiements versés par les emprunteurs sur leurs comptes hypothécaires se sont accrus sensiblement au cours de l'année, sans doute en raison du début des versements sur les prêts plus élevés qui ont été consentis après la révision de la Loi sur le crédit agricole. Les exploitations laitières et de bovins de boucherie ont éprouvé certaines difficultés dans quelques régions. Toutefois, la régression du revenu n'a pas affecté l'ensemble des remboursements puisque le nombre de comptes à jour se compare favorablement avec celui de l'an dernier.

Le principal échu au cours de l'exercice s'élevait à \$55.0 millions. De ce montant, \$49.9 millions ou 90.7 pour cent ont été payés. L'intérêt au cours de l'exercice s'élevait à \$142.9 millions. De ce montant, \$133.5 millions ou 93.4 pour cent ont été payés. En plus, \$33.7 millions ont été payés sur le principal non échu.

Le pourcentage des prêts à jour sous le Régime de la Loi sur le crédit agricole à la fin de l'exercice était de 91.9 pour cent comparativement à 93.0 pour cent l'an

dernier.

Biens immobiliers et pertes sur les prêts

Au 1<sup>er</sup> avril 1976, la Société détenait les titres de deux propriétés agricoles dont la valeur à l'inventaire se chiffrait à \$99,009. Au cours de l'exercice, elle est devenue propriétaire d'une propriété et en a vendues deux autres. Au 31 mars 1977, elle détenait encore une propriété dont la valeur à l'inventaire se chiffrait à \$30,000.

La perte nette sur les prêts, y compris la diminution de la valeur aux livres de la propriété détenue, s'élevait à \$53,226 comparativement à un recouvrement net de \$1,678 en 1975-1976.

## Operations under the Farm Syndicates Credit Act

The Farm Syndicates Credit Act provides financial assistance to farmers who wish to act co-operatively in overcoming the high cost of individual ownership of machinery, buildings and installed equipment where this sharing can be of mutual advantage. A syndicate is a group of three or more farmers, the majority of whom has farming as a principal occupation. Loans can be made to syndicates to a maximum of \$100,000 or \$15,000 per qualifying member, whichever is the lesser.

In the past year, there was a considerable decline in the request for loans under this Act. Sixty-seven loans were approved for \$1,336,033 compared to 231 loans for \$4,542,422 in the previous year. Since implementation of this Act on January 1, 1965, 1,926 loans have been approved for 1,210 syndicates, providing funds for 4,617 individual farmers. The total amount approved over this period has been \$27,467,947.

At the end of the fiscal year, 90.2 per cent of all accounts were up-to-date. Only 93 of the 945 active loans were in arrears. This is comparable to last year when 93.6 per cent of all accounts were in good standing.

## Activités sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

La Loi sur le crédit aux syndicats agricoles a été instituée afin de prêter aux agriculteurs qui veulent mettre leurs ressources en commun afin de faire échec au coût élevé de la possession individuelle des machines, des bâtiments et d'installations fixes qui se prêtent à un usage coopératif. Un syndicat est un groupe composé de trois agriculteurs ou plus dont la majorité sont principalement occupés en agriculture. Le prêt maximal est de \$100,000. Toutefois, aucun syndicat ne peut emprunter plus de \$15,000 par membre admissible.

Au cours du dernier exercice, le nombre des demandes d'emprunt a nettement régressé. Soixante-sept prêts représentant \$1,336,033 ont été approuvés comparativement à 231 prêts représentant \$4,542,422 au cours de l'exercice précédent. Depuis l'institution de cette Loi le 1<sup>er</sup> janvier 1965, la Société a approuvé 1,926 prêts à 1,210 syndicats composés de 4,617 agriculteurs. Au cours de cette période, elle a approuvé \$27,467,947.

A la fin de l'exercice, 90.2 pour cent de tous les comptes étaient à jour. Seulement 93 des 945 comptes actifs étaient en arrérages. L'an passé, 93.6 pour cent de tous les comptes étaient à jour.







## Operations under the Small Farm Development Program

In 1972, arrangements were made with Agriculture Canada to administer on a cost recovery basis the Land Transfer Plan of the Small Farm Development Program. The main purposes of this Program are to assist in the development of economically viable family farms by facilitating land transfers and to assist owner-operators of small farms to realize on the equity in their farm holdings and adjust to other pursuits.

It was introduced as a seven-year program. The year ending March 31, 1977 is the fifth fiscal year.

During 1976-77, the trend of decreasing activity which started in the previous year has continued. The Corporation approved \$2,344,682 in vendor assistance grants to 736 farmers who were retiring or making adjustments to other occupations in 1976-77. These grants are funded by Agriculture Canada. In addition, Special Credit Assistance amounting to \$568,600 was approved for 32 farmers to expand their farm holdings with land that became available under the Program.

The activity under the Land Transfer Plan of the Program reached its peak during its third year of operation. This was earlier than originally expected due to a number of unforeseen factors. Rapidly rising land prices have decreased the sale of farms and increasing unemployment does not favor off-farm movement. In order to qualify for assistance under the Land Transfer Plan, the prospective vendor must have an alternative means of livelihood to maintain himself and his dependents in a manner at least equal to that on the farm. Farmers appear to be seriously considering all options before deciding to sell their farms.

## Activités en vertu du Programme de développement des petites fermes

En vertu des dispositions prises avec Agriculture Canada en 1972, la Société administre le Programme de transfert des terres dans le cadre du Programme de développement des petites fermes, et recouvre ses frais d'administration auprès du ministère. Les objectifs principaux de ce programme sont de favoriser l'aménagement de fermes familiales rentables en facilitant le transfert des terres, et d'aider les propriétaires-exploitants de petites fermes à retirer les fonds investis dans leur propriété afin de se réorienter dans d'autres sphères d'activités.

Ce programme est d'une durée de sept ans. L'exercice terminé le 31 mars 1977 était le cinquième.

La diminution des activités qui s'était manifestée au cours de l'exercice précédent, s'est poursuivie en 1976-1977 alors que la Société a approuvé \$2,344,682 sous forme d'octrois à 736 agriculteurs qui voulaient prendre leur retraite ou se réorienter dans d'autres sphères d'activités. Ces octrois sont versés par Agriculture Canada. La Société a également approuvé \$568,600 sous forme de crédit spécial à 32 agriculteurs qui voulaient agrandir leur exploitation en achetant certaines terres qui était disponibles dans le cadre du programme.

Les activités en vertu du Programme de transfert des terres ont atteint leur sommet au cours de la troisième année du programme, soit plus tôt que prévu initialement. Cette situation est attribuable à un certain nombre de facteurs imprévisibles, notamment l'augmentation rapide du prix des terres qui a réduit le nombre de ventes possibles, et l'augmentation du taux de chômage qui empêche les propriétaires de petites fermes à se trouver un autre emploi. Cela réduit les ventes puisque, pour être admissible à l'octroi, le vendeur doit avoir d'autres moyens de subsistance pour faire vivre sa famille au moins aussi bien que sur la ferme. Les agriculteurs semblent examiner attentivement toutes les options disponibles avant de décider de vendre.

## Administration

The operations of the Corporation are decentralized into a Branch Office system that includes seven Branch Offices across Canada, one for the Atlantic region and one for each of the other provinces.

In early January, the Ontario Branch Office was moved from Toronto to Guelph in an effort to better

serve Ontario farmers.

The Corporation's field officers, comprising 30 District Supervisors and 226 Credit Advisors, work out of 108 field offices. The total staff at the year end was 638, a decrease of 20 during the year.

The total cost of administration in 1976-77 was \$15,562,429 or .76 per cent of the mean loans to farmers compared to \$13,514,932 or .76 per cent in the previous year.

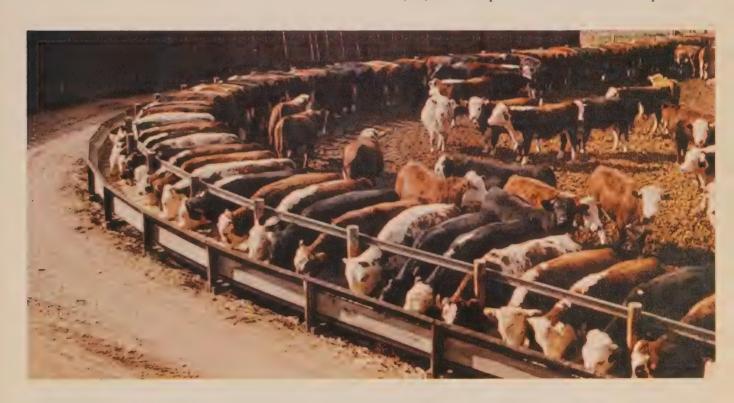
## Administration

Les opérations de la Société sont décentralisées à l'intérieur d'un organigramme qui compte sept succursales à travers le Canada, soit une pour la région de l'Atlantique et une pour chacune des autres provinces.

Au début de janvier, le bureau provincial pour la succursale de l'Ontario déménageait de Toronto à Guelph afin de mieux servir les agriculteurs ontariens.

L'effectif de campagne de la Société se composait de 30 surveillants de district et de 226 conseillers en crédit situés dans 108 bureaux de campagne. L'effectif global se chiffrait à 638 employés à la fin de l'exercice, soit 20 de moins que l'année précédente.

Le coût total de l'administration s'est chiffré à \$15,562,429 en 1976-77, soit .76 pour cent du total moyen des prêts aux agriculteurs, comparativement à \$13,514,932 ou .76 pour cent lors de l'exercice précédent.



## Financing

#### Farm Credit Act

To carry out its lending program during 1976-77, the Corporation borrowed \$347.9 million from the Minister of Finance at an average interest rate of 8.852 per cent and repaid \$80.8 million of principal due on previous borrowings, bringing the total principal outstanding on borrowings from the Minister of Finance to \$2,130.2 million as at March 31, 1977.

The average interest rate on the Corporation's outstanding borrowings as at March 31, 1977 rose to 7.117 per cent as compared to 6.757 per cent at the same date a year earlier.

Capital of \$10.7 million was paid in under Section 12 of the Farm Credit Act during the year bringing the total capital paid in to \$85.7 million as at March 31, 1977.

#### **Operating Loss**

During the nine-year period prior to 1968, most loans to farmers were bearing a statutory rate of interest of five per cent while the Corporation was required to pay interest rates as high as 6.875 per cent on its borrowings from the Minister of Finance. This financial condition has resulted in operating losses since 1960-61 and is expected to continue for a few more years. This lack of interest margin to cover the normal administrative expenses of the Corporation during the year produced an operating loss of \$1,657,035 of which \$958,609 has been recovered by parliamentary appropriation.

#### Deficit - Farm Credit Act

During 1976-77, the Corporation made certain changes in accounting policy relating to termination benefits and an allowance for doubtful accounts. The changes were made retroactively and as the amounts involved represent non-cash expenditures and are not recoverable through parliamentary appropriation, they have been recorded in the Deficit-Farm Credit Act account. Further information is provided in the Corporation's financial statements.

## **Financement**

## Loi sur le crédit agricole

La Société a emprunté \$3479 millions auprès du Ministre des Finances à un taux d'intérêt moyen de 8.852 pour cent, afin de s'acquitter de son programme de crédit en 1976-1977. Elle a remboursé \$80.8 millions en principal échu sur ses emprunts antérieurs, portant ainsi le total du principal non remboursé au Ministre des Finances à \$2,130.2 millions au 31 mars 1977.

Le taux d'intérêt moyen sur ses emprunts non remboursés au 31 mars 1977 s'élevait à 7.117 pour cent comparativement à 6.757 pour cent à la même date en 1976.

Le capital versé aux termes de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole a été augmenté de \$10.7 millions au cours de l'exercice, atteignant ainsi \$85.7 millions au 31 mars 1977.

#### Perte d'exploitation

Avant 1968, la plupart des prêts consentis aux agriculteurs portaient un taux statutaire de cinq pour cent. Pendant cette période de neuf ans, la Société devait elle-même emprunter du Ministre des Finances à des taux qui ont atteint 6.875 pour cent. Cette situation a donné lieu à des pertes d'exploitation depuis 1960-1961, et il devrait continuer d'en être ainsi pendant quelques années encore. L'absence d'une marge d'intérêt suffisante pour couvrir les dépenses administratives normales de la Société au cours de l'exercice, s'est traduite par une perte d'exploitation de \$1,657,035 . De ce montant, \$958,609 ont été recouvrés au moyen d'un crédit parlementaire.

#### Déficit - Loi sur le crédit agricole

Au cours de l'exercice 1976-1977, la Société a modifié ses conventions comptables relatives aux indemnités de cessation d'emploi ainsi qu'à l'allocation pour créances douteuses. Ces changements ont été apportés rétroactivement. Etant donné que les montants visés représentaient des dépenses de nature non monétaire et pouvaient être recouvrés au moyen d'un crédit parlementaire, ceux-ci ont été portés au compte du déficit de la Loi sur le crédit agricole. Ces postes sont expliqués plus en détail dans les états financiers.

## Farm Syndicates Credit Act

The demand from syndicates for loans was exceeded by payments received from syndicates on existing loans. The excess of payments received over the demand for loans was \$.9 million. This excess was repaid to the Minister of Finance reducing the total principal outstanding on borrowings to \$11.6 million as at March 31, 1977.

In 1976-77, the Corporation made a change in accounting policy relating to an allowance for doubtful accounts. The change was made retroactively and after giving affect to this change, net profit for the year amounted to \$39,097. Retained Earnings as at March 31, 1977 stood at \$205,925.

#### Small Farm Development Program

Funds approved for purchasers of farms under the special credit provisions of the Program required borrowings of \$.3 million from the Minister of Finance bringing the total principal outstanding on borrowings to \$10.4 million as at March 31, 1977.

### Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Les paiements versés par les syndicats à titre de remboursements contre les prêts actifs, ont excédé la demande de prêts en vertu de cette Loi. L'excédent en paiements reçus s'élevait à \$0.9 millions. Ce montant a été remboursé au Ministre des Finances de sorte que le montant total des emprunts en principal en cours s'élevait à \$11.6 millions au 31 mars 1977.

Au cours de l'exercice 1976-1977, la Société a modifié ses conventions comptables relatives à l'allocation pour créances douteuses. Ce changement a été fait rétroactivement. Les gains nets pour l'exercice après ce changement s'élevaient à \$39,097. Les gains retenus au 31 mars 1977 s'élevaient à \$205,925.

#### Programme de développement des petites fermes

Les fonds approuvés durant l'exercice aux acheteurs de fermes en vertu des dispositions de crédit spécial du programme ont donné lieu à des emprunts de \$0.3 millions auprès du Ministre des Finances, ce qui portait l'endettement total à ce chapitre à \$10.4 millions au 31 mars 1977.





## Outstanding Borrowings from the Minister of Finance as at March 31, 1977

Farm Credit Act Loi sur le crédit agricole

Year	Amount	Interest
Drawn	Outstanding	Rate
Emprunté	Montant	Taux
en	impayé \$	d'intérêt %
	Ψ	
1956-1957	1,369,732	3.5
	1,677,797	4
1957-1958	2,712,529	4.125
Name and the second of the sec	2,522,252	4.375
1958-1959	4,309,762	4
	5,026,468	4.5
1959-1960	6,808,285	5
	8,298,167	5.75
*	13,696,902	5
1964-1965	44.634.594	5.375
1001 1000	19,932,079	5.25
1965-1966	47,781,029	5.25
	25,638,635	5.375
	22,560,265	5.625
1966-1967	22,253,515	5.75
	60,779,164	5.875
	36,608,762	6
1967-1968	20,802,941	5.3125
	28,875,953	6.125
	28,458,656 18,268,904	6.375 6.875
1968-1969		
1300-1303	4,596,685 126,597,972	6.6875 6.75
1969-1970	64,916,017	7
1303-1370	49,930,003	7.75
1970-1971	57,270,560	7.75
2010 2012	35,504,859	7.5
1971-1972	55,088,615	6.75
	29,192,681	6.5
1972-1973	99,719,906	6
1973-1974	211,574,282	6
1974-1975	146,568,654	7.25
	129,720,953	8.25
1975-1976	178,485,718	7.5
	170,091,012	8
1976-1977	206,600,000	8.75
	141,300,000	9
	2,130,174,308	
Accrued Interest	51,263,318	
/Intérêt couru	0.292009010	
	2,181,437,626	

<sup>\*</sup>Borrowings for the years 1961-62 to 1963-64 were for short terms and have already been repaid.

Les emprunts contractés au cours des exercices 1961-1962 à 1963-1964 étaient à court terme et ont déjà été remboursés.

## Emprunts à rembourser au Ministre des Finances au 31 mars 1977

Farm Syndicates Credit Act Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé \$	Interest Rate Taux d'intérêt %
1971-1972	91,401 90,000	6 5.75
1972-1973	462,600	5.25
1973-1974	1,570,000	5.25
1974-1975	2,240,000 1,295,000	7 9
1975-1976	2,160,000 1,620,000	7 7.75
1976-1977	2,100,000	8.5
Accrued Interest	11,629,001 242,071	
	11,871,072	



## Small Farm Development Program Programme de développement des petites fermes

1972-1973	449,189	6
1973-1974	4,183,147	6
1974-1975	2,410,669	7.25
	1,452,100	8.25
1975-1976	791,072	7.5
	593,686	8
1976-1977	280,000	8.75
	220,000	9
	10,379,863	
Accrued Interest /Intérêt couru	188,894	
	10,568,757	
Total	\$ 2,203,877,455	

## Loans Approved during the Past Three Years

			1974-75
		Number Nombre	Amount Montant
F.C.A.	L.C.A.		
British Columbia	Colombie-Britannique	243	15,043,400
Alberta	Alberta	1,526	78,923,800
Saskatchewan	Saskatchewan	1,932	88,193,200
Manitoba	Manitoba	682	28,136,900
Ontario	Ontario	2,030	107,604,600
Quebec	Québec	1,530	74,500,500
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	63	2,632,700
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	5	100,600
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	73	2,968,400
Newfoundland	Terre-Neuve	9	710,000
Canada	Canada	8,093	398,814,100
			1974-75
		Number Nombre	Amount Montant \$
F.S.C.A.	L.C.S.A.		
British Columbia	Colombie-Britannique	3	203,344
lberta	Alberta	73	1,141,697
askatchewan	Saskatchewan	9	176,488
Manitoba	Manitoba	34	376,641
Intario	Ontario	73	1,389,742
uebec	Québec	37	710,910
ew Brunswick	Nouveau-Brunswick	1	11,863
Iova Scotia	Nouvelle-Écosse	AMIN	_
rince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	4	90,400
lewfoundland	Terre-Neuve	_	-
Canada	Canada	234	4.101,085



## Prêts approuvés au cours des trois dernières années

	1975-76		1976-77		1974-77
Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$
239	17,613,900	106	7,824,200	588	40,481,500
1,684	111,946,200	692	45,524,400	3,902	236,394,400
2,385	143,597,900	1,322	86,110,500	5,639	317,901,600
810	43,444,500	479	25,686,400	1,971	97,267,800
2,677	189,423,300	1,018	79,590,990	5,725	376,618,890
1,881	119,590,600	681	46,586,500	4,092	240,677,600
119	6,440,400	72	4,219,000	254	13,292,100
26	1,599,600	4	181,700	35	1,881,900
97	5,222,800	82	4,781,300	258	12,972,500
26	2,068,200	9	928,000	44	3,706,200
9,944	640,947,400	4,465	301,432,990	22,508	1,341,194,490
	4057 50				
	1975-76		1976-77		1974-77
Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant \$
	Amount Montant		Amount Montant		Amount
Nombre 2	Amount Montant		Amount Montant		Amount Montant \$
Nombre	Amount Montant \$	Nombre	Amount Montant	Nombre	Amount Montant \$ 219,344 2,387,455
Nombre 2	Amount Montant \$	Nombre 	Amount Montant \$	Nombre 5	Amount Montant \$
Nombre 2 55	Amount Montant \$ 16,000 1,056,870	Nombre	Amount Montant \$	5 140 19 103	Amount Montant \$ 219,344 2,387,455
2 55 9	Amount Montant \$ 16,000 1,056,870 203,287	Nombre	Amount Montant \$	5 140 19	Amount Montant \$  219,344 2,387,455 392,575
2 55 9 56	Amount Montant \$  16,000  1,056,870  203,287  891,456		Amount Montant \$	5 140 19 103	Amount Montant \$  219,344 2,387,455 392,575 1,516,733
2 55 9 56 66	Amount Montant \$  16,000  1,056,870  203,287  891,456  1,601,039		Amount Montant \$  188,888 12,800 248,636 535,739	5 140 19 103 163 89 5	Amount Montant \$ 219,344 2,387,455 392,575 1,516,733 3,526,520 1,557,114 148,719
2 55 9 56 66 37	Amount Montant \$  16,000 1,056,870 203,287 891,456 1,601,039 527,334		Amount Montant \$	5 140 19 103 163 89 5	Amount Montant \$ 219,344 2,387,455 392,575 1,516,733 3,526,520 1,557,114
2 55 9 56 66 37	Amount Montant \$  16,000 1,056,870 203,287 891,456 1,601,039 527,334 126,256		Amount Montant \$	5 140 19 103 163 89 5	Amount Montant \$ 219,344 2,387,455 392,575 1,516,733 3,526,520 1,557,114 148,719 44,500 111,580
2 55 9 56 66 37 3 1	Amount Montant \$  16,000 1,056,870 203,287 891,456 1,601,039 527,334 126,256 24,000	Nombre	Amount Montant \$	5 140 19 103 163 89 5	Amount Montant \$  219,344 2,387,455 392,575 1,516,733 3,526,520 1,557,114 148,719 44,500

## F.C.A. Loans Disbursed During 1976-77

		Part II/Partie II		Par	rt III/Partie III
		Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$
British Columbia	Colombie-Britannique	82	5,330,632	60	6,029,437
Alberta	Alberta	695	37,132,852	252	28,190,543
Saskatchewan	Saskatchewan	1,226	67,087,697	432	46,806,456
Manitoba	Manitoba	430	19,851,303	176	14,237,629
Ontario	Ontario	834	49,658,882	620	67,004,115
Quebec	Québec	376	16,255,823	637	52,910,805
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	50	2,336,827	33	2,784,701
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	7	306,475	2	279,867
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	66	2,831,275	25	2,493,632
Newfoundland	Terre-Neuve	7	505,762	5	635,624
Canada	Canada	3,773	201,297,528	2,242	221,372,809

## F.C.A. Loans Disbursed to March 31, 1977

Under the Canadian Farm Loan Act (1929-Oct. 4/59)

Sous le régime de la Loi du prêt agricole canadien (1929-4 oct. 1959)

				Part II/Partie II		
		Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$	
British Columbia	Colombie-Britannique	2,699	8,751,182	4,737	131,751,034	
Alberta	Alberta	9,954	28,146,771	27,068	645,899,104	
Saskatchewan	Saskatchewan	13,366	48,327,821	35,323	801,118,952	
Manitoba	Manitoba	6,342	19,884,810	10,294	239,594,324	
Ontario	Ontario	9,745	43,295,717	25,354	667,473,339	
Quebec	Québec	9,173	22,454,666	9,958	201,813,558	
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	1,749	3,720,899	1,241	24,443,279	
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	1,638	3,537,293	492	8,245,807	
Prince Edward Island	Ile-du-Prince-Edouard	2,094	5,041,427	1,463	24,242,079	
Newfoundland	Terre-Neuve	_	_	113	4,652,417	
Canada	Canada	56,760	183,160,586	116,043	2,749,233,893	

## Prêts L.C.A. déboursés durant 1976-77

Pa	rt IV/Partie IV		Total
Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$
7	447,810	149	11,807,879
78	5,295,877	1,025	70,619,272
85	6,479,552	1,743	120,373,705
22	1,208,826	628	35,297,758
80	6,271,571	1,534	122,934,568
10	459,198	1,023	69,625,826
2	125,370	85	5,246,898
1	47,535	10	633,877
1	72,516	92	5,397,423
Road	-	12	1,141,386
286	20,408,255	6,301	443,078,592



## Prêts L.C.A. déboursés au 31 mars 1977

Under the Farm Credit Act (Oct. 5/59-Mar. 31/77)

Total to March 31, 1977

Sous le régime de la Loi sur le crédit agricole (5 oct. 1959-31 mars 1977)

Total au 31 mars 1977

Par	rt III/Partie III	Par	Part IV/Partie IV Total		Total		
Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant
586	31,537,762	14	806,456	5.337	164,095,252	8.036	172,846,434
1,377	88,378,051	162	10,758,896	28,607	745,036,051	38,561	773,182,822
1,795	115,721,594	153	10,218,893	37,271	927,059,439	50,637	975,387,260
871	45,728,249	49	2,286,489	11,214	287,609,062	17,556	307,493,872
3,302	202,884,319	181	13,044,494	28,837	883,402,152	38,582	926,697,869
5,800	268,074,908	20	975,788	15,778	470,864,254	24,951	493,318,920
194	9,596,632	7	268,200	1,442	34,308,111	3,191	38,029,010
128	5,029,148	2	110,800	622	13,385,755	2,260	16,923,048
156	7,670,197	3	135,465	1,622	32,047,741	3,716	37,089,168
25	2,267,708	_	_	138	6,920,125	138	6,920,125
14,234	776,888,568	591	38,605,481	130,868	3,564,727,942	187,628	3,747,888,528

## Accounts Outstanding as at March 31, 1977

as at March 5	01, 1977			Principal			
	Number	Due	Not Due	Total	Due		
F.C.A. Loans	Nombre	Echu \$	Non échu \$	\$	Echu \$		
British Columbia	2,596	252,246	89,625,743	89,877,989	474,681		
Alberta	15,726	2,291,985	446,762,816	449,054,801	3,624,958		
Saskatchewan	19,879	1,095,847	569,855,773	570,951,620	1,916,856		
Manitoba	6,585	249,047	178,851,995	179,101,042	391,448		
Ontario	16,224	699,193	563,369,067	564,068,260	1,902,264		
Quebec	8,362	405,285	287,054,254	287,459,539	929,463		
New Brunswick	739	40,318	18,807,981	18,848,299	26,793		
Nova Scotia	238	29,580	5,285,278	5,314,858	12,523		
Prince Edward Island	865	38,552	17,085,412	17,123,964	53,407		
Newfoundland	68	62,988	3,971,676	4,034,664	75,034		
Canada	71,282	5,165,041	2,180,669,995	2,185,835,036	9,407,427		
F.S.C.A. Loans							
British Columbia	12	20,452	247,706	268,158	13,485		
Alberta	268	180,222	2,561,842	2,742,064	40,959		
Saskatchewan	34	9,305	334,288	343,593	199		
Manitoba	182	18,866	1,979,866	1,998,732	1,259		
Ontario	274	84,348	3,672,810	3,757,158	22,057		
Quebec	160	33,960	1,869,122	1,903,082	7,744		
New Brunswick	5	1,723	101,941	103,664	809		
Nova Scotia	4	28	42,620	42,648	003		
Prince Edward Island	12	14,109			2 000		
Newfoundland	1	14,105	155,367 75,000	169,476 75,000	3,998		
Canada	952	363,013	11,040,562	11,403,575	90,510		
F.C.A. Agreements for British Columbia Alberta Saskatchewan Manitoba	11 33 1	6 14,216 —	181,252 479,885 8,669	181,258 494,101 8,669	13,927		
	4	0.710	64,119	64,119	4.001		
Ontario	45	3,713	395,490	399,203	4,291		
Quebec	34	20,321	302,492	322,813	8,157		
New Brunswick	5	5	53,240	53,245			
Nova Scotia	1	680	26,932	27,612	5		
Prince Edward Island	2	7	17,227	17,234			
Newfoundland Canada	137	38 948	32,991	32,991	26 280		
S.F.D.P. Agreements f	ior Sale	38,948	1,562,297	1,601,245	26,380		
British Columbia	8	316	131,806	132,122	1,666		
Alberta	203	18,800	3,093,780	3,112,580	46,376		
Saskatchewan	240	9,746	4,351,170	4,360,916	30,403		
Manitoba	98	956	1,679,738	1,680,694	3,508		
Ontario	13	6	210,141	210,147	_		
Quebec	19	613	215,481	216,094	2,078		
New Brunswick	7	327	89,159	89,486	681		
Nova Scotia	6	6	67,538	67,544	4		
Prince Edward Island	12	106	146,330	146,436	2		
Newfoundland	-	100	140,000	140,400	2		
				-			
Canada	606	30,876	9,985,143	10,016,019	84,718		

## Comptes arrêtés au 31 mars 1977

Interest - Intérêt

Interest-Interet					
Not Due Non échu \$	Total \$	Other Charges In Autres frais	nstalment Prepayments Versements anticipés \$	Net Total Total net \$	Prêts L.C.A.
2,993,013	3,467,694	10,231	(1,767,772)	91,588,142	Colombie-Britannique
21,398,417	25,023,375	102,061	(3,454,343)	470,725,894	Alberta
27,127,465	29,044,321	76,518	(5,082,090)	594,990,369	Saskatchewan
6,948,319	7,339,767	16,916	(1,469,341)	184,988,384	Manitoba
16,884,903	18,787,167	61,276	(5,281,205)	577,635,498	Ontario
9,000,033 689,680	9,929,496 716,473	54,025 2,858	(171,543) (102,732)	297,271,517 19,464,898	Québec Nouveau-Brunswick
226,079	238,602	645	(64,783)	5,489,322	Nouvelle-Écosse
644,240	697,647	4,031	(144,173)	17,681,469	Île-du-Prince-Édouard
106,266	181,300	2,471	(37,664)	4,180,771	Terre-Neuve
86,018,415	95,425,842	331,032	(17,575,646)	2,264,016,264	Canada
					Prêts L.C.S.A.
7,955	21,440	_	(5,758)	283,840	Colombie-Britannique
124,685	165,644	77	(3,738) $(1,544)$	2,906,241	Alberta
16,396	16,595		(1,513)	358,675	Saskatchewan
90,827	92,086	_	(26,179)	2,064,639	Manitoba
121,864	143,921	47	(14,355)	3,886,771	Ontario
72,749	80,493	_	(17,812)	1,965,763	Québec
4,556	5,365	_	(1)	109,028	Nouveau-Brunswick
1,459	1,459		_	44,107	Nouvelle-Écosse
8,892	12,890		(28)	182,338	Île-du-Prince-Édouard
15,301	15,301	_	(4,628)	85,673	Terre-Neuve
464,684	555,194	124	(71,818)	11,887,075	Canada
				Cont	rats de Vente L.C.A.
5,916	5,916	2000	(4,126)	183,048	Colombie-Britannique
23,068	36,995	15	(402)	530,709	Alberta
557	557	-	(3,928)	5,298	Saskatchewan
2,665	2,665	_	(831)	65,953	Manitoba
11,942	16,233	-	(5)	415,431	Ontario
9,332	17,489	740		341,042	Québec
1,110	1,110	_		54,355	Nouveau-Brunswick
4,866	4,871	_		32,483	Nouvelle-Écosse
404	404	_		17,638	Île-du-Prince-Édouard
766	766	_		33,757	Terre-Neuve
60,626	87,006	755	(9,292)	1,679,714	Canada
				Contra	ats de Vente P.D.P.F.
6,023	7,689	_	(22)	139,789	Colombie-Britannique
163,078	209,454	1,182	(27,611)	3,295,605	Alberta
223,424	253,827	761	(34,437)	4,581,067	Saskatchewan
67,088	70,596	158	(7,769)	1,743,679	Manitoba
6,443	6,443	-	(775)	215,815	Ontario
7,548	9,626	47	(357)	225,410	Québec
4,637	5,318	22	(8)	94,818	Nouveau-Brunswick
1,711	1,715	50	(4.40%)	69,309	Nouvelle-Écosse
5,736	5,738		(1,105)	151,069	Île-du-Prince-Édouard Terre-Neuve
485,688	570,406	2,220	(72,084)	10,516,561	Canada

Members of the Corporation

Membres de la Société

Baldur H. Kristjanson Chairman/Président

Murray A. McBride

Vice-Chairman/

Vice-président

W. Esmond Jarvis

Member/Membre

H. Gordon Taylor

Member/Membre

Vacant

Member/Membre

W. Ralph deGruchy

Secretary to Corporation/

Secrétaire de la Société



## Members of the **Advisory Committee**

### Membres du Comité consultatif

Richard Bullock

British Columbia/

Colombie-Britannique

Ed Kimpe

Alberta

Bernard Gallagher

Saskatchewan

Albert Vielfaure

Manitoba

Ron Oswald

Ontario

George Higgs

Ontario

Louis Renaud

Québec

Robert Younge

Québec

Willie A. LeBlanc

New Brunswick/

Nouveau-Brunswick

Leonard Bradley

Prince Edward Island/ Île-du-Prince-Édouard





# Chairmen of Appeal Boards Présidents des Commissions d'appel

Ralph Barichello British Columbia/ Colombie-Britannique

Harry R. Patching Alberta

Enos S. Sproat Saskatchewan

Lorne E. Parker Manitoba
Fred Cohoe Ontario
Danias Messier Québec

Albert G. Hanington New Brunswick/ Nouveau-Brunswick

Gordon Woodman Nova Scotia/ Nouvelle-Écosse

Charles Yeo Prince Edward Island/ Île-du-Prince-Édouard

Colin Bull Newfoundland/ Terre-Neuve

Appeal Boards composed of practical farmers of proven ability and judgment are established in each Branch area to hear appeals from farmers who are not satisfied with the Corporation's decision on any loan application.

Des commissions d'appel, composées d'un groupe impartial de cultivateurs compétents, sont établies dans le territoire de chaque succursale pour entendre les appels logés par des cultivateurs qui ne sont pas satisfaits de la décision rendue par la Société à l'égard de toute demande d'emprunt.

Siège social **Head Office** Chief Executive Officer Baldur H. Kristjanson Principal fonctionnaire exécutif General Manager Murray A. McBride Gérant général Director-General, Administration, Phil A. Lanoix Finance and Personnel Directeur général, administration, finances et personnel J. Mac Day Director, Lending Directeur des prêts Mel E. Andal Director, Research and Farm Management Directeur des recherches et de la gestion agricole Vacant Director, Loan Administration Directeur de l'administration des prêts Director, Administration Services W. Ralph deGruchy Directeur des services administratifs Bill G. Mann Comptroller-Treasurer Contrôleur-trésorier Director, Personnel Services J. Maurice Breton Directeur des services du personnel Gary Shufelt Executive Assistant Adjoint exécutif Mel E. Andal Economic Advisor Conseiller économique Vacant Credit Policy Advisor Conseiller en politiques de prêts Jean E. Brassard Legal Counsel Conseiller juridique Louise Neveu Chief, Information Division Chef, division de l'information J. F. Émile Pépin **Operational Auditor** Vérificateur des opérations

> Chief Accountant Comptable en chef

George Pender

Branch Offices/ Succursales Managers/ Gérants

British Columbia/Colombie-Britannique

Dick Bazett, 1451 Ellis St., Kelowna, V1Y 7N5 (604) 762-2416

#### Alberta

George Jones, 400 Chancery Hall, No. 3 Sir Winston Churchill Square, Edmonton, T5J 2C5 (403) 429-5251

#### Saskatchewan

Dave Fraser, 701 Midtown Tower, 11th Ave. & Hamilton St., Regina, S4P 2B7 (306) 569-5610

#### Manitoba

Don Ibbotson, 400-777 Portage Ave., Winnipeg, R3G 3L1 (204) 985-4039

#### Ontario

Stewart Given, 105 Silvercreek Parkway N., Guelph, N1H 7G7 (519) 821-1330

#### Québec

Fabien Langlois, 2700 boulevard Laurier, Edifice Champlain, Suite 2000, Ste-Foy G1V 4C7 (418) 694-3539

#### Atlantic/Atlantique

Bill West, 567 St. George Blvd., Moncton, E1C 8N6 (506) 858-2010

# District Offices/ Bureaux de district Field Offices/ Bureaux de campagne

#### Kelowna.

Abbotsford; Dawson Creek; Kamloops; Kelowna; Summerland.

### Calgary; Edmonton; Grande Prairie; Lethbridge; Red Deer; Vegreville.

Athabasca; Barrhead; Brooks; Calgary; Camrose; Didsbury; Drumheller; Edmonton; Evansburg; Fairview; Falher; Grande Prairie; Hanna; Lacombe; Lethbridge; Medicine Hat; Peace River; Red Deer; Redwater; Stettler; St. Paul; Vegreville; Vermillion; Wainwright; Westlock; Wetaskiwin.

## North Battleford; Prince Albert; Regina; Saskatoon; Swift Current; Yorkton.

Assiniboia; Carlyle; Humboldt; Kindersley; Meadow Lake; Moose Jaw; North Battleford; Preeceville; Prince Alberta; Regina; Rosetown; Saskatoon; Swift Current; Tisdale; Unity; Weyburn; Wynyard; Yorkton.

### Brandon; Portage la Prairie; Winnipeg.

Arborg; Brandon; Carman; Dauphin; Killarney; Morden; Neepawa; Portage la Prairie; Swan River; Virden; Winnipeg.

## Chatham; Guelph; Lindsay; North Bay; Ottawa; Walkerton; Woodstock.

Barrie; Campbellford; Chatham; Cornwall; Essex; Goderich; Guelph; Kingston; Lambeth; Lindsay; Listowel; New Liskeard; North Bay; Orangeville; Ottawa; Owen Sound; Simcoe; Stratford; Vineland Station; Walkerton; Woodstock; Wyoming.

## Québec; Rimouski; St-Hyacinthe; St-Jean; Sherbrooke; Trois-Rivières.

Arthabaska; Drummondville; Hull; Joliette; Québec; Rimouski; Rivière-du-Loup; Roberval; St-Jérôme; St-Hyacinthe; St-Jean; Sherbrooke; Trois-Rivières; Valleyfield; Ville-Marie; Waterloo.

#### Charlottetown: Moncton.

Fredericton; Grand Falls; Moncton; Kentville; Woodstock; Sussex; Truro; Charlottetown; St. John's.

#### Design/Présentation Photos

Paul Gilbert Design Canadian Government Photo Centre: cover, pp. 15 Orin Hanright, Agriculture Canada: pp. 2, 4, 5, 10, 28 Paul Gilbert: pp. 6 Saskatchewan Government Photo: pp. 21 Ontario Ministry of Agriculture and Food: pp. 9, 17 Quebec Department of Agriculture: pp. 22 Information Service, Prince Edward Island: pp. 29 Alberta Agriculture: pp. 19 Howard Chandler and Associates for Cyanamid of Canada Ltd.: back cover

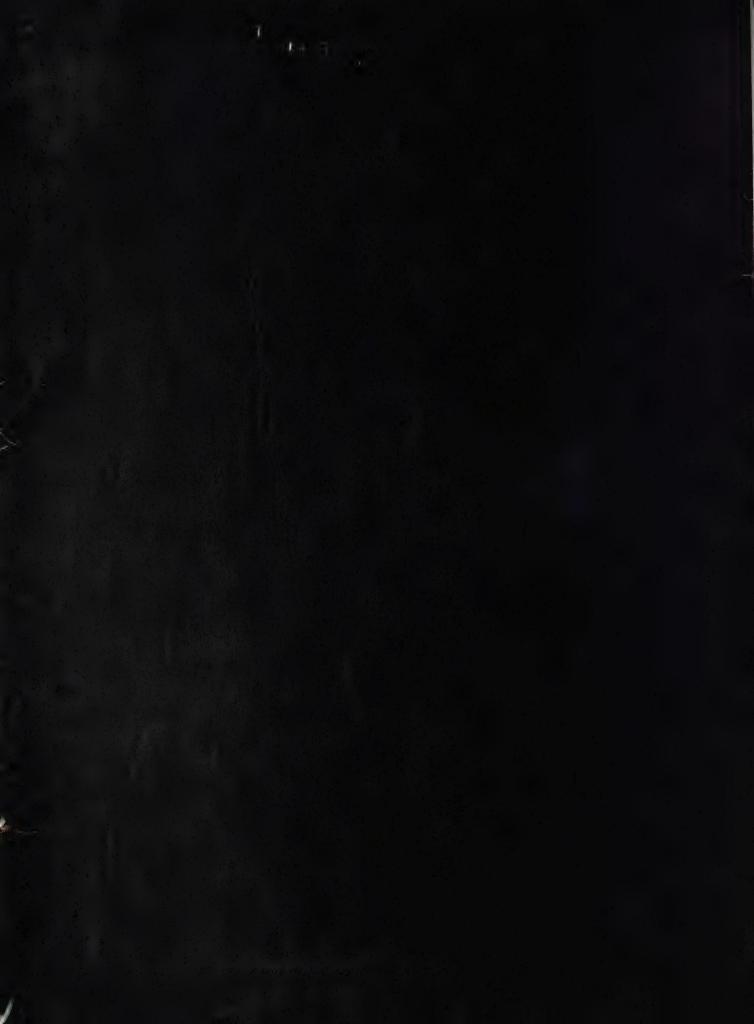
Centre de photographie du gouvernement canadien: couverture, pp. 15 Orin Hanright, Agriculture Canada: pp. 2, 4, 5, 10, 28 Paul Gilbert: pp. 6 Photographie du gouvernement de la Saskatchewan: pp. 21 Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario: pp. 9, 17 Ministère de l'Agriculture du Québec: pp. 22 Service de l'information, Ile-du-Prince Edouard: pp. 29 Alberta Agriculture: pp. 19 Howard Chandler and Associates pour Cyanamid of Canada Ltd.: endos de la couverture

Colour Separations/ Séparation de couleurs Typesetting/Composition Printing/Impression Distributed by/Distribué par

Running & Ojala Cooper & Beatty, Ltd. Dollco Printing Ltd. Farm Credit Corporation, P.O. Box 6309, Station "J", Ottawa, Ontario, K2A 3W9

Société du crédit agricole, C.P. 6309, Succursale "J", Ottawa, Ontario, K2A 3W9





CAI DB41 - ASS

Government Publications

## Financial Statements

for the year ended March 31, 1977







The Honourable Eugene F. Whelan, P.C., M.P. Minister of Agriculture Ottawa, Ontario.

I have examined the balance sheet of Farm Credit Corporation as at March 31,1977 and the statements of deficit—Farm Credit Act, retained earnings—Farm Syndicates Credit Act, income and expense, and changes in financial position for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at March 31,1977 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied, after giving retroactive effect to the changes described in note 2 to the financial statements, on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.

Auditor General of Canada

J. J. Macdonell

Ottawa, Ontario June 8, 1977

## Balance Sheet as at March 31,1977

Assets

		1977		1976
Cash Accounts receivable	\$	5,693,597 53,540	\$	2,934,716 71,021
Loans to farmers, secured by mortgages (Note 3) Loans to farm syndicates, secured by notes (Note 3) Agreements for sale (Note 3)	2,	,264,016,264 11,887,075 12,253,291	,	78,785,376 12,776,351 12,125,304
Less: Allowance for doubtful accounts (Note 2)	2,	,288,156,630 1,130,000	2,0	003,687,031 670,800
	2,	,287,026,630	2,0	03,016,231
Real estate (Note 4) Furniture, equipment and automobile at cost Less: Accumulated depreciation		30,000 995,293 655,560		99,009 911,233 597,276
		339,733		313,957
	\$2,	293,143,500	\$2,0	06,434,934
Liabilities				
Accounts payable and accrued liabilities Due to Canada (Note 5) Fire insurance recoveries, unearned appraisal fees and other deposits Provision for employee termination benefits (Note 2) Canada loans (Note 6)	\$	976,836 1,591,074 1,137,109 1,311,000 ,203,877,455	\$ 1,9	995,627 474,104 818,237 1,125,000 928,812,611
Equity of Canada				
Contributed capital (Note 7) Deficit—Farm Credit Act Retained earnings—Farm Syndicates Credit Act		85,700,000 (1,655,899) 205,925		75,000,000 (957,473) 166,828
	\$2	.293.143.500	\$2.0	006,434,934

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Certified correct:

W. S. Man

Comptroller-Treasurer

Approved on behalf of the Corporation:

BN Kristjanson

Chairman

# Statement of Deficit - Farm Credit Act for the year ended March 31,1977

	1977	1976
Deficit (retained earnings), beginning of year As previously reported Adjustment for prior years (Note 2)	\$ (778,327)	\$ (776,649)
Establishment of allowance for doubtful accounts Establishment of provision for employee termination benefits	610,800 _1,125,000	500,000 1,154,000
As restated Net loss	957,473 698,426	877,351 80,122
Balance, end of year	\$1,655,899	\$ 957,473

# Statement of Retained Earnings - Farm Syndicates Credit Act for the year ended March 31,1977

	1977	1976
Balance, beginning of year As previously reported	\$ 226,828	<b>\$</b> 171,039
Adjustment for prior years (Note 2) Establishment of allowance for doubtful accounts	60,000	53,000
As restated Net profit	166,828 39,097	118,039 48,789
Balance, end of year	\$ 205,925	\$ 166,828

# Statement of Income and Expense for the year ended March 31,1977

Operations under the Farm Credit Act

	1977	1976
Income		
Interest earned on loans to farmers	\$151,981,373	\$121,688,123
Deduct: Interest on loans from Canada	139,717,361	113,410,126
	12,264,012	8,277,997
Fees earned	1,019,181	1,113,851
Other interest income	622,201	529,338
	13,905,394	9,921,186
Expense		
Salaries and employee benefits (Note 2)	12,444,071	11,271,307
Travel	1,248,430	1,125,759
Office accommodation	1,077,658	916,853
Provision for doubtful accounts (Note 2)	512,426	109,122
Telephone	217,980	192,651
Rental and maintenance of office equipment	197,734	169,749
Printing, stationery and office supplies	154,492	193,628
Depreciation	85,650	78,600
Postage and express Miscellaneous	79,591	77,413
Miscenaneous	276,976	250,288
Less: Allocated to operations under the Farm Syndicates Credit Act	16,295,008	14,385,370
and the Small Farm Development Program	732,579	870,438
	15,562,429	13,514,932
Operating Loss	1,657,035	3,593,746
Less: Provided for by Agriculture Vote 60 (Vote 65 in 1976)	958,609	3,513,624
Net loss (Note 2)	\$ 698,426	\$ 80,122

## Operations under the Farm Syndicates Credit Act

	1977	1976
Income		
Interest earned on loans to farm syndicates	\$918,786	\$867,861
Deduct: Interest on loans from Canada	849,709	788,228
	69,077	79,633
Service charges and other	43,048	50,265
	112,125	129,898
Expense allocated to operations under this Act	72,882	74,101
	39,243	55,797
Deduct: Provision for doubtful accounts (Note 2)	146	7,008
Net profit	\$ 39,097	\$ 48,789
Income	1977	1976
Interest earned on agreements for sale	\$786,259	\$725,098
Deduct: Interest on loans from Canada	711,174	646,524
	75,085	78,574
Application fees and other	12,424	3,414
	87,509	81,988
Expense	·	
Allocated to operations under this Program	659,697	796,337
Legal fees and other	16,199	22,923
	675,896	819,260
Deduct: Amount recovered from Agriculture Vote 1	675,896	819,260
Excess of income over expense due to Canada (Note 5)	\$ 87,509	\$ 81,988

## Statement of Changes in Financial Position for the year ended March 31,1977

	1977	1976
Funds Provided		
Loans from Canada Repayments and prepayments of principal from borrowers Capital contributed by Canada Net profit—Farm Syndicates Credit Act Increase in accrued interest on loans from Canada	\$350,500,000 $86,983,432$ $10,700,000$ $39,097$ $8,583,564$	\$358,000,000 78,617,330 11,400,000 48,789 6,799,604
	\$456,806,093	\$454,865,723
Funds Applied		
Loans to borrowers Less: Amount refinanced	\$445,695,229 92,372,046	\$477,775,269 105,278,878
Repayment of loans from Canada Increase in accrued interest on loans to borrowers Increase (decrease) in cash Other	$\begin{array}{c} 353,323,183 \\ 84,018,720 \\ 14,660,244 \\ 2,758,881 \\ 2,045,065 \end{array}$	372,496,391 72,114,095 13,909,475 (3,029,784) (624,454)
	\$456,806,093	\$454,865,723

### Notes to Financial Statements March 31, 1977

## 1. Summary of significant accounting policies Corporate objective

The Farm Credit Corporation was established on October 5, 1959, by the Farm Credit Act as the successor to the Canadian Farm Loan Board. The Corporation's prime objective is to assist Canadian farmers to establish and develop sound farm enterprises through the use of long-term credit as provided for by the Farm Credit Act.

The Corporation also administers the lending program authorized under the Farm Syndicates Credit Act which was originally introduced as the Farm Machinery Syndicates Credit Act on December 11, 1964. It provides for loans to groups or syndicates of farmers organized to share in the purchase and use of farm machinery, buildings and installed equipment.

Pursuant to the Farm Credit Act and an agreement with the Department of Agriculture, the Corporation provides services pertaining to the purchase and sale of farm land in administering the Land Transfer Plan, a component of the Department's Small Farm Development Program. The Corporation's operating costs are reimbursed by the Department and the excess of income over expense is paid to Canada.

The transactions relating to each of these activities are accounted for separately by the Corporation.

### Allowance for doubtful accounts

The allowance for doubtful accounts relates to loans to farmers, loans to farm syndicates and agreements for sale. This allowance represents the Corporation's estimate of future probable losses on the accounts outstanding at March 31, 1977, and includes a component which, on the basis of historical loss experience, covers future losses not yet identified and also a component to provide for specifically identified probable losses.

Actual losses on loans, recoveries on loans and the changes in the allowance are recorded in the related statement of income and expense as a provision for doubtful accounts.

Capital losses resulting from real property transactions under the Small Farm Development Program may be recovered through a separate parliamentary appropriation. No requirement for the application of this provision has yet occurred.

#### Revenue recognition

Interest on loans to farmers, loans to farm syndicates and agreements for sale is recorded as income on an accrual basis.

Appraisal fees received with applications are recorded as income when received. Appraisal fees retained from loan funds are recorded as income at the time the loans are disbursed.

Supervision fees are recorded as income annually on the related instalment due date. Discharge and partial discharge fees are recorded as income when the discharge takes place.

Service charges earned on loans to farm syndicates are recorded as income when loans are disbursed.

### Employee termination benefits

Employee termination benefits generally accrue to employees over their service period and are payable upon their separation or retirement. A provision for this liability is reflected in the balance sheet and the related expense is included in salaries and employee benefits in the statement of income and expense.

### 2. Changes in accounting policies

The Corporation made changes in accounting policies during 1976-77. Such changes have been applied retroactively so that the accounting policies described in Note 1 have been reflected in the accompanying statements.

The following is a summary of previous practices:

#### Allowance for doubtful accounts

Previously the allowance determined by the Corporation was not recorded to reduce the assets to estimated realizable value or reflected in the statement of income and expense.

Losses incurred during the year under the Farm Syndicates Credit Act were previously written off and regarded as an expense in the statement of income and expense.

### Employee termination benefits

Previously no provision was made in the accounts for benefits accruing to employees, payments of benefits being expensed by the Corporation when paid.

The changes in accounting policy had the effect of increasing, by \$698,426, the operating loss for the year incurred under the Farm Credit Act, of which amount, \$512,426 was related to the provision for doubtful accounts and \$186,000 to the provision for employee termination benefits. The balance of Deficit-Farm Credit Act at March 31, 1976, previously reported as retained earnings of \$778,327 has been restated to show a retroactive charge of \$1,735,800 representing the estimated allowance for doubtful accounts and provision for employee termination benefits required at that date. Of this amount, a charge of \$110,800 in respect of the provision for doubtful accounts and a credit of \$29,000 in respect of the provision for employee termination benefits were applicable to the year ended March 31, 1976, and have been reflected in the statement of income and expense for that year. An amount of \$1,654,000 is applicable to years prior to April 1, 1975, and has been applied to reduce retained earnings at that date, previously reported as \$776,649. These amounts represent non-cash expenses which have not been recovered through parliamentary appropriation.

The change in accounting policy had no effect on the net profit for the year under the Farm Syndicates Credit Act. However, the balance of Retained Earnings—Farm Syndicates Credit Act at March 31, 1976, previously reported as \$226,828 has been restated to show a retroactive charge of \$60,000 representing the estimated allowance for doubtful accounts required at that date. Of this amount, a charge of \$7,000 was applicable to the year ended March 31, 1976. An amount of \$53,000 is applicable to years prior to April 1, 1975, and has been applied to reduce retained earnings at that date, previously reported as \$171,039.

### 3. Long-term receivables

Outstanding amounts are receivable over periods of up to thirty years at interest rates in effect at the time of approval.

	Period not exceeding	Annual interest rate%	Outstan 1977	ding amount (in thousands) 1976
Loans to farmers	30 years	5-10	\$2,264,017	\$1,978,786
Loans to farm syndicates	15 years	61/4-10	11,887	12,776
Agreements for sale	30 years	5-10	12,253	12,125
			\$2,288,157	\$2,003,687

A summary of the long-term receivables in the aggregate, by annual interest rate and fiscal year of maturity, is as follows:

Annual interest rate	Maturities by fiscal year (in thousands)						
%	Total	1978	1979	1980	1981	1982	2007
5-5%	\$ 371,295	\$ 30,980	\$18,991	\$19,503	\$20,015	\$20,417	\$ 261,389
6-6%	362,161	24,072	11,265	11,551	11,928	12,392	290,953
7-71/8	542,332	31,016	12,668	13,533	14,423	15,315	455,377
8-8%	698,463	41,023	13,895	14,791	15,492	16,149	597,113
9-9%	270,821	12,673	3,870	4,206	4,570	4,944	240,558
10	43,085	1,048	650	693	692	724	39,278
	\$2,288,157	\$140,812	\$61,339	\$64,277	\$67,120	\$69,941	\$1,884,668

At March 31, 1977, accrued interest of \$87,033,000 (\$72,372,000-1976) and arrears of \$15,541,000 (\$10,366,000-1976) are included and are shown as maturing in the year ending March 31, 1978.

Prepayments of principal from borrowers of \$33.7 million (\$36.1 million – 1976) were received during the year and applied as a reduction of principal. As a result, this amount has reduced the principal which would have normally become due in future years.

#### 4. Real estate

This represents farm property held by the Corporation for resale and is carried at the lower of cost and net realizable value. It consists of property acquired in the process of administering the outstanding loans to farmers and to farm syndicates and must be disposed of by the Corporation within five years of acquisition or such further period as the Governor in Council may prescribe.

### 5. Due to Canada

The amount due to Canada of \$1,591,074 (\$474,104-1976) is in respect of operations during the year under the Farm Credit Act and under the Small Farm Development Program and is determined as follows:

	1977	1976
Operations under the Farm Credit Act-		
Funds received from Agriculture Vote 60 (Vote 65-1976)	\$2,400,000	\$3,900,000
Less: Portion of operating loss recoverable	958,609	3,513,624
	1,441,391	386,376
Operations under the Small Farm Development Program-		
Funds received from Agriculture Vote 1	738,070	825,000
Less: Administrative expense	675,896	819,260
	62,174	5,740
Excess of income over expense	87,509	81,988
	\$1,591,074	\$ 474,104

### 6. Canada loans

The Corporation has borrowed funds, secured by note, from the Minister of Finance for the purpose of making farm loans, pursuant to section 13 of the Farm Credit Act and section 8 of the Farm Syndicates Credit Act. The Corporation also borrows funds pursuant to the Farm Credit Act, as authorized by Order in Council P.C. 1972-1490, dated June 29, 1972, for the purposes of the Small Farm Development Program. These borrowings are repayable in accordance with the terms and interest rates prescribed at the time of borrowing.

Outstanding amounts as at March 31, 1977, are as follows:

	Period not exceeding	Annual interest rate %		ding amount in thousands) 1976
Farm Credit Act	20 years	3½-9	\$2,130,174	\$1,863,067
Farm Syndicates Credit Act	5 years	51/4-9	11,629	12,499
Small Farm Development Program	20 years	6-9	10,380	10,136
Accrued interest	v		51,694	43,111
			\$2,203,877	\$1,928,813

A summary of the Canada loans in the aggregate, by annual interest rate and fiscal year of maturity, is as follows:

Annual interest rate	Maturities by fiscal year (in thousands)						
%	Total	1978	1979	1980	1981	1982	through 1998
3-47/8	\$ 18,147	\$ 2,698	\$ 2,260	\$ 2,353	\$ 2,451	\$ 2,552	\$ 5,833
5-57/8	303,188	35,387	28,709	29,767	31,063	32,761	145,501
6-67/8	654,680	46,857	38,094	40,544	43,152	45,929	440,104
7-7%	551,699	28,471	19,969	21,367	22,550	23,426	435,916
8-8%	530,613	29,019	12,293	13,304	14,401	15,592	446,004
9	145,550	4,428	3,196	3,456	3,555	3,680	127,235
	\$2,203,877	\$146,860	\$104,521	\$110,791	\$117,172	\$123,940	\$1,600,593

The amounts outstanding as of March 31,1977, include accrued interest totalling \$51,694,000 (\$43,111,000-1976) and are shown as maturing in the year ending March 31,1978.

### 7. Contributed capital

The contributed capital of the Corporation represents the amount received from Canada under section 12 of the Farm Credit Act. The present statutory limit on this amount is one hundred million dollars.

#### 8. Income taxes

The Corporation excludes funds provided by parliamentary appropriation from its income for income tax purposes. The resulting loss carry forward which may be applied as a reduction of taxable income in future years amounts to \$26,004,124 and the potential tax benefits of this carry forward will expire on the following dates:

March 31, 1978	\$ 8,556,522
March 31, 1979	6,588,461
March 31, 1980	4,150,140
March 31, 1981	3,380,913
March 31, 1982	3,328,088
	\$26,004,124

Revenue Canada-Taxation has issued Notices of Reassessment dated January 25, 1977, for the fiscal periods 1972 through 1975 which include in income, funds received under the parliamentary appropriation for recovering the Corporation's operating loss. The effect of the reassessments, if upheld, would be to reduce the loss carry forward for tax purposes as at March 31, 1977, from \$26,004,124 to \$2,462,562 assuming similar assessments for 1976 and 1977. A Notice of Objection has been filed by the Corporation for each of these reassessments.

#### 9. Interest rates

Loans to farmers bear an interest rate from the date of approval equal to the base rate defined in section 3(3) of the Farm Credit Act Interest Rates Regulations plus one per cent. The base rate is determined using the average yield on Government of Canada bonds payable in Canadian currency and due to mature in five to ten years. The lending rate is established for six month periods commencing April 1st and October 1st each year and applies to all loans approved in the related six month period.

However, if a new loan under the Farm Credit Act is made, a portion of which is to be used to repay an existing Farm Credit Act loan, the current lending rate and the rate on the existing loan are blended and a composite rate charged. Except for the provision for blended rates, rates on loans to farm syndicates are determined in the same manner using the yield on Government of Canada bonds maturing in one to five years plus one per cent.

Interest rates on borrowings from Canada by the Corporation under section 13 of the Farm Credit Act are established for six-month periods commencing April 1st and October 1st each year in accordance with the terms and conditions approved by the Governor in Council. Similarly, rates on borrowings under section 8 of the Farm Syndicates Credit Act are set on these dates for the same six-month periods.

#### 10. Commitments to borrowers

Loans to borrowers approved but not disbursed as at March 31, 1977, amounted to \$39.9 million most of which were approved at 10%. It is expected that the majority of these loans will be disbursed within the six-month period ending September 30, 1977, from funds to be borrowed by the Corporation from Canada at 8¼%.

### 11. Comparative figures

Certain figures for the previous year have been restated to conform to the current year's presentation.

#### 12. Anti-Inflation Act

Under this legislation, the Corporation is subject to mandatory compliance with the controls on employees' compensation.

Toutefois, lorsqu'un nouveau prêt consenti en vertu de la poi sur le crédit agricole sert en partie à rembourser un prêt S.C.A. actif, on combine le taux d'intérêt courant et le taux d'intérêt sur ce prêt actif afin d'obtenir un taux d'intérêt composé. Sauf les taux combinés, les taux d'intérêt sur les prêts consentis aux syndicats agricoles sont déterminés de la même façon c.-à-d. en prenant le rendement des obligations fédérales venant à échéance dans une à cinq années et en y ajoutant 1%.

Les taux d'intérêt sur les emprunts de la Société auprès du Canada en vertu de l'article 13 de la Loi sur le crédit agricole sont établis au début de chaque semestre, soit le let avril et le let octobre de chaque année, en conformité avec les modalités et les conditions approuvées par le Gouverneur en conseil. De même, les taux d'intérêt sur ses emprunts en vertu de l'article 8 de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles sont fixés à ces mêmes dates et s'appliquent au cours des mêmes semestres.

### 10. Engagements envers les emprunteurs

Les prêts approuvés aux emprunteurs mais non déboursés au 31 mars 1977 s'élevaient à \$39.9 millions. La plupart portaient un taux d'intérêt de 10%. On prévoit que la majorité de ces prêts seront déboursés dans le semestre se terminant le 30 septembre 1977 à même les fonds que la Société empruntera du Canada à 81/%.

### 11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres relatifs à l'année précédente ont été reformulés afin de les rendre compatibles avec la présentation de l'année courante.

### 12. Loi anti-inflation

La Société est tenue de se conformer aux contrôles imposés sur la rémunération de ses employés dans le cadre de cette loi.

### 7. Capital d'apport

Le capital d'apport de la Société représente le montant reçu du Canada en vertu de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole. La limite statutaire relative à ce montant s'établit présentement à cent millions de dollars.

### 8. Impôt sur le revenu

La Société exclut les fonds obtenus au moyen d'un crédit parlementaire, lors du calcul de ses revenus pour fins d'impôt. La perte qui en découle et qui peut être reportée pour être appliquée en réduction du revenu imposable au cours des années ultérieures s'élève à \$26,004,124. Les bénéfices retirés de ce report s'épuiseront aux dates suivantes:

\$26,004,124	
880,828,8	le 31 mars 1982
816,088,8	1881 anars 1981
041,031,40	le 31 mars 1980
194,883,8	e 31 mars 1979
779'999'8 \$	le 31 mars 1978

Revenu Canada—Impôt a émis des avis de nouvelle cotisation le 25 janvier 1977 à l'égard des exercices 1972 à 1975 afin d'inclure dans les revenus les crédits parlementaires obtenus et de recouvrer la perte d'exploitation de la Société. Si ces nouvelles cotisations sont maintenues, la perte reportée pour fins d'impôt au 31 mars 1977 sera réduite de \$26,004,124 à \$2,462,562 en présumant que des cotisations similaires seraient faites pour 1976 et 1977. La Société a déposé un avis d'opposition à l'égard de chacune de ces nouvelles cotisations.

### 9. Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sur les prêts consentis aux agriculteurs sont fixés à compter de la date de l'approbation. Ces taux correspondent à un pour cent plus le taux de base défini dans l'article 3(3) du Règlement sur les taux d'intérêt de la Loi sur le crédit agricole. Le taux de base est déterminé en utilisant le rendement moyen des obligations fédérales payables en monnaie canadienne et devant venir à échéance dans cinq à dix ans. Le taux d'intérêt est établi pour des périodes de six mois commençant le let avril et le let octobre de chaque année et il s'applique à tous les prêts approuvés durant le semestre en question.

Le montant à payer au Canada s'élève à \$1,591,074 (\$474,104 en 1976). Il a trait aux opérations effectuées au cours de l'année en vertu de la Loi sur le crédit agricole et en vertu du Programme de développement des petites fermes, et il se répartit comme suit:

011747 8	\$40'169'1\$	
886,18	609'48	cédent des revenus sur les dépenses
£7,0	471,23	
000,8 <u>2</u> 8 082,918	968'2L9 0L0'8EL	ations en vertu du Programme de développement des petites fermes– nds reçus d'Agriculture Canada, Crédit I oins: Dépenses administratives
18,688	166,144,1	
29,612,6	609'826 000'00\bullet'7\$	ations en vertu de la Loi sur le crédit agricole— nds reçus d'Agriculture Canada, Crédit 60 (Crédit 65 en 1976) oins: Portion recouvrable de la perte d'exploitation
1970	2261	ologima tibbro of rue in I of oh utrou no anoite

6. Emprunts auprès du Canada

La Société a emprunté des fonds garantis par billet, auprès du ministre des Finances, afin de consentir des prêts agricoles en conformité avec l'article 13 de la Loi sur le crédit agricole et de l'article 8 de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles. La Société emprunte également des fonds dans le cadre de la Loi sur le crédit agricole, en conformité avec le décret C.P. 1972-1490, daté du 29 juin 1972, pour les besoins du Programme de développement des petites fermes. Ces emprunts sont remboursables en conformité avec les modalités et les taux d'intérêt prescrits au moment de l'emprunt. Les montants non soldés au 31 mars 1977 s'établissent comme suit:

oblos non ta	Monta	Taux	Période	
ers de dollars)	oillim nə)	d'intérêt	n'excédant	
9461	2261	% lənuuv	bss	
490'898'I\$	\$2,130,174	6-%E	sns 02	Loi sur le crédit agricole
12,499	679'11	6-½g	sus d	Loi sur le crédit aux syndicats agricoles
981,01	10,380	6-9	sas 02	Programme de développement des petites fermes
111,84	<b>†69</b> '19			Intérêt couru
£18,829,13	\$2,203,877			

Le montant global des emprunts auprès du Canada, réparti selon le taux d'intérêt annuel et l'année financière d'échéance, s'établit comme suit:

E86I		ancière	<b>s par année fin</b> s de dollars)				xuaT 1919tni'b
8661	1982	1861	0861	6261	8261	Total	% Jənuus
EE8,5 - 8	8 57225	127.2 8	8 57323	097.7 \$	869'7 \$	741,81 \$	474-E
145,501	32,761	890,18	797,62	607,82	786,36	881,808	8/ <sub>2</sub> G-G
t01'0tt	676'97	43,152	40,544	₹60,88	<i>L</i> 98'9₹	089,439	8/29-9
±32′610	53,426	055,250	798,12	696,61	174,82	669,155	821-1
t00°9††	12,592	104,41	13,304	12,293	56,019	530,613	8/18-8
127,235	089,8	3,555	997'8	961'8	824,4	145,550	6
\$1,600,593	\$153,940	271,7118	167,0118	122,4018	098,841\$	478,203,877	

Les montants non soldés au 31 mars 1977 incluent un intérêt couru s'élevant à \$51,694,000 (\$43,111,000 en 1976) et paraissent comme venant à échéance dans l'année se terminant le 31 mars 1978.

Le changement de méthodes comptables n'a pas modifié le profit net de l'année sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles. Toutefois, le solde des bénéfices non répartis en vertu de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles au 31 mars 1976, qui avait été inscrit à \$226,828, a représente l'allocation estimative pour créances douteuses requises à cette date. De ce montant, un débit de \$7,000 s'appliquait à l'année terminée le 31 mars 1976. Un montant de \$53,000 s'appliquait aux années antérieures au 1<sup>er</sup> avril 1975 et a été utilisé pour réduire les bénéfices non répartis à cette date, qui avaient été inscrits à \$171,039.

parlementaire. qui n'ont pas été recouvrées au moyen d'un crédit dépenses n'entraînant pas d'entrées ou de sorties de fonds été rapporté à cette date. Ces montants constituent des de réduire les bénéfices non répartis de \$776,649 qui avait années antérieures au 1<sup>er</sup> avril 1975 et a été appliqué afin même année. Un montant de \$1,654,000 s'appliquait aux été incorporés à l'état des revenus et dépenses de cette s'appliquaient à l'année terminée le 31 mars 1976, et ils ont la provision pour indeminités de cessation d'emploi, qui provision pour créances douteuses et un crédit de \$29,000 à montant comportait un débit de \$110,800 au chapitre de la provision pour indemnités de cessation d'emploi. Ce de la provision estimative pour créances douteuses et de la rajusté rétroactivement en y débitant \$1,735,000 au chapitre faisait état de bénéfices non répartis de \$778,327, a été en vertu de la Loi sur le crédit agricole au 31 mars 1976, qui pour indemnités de cessation d'emploi. Le solde du déficit provision pour créances douteuses et \$186,000 à la provision de l'année. De ce montant, \$512,426 étaient affectés à la sur le crédit agricole a été augmentée de \$698,426 au cours comptable, la perte d'exploitation subie en vertu de la Loi Par suite des changements apportés à la convention

### 3. Montants à recevoir à long terme

Les montants à recevoir sont exigibles sur des périodes pouvant atteindre trente années et portent les taux d'intérêt qui étaient en vigueur au moment de l'approbation du prêt.

786,800,2\$	\$2,288,157			
12,125	12,253	9-10	sns 08	Contrats de ventes
12,776	788,11	01-1/19	. sue gl	Prêts aux syndicats agricoles
984'846'1\$	\$2,264,017	01-9	ans 08	Prêts aux cultivateurs
9461	<b>LL6</b> I	% lənuus	sed	
ers de dollars)	oillim n9)	d'intérêt	n'excédant	
splos non in	Monta	xusT	Période	

Le montant global des sommes à recevoir à long terme, réparti selon le taux d'intérêt annuel et l'année financière d'échéance, se résume comme suit:

899'788'1\$	146'69\$	\$67,120	<i>LL</i> Z'₹9\$	688,18\$	\$140,812	42,288,157	
872,88	<b>₽27</b>	769	869	099	840,1	43,085	01
840,558	₽₽6°₽	075,₽	4,206	3,870	12,673	128,072	8/26-6
511,793	641,81	16,492	14,791	368,81	41,023	894,863	828-8
756,377	15,315	14,423	13,533	12,668	310,18	242,332	8/22-2
290,953	12,392	826,11	133,11	11,265	24,072	191,288	8/29-9
\$ 561,389	\$20,417	\$20,015	809'61\$	166,81\$	086'08 \$	\$ 371,295	8/2-9
£ 2002	1982	1861	0861	6261	8261	IstoT	% Jənuur
£861		ère	r année financi dollars)	Echéances pa (en milliers de d			Taux 1919tni'b

Un intérêt couru de \$87,033,000 (\$72,372,000 en 1976) et des arrérages de \$15,541,000 (\$10,366,000 en 1976) sont inclus au 31 mars 1977 et identifiés comme venant à échéance au cours de l'année se terminant le 31 mars 1978.

Au cours de l'année, la S.C.A. a reçu des emprunteurs \$33.7 millions (\$36.1 millions en 1976) en paiements anticipés du principal. Elle a appliqué ce montant en réduction du principal, ce qui a entraîné une réduction du principal qui devrait normalement venir à échéance au cours des prochaines années.

4. Biens-fonds

Ce montant représente les propriétés détenues par la Société pour fins de ventes. Le montant indiqué est le moins élové entre le prix coûtant et la valeur réalisable nette. Ces propriétés sont acquises dans le cadre de l'administration des prêts non soldés auprès d'agriculteurs et de syndicats agricoles, et la Société doit s'en départir dans les cinq années suivant l'acquisition ou au cours de toute période que peut prescrire le Gouverneur en conseil.

### 7791 sasm 18 us aux états financiers Notes jointes

les prêts sont inscrits à titre de revenus au moment du date de réception. Les honoraires d'évaluation gagnés sur d'emprunt paraissent à titre de revenus à compter de la Les honoraires d'évaluation perçus lors de la demande

revenus au fur et à mesure. frais de mainlevée et de quittance sont inscrits à titre de titre de revenus aux dates d'échéance applicables. Les Les frais de surveillance sont inscrits annuellement à déboursement des prêts.

déboursement des prêts. agricoles paraissent à titre de revenus au moment du Les frais de service gagnés sur les prêts aux syndicats

Prestations de cessation d'emploi

dans l'état des revenus et dépenses. fin font partie des salaires et avantages sociaux rapportés couvrir ces paiements. Les montants déboursés à cette ou de leur retraite. Le bilan comporte une provision pour de leurs services, et leur sont versées lors de leur départ genéralement au compte des employés pendant la durée Les prestations de cessation d'emploi s'accumulent

2. Modifications aux conventions comptables

cr-dessous. Un bref résumé des pratiques antérieures vous est fourni lors de la préparation des états innanciers actuels. conventions comptables décrites dans la note 1 ont servi changements rétroactivement de sorte que les conventions comptables en 1976-1977. Elle a appliqué ces La Société a apporté des changements dans ses

Provision pour créances douteuses

l'état des revenus et dépenses. valeur estimative réalisable et n'était pas incorporé dans comptabilisée de sorte que l'actif n'était pas réduit à sa Par le passé, la provision établie par la Société n'était pas

poste de dépense à l'état des revenus et dépenses. cours de l'année étaient radiées et considérées comme un Par le passé, les pertes subies en vertu de la L.C.S.A. au

Prestations de cessation d'emploi

réellement déboursées par la Société. indemnités paraissait seulement lorsque celles-ci etaient provision dans les états financiers. Le paiement de ces compte des employés n'étaient pas couvertes par une Par le passé, les indemnités qui s'accumulaient au

> Objectif de la société 1. Résumé des principales conventions comptables

syndicats agricoles. Cette loi a remplacé la Loi sur le autorisé sous le régime de la Loi sur le crédit aux La Société administre également un programme de crédit le régime de la Loi sur le crédit agricole. rentables en leur fournissant du crédit à long terme sous établir et à aménager des exploitations agricoles objectif prioritaire est d'aider les agriculteurs canadiens à succèder à la Commission du prêt agricole canadien. Son la Loi sur le crédit agricole, le 5 octobre 1959 afin de La Société du crédit agricole a été constituée, en vertu de

machines aratoires, de bâtiments de ferme et afin de se partager le coût de l'achat et de l'utilisation de prêter aux agriculteurs qui se regroupent en syndicats votée le 11 décembre 1964. L'objectif de la L.C.S.A. est de crédit aux syndicats de machines aratoires qui avait été

La Société présente des états financiers séparés pour les rapport aux dépenses est versé au Canada. remboursés par le minisère, et l'excédent des revenus par occasionnés à la Société par ce programme lui sont fermes d'Agriculture Canada. Les frais d'administration composante du Programme de développement des petites crédit agricole, relève du Plan de transfert des terres, une complémentaire à ses activités en vertu de la Loi sur le ministre de l'Agriculture. Ce service, qui est terres agricoles en vertu d'un accord conclu avec le La Société fournit un service d'achats et de ventes de d'équipement fixe.

transactions qui ont trait à chacune de ces activités.

Provision pour créances douteuses

titre de provision pour créances douteuses. prêts et les changements dans la provision sont Les pertes réelles sur les prêts, les recouvrements sur les estimation des pertes probables connues. subir sur la base des résultats antérieurs, ainsi qu'une futures non encore identifiées que la Société s'attend à 31 mars 1977. Elle inclut une estimation des pertes sattend dencourir sur les comptes en souffrance au provision représente les pertes estimatives que la Société syndicats agricoles ainsi qu'aux contrats de ventes. Cette consentis aux agriculteurs, aux prêts consentis aux La provision pour créances douteuses a trait aux prêts

incorporés dans l'état des revenus et dépenses approprie à

l'outefois, il ne s'est pas avéré nécessaire de recourir à recouvrées au moyen d'un crédit parlementaire approprie. développement des petites fermes peuvent être immobilières faites en vertu du Programme de Les pertes en capital découlant des transactions

cette disposition jusqu'à maintenant.

Comptabilisation des revenus

d exercice. paraissent à titre de revenus sur une base de comptabilite syndicats agricoles ainsi que sur les contrats de ventes Lintérêt sur les prêts aux agriculteurs, sur les prêts aux

\$454,865,723	860'908'997\$
<del>109'664'9</del>	<b>496,886,8</b>
088,718,87 000,004,11 987,84	264,886,88 000,007,01 760,68
000,000,835\$	\$350,500,000
9261	<i>LL</i> 61

\$454,865,723	£60'908'99\\$
(624,454)	2,045,065
(487,620,8)	188,887,2
274,609,£I	14,660,244
72,114,095	027,810,48
166,864,278	353,323,183
878,872,601	940,278,246
692,877,774	677'969'977\$

## pour l'année terminée le 31 mars 1977 État de l'évolution de la situation financière

## Provenance des fonds

du Canada Augmentation des intérêts courus sur les emprunts auprès Profit net-Loi sur le crédit aux syndicats agricoles Capital d'apport du Canada les emprunteurs Remboursements et paiements anticipés du principal par Emprunts auprès du Canada

### Utilisation des fonds

Prêts aux emprunteurs

Moins: Montant refinancé

Autres Augmentation (diminution) de l'encaisse Augmentation des intérêts courus sur les prêts aux emprunteurs Remboursement des emprunts auprès du Canada

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

### (Constituée en vertu de la Loi sur le crédit agricole) Société du crédit agricole

SƏJ	oomge s	syndicat	anx	e credit
la Loi sur				

s sur les prêts aux syndicats agricoles s sur les emprunts auprès du Canada	
,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	sunavaA

Moins: Provision pour créances douteuses (note 2)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Moins: Montant récupéré du crédit 1 de l'Agriculture

Droits accompagnant les demandes et autres frais

Moins: Intérêts sur les emprunts auprès du Canada

Intérêts gagnés sur les contrats de vente

Excédent des revenus sur les dépenses à payer au Canada (note 5)

Dépenses affectées aux opérations en vertu de ce programme

Dépenses affectées aux opérations sous le régime de cette Loi

Frais de service et autres

développement des petites fermes Opérations en vertu du Programme de

Honoraires juridiques et autres

Dépenses

Revenus

Profit net

agricoras	syndicats	vne unara	a
THE TOUT HE ON OTH	TSAT AT CHA	CENTATA	

990 19	002 40
\$15,87 \$14,8	12,424
\$725,098 <b>646,524</b>	\$71,117
9261	2261
22162	6
684'87 \$	<b>260'68</b> \$
800'L	911
767,88	39,243
101,47	788,27

112,125

43,048

440'69

604'618

**4461** 

984'816\$

159,898

297,03

££9'64

822,887

9461

198'498\$

886,18 \$	609'48 \$
092,918	968 <b>'</b> 949 968 <b>'</b> 949
256,22 786,337	661'91 269'699
886,18	609,78
\$15,87 \$14,8	7 <b>5,085</b> 12,424
\$725,098 \$725,098	\$71,117 471,117

## État des revenus et dépenses pour l'année terminée le 31 mars 1977

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Opérations sous le régime de la Loi sur le crédit agricole

221,08 \$	974,869 \$	Perte nette (note 2)
429,513,624	609'896	(Orédit 65 en 1976)
9 <del>1</del> 7,868,8	7,657,035	Perte d'exploitation Moins: Comblée par le crédit 60 de l'Agriculture
		Toute d'omileite tries
286,418,81	15,562,429	
884,078	673,287	sərrif sətitəq səb
		tamicats agricoles et le Programme de développement
( (		Moins: Affecté aux opérations selon la Loi sur le crédit aux
14,385,370	16,295,008	
882,032	926,972	ZiĐVÍŒ
£14,77	169'62	Affranchissement et messageries
009'84	82,650	Amortissement
829,821	124,492	Impressions, papeterie et fournitures de bureau
647,691	₽82,781	Location et entretien de l'équipement de bureau
166,261	086,712	anodqələT
109,122	512,426	Provision pour créances douteuses (note 2)
898'916	899'220'I	Location de bureaux
1,125,759	1,248,430	Solvages of processing the company of the company o
11,271,307	120,444,071	Dépenses Salaires et prestations aux employés (note 2)
981,126,6	766,300,E1	Sostotoge
888,833	102,229	Autres revenus d'intérêt
138,811,1	181,610,1	Honoraires gagnés
766,772,8	12,264,012	
921,014,811	198,717,681	Moins: Intérêts sur les emprunts auprès du Canada
\$121,889,121\$	878,186,1318	Intérêts gagnés sur les prêts aux cultivateurs
	020 100 1210	Веvenus
9261	<i>22</i> 61	
3201	201	

ž.,

## État du déficit - Loi sur le crédit agricolepour l'année terminée le 31 mars 1977

874,738 \$	668,359,1\$
135,778 221,08	874,786 824,868
500,000	010,800
(679'922) \$	(728,877) \$
9261	<i>LL6</i> 1

attar atrad
Solde redressé
Etablissement d'une provision pour prestations de cessation d'emploi
Etablissement d'une provision pour créances douteuses
Redressement pour les années antérrieures (note 2)
Solde déjà établi
Déficit (bénéfices non répartis) au début de l'année

### État des bénéfices non répartis - Loi sur le crédit aux syndicats agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1977

878'991 \$	\$ 205,925
987,84 987,84	828,821 790,92
000,83	000'09
680,171 \$	878'977 \$
9261	<i>LL</i> 61

Solde redressé
Solde au début de l'année Solde déjà établi Redressement pour les années antérieures (note 2) Établissement d'une provision pour créances douteuses

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Solde à la fin de l'année

Solde à la fin de l'année

Profit net

## 31 mars 1977 Bilan au

Actif

Biens-fonds (note 4)
Moins: Provision pour créances douteuses (note 2)
Encaisse Comptes à recevoir Prêts aux cultivateurs garantis par hypothèques (note 3) Prèts aux syndicats agricoles garantis par billets (note 3) Contrats de vente (note 3)

Moins: Amortissement accumulé Ameublement, equipement et vénicule, au prix coutant

Passif

000'000'92	000'002	1,68	Capital d'apport (note 7)
			Aroir du Canada
782,818 000,821,1 118,218,829,1	99+,778 000,118 901,781	i'I	Accourtements autres dépôts d'avance et autres dépôts Provision pour prestations de cessation d'emploi (note 2) Emprunts auprès du Canada (note 6)
729,899 \$	₹20°169 988°926		Comptes à payer et passif couru A payer au Canada (note 5) Recouvrements d'assurance-feu, honoraires d'évaluations perçus

Bénéfices non répartis-Loi sur le crédit aux syndicats agricoles Déficit-Loi sur le crédit agricole

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom de la Société:

009'811'867'7\$

\$2,293,143,500

059,820,782,2 1,130,000

2,288,156,630

2,264,016,264

12,253,291

270,788,11

53,540

**4461** 

269'869'9

887,988

099'999

862,898

30,000

206,925

(668,656,1)

756'757'900'7\$

125,006,434,934

739,818

972,768

911,233

600'66

008'049 150,786,500,2

12,125,304

12,776,351

11,021

9461

2,934,716

976, 887, 870, I

152,010,500,2

878'991

(874,739)

/3 X Tustonoen

Contrôleur-trésorier

Certifié exact:

D. S. Man

Président

L'honorable Eugène F. Whelan, C.P. député Ministre de l'Agriculture Ottawa (Ontario)

J'si vérifié le bilan de la Société du crédit agricole au 31 mars 1977 ainsi que l'état du déficit—Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, l'état des bénéfices non répartis—Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, l'état de l'évolution de la situation financière pour l'année terminée à cette date. Mon examen a été effectué et l'état de l'évolution de la situation généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 1977 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'année terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus lesquels, suite aux effets apportées rétroactivement par les modifications énoncées à la note 2 jointe aux états financiers, ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

De plus, je déclare que la Société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Lauditeur général du Canada,

J. J. Macdonell

Ottava (Ontatao) 7781 niui 8 91



Farm Credit Socièté du crédit Corporation agricole

> financiers financiers

Etats

année close le 31 mars 1977



DB41 - A55

# Annual Report Rapport Annuel 1977-78







June 16, 1978

The Honourable Eugene Whelan, P.C., M.P. Minister of Agriculture, House of Commons, Ottawa, Ontario

### Dear Mr Whelan:

I have the pleasure of submitting the nineteenth Annual Report of the Farm Credit Corporation and the financial statements for the fiscal year ending March 31, 1978.

The past year was marked by three significant events within the Corporation. We began the implementation of a number of the recommendations put forth in the Management Audit carried out by the Sibbald Group. We prepared a Bill recommending a number of amendments to the Farm Credit Act. In December of 1977, I had the honour of replacing Dr. B.H. Kristjanson as Chairman of the Corporation.

Our lending activities were restricted to loan approvals to applicants demonstrating the greatest need and these efforts helped us to remain within our budgetary lending limits.

On behalf of the Members of the Corporation, I sincerely wish to thank all staff for their loyalty and sustained effort even in difficult times. I also wish to acknowledge the work and support of the members of the national Advisory Committee and the provincial Appeal Boards.

Sincerely,

Rolland P. Poirier

le 16 juin 1978

L'honorable Eugene Whelan, C.P., député, Poblications Ministre de l'Agriculture, Chambre des Communes. Ottawa, Ontario

Government

Monsieur le Ministre,

Il me fait plaisir de vous présenter le dix-neuvième Rapport annuel de la Société du crédit agricole ainsi que les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1978.

Je veux attirer votre attention sur trois faits principaux qui ont marqué les activités de la Société pendant ce dernier exercice. Nous avons commencé à mettre en pratique plusieurs des recommandations mises de l'avant par le rapport découlant de l'Etude administrative faite par le groupe Sibbald. Nous avons préparé un Bill suggérant un certain nombre d'amendements à la Loi sur le crédit agricole. J'ai eu l'honneur d'être appelé, en décembre 1977, à remplacer le Dr. B.H. Kristjanson au poste de Président de la Société.

En suivant une politique d'approbation des prêts qui tenait compte du besoin réel des clients, nous sommes parvenus à nous maintenir dans les limites fixées par les directives budgétaires.

Au nom des membres-directeurs de la Société, je remercie sincèrement tous les employés pour leurs efforts soutenus et leur loyauté, même pendant certaines périodes difficiles. Je tiens également à exprimer ma sincère reconnaissance aux membres du Conseil consultatif national et des Commissions d'appels provinciales.

Votre tout dévoué, le président.

Rolland P. Poirier



## Table of Contents

The Story of Loan Limits	3
Highlights	6
Chairman's Report	7
Operations under the Farm Credit Act	10
Operations under the Farm Syndicates Credit Act	15
Operations under the Small Farm Development Program	16
Administration	17
Financing	18
Outstanding Borrowings from the Minister of Finance	20
Loans Approved During the Past Three Years	22
F.C.A. Loans Disbursed	24
Accounts Outstanding	26
Members of the Corporation	28
Members of the Advisory Committee	28
Chairmen of Appeal Boards	29
Head Office	30
List of F.C.C. Offices	31



## Table des matières

L'Historique des limites de prêts	3
Sommaire	6
Rapport du Président	7
Activités sous le régime de la Loi sur le crédit agricole	10
Activités sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles	15
Activités en vertu du Programme de développement des petites fermes	16
Administration	17
Financement	18
Emprunts à rembourser au Ministre des Finances	20
Prêts approuvés au cours des trois dernières années	22
Prêts L.C.A. déboursés	24
Comptes arrêtés	26
Membres de la Société	28
Membres du Comité consultatif	28
Présidents des Commissions d'appel	29
Siège social	30
Liste de bureaux S.C.A.	31

<sup>\*</sup>The Financial Statements appear on an insert in the back cover.

<sup>\*</sup>Les états financiers paraissent dans un livret qui est inclus dans la pochette à l'intérieur de la couverture.

## The Story of Loan Limits

## L'Historique des limites de prêts

The predecessor to the Farm Credit Corporation, the Canadian Farm Loan Board, was established by an Act of Parliament in 1927. However, it wasn't until 1929 that this Act first became operative and then not in all provinces.

Over the years, the Canadian Farm Loan Act was amended on a number of occasions. The loan limit established under the Act in 1929 was \$10,000. The maximum loan available actually declined due to the depression in 1934 to \$7,500 and again in the following year to \$5,000 for a first mortgage and \$1,000 for a second mortgage.

It is interesting to note that total disbursements under the Canadian Farm Loan Act, from 1929 to 1960 inclusive, are less than half of the present annual disbursements. Under the Act, 56,760 loans were made totalling \$183,160,586 for an average loan of \$3,227.

La Commission du prêt agricole canadien, qui devait être subséquemment remplacée par la Société du crédit agricole, a été instituée par une loi du Parlement en 1927. Toutefois, l'application de cette loi n'a débutée qu'en 1929, et même alors elle ne s'appliquait pas dans toutes les provinces.

La Loi sur le prêt agricole canadien a été modifiée à plusieurs reprises au cours des années. La limite de prêt était de \$10,000 en 1929. Elle a effectivement regressé à \$7,500 en 1934 et de nouveau à \$5,000 en première hypothèque et à \$1,000 en deuxième hypothèque l'année suivante, alors que la dépression se faisait sentir.

Il est intéressant de noter que le montant total déboursé en vertu de cette loi entre 1929 et 1960 inclusivement, était inférieur à la moitié du montant que nous déboursons annuellement à l'heure actuelle. Au cours de cette période, 56,760 prêts totalisant \$183,160,586, et représentant un prêt moyen de \$3,227, ont été consentis.



With the passing of the Farm Credit Act in October 1959 came a whole new concept in the provision of government credit to farmers. The stated objective of the Act was "to assist competent Canadian farmers in the voluntary reorganization of their industry into economic family units each of which will be of sufficient size to produce, under the operation of its owner, the farm income necessary to meet all operating and maintenance costs, provide an adequate livelihood for the owner and his dependents and to retire any required credit, with interest, within an appropriate term". The Canadian Farm Loan Act was repealed.

### Dollar Limits on F.C.A. Loans Limites Monétaires-Prêts L.C.A.

Years Années	Part II Partie II	Part III Partie III	Part IV Partie IV		
1959-64	\$20,000	\$27,500	_		
1964-68	\$40,000	\$55,000	_		
1968-72	\$40,000 per qualifying applicant to a maximum of \$100,000	\$55,000 per qualifying applicant to a maximum of \$100,000	_		
	\$40,000 par requérant qualifié jusqu'à concurrence de \$100,000	\$55,000 par requérant qualifié jusqu'à concurrence de \$100,000	_		
1972-75	\$100,000	\$100,000			
1975-78	\$100,000	\$100,000 & \$150,000	\$150,000		
1978-	\$200,000 per qualifying applicant to a maximum of \$400,000. All Parts of the Act eliminated.				
	\$200,000 par requérant qualifié jusqu'à concurrence de				
	\$400,000 par exploitation. Toutes les parties de la LCA sont abolies.				

In the first three years of the Corporation's operations, the funds disbursed exceeded the total of all disbursements under the Canadian Farm Loan Act.

Including the 1978 amendments to the Act, loan maximums have changed five times. When the Act was established in 1959, the maximum was \$20,000 for a Part II loan and \$27,500 for a Part III loan. These limits were doubled in 1964 and in 1968 they were raised again to allow for more than one qualifying applicant per farm unit. In 1972, the maximums were increased to \$100,000 for both Part II and Part III loans, and in 1975, \$150,000 was established as the maximum for those under 35 years of age.

L'adoption de la Loi sur le crédit agricole en octobre 1959 marquait le début d'un concept entièrement nouveau dans le domaine de la fourniture du crédit gouvernemental aux agriculteurs. Cette loi visait à "aider les agriculteurs canadiens compétents à réorganiser volontairement leur industrie en unités familiales rentables, chacune étant de dimension suffisante pour produire, sous la gestion de son propriétaire, un revenu agricole suffisant pour couvrir tous les frais d'exploitation et d'entretien, assurer un niveau de subsistance adéquat au propriétaire et à sa famille, et rembourser tout le crédit requis, avec intérêt, à l'intérieur d'un terme approprié". La loi sur le prêt agricole canadien a été abrogée.

F.C.A. Disbursements Déboursements L.C.A.

Years Années	No. of Loans No de Prêts	Amount Montant	Average Loan Size Prêt Moyen
1960-65	35,289	\$ 435,686,509	\$12,346
1965-70	49,100	\$1,050,722,793	\$21,400
1970-75	29,205	\$1,141,656,491	\$39,091
1975-77	14,241	\$ 915,076,518	\$64,256
Total Totaux	127,835	\$3,543,142,311	\$27,716

Au cours de ses trois premières années d'exploitation, la Société a déboursé des fonds qui excédaient le total de tous les fonds déboursés en vertu de la Loi sur le prêt agricole canadien.

Le prêt maximal a été modifié à cinq reprises si l'on tient compte de la revision apportée en 1978. Lors de l'institution de la loi en 1959, le maximum était de \$20,000 en Partie II et de \$27,500 en Partie III. Ces limites ont été doublées en 1964, et elles ont été augmentées de nouveau en 1968 afin d'accepter plus d'un requérant qualifié par unité agricole. Les limites ont été augmentées en 1972, passant à \$100,000 tant en Partie II qu'en Partie III, et elles ont été augmentées à \$150,000 en 1975 pour les personnes âgées de moins de 35 ans.

Les modifications apportées en 1978 ont porté le prêt maximal à \$200,000 par exploitant qualifié et à \$400,000 par exploitation agricole simple.

The 1978 amendments increase the maximum loan to \$200,000 per qualifying applicant to a maximum of \$400,000 on a single farming enterprise.

Lending activity during the various time periods has also fluctuated greatly. It should be noted that funds disbursed in the two years, 1975-1977, are almost as great as the amount disbursed in the previous five-year period. In number of loans, there were more loans made in the 1965-70 period (49,100) than in any other five-year period.

To the extent possible, loan limits have always been based on the amount of capital required to develop a sound farm enterprise. In recent years, there has been considerable emphasis on assisting young people to establish themselves in agriculture. Usually, such persons have limited equity and require larger sums of money. Therefore, loan limits have been increasing on two fronts, that is, the maximum dollars and maximum percentage of the value of the security offered. The 1978 amendments to the Farm Credit Act enable the Corporation to lend up to 100 per cent of the market value of security offered to any applicant regardless of age.

Les activités de prêts ont également fluctuées fortement selon les périodes. Il est à noter que les fonds déboursés au cours des deux exercices 1975-1976 et 1976-1977, sont à peine moins élevés que le montant déboursé au cours de toute la période précédente de cinq ans, soit de 1970 à 1975. En fait, le nombre de prêts consentis dans la période de 1965 à 1970 (49,100) est plus élevé que dans toute autre période de cinq ans.

Les limites de prêts ont toujours été fondées dans la mesure du possible sur le montant de capital nécessaire pour aménager une exploitation agricole solide. Au cours des récentes années, on a mis fortement l'accent sur l'aide aux jeunes gens qui désiraient s'établir en agriculture. Ces personnes ont habituellement un avoir limité et ont besoin d'un montant élevé de capitaux. Par conséquent, les limites de prêts ont augmentées progressivement en fonction de deux critères, soit le montant limite du prêt et le pourcentage maximal de la valeur de la garantie offerte. Les dernières modifications apportées à la Loi sur le crédit agricole permettront à la Société de prêter jusqu'à concurrence de 100 pour cent de la valeur marchande de la garantie offerte, et ce à tout requérant indépendamment de son âge.



## Highlights under the Farm Credit Act

## Sommaire sous la Loi sur le crédit agricole

	1976-77	1977-78
Number of loans approved Nombre de prêts approuvés	4,465	7,066
Amount of loans approved Montant des prêts approuvés	\$301,432,990	\$558,177,900
Average amount of loans approved Moyenne des prêts approuvés	\$67,510	\$78,995
Amount of loans disbursed Montant des prêts déboursés	\$443,078,592	\$509,354,397
Number of loans outstanding Nombre de prêts aux livres	71,282	72,032
Principal amount outstanding Somme du capital prêté	\$2,185,835,036	\$2,476,005,063
Loans in good standing Remboursement satisfaisant	91.9%	91.2%



## Chairman's Report

## Rapport du Président

The past year was marked by a number of significant changes for the Farm Credit Corporation. In December 1977, Dr. Baldur Kristjanson, who had been Chairman of the Corporation since March 1975, opted for early retirement. Under his leadership, F.C.C. implemented a number of changes contained in the 1975 amendments to the Farm Credit Act and in response to further changes in Canadian agriculture, another series of amendments contained in Bill C-29 were recently passed by Parliament. I had the honour of being appointed as Chairman of the Farm Credit Corporation on December 29, 1977.

The fiscal year 1977-78 has seen a return to what can be termed more normal times for the Farm Credit Corporation. Farmers seem to have

regained some confidence in the future of agriculture, placing a greater demand on our funds. The Corporation was able to assist the rural economy with a total of \$558 million in loan approvals. We conformed to Treasury Board directives placing a maximum amount on the loans we could carry over into the next fiscal year, that is, loans which are approved in one year but disbursed in the next. In 1977-78, we approved loans totalling approximately \$63 million which will be disbursed in 1978-79.

It is evident that the financial resources available to the Corporation were not adequate to meet the demand of all applicants, many of whom met two of our three major eligibility criteria, that is:

- a) they satisfied our requirements as to age, maximum amount of loan needed and occupation;
- b) they offered adequate security and demonstrated good repayment capacity.

The third eligibility criterion established was to direct the funds available for lending to those applicants who could demonstrate the greatest need to borrow from the Corporation as opposed to borrowing from other conventional sources of credit. Implementing this criterion assisted the Corporation in distributing the available funds over the 12-month lending period.

I was happy to note that in 1977-78, a number of chartered banks announced new regular long-term agricultural lending programs. Provincial long-term lending programs continued at a rate similar to that of previous years and these agencies were able to meet part of the demand.



La Société du crédit agricole a été le théâtre d'un certain nombre de changements importants l'an passé. En décembre 1977, M. Baldur Kristjanson qui était le Président de la Société depuis mais 1975, décidait de prendre une retraite anticipée. Sous sa gouverne, la Société avait mis en oeuvre les modifications apportées à la Loi sur le crédit agricole en 1975, et avait mis en marche une série de modifications afin d'adapter cette loi aux nouveaux changements en agriculture. Ces modifications ont été votées récemment par le Parlement à l'intérieur du Bill C-29. J'ai été nommé Président de la Société du crédit agricole le 29 décembre 1977.

L'exercice 1977-1978 nous a ramenés à une situation un peu plus normale pour la Société du crédit agricole. La

confiance des agriculteurs envers l'avenir s'est quelque peu raffermie, et ceux-ci ont répondu en sollicitant un volume de crédit accru de la Société. Nous avons pu injecter un montant de \$558 millions en crédit sous forme de nouveaux prêts approuvés. Nous nous sommes conformés aux directives du Conseil du Trésor qui avait fixé un montant maximum pour les prêts reportés à l'exercice suivant, c'est-à-dire les prêts approuvés pendant une année financière et déboursés seulement l'année suivante. C'est ainsi qu'en 1977-1978 nous avons approuvé des prêts pour un montant de \$63 millions qui ne seront déboursés qu'en 1978-1979.

Il est évident que les ressources mises à la disposition de la Société pendant ce dernier exercice n'ont pas été suffisantes pour combler les besoins de tous ceux qui se sont adressés à nous, même si plusieurs d'entre eux satisfaisaient à deux de nos trois grands critères d'admissibilité, à savoir:

- (a) ils étaient qualifiés quant à l'âge, au montant maximum et à l'occupation du candidat;
- (b) ils offraient les garanties nécessaires et laissaient prévoir une capacité de remboursement suffisante.

Le troisième critère d'admissibilité est celui qui nous a permis de distribuer les sommes disponibles en fonction des besoins réels de l'emprunteur à faire appel à la Société plutôt qu'aux autres sources reconnues de crédit.

Ce critère nous a permis de mieux répartir les sommes disponibles pendant les douze mois de l'exercice. J'ai constaté avec plaisir qu'un certain nombre de banques à charte ont mis au point des nouveaux programmes réguliers de crédit agricole à long terme en 1977-1978. Les programmes provinciaux de prêts à long terme se sont poursuivis à un rythme à peu prés égal à celui des années passées, et ils ont comblé une partie de la demande.

In the fall of 1977, the Government announced that the Farm Credit Corporation's Head Office had been scheduled for relocation to Camrose, Alberta as part of its general decentralization program. Three conditions have to be met before any action can be taken to implement this decision.

- 1. Permanent arrangements must be made with the province to ensure that the children of federal employees will have access to schooling in the official language to which they are accustomed.
- 2. An allocation of funds to cover expenses incurred by this move has to be approved by Treasury Board.
- Section 5 of the Farm Credit Act stating that "the Head Office of the Corporation shall be at Ottawa" should be amended.

We are presently working to clarify these points and a committee has been appointed at Head Office to oversee this project. Although a definite time frame for the move has not been established, the Corporation is using the fiscal year 1981-82 as a working hypothesis.

In 1977-78, the Farm Credit Corporation realized a profit of \$981,070 on its operation under the Farm Credit Act. This is the first profit for the Corporation since 1959-60.

The Corporation has operated at a loss in the years between 1959-60 and 1977-78 because the margin between the interest paid to the Minister of Finance and the interest received from borrowers was not sufficient to cover its administrative costs. Until November 15, 1968, the Corporation was required to pay an interest rate on its borrowings from the Minister of Finance which was frequently equal to or greater than the interest rate on its loans to farmers which was fixed by Parliament.

An amendment to our Act in 1968 allowed us in subsequent loans to maintain a margin of 1 per cent between the two rates. This profit margin together with the substantially higher level of lending activity during the years 1974 to 1978 has allowed us to have the 1 per cent margin on a larger proportion of loans. At the same time, borrowers have gradually repaid unprofitable loans made before 1968. This has finally produced an interest profit margin that, together with other income, is somewhat greater than the Corporation's administrative expenses. In the foreseeable future, the Corporation's profitability is expected to continue to improve, thus providing a potentially important source of new funds for loans to farmers in Canada.

Since the beginning of 1978, livestock production, and beef in particular, has shown signs of more favourable returns for producers. There has also been a slight improvement in the outlook for grain prices. These signs indicate that the next few months will see an increase in the demand for long-term credit in Canada.

À l'automne de 1977, on nous a annoncé que la Société du crédit agricole sera appelée à déménager son Siège social à Camrose, Alberta, dans le cadre d'un programme général de décentralisation des services du Gouvernement fédéral. Trois conditions devront être remplies pour que ce projet puisse se concrétiser.

- 1. Il faudra que des dispositions permanentes soient prises avec la province afin que les enfants des employés fédéraux puissent avoir accès à l'enseignement dans la langue officielle à laquelle ils sont habitués.
- 2. Il faudra que les dépenses occasionnées par le déménagement soient comblées au moyen d'une allocation consentie par le Conseil du Trésor à la Société.
- 3. Il faudra que l'Article 5 de la Loi sur le crédit agricole, lequel stipule que le Siège social de la Société devait se situer à Ottawa, soit modifié.

Nous travaillons présentement à élucider ces points, et une équipe de travail a été formée au sein de la Société pour voir à la réalisation de ce projet. Bien que l'échéancier définitif du déménagement n'ait pas encore été établi, la Société utilise l'exercice financier 1981-1982 comme date de déménagement dans son hypothèse de travail.

En 1977-1978, la Société du crédit agricole a enregistré un profit de \$981,070 dans son budget de fonctionnement se rapportant aux activités découlant de la Loi sur le crédit agricole. Ceci devient donc une première pour la Société depuis son institution en 1959-1960.

La Société a toujours enregistré une perte dans son budget de fonctionnement pendant la période 1959-1960 à 1976-1977 parce que la marge entre l'intérêt payé au Ministre des Finances et l'intérêt perçu de nos emprunteurs, n'a jamais été suffisante pour couvrir toutes nos dépenses administratives. Avant le 15 novembre 1968, la Société était obligée de payer des taux d'intérêt au Ministre des Finances qui étaient sensiblement les mêmes et parfois même plus hauts que le taux d'intérêt que nous chargions à nos emprunteurs, ce dernier taux ayant été maintenu à un niveau fixe par décision du Parlement

Une modification apportéé à notre Loi en 1968 nous a permis d'avoir à l'avenir une marge constante de 1% entre les deux taux d'intérêt. Grâce à cette nouvelle orientation, ainsi qu'à l'accroissement sensible du crédit consenti au cours des années 1974 à 1978, nous avons pu bénéficier d'une marge de 1% sur une proportion accrue de nos prêts. En même temps, nos emprunteurs ont graduellement remboursé les prêts non rentables que nous avions consentis avant 1968. C'est ainsi que nous en sommes venus à percevoir plus d'intérêt que nous en versions et à obtenir, en y ajoutant nos autres revenus, des revenus légèrement supérieurs à nos dépenses administratives. Nous prévoyons que la rentabilité de la Société continuera à s'améliorer dans l'avenir prévisible, nous assurant ainsi une importante source de nouveaux

In May 1978, a number of amendments were made to the Farm Credit Act. The most important of these were:

- 1. Capital increased from \$100 million to \$150 million.
- 2. Loan limits raised from \$100,000 and \$150,000 to \$200,000 for a farm with one qualifying operator and to \$400,000 for a farm with more than one qualifying operator.
- Age restrictions removed except for "phasing in" loans.
- 4. Market value replaced productive value in appraising.
- 5. Removal of the supervision fee of \$25.
- 6. Elimination of penalty interest.
- Advisory services to be provided on a more flexible basis.

Most of these amendments will have a positive effect on the proportion of the demand for long-term credit in Canada that will be directed towards the Farm Credit Corporation.

All of the positive factors that we have just mentioned manifest themselves at a time when our lending budget has been slightly reduced in keeping with the Government's budget restrictions. We are, therefore, facing a period of greater selectivity in our lending. We hope that other lending institutions will help to meet the demand left unfulfilled because of our lack of funds.

The Corporation has been concerned in recent years about the insufficient supply of funds to meet the demand for long-term farm credit. Therefore, during the next fiscal year, we will examine, with the help of the F.C.C. national Advisory Committee, methods that could lead to new sources of capital for the Corporation and increased services to the farm community.



fonds pour nos prêts aux agriculteurs canadiens.

Depuis le début de 1978, les productions animales, et plus particulièrement celle du boeuf, ont laissé voir des signes évidents d'amélioration pour les producteurs. Les pronostics pour les prix des grains ont affiché une légère amélioration. Ces indices laissent présager une demande plus forte que l'an dernier au cours des mois à venir, pour du crédit à long terme au Canada.

Un certain nombre de modifications ont été aportées à la Loi sur le crédit agricole en mai 1978. Les principaux sont:

- 1. Le capital est passé de \$100 millions à \$150 millions.
- 2. Les limites de prêts sont passées de \$100,000 et \$150,000 à \$200,000 pour une exploitation comprenant un seul exploitant qualifié, et à \$400,000 pour une exploitation comptant plus d'un exploitant qualifié.
- 3. Les restrictions en matière d'âge ont été supprimées sauf pour les prêts d'établissement graduel.
- 4. La valeur marchande a remplacé la valeur productive pour fins d'évaluation.
- 5. Les honoraires de surveillance de \$25 ont été abolis.
- 6. L'intérêt de pénalité a été supprimé.
- 7. Les critères de participation aux Services consultatifs ont été assouplis.

La plupart de ces modifications affecteront positivement la proportion de la demande pour du crédit à long terme qui proviendra de la Société du crédit agricole.

Tous ces facteurs positifs sur la demande se manifestent au moment où les restrictions budgétaires du Gouvernement fixent notre budget d'investissement de cette année à un niveau légèrement plus faible qu'en 1977-1978. Nous entrons donc dans une période de plus grande sélectivité, et nous espérons que les autres institutions de crédit se chargeront de la partie de la demande que nous ne pourrons combler faute de fonds suffisants.

La Société a constaté avec inquiétude que les fonds mis à sa disposition au cours des récentes années ne suffisent pas à combler la demande. Elle prendra donc l'initiative d'examiner, avec son Comité consultatif national, les méthodes qui lui permettraient de s'assurer des nouvelles sources de capitaux et d'accroître les services qu'elle offre à la collectivité agricole.

## Operations under the Farm Credit Act

### Loan Approvals

The Corporation experienced a significant increase in lending activities during the fiscal year ending March 31, 1978. Under the Farm Credit Act, 7,066 loans totalling \$558.2 million were approved. This represents an increase of 2,599 loans totalling \$256.6 million or 85.1 per cent from the

previous year.

Of the 7,066 loans made during the year, 4,117 were standard Part II loans. This represents \$238.5 million or 58.3 per cent of the total. There were 2,717 Part III loans made to farmers under 45 years of age amounting to \$300.7 million. In addition, 232 loans totalling \$19.0 million were made to persons under Part IV of the Act. These borrowers are under 35 years of age and plan to become principally occupied in farming with a viable farm operation within five years.

The average size of loan increased from \$67,502 in 1976-77 to \$78,995 in 1977-78. This increase in loan size can be attributed to the increased cost of land, permanent improvements and equipment.

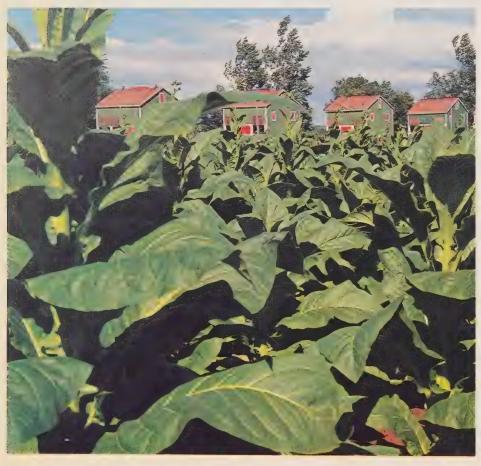
## Activités sous le régime de la Loi sur le crédit agricole

### Approbations de prêts

Au cours de l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 1978, les activités de prêt de la Société ont augmenté sensiblement alors qu'elle a approuvé 7,066 prêts représentant \$558.2 millions en vertu de la Loi sur le crédit agricole. Ces chiffres représentent 2,599 prêts et \$256.6 millions de plus pour un gain de 85.1 pour cent par rapport à l'exercice précédent.

Sur le total de 7,066 prêts approuvés au cours de l'exercice, 4,117 étaient des prêts réguliers en Partie II. Ceux-ci représentaient \$238.5 millions, soit environ 58.3 pour cent du total. La S.C.A. a consenti 2,717 prêts en Partie III aux agriculteurs âgés de moins de 45 ans, soit un montant global de \$300.7 millions. Elle a consenti 232 prêts représentant \$19.0 millions en Partie IV. Celle-ci est réservée aux emprunteurs âgés de moins de 35 ans qui projettent d'aménager une exploitation rentable afin de s'établir principalement en agriculture au cours d'une période maximale de cinq ans.

Le montant moyen du prêt est passé de \$67,502 en 1976-1977 à \$78,995 en 1977-78. Cette augmentation s'explique par l'augmentation du coût des terres, des améliorations permanentes et de l'outillage.



### Use of Loan Funds

Of the \$558.2 million approved in loans, 24.7 per cent (23.5 per cent in 1976-77), or about \$138 million was approved to refinance existing F.C.C. loans. The remaining \$420 million was approved for the purposes shown in the table.

In all categories but two, there was an increase in the percentage of funds approved. The decrease in the percentage of funds used for new units was only marginal, while the decrease in the amount for purchasing additional land was more significant.

### Utilisation des fonds prêtés

Environ \$138 millions ou 24.7 pour cent (23.5 pour cent en 1976-1977) du crédit global de \$558.2 millions ont été approuvés en vue de refinancer les prêts S.C.A. actifs. L'utilisation du solde de \$420 millions est illustrée dans le tableau.

Les fonds affectés à chacune des catégories d'utilisation ont été plus élevés sauf dans deux cas. Le pourcentage affecté à l'achat de nouvelles unités a fléchi légèrement tandis que le montant affecté à l'achat de terres additionnelles a diminué davantage.

### Purposes for Which Loans Were Approved During Last 5 Years Tableau de l'emploi des fonds empruntés durant les cinq dernières années

Fiscal Year Année financière	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78
Thine indicate		Percen	t/En pourcentag	<del></del> е	
Additional Land Terres additionnelles	46.7	36.1	30.1	38.7	31.8
New Units Nouvelles unités	18.0	25.1	33.8	32.8	29.2
Permanent Improvements Améliorations permanentes	13.1	17.7	14.6	15.0	15.8
Land Secured Debts Dettes hypothécaires	11.3	8.8	7.9	5.2	9.4
Other Debts Autres dettes	7.1	7.3	5.5	4.5	7.3
Equipment Équipement	1.3	2.0	3.2	1.4	2.1
Livestock Bétail	0.9	1.5	2.3	1.1	1.5
Miscellaneous Divers	1.6	1.5	2.6	1.3	2.9

(New units include funds borrowed for all purposes.)

("Nouvelles unités" inclut les fonds empruntés pour toutes les fins.)

### Age of Borrowers

Loans to assist persons under 35 years of age accounted for the greatest percentage in 1977-78. Loans to borrowers in this age group amounted to 71.9 per cent. This is comparable with the previous year which was 73.5 per cent and is indicative of the increasing number of young farmers using the Corporation's services. This trend has developed over the last five years.

### Life Insurance

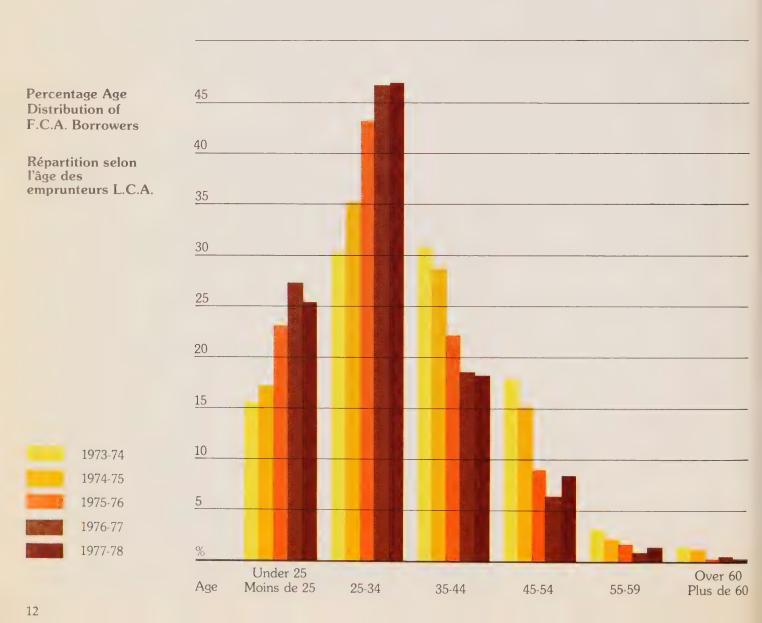
During 1977-78, approximately 84 per cent of all borrowers took life insurance under the Corporation's plan. During this same period, 94 claims were processed resulting in indemnities of \$2,127,117 credited to loans.

### Age des emprunteurs

Les emprunteurs âgés de moins de 35 ans ont obtenu la majeure partie des prêts en 1977-1978 alors que leur part atteignait 71.9 pour cent du total. L'an dernier, elle était de 73.5 pour cent. Les chiffres des cinq dernières années révèlent que les jeunes agriculteurs obtiennent une proportion accrue des prêts de la Société.

### Assurance-vie

En 1977-1978, environ 84 pour cent de tous les emprunteurs ont adhéré au régime collectif d'assurance-vie de la Société. Au cours de cette même période, 94 réclamations ont donné lieu au versement de \$2,127,117 en indemnités aux comptes de prêts.



### Service to Borrowers

The Corporation provides pre-loan advisory services to all applicants and post-loan advisory services to those with a supervisory agreement or mortgage covenant.

The Corporation always has been aware that the productivity of the credit it provides is directly related to the managerial ability of individual borrowers. The increasing farm size, higher land values and larger capital requirements, along with a changed price and cost structure have greatly increased the importance of the financial aspects of farm management. In recognition of these factors, the Corporation has increasingly focused its advisory services on financial management and has placed significantly more emphasis on cash flow planning in both its pre-loan and post-loan advisory services.

The Corporation works closely with other federal and provincial agencies, and when appropriate, will draw on the services of these agencies to assist in carrying out the advisory services role.

Post-loan advisory services as of March 31, 1978 were being provided to 5,939 borrowers of which 1,181 were using the Canfarm system of farm record keeping. The Canfarm data system has developed to the point where the farm business data which has been accumulated can be analyzed for production and living costs. The analysis of recent actual farm businesses on Canfarm is used as a reference in counselling F.C.C. clients.

### Services aux emprunteurs

La Société dispense un service consultatif préliminaire au prêt à tous ses requérants ainsi qu'un service consultatif postérieur au prêt à ceux qui ont signé une convention à cette fin ou se sont engagés à y participer en vertu de leur hypothèque.

La Société sait pertinemment que la productivité de ses prêts est directement proportionnelle à la capacité gestionnaire de ses emprunteurs. L'augmentation de la superficie des exploitations, de la valeur des terres et des investissements en capitaux, ainsi que l'évolution de la situation des prix et des coûts, ont beaucoup accru l'importance de l'aspect financier de la gestion agricole. Ces facteurs ont amené la Société à centrer de plus en plus ses services consultatifs sur la gestion financière et à mettre davantage l'accent sur la planification de la circulation monétaire tant dans ses services de consultation préliminaire que dans ses services de consultation postérieure au prêt.

La Société travaille en étroite collaboration avec les autres organismes fédéraux et provinciaux, et elle fait appel aux services offerts par ces organismes dans le cadre de ses services de consultation lorsqu'il est opportun de le faire.

Au 31 mars 1978, 5,939 emprunteurs se prévalaient des services consultatifs postérieurs au prêt. De ce nombre, 1,181 participaient au système de comptabilité agricole Canfarm. Ce service a progressé au point où on peut maintenant utiliser les données accumulées sur les exploitations agricoles afin d'analyser les coûts de production et les frais de subsistance. La Société utilise une analyse des plus récentes informations sur les exploitations inscrites présentement à Canfarm, pour fins de référence dans ses services consultatifs auprès de ses clients.

### Repayment by Borrowers

During the year, repayment by borrowers on mortgage loan accounts increased substantially because larger loans made under the amended Farm Credit Act are now coming into the repayment stream. Although dairy and beef operations have been experiencing difficulties in certain regions, the decline in income has not affected total repayments as the total number of accounts paid up-to-date compares favorably with last year.

Principal due during the year amounted to \$56.9 million, of which \$50.6 million or 88.9 per cent was paid, while interest due during the year amounted to \$172.6 million of which \$158.9 or 92.1 per cent was paid. In addition, \$44.8 million was paid on principal not due.

The percentage of loans in good standing at the end of the fiscal year under the Farm Credit Act is 91.2 per cent compared to 91.9 per cent for last year.

### Real Property and Losses on Loans

As of April 1, 1977, the Corporation held title to one farm property with an inventory value of \$30,000. During the year, twelve properties were acquired and four properties were sold. At the end of the year, nine properties were on hand at an inventory value of \$579,561.

The net losses on loans including the write-down of the properties on hand amounted to \$407,261 compared to net losses of \$53,226 in 1976-77.



### Remboursement par les emprunteurs

Les paiements versés par les emprunteurs sur leurs comptes hypothécaires se sont accrus sensiblement au cours de l'année, sans doute parce que les prêts qui ont été consentis depuis la révision de la Loi sur le crédit agricole, sont plus élevés et comportent des versements plus élevés. Les exploitations laitières et de bovins de boucherie ont éprouvé certaines difficultés dans certaines régions. Toutefois, la régression du revenu n'a pas affecté l'ensemble des remboursements puisque le nombre de comptes à jour se compare favorablement avec celui de l'an dernier.

Le principal échu au cours de l'exercice s'élevait à \$56.9 millions. De ce montant, \$50.6 millions ou 88.9 pour cent ont été payés. L'intérêt au cours de l'exercice s'élevait à \$172.6 millions. De ce montant, \$158.9 millions ou 92.1 pour cent ont été payés. En plus, \$44.8 millions ont été payés sur le principal non échu.

Le pourcentage des prêts à jour sous le Régime de la Loi sur le crédit agricole à la fin de l'exercice était de 91.2 pour cent comparativement à 91.9 pour cent l'an dernier.

### Biens immobiliers et pertes sur les prêts

Au 1er avril 1977, la Société détenait les titres d'une propriété agricole dont la valeur à l'inventaire se chiffrait à \$30,000. Au cours de l'exercice, elle est devenue propriétaire de douze propriétés et en a vendues quatre autres. Au 31 mars 1978, elle détenait encore neuf propriétés dont la valeur à l'inventaire se chiffrait à \$579,561.

La perte nette sur les prêts, y compris la diminution de la valeur aux livres des propriétés détenues, s'élevait à \$407,261 comparativement à des pertes nettes de \$53,226 en 1976-1977.

## Operations under the Farm Syndicates Credit Act

The Farm Syndicates Credit Act provides financial assistance to farmers who wish to act co-operatively in overcoming the high cost of individual ownership of machinery, buildings and installed equipment where this sharing can be of mutual advantage. A syndicate is a group of three or more farmers, the majority of whom has farming as a principal occupation. Loans can be made to syndicates to a maximum of \$100,000 or \$15,000 per qualifying member, whichever is the lesser.

In the past year, there was a favourable increase in the request for loans under this Act. One hundred and five loans were approved for \$2,091,499 compared to 67 loans for \$1,336,033 in the previous year. Since implementation of this Act on January 1, 1965, 2,026 loans have been approved for 1,252 syndicates, providing funds for 4,906 individual farmers. The total amount approved over this period has been \$29,577,176.

At the end of the fiscal year, 91.0 per cent of all accounts were up-to-date. Only 80 of the 890 active loans were in arrears. This is comparable to last year when 90.2 per cent of all accounts were in good standing.

## Activités sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

La Loi sur le crédit aux syndicats agricoles a été instituée afin de prêter aux agriculteurs qui veulent mettre leurs ressources en commun afin de faire échec au coût élevé de la possession individuelle des machines, des bâtiments et d'installations fixes qui se prêtent à un usage coopératif. Un syndicat est un groupe composé de trois agriculteurs ou plus dont la majorité sont principalement occupés en agriculture. Le prêt maximal est de \$100,000. Toutefois, aucun syndicat ne peut emprunter plus de \$15,000 par membre admissible.

Au cours du dernier exercice, le nombre des demandes d'emprunt reçues en vertu de cette Loi a nettement augmenté. Cent cinq prêts représentant \$2,091,499 ont été approuvés comparativement à 67 prêts représentant \$1,336,033 au cours de l'exercice précédent. Depuis l'institution de cette Loi le 1er janvier 1965, la Société a approuvé 2,026 prêts à 1,252 syndicats composés de 4,906 agriculteurs. Au cours de cette période, elle a approuvé \$29,577,176.

A la fin de l'exercice, 91.0 pour cent de tous les comptes étaient à jour. Seulement 80 des 890 comptes actifs étaient en arrérage. L'an passé, 90.2 pour cent de tous les comptes étaient à jour.



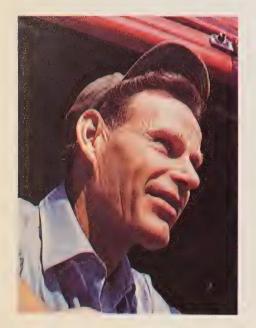
## Operations under the Small Farm Development Program

In 1972, arrangements were made with Agriculture Canada to administer on a cost recovery basis the Land Transfer Plan of the Small Farm Development Program. The main purposes of this Program are to assist in the development of economically viable family farms by facilitating land transfers and to assist owner-operators of small farms to realize on the equity in their farm holdings and adjust to other pursuits.

It was introduced as a seven-year program. The year ending March 31, 1978 is the sixth fiscal year.

During 1977-78, the trend of decreasing activity which started in 1975-76 has continued. The Corporation approved \$1,724,057 in vendor assistance grants to 531 farmers who were retiring or making adjustments to other occupations in 1977-78. The grants are funded by Agriculture Canada. In addition, Special Credit Assistance amounting to \$136,800 was approved for 9 farmers to expand their farm holdings with land that became available under the Program.

The activity under the Land Transfer Plan of the Program reached its peak during its third year of operation. This was earlier than originally expected due to a number of unforeseen factors. Rapidly rising land prices have decreased the sale of farms and increasing unemployment does not favor off-farm movement. In order to qualify for assistance under the Land Transfer Plan, the prospective vendor must have an alternative means of livelihood to maintain himself and his dependents in a manner at least equal to that on the farm. Farmers appear to be seriously considering all options before deciding to sell their farms.



# Activités en vertu du Programme de développement des petites fermes

La Société a conclu une entente avec Agriculture Canada en 1972 en vertu de laquelle elle administre le Programme de transfert des terres dans le cadre du Programme de développement des petites fermes et recouvre ses frais d'administration auprès du ministère. Les objectifs principaux de ce programme sont de favoriser l'aménagement de fermes familiales rentables en facilitant le transfert des terres, et d'aider les propriétaires-exploitants de petites fermes à retirer les fonds investis dans leur propriété afin de se réorienter dans d'autres sphères d'activités.

Ce programme est d'une durée de sept ans. L'exercice terminé le 31 mars 1978 était le sixième.

La diminution des activités qui s'était amorcée au cours de l'exercice 1975-1976, s'est poursuivie en 1977-1978 alors que la Société a approuvé \$1,724,057 sous forme d'octrois à 531 agriculteurs qui voulaient prendre leur retraite ou se réorienter dans d'autres sphères d'activités. Ces octrois sont versés par Agriculture Canada. La Société a également approuvé \$136,800 sous forme de crédit spécial à 9 agriculteurs qui voulaient agrandir leur exploitation en achetant certaines terres qui étaient disponibles dans le cadre du programme.

Les activités en vertu du Programme de transfert des terres ont atteint leur sommet au cours de la troisième année du programme, soit plus tôt que prévu initialement. Cette situation est attribuable à un certain nombre de facteurs imprévisibles, notamment l'augmentation rapide du prix des terres qui a réduit le nombre de ventes possibles, et l'augmentation du chômage qui empêche les propriétaires de petites fermes de se trouver un autre emploi. Cela réduit les ventes puisque, pour être admissible à l'octroi, le vendeur doit avoir d'autres moyens de subsistance pour faire vivre sa famille au moins aussi bien que sur la ferme. Les agriculteurs semblent examiner attentivement toutes les options disponibles avant de décider de vendre.

### Administration

## Administration

The operations of the Corporation are decentralized into a Regional Office system, which includes seven Regional Offices across Canada, one for the Atlantic region and one for each of the other provinces.

The Corporation's field officers, comprising 31 District Supervisors and 223 Credit Advisors, work out of 108 field offices. The total staff at the year end was 624, a decrease of 14 during the year.

In 1977-78 the total cost of administering the Corporation's three programs was \$17,281,400 or .73 per cent of the mean principal outstanding on loans to farmers and farm syndicates, and on agreements for sale. This compares to \$16,303,000 or .79 per cent for the previous year.

Les opérations de la Société sont décentralisées à l'intérieur d'un organigramme qui compte sept bureaux régionaux à travers le Canada, soit un pour la région de l'Atlantique et un pour chacune des autres provinces.

L'effectif de campagne de la Société se composait de 31 surveillants de district et de 223 conseillers en crédit situés dans 108 bureaux de campagne. L'effectif global se chiffrait à 624 employés à la fin de l'exercice, soit 14 de moins que l'année précédente.

Le coût total de l'administration des trois programmes de la Société s'est chiffré à \$17,281,400 en 1977-1978, soit à .73 pour cent du principal moyen en cours sur les prêts aux agriculteurs et aux syndicats agricoles, et sur les contrats de vente, comparativement à \$16,303,000 ou .79 pour cent lors de l'exercice précédent.



## Financing

### Farm Credit Act

To carry out its lending program during 1977-78, the Corporation borrowed \$379 million from the Minister of Finance at a rate of 8.25 per cent and repaid \$91.7 million of principal due on previous borrowings, bringing the total principal outstanding on borrowings from the Minister of Finance to \$2,417.5 million as at March 31, 1978.

The average interest rate on the Corporation's outstanding borrowings as at March 31, 1978 rose to 7.320 per cent as compared to 7.117 per cent at the same date a year earlier.

Capital of \$11.5 million was paid in under Section 12 of the Farm Credit Act during the year bringing the total capital paid in to \$97.2 million as at March 31, 1978.

### **Operating Profit**

The Corporation earned a profit of \$981,070 on its operations under the Farm Credit Act this year, the first since 1959-60. In the past, operating losses were incurred due to the nine-year period prior to 1968 when most loans to farmers were bearing a statutory interest rate of 5 per cent while the Corporation was required to pay interest rates as high as 6.875 per cent on its borrowings from the Minister of Finance. However, as older farm loans are repaid and with increased lending activity, it is expected that the Corporation will continue to operate at a profit.

### Deficit — Farm Credit Act

This deficit originated in 1976-77 as a result of certain changes in accounting policy introduced by the Corporation concerning termination benefits and an allowance for doubtful accounts. Net income of \$981,070 has been credited to the Deficit-Farm Credit Act account, thereby reducing the balance in this account to \$895,921 as at March 31, 1978. Further information is provided in the Corporation's financial statements.

### Loi sur le crédit agricole

Financement

La Société a emprunté \$379 millions auprès du Ministre des Finances à un taux d'intérêt moyen de 8.25 pour cent, afin de s'acquitter de son programme de crédit en 1977-1978. Elle a remboursé \$91.7 millions en principal échu sur ses emprunts antérieurs, portant ainsi le total du principal non remboursé au Ministre des Finances à \$2,417.5 millions au 31 mars 1978.

Le taux d'intérêt moyen sur ses emprunts non remboursés au 31 mars 1978 s'élevait à 7.320 pour cent comparativement à 7.117 pour cent à la même date en 1977.

Le capital versé aux termes de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole a été augmenté de \$11.5 millions au cours de l'exercice, atteignant ainsi \$97.2 millions au 31 mars 1978.

### Profit d'exploitation

La Société a enregistré un profit de \$981,070 dans ses opérations en vertu de la Loi sur le crédit agricole au cours de l'exercice. Il s'agit d'une première depuis 1959-1960 puisqu'elle avait subi une perte d'exploitation à chaque année depuis cet exercice. Cette situation se produisait parce que la plupart des prêts consentis aux agriculteurs entre 1959 et 1968 portaient un taux d'intérêt statutaire de 5% alors que la Société devait elle-même emprunter du Ministre des Finances à des taux qui atteignaient 6.875 pour cent. La progression du remboursement de ces prêts, ainsi que l'accroissement des opérations de crédit, devraient permettre à la Société de continuer à fonctionner à profit.

### Déficit — Loi sur le crédit agricole

Ce déficit est apparu en 1976-1977 lorsque la Société a modifié ses conventions comptables relatives aux indemnités de cessation d'emploi ainsi qu'à l'allocation pour créances douteuses. Un revenu net de \$981,070 a été crédité au compte du déficit de la Loi sur le crédit agricole, réduisant ainsi le sole de ce compte a \$895,921 au 31 mars 1978. Ces postes sont expliqués plus en détail dans les états financiers.

#### Farm Syndicates Credit Act

The demand from syndicates for loans was exceeded by payments received from syndicates on existing loans. The excess of payments received over the demand for loans was \$1 million. This excess was repaid to the Minister of Finance, reducing the total principal outstanding on borrowings to \$10.6 million as at March 31, 1978.

Net income for the year amounted to \$9,932. Retained Earnings as at March 31, 1978 stood at \$203,340.

#### Small Farm Development Program

The repayment of principal by purchasers was sufficient to cover both the demand for loans to new purchasers and the repayment of principal due to the Minister of Finance. The total principal outstanding on borrowings from the Minister of Finance was \$10.1 million as at March 31, 1978.

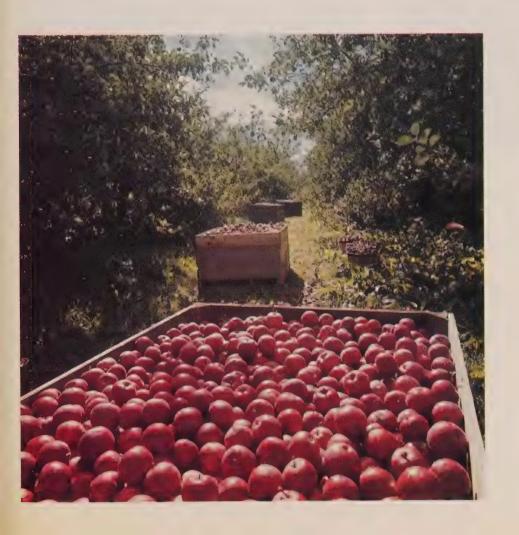
#### Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Les paiements versés par les syndicats à titre de remboursement contre les prêts actifs, ont excédé la demande de prêts en vertu de cette Loi. L'excédent en paiements reçus s'élevait à \$1 million. Ce montant a été remboursé au Ministre des Finances de sorte que le montant total des emprunts en principal en cours s'élevait à \$10.6 millions au 31 mars 1978.

Le revenu net pour l'exercice s'élevaient à \$9,932. Les gains retenus au 31 mars 1978 s'élevaient à \$203,340.

#### Programme de développement des petites fermes

Les remboursements de principal reçus des agriculteurs ont été suffisants pour couvrir les nouvelles demandes d'emprunt présentées par les acheteurs ainsi que les versements de principal dus au Ministre des Finances. L'endettement total auprès de ce ministère s'élevait à \$10.1 millions au 31 mars 1978.



## Outstanding Borrowings from the Minister of Finance as at March 31, 1978



Farm Credit Act Loi sur le crédit agricole

* 7	A .	Youtaward	
Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé	Interest Rate Taux d'intérêt	
	\$	%	
1956-1957	1,114,303 1,424,849	3.5 4	
1957-1958	2,370,398 2,206,526	4.125 4.375	
1958-1959	3,842,033 4,490,598	4 4.5	
1959-1960	6,190,841 7,568,537	5 5.75	
1960-1961	12,607,935	5	
1964-1965	40,648,771 18,142,965	5.375 5.25	
1965-1966	43,492,176 23,349,132 20,566,343	5.25 5.375 5.625	
1966-1967	20,545,262 56,140,834 33,831,330	5.75 5.875 6	
1967-1968	17,452,659 24,312,475 23,987,215 15,431,748	5.3125 6.125 6.375 6.875	
1968-1969	4,351,670 119,877,065	6.6875 6.75	
1969-1970	61,897,120 47,727,877	7 7.75	
1970-1971	55,021,550 34,083,362	7.75 7.5	
1971-1972	52,985,847 28,055,144	6.75 6.5	
1972-1973	96,044,537	6	
1973-1974	204,470,726	6	
1974-1975	142,611,683 126,565,981	7.25 8.25	
1975-1976	174,227,715 166,253,064	7.5 8	
1976-1977	204,611,041 139,979,813	8.75 9	
1977-1978	379,000,000	8.25	
	2,417,481,125		
Accrued Interest /Intérêt couru	55,231,824		
	2,472,712,949		

<sup>\*</sup>Borrowings for the years 1961-62 to 1963-64 were for short terms and have already been repaid. Les emprunts contractés au cours des exercices 1961-1962 à

Les emprunts contractés au cours des exercices 1961-1962 à 1963-1964 étaient à court terme et ont déjà été remboursés.

## Emprunts à rembourser au Ministre des Finances au 31 mars 1978



#### Farm Syndicates Credit Act Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé \$	Interest Rate Taux d'intérê %
1972-1973	154,200	5.25
1973-1974	942,000	5.25
1974-1975	1,600,000 925,000	7 9
1975-1976	1,680,000 1,260,000	7 7.75
1976-1977	1,890,000	8.5
1977-1978	900,000 1,200,000	8 7.75
~	10,551,200	
Accrued Interest /Intérêt couru	224,381	
	10,775,581	

## Small Farm Development Program Programme de développement des petites fermes

400.600	
432,633	6
4,042,699	6
2,345,587	7.25
1,416,783	8.25
772,200	7.5
580,290	8
277,304	8.75
217,945	9
10,085,441	
171,582	
10,257,023	
\$ 2,493,745,553	
	4,042,699 2,345,587 1,416,783 772,200 580,290 277,304 217,945 10,085,441 171,582

# Loans Approved during the Past Three Years

		1975-7		
		Number Nombre	Amount Montant \$	
F.C.A.	L.C.A.			
British Columbia	Colombie-Britannique	239	17,613,900	
Alberta	Alberta	1,684	111,946,200	
Saskatchewan	Saskatchewan	2,385	143,597,900	
Manitoba	Manitoba	810	43,444,500	
Ontario	Ontario	2,677	189,423,300	
Quebec	Québec	1,881	119,590,600	
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	119	6,440,400	
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	26	1,599,600	
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	97	5,222,800	
Newfoundland	Terre-Neuve	26	2,068,200	
Canada	Canada	9,944	640,947,400	

		1975-76	
		Number Nombre	Amount Montant \$
F.S.C.A.	L.C.S.A.		
British Columbia	Colombie-Britannique	2	16,000
Alberta	Alberta	55	1,056,870
Saskatchewan	Saskatchewan	9	203,287
Manitoba	Manitoba	56	891,456
Ontario	Ontario	66	1,601,039
Quebec	Québec	37	527,334
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	3	126,256
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	1	24,000
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	1	21,180
Newfoundland	Terre-Neuve	1	75,000
Canada	Canada	231	4,542,422



# Prêts approuvés au cours des trois dernières années

	1976-77		1977-78		1975-78
Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$
106	7,824,200	150	13,051,600	495	38,489,700
692	45,524,400	1,106	85,100,700	3,482	242,571,300
1,322	86,110,500	1,927	138,862,000	5,634	368,570,400
479	25,686,400	753	52,122,600	2,042	121,253,500
1,018	79,590,990	1,786	162,717,300	5,481	431,731,590
681	46,586,500	1,118	91,854,500	3,680	258,031,600
72	4,219,000	92	5,924,100	283	16,583,500
4	181,700	19	1,554,900	49	3,336,200
82	4,781,300	111	6,667,200	290	16,671,300
9	928,000	4	323,000	39	3,319,200
4,465	301,432,990	7,066	558,177,900	21,475	1,500,558,290
	1976-77		1977-78		1975-78
Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$
_	_	2	56,202	4	72,202
12	188,888	23	451,119	90	1,520,789
1	12,800	2	62,500	12	278,587
13	248,636	24	394,863	93	1,534,955
24	535,739	37	730,093	127	2,866,871
15	318,870	14	343,860	67	1,190,064
1	10,600	2	48,862	6	185,718
1	20,500	0	<u> </u>	2	44,500
	. <del>.</del> .	0		1	21,180
		1	4,000	2	79,000
67	1,336,033	105	2,091,499	404	7,793,866



## F.C.A. Loans Disbursed During 1977-78

		P	art II/Partie II	Part III/Partie III		
		Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$	
British Columbia	Colombie-Britannique	72	4,711,297	48	5,379,013	
Alberta	Alberta	675	38,080,323	290	33,365,425	
Saskatchewan	Saskatchewan	1,333	73,714,382	463	53,315,133	
Manitoba	Manitoba	477	25,683,531	199	19,909,624	
Ontario	Ontario	797	51,402,578	772	89,465,770	
Quebec	Québec	379	19,198,729	672	65,884,307	
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	62	2,778,354	19	1,872,214	
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	8	332,767	11	1,166,181	
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	82	3,951,425	16	1,711,000	
Newfoundland	Terre-Neuve	2	177,000	3	145,369	
CANADA	CANADA	3,887	220,030,386	2,493	272,214,036	

## F.C.A. Loans Disbursed to March 31, 1978

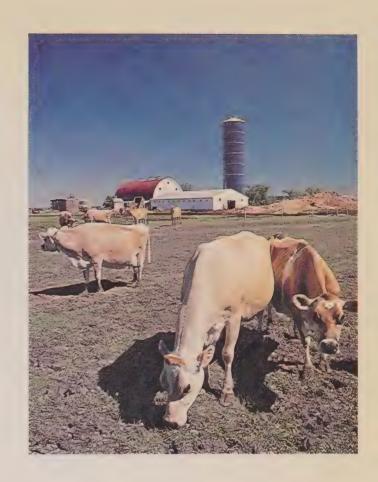
Under the Canadian Farm Loan Act (1929-Oct. 4/59)

Sous le régime de la Loi du prêt agricole canadien (1929-4 oct. 1959)

				F	Part II/Partie II
		Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant
British Columbia	Colombie-Britannique	2,699	8,751,182	4,809	136,462,331
Alberta	Alberta	9,954	28,146,771	27,743	683,979,427
Saskatchewan	Saskatchewan	13,366	48,327,821	36,656	874,833,334
Manitoba	Manitoba	6,342	19,884,810	10,771	265,277,855
Ontario	Ontario	9,745	43,295,717	26,151	718,875,917
Quebec	Québec	9,173	22,454,666	10,337	221,012,287
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	1,749	3,720,899	1,303	27,221,633
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	1,638	3,537,293	500	8,578,574
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	2,094	5,041,427	1,545	28,193,504
Newfoundland	Terre-Neuve		_	115	4,829,417
CANADA	CANADA	56,760	183,160,586	119,930	2,969,264,279

## Prêts L.C.A. déboursés durant 1977-78

Par	t IV/Partie IV		Total
Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$
6	381,954	126	10,472,264
57	4,563,413	1,022	76,009,161
42	3,336,227	1,838	130,365,742
20	1,439,361	696	47,032,516
83	7,173,115	1,652	148,041,463
3	194,943	1,054	85,277,979
		81	4,650,568
		19	1,498,948
	20,962	98	5,683,387
		5	322,369
211	17,109,975	6,591	509,354,397



## Prêts L.C.A. déboursés au 31 mars 1978

Under the Farm Credit Act (Oct. 5/59—Mar. 31/78)

Sous le régime de la Loi sur le crédit agricole (5 oct. 1959-31 mars 1978)

Total to March 31, 1978

Total au 31 mars 1978

Pa	art III/Partie III	Pari	IV/Partie IV		Total		
Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant
634	36.916,775	20	1,188,410	5,463	174,567,516	8,162	183,318,698
1,667	121,743,476	219	15,322,309	29,629	821,045,212	39,583	849,191,983
2,258	169,036,727	195	13,555,120	39,109	1,057,425,181	52,475	1,105,753,002
1,070	65,637,873	69	3,725,850	11,910	334,641,578	18,252	354,526,388
4,074	292,350,089	264	20,217,609	30,489	1,031,443,615	40,234	1,074,739,332
6,472	333,959,215	23	1,170,731	16,832	556,142,233	26,005	578,596,899
213	11,468,846	7	268,200	1,523	38,958,679	3,272	42,679,578
139	6,195,329	2	110,800	641	14,884,703	2,279	18,421,996
172	9,381,197	3	156,427	1,720	37,731,128	3,814	42,772,555
28	2,413,077		_	143	7,242,494	143	7,242,494
16,727	1,049,102,604	802	55,715,456	137,459	4,074,082,339	194,219	4,257,242,925

# Accounts Outstanding as at March 31, 1978

	Principal				
	Number Nombre	Due Échu \$	Not Due Non échu \$	Total	Due Échu \$
F.C.A. Loans		Φ	φ	Ψ	Ψ
British Columbia	2,501	228,162	92,054,829	92,282,991	483,561
Alberta	15,623	2,380,943	484,243,538	486,624,481	4,333,553
Saskatchewan	20,364	1,555,401	652,345,894	653,901,295	3,479,425
Manitoba	6,752	310,190	207,624,709	207,934,899	560,967
Ontario	16,519	1,032,230	653,467,412	654,499,642	3,305,446
Quebec	8,376	592,523	328,401,430	328,993,953	1,255,402
New Brunswick	742	61,395	21,304,280	21,365,675	99,860
Nova Scotia	224	36,910	5,855,244	5,892,154	30,355
Pince Edward Island	865	54,473	20,380,917	20,435,390	128,885
Newfoundland	66	65,323	4,009,260	4,074,583	74,219
Canada	72,032	6,317,550	2,469,687,513	2,476,005,063	13,751,673
F.S.C.A. Loans					
3 itish Columbia	9	27,169	199,671	226,840	16,240
Alberta	240	162,067	2,247,462	2,409,529	32,511
Saskatchewan	26	12,513	269,589	282,102	5,403
Manitoba	184	16,136	1,867,136	1,883,272	1,389
Ontario	277	81,523	3,382,266	3,463,789	8,813
Quebec	137	23,024	1,729,947	1,752,971	6,047
New Brunswick	6	4,952	132,830	137,782	2,490
Nova Scotia	3	2,929	33,651	36,580	940
Prince Edward Island	12	14,436	129,425	143,861	4,703
Newfoundland	2	14,430	73,642	73,642	4,700
Canada	896	344,749	10,065,619	10,410,368	78,536
F.C.A. Agreements for Sale  British Columbia	10	32	171,433	171,465	<u>.</u>
Alberta	28	11,813	415,153	426,966	14,006
Saskatchewan	1		7,665	7,665	mercal to
Manitoba	4		60,110	60,110	_
Ontario	35	2,696	351,170	353,866	3,776
Quebec	28	17,455	312,824	330,279	2,020
New Brunswick	5	708	49,330	50,038	140
Nova Scotia	1		25,920	25,920	
Prince Edward Island	1		13,749	13,749	
Newfoundland	2	Marketon .	120,939	120,939	1,010
Canada	115	32,704	1,528,293	1,560,997	20,952
S.F.D.P. Agreements for Sale					
British Columbia	6	37	91,117	91,154	
Alberta	193	13,572	2,855,840	2,869,412	28,453
Saskatchewan	235	18,433	4,130,271	4,148,704	51,536
Manitoba	96	2,849	1,602,919	1,605,768	10,041
Ontario	12	7	185,615	185,622	10,041
Quebec	18	1,162	195,310	196,472	4,038
New Brunswick	6	620	78,680	79,300	1,387
Nova Scotia	5	494			
Prince Edward Island	11	728	48,753	49,247	2,030
Newfoundland			138,293	139,021	1,878
					_
Canada	582	37,902	9,326,798	9,364,700	99,363
26					

## Comptes arrêtés au 31 mars 1978

Inter	rest — Intérêt				
Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	Instalment Prepayments Versements anticipés	Net Total Total net	
\$	\$	\$	\$	\$	Prêts L.C.A.
3,188,951	3,672,512	8,896	(1,881,517)	94,082,882	Colombie-Britannique
23,975,293	28,308,846	79,208	(4,133,372)	510,879,163	Alberta
33,127,963	36,607,388	90,359	(5,003,715)	685,595,327	Saskatchewan
8,423,295	8,984,262	16,916	(1,831,714)	215,104,363	Manitoba
20,147,866	23,453,312	126,875	(6,577,483)	671,502,346	Ontario
10,654,784	11,910,186	76,794	(266,888)	340,714,045	Québec
770,939	870,799	6,320	(136,393)	22,106,401	Nouveau-Brunswick
146,564	176,919	860	(72,499)	5,997,434	Nouvelle-Écosse
746,664	875,549	7,733	(156,684)	21,161,988	Île-du-Prince-Édouard
113,106	187,325	2,006	(40,987)	4,222,927	Terre-Neuve
101,295,425	115,047,098	415,967	(20,101,252)	2,571,366,876	Canada
					Prêts L.C.S.A.
6,395	22,635	_	(2,426)	247,049	Colombie-Britannique
104,014	136,525	166	(2,837)	2,543,383	Alberta
12,004	17,407		(1,095)	298,414	Saskatchewan
82,973	84,362	21	(17,505)	1,950,150	Manitoba
117,837	126,650	44	(27,306)	3,563,177	Ontario
68,711	74,758	10	(19,567)	1,808,172	Québec
6,179	8,669			146,451	Nouveau-Brunswick
1,549	2,489	<del></del>	_	39,069	Nouvelle-Écosse
7,335	12,038		(6,313)	149,586	Île-du-Prince-Édouard
2,142	2,142		(5,056)	70,728	Terre-Neuve
409,139	487,675	241	(82,105)	10,816,179	Canada
					Contrats de vente L.C.A.
5,495	5,495	_	(4,309)	172,651	Colombie-Britannique
19,464	33,470	2,337	(4,584)	458,189	Alberta
492	492		(1,551)	8,157	Saskatchewan
2,496	2,496	_	(5)	62,601	Manitoba
10,459	14,235	·	(379)	367,722	Ontario
11,666	13,686	1,118	(2,482)	342,601	Québec
1,018	1,158			51,196	Nouveau-Brunswick
666	666	_	(384)	26,202	Nouvelle-Écosse
342	342			14,091	Île-du-Prince-Édouard
3,356	4,366			125,305	Terre-Neuve
55,454	76,406	3,455	(12,143)	1,628,715	Canada
				C	Contrats de vente P.D.P.F.
4,075	4,075		(8)	95,221	Colombie-Britannique
151,851	180,304	449	(21,699)	3,028,466	Alberta
215,362	266,898	872	(33,294)	4,383,180	Saskatchewan
67,170	77,211	99	(4,555)	1,678,523	Manitoba
5,835	5,835		(4,333)	190,631	Ontario
6,839	10,877	154	(34)	207,469	Québec
3,935	5,322	203	(15)	84,810	Nouveau-Brunswick
1,274	3,304	91	_	52,642	Nouvelle-Écosse
5,465	7,343	282	(28)	146,618	Île-du-Prince-Édouard
_			_		Terre-Neuve
161.006	EC1 100	2.150	(60.450)	9,867,560	Canada
461,806	561,169	2,150	(60,459)	9,007,000	
					27

## Members of the Corporation

Rolland P. Poirier Murray A. McBride

Noble A. Villeneuve Gerald I. Trant Vacant

W. Ralph deGruchy

#### Membres de la Société

Chairman/Président

Vice-Chairman/ Vice-président

Member/Membre

Member/Membre

Member/Membre

Secretary to Corporation /Secrétaire de la Société

## Members of the Advisory Committee

Richard Bullock

Ed Kimpe

Bernard Gallagher

Albert Vielfaure

Ron Oswald

George Higgs

Louis Renaud

Robert Younge

Willie LeBlanc

Leonard Bradley

#### Membres du Comité consultatif

British Columbia /Colombie-Britannique

Alberta

Saskatchewan

Manitoba

Ontario

Ontario

Québec

Québec

New Brunswick /Nouveau-Brunswick

Prince Edward Island /Île-du-Prince-Édouard







Chairmen of Appeal Boards Présidents des Commissions d'appel

Ralph Barichello

British Columbia /Colombie-Britannique

Gordon Miller

Alberta

Enos Sproat

Saskatchewan

Lorne Parker Fred Cohoe Danias Messier Manitoba Ontario

Québec

Albert Hanington

New Brunswick

Gordon Woodman

/Nouveau-Brunswick

Charles Yeo

Nova Scotia/Nouvelle-Écosse

Criarico rec

Prince Edward Island /Île-du-Prince-Édouard

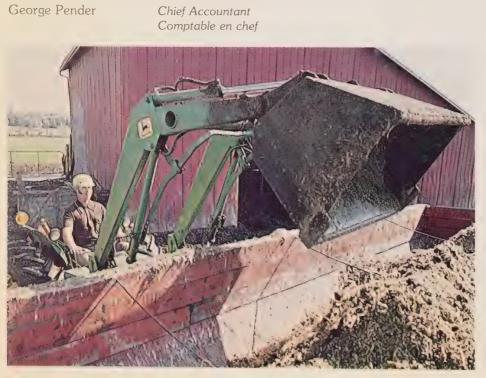
Colin Bull

Newfoundland/Terre-Neuve

Appeal Boards composed of practical farmers of proven ability and judgment are established in each Region to hear appeals from farmers who are not satisfied with the Corporation's decision on any loan application.

Des commissions d'appel, composées d'un groupe impartial de cultivateurs compétents, sont établies dans le territoire de chaque région pour entendre les appels logés par des cultivateurs qui ne sont pas satisfaits de la décision rendue par la Société à l'égard de toute demande d'emprunt.

Head Office	Siège social
Rolland P. Poirier	Chief Executive Officer Principal fonctionnaire exécutif
Murray A. McBride	Vice-Chairman Vice-président
J. Mac Day	Director, Lending Services Directeur des services de prêts
Mel E. Andal	Director, Research Services Directeur des services de recherches
W. Ralph deGruchy	Director, Administrative and Personnel Services Directeur des services administratifs et du personnel
Bill Mann	Comptroller-Treasurer Contrôleur-trésorier
Louise Neveu	Director, Information and Public Relations Services Directrice, Services de l'information et des relations publiques
Gary Shufelt	Executive Assistant Adjoint exécutif
Jean E. Brassard	Legal Counsel Conseiller juridique
J. F. Émile Pépin	Operational Auditor Vérificateur des opérations



George Pender

Regional Offices/ Bureaux régionaux	Managers/ Gérants	District Offices/ Bureaux de district	Field Offices/ Bureaux de campagne		
British Columbia/ Colombie-Britannique	Dick Bazett, 1451 Ellis St., Kelowna, V1Y 7N5 (604) 762-2416	Kelowna	Abbotsford • Dawson Creek Kamloops • Kelowna • Summerland		
Alberta	George Jones, 400 Chancery Hall, No. 3 Sir Winston Churchill Square, Edmonton, T5J 2C5 (403) 429-5251	Calgary • Edmonton Grande Prairie Lethbridge • Red Deer Vegreville	Athabasca • Barrhead • Brooks Calgary • Camrose • Didsbury Drumheller • Edmonton • Evansburg • Fairview • Falher Grande Prairie • Hanna • Lacombe Lethbridge • Medicine Hat • Peace River • Red Deer • Redwater Stettler • St. Paul • Vegreville Vermillion • Wainwright • Westlock Wetaskiwin		
Saskatchewan	Dave Fraser, 500 South Broad Plaza, 2045 Broad St., Regina, S4P 2B7 (306) 569-5941	North Battleford Prince Albert • Regina Saskatoon Swift Current Yorkton.	Assiniboia • Carlyle • Humboldt Kindersley • Lloydminster Meadow Lake • Moose Jaw North Battleford • Preeceville Prince Albert • Regina • Rosetown Saskatoon • Swift Current Tisdale • Unity • Weyburn Wynyard • Yorkton		
Manitoba	Brian Strom, 400-777 Portage Ave., Winnipeg, R3G 3L1 (204) 949-4039	Brandon • Portage la Prairie • Winnipeg	Arborg • Brandon • Carman Dauphin • Killarney • Morden Neepawa • Portage la Prairie Swan River • Virden • Winnipeg		
Ontario	Stewart Given, 105 Silvercreek Parkway N., Guelph, N1H 7G7 (519) 821-1330	Chatham • Guelph Lindsay • North Bay Ottawa • Walkerton Woodstock.	Barrie • Campbellford • Chatham Cornwall • Essex • Goderich Guelph • Kingston • Lambeth Lindsay • Listowel • New Liskeard North Bay • Orangeville Ottawa • Owen Sound • Simcoe Stratford • Vineland Station Walkerton • Woodstock Wyoming		
Québec	Fabien Langlois, 2700 boulevard Laurier, Edifice Champlain, Suite 2000, Ste-Foy, G1V 4C7 (418) 694-3539	Québec • Rimouski St-Hyacinthe • St-Jean Sherbrooke • Trois - Rivières	Arthabaska • Drummondville • Hull Joliette • Québec • Rimouski Rivière-du-Loup • Roberval St-Jérôme • St-Hyacinthe • St-Jean Sherbrooke • Trois-Rivières Valleyfield • Ville-Marie • Waterloo		
Atlantic/Atlantique	Bob Aumell, 567 St. George Blvd., Moncton, E1C 8N6 (506) 858-2010	Charlottetown Moncton	Fredericton • Grand Falls Moncton • Kentville • Woodstock Sussex • Truro • Charlottetown St. John's		

Design/Présentation	APH limited			
Photos	Ontario Ministry of Agriculture and Food: pp. 1, 5, 15, 16	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario: pp. 1, 5, 15, 16		
	Canadian Government Office of Tourism: pp. 2, 3, 10, 14, 19, 29	Office de tourisme du Canada: pp. 2, 3, 10, 14, 19, 29		
	Ken Sinclair, Canfarm Service Agency: pp. 6, 9, 20, 21, 22, 23, 25, 28, 30	Ken Sinclair, Agence de Service Canfarm: pp. 6, 9, 20, 21, 22, 23, 25, 28, 30		
	APH limited: pp. 7, 28			
	Louise Neveu: pp. 17			
Colour Separations/ Séparation de couleurs	Hadwen Graphics Limited			
Typesetting/ Composition	APH limited			
Printing/Impression	Dollco Printing Limited			
Distributed by/ Distribué par	Farm Credit Corporation, P.O. Box 6309, Station "J", Ottawa, Ontario. K2A 3W9	Société du crédit agricole, C.P. 6309, Succursale "J", Ottawa, Ontario. K2A 3W9		

## Financial Statements États financiers



## Financial Statements for the year ended March 31, 1978



Farm Credit Corporation Société du crédit agricole





The Honourable Eugene F. Whelan, P.C., M.P., Minister of Agriculture, Ottawa, Ontario

I have examined the balance sheet of Farm Credit Corporation as at March 31, 1978 and the statements of deficit — Farm Credit Act, retained earnings — Farm Syndicates Credit Act, income and expense, and changes in financial position for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at March 31, 1978 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied, after giving retroactive effect to the changes described in Notes 3 and 4 to the financial statements, on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.

J. J. Macdonell

Auditor General of Canada

Ottawa, Ontario June 9, 1978

# Balance Sheet as at March 31, 1978

Assets	
	<b>1978</b> • • • • • • 1977
Cash Accounts receivable	<b>\$ 2,013,595</b> \$ 5,693,597 <b>60,487</b> 53,540
Loans to farmers, secured by mortgages (Notes 4 and 5) Loans to farm syndicates, secured by notes (Notes 4 and 5) Agreements for sale (Note 5)	2,571,366,8762,263,817,70510,816,17911,874,55811,551,57212,253,291
Less: Allowance for doubtful accounts	<b>2,593,734,627</b> 2,287,945,554 <b>1,460,000</b> 1,130,000
	<b>2,592,274,627</b> 2,286,815,554
Real estate (Note, 6)	<b>579,561</b> 30,000
Furniture, equipment and automobile at cost Less: Accumulated depreciation	<b>1,117,370</b> 995,293 <b>724,599</b> 655,560
	<b>392,771</b> 339,733
Deferred income taxes (Note 3)	<b>298,866</b> 253,467
	<b>\$2,595,619,907</b> \$2,293,185,891
Liabilities	
Accounts payable and accrued liabilities Due to Canada (Note 7) Fire insurance recoveries and other deposits Provision for employee termination benefits (Note 4) Canada loans (Note 8)	\$ 769,188 \$ 976,836 1,838,104 1,591,074 1,225,643 1,137,109 1,534,000 1,587,000 2,493,745,553 2,203,877,455
Equity of Canada	
Contributed capital (Note 9) Deficit — Farm Credit Act Retained earnings — Farm Syndicates Credit Act	97,200,000       85,700,000         (895,921)       (1,876,991)         203,340       193,408

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Approved on behalf of the Corporation:

Chairman

/ Vice-Chairman

\$2,595,619,907

\$2,293,185,891

# Statement of Deficit — Farm Credit Act for the year ended March 31, 1978

	<b>1978</b> - 1977 - 1977
Balance, beginning of the year As previously reported Adjustments for prior years Establishment of allowance for doubtful accounts Establishment of provision for employee termination benefits	\$1,655,899 \$ (778,327) 
Balance, beginning of the year as previously restated Adjustments for prior years Increase in provision for employee termination benefits (Note 4) Interest earned on loans to farmers (Note 4) Recognition of deferred income taxes (Note 3)	<b>1,655,899 276,000 198,559 (253,467) 268,000 268,000 (214,068)</b>
Balance, beginning of the year as restated  Net (income) loss for the year	<b>1,876,991</b> 1,011,405 (981,070) 865,586
Balance, end of the year	<b>\$ 895,921</b> \$1,876,991

# Statement of Retained Earnings — Farm Syndicates Credit Act for the year ended March 31, 1978

Balance, beginning of the year As previously reported	<b>\$ 205,925</b>
Adjustments for prior years Interest earned on loans to farm syndicates (Note 4) Establishment of allowance for doubtful accounts	<b>12,517</b>
As restated Net income	<b>193,408</b> 166,828 <b>9,932</b> 26,580
Balance, end of the year	<b>\$ 203,340</b>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

# Statement of Income and Expense for the year ended March 31, 1978

### **Operations under the Farm Credit Act**

	<b>1978</b> (1984) 1 (1977)
Income	
Interest earned on loans to farmers (Note 4)	<b>\$178,904,737</b> \$151,782,814
Deduct: Interest on loans from Canada	<b>163,350,762</b> 139,717,361
	<b>15,553,975</b> 12,065,453
Fees earned	<b>1,175,504</b> 1,019,181
Other interest income	987,234 622,201
	17,716,713 13,706,835
Expense	10.075 150 150 150 071
Salaries and employee benefits (Note 4)	13,075,158 12,452,071
Travel Office accommodation	<b>1,204,822</b> 1,248,430 1,159,967 1,077,658
Provision for doubtful accounts	739,261
Telephone	<b>250,973</b> 217,980
Rental and maintenance of office equipment	248,773
Printing, stationery and office supplies	173,379 154,492
Depreciation	98,694 (85,650)
Postage and express	<b>101,117</b> [[a.th.]]; 9 79,591
Miscellaneous	<b>229,259</b> 276,976
The Aller of the control of the Cont	<b>17,281,403</b> 16,303,008
Less: Allocated to operations under the Farm Syndicates Credit Act and the Small Farm Development Program	500,361
	16,781,042 15,570,429
Net operating income (loss)	935,671 (1,863,594)
Portion of net operating loss recovered under Agriculture Vote 60	<u>— 958,609</u>
Net income (loss) before income taxes and extraordinary item	935,671 (904,985)
Provision for income taxes (Note 3)	
Current	480,377
Deferred	(45,399) (39,399)
	434,978 (39,399)
Net income (loss) before extraordinary item	500,693 (865,586)
Extraordinary item:	
Income tax reduction (Note 3)	480,377
Net income (loss) (Notes 3 and 4)	<b>\$ 981,070</b> \$ (865,586)

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

#### Operations under the Farm Syndicates Credit Act

	1978	1977
Income		
Interest earned on loans to farm syndicates (Note 4)	\$846,104	\$906,269
Deduct: Interest on loans from Canada	811,554	849,709
	34,550	56,560
Service charges and other	35,281	43,048
	69,831	99,608
Expense allocated to operations under this Act	59,476	72,882
	10,355	26,726
Provision for doubtful accounts	423	146
Net income (Notes 3 and 4)	\$ 9,932	\$ 26,580
Operations under the Small Farm Development Program	1978	1977
Income		4504.650
Interest earned on agreements for sale	\$774,272	\$786,259
Deduct: Interest on loans from Canada	713,786	711,174
	60,486	75,085
Application fees and other	22,072	12,424
	82,558	87,509
Expense		
Allocated to operations under this Program	440,886	659,697
Legal fees and other	3,568	16,199
	444,454	675,896
Deduct: Amount recovered from Agriculture Vote 1	444,454	675,896
Excess of income over expense due to Canada (Note 7)	\$ 82,558	\$ 87,509

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

## Statement of Changes in Financial Position for the year ended March 31, 1978

	1978	1977	
Funds provided			
Loans from Canada Repayments and prepayments of principal from borrowers Capital contributed by Canada Decrease (increase) in cash Net income (loss) — Farm Credit Act Net income — Farm Syndicates Credit Act Increase in accrued interest on loans from Canada	\$381,100,000 99,142,987 11,500,000 3,680,002 981,070 9,932 3,933,504	\$350,500,000 86,983,432 10,700,000 (2,758,881) (865,586) 26,580 8,583,564	
	\$500,347,495	\$453,169,109	
Funds applied  Loans to borrowers  Less: Amount refinanced	\$511,485,619 123,859,005	\$445,695,229 92,372,046	
Repayment of loans from Canada Increase in accrued interest on loans to borrowers Other	387,626,614 95,165,406 15,418,320 2,137,155	353,323,183 84,018,720 14,449,168 1,378,038	
	\$500,347,495	\$453,169,109	

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

## Notes to Financial Statements March 31, 1978

#### 1. Corporate objective

The Farm Credit Corporation was established on October 5, 1959, by the Farm Credit Act as the successor to the Canadian Farm Loan Board. The Corporation's prime objective is to assist Canadian farmers to establish and develop sound farm enterprises through the use of long-term credit as provided for by the Farm Credit Act.

The Corporation also administers the lending program authorized under the Farm Syndicates Credit Act which was originally introduced as the Farm Machinery Syndicates Credit Act on December 11, 1964. It provides for loans to groups or syndicates of farmers organized to share in the purchase and use of farm machinery, buildings and installed equipment.

Pursuant to the Farm Credit Act and an agreement with the Department of Agriculture, the Corporation provides services pertaining to the purchase and sale of farm land in administering the Land Transfer Plan, a component of the Department's Small Farm Development Program. The Corporation's operating costs are reimbursed by the Department and the excess of income over expense is paid to Canada.

The transactions relating to each of these activities are accounted for separately by the Corporation.

#### 2. Significant accounting policies

Allowance for doubtful accounts

The allowance for doubtful accounts relates to loans to farmers, loans to farm syndicates and agreements for sale. This allowance represents the Corporation's estimate of future probable losses on the accounts outstanding at March 31, 1978, and includes a component which, on the basis of historical loss experience, covers future losses not yet identified and also a component to provide for specifically identified probable losses.

Actual losses on loans, recoveries on loans and the changes in the allowance are recorded in the related statement of income and expense as a provision for doubtful accounts.

Capital losses resulting from real property transactions under the Small Farm Development Program may be recovered through a separate parliamentary appropriation. No requirement for the application of this provision has yet occurred.

#### Revenue recognition

Interest on loans to farmers, loans to farm syndicates and agreements for sale is recorded as income on an accrual basis.

Appraisal fees received with applications are recorded as income when received. Appraisal fees retained from loan funds are recorded as income at the time the loans are disbursed.

Supervision fees are recorded as income annually on the related instalment due date. Discharge and partial discharge fees are recorded as income when the discharge takes place.

Service charges earned on loans to farm syndicates are recorded as income when loans are disbursed.

#### 3. Income taxes

It has been the policy of the Corporation to reflect in the statement of income and expense under the Farm Credit Act, a provision for income taxes relating to the combined operations under the Farm Credit Act and the Farm Syndicates Credit Act. The portion of the provision for income taxes applicable to operations under the Farm Syndicates Credit Act amounted to \$4,569 for the year ended March 31, 1978 and \$12,227 for the year ended March 31, 1977.

The Corporation is showing a \$480,377 reduction in corporate income taxes for the current year as an extraordinary item in the statement of income and expense under the Farm Credit Act. The taxes payable for the year have been eliminated because the Corporation deducted \$487,076 of prior period adjustments and \$557,221 of tax losses carry-forward from taxable income for tax purposes.

Previously, the Corporation had not recognized deferred income tax debits arising from timing differences between depreciation recorded in the accounts and the amount claimed for tax purposes. The Corporation has now reflected these deferred income tax debits which amount to \$298,866 at March 31, 1978. Recognition of these income tax debits has resulted in an increase of \$45,399 in net income for the current year under the Farm Credit Act. The balance of Deficit-Farm Credit Act at March 31, 1977, has been restated to show a retroactive credit of \$253,467 at that date. The amount of \$39,399, which applied to the year ended March 31, 1977, had the effect of reducing the net loss by the same amount and has been reflected in the statement of income and expense under the Farm Credit Act for that year. The remaining amount of \$214,068 is applicable to years prior to April 1, 1976, and the balance of Deficit-Farm Credit Act has been restated to reflect a decrease by this amount at that date. In previous years, the Corporation excluded funds provided by parliamentary appropriation from its income for income tax purposes. During the year, reassessments from Revenue Canada-Taxation for 1972 through 1975 were upheld with the result that funds received under parliamentary appropriations for recovering the Corporation's operating losses were included in computing income. These reassessments reduced the loss carry-forward for tax purposes as at March 31, 1977 from \$26,004,124 to \$2,459,206, assuming similar reassessments for 1976 and 1977. The Corporation now includes funds provided by parliamentary appropriation in its income for income tax

The loss carry-forward for tax purposes which has not been recognized in the financial statements, amounts to \$1,901,985. The tax benefits pertaining to this loss carry-forward are available until March 31, 1982.

#### 4. Adjustments for prior years

The balance of Deficit — Farm Credit Act at March 31, 1977 has been restated to show a retroactive charge of \$276,000 representing an additional provision for employee termination benefits required at that date. Of this amount, a charge of \$8,000 was applicable to the year ended March 31, 1977, and has been reflected in the statement of income and expense under the Farm Credit Act for that year. An amount of \$268,000 is applicable to years prior to April 1, 1976 and the balance of Deficit — Farm Credit Act has been restated to reflect an increase of this amount at that date. The provision for employee termination benefits at March 31, 1978, after reflecting these adjustments for prior years and changes in the provision for the current year, amounted to \$1,534,000.

A retroactive charge of \$198,559 relating to an adjustment of interest earned on loans to farmers has been reflected in the statement of income and expense under the Farm Credit Act for the year ended March 31, 1977 and the balance of Deficit — Farm Credit Act at March 31, 1977 has been increased accordingly. Loans to farmers, secured by mortgages, at March 31, 1977, have been reduced by a similar amount.

The balance of Retained Earnings — Farm Syndicates Credit Act at March 31, 1977 has been restated to show a retroactive charge of \$12,517 representing an adjustment of interest earned on loans to farm syndicates. This adjustment has been reflected in the statement of income and expense under the Farm Syndicates Credit Act for the year ended March 31, 1977. Loans to farm syndicates, secured by notes, at March 31, 1977, have been reduced by a similar amount.

#### 5. Long-term receivables

Outstanding amounts are receivable over periods of up to thirty years at interest rates in effect at the time of approval.

	Period not	Annual interest	,	nding amount thousands)
	exceeding	rate%	1978	1977
Loans to farmers	30 years	5 - 10	\$2,571,367	\$2,263,818
Loans to farm syndicates	7 4 1 15 years	6 1/4 - 10	10,816	11,875
Agreements for sale	30 years	5 - 10	11,552	12,253
			\$2,593,735	\$2,287,946

A summary of the long-term receivables in the aggregate, by annual interest rate and fiscal year of maturity, is as follows:

Annual interest rate		Maturities by fiscal year (in thousands)				1984 through	
%	Total	1979	1980	1981	1982	1983	2008
5 - 5 7/8 6 - 6 7/8 7 - 7 7/8 8 - 8 7/8 9 - 9 7/8	\$ 329,111 327,657 506,518 819,810 556,412	\$ 28,936 22,702 30,841 49,054 27,893	\$18,133 10,810 12,692 15,437 7,332	\$18,629 11,161 13,522 16,231 7,986	\$19,023 11,576 14,375 16,991 8,654	\$19,275 12,134 15,280 18,058 9,292	\$ 225,115 259,274 419,808 704,039 495,255
10	54,227	3,508	709	729	770	799	47,712
	\$2,593,735	\$162,934	\$65,113	\$68,258	\$71,389	\$74,838	\$2,151,203

At March 31, 1978, accrued interest of \$102,240,000 (\$86,822,000-1977) and arrears of \$21,105,000 (\$15,541,000-1977) are included and are shown as maturing in the year ending March 31, 1979.

Prepayments of principal from borrowers of \$45,700,000 (\$33,700,000-1977) were received during the year and applied as a reduction of principal.

#### 6. Real estate

This represents farm property held by the Corporation for resale and is carried at the lower of cost and net realizable value. It consists of property acquired in the process of administering the outstanding loans to farmers and to farm syndicates and must be disposed of by the Corporation within five years of acquisition or such further period as the Governor in Council may prescribe.

#### 7. Due to Canada

The amount due to Canada of \$1,838,104 (\$1,591,074 — 1977) is in respect of operations during the year under the Farm Credit Act and under the Small Farm Development Program and is determined as follows:

	1978	1977
Operations under the Farm Credit Act — Funds received from Agriculture Vote 65 (Vote 60 — 1977) Less: Portion of net operating loss recoverable	\$1,700,000	\$2,400,000 958,609
	1,700,000	1,441,391
Operations under the Small Farm Development Program — Funds received from Agriculture Vote 1 Less: Administrative expense	500,000 444,454	738,070 675,896
	55,546	62,174
Excess of income over expense	82,558	87,509
	\$1,838,104	\$1,591,074

#### 8. Canada loans

The Corporation has borrowed funds, secured by note, from the Minister of Finance for the purpose of making farm loans, pursuant to section 13 of the Farm Credit Act and section 8 of the Farm Syndicates Credit Act. The Corporation also borrows funds pursuant to the Farm Credit Act, as authorized by Order in Council P.C. 1972-1490, dated June 29, 1972, for the purposes of the Small Farm Development Program. These borrowings are repayable in accordance with the terms and interest rates prescribed at the time of borrowing.

Outstanding amounts as at March 31, 1978, are as follows:

	Period not	Annual interest	Outstanding amount (in thousands)
	exceeding	rate%	1978 1977
Farm Credit Act	20 years	3 1/2 - 9	\$2,417,481 \$2,130,174
Farm Syndicates Credit Act	5 years	5 1/4 - 9	10,551 11,629
Small Farm Development Program	20 years	6-9	10,086 10,380
Accrued interest			55,628 51,694
			\$2,493,746 \$2,203,877

A summary of the Canada loans in the aggregate, by annual interest rate and fiscal year of maturity, is as follows:

Annual interest rate	Tive!	1070		faturities by fiscal (in thousands)		1000	1984 through
%	Total	1979	1980	1981	1982	1983	1999
3 - 4 7/8	\$ 15,914	\$ 2,725	\$ 2,353	\$ 2,451	\$ 2,552	\$ 2,355	\$ 3,478
5 - 5 7/8	275,000	35,907	29,767	31,063	32,761	32,346	113,156
6 - 6 7/8	618,159	48,429	40,544	43,152	45,929	40,623	399,482
7 - 7 7/8	533,911	29,574	21,607	22,789	23,666	24,985	411,290
8 - 8 7/8	906,542	41,303	21,714	23,505	25,447	27,344	767,229
9	144,220	6,293	3,456	3,555	3,680	4,018	123,218
	\$2,493,746	\$164,231	\$119,441	\$126,515	\$134,035	\$131,671	\$1,817,853

The amounts outstanding as of March 31, 1978, include accrued interest totalling \$55,628,000 (\$51,694,000-1977) and are shown as maturing in the year ending March 31, 1979.

#### 9. Contributed capital

The contributed capital of the Corporation represents the amount received from Canada under section 12 of the Farm Credit Act. The statutory limit on this amount during the year has been \$100 million. Subsequent to the year-end, the limit has been increased as described in Note 14.

#### 10. Interest rates

Loans to farmers bear an interest rate from the date of approval equal to the base rate defined in section 3(2) of the Farm Credit Act Interest Rates Regulations plus one per cent. The base rate is determined using the average yield on Government of Canada bonds payable in Canadian currency and due to mature in five to ten years. The lending rate is established for six month periods commencing April 1st and October 1st each year and applies to all loans approved in the related six-month period.

However, if a new loan under the Farm Credit Act is made, a portion of which is to be used to repay an existing Farm Credit Act loan, the current lending rate and the rate on the existing loan are blended and a composite rate charged. Except for the provision for blended rates, rates on loans to farm syndicates are determined in the same manner using the yield on Government of Canada bonds maturing in one to five years plus one per cent. Interest rates on borrowings from Canada by the Corporation under section 13 of the Farm Credit Act are established for sixmonth periods commencing April 1st and October 1st each year in accordance with the terms and conditions approved by the Governor in Council. Similarly, rates on borrowings under section 8 of the Farm Syndicates Credit Act are set on these dates for the same six-month periods.

#### 11. Commitments to borrowers

Loans to borrowers approved but not disbursed as at March 31, 1978, amounted to \$62.6 million most of which were approved at 9-1/4%. It is expected that the majority of these loans will be disbursed within the six-month period ending September 30, 1978, from funds to be borrowed by the Corporation from Canada at 8-1/2%.

#### 12. Comparative figures

Certain figures for the previous year have been restated to conform to the current year's presentation.

#### 13. Anti-Inflation Act

Under this legislation, the Corporation is subject to mandatory compliance with the controls on employees' compensation.

#### 14. Amendment to the Farm Credit Act

An Act to amend the Farm Credit Act was proclaimed by the Government on May 11, 1978.

The amendments provide for a new loan limit of \$200,000 for a farm unit with one qualifying applicant and \$400,000 for a farm unit where there are two or more qualifying applicants. Previously, the borrowing ceilings were \$150,000 for persons under 35 years of age and \$100,000 for borrowers 35 and over. The only age restriction to remain is the 35-year age limit for young farmers wishing to phase into farming over a five-year period while retaining off-farm employment. Previously, standard loans were based on an appraised or productive value while loans to persons under 35 years of age were based on market value. The amended Act now provides that all loans be based on market value.

The Corporation's authorized capital has been increased from \$100 million to \$150 million, with the provision that further increases in excess of this amount may be authorized under an Appropriation Act. As a consequence, the Corporation's maximum borrowing capacity from the Minister of Finance has been increased to \$3.75 billion.

The statutory \$25 a year charge for supervision applied to loans exceeding 75 per cent of the appraised value has been eliminated. In addition, interest on arrears will be charged at the loan interest rate rather than the loan interest rate plus one-half per cent as previously charged.

The amended Farm Credit Act now contains a provision allowing the Corporation to provide for future losses on loans in accordance with generally accepted accounting principles.

#### 14. Modifications à la Loi sur le crédit agricole

La Loi modifiant la Loi aur le crédit agricole a été promulguée par le Gouvernement le 11 mai 1978.

Le capital autorisé de la Société à été augmenté de \$100 millions à prêts seront fondés sur la valeur marchande. valeur marchande. La Loi modifiée stipule maintenant que tous les aux personnes âgées de moins de 35 ans, étaient fondés sur la la valeur estimative ou productive tandis que les prêts consentis période. Les prêts réguliers étaient antérieurement fondés sur en conservant leur emploi à l'extérieur de la ferme pendant cette sur une exploitation au cours d'une période de cinq ans tout le cas des jeunes agriculteurs qui désirent s'établir graduellement en matière d'âge qui demeure est la limite d'âge de 35 ans dans le cas des personnes âgées de 35 ans et plus. La seule restriction cas des personnes âgées de moins de 35 ans et de \$100,000 dans qualifiés ou plus. Les anciens plafonds étaient de \$150,000 dans le et à \$400,000 par exploitation comprenant deux requérants \$200,000 par exploitation comprenant un seul requérant qualifié, Les modifications établissent une nouvelle limite de prêts de

\$150 millions, et pourrait être augmenté de nouveau en vertu d'une loi portant affectation de crédit. Cette modification augmente le pouvoir d'emprunt maximal de la Société auprès du ministre des Finances, à \$3.75 milliards.

On a supprimé les honoraires statutaires de \$25 par année qui étaient perçus à l'égard des prêts surveillés excédant 75 pour cent de la valeur estimative. De plus, l'intérêt sur les arrérages cent de la valeur estimative. De plus, l'intérêt sur les arrérages

d'intérêt du prêt plus un demi pour cent, comme par le passé. La Loi sur le crédit agricole modifiée comporte maintenant une disposition qui autorise la Société à comptabiliser ses pertes futures sur ses prêts en conformité des méthodes comptables généralement reconnues.

xuet ue'up tôtulq têrq ub têrêtî aux taux xue têrêtî eretreq

#### 9. Capital d'apport

Le capital d'apport de la Société représente le montant reçu du Canada en vertu de l'Article 12 de la Loi sur le crédit agricole. La limite statutaire relative à ce montant s'est établie à \$100 millions au cours de l'année. Elle a été augmentée après la fin de l'année tel que décrit dans la note 14.

#### 10. Taux d'intérêt

Les faux d'intérêt sur les prêts consentis aux agriculteurs sont fixés à compter de la date de l'approbation. Ces taux correspondent à un pour cent plus le taux de base défini dans l'article 3(2) du Règlement sur les taux d'intérêt de la Loi aur le crédit agricole. Le taux de base est déterminé en utilisant le rendement moyen des obligations fédérales payables en monnaie canadienne et devant venir à échéance dans cinq à dix ans. Le taux d'intérêt est établi pour des périodes de six mois commençant le 1er avril et le 1er octobre de chaque année et il s'applique à tous les prêts approuvés durant le semestre en question.

Toutefois, lorsqu'un nouveau prêt consenti en vertu de la Loi sur le crédit agricole sert en partie à rembourser un prêt S.C.A. actif, on combine le taux d'intérêt courant et le taux d'intérêt sur ce prêt actif afin d'obtenir un taux d'intérêt composé. Sauf les taux ayndicats combinés, les taux d'intérêt aur les prêts consentis aux syndicats agricoles sont déterminés de la même façon c.-à-d. en prenant le rendement des obligations fédérales venant à échéance dans une à cinq années et en y ajoutant 1%.

Les taux d'intérêt sur les emprunts de la Société auprès du Canada en vertu de l'article 13 de la Loi sur le crédit agricole sont établis au début de chaque semestre, soit le 1er avril et le 1er octobre de chaque année, en conformité avec les modalités et les conditions approuvées par le Gouverneur en conseil. De même, les taux d'intérêt sur ses emprunts en vertu de l'article 8 de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles sont fixés à ces de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles sont fixés à ces

mêmes dates et s'appliquent au cours des mêmes semestres.

#### 11. Engagements envers les emprunteurs

Les prêts approuvés aux emprunteurs mais non déboursés au 31 mars 1978, s'élevaient à \$62.6 millions. La plupart portaient un taux d'intérêt de 9-1/4%. On prévoit que la majorité de ces prêts seront déboursés dans le semestre se terminant le 30 septembre 1978, à même les fonds que la Société empruntera du Canada à 1978, à même les fonds que la Société empruntera du Canada à 8-1/2%

#### 12. Chilfres comparatifs

Certains chilfres de l'année précédente ont été modifiés afin de les rendre conformes à la précédente ou l'année courante.

#### 13. Loi anti-inflation

La Société est tenue de se conformer aux contrôles imposés sur la rémunération de ses employés dans le cadre de cette loi.

#### ebnot-ensita .a

Cette rubrique représente les propriétés déténus par la Société pour fins de revente. Le montant indiqué est le moins élevé entre le prix coûtant et la valeur réalisable nette. Ces propriétés sont acquises dans le cadre de l'administration des prêts non soldés auprès d'agriculteurs et de syndicats agricoles, et la Société doit s'en départir dans les cinq années suivant l'acquisition ou au cours de toute période additionnelle que peut prescrire le cours de toute période additionnelle que peut prescrire le Couverneur en conseil.

#### 7. Montant à payer au Canada

Le montant à payer au Canada s'élève à \$1,838,104 (\$1,591,074 en 1977). Il a trait aux opérations effectuées au cours de l'année en vertu de la Loi sur le crédit agricole et en vertu du Programme de développement des petites fermes, et il se répartit comme suit:

\$70,192.1\$	\$1,858,18	
602,78	82,558	Excédent des revenus sur les dépenses
\$\tau_171,\tau_2	942,53	
070,857 08,270	000,002	Opérations en vertu du Programme de développement des petites fermes — Fonds reçus d'Agriculture Canada, Crédit 1 Moins: Dépenses administratives
1,441,391	1,700,000	
000,004,2\$	000'002'1\$	Opérations en vertu de la Loi sur le crédit agricole — Fonds reçus d'Agriculture Canada, Crédit 65 (Crédit 60 en 1977) Moins: Portion recouvrable de la perte d'exploitation
<i>LL</i> 61	8461	-decime Albane of mue to Left of American and American an

#### 8. Emprunts auprès du Canada

La Société a emprunté des fonds garantis par billet, auprès du ministre des Finances, afin de consentir des prêts agricoles en conformité avec l'article 13 de la Loi sur le crédit agricole et de l'article 8 de la Loi sur le crédit agricole. La Société emprunte également des fonds dans le cadre de la Loi sur le crédit agricole, en conformité avec le décret C.P 1972-1490, daté du 29 juin 1972, pour les besoins du Programme de développement des petites fermes. Ces emprunts sont remboursables en conformité avec les modalités et les taux d'intérêt prescrits au développement des petites fermes.

Les montants non soldés au 31 mars 1978 s'établissent comme suit:

778,803,2\$	947,594,246				
₹69°IS	879'99			n.xi	ntérêt cou
086,01	980,01	6 - 9	20 ans	e de développement des petites fermes	rogramme
629'11	10,551	6-1/19	sue g	crédit aux syndicats agricoles	o al rus io
\$2,130,174	184,714,2\$	3 1/2 - 9	20 ans	stedit agricole	o ol rue io.
LL61	8461	% [ənuuɐ	bys		
liers de dollars)	llim ns)	d'intérêt	n'excédant		
sblos non im	Monta	Taux	Période		

Le montant global des emprunts auprès du Canada, réparti selon le taux d'intérêt annuel et l'année financière d'échéance s'établit comme suit:

\$1,817,853	178,151\$	\$134,035	\$156,515	144,611\$	164,231	947,894,246	
874,8 874,8 812,811 812,821 813,821	\$355,2 \$34,9 \$34,9 \$36,0 \$36,0 \$10,4 \$10,4	\$, 2,552 32,761 45,929 23,666 25,447 3,680	134,2 81,563 221,52 203,529 503,52 533,5	\$2,353 29,767 40,544 21,607 21,714 3,456	27,7.2 35,907 429,674 429,674 41,303 505,14	\$16,914 275,000 533,911 906,542 119,520 144,220	8/L 8 - 8 8/L 2 - 1 8/L 9 - 9 8/L 9 - 9 8/L 7 - 8
666I ę	£86I	7861		Echéances par a (en milliers	6261	letoT	xusT intérêt launna %

Les montants non soldés au 31 mars 1978 incluent un intérêt couru s'élevant à \$55,628,000 (\$51,694,000 en 1977) et paraissent comme venant à échéance dans l'année se terminant le 31 mars 1979.

#### 4. Redressements pour les années antérieures

Le solde du déficit — Loi sur le crédit agricole au 31 mars 1977, a été redressé afin de faire état d'une charge rétroactive de \$276,000 représentant une provision additionnelle pour couvrir les prestations de cessation d'emploi requises à cette date. Ce montant se compose d'une charge de \$8,000 s'appliquant à l'année terminée le 31 mars 1977 et qui a été incorporée dans l'année et quiminée le 31 mars 1977 et qui a été incorporée dans l'année en question, et d'une charge de \$268,000 s'appliquant aux années antérieures au ler avril 1976 et qui a été incorporée dans le solde du déficit — Loi sur le crédit agricole redressé à cette date. La provision pour prestations de cessation d'emploi s'élevait à \$1,534,000 au 31 mars 1978, après y avoir apporté ces charge de \$1,534,000 au 31 mars 1978, après y avoir fait les charge et active pour les années antérieures et avoir fait les charge de \$198,559 a été incorporée rétroactivement à l'hétat des revenirs pour l'année courante.

Une charge de \$198,559 a été incorporée rétroactivement à l'état des revenus et dépenses de la Loi aur le crédit agricole pour l'année terminée le 31 mars 1977 afin de redresser l'intérêt gagné sur les prêts aux cultivateurs, et le solde du déficit — Loi aur le crédit agricole au 31 mars 1977, a été augmenté en conséquence. Les prêts aux cultivateurs, garantis par hypothèque, au 31 mars 1977, ont été réduits par un montant correspondant.

Le solde des bénéfices non répartis — Loi sur le crédit aux syndicats agricoles au 31 mars 1977, a été redressé afin de faire état d'une charge rétroactive de \$12,517 représentant un redressement de l'intérêt gagné sur les prêts aux syndicats agricoles. Ce redressement à été incorporé dans l'état des prevenus et dépenses de la Loi aur le crédit aux syndicats agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1977. Les prêts aux syndicats agricoles agricoles, garantis par des billets, au 31 mars 1977, ont été réduits par un montant correspondant.

#### 5. Montants à recevoir à long terme

Les montants à recevoir sont exigibles sur des périodes pouvant atteindre trente années et portent les taux d'intérêt qui étaient en vigueur au moment de l'approbation du prêt.

\$2,287,946	\$2,593,735				
\$18,263,818 11,875 12,253	\$2,175,28 18,01 525,11	01 - 9 01 - 1/1 9 01 - 9	sns 05 sns 21 sns 05		Prêts aux cultivateurs Prêts aux syndicats agricoles Contrats de vente
<b>sblos non tr</b> (srs de dollars) 779I		xueT tŝrŝtni'b % lsunne	Période taspásze psed		

Le montant global des sommes à recevoir à long terme, réparti selon le taux d'intérêt annuel et l'année financière d'échéance, se résume comme suit:

\$2,151,203	888,47\$	686,17\$	892,89\$	\$1113	\$162,934	\$2,593,735	
\$08,617 \$08,614 \$25,364	765,257 18,058 18,058 15,134 15,134	978, 11 678, 41 678, 41 678, 41	225,81 181,11 182,81 182,81	269,21 78,631 288,7 288,7 288,7	207,722 70,624 720,64 720,693 803,508	735,725 735,725 735,725 735,725 735,725 735,725 735,725 735,725 735,725	01 8/L 6 - 6 8/L 8 - 8 8/L L - L 8/L 9 - 9
4861 6 8002 811,822 \$	<b>8861</b>	<b>286I</b>		1980 1980 \$18,133	626I 626I	<b>Total</b>	têrêt ləunne % 8 / 5 - 5

Un intérêt couru de \$102,240,000 (\$86,922,000 en 1977) et des arrérages de \$21,105,000 (\$15,541,000 en 1977) sont inclus au 31 mars 1978 et identifiés comme venant à échéance au cours de l'année se terminant le 31 mars 1979.

Au cours de l'année, la S.C.A. a reçu des emprunteurs \$45,700,000 (\$33,700,000 en 1977) en paiements anticipés du principal. Elle a appliqué ce montant en réduction du principal.

### 8791 sam 15 ub Notes aux états financiers

#### 1. Objectif de la société

paraissent à titre de revenus au moment du déboursement des Les frais de service gagnés sur les prêts aux syndicats agricoles et de quittance sont inscrits à titre de revenus au fur et à mesure. revenus aux dates d'échéance applicables. Les trais de mainlevée Les trais de surveillance sont inscrits annuellement à titre de

#### 3. Impôts sur le revenu

imposable. \$557,221 en pertes reportées pour fins d'impôt à même le revenu a titre de redressement pour les périodes antérieures, ainsi que année ont été annulés parce que la Société a déduit \$487,076 corporatif sur le revenu de la Société. Les impôts payables pour état d'une réduction de \$480,377 au chapitre de l'impôt pour l'année courante comporte un poste extraordinaire taisant L'état des revenus et dépenses de la Loi sur le crédit agricole \$12,227 pour l'année terminée le 31 mars 1977. s'èlevait à \$4,569 pour l'année terminée le 31 mars 1978 et à opérations en vertu de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles La partie des impôts sur le revenu qui était attribuable aux le crédit agricole et de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles. crédit agricole, en combinant les opérations en vertu de la Loi sur dans son état des revenus et dépenses portant sur la Loi sur le Par le passé, la Société rendait compte des impôts sur le revenu

solde à l'Etat du déficit — Loi sur le crédit agricole a été redressé \$214,068 s'applique aux années antérieures au ler avril 1976, et le sur le crédit agricole pour l'année en question. Le solde de perte et a été incorporé à l'état des revenus et dépenses de la Loi 31 mars 1977, s'est traduit par une réduction correspondente de la date. Le montant de \$39,399 qui s'applique à l'année terminée le redressé afin de faire état d'un crédit rétroactif de \$253,467 à cette du déficit — Loi sur le crédit agricole au 31 mars 1977, a été l'année courante en vertu de la Loi sur le crédit agricole. L'Etat traduite par une augmentation de \$45,399 des revenus nets pour comptabilisation de ces impôts sur le revenu débiteurs s'est reportés débiteurs qui s'élèvent à \$298,866 au 31 mars 1978. La fins d'impôt. La Société a maintenant comptabilisé ces impôta amortissement inscrit aux comptes et le montant réclanié pour reportés débiteurs résultant des écarts temporaires entre Antérieurement, la Société ne comptabilisait pas les impôts

ain de taire état d'une diminution du même montant à la date en

iscaux ayant trait a ce report seront disponibles jusqu'au 31 mars dans les états financiers, s'élève à \$1,901,985. Les avantages La perte reportée pour fins d'impôt dont on n'a pas rendu compte parlementaires, dans ses revenus pour tins d'impôt sur le revenu. maintenant les fonds qui lui sont fournis au moyen de crédits similaires seront faites pour 1976 et 1977. La Société inclut 1977 de \$26,004,124 à \$2,459,206, en présumant que des cotisations cotisations ont réduit la perte reportée pour fins d'impôt au 31 mars versés pour combler ses pertes d'exploitation. Ces nouvelles qaus ses revenus les tonds reçus en vertu de crédits parlementaires 1972 à 1975, ont été maintenus de sorte que la Société a du inclure cotisations émis par Revenu Canada — Impôt pour les années revenus pour fins fiscales. Au cours de l'année, les avis de nouvelles optenus au moyen d'un crédit parlementaire, lors du calcul de ses Au cours des années antérieures, la Société exclusit les tonds

> La Société administre également un programme de crédit long terme sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. exploitations agricoles rentables en leur fournissant du crédit à est d'aider les agriculteurs canadiens à établir et à aménager des Commission du prêt agricole canadien. Son objectif prioritaire sur le crédit agricole, le 5 octobre 1959 afin de succéder à la La Société du crédit agricole a été constituée, en vertu de la Loi

> d'équipement fixe. de l'utilisation de machines aratoires, de bâtiments de terme et regroupent en syndicats afin de se partager le coût de l'achat et L'objectif de la L.C.S.A. est de prêter aux agriculteurs qui se de machines aratoires qui avait été votée le 11 décembre 1964. agricoles. Cette loi a remplacé la Loi sur le crédit aux syndicats autorisé sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats

versé au Canada. par le ministère, et l'excédent des revenus sur les dépenses est occasionnés à la Société par ce programme lui sont remboursés des petites fermes d'Agriculture Canada. Les frais d'exploitation des terres, une composante du Programme de développement en vertu de la Loi sur le crédit agricole, relève du Plan de transfert Agriculture. Ce service, qui est complementaire à ses activités agricoles en vertu d'un accord conclu avec le ministre de La Société fournit un service d'achats et de ventes de terres

chacune de ces activités. La Société comptabilise séparément les transactions qui ont trait à

#### 2. Conventions comptables importantes

Frousion pour créances douteuses

Les pertes réelles sur les prêts, les recouvrements sur les prêts du'une estimation des pertes probables connues. Société s'attend à subir sur la base des résultats antérieurs, ainsi estimation des pertes futures non encore identifiées que la comptes en souffrance au 31 mars 1978. Elle inclut une pertes estimatives que la Société s'attend d'encourir sur les ainsi qu'aux contrats de vente. Cette provision représente les aux agriculteurs, aux prêts consentis aux syndicats agricoles La provision pour créances douteuses a trait aux prêts consentis

des revenus et dépenses approprié à titre de provision pour et les changements dans la provision sont incorporès dans l'état

necessaire de recount a cette disposition jusqu'à maintenant. parlementaire approprie. Loutefois, il ne s'est pas avere termes peuvent être recouvrées au moyen d'un crédit faites en vertu du Programme de développement des petites Les pertes en capital découlant des transactions immobilières creances douteuses.

Comptabilisation des revenus

Les honoraires d'évaluation perçus lors de la demande à titre de revenus sur une base de comptabilité d'exercice. syndicats agricoles ainsi que sur les contrats de vente, paraissent Les intérêts sur les prêts aux agriculteurs, sur les prêts aux

sont inscrits à titre de revenus au moment du déboursement de réception. Les honoraires d'évaluation gagnés sur les prêts d'emprunt paraissent à titre de revenus à compter de la date

des prets.

Provenance des fonds

**State aux emprunteurs**Prêts aux emprunteurs
Official description of the state of

## État de l'évolution de la situation financière pour l'année terminée le 31 mars 1978

601,691,524\$	\$64,745,002\$
<del>199'883'884</del>	3,933,504
76,580	56,6
(989,398)	070,186
(2,758,881)	3,680,002
10,700,000	11,500,000
254,589,432	786,241,66
\$320,500,000	\$381,100,000
	0/61

Augmentation des intérêts courus sur les emprunts auprès du Canada
Revenus nets — Loi sur le crédit aux syndicats agricoles
Revenus nets (perte) — Loi sur le crédit agricole
Diminution (augmentation) de l'encaisse
Capital d'apport du Canada
Remboursements et paiements anticipés de principal par les emprunteurs
Emprunts auprès du Canada

601'691'897\$	\$64,745,002\$
1,378,038	2,137,155
891'675'10	15,418,320
353,323,1 <b>83</b> 84,018,720	987,626,614 96,165,406
92,372,046	123,859,005
\$442,695,229	619'984'119\$

#### Remboursement des emprunts auprès du Canada Augmentation des intérêts courus sur les prêts aux emprunteurs Autres

## Opérations sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

609°48 \$	\$ 82,558	Excédent des revenus sur les dépenses à payer au Canada (Note 7)
968°949 % 968°949	#\$56,444 \$26,444	Moins: Montant récupéré du crédit 1 de l'Agriculture est par l'apprendit l'action de l'Agriculture est par l'action de l'act
661'91 469'699	988,044 893,5	Dépenses affectées aux opérations en vertu de ce programme de l'ablance de l'ablanc
605,78	829,28	and the street of the properties of the control of the properties and the properties of the control of the cont
75,085	60,486	Droits accompagnant les demandes et autres frais profére le la
471,117 471,117	272, <u>≯77</u> \$ 387,£17	Revenus Intérêts gagnés sur les contrats de vente par l'algoration de les contrats de vente par l'algoration de l'algoration d
<i>LL</i> 61		Opérations en vertu du Programme de développement des petite
		viva cel tue menuelensk ek commencen and mb miner are emeitens and
\$ 50,580	256,6 \$	Revenue nets (Notes 3 et 4) The properties of the Santa Control of the S
26,726	10,355	Provision pour créances douteuses
809,99 288,27	944,93 188,93	Dépenses affectées aux opérations sous le régime de cette Loi
43°048 26°260	34,550	Frais de service et autres
		Revenus Intérêts gagnés sur les prêts aux syndicats agricoles (Note 4) Moins: Intérêts sur les emprunts auprès du Canada.
607,848 607,848	34,554	Intérêts gagnés sur les prêts aux syndicats agricoles (Note 4)  Moins: Intérêts sur les emprunts auprès du Canada.

## État des revenus et dépenses pour l'année terminée le 31 mars 1978 Opérations sous le régime de la Loi sur le crédit agricole

(985,588) \$	040'186 \$
_	77E,084
(989,588)	£69°009
(668,68)	876,454
(666,68)	(668,34) 778,374
	LLC USV
(986'406)	176,259
609'896	_
(1,863,594)	149'986
15,570,429	16,781,042
673,579	198,003
800,808,018	£04,182,7I
976,972	229,259
169'64	711,101
124'49S	769'86 648'841
\$57,731	248,773
086,712	250,973
512,426 217,980	132,987
899'LL0'I	<b>196</b> '691'1
1,248,430	1,204,822
12,452,071	13,075,158
13,706,835	£17,817,71
102,220	₱£ <b>Z</b> ,78€
181,610,1	1,175,504
12,065,453	12,553,975
198,717,981	163,350,762
\$151,782,814	<b>757,400,871</b> \$
<i>LL</i> 61	8261

Revenus nets (perte) (Notes 3 et 4)
Poste extraordinaire: Réduction des impôts sur le revenu (Note 3)
Revenus nets (perte) avant imputation du poste extraordinaire
Provision pour impôt sur le revenu (Note 3) Exigibles Reportés
Revenus nets (perte) avant les impôts et le poste extraordinaire
Partie de la perte d'exploitation comblée par le crédit 60 de l'Agriculture
Revenus nets (perte) d'exploitation
Moins: Montant affecté aux opérations sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles et en vertu du Programme de développement des petites fermes
Dépenses Salaires et prestations aux employés (Note 4) Voyages Location de bureaux Provision pour créances douteuses Téléphone Location et entretien de l'équipement de bureau Impressions, papeterie et fournitures de bureau Amortissement Affranchissement et messageries Divers
sàngag sariaronoH fêrêt revenus d'intérêt
Revenus Intérêts sur les prêts aux cultivateurs (Note 4) Moins: Intérêts sur les emprunts auprès du Canada

Solde à la fin de l'année

## État du déficit — Loi sur le crédit agricole pour l'année terminée le 31 mars 1978

166'948'1\$	126'968 \$
986,888	(040,189)
204,110,1	166'948'1
(214,068)	(253,467)
newser.	198,559
568,000	276,000
£ <i>L</i> ħ' <i>L</i> 96	1,655,899
1,125,000	
008,019	
(728,877) \$	668'999'1\$
<i>LL</i> 6I	8261

Solde au début de l'année tel que redressé Perte (revenus nets) pour l'année
(Note 4) Intérêt gagné sur les prêts aux cultivateurs (Note 4) Comptabilisation des impôts sur le revenu reportés (Note 3)
Solde au début de l'année tel que redressé antérieurement Pedressements pour les années antérieures Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi
Solde au début de l'année Solde déjà établi Redressements pour les années antérieures Établissement d'une provision pour créances douteuses Établissement d'une provision pour prestations de cessation d'emploi

pour l'année terminée le 31 mars 1978
— Loi sur le crédit aux syndicats agricoles —
État des bénéfices non répartis

804,891 \$	\$ 203,340	Solde à fin de l'année
766,828 166,580	26,9 26,9 26,9	Solde redressé  Revenus nets  Solde redressé  Revenus nets  Revenus nets  Solde redressé  Revenus nets  Revenus ne
000,09	12,517	Redressements pour les années antérieures Intérêt gagné sur les prêts aux syndicats agricoles (Note 4) Établissement d'une provision pour créances douteuses
828,822 \$	\$ 206,925	Solde de début de l'année l'année l'année l'année l'année déjà établi l'année
<i>LL</i> 61	8 <b>/6</b> I	

# 31 mars 1978 Bilan au

(d stoV) abnot-ansid

**Actif** 

		Construct congruence mich meistress (197	
		ux syndicate agricoles garantis par billets ts de vente (Note 5)	Prêts a
(9		ux cultivateurs garantis par hypothèques	
		eż y lecenojt. W w w w w w w w w w w w w w w w w w w	saisan Igmo

Moins: Provision pour creances douteuses

Moins: Amortissement accumulé Ameublement, équipement et véhicule, au prix coûtant

Impôts sur le revenu reportés (Note 3)

### Passif

Emprunts auprès du Canada (Note 8) Provision pour prestations de cessation d'emploi (Note 4) Recouvrements d'assurance-feu et autres dépôts A payer au Canada (Note 7) Comptes à payer et passif couru

## Avoir du Canada

Bénéfices non répartis — Loi sur le crédit aux syndicats agricoles Déficit — Loi sur le crédit agricole Capital d'apport (Note 9)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers

Approuvé au nom de la Société

Président

928'946 881'694 \$5,293,185,891 206'619'969'7\$ 253,467 998'867 339,733 392,771 099'999 724,599 895,293 078,711,1 30,000 199'649 2,592,274,627 2,286,815,554

000'09b'I

11,551,572

641,818,01

**484'09** 

2,013,595

8461

7.593,734,627

978,366,876

1,130,000

12,253,291

899,478,11

53,540

765,866,8

**LL61** 

2,287,945,554

2,263,817,705

2,203,877,455	2,493,745,553
1,587,000	1,534,000
1,137,109	1,225,643
₱/0'T69'T	£01,858,1

168,281,262,2\$	\$2,595,619,907
000,007,28	000,002,79
(196,878,1)	(126,898)
804,891	045,802

Vice-président

L'honorable Eugène F. Whelan, C.P., député Ministre de l'Agriculture Ottawa (Ontario)

J'ai vérifié le bilan de la Société du crédit agricole au 31 mars 1978 ainsi que l'état du déficit-Loi sur le crédit agricole, l'état des bénéfices non répartis-Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, l'état des revenus et dépenses et l'état de la situation financière pour l'année terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 1978 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'année terminée à cetre date selon les principes comptables généralement reconnus lesquels, après avoir accordé un effet rétroactif aux modifications énoncées aux Notes 3 et 4 aux états financiers, ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

De plus, je déclare que la Société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

le Vérificateur général du Canada

J. J. Macdonell

(OitataO) awattO 8761 niui 6 91



# États financiers année close le 31 mars 1978



Farm Credit Corporation Société du crédit agricole





CAI DB 41 - A55













Farm Credit Corporation Société du crédit agricole



June 29, 1979.

The Honourable John Wise Minister of Agriculture, House of Commons, OTTAWA, Ontario. K1A 0A6

Dear Mr. Wise

I have the pleasure of submitting the twentieth Annual Report of the Farm Credit Corporation which is the second under my term of office. I also enclose the financial statements for the fiscal year ending March 31, 1979.

I wish to highlight three particular events that took place in the past 12 months: the appointment as Vice-Chairman of a well known personality in Canadian agriculture, Mr. Paul Babey; the submission of Bill C-47 for first reading in the House of Commons, which would allow the Corporation to borrow on the financial markets; and finally, the implementation of numerous administrative changes which were recommended by outside organizations such as the Office of the Auditor General.

A strong increase in the demand for Farm Credit Corporation loans and the 1978 amendments to the Farm Credit Act, especially the increase of loan limits, resulted in a very substantial gap between available financial resources and the needs of prospective borrowers. Increasing priority was given to applicants demonstrating the greatest need for FCC assistance. In order to adapt FCC programs to these circumstances, intensive research on new sources of financing was undertaken which, hopefully, will lead to the enactment of a new Bill during the next parliamentary

On behalf of the members of the Corporation, I sincerely wish to thank all the Corporation's employees, as well as the members of our National Advisory Committee and those who sit on our provincial Appeal Boards for their valuable service.

Yours sincerely,

Rolland P. Poirier,

Chairman.



le 29 juin 1979

L'honorable John Wise Ministre de l'Agriculture Chambre des Communes Ottawa, Ontario K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

C'est pour moi un plaisir de vous présenter le vingtième Rapport annuel de la Société du crédit agricole qui est en même temps le deuxième que j'ai l'honneur de signer. Vous y trouverez attaché le rapport de nos états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 1979.

Permettez-moi de relever trois faits particuliers qui correspondent à la période impliquée. Tout d'abord, l'arrivée à la vice-présidence d'une personne bien connue dans les milieux agricoles canadiens, M. Paul Babey; la présentation en première lecture seulement du Bill C-47 qui devait nous permettre d'emprunter directement sur les marchés financiers; et enfin, plusieurs changements administratifs correspondant à des recommandations qui nous sont venues d'organismes extérieurs tels le Bureau du Vérificateur général.

Une demande fortement accrue pour nos prêts ainsi que les modifications de 1978 à notre Loi qui augmentaient le niveau maximum des prêts ont contribué à créer une disproportion importante entre nos ressources réelles et les aspirations des agriculteurs qui s'adressaient à nous. Nous avons donc dû constamment diriger nos fonds vers ceux qui faisaient preuve d'un plus grand besoin. Cette situation a également déclenché une recherche pour de nouvelles sources de financement qui, nous l'espérons, verra son dénouement par l'acceptation d'un nouveau Bill pendant la prochaine

Au nom des membres directeurs de la Société, je remercie sincèrement tous les employés de la Société, les membres du Conseil consultatif national et tous ceux qui siègent sur nos Commissions provinciales d'appel.

Votre tout dévoué,

le président,

Rolland P. Poirier



	Page
Chairman's Report Rapport du Président	3
The Land Transfer Plan Story L'Histoire du Programme de Transfert des Terres	6
Operations under the Farm Credit Act Activités sous le régime de la Loi sur le crédit agricole	10
Operations under the Farm Syndicates Credit Act Activités sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles	14
Operations under the Small Farm Development	
Program Activités en vertu du Programme de développement des petites fermes	15
Financing Financement	18
Administration	24
Outstanding Borrowings from the Minister of Finance Emprunts à rembourser au Ministre des Finances	19
Loans Disbursed Prêts déboursés	20
Members of the Corporation Membres de la Société	25
Members of the Advisory Committee Membres du Comité consultatif	26
Chairmen of Appeal Boards Présidents des Commissions d'appel	26
Head Office Siège social	25
List of F.C.C. Offices Liste des bureaux S.C.A.	27

<sup>\*</sup> The Financial Statements appear on an insert in the back cover. Les états financiers paraissent dans un livret qui est inclus dans la pochette à l'intérieur de la couverture.



At the beginning of the 1978-79 fiscal year the Farm Credit Corporation (FCC) was on the verge of reaching its maximum lending capacity which, under the Farm Credit Act, is 25 times the capital of the Corporation. The Farm Credit Corporation capital was \$100 million. Bill C-29 had been submitted to Parliament in order to increase the capital to \$150 million, but was still awaiting final decision on April 1. On May 11, 1978, it was enacted, officially authorizing the Corporation to make full use of the funds made available to it from Canada under the related Capital Budget.

The other amendments made to the Farm Credit Act included an increase in loan limits from \$100,000 and \$150,000 per farm to \$200,000 for farming enterprises with only one qualifying applicant and to \$400,000 for those with more than one qualifying applicant. This amendment was well received by the farming community since it allowed the Corporation to supply the increasing capital required by farmers to establish a viable enterprise. However, it also led to an increase of average loan size at a time when restraints precluded increases in total financial resources. The result was a smaller number of loans. In 1978-79, total approvals reached \$514 million, eight per cent less than in the previous year, but only 5,423 loans were approved, a reduction of 23 per cent from the previous year. Average loan size increased from \$79,000 to \$95,000 within the span of one year.

Nous avons commencé l'année financière 1978-1979 dans des circonstances peu confortables. Nous avions atteint un niveau de prêts qui n'était pas très loin du maximum permis par notre loi, c'est-à-dire 25 fois notre capital qui était alors au niveau de \$100 millions. Nous avions précédemment fait introduire au Parlement un projet de loi qui, entre autres choses, permettait de hausser notre capital à \$150 millions mais, en date du 1er avril 1978, aucune décision n'avait été prise à ce propos. C'est donc avec un profond soulagement que nous avons appris en date du 11 mai 1978 que notre projet de loi C-29 devenait loi et qu'ainsi il n'y avait plus d'obstacle légal à ce que notre Société ait accès à tous les fonds qui étaient mis à sa disposition en vertu du budget d'investissement approprié.

Les autres modifications apportées par le projet de loi C-29 ont déjà été décrites en détail dans notre dernier

C-29 ont déjà été décrites en détail dans notre dernier Rapport annuel mais je veux rappeler ici le fait que les anciennes limites de prêt qui étaient de \$100,000 et de \$150,000 par exploitation sont passées à \$200,000 pour une exploitation comprenant un seul exploitant qualifié et à \$400,000 pour une exploitation comprenant plus d'un exploitant qualifié. C'était là un excellent changement qui nous permettait de mieux adapter notre programme pour fournir les montants de plus en plus élevés de capitaux qui sont requis pour établir une ferme rentable. Ce changement avait cependant l'inconvénient de hausser la valeur moyenne de nos prêts et ceci dans un contexte de contraintes économiques qui ne permettait pas une hausse de nos ressources totales. Le tout diminuait donc automatiquement le nombre de prêts que nous pouvions effectuer. En 1977-1978, le volume total de nos prêts approuvés avait été de \$558 millions et nous avions pu ainsi accepter 7,066 demandes. En 1978-1979, avec un montant total de prêts approuvés de \$514 millions, c'est-à-dire une légère diminution de 8 pour cent en valeur, nous avons pu répondre à 5,423 cas seulement, c'est-à-dire une diminution de 23 pour cent dans le nombre des prêts. En d'autres termes, la valeur moyenne par exploitation de nos prêts est passée de \$79,000 à \$95,000 et ceci dans une période d'un an.

Throughout the fiscal year, loan demand stayed at an unprecedented level in all regions of Canada. The beef situation was improving noticeably, the hog production cycle was staying in the high area much longer than usual and it became progressively obvious that most crops were developing very well. Despite cautious preliminary reports from Statistics Canada, the main reason for this strong long-term credit demand was immediately recognized when Agriculture Canada reported during the December 1978 Outlook Conference that the 1978 net farm incomes were running at 30 per cent above 1977 levels. At the same time, the average price of land in Canada exceeded the 1977 level by approximately 14 per cent.

Each of these factors contributed to an increase in the demand for loans and when all were combined in a single year, it became increasingly difficult to establish the line between approving and declining a loan. Accordingly, the Corporation continued to apply the following three main eligibility criteria paying special

attention to the third:

 a) an applicant under Section 33 of the Act (five-year phase-in program) must be less than 35 years old and all applicants must satisfy criteria defining principal occupation;

b) an applicant must offer the required level of security and show a sufficient repayment capacity;

 an applicant must show that he or she does not already have the resources needed to establish a viable enterprise and that he or she cannot borrow sufficient funds from other traditional credit sources.

Towards the end of the year, it was necessary to notify some applicants whose proposal seemed acceptable, that a final decision could not be made before the next financial year starting in April 1979. Accordingly, the Corporation is starting the 1979-80 fiscal year with a much longer waiting list than usual and this will affect lending activities.

Nous avons noté durant toute l'année financière dans toutes les régions du Canada un niveau de demande qui n'avait à peu près jamais été atteint durant toute l'histoire de notre Société. Nous savions évidemment que le marché du boeuf avait commencé à s'améliorer sensiblement; nous constations également que le cycle du porc se maintenait beaucoup plus longtemps dans sa phase forte que de coutume et petit à petit nous constations que la plupart des récoltes se développaient d'une façon très satisfaisante. Malgré des rapports préliminaires très conservateurs de la part de Statistiques Canada, nous avons enfin compris la principale cause de la forte demande pour le crédit à long terme lorsqu'à la Conférence des perspectives de décembre 1978, Agriculture Canada a annoncé une augmentation des revenus nets agricoles de 1978 sur 1977 qui correspondait à 30 pour cent. Enfin, mentionnons que le prix moyen des terres vendues au Canada en 1978 a augmenté d'environ 14 pour cent sur le prix recu en 1977.

Quand tous ces facteurs qui font pression à la hausse se manifestent dans la même année et qu'il faut comme tous les autres organismes du Gouvernement fédéral se plier à un programme de contraintes économiques qui travaille dans le sens contraire, il se produit une situation où le mode de décision entre un cas accepté et un cas refusé devient extrêmement délicat. Nous avons continué d'utiliser nos trois principaux critères d'admissibilité en portant une attention tout à fait spéciale au troisième. Ils sont:

- a) le candidat doit avoir moins de 35 ans s'il sollicite un prêt en vertu de l'Article 33 (établissement progressif sur cinq ans), et tous les autres candidats doivent satisfaire aux critères qui régissent l'occupation principale;
- b) le candidat doit offrir les garanties nécessaires et démontrer une capacité suffisante de remboursement;
- c) le candidat doit démontrer qu'il n'a pas les ressources nécessaires pour constituer une unité agricole économique et qu'il doit faire appel à la Société plutôt qu'aux autres sources reconnues de crédit.

Vers la fin de l'année, nous avons dû avertir une certaine proportion de nos candidats dont le dossier semblait normal qu'ils auraient à attendre le nouveau budget au mois d'avril 1979 avant de recevoir une réponse définitive. Nous commençons donc l'année 1979-1980 avec une liste d'attente beaucoup plus longue que d'habitude et ceci grèvera d'autant nos activités puisque le programme de contraintes économiques nous empêchera encore une fois cette année de hausser le montant total de nos prêts.

The shortage of funds from government sources over the last two years has led to a serious review of the Farm Credit Corporation's present financing system. An interdepartmental committee submitted a preliminary discussion paper to the Cabinet in December 1978. The Cabinet immediately authorized the drafting of Bill C-47 in order to authorize the Corporation to borrow not only from the Department of Finance, but also directly on the financial markets. This Bill received first reading on March 14, 1979 but did not pass third reading before the end of the parliamentary session. The Corporation intends to recommend that a similar Bill be reintroduced as early as possible so that it can have access to more flexible financial sources which will permit it to adapt more rapidly and efficiently to changes in the long-term farm credit demand in Canada.

The interdepartmental committee reconvened recently and is studying other possible changes which could affect the Corporation in the longer term.

In 1978-79, the Corporation realized an operating surplus of \$2.3 million under an accrual system of accounting. As soon as the Farm Credit Corporation operating surpluses result in increases in cash flow, they will be added to the amount budgeted for loans to farmers, in accordance with the Corporation's policies.

The 1979-80 fiscal year promises to be even tighter financially than last year. Accordingly we hope that an increasing part of the very strong long-term loan demand will be met either by provincial programs or by private financial institutions who have shown over the last year that they seriously want to get involved in long-term farm credit.

It would be desirable if changes to the Act could be made in time to permit an increase in our financial resources towards the end of this fiscal year and thus better satisfy that part of the long-term loan demand that is specifically directed towards the Corporation.

I am convinced that everyone involved directly or indirectly in the federal farm credit system is eager to meet today's new challenges in order to transform them into results that will benefit Canadian farmers.

L'expérience que la Société vit depuis près de deux ans a provoqué au niveau administratif comme au niveau politique un examen sérieux de notre mode actuel de financement. Un comité interministériel a présenté au Cabinet en décembre 1978 un document de travail préliminaire. Le Cabinet a pris un peu plus tard la décision de préparer immédiatement un projet de modifications à notre loi sous la forme du projet de loi 47 qui avait pour but de permettre à la Société d'emprunter non seulement du Ministre des Finances mais aussi de le faire directement sur les marchés financiers. Ce projet de loi qui a reçu sa première lecture le 14 mars 1979 n'a malheureusement pas pu atteindre l'étape de la troisième lecture avant la fin de la dernière session. La Société a l'intention de recommander qu'un projet de loi analogue soit réintroduit le plus tôt possible afin de nous permettre d'avoir un mode de financement qui puisse être plus flexible et qui puisse s'adapter mieux et plus rapidement aux changements de la demande pour le crédit agricole à long terme au

Le comité interministériel a été reconstitué et il examine présentement d'autres changements qui pourraient affecter la Société à plus long terme.

En 1978-1979, la Société du crédit agricole, dans le contexte d'un système de comptabilité d'exercice, a enregistré un léger surplus d'opération de l'ordre de \$2.3 millions. Aussitôt que l'ensemble de nos surplus d'opération dégageront des sommes additionnelles disponibles sur une base de mouvement de l'encaisse, elles seront employées pour augmenter le montant des prêts destinés aux agriculteurs tel que l'exige les politiques de la Société.

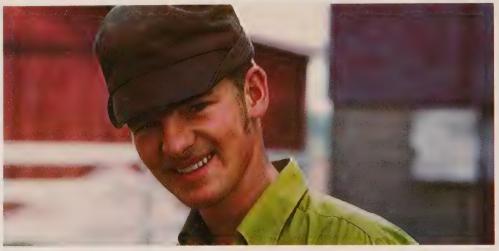
Nous commençons l'année 1979-1980 dans un contexte encore plus serré que celui qui prévalait l'an dernier. Par conséquent, nous espérons qu'une partie croissante de la très forte demande pour le crédit agricole à long terme sera comblée soit par les programmes provinciaux ou soit par les institutions financières privées qui depuis 12 mois ont démontré d'une façon efficace qu'elles veulent s'impliquer sérieusement dans ce domaine.

Nous espérons que les changements à notre loi arriveront assez tôt pour accroître nos ressources vers la fin de l'année financière. Nous pourrons ainsi mieux répondre à la demande dirigée spécifiquement vers notre Société.

Je suis certain que toute l'équipe impliquée directement ou indirectement dans le système fédéral de crédit agricole est prête à faire face aux nouveaux défis et pourra encore une fois les transformer en résultats dont aura à se féliciter toute la population du Canada.

# L'Histoire du Programme de Transfert des Terres





During the late 1960's grain exporting countries were plagued by depressed farm product markets, large grain inventories and falling incomes in their farm sectors. In Canada this was coupled with substantial surpluses of dairy products but reasonably good prospects for beef and hogs. While depressed farm incomes were common in most regions and among a number of commodity groups, smaller farmers, in particular, were encountering serious economic stress. As farm land prices were generally depressed, many smaller farmers nearing retirement age were finding it difficult to realize enough from the sale of their farms to enable them to retire with even a modest income. Many of those who were not near retirement found that their already limited incomes were now below generally recognized poverty levels.

In the light of this situation, the federal government attempted to develop new policy instruments to facilitate the already substantial movement of resources (people and, in some areas, land) out of the farm sector and into other parts of the economy. If some farmers could be assisted to retire or move to non-farm jobs, it was reasoned that others could then be more readily assisted to expand and develop their business without adding to existing farm product surpluses.

Several proposals were discussed and recommendations were made to Cabinet. The final result was the Small Farm Development Program, which was initiated in 1972 by the federal government as a seven year program in co-operation with the provinces.

The program was to have three activity elements:

- 1. Rural Counselling Services
- 2. The Land Transfer Plan
- 3. Farm Management Services

Vers la fin des années '60, les pays exportateurs de céréales devaient faire face à un engorgement de leurs marchés agricoles, à d'importants excédents de céréales et à une chute des revenus dans leurs secteurs agricoles. Au Canada, les surplus considérables de produits laitiers venaient aggraver la situation tandis que les perspectives du boeuf et du porc étaient raisonnablement favorables. Si la chute des revenus agricoles touchait la majorité des régions et un grand nombre de produits, il n'en reste pas moins qu'elle touchait encore plus durement les petits agriculteurs. Comme la situation économique faisait baisser le prix des terres, les petits exploitants qui approchaient l'âge de la retraite pouvaient difficilement vendre leur ferme assez chère pour en retirer de quoi vivre même modestement. Ceux qui n'étaient pas prêts à prendre leur retraite se retrouvaient souvent avec un revenu inférieur au seuil de la pauvreté.

Face à cette situation, le gouvernement fédéral cherchait un moyen de favoriser un rajustement des ressources afin que les agriculteurs en difficulté puissent se réorienter vers un autre secteur de l'économie. L'objectif était d'aider ces agriculteurs à vendre leur terre pour prendre leur retraite ou se trouver un autre emploi, et de permettre à ceux qui voulaient demeurer en agriculture de rentabiliser leur exploitation en achetant les terres devenues disponibles sans ajouter aux excédents de produits agricoles.

Le Cabinet a examiné plusieurs projets et recommandations qui lui ont été présentés. Il a fini par lancer le Programme de développement des petites fermes en 1972 en collaboration avec les provinces. Celui-ci devait durer sept ans et se composait des trois volets suivants:

- 1. Les Services de consultation rurale
- 2. Le Programme de transfert des terres
- 3. Les Services de gestion agricole

Tal	ble	1	
Tal	ble	au	1

			rant Approvals ations d'octrois		Special Credits Prêts spéciaux
Province	Signing Date Date de signature	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
Alberta	7/14/72	2147	\$6,778,475	241	\$4,009,202
Ontario	8/27/72	244	724,399	20	346,000
New Brunswick Nouveau-Brunswick	10/20/72	182	560,390	9	106,200
British Columbia Colombie-Britannique	11/21/72	19	63,180	9	155,850
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	12/20/72	176	507,477	18	223,150
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	1/3/73	30	89,240	6	78,700
Manitoba	6/8/73	889	2,811,117	109	1,967,462
Saskatchewan	6/29/73	1730	5,580,661	269	4,971,745
Quebec Québec	9/27/73	1914	5,556,372	25	298,100
National Totals as of M Totaux en date du 31 r	7331	\$22,671,311	706	\$12,156,409	

An agreement was made with Agriculture Canada that the Farm Credit Corporation would act as an agent of that Department to implement and administer the Land Transfer Plan. Under the Plan assistance grants were available to those people who wished to sell their land in order to retire or to adjust to other pursuits. Special credit was available to enable small farm operators to buy additional land that became available under the program.

Agriculture Canada reimbursed the Farm Credit Corporation for the administration of the Land Transfer Plan and also paid the vendor grants approved by the F.C.C. Capital for Special Credit was provided by the F.C.C. from its regular sources of lending funds.

Although the official date of commencement of the program was April 1st, 1972, its actual implementation in each province was delayed until an agreement was signed between the federal Minister of Agriculture and his provincial counterpart. The first such agreement was signed July 14th, 1972 and the last one on September 27th, 1973.

Table 1 shows, in chronological order, the dates of signature for each province and also the total number and amount of the grants and special credits approved during the life of the program. It is evident from these data that the Land Transfer Plan activity has been heaviest in the prairie provinces and Quebec. The reason for the small number of Special Credits in Quebec is attributed to the fact that the provincial farm credit mortgage interest rebate did not apply to the Special Credit Loans.

Agriculture Canada a conclu un accord avec la Société du crédit agricole afin de lui confier le rôle d'agent pour la mise en oeuvre et l'administration du Programme de transfert des terres. Celui-ci consistait à offrir des octrois aux agriculteurs qui vendaient leur terre afin de prendre leur retraite ou de se trouver un autre métier, et à offrir un crédit spécial aux exploitants de petites fermes qui achetaient ces terres afin de rentabiliser leur entreprise.

Agriculture Canada remboursait les coûts d'administration du programme à la Société et versait également les octrois que celle-ci approuvait. Les fonds employés pour le crédit spécial provenait du budget régulier de prêts de la S.C.A.

Bien que le programme ait débuté officiellement le 1<sup>er</sup> avril 1972, son lancement dans chaque province devait attendre la signature d'un accord entre le Ministre fédéral de l'Agriculture et son homologue provincial. Le premier de ces accords a été signé le 14 juillet 1972 et le dernier le 27 septembre 1973.

Le tableau 1 donne la date de signature de chaque province ainsi que le nombre total et le montant global des octrois et des prêts spéciaux approuvés pendant la durée du programme. Ces statistiques montrent que le Programme de transfert des terres a été plus actif dans les provinces des Prairies et le Québec. Le petit nombre de prêts spéciaux au Québec s'explique par le fait que la remise provinciale d'intérêt sur le crédit hypothécaire agricole ne s'appliquait pas à ce genre de crédit.

Table 2 Tableau 2			rant Approvals ations d'octrois	Special Credits Prêts spéciaux		
		Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
	1972-73	257	\$ 770,337	61	\$ 1,005,300	
	1973-74	1778	5,369,216	250	4,315,162	
	1974-75	2016	6,100,113	245	4,252,647	
	1975-76	1475	4,568,474	104	1,783,000	
	1976-77	736	2,344,682	35	635,900	
	1977-78	531	1,724,057	9	136,800	
	1978-79	538	1,794,432	2	27,600	

Totals
Totaux 7331 \$22,671,311 706 \$12,156,409

The national totals for each of the seven years the program was in operation are indicated on Table 2. These figures illustrate that the activity under the Land Transfer Plan reached its peak during its third year of operation.

This was earlier than originally expected due to a number of unforeseen factors. Rapidly increasing land prices made potential vendors ineligible for grant assistance. Increasing unemployment during those years did not favor off-farm movement. Grain started moving at unprecedented prices and commodity prices in general improved. The resulting increase in farm income made some farms, previously considered uneconomic, into viable units. Special Credit became more or less obsolete with the 1975 amendments to the Farm Credit Act.

All these and other factors have largely eliminated the need for the Land Transfer Plan. Therefore, when the Minister of Agriculture decided not to extend the term of the Small Farm Development Program at the end of its seven year mandate, the program had indeed come to its logical and appropriate conclusion through a turn-around in the agricultural economy.

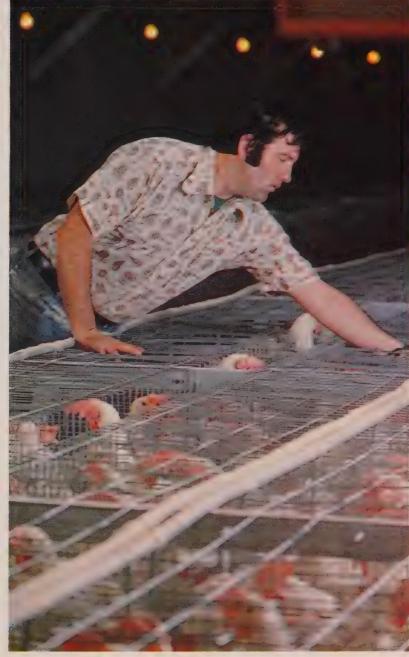
Le tableau 2 illustre le total des fonds engagés dans ce programme, au plan national, pendant chacune des sept années de l'accord. Ces chiffres montrent que les activités ont atteint leur sommet pendant la troisième année du programme, soit plus tôt que prévu.

Plusieurs facteurs ont contribué à cet état de chose. Le prix des terres augmentait et a rapidement dépassé le niveau maximal qui aurait permis aux vendeurs d'être admissibles à l'octroi. L'augmentation du chômage pendant ces années a empêché certains agriculteurs d'abandonner l'agriculture. Les excédents de céréales ont commencé à se vendre à des prix jamais vus tandis que le prix des biens durables s'est amélioré en général. Les revenus agricoles ont alors augmenté au point où certaines fermes qui étaient jugées non rentables sont redevenues viables économiquement. Enfin, la revision de la Loi sur le crédit agricole en 1975 a rendu le volet de crédit spécial inutile à toutes fins pratiques.

Tous ces facteurs et plusieurs autres ont en grande partie fait disparaître la raison d'être du Programme de transfert des terres. Par conséquent, lorsque le Ministre de l'Agriculture a décidé de ne pas prolonger le terme du Programme de développement des petites fermes à la fin de l'accord de sept ans, celui-ci avait rempli son but et son sort avait été scellé par le revirement de l'économie agricole.







11111	- 61	in	nta
Hi	31 11	116 11	

	1977-78	1978-79
Number of loans approved Nombre de prêts approuvés	7,066	5,423
Amount of loans approved  Montant des prêts approuvés	\$558,177,900	\$514,797,650
Average amount of loans approved Moyenne des prêts approuvés	\$78,995	\$94,929
Amount of loans disbursed Montant des prêts déboursés	\$509,354,397	\$490,632,767
Number of loans outstanding Nombre de prêts aux livres	72,032	71,722
Principal amount outstanding Somme du capital prêté	\$2,476,005,063	\$2,733,821,678
Loans in good standing Remboursement satisfaisant	91.2%	92.0%

Loan Approvals

The Corporation experienced a decrease in lending activities during the fiscal year ending March 31, 1979, due to budgetary cutbacks from the previous fiscal year. Under the Farm Credit Act, 5,423 loans totalling \$514.8 million were approved. This represents a decrease of 1,643 loans or 23 per cent from the previous year. The dollars approved decreased by \$43.4 million or 7.8 per cent. The more significant drop in numbers of loans approved is due to the increase in average size of loan. The average size of loan increased from \$78,995 to \$94,929. This increase in loan size can be attributed to the amendments of the Farm Credit Act in May 1978 increasing the loan limits and due to the increased cost of land, permanent improvements and equipment.

Of the 5,423 loans made during the year, 5,266 were standard loans. This represents \$501.9 million or 97.5 per cent of the total. In addition, 157 loans for \$12.9 million were made to assist farmers to phase into agriculture within a five-year period.

### **Use of Loan Funds**

Of the \$514.8 million approved in loans, 23.7 per cent (24.7 per cent in 1977-78), or about \$122 million was approved to refinance existing FCC loans. The remaining \$392.8 million was approved for the purposes shown in the table.

The most significant change in purposes for which loan funds were approved was for permanent improvements such as building construction. Over 20 per cent of the funds approved were for permanent improvements in 1978-79 compared with approximately 16 per cent in the previous year.

Approbations de prêts

Les activités de la Société ont diminué sensiblement au cours de l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 1979 par rapport à celles de l'exercice précédent par suite des réductions faites dans son budget. Elle a consenti 5,423 prêts totalisant \$514.8 millions en vertu de la Loi sur le crédit agricole, soit une réduction de 1,643 prêts ou de 23 pour cent en un an. Le montant total du crédit approuvé a fléchi de \$43.4 millions ou de 7.8 pour cent. Le nombre de prêts a fléchi davantage que le montant prêté parce que le montant moyen du prêt est passé de \$78,995 à \$94,929. Deux causes sont à l'origine de cette augmentation, soit l'augmentation du montant maximal du prêt lors de la revision de la Loi sur le crédit agricole en mai 1978 et l'augmentation du coût des terres, des améliorations permanentes et de l'outillage.

Sur un total de 5,423 prêts consentis pendant l'exercice, 5,266 étaient des prêts réguliers et représentaient \$501.9 millions ou 97.5 pour cent du total. De plus, la Société a consenti 157 prêts représentant \$12.9 millions afin d'aider des agriculteurs à s'établir progressivement en agriculture sur une période de cinq ans.

### Utilisation des fonds prêtés

Sur le montant de \$514.8 millions qui a été prêté, 23.7 pour cent (24.7 en 1977-1978) ou environ \$122 millions ont servi à refinancer des prêts S.C.A. actifs. Le tableau qui suit illustre l'utilisation du solde de \$392.8 millions.

Les fonds utilisés pour faire certaines améliorations permanentes tel que la construction de bâtiments représentaient le plus important changement dans les buts de prêts. Plus de 20 pour cent des fonds approuvés ont servi à des améliorations permanentes en 1978-1979 comparativement à 16 pour cent dans l'exercice précédent.

Purposes for Which Loans were Approved During Last 5 Years

Tableau de l'emploi des fonds empruntés durant les cinq dernières années

Fiscal Year					
Année financière	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79
		Per cer	nt/En pour	centage	
Additional Land					
Terres additionnelles	36.1	30.1	38.7	31.8	30.4
New Units		-			
Nouvelles unités	25.1	33.8	32.8	29.2	29.1
Permanent Improvements					
Améliorations permanentes	17.7	14.6	15.0	15.8	20.2
Land Secured Debts					
Dettes hypothécaires	8.8	7.9	5.2	9.4	8.1
Other Debts					
Autres dettes	7.3	5.5	4.5	7.3	6.1
Equipment					
Equipement	2.0	3.2	1.4	2.1	2.2
Livestock					
Bétail	1.5	2.3	1.1	1.5	1.6
Miscellaneous					
Divers	1.5	2.6	1.3	2.9	2.3

(New units include funds borrowed for all purposes)

("Nouvelles unités" inclut les fonds empruntés pour toutes les fins)

### **Age of Borrowers**

Loans to assist persons under 35 years of age continue to account for the greatest percentage of the Corporation's loans in 1978-79. Loans to this age group amounted to 72.1 per cent, compared to 71.9 per cent in the previous year. Some 91.5 per cent of the Corporation's borrowers were under 45 years of age. This trend to lending to younger farmers has developed over the past six years.

### Life Insurance

During 1978-79, approximately 90 per cent of all borrowers took life insurance under the Corporation's plan. During this same period, 107 claims were processed resulting in indemnities of \$2,511,672 credited to loans.

### **Service to Borrowers**

The objective of the Corporation's advisory services is to provide organization, planning and management services to assist farm families in achieving their economic and personal goals.

The Corporation provides pre-loan advisory services to all borrowers and post-loan advisory services to those borrowers who indicate a need for this type of service.

The Corporation always has been aware that the productivity of the credit it provides is directly related to the managerial ability of individual borrowers. The increasing farm size, higher land values and larger capital requirements, along with a changed price and cost structure have greatly increased the importance of the financial aspects of farm management. In recognition of these factors, the Corporation has increasingly focused its advisory services on financial management and has placed significantly more emphasis on cash flow planning in both its pre-loan and post-loan advisory services.

### Age des emprunteurs

Les emprunteurs âgés de moins de 35 ans ont continué à être les principaux bénéficiaires des prêts de la Société en 1978-1979. Cette catégorie d'âge a obtenu 72.1 pour cent de tous les prêts comparativement à 71.9 pour cent dans l'exercice précédent. Environ 91.5 pour cent de tous les emprunteurs de la Société étaient âgés de moins de 45 ans. Cette tendance de prêts favorable aux jeunes agriculteurs s'est développée au cours des six derniers exercices.

#### Assurance-vie

En 1978-1979, environ 90 pour cent de tous les emprunteurs ont adhéré au régime d'assurance-vie offert par l'intermédiaire de la Société. Au cours de cette même période, 107 réclamations ont été présentées et ont donné lieu au versement de \$2,511,672 en indemnités qui ont été créditées aux comptes de prêts.

### Services aux emprunteurs

L'objectif des services consultatifs de la Société est de fournir des conseils en planification et en gestion aux familles agricoles afin de les aider à atteindre leurs objectifs d'ordre économique et personnel.

La Société fournit un service consultatif préliminaire au prêt à tous ses emprunteurs et un service consultatif

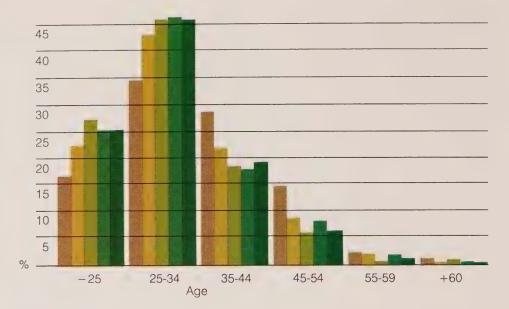
postérieur au prêt à ceux qui en ont besoin.

La Société demeure persuadée que la productivité de son crédit est directement reliée à la capacité gestionnaire des emprunteurs. L'aspect financier de la gestion agricole devient de plus en plus important au fur et à mesure que la superficie des exploitations augmente, que la valeur des terres et des investissements requis s'accroît et que les tendances de prix et de coût évoluent. C'est pourquoi elle insiste de plus en plus sur la gestion financière dans ses services consultatifs et met davantage l'accent sur la planification de la circulation monétaire dans ses services de consultation préliminaires et postérieures au prêt.

Percentage Age Distribution of F.C.A. Borrowers

Répartition selon l'âge des emprunteurs L.C.A.





The Corporation works closely with other federal and provincial agencies, and when appropriate, will draw on the services of these agencies to assist in carrying out the advisory service role.

Post-loan advisory services as of March 31, 1979, were being provided to 3,774 borrowers of which 670 were using the Canfarm system of record keeping. The Canfarm data system has been developed to the point where the farm business data which has been accumulated can be analyzed for production, living and investment costs.

The analysis of recent actual farm businesses is included in guides used in counselling F.C.C. clients.

### Repayment by Borrowers

Repayment of mortgage accounts by borrowers during this fiscal year has improved slightly over last year, although arrears outstanding in dollar amounts are nearly two million dollars more. This is due to the large increase in the size of loans and the repayment obligations that have taken place since the 1975 amendment to the Farm Credit Act. Improvement in total farm income and the buoyant livestock market has permitted most borrowers to meet payments when due, as the total number of accounts paid up to date is higher than last year.

Principal due during the year amounted to \$62.8 million, of which \$56.2 million or 89.5 per cent was paid, while interest due during the year amounted to \$207.1 million, of which \$192.0 million or 92.7 per cent was paid. In addition, \$59.3 million was paid on principal not due.

La Société travaille en étroite collaboration avec les autres organismes fédéraux et provinciaux et elle fait appel aux services offerts par ces organismes dans le cadre de ses services de consultation lorsqu'il est opportun de le faire.

Au 31 mars 1979, 3,774 emprunteurs se prévalaient des services consultatifs postérieurs au prêt. De ce nombre, 670 participaient au système de comptabilité agricole Canfarm. Ce service a progressé au point où la Société peut maintenant utiliser les données accumulées sur les exploitations agricoles afin d'analyser les coûts de production, les frais de subsistance et les coûts en investissement.

La Société a incorporé une analyse récente des exploitations agricoles dans le matériel qu'elle utilise afin de conseiller ses clients.

### Remboursement par les emprunteurs

Les paiements versés par les emprunteurs sur leurs comptes hypothécaires se sont accrus sensiblement au cours de l'exercice par rapport à l'an passé même si le montant global des arrérages atteignait près de \$2 millions de plus. Cette situation est attribuable à la forte augmentation du montant moyen des prêts et des obligations de remboursement qui a suivi la revision de la Loi sur le crédit agricole en 1975. L'amélioration générale du revenu agricole et la nette amélioration du marché des bovins ont permis à la plupart des emprunteurs de faire leurs paiements en temps. C'est ainsi que le nombre total de comptes à jour est plus élevé que l'an dernier.

Le principal échu au cours de l'exercice s'élevait à \$62.8 millions. De ce montant, \$56.2 millions ou 89.5 pour cent ont été payés. L'intérêt échu au cours de l'exercice s'élevait à \$207.1 millions. De ce montant, \$192.0 millions ou 92.7 pour cent ont été payés. En plus, \$59.3 millions ont été payés sur le principal non échu.





The percentage of loans in good standing at the end of the fiscal year under the Farm Credit Act is 92.0 per cent, compared to 91.2 per cent last year.

**Real Property and Losses on Loans** 

As of April 1, 1978, the Corporation held title to nine farm properties with an inventory value of \$579,561. During the year, sixteen properties were acquired and fifteen properties were sold. At the end of the year, ten properties were on hand at an inventory value of \$828,400.

The net losses on loans including the write-down of the properties on hand amounted to \$836,132 compared to net losses of \$407,261 in 1977-78. This represents 0.03 per cent of the total of loans outstanding as of March 31, 1979.

Le pourcentage des prêts à jour à la fin de l'exercice sous le régime de la Loi sur le crédit agricole était de 92.0 pour cent comparativement à 91.2 pour cent l'an dernier.

Biens immobiliers et pertes sur les prêts

Au 1<sup>er</sup> avril 1978, la Société détenait les titres de neuf propriétés agricoles dont la valeur à l'inventaire se chiffrait à \$579,561. Au cours de l'exercice, elle est devenue propriétaire de seize propriétés et en a vendues quinze autres. A la fin de l'exercice, elle détenait encore dix propriétés dont la valeur à l'inventaire se chiffrait à \$828,400.

La perte nette sur les prêts, y compris la diminution de la valeur aux livres des propriétés détenues, s'élevait à \$836,132 comparativement à des pertes nettes de \$407,261 en 1977-1978. Ceci représente 0.03 pour cent du montant total des prêts actifs en date du 31 mars 1979.

# Activités sous le régime de la loi sur le crédit aux syndicats agricoles







The Farm Syndicates Credit Act provides financial assistance to farmers who wish to act cooperatively in overcoming the high cost of individual ownership of machinery, buildings and installed equipment where this sharing can be of mutual advantage. A syndicate is a group of three or more farmers, the majority of whom has farming as a principal occupation. Loans can be made to syndicates to a maximum of \$100,000 or \$15,000 per qualifying member, whichever is the lesser.

In the past year, there was a favorable increase in the requests for loans under this Act. One hundred and fifty loans were approved for \$3,589,908, compared to 105 loans for \$2,091,499 in the previous year. Since implementation of this Act on January 1, 1965, 2,176 loans have been approved for 1,340 syndicates, providing funds for 5,206 individual farmers. The total amount approved since the inception of the program has been \$33,167,084.

At the end of the fiscal year, 89.3 per cent of all accounts were up-to-date. Only 95 of the 890 active loans were in arrears. This is comparable to last year when 91.0 per cent of all accounts were in good standing.

La Loi sur le crédit aux syndicats agricoles a été instituée afin de prêter aux agriculteurs qui veulent mettre leurs ressources en commun afin de faire échec au coût élevé de la possession individuelle de machines, de bâtiments et d'installations fixes qui se prêtent à un usage coopératif. Un syndicat est un groupe composé de trois agriculteurs ou plus dont la majorité sont principalement occupés en agriculture. Le prêt maximal est de \$100,000. Toutefois, aucun syndicat ne peut emprunter plus de \$15,000 par membre admissible.

Au cours du dernier exercice, le nombre des demandes d'emprunt présentées à la Société en vertu de cette loi s'est sensiblement accru. Elle a approuvé 150 prêts représentant \$3,589,908 comparativement à 105 prêts représentant \$2,091,499 au cours de l'exercice précédent. Depuis l'institution de cette loi le 1er janvier 1965, la Société a approuvé 2,176 prêts à 1,340 syndicats composés de 5,206 agriculteurs. Au cours de cette période, elle a approuvé \$33,167,084.

A la fin de l'exercice, 89.3 pour cent de tous les comptes étaient à jour. Seulement 95 des 890 comptes actifs étaient en arrérage. L'an passé, 91.0 pour cent de tous les comptes étaient à jour.



On March 31, 1979, the Small Farm Development Program, which was introduced by Agriculture Canada on April 1, 1972, as a seven-year program, came to an end. Consequently, the Land Transfer Plan, which was administered on a cost recovery basis by F.C.C. was also concluded.

Under the Land Transfer Plan, assistance was given in the form of grants to those people who sold their land in order to retire or to take advantage of other opportunities. Also, loans were available in the form of Special Credit to enable operators of small farms to purchase additional land, which became available under the Program.

In the fiscal year ending March 31, 1979, there was again a significant decrease over the previous year in the purchase transactions under the Land Transfer Plan. Only two farmers applied for Special Credit and both loans were approved for a total amount of \$27,600. There was only a very slight increase in vendor activity. The Corporation approved \$1,794,432 in vendor assistance grants to 538 farmers who were retiring or making adjustments to other occupations during the year. These grants were funded by Agriculture Canada.

The activity under the Land Transfer Plan of the Program reached its peak during its third year of operation. The subsequent rapid decline in activity was largely due to unprecedented increases in land values which made vendors ineligible. Also, with improved agricultural income, some farms previously considered uneconomic became viable. Changes in the Farm Credit Act in 1975 greatly decreased the advantages of Special Credit.

These factors have played a major role in the government's decision not to renew the program after its original seven-year mandate expired on March 31, 1979.

Le Programme de développement des petites fermes qui avait été lancé par Agriculture Canada le 1<sup>er</sup> avril 1972 et devait durer sept ans, prenait fin le 31 mars 1979. Le Programme de transfert des terres qui en faisait partie et était administré par la Société pour le compte d'Agriculture Canada et défrayé par ce ministère, prenait donc également fin.

Pendant ces sept années, le programme a permis de verser des octrois à certains agriculteurs afin de les aider à vendre leurs terres afin de prendre leur retraite ou de se trouver une autre occupation. Il a également permis de consentir un crédit spécial aux exploitants de petites fermes afin de les aider à acheter les terres qui devenaient disponibles dans le cadre du programme.

Au cours de l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 1979, le nombre d'achats effectués en vertu du Programme de transfert des terres a de nouveau sensiblement diminué. De plus, seulement deux agriculteurs ont sollicité un crédit spécial et ont obtenu un prêt représentant \$27,600 au total. Les activités de vente ont très légèrement augmenté. La Société a approuvé \$1,794,432 en octrois à 538 agriculteurs qui prenaient leur retraite ou se réorientaient dans une autre sphère d'activités. Ces octrois ont été versés par Agriculture Canada.

Les activités en vertu du Programme de transfert des terres ont atteint leur sommet au cours de la troisième année du programme. Elles ont fléchi rapidement par la suite parce que l'augmentation très rapide de la valeur des terres a empêché plusieurs vendeurs d'être admissibles. De plus, l'amélioration du revenu agricole a permis de rentabiliser certaines exploitations agricoles. En outre, l'utilité du crédit spécial a beaucoup diminué depuis que la Loi sur le crédit agricole a été revisée en 1975

Ces facteurs ont joué un rôle déterminant dans la décision du gouvernement de ne pas reconduire le programme lorsque l'entente initiale de sept années a prix fin le 31 mars 1979.

### Farm Credit Act

# Loi sur le crédit agricole

		1976-1977		1977-1978			
	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	
British Columbia Colombie-Britannique	106	7,824,200	150	13,051,600	98	11,509,400	
Alberta	692	45,524,400	1,106	85,100,700	824	75,133,550	
Saskatchewan	1,322	86,110,500	1,927	138,862,000	1,330	111,583,700	
Manitoba	479	25,686,400	753	52,122,600	647	52,570,400	
Ontario	1,018	79,590,990	1,786	162,717,300	1,321	150,216,600	
Quebec Québec	681	46,586,500	1,118	91,854,500	1,022	98,963,000	
New Brunswick Nouveau-Brunswick	72	4,219,000	92	5,924,100	93	8,383,400	
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	4	181,700	19	1,554,900	14	1,541,400	
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	82	4,781,300	111	6,667,200	66	3,972,800	
Newfoundland Terre-Neuve	9	928,000	4	323,000	8	923,400	
Canada	4,465	301,432,990	7,066	558,177,900	5,423	514,797,650	

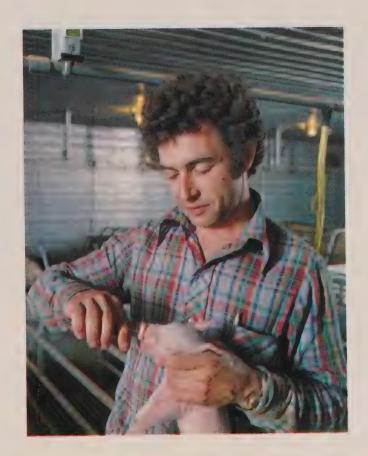
# Farm Syndicates Credit Act

### Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

		1976-1977		1977-1978		1978-1979
	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)
British Columbia Colombie-Britannique			2	56,202	4	66,956
Alberta	12	188,888	23	451,119	32	837,435
Saskatchewan	1	12,800	2	62,500	15	453,807
Manitoba	13	248,636	24	394,863	48	970,615
Ontario	24	535,739	37	730,093	34	852,108
Quebec Québec	15	318,870	14	343,860	17	408,990
New Brunswick Nouveau-Brunswick	1	10,600	2	48,862		
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	1	20,500	_		_	_
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	_	, _	_			-
Newfoundland Terre-Neuve		-	1	4,000	_	
Canada	67	1,336,033	105	2,091,499	150	3,589,911

		1976-1979
Numb Nomb		Amount (\$) Montant (\$)
3	54	32,385,200
2,6	22	205,758,650
4,5	79	336,556,200
1,8	79	130,379,400
4,1	25	392,524,890
2,8	21	237,404,000
2	57	18,526,500
	37	3,278,000
2	59	15,421,300
	21	2,174,400
16,9	54	1,374,408,540

	1976-1979
Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)
6	123,158
 67	1,477,442
18	529,107
85	1,614,114
95	2,117,940
46	1,071,720
3	59,462
1	20,500
	-
1	4,000
322	7,017,443



**Results of Operations** 

The Corporation's net income for 1978-79 was \$2,287,438, compared to \$991,002 in 1977-78. Prior to this, the Corporation incurred losses on its operations due to the lack of a sufficient interest margin on loans made under the Farm Credit Act from 1959 to 1968. However, because of the 1 per cent interest margin introduced in 1968 and the heavy lending volume in recent years, the interest margin on all Farm Credit Act loans has grown to the extent that in 1977-78, the Corporation earned its first net income since 1959-60.

The net income of \$2,287,438 for the year has been credited to Retained Earnings and after retiring the deficit of \$692,581 carried in from the previous year, the balance was \$1,594,857 as at March 31, 1979. Under section 15 of the Farm Credit Act, the Corporation may accumulate and retain its net earnings up to the amount of its capital.

Although net income was earned during the year, there was a net outflow of funds from operations. The Statement of Changes in Financial Position shows the source of all funds received by the Corporation during the year, as well as how they were expended.

## **Repayments from Farmers**

During the year the Corporation received \$120.9 million in loan repayments from farmers. This amount includes the repayment and prepayment of principal amounting to \$119.3 million, and the \$1.6 million increase in the amount held on behalf of farmers for the payment of future instalments.

### Capital and Loans from Canada

Under section 12 of the Farm Credit Act, Canada contributed \$10.3 million in capital, raising the total capital paid in to \$107.5 million as at March 31, 1979.

During the year the Corporation increased its loans outstanding from the Minister of Finance by \$256.1 million. Under the Farm Credit Act, the Corporation borrowed \$361.2 million and repaid \$105.0 million on existing loans. Under the Farm Syndicates Credit Act, \$3.5 million was borrowed and \$3.3 million was repaid, and under the Small Farm Development Program \$.3 million was repaid.

### Résultats d'exploitation

Le revenu net de la Société s'établissait à \$2,287,438 dans l'exercice 1978-1979 comparativement à \$991,002 dans l'exercice 1977-1978. Auparavant, elle encaissait des pertes d'exploitation parce que la marge d'intérêt qui lui était allouée sur les prêts consentis en vertu de la Loi sur le crédit agricole entre 1959 et 1968 n'était pas suffisante. Toutefois, les bénéfices qu'elle a enregistrés sur l'ensemble de ses prêts ont augmenté constamment depuis l'introduction de la marge d'intérêt de un pour cent en 1968 au point où, grâce au volume important de crédit consenti au cours des dernières années, elle a enregistré en 1977-1978 son premier revenu net depuis 1959-1960.

Le revenu net de \$2,287,438 de l'exercice a été crédité aux bénéfices non répartis. Après avoir remboursé le déficit de \$692,581 reporté de l'exercice antérieur, le solde s'établissait à \$1,594,857 au 31 mars 1979. L'Article 15 de la Loi sur le crédit agricole autorise la Société à accumuler et à réinvestir ses bénéfices nets sans excéder le montant de son capital.

Même si la Société a enregistré un revenu net pendant l'exercice, elle n'en affichait pas moins une sortie nette de fonds d'exploitation. L'état de l'évolution de la situation financière identifie la provenance de tous les fonds reçus par la Société pendant l'exercice et montre comment ceux-ci ont été utilisés.

### Remboursements versés par les agriculteurs

Au cours de l'exercice, la Société a reçu des remboursements de prêts totalisant \$120.9 millions des agriculteurs. Ce montant inclut les paiements échus et les paiements de principal par anticipation qui s'élevaient à \$119.3 millions ainsi qu'une augmentation de \$1.6 million dans le montant détenu pour le compte des agriculteurs afin de les utiliser pour faire les versements futurs.

#### Capital et emprunts du Canada

Le Canada a versé \$10.3 millions en capital à la Société en vertu de l'Article 12 de la Loi sur le crédit agricole, ce qui portait le capital versé à \$107.5 millions au 31 mars 1979.

Au cours de l'exercice, les emprunts détenus par la Société auprès du Ministre des Finances ont augmenté de \$256.1 millions. La Société a emprunté \$361.2 millions en vertu de la Loi sur le crédit agricole et a remboursé \$105.0 millions sur ses prêts actifs. Elle a emprunté \$3.5 millions en vertu de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles et a remboursé \$3.3 millions. Elle a remboursé \$3.3 millions en vertu du Programme de développement des petites fermes.

Farm Credit Act	Lois	ur le crédit agricole	Farm Syndicates Credit Act		sur le crédit syndicats agricoles
Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé \$	Interest Rate Taux d'intérêt	Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé \$	Interest Rate Taux d'intérêt %
1956-1957	849,933	3.5	1973-1974	314,000	5.25
1957-1958	1,161,784 2,014,153	4.125	1974-1975	960,000 555,000	7 9
1958-1959	1,876,988 3,355,595	4.375	1975-1976	1,200,000 900,000	7 7.75
1050 1000	3,930,614	4.5	1976-1977	1,470,000	8.5
1959-1960	5,542,525 6,796,953	5 5.75	1977-1978	810,000 1,080,000	8 7.75
1960-1961	11,464,521	5	1978-1979	1,800,000 1,700,000	8 8.75
1964-1965	36,448,709 16,259,921	5.375 5.25	<del></del> -	10,789,000	
1965-1966	38,978,159	5.25	- Accrued Interest		
1903-1900	20,936,567 18,460,263	5.375 5.675	Intérêt couru	272,560	
1966-1967	18,738,785 51,230,003 30,887,252	5.075 5.875 6		11,061,560	
1967-1968	13,922,029 19,465,205 19,226,178 12,396,185	5.3125 6.125 6.375 6.875	Small Farm Development Prog		mme de développement ites fermes
1968-1969	4,089,996 112,694,840	6.6875 6.75		·	
1969-1970	58,663,202 45,351,779	7 7.75	1972-1973	415,069	6
1970-1971	52,594,864	7.75	1973-1974	3,893,698	6
10,010,1	32,553,254	7.5	1974-1975	2,275,701	7.25
1971-1972	50,738,747 26,842,466	6.75 6.5	1975-1976	1,378,493 751,886	8.25 7.5
1972-1973	92,145,337	6		565,801	8
1973-1974	196,934,563	6	1976-1977	271,554	8.75
1974-1975	138,362,632 123,145,355	7.25 8.25		213,552 9,765,754	9
1975-1976	169,644,374 162,101,939	7.5 8	Accrued Interest		
1976-1977	200,368,266 137,158,542	8.75 9	Intérêt couru	166,266 9,932,020	
1977-1978	375,127,703	8.25		\$ 2,756,818,028	
1978-1979	226,300,000 134,900,000	8.5 9	Total	\$ 2,730,010,020	
Accrued Interest	2,673,660,181		*Borrowings for the	vears 1961-62 to	1963-64 were for
Intérêt couru	62,164,267 2,735,824,448		short terms and ha		
			Les emprunts cont 1961-1962 à 1963- été remboursés.		es exercices urt terme et ont déjà

été remboursés.

	Under the Canadian Farm Loan Act (January 1929 — October 4, 1959)		Under the Farm Credit Act (October 5, 1959 — March 31, 1978) Sous le régime de la Loi		1978-79		
	du prêt agr (j	égime de la Loi ricole canadien anvier 1929 — l'octobre 1959)	sur	le crédit agricole octobre 1959 — 31 mars 1978)		1970-79	
	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	
British Columbia	2,699	8,751,182	5,463	174,567,516	109	11,900,545	
Alberta	9,954	28,146,771	29,629	821,045,212	810	70,585,831	
Saskatchewan	13,366	48,327,821	39,109	1,057,425,181	1,296	108,378,819	
Manitoba	6,342	19,884,810	11,910	334,641,578	650	52,161,990	
Ontario	9,745	43,295,717	30,489	1,031,443,615	1,309	143,883,000	
Quebec	9,173	22,454,666	16,832	556,142,233	932	88,756,677	
New Brunswick	1,749	3,720,899	1,523	38,958,679	99	8,671,733	
Nova Scotia	1,638	3,537,293	641	14,884,703	10	798,447	
Prince Edward Island	2,094	5,041,427	1,720	37,731,128	74	4,783,542	
Newfoundland		_	143	7,242,494	8	712,183	
Canada	56,760	183,160,586	137,459	4,074,082,339	5,297	490,632,767	

Under the Farm Syndicates Credit Act (December 11, 1964 — March 31, 1978)

Total to March 31, 1979

Sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles (11 décembre 1964 — 31 mars 1978)

1978-79 Total au 31 mars 1979

	Nombre Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	
British Columbia	36	557,201	5	123,158	41	680,359	
Alberta	652	7,899,058	34	890,113	686	8,789,171	
Saskatchewan	126	1,144,023	12	314,914	138	1,458,937	
Manitoba	342	5,318,087	41	737,413	383	6,055,500	
Ontario	447	8,055,217	34	766,456	481	8,821,673	
Quebec	326	4,618,471	18	497,229	344	5,115,700	
New Brunswick	10	184,582			10	184,582	
Nova Scotia	13	130,807		_	13	130,807	
Prince Edward Island	24	416,030	_	whiteholder	24	416,030	
Newfoundland	. 2	79,000		_	2	79,000	
Canada	1,978	28,402,476	144	3,329,283	2,122	31,731,759	

Total to March 31, 1979

# Total au 31 mars 1979

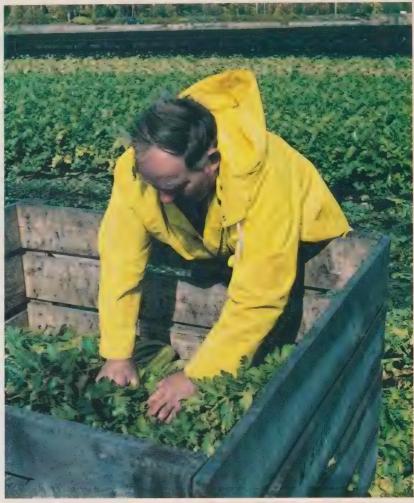
Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	
8,271	195,219,243	Colombie-Britannique
40,393	919,777,814	Alberta
53,771	1,214,131,821	Saskatchewan
18,902	406,688,378	Manitoba
41,543	1,218,622,332	Ontario
26,937	667,353,576	Québec
3,371	51,351,311	Nouveau-Brunswick
2,289	19,220,443	Nouvelle-Écosse
3,888	47,556,097	Île-du-Prince-Édouard
151	7,954,677	Terre-Neuve
199,516	4,747,875,692	Canada

Colombie-Britannique
Alberta
Saskatchewan
Manitoba
Ontario
Québec
Nouveau-Brunswick
Nouvelle-Écosse
Île-du-Prince-Édouard
Terre-Neuve
Canada

				Principal	
	Number	Due	Not Due	Total	Due
	Nombre	Échu	Non Échu		Échu
		\$	\$	\$	\$
F.C.A. Loans					507.400
British Columbia	2,381	222,572	94,841,171	95,063,743	537,192
Alberta	15,307	2,260,282	511,337,257	513,597,539	4,056,734
Saskatchewan	20,373	1,694,790	711,320,752	713,015,542	4,528,272
Manitoba	6,890	309,588	239,795,093	240,104,681	765,039
Ontario	16,538	1,128,731	736,807,749	737,936,480	3,568,546
Quebec	8,362	644,093	373,709,082	374,353,175	1,241,654
New Brunswick	744	84,845	26,367,222	26,452,067	118,966
Nova Scotia	212	32,430	6,085,560	6,117,990	18,168
Prince Edward Island	844	51,481	22,707,532	22,759,013	144,692
Newfoundland	71	73,065	4,348,383	4,421,448	86,006
Canada	71,722	6,501,877	2,727,319,801	2,733,821,678	15,065,269
F.S.C.A. Loans					
British Columbia	13_	38,276	278,279	316,555	29,873
Alberta	231	172,974	2,396,853	2,569,827	23,103
Saskatchewan	36	11,576	510,758	522,334	2,418
Manitoba	196	27,751	2,041,790	2,069,541	4,773
Ontario	262	56,084	3,081,180	3,137,264	7,444
Quebec	133	16,845	1,833,488	1,850,333	2,905
New Brunswick	5	13,451	110,238	123,689	4,988
Nova Scotia	3	4,800	25,342	30,142	1,472
Prince Edward Island	11	14,100	140,181	154,281	5,397
Newfoundland	2		68,284	68,284	
Canada	892	355,857	10,486,393	10,842,250	82,373
F.C.A. Agreements for Sale					
British Columbia	9	16	155,671	155,687	
Alberta	26	14,205	511,128	525,333	16,561
Saskatchewan	1		6,593	6,593	
Manitoba	3		41,329	41,329	
Ontario	49	2,914	1,334,098	1,337,012	5,777
Quebec	30	12,311	554,908	567,219	5,238
New Brunswick	4	1,422	42,814	44,236	654
Nova Scotia	1		24,808	24,808	
Prince Edward Island	1	285	13,198	13,483	527
Newfoundland	2	523	119,409	119,932	2,213
Canada	126	31,676	2,803,956	2,835,632	30,970
S.F.D.P. Agreements for Sale					
British Columbia	5		76,186	76,186	
Alberta	182	14,387	2,611,440	2,625,827	19,714
Saskatchewan	224	24,553	3,826,334	3,850,887	64,440
Manitoba	95	4,844	1,555,432	1,560,276	10,951
Ontario	11	3	155,033	155,036	
Quebec	14	730	132,217	132,947	1,134
New Brunswick	6	3	76,880	76,883	
Nova Scotia	5	358	46,996	47,355	3,094
Prince Edward Island	10	733	115,696	116,428	1,550
Newfoundland				_	
Canada	552	45,611	8,596,214	8,641,825	100,883
				4 1	

	erest — Intérêt	Other Charges	Instalment Prepayments		
Not Due Non Échu	Total	Autres frais	Versements anticipés	Net Total Total Net	
\$	- \$	\$	\$	\$	D 21 1 0 A
					Prêts L.C.A.
3,446,943	3,984,135	9,558	(1,962,194)	97,095,242	Colombie-Britannique
26,693,769	30,750,503	65,585	(4,119,847)	540,293,780	Alberta
37,809,378	42,337,650	85,652	(4,871,804)	750,567,040	Saskatchewan
10,139,755	10,904,794	16,270	(1,805,630)	249,220,115	Manitoba
23,723,576	27,292,122	145,749	(7,816,797)	757,557,554	Ontario
12,738,735	13,980,389	84,426	(501,583)	387,916,407	Québec
988,665	1,107,631	5,918 426	(180,933)	27,384,683	Nouveau-Brunswick
161,156 901,259	179,324 1,045,951	5,456	(89,297) (215,175)	6,208,443 23,595,245	Nouvelle-Écosse Île-du-Prince-Édouard
127,802	213,808	3,265	(68,023)	4,570,498	Terre-Neuve
116,731,038	131,796,307	422,305	(21,631,283)	2,844,409,007	Canada
110,701,000	101,190,001	422,303	(21,001,200)	2,044,409,007	
0.170	20.051	47	(0.010)	252.612	Prêts L.C.S.A.
9,178	39,051	17 31	(2,010)	353,613	Colombie-Britannique
121,293	144,396	31	(40,425)	2,673,829	Alberta
18,646	21,064	11	(10,119)	533,279	Saskatchewan
85,655 113,205	90,428	23	(25,767) (21,558)	2,134,213 3,236,378	Manitoba
73,319	76,224	4	(19,820)	1,906,741	Ontario Québec
5,553	10,540	6	(19,020)	134,235	Nouveau-Brunswick
1,124	2,596		(2)	32,736	Nouvelle-Écosse
8,293	13,690		(2,992)	164,979	Île-du-Prince-Édouard
2,156	2,156		(6,157)	64,283	Terre-Neuve
438,422	520,794	92	(128,850)	11,234,286	Canada
430,422	320,134	<u> </u>	(120,000)	11,204,200	Gariada
					Contrats de vente L.C.A.
4,717	4,717		(4,578)	155,826	Colombie-Britannique
22,688	39,249	2,869	(1,123)	566,328	Alberta
424	424			7,017	Saskatchewan
1,925	1,925	25		43,279	Manitoba
48,700	54,477	25	(302)	1,391,212	Ontario
19,588	24,826	642	(18)	592,669	Québec
888	1,542		(806)	44,972	Nouveau-Brunswick
637	637		(1,216)	24,229	Nouvelle-Écosse
328	855		_	14,338	Île-du-Prince-Édouard
3,314	5,527	_	_	125,459	Terre-Neuve
103,209	134,179	3,561	(8,043)	2,965,329	Canada
					Contrats de vente P.D.P.F.
3,626	3,626	_	(106)	79,706	Colombie-Britannique
140,723	160,437	243	(16,486)	2,770,021	Alberta
198,732	263,172	639	(19,697)	4,095,001	Saskatchewan
64,369	75,320		(5,406)	1,630,190	Manitoba
5,083	5,083		(786)	159,333	Ontario
4,567	5,701	5	(445)	138,208	Québec
3,850	3,850		(22)	80,711	Nouveau-Brunswick
1,231	4,325	-		51,680	Nouvelle-Écosse
4,742	6,292	108	(42)	122,786	Île-du-Prince-Édouard
_			_		Terre-Neuve
426,923	527,806	995	(42,990)	9,127,636	Canada





The operations of the Corporation are decentralized into a Regional Office system, which includes seven Regional Offices across Canada, one for the Atlantic region and one for each of the other provinces.

The Corporation's field officers, comprising 30 District Supervisors and 217 Credit Advisors, work out of 108 field offices. The total staff at the year end was 626, an increase of two during the year.

In 1978-79 the total cost of administering the Corporation's three programs was \$19,403,500 or .74 per cent of the mean principal outstanding on loans to farmers and farm syndicates, and on agreements for sale. This compares to \$17,285,400 or .73 per cent for the previous year.

Les opérations de la Société sont décentralisées à l'intérieur d'un organigramme qui compte sept bureaux régionaux à travers le Canada, soit un pour la région de l'Atlantique et un pour chacune des autres provinces.

L'effectif de campagne de la Société se composait de 30 surveillants de district et de 217 Conseillers en crédit situés dans 108 bureaux de campagne. L'effectif global chiffrait 626 employés à la fin de l'exercice, soit deux de

plus que l'année précédente.

Le coût total de l'administration des trois programmes de la Société s'est chiffré à \$19,403,500 en 1978-1979, soit à .74 pour cent du principal moyen en cours sur les prêts aux agriculteurs et aux syndicats agricoles, et sur les contrats de vente, comparativement à \$17,285,400 ou .73 pour cent lors de l'exercice précédent.

Members of Membres de la the Corporation Société

Rolland P. Poirier Chairman/Président

Paul Babey Vice-Chairman/ Vice-président

Noble A. Villeneuve Member/Membre

Gerald I. Trant Member/Membre

Vacant Member/Membre

W. Ralph deGruchy Secretary to Corporation

/Secrétaire de la Société



### **Head Office**

### Siège Social

Rolland P. Poirier Chief Executive Officer

Principal fonctionnaire exécutif

Paul Babey Vice-Chairman

Vice-président

Jean E. Brassard Legal Council

Conseiller juridique

W. Ralph deGruchy Director, Administrative and

Personnel Services

Directeur, Services administratifs

et du personnel

Gordon Hollingshead Director, Lending Operations

Directeur, Opérations de prêts

Terry Kremeniuk Chief, Economic and Liaison Division

Chef, Division de l'économie et de

liaison

Lucien Larose Executive Assistant

Adjoint exécutif

Bill Mann Comptroller-Treasurer

Contrôleur-trésorier

Louise Neveu Director, Information and Public

**Relations Services** 

Directrice, Services de l'information

et des relations publiques

George Pender Chief Accountant

Comptable en chef

J.F. Émile Pepin Director, Operational Audit

Directeur, Vérification Opérationnelles

Chairmen of Appeal Boards	Présidents des Commissions d'appel	Members of the Advisory Committee	Membres du Comité consultatif
Ralph Barichello	British Columbia /Colombie-Britannique	Richard Bullock	British Columbia /Colombie-Britannique
Gordon Miller	Alberta	William Moltzahn	Alberta
Enos Sproat	Saskatchewan	Jean-Marie Bourrée	Saskatchewan
Robert W. Hopley	Manitoba	Albert Vielfaure	Manitoba
Fred Cohoe	Ontario	Ron Oswald	Ontario
Danias Messier	Québec	George Higgs	Ontario
Albert Hannington	New Brunswick /Nouveau-Brunswick	Robert Younge	Québec
	,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	Willie LeBlanc	New Brunswick
Thomas Meredith	Nova Scotia /Nouvelle-Écosse		/Nouveau-Brunswick
Wilbert MacKenzie	Prince Edward Island /Île-du-Prince-Édouard		
Colin Bull	Newfoundland /Terre-Neuve		

Appeal Boards composed of practical farmers of proven ability and judgement are established in each Region to hear appeals from farmers who are not satisfied with the Corporation's decision on any loan application.

Des commissions d'appel, composées d'un groupe impartial de cultivateurs compétents, sont établies dans le territoire de chaque région pour entendre les appels logés par des cultivateurs qui ne sont pas satisfaits de la décision rendue par la Société à l'égard de toute demande d'emprunt.

Regional Offices/ Bureaux régionaux	Managers/ Gérants	District Offices/ Bureaux de district	Field Offices/ Bureaux de campagne
British Columbia/ Colombie-Britannique	Dick Bazett, 2 1451 Ellis St., Kelowna, V1Y 7N5 (604) 762-2416	Kelowna	Abbotsford, Dawson Creek, Kelowna, Summerland
Alberta	George Jones, 400 Chancery Hall, No. 3 Sir Winston Churchill Square, Edmonton, T5J 2C5 (403) 429-5251	Calgary, Edmonton Grande Prairie Lethbridge, Red Deer Vegreville	Athabasca, Barrhead, Brooks, Calgary, Camrose, Didsbury, Drumheller, Edmonton, Evansburg, Fairview, Falher, Grande Prairie, Hanna, Lacombe, Lethbridge, Medicine Hat, Peace River, Red Deer, Redwater, Stettler, St. Paul, Vegreville, Vermilion, Wainwright, Westlock, Wetaskiwin
Saskatchewan	Dave Fraser, 500 South Broad Plaza 2045 Broad St., Regina, S4P 2B7 (306) 569-5941	North Battleford Prince Albert, Regina Saskatoon Swift Current Yorkton	Assiniboia, Carlyle, Humboldt, Kindersley, Lloydminster, Meadow Lake, Moose Jaw, North Battleford, Preeceville, Prince Albert, Regina, Rosetown, Saskatoon, Swift Current, Tisdale, Unity, Weyburn, Wynyard, Yorkton
Manitoba	Brian Strom, 400-777 Portage Ave., Winnipeg, R3G 3L1 (204) 949-4034	Brandon, Portage la Prairie, Winnipeg	Arborg, Brandon, Carman, Dauphin, Killarney, Morden, Neepawa, Portage la Prairie, Swan River, Virden, Winnipeg
Ontario	Stewart Given, 105 Silvercreek Parkway N. Guelph, N1H 7G7 (519) 821-1330	Chatham, Guelph Lindsay, North Bay Ottawa, Walkerton Woodstock	Barrie, Campbellford, Chatham, Cornwall, Essex, Goderich, Guelph, Kingston, Lambeth, Lindsay, Listowel, New Liskeard, North Bay, Orangeville, Ottawa, Owen Sound, Simcoe, Stratford, Vineland Station, Walkerton, Woodstock, Wyoming
Québec	Fabien Langlois, 2700 boulevard Laurier, Edifice Champlain, Suite 2000, Ste-Foy, G1V 4C7 (418) 694-3539	Québec, Rimouski St-Hyacinthe, St-Jean St-Jérôme, Sherbrooke Trois-Rivières	Arthabasca, Drummondville, Hull, Joliette, Québec, Rimouski, Rivière-du-Loup, Roberval, St-Jérôme, St-Hyacinthe, St-Jean, Sherbrooke, Trois-Rivières, Valleyfield, Ville-Marie, Waterloo
Atlantic/Atlantique	Bob Aumell 567 St. George Blvd., Moncton, E1C 8N6 (506) 858-2010	Charlottetown Moncton	Fredericton, Grand Falls, Moncton, Kentville, Woodstock, Sussex, Truro, Charlottetown, St. John's



Design/Présentation	Paul Gilbert Design				
Photos	Agriculture Canada: p. 24				
	Canfarm: pp. 2, 24				
	Ontario Ministry of Agriculture and Food: pp. 6, 14	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario: pp. 6, 14			
	Paul Gilbert: cover, pp. 9, 13, 14, 15, 17, 28	Paul Gilbert: couveture pp. 9, 13, 14, 15, 17, 28			
	Phase II Photo: pp. 3, 25				
Colour Separations/ Séparation de couleurs	Hadwen Graphics Limited				
Typesetting/ Composition	Cambell Typesetting				
Printing/Impression	The Runge Press Limited				
Distributed by/ Distribué par	Farm Credit Corporation, P.O. Box 6309, Station "J", Ottawa, Ontario. K2A 3W9	Société du crédit agricole, C.P. 6309, Succursale "J", Ottawa, Ontario. K2A 3W9			







The Honourable John Wise, P.C., M.P. Minister of Agriculture Ottawa, Ontario

I have examined the balance sheet of Farm Credit Corporation as at March 31, 1979 and the statements of retained earnings, operations, and changes in financial position for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at March 31, 1979 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.

Auditor General of Canada

Ottawa, Ontario June 13, 1979

# Farm Credit Corporation (Established by the Farm Credit Act)

Balance Sheet as at March 31, 1979

Assets	1979	1978
Cash	\$ 2,690,590	\$ 2,013,595
Accounts receivable	59,338	60,487
Loans to farmers, secured by mortgages (Note 3)	2,844,409,007	2,571,366,876
Loans to farm syndicates, secured by notes (Note 3)	11,234,286	10,816,179
Agreements for sale (Note 3)	12,092,965	11,551,572
	2,867,736,258	2,593,734,627
Less: Allowance for doubtful accounts	2,030,000	1,460,000
	2,865,706,258	2,592,274,627
Real estate (Note 4)	828,400	579,561
Fixed assets (Note 5)	434,394	392,771
Deferred income taxes	-	298,866
	\$2,869,718,980	\$2,595,619,907
Liabilities		
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 1,108,144	\$ 769,188
Due to Canada (Note 6)	64,046	1,838,104
Fire insurance recoveries and other deposits	1,056,421	1,225,643
Provision for employee termination benefits	1,548,000	1,534,000
Canada loans (Note 7) Deferred income taxes	2,756,818,028 29,484	2,493,745,553
	2,760,624,123	2,499,112,488
Equity of Canada		_,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,
Contributed capital (Note 9)	107,500,000	97,200,000
Retained earnings (deficit) (Note 10)	1,594,857	(692,581)
	109,094,857	96,507,419
	\$2,869,718,980	\$2,595,619,907

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Approved on behalf of the Corporation:

Chairman

faul Bakey

Vice-Chairman

# **Farm Credit Corporation**

# Statement of Operations for the year ended March 31, 1979

	1979	1978
Income		
Interest earned on loans to farmers Deduct: Interest on loans from Canada	\$209,701,042 190,473,497	\$179,750,841 164,162,316
Net interest margin	19,227,545	15,588,525
Fees earned	1,029,629	1,175,504
Other interest income and service charges	1,367,649	1,022,515
Gross income	21,624,823	17,786,544
Expense		
Salaries and employee benefits	13,735,808	13,075,158
Travel	1,608,786	1,204,822
Provision for doubtful accounts	1,460,516	739,684
Office accommodation	1,277,532	1,159,967
Telephone	291,898	250,973
Rental and maintenance of office equipment	289,519	248,773
Printing, stationery and office supplies	229,546	173,379
Postage and express	122,926	101,117
Depreciation Miscellaneous	110,892	98,694
Miscellaneous	276,104	232,828
	19,403,527	17,285,395
Less: Operating expenses of the Small Farm Development Program recovered under Agriculture Vote 15		
(Vote 1 — 1978) (Note 6)	394,492	444,454
	19,009,035	16,840,941
Net income before income taxes and extraordinary item	2,615,788	945,603
Provision for income taxes		
Current	874,913	480,377
Deferred	328,350	(45,399)
	1,203,263	434,978
Net income before extraordinary item	1,412,525	510,625
Extraordinary item:		
Income tax reduction (Note 8)	874,913	480,377
Net income (Note 10)	\$ 2,287,438	\$ 991,002

# Statement of Retained Earnings for the year ended March 31, 1979

	1979	1978
Deficit, beginning of year Net income for the year	\$ 692,581 _2,287,438	\$1,683,583 991,002
Retained earnings (deficit), end of year (Note 10)	\$1,594,857	\$ (692,581)

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

# Farm Credit Corporation

# Statement of Changes in Financial Position for the year ended March 31, 1979

	1979	1978
Funds provided		
From Canada:		
Gross borrowings	\$364,700,000	\$381,100,000
Less: Principal refinanced	103,421,358	86,845,967
	261,278,642	294,254,033
Capital contributed	10,300,000	11,500,000
	271,578,642	305,754,033
From borrowers:		
Repayments and prepayments of principal	119,240,581	99,142,987
Increase in amount held for future instalments	1,555,163	2,527,120
	120,795,744	101,670,107
	392,374,386	407,424,140
Funds applied		
To operations:	(0.000, 400)	(003.000)
Net income Items not involving cash:	(2,287,438)	(991,002)
Depreciation, deferred taxes and allowances	(1,023,242)	(330,295)
Increase in interest due from borrowers	1,348,992	4,414,246
Net changes in accrued interest	8,484,490	11,484,816
Interest refinanced and fees paid from loan funds	4,899,151	5,241,250
Total to operations	11,421,953	19,819,015
To borrowers:		
Gross loan disbursements	494,014,250	511,485,619
Less: Amount refinanced and fees paid from loan funds	120,924,815	129,100,255
	373,089,435	382,385,364
Repayment of borrowings from Canada	5,181,474	8,319,439
Net changes in other assets and liabilities	2,004,529	580,324
	391,697,391	411,104,142
Increase (decrease) in cash	676,995	(3,680,002)
Cash at beginning of year	2,013,595	5,693,597
Cash at end of year	\$ 2,690,590	\$ 2,013,595
		7 = 10 22 13 / 7

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

#### **Farm Credit Corporation**

# Notes to Financial Statements March 31, 1979

#### 1. Corporate objective

The Farm Credit Corporation was established on October 5, 1959, by the Farm Credit Act as the successor to the Canadian Farm Loan Board. The Corporation's prime objective is to assist Canadian farmers to establish and develop viable farm enterprises through the use of long-term credit as provided for by the Farm Credit Act.

The Corporation also administers the lending program authorized under the Farm Syndicates Credit Act which was originally introduced as the Farm Machinery Syndicates Credit Act on December 11, 1964. It provides for loans to groups or syndicates of farmers organized to share in the purchase and use of farm machinery, buildings and installed equipment.

Pursuant to the Farm Credit Act and an agreement with the Department of Agriculture, the Corporation provides services pertaining to the purchase and sale of farm land in administering the Land Transfer Plan, a component of the Department's Small Farm Development Program. The Corporation's operating costs are reimbursed by the Department and the excess of income over expense is paid to Canada. This program terminated on March 31, 1979. Pursuant to an agreement with the Department, the Corporation's continuing administrative costs incurred after that date, which relate to the Land Transfer Program, will be reimbursed by the Department and any excess of income over expense will be paid to Canada.

#### 2. Significant accounting policies

#### Allowance for doubtful accounts

The allowance for doubtful accounts relates to loans to farmers, loans to farm syndicates and agreements for sale. This allowance represents the Corporation's estimate of future probable losses on the accounts outstanding at March 31, 1979, and includes a component which, on the basis of historical loss experience, covers future losses not yet identified and also a component to provide for specifically identified probable losses.

Actual losses on loans, recoveries on loans and the changes in the allowance are recorded in the statement of operations as a provision for doubtful accounts.

Capital losses resulting from real property transactions under the Small Farm Development Program may be recovered through a separate parliamentary appropriation. No requirement for the application of this provision has yet occurred.

#### Revenue recognition

Interest on loans to farmers, loans to farm syndicates and agreements for sale is recorded as income on an accrual basis.

Appraisal fees received with applications are recorded as income when received. Appraisal fees retained from loan funds are recorded as income at the time the loans are disbursed.

Partial discharge fees are recorded as income when the discharge takes place.

Service charges earned on loans to farm syndicates are recorded as income when loans are disbursed.

#### Fixed assets and depreciation

Fixed assets are recorded at cost. Leasehold improvements are amortized using the straight-line method over the term of the lease and one renewal period. Other fixed assets are depreciated using the diminishing balance method at rates of 20% for furniture and equipment and 30% for automobiles.

#### Income taxes

The Corporation follows the tax allocation method of accounting for income taxes. Deferred income taxes result from timing differences between depreciation and provision for doubtful accounts charged to operations and the amounts claimed for tax purposes.

#### 3. Long-term receivables

Outstanding amounts are receivable over periods of up to thirty years at interest rates in effect at the time of approval.

	Period not exceeding	Annual interest rate %		ding amount (in thousands) 1978
Loans to farmers	30 years	5 — 10	\$2,844,409	\$2,571,367
Loans to farm syndicates	15 years	61/4 10	11,234	10,816
Agreements for sale	30 years	5 <del></del> 10	12,093	11,552
			\$2,867,736	\$2,593,735

A summary of long-term receivables in the aggregate, by annual interest rate and fiscal year of maturity, is as follows:

Annual interest rate			<b>Maturities by fiscal year</b> (in thousands)				1985 through
%	Total	1980	1981	1982	1983	1984	2009
5 5 7/8	\$ 290,959	\$ 26,504	\$17,384	\$17,768	\$18,008	\$18,173	\$ 193,122
6-67/8	299,465	21,237	10,621	11,015	11,539	12,098	232,955
7 7 7/8	462,693	29,570	12,724	13,536	14,372	15,193	377,298
8 8 7/8	855,757	53,868	16,602	17,426	18,539	19,771	729,551
997/8	901,051	49,224	12,482	13,530	14,565	15,677	795,573
10	57,811	3,876	808	857	899	985	50,386
	\$2,867,736	\$184,279	\$70,621	\$74,132	\$77,922	\$81,897	\$2,378,885

At March 31, 1979 accrued interest of \$117,700 thousand (\$102,240 thousand — 1978) and arrears of \$22,641 thousand (\$21,105 thousand — 1978) are included and are shown as maturing in the year ending March 31, 1980.

Prepayments of principal from borrowers of \$60,274 thousand (\$45,700 thousand — 1978) were received during the year and applied as a reduction of principal.

#### 4. Real estate

This represents farm property held by the Corporation for resale and is carried at the lower of cost and net realizable value. It consists of property acquired in the process of administering the outstanding loans to farmers and to farm syndicates and must be disposed of by the Corporation within five years of acquisition or such further period as the Governor in Council may prescribe.

#### 5. Fixed Assets

			1979	1978
	Cost	Accumulated Depreciation	Net	Net
Furniture and equipment	\$1,170,568	\$770,918	\$399,650	\$389,962
Automobiles	6,213	4,247	1,966	2,809
Leasehold improvements	42,915	10,137	32,778	papered
	\$1,219,696	\$785,302	\$434,394	\$392,771

#### 6. Due to Canada

The amount due to Canada of \$64,046 (\$1,838,104 — 1978) is in respect of operations during the year under the Farm Credit Act and under the Small Farm Development Program and is determined as follows:

	1979	1978
Operations under the Farm Credit Act —		
Funds received from Agriculture Vote 65 — 1978	\$ ****	\$1,700,000
Operations under the Small Farm Development Program —		
Funds received from Agriculture Vote 15 (Vote 1 — 1978)	375,000	500,000
Less: Administrative expense	394,492	444,454
	(19,492)	55,546
Interest earned, application fees and other income	776,542	796,344
Less: Interest on loans from Canada	693,004	713,786
Excess of income over interest expense	83,538	82,558
	64,046	138,104
	\$ 64,046	\$1,838,104

#### 7. Canada loans

The Corporation has borrowed funds, secured by note, from the Minister of Finance for the purpose of making farm loans, pursuant to section 13 of the Farm Credit Act and section 8 of the Farm Syndicates Credit Act. The Corporation also borrows funds pursuant to the Farm Credit Act, as authorized by Order in Council P.C. 1972-1490, dated June 29, 1972, for the purposes of the Small Farm Development Program. These borrowings are repayable in accordance with the terms and interest rates prescribed at the time of borrowing.

Outstanding amounts as at March 31, 1979, are as follows:

	Period not exceeding	Annual interest rate %		ding amount (in thousands) 1978
Farm Credit Act Farm Syndicates Credit Act Small Farm Development Program Accrued interest	20 years 5 years 20 years	3 1/2 — 9 5 1/4 — 9 6 — 9	\$2,673,660 10,789 9,766 62,603 \$2,756,818	\$2,417,481 10,551 10,086 55,628 \$2,493,746

A summary of the Canada loans in the aggregate, by interest rate and fiscal year of maturity, is as follows:

Annual interest rate		Maturities by fiscal year (in thousands)					1985 through
%	Total	1980	1981	1982	1983	1984	2000
3-4 7/8	\$ 13,589	\$ 2,753	\$ 2,451	\$ 2,552	\$ 2,355	\$ 2,134	\$ 1,344
5-5 7/8	245,575	36,249	31,063	32,761	32,346	31,852	81,304
6-6 7/8	579,387	50,202	43,152	45,930	40,623	34,706	364,774
7-7 7/8	513,462	30,731	22,790	23,666	24,985	26,736	384,554
8 8 7/8	1,125,437	54,707	28,984	31,341	33,689	36,165	940,551
9	279,368	11,257	6,248	6,621	7,230	7,896	240,116
	\$2,756,818	\$185,899	\$134,688	\$142,871	\$141,228	\$139,489	\$2,012,643

The amounts outstanding as at March 31, 1979, include accrued interest totalling \$62,603 thousand (\$55,628 thousand — 1978) and are shown as maturing in the year ending March 31, 1980.

#### 8. Income Taxes

During the current year, taxable income was reduced by \$1,901,985 representing all of prior years' tax losses available to the Corporation. The tax savings in the amount of \$874,913 is shown as an extraordinary item in the statement of operations.

#### 9. Contributed capital

The contributed capital of the Corporation represents the amount received from Canada under Section 12 of the Farm Credit Act. The present statutory limit on this amount is \$150 million (\$100 million—1978).

# 10. Segmented Information

Operations and retained earnings (deficit) under the Farm Credit Act and the Farm Syndicates Credit Act are broken down as follows:

		Combined	Farm Credit Act		Farm Syndicat t Credit A	
	1979	1978	1979	1978	1979	1978
Income						
Interest earned on loans	\$209,701,042	\$179,750,841	\$208,845,776	\$178,904,737	\$855,266	\$846,104
Deduct: Interest on loans from Canada	190,473,497	164,162,316	189,656,885	163,350,762	816,612	811,554
Net interest margin	19,227,545	15,588,525	19,188,891	15,553,975	38,654	34,550
Fees earned	1,029,629	1,175,504	1,029,629	1,175,504	Western	_
Other interest income and service charges	1,367,649	1,022,515	1,325,957	987,234	41,692	35,281
Gross income	21,624,823	17,786,544	21,544,477	17,716,713	80,346	69,831
Expense	19,009,035	16,840,941	18,935,475	16,781,042	73,560	59,899
Net income before income taxes and extraordinary item	2,615,788	945,603	2,609,002	935,671	6,786	9,932
Provision for income taxes	1,203,263	434,978	1,203,263	434,978	, <del>-</del>	
Extraordinary item: Income tax reduction (Note 8)	(874,913)	(480,377)	(874,913)	(480,377)		
Net income	2,287,438	991,002	2,280,652	981,070	6,786	9,932
Retained earnings (deficit), beginning of year	(692,581)	(1,683,583)	(895,921)	(1,876,991)	203,340	193,408
Retained earnings (deficit), end of year	\$ 1,594,857	\$ (692,581)	\$ 1,384,731	\$ (895,921)	\$210,126	\$203,340

#### 11. Interest rates

Loans to farmers bear an interest rate from the date of approval equal to the base rate defined in section 3(2) of the Farm Credit Act Interest Rates Regulations plus one per cent. The base rate is determined using the average yield on Government of Canada bonds payable in Canadian currency and due to mature in five to ten years. The lending rate is established for six month periods commencing April 1st and October 1st each year and applies to all loans approved in the related six-month period.

However, if a new loan under the Farm Credit Act is made, a portion of which is to be used to repay an existing Farm Credit Act loan, the current lending rate and the rate on the existing loan are blended and a composite rate charged. Except for the provision for blended rates, rates on loans to farm syndicates are determined in the same manner using the yield on Government of Canada bonds maturing in one to five years plus one per cent.

Interest rates on borrowings from Canada by the Corporation under section 13 of the Farm Credit Act are established for six-month periods commencing April 1st and October 1st each year in accordance with the terms and conditions approved by the Governor in Council. Similarly, rates on borrowings under section 8 of the Farm Syndicates Credit Act are set on these dates for the same six-month periods.

#### 12. Commitments to borrowers

Loans to borrowers approved but not disbursed as at March 31, 1979, amounted to \$75.3 million (\$62.6 million — 1978) most of which were approved at 10% (9-1/4% — 1978). It is expected that the majority of these loans will be disbursed within the six-month period ending September 30, 1979, from funds to be borrowed by the Corporation from Canada at 9-3/4% (8-1/2% — 1978).

## 13. Comparative figures

Certain figures for the previous year have been reclassified to conform to the current year's presentation.

Les taux d'intérêt sur les prêts consentis aux agriculteurs sont fixés à compter de la date de l'approbation. Ces taux correspondent à un pour cent plus le taux de base défini à l'Article 3(2) du Règlement sur les taux d'intérêt de la Loi sur le crédit agricole. Le taux de base est déterminé en utilisant le rendement moyen des obligations fédérales payables en monnaie canadienne et devant échoir dans cinq à dix ans. Le taux d'intérêt est établi pour des périodes de six mois commençant le le<sup>10</sup> avril et le 1 et octobre de chaque année et vise tous les prêts approuvés pendant le semestre en question.

Toutefois, lorsqu'un nouveau prêt est consenti en vertu de la Loi sur le crédit agricole et sert en partie à rembourser un prêt on combine le taux d'intérêt courant et le taux d'intérêt sur ce prêt actif afin d'obtenir un taux d'intérêt composé. A l'exception des taux combinés, les taux d'intérêt sur les prêts consentis aux syndicats agricoles sont déterminé de la même façon c.-à-d. en prenant le rendement des obligations fédérales venant à échéance d'ici une à cinq années et en y ajoutant 1%.

Les taux d'intérêt sur les emprunts auprès du Canada effectués par la Société en vertu de l'Article 13 de la Loi sur le crédit agricole sont établis au début de chaque semestre, soit le 1<sup>er</sup> avril et le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, en conformité aux modalités et conditions approuvées par le Gouverneur en conseil. De même, les taux d'intérêt sur les emprunts effectués en vertu de l'Article 8 de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles sont fixés aux dates précitées et syndicats agricoles sont fixés aux dates précitées et sont en vigueur au cours des mêmes semestres.

### 12. Engagements envers les emprunteurs

Les prêts approuvés mais non déboursés au 31 mars 1979, s'élèvaient à \$75.3 millions (\$62.6 millions en 1978). La plupart portaient un taux d'intérêt de 10% (9 1/4% en 1978). On prévoit que la plupart de ces prêts seront déboursés au cours du semestre se terminant le 30 septembre 1979, à même les fonds que la Société empruntera du Canada à 9 3/4% (8 1/2% en 1978).

## 13. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'année précédente ont été reclassifiés afin de les rendre conformes à la présentation de l'année courante.

Les opérations et les bénéfices non répartis (déficit) en vertu de la Loi sur le crédit agricole et de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles se répartissent comme suit:

045,502\$	971'017\$	(126'568) \$	<u> </u>	(185,268) \$	\$	Bénéfices non répartis(déficit), à la fin de l'année
804, 891	045,502	(166,878,1)	(126,268)	(882,888,1)	(185,266)	Bénéfices non répartis (déficit), au début de l'année
786'6	984'9	070,186	759'087'7	700'166	854,782,2	Bénéfice net
		( <u>TTE,084)</u>	(£16'\$L8)	( <u>\\ \\ \( \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \</u>	( <u>£16,478)</u>	Poste extraordinaire: Réduction des impôts sur le revenu (Note 8)
_	_	876,454	1,203,263	876,484	£97'£07'I	rus siôqmi nour imporis le revenu
786'6	984'9	149'586	Z00'609'Z	£09'S†6	884'519'7	Bénéfice avant impôts et poste extraordinaire
668'65	095'84	740,187,81	274,259,81	146'048'91	250,600,61	Dépenses
1 88'69	9ħ£'08	£17,617,71	<i>LL</i> †' <del>}</del> †\$'I7	₽₽\$'98L'LI	£28,4,52,12	Revenu brut
182,28	<b>769'I</b> ₹	₽£2,78€	7.325,957	1,022,515	6 <del>†</del> 9'L9£'I	Autre revenu d'intérêt et de frais d'administiation
	_	₩05'54I'I	679'670'I	<del>7</del> 05'5∠1'1	679'670'I	Honoraires gagnés
0 <b>5</b> 5′₹	₹\$9'8€	SZ6'ESS'SI	168'881'61	525,885,21	S\$5'L77'61	Marge nette d'intérêt
<b>≯</b> SS′II8	719'918	792'058'891	588'959'681	916,162,16	<u> </u>	Moins: Intérêts sur emprunts auprès du Canada
₱01'9₱8\$	997'558\$	7£7,400,87I\$	977,248,802\$	148'052'621\$	Zħ0'104'60Z\$	Intérêts gagnés sur prêts
						Kevenus
8791	6461	8261	6261	8791	6261	
e crédit aux se saricoles		Loi sur le édit agricole	cı	Total		

### 7. Emprunts auprès du Canada

La Société a emprunté des fonds garantis par billet, auprès du Ministre des Finances, afin de consentir des prêts agricoles conformément à l'Article 13 de la Loi sur le crédit agricole ct à l'Article 8 de la Loi sur le crédit agricole, en syndicats agricoles. La Société emprunte également des fonds dans le cadre de la Loi sur le crédit agricole, en conformité au décret C.P. 1972-1490, daté du 29 juin 1972, pour les besoins du Programme de développement des petites fermes. Ces emprunts sont remboursables selon les modalités et les taux d'intérêt prescrits au moment de l'emprunt.

Les montants non soldés au 31 mars 1979 s'établissent comme suit:

ts non soldés ers de dollars) 8791		xusT têrêtni'b % leunns	epoirèd orédant seq	
184'414'7\$	099'£49'7\$	3 1/5 — 6	20 ans	alonime tibàra al rus io I
			_	Loi sur le crédit agricole
155'01	684'01	6-t/IS	sue ç	Loi sur le crédit aux syndicats agricoles
980'01	994'6	6-9	sns 02	Programme de développement des petites fermes
879'55	£09'79			Interêt couru
947, 564, 28	818'954'7\$			

Le montant global des emprunts auprès du Canada, réparti selon le taux d'intérêt annuel et l'année financière d'échéance s'établit comme suit:

\$2,012,643	684'681\$	8141,228	178,241\$	889'781\$	668'581\$	818'954'7\$	
240,116	968'L	0£7,730	179'9	847,6	<u> </u>	895,672	6
ISS'076	591'98	689'88	146,15	₱86′87	404,₽₹	1,125,437	8/78-8
755'78E	984'97	586'₹7	999'87	75,790	184'08	79 <del>1</del> ′£15	8/4 4 4
7LL'79E	904'₹€	₹79′0₹	0£6'SŦ	751'E#	207'05	<b>785,972</b>	8/49-9
₹0€,18	31,852	32,346	197,25	£90'1£	6₹7′9€	545,545	8/455
\$ I'344	\$ 5,134	\$ 2,355	755'7 \$	157'7 \$	£27,2 <b>\$</b>	685'EI \$	8/7 4 — ٤
2000	₱86I	1983	7861	1861	1980	Total	% Jənuue
\$861		erière	: année finan rs de dollars)	i <b>sq əənsəhə</b> ğ əillim nə)		ð	xuaT têrêt ferencêt

Les montants non soldés au 31 mars 1979 incluent un intérêt couru s'élevant à \$62,603,000 (\$55,628,000 en 1978) et paraissent comme venant à échéance au cours de l'année se terminant le 31 mars 1980.

## 8. Impôts sur le revenu

Au cours de l'année, le revenu imposable a été réduit d'un montant de \$1,901,985, soit la totalité des pertes fiscales des années antérieures disponibles à la Sociéré. Le montant de \$874,913 épargné au chapitre de l'impôt paraît à titre de poste extraordaniaire à l'état des résultats d'exploitation.

## 9. Capital d'apport

Le capital d'apport de la Société représente le montant reçu du Canada en vertu de l'Article 12 de la Loi sur le crédit agricole. La limite statutaire actuelle de ce montant s'établit à \$150 millions (\$100 millions en 1978).

## 5. Immobilisations

177,292	<del></del> <del></del> <del></del>	708'582\$	969'617'1\$	
608'7	8/L'7E 996'I 059'66E\$	7£1,01 7£1,01	\$16'7 <del>\</del> £17'9 89\$'0\(\I'\)1\(\\$	Mobilier et équipement Automobiles Améliorations locatives
1978 19M	19N 646I	Amortissement accumulé	tùoO	

#### 6. Montant à payer au Canada

Le montant à payer au Canada s'élève à \$64,046 (\$1,838,104 en 1978). Il a trait aux opérations effectuées au cours de l'année en vertu de la Loi sur le crédit agricole et en vertu du Programme de développement des petites fermes, et se répartit comme suit:

<del>7</del> 01'888'1\$	970'79 \$	
138,104	940'49	
855,58	855,58	Excédent des revenus sur les dépenses
987, £17	₹00'£69	Moins: Intérêt sur les emprunts auprès du Canada
<b>ħ</b> ₽ξ'96L	<b>7</b> ₹ <b>5</b> ′9 <i>LL</i>	Intérêts gagnés, honoraires de demandes et autres revenus
975'55	(264'61)	
<i> † S t S t S t S t S S S S S S S S S S</i>	767,465	Moins: Dépenses administratives
000'005	000,275	(Crédit 1 — 1978)
		Fonds reçus d'Agriculture Canada, Crédit 15
		des petites fermes — esmana ferment
		Opérations en vertu du Programme de développement
000'004'1\$	<b>-</b> \$	Opérations en vertu de la Loi sur le crédit agricole — Fonds reçus d'Agriculture Canada, Crédit 65 — 1978
8761	6261	

#### 3. Montants à recevoir à long terme

Les montants à recevoir sont exigibles pour des périodes pouvant atteindre trente années et portant les taux d'intérêt qui étaient en vigueur au moment de l'approbation du prêt.

S £ L' £ 6 S' 7 \$	9£4'498'7\$			
755'11	12,093	2 10	sns 0 £	Contrats de vente
918'01	¥62'II	01-1/19	sus <b>č</b> I	Prêts aux syndicats agricoles
L9E'1L5'7\$	\$5,844,409	01-5	sns 0 £	Prêts aux cultivateurs
sa non soldés ers de dollars)	****	xusT 19191ni'b % ləunns	oboito¶ tnebooxo'n seq	

financière d'échéance, se résume comme suit: Transcière d'échéance, se résume comme suit:

\$861			<mark>sar année fina</mark> illiers de dollars				xusT têrêtî
5005 \$	<b>≯</b> 861	1983	7861	1861	0861	Total	% Jənuue
\$ 193,122	£41'81\$	800'81\$	894'41\$	₱8£,71 <b>\$</b>	<b>₹</b> 05′97 \$	656'067 \$	8/7 5 — 5
232,955	12,098	685'11	\$10'II	179'01	752,12	59₺'667	8/49 — 9
862,775	£61'S1	14,372	985'81	12,724	075,62	€69'79₽	8/7 7 — 7
125,627	177,91	6£5,81	97 <del>1</del> ′476	709′91	898′€5	<i>LSL</i> 'SS8	8/78 — 8
£72,297	229'S I	595′₺፤	085,81	12,482	\$77°6\$	150'106	8/46 — 6
986,02	586	668	<b>Z</b> S8	808	978, 8	118'45	10
\$88,875,2\$	Z68'18\$	776'77\$	ZEI'\$L\$	179'04\$	647,481 \$	984'498'7\$	

Un intérêt couru de \$117,700,000 (\$102,240,000 en 1978) et des arrérages de \$22,641,000 (\$21,105,000 en 1978) sont inclus au \$1 mars 1979 et identifiés comme venant à échéance au cours de l'année se terminant le 31 mars 1980.

Au cours de l'année, la S.C.A. a reçu des emprunteurs \$60,274,000 (\$45,700,000 en 1978) en paiements anticipés du principal.

#### 4. Biens-fonds

Cette rubrique représente les propriétés détenues par la Société pour fins de revente. Le montant indiqué est le moins élevé entre le prix coûtant et la valeur réalisable nette. Ces propriétés sont acquises dans le cadre de l'administration des prêts non soldés auprès d'agriculteurs et de syndicats agricoles. La Société doit se départir de ces propriétés dans les cinq années qui suivent leur acquisition ou au cours de toute période additionnelle permise par le Gouverneur en conseil.

Notes aux états financiers du 31 mars 1979

# 1. Objectif de la Société

La Société du crédit agricole a été constituée, en vertu de la Loi sur le crédit agricole, le 5 octobre 1959 afin de succéder à la Commission du prêt agricole canadien. Son objectif prioritaire est d'aider les agriculteurs canadiens à établir et à aménager des exploitations agricoles rentables en leur fournissant du crédit à long terme sous le régime de la Loi sur le crédit agricole.

La Société administre également un programme de crédit autorisé sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles. Cette loi a remplacé la Loi sur le crédit aux syndicats de machines aratoires qui avait été votée le 11 décembre 1964. L'objectif de la L.C.S.A. est de prêter aux agriculteurs qui se regroupent en syndicats, afin de partager le coût de l'achat et de l'utilisation de machines aratoires, de bâtiments de ferme et d'équipement fixe.

de revenus sur les dépenses sera remboursé au seront remboursés par le ministère et tout excédent l'administration du Plan de transfert des terres, devra absorber après le 31 mars 1979, relativement à et le ministère, les coûts additionnels que la Société 1979. Suivant les termes d'un accord entre la Société au Canada. Ce programme s'est terminé le 31 mars excédent de revenus sur les dépenses est remboursé programme, sont remboursés par le ministère et tout petites fermes. Les frais de la Société, incidents à ce élément du Programme de développement des Agriculture Canada le Plan de transfert des terres, un agricoles, et ce du fait qu'elle administre pour services visant à faciliter les achats et ventes de terres avec le ministre de l'agriculture, la Société rend des En vertu de la Loi sur le crédit agricole et d'un accord

# Canada. 2. Conventions comptables importantes

Provision pour créances douteuses a trait aux La provision pour créances douteuses

prèts consentis aux agriculteurs et syndicats agricoles ainsi qu'aux contrats de ventes. Cette provision représente les pertes estimatives que la Société s'attend d'encourir sur les comptes en souffrance au 31 mars 1979, et inclut une estimation des pertes futures non encore identifiées que la Société s'attend à subir sur la base des résultats antérieures, ainsi qu'une estimation des pertes probables connues.

Les pertes réelles sur les prêts, les recouvrements sur les prêts et les changements de la provision sont incorporés à l'état des résultats d'exploitation à titre de provision pour créances douteuses.

Les pertes en capital découlant des transactions immobilières faites en vertu du Programme de développement des petites fermes peuvent être recouvrées au moyen d'un crédit parlementaire approprié, Toutefois, il ne s'est pas avéré nécessaire de recourir à cette disposition jusqu'à main-

## Comptabilisation des revenus

Les intérêts sur les prêts aux agriculteurs et syndicats agricoles ainsi que sur les contrats de vente, sont inscrits à titre de revenus sur la base de comptabilité d'exercice.

Les honoraires d'évaluation perçus lors d'une demande d'emprunt sont entrés aux revenus à la date de réception. Les honoraires d'évaluation qui sont déduits directement des fonds prêtés sont inscrits à titre de revenus au moment du déboursé final.

Les frais de mainlevée partielle sont inscrits à titre de revenus au fut et à mesure.

Les frais d'administration imputés sur les prêts aux syndicats agricoles apparaissant à titre de revenus au moment du déboursé final.

## Innonitisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de la ligne droite pour la durée du bail plus une période de renouvellement. Les autres immobilisations sont amorties selon la méthode du solde dégressif aux taux de 20% pour le mobilier et l'équipement et de 30% pour le automobiles.

#### unsosy si rus stôqmI

Les impôts sur le revenus sont comptabilisés selon la méthode du report d'impôt. Les impôts sur le revenu reportés résultent de l'écart temporaire entre la comptabilisation des dépenses d'amortiscentent et de variations de la provision pour créances douteuses, et les montants réclamés pour nis fiscales.

État de l'évolution de la situation financière pour l'année terminée le 31 mars 1979

\$65'810'7 \$	<del>065'069'7 \$</del>	Encaisse à la fin de l'année
Z65'E69'S	565'810'7	Encaisse au début de l'année
(200,086, ٤)	<b>≤66′9</b> ∠9	Augmentation (diminution) de l'encaisse
771'104'117	165'469'165	
\$28°935¢	675'000'7	Différence nette des autres actifs et passifs
6£₽,91£,8	₹ <b>८</b> ₹181′ <b>€</b>	Remboursements des emprunts auprès du Canada
₽9€,28€,28€	<b>₹₹</b> ₹680, <b>₹</b> ₹₹	
179,100,255	120,924,815	les fonds prêtés
619'587'115	0\$7'\$10'\$6\$	Emprunteurs: Déboursés sur prêts-bruts Moins: Montants refinancés et honoraires payés à même
\$10'618'61	££6'177'11	Fonds absorbés par l'exploitation
057'177'5	<u>ISI'668'₹</u>	fonds prêtés
918'484'11	06 <del>1</del> ′ <del>1</del> 81′8	Différence nette de l'intérêt couru Intérêt refinancé et honoraires payés à même les
972,414,4	766'87E'I	Augmentation des intérêts échus sur prêts
(330,295)	(1,023,242)	Amortissement, impôts reportés et allocations
(200'166)	(864,782,2)	Bénéfice net Éléments n'affectant pas l'encaisse:
(000 100)	(00) 200 0/	Exploitation:
		Utilisation des fonds
041,424,704	98£'₹ <b>\</b> £' <b>7</b> 6€	
201'029'101	<del>1110,727,727</del>	
7,527,120	E91'SSS'I	Augmentation du montant détenu pour versements futurs
786,142,987 786,141,98	189,042,011	Reçus des emprunteurs: Remboursements et paiements anticipés de principal
££0' <del>7</del> \$7,20£	<b>7</b> †9′8 <i>L</i> 5′1 <i>L</i> 7	
000'005'11	000'006'01	Capital d'apport
294,254,033	249'872,185	
796,248,38	855,124,501	Moins: Principal refinancé
000'001'18£\$	000'004'798\$	Reçus du Canada: Emprunts bruts
		Provenance des fonds
8461	6461	

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

(185,263) \$	<u> </u>	Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'année (Note 10)
700'166 £85'£89'I\$	884,782,5 188,260 \$	Déficit au début de l'année Bénéfice net de l'année
8791	6261	
		CACT CIMIL TO 31 321111111 2 11101

État des bénéfices non répartis pour l'année terminée le 31 mars 1979

Z00'166 \$ ZZE'08¥	8£\$'\187'7 \$ \(\frac{\pi}{4}\)	Réduction des impôts sur le revenu (Note 8) <b>Bénéfice net</b> (Note 10)
MM C VOF	110 720	Poste extraordinaire:
579'015	\$75'717'1	Bénéfice net avant poste extraordinaire
879,454	<b>E92'E02'I</b>	
(668'57)	056,826	Reportés
77£,08£	£16'\$18	Exigibles
		Provision pour impôts sur le revenu
٤09'576	884'519'7	Bénéfice net avant impôts et poste extraordinaire
146'048'91	550'600'61	
<b>サS</b> か'かかか	764,492	(Crédit 1 — 1978) (Note 6)
		en vertu du Crédit 15 de l'Agriculture
		de développement des petites fermes recouvrées
((((07/17	I BOLONION	Moins: Dépenses relatives à l'exploitation du programme
565,282,71	722,504,91	
232,828	₹01'9 <b>4</b> Z	Divers
₱69 <sup>'</sup> 86	768'011	Amortissement
711,101	177,926	Affranchissement et messageries
678,871	579,546	Impressions, papeterie et fournitures de bureaux
248,773	615'687	Location et entretien de l'équipement de bureaux
250,973	868,162	Téléphone
496'651'1	1,277,532	Location de bureaux
₹89'6£Z	915'09 <del>1</del> '1	Provision pour créances douteuses
1,204,822	98L'809'I	Voyages
821,270,81	808,257,51	Dépenses Salaires et prestations aux employés
<i>₽₽</i> €'98८'८I	£78 <b>′</b> ₹79′17	Revenu brut
1,022,215	6 <del>7</del> 9'49£'I	Autres revenus d'intérêt et frais d'administration
₹05'54I'I	679'670'I	Honoraires gagnés
575'885'51	19,227,545	Marge nette d'intérêt
916,162,16	<u> </u>	Moins: Intérêts sur emprunts auprès du Canada
148'054'641\$	Z\$0'104'60Z\$	Intérêts gagnés sur prêts aux cultivateurs
•		Revenus
8791	6461	

État des résultats d'exploitation pour l'année terminée le 31 mars 1979

Société du crédit agricole

# Bilan au 31 mars 1979

Vice-Président		Président
		Approuvé au nom de la Société:
		Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.
Z06'619'565'7\$	086'814'698'7\$	
614,702,86	<u>778,490,601</u>	
(185,263)	<u>∠58'₹65'I</u>	Bénéfices non répartis (déficit) (Note 10)
000,002,76	000'005'401	Capital d'apport (Note 9)
		Avoir du Canada
884'711'664'7	£71′ <del>7</del> 79′09 <u>/</u> ′7	
	<del>787,62</del>	Impôts sur le revenu reportés
£\$\$'\$ <i>\</i> \$6 <i>\</i> \$'7	870'818'954'7	Emprunts auprès du Canada (Note 7)
000'785'1	000'875'I	Provision pour prestations de cessation d'emploi
1,858,10 <del>4</del>	177'950'1 970'79	A payer au Canada (Note 6) Recouvrements d'assurance-feu et autres dépôts
881'694 \$	₩1,801,1 &	Comptes à payer et passif couru
		Passif
		y
206'619'565'7\$	086'814'698'7\$	
998'867		Impôts sur le revenu reportés
177,295	<b>₱</b> 6€′₱€₱	Immobilisations (Note 5)
195'645	00₺,828	Biens-fonds (Note 4)
<b>7.592,472,292, 7.74</b> , <b>7.74</b>	857'904'598'7	
000'09†'1	000'0£0'7	Moins: Provision pour créances douteuses
729,457,592,2	857,357,736,258	
772,122,11	596'760'7I	Contrats de vente (Note 3)
641'918'01 948'99£'145'7	987'ħ£7'II 400'60 <del>þ</del> ' <del>ħ</del> ħ8'7	Prêts aux cultivateurs, garantis par hypothèques (Note 3) Prêts aux syndicats agricoles, garantis par billets (Note 3)
720 // 123 0	200 007 778 C	Defet on the confirmation of the confirmation
∠8 <del>†</del> ′09	855,65	Comptes à recevoir
\$65'810'7 \$	065'069'7 \$	Encaisse
8791	6261	Actif
		C LOT CHAIL TO MA 11M1/J

1 ault o abuy

L'honorable John Wise, C.P., député Ministre de l'Agriculture Ottawa (Ontario)

J'ai vérifié le bilan de la Société du crédit agricole au 31 mars 1979 ainsi que l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats d'exploitation et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'année terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

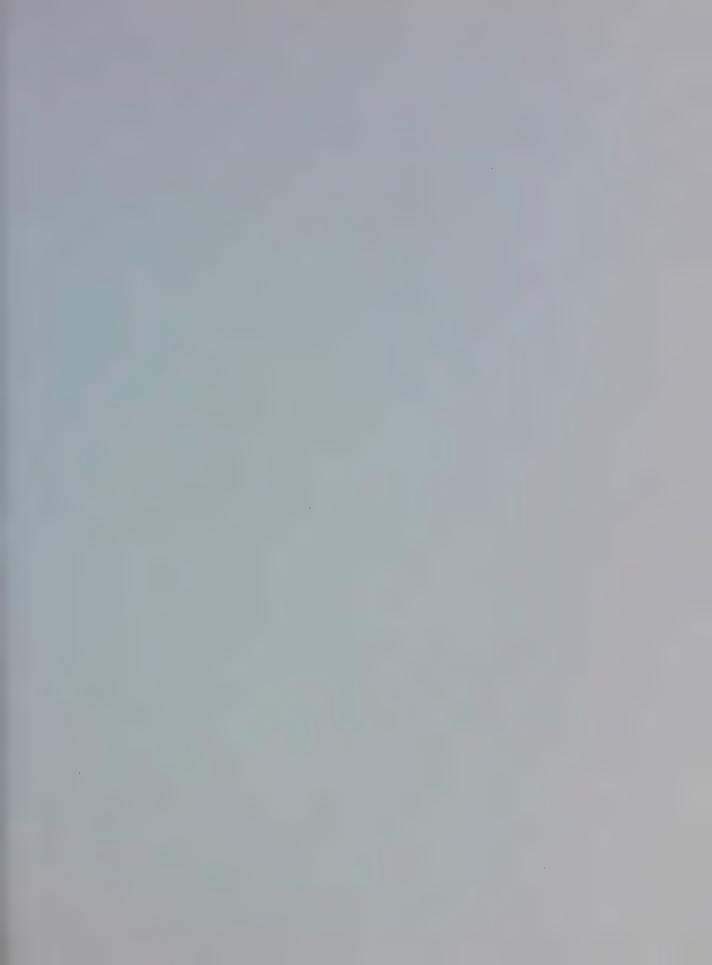
A mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 1979 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'année terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus appliqués de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

De plus, je déclare que la Société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Le Vérificateur général du Canada

Jemoso may

Ottawa (Ontario) le 13 juin 1979









CAI DB41 - A55

This year
marks the 50th anniversary of
federal farm credit and the 20th
anniversary of the Farm Credit Corporation.

Cette année marque le 50 anniversaire du
crédit agricole fédéral et le 20 anniversaire de la Société
du crédit agricole.







June 30, 1980

The Honourable Eugene Whelan, P.C., M.P. Minister of Agriculture House of Commons OTTAWA, Ontario KIA 0A6

Dear Mr. Whelan:

It is a pleasure for me to submit our Annual Report for the fiscal year 1979-80. The financial statements for the year ending March 31, 1980, are included as a separate insert.

The past year will occupy a special place in our history since it marks the 50th anniversary of federal farm credit and the 20th anniversary of the Farm Credit Corporation. We took advantage of this occasion to promote the activities of the federal government in the field of long-term farm credit. We also paused to recognize the important contribution made by a great number of Canadians who worked or are still working in this field.

In my name and the Corporation's, I wish to acknowledge your personal contribution to the cause of farm credit in Canada since your election to federal office in 1962. A number of the Corporation's accomplishments were given impetus by your ideas and directives and many others were realized because of your constant diligence.

On behalf of the members of our Corporation, I take pride in noting the efforts of our staff, of the members of the Advisory Committee and of the many farmers who serve on our provincial Appeal Boards.

Yours sincerely,

Rolland P. Poirier Chairman le 30 juin 1980

L'honorable Eugene Whelan, C.P., député Ministre de l'Agriculture Chambre des communes OTTAWA, Ontario K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

C'est pour moi un plaisir de vous présenter notre Rapport annuel pour l'année financière 1979-1980. Vous y trouverez sous forme détachée le rapport des états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 1980.

L'année 1979 restera dans nos annales comme une période importante puisqu'elle marque le 50ième anniversaire du crédit agricole fédéral et le 20ième anniversaire de la création de la Société du crédit agricole. Nous avons profité de l'occasion pour mieux faire connaître l'oeuvre du Gouvernement fédéral dans le domaine important du crédit agricole à long terme. Nous avons rendu témoignage à la magnifique contribution fournie par un grand nombre de Canadiens qui ont oeuvré ou qui continuent d'oeuvrer dans ce secteur de notre économie.

Monsieur le Ministre, il me fait plaisir de reconnaître au nom de la Société et en mon nom propre l'apport considérable que vous avez fourni à la cause du crédit agricole canadien depuis votre arrivée sur la scène politique fédérale en 1962. Un grand nombre des réalisations de la Société ont été amorcées par une idée ou une directive venant de vous et bien des projets se sont concrétisés grâce à votre diligence de tous les instants.

Au nom des membres directeurs de la Société, je tiens à vous assurer que nous sommes très fiers de l'effort fourni par tous nos employés, par les membres du Conseil consultatif national et par tous les agriculteurs qui siègent sur nos Commissions provinciales d'appel.

Votre tout dévoué,

le Président,

Rolland P. Poirier

The Farm Credit Corporation was established in 1959 as a crown agency reporting to Parliament through the Minister of Agriculture.

Its primary objective is to help Canadian farmers establish and develop sound farm enterprises through

the use of long-term mortgage credit.

The Farm Credit Act encompasses the main financial program administered by the FCC. In addition the Farm Syndicates Credit Act provides for loans to groups or "syndicates" of farmers organized to share in the purchase and use of farm machinery, buildings and installed equipment.

The operations of the Corporation are decentralized into a regional office system across Canada. The field staff are the strength and the heart of the lending function. Credit advisors are in a position to directly influence the agricultural industry through their ability to discern and weigh the potential of every farm

manager and his or her enterprise.

All other levels of operation provide services to this primary function. Regional officers review and administer loan recommendations, as well as provide support to the field staff. The main purpose of Head Office is to develop and implement policy and to provide the final authority on contentious issues.

The lending operation is complemented by sound administrative, personnel and financial services at

all levels.

La Société du crédit agricole est un organisme de la Couronne qui a été institué en 1959 et qui répond au Parlement par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture.

Son principal objectif est d'aider les agriculteurs à établir et à aménager des exploitations agricoles rentables en leur fournissant un crédit hypothécaire à

long terme.

Le principal programme financier de la Société relève de la Loi sur le crédit agricole. La Société administre en plus la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles. En vertu de ce programme, elle prête à des groupes ou des "syndicats" d'agriculteurs qui ont signé un accord entre eux en vue de partager l'achat et l'utilisation de machines agricoles, de bâtiments et d'équipement fixe.

Les opérations de la Société sont décentralisées à l'intérieur d'un organigramme qui compte sept bureaux régionaux à travers le Canada. La fonction de prêt est au coeur des opérations de la Société et elle incombe aux agents de campagne. Les conseillers en crédit sont en mesure d'influencer directement l'industrie agricole grâce à leurs aptitudes à discerner et à juger le potentiel de chaque agriculteur et de son exploitation.

Tous les autres niveaux d'opérations servent de soutien à cette fonction principale. Les agents des succursales revisent et administrent les recommandations de prêts et appuient les agents de campagne dans leur travail. Le rôle principal du Siège social est d'élaborer et de mettre en oeuvre les politiques et de trancher les questions litigieuses.

La fonction de prêt est appuyée par des services administratifs, financiers et du personnel à tous les niveaux.

# Table of Contents

# Table des matières

Pa	age
Chairman's Report Rapport du Président	5
Canada's Role as a World Food Producer Le Canada, producteur alimentaire mondial	13
Lending Operations Opérations des prêts	17
Highlights/Faits saillants Farm Credit Act/Loi sur le crédit agricole Farm Syndicates Credit Act/Loi sur le crédit aux syndicats agricoles Loans approved during the past three years/Prêts approuvés au cours des trois dernières années	17 20
Financial Operations Opérations financières	23
Outstanding Borrowings from the Minister of Finance/Emprunts à rembourser au Ministre des Finances.  Loans Disbursed/Prêts déboursés	25
Administrative Operations Opérations administratives	29
A Glimpse at our Past/Un regard vers notre passé	32 32 32 33





# Chairman's Report

# Rapport du Président

This report officially closes the 20th year of the Farm Credit Corporation's operations as well as the 50th anniversary of federal farm credit in Canada. The Corporation took advantage of this occasion to bring all its staff together for the first time for a national conference in Ottawa. Events in each region marked the milestone by extending a special thank you to former staff.

But the past year will probably be remembered for its lack of stability. In 1979-80 the Corporation faced a greater number of challenges than at almost any other point in its history. The demand for loans remained high, our lending budget was restricted, and actually varied during the year, legislation and policy decisions were on the verge of reality, and an interdepartmental study on farm credit and a government study on Crown corporations were both projecting changes for the Corporation. My report will explain the impact that these factors have had on our operations.

## Variation in Resources Available

FCC has three main sources of funding. The largest one consists of borrowings and capital advances from the Minister of Finance. Each year Cabinet decides on the funding available for each organization. The amount FCC receives is the difference between this allotment and the amount required to pay back previous borrowings from Finance. This is referred to as "net cash requirements" in the annual Capital Budget.

The second source of funds is the regular repayments of principal on farmers' loans. A third source consists of the prepayment of principal by farmers because they refinance an old loan to obtain a new and larger one or because they wish to reduce the size of their existing loan.

Notre rapport annuel marque officiellement la fin de la vingtième année d'opérations de la Société du crédit agricole ainsi que du cinquantenaire du crédit agricole fédéral au Canada. A cette occasion, la Société a réuni tout son personnel à une première conférence nationale qui s'est déroulée à Ottawa. Chaque région a aussi organisé des activités sur son territoire afin de marquer ces dates mémorables et honorer ses anciens employés de façon toute particulière.

Mais plusieurs se rappelleront aussi de l'année qui s'achève pour l'instabilité qui l'a marquée. En 79-80, la Société a été appelée à relever de plus grands défis qu'en tout autre moment de son histoire. La demande en crédit est demeurée forte pendant que notre budget de prêts demeurait limité en plus de fluctuer en cours de route. De nouveaux projets de lois et des décisions concernant nos politiques vinrent près de se réaliser tandis qu'une étude interministérielle sur le crédit agricole et une étude gouvernementale sur les sociétés d'Etat laissaient présager des changements qui devaient incessamment toucher la Société. Je m'efforcerai, dans mon rapport, de vous exposer l'impact que ces facteurs ont eu sur nos opérations.

## Fluctuation des ressources financières

La Société compte sur trois sources majeures de financement. La principale prend la forme d'emprunts et d'avances de capital consentis par le ministre des Finances. Chaque année le Cabinet répartit des fonds à ses sociétés d'Etat. La nôtre reçoit ensuite la différence entre ces fonds et la somme affectée au remboursement des emprunts dus au ministre des Finances. Le Budget d'investissement annuel utilise l'expression «besoins monétaires nets» pour désigner notre allocation nette de fonds.



The Capital Budget initially approved for 1979-80 indicated a reduction of six per cent in the estimated amount of loan approvals and a reduction of 14 per cent in the number of loans due to a continued increase in the average loan size. The Corporation began the year with a very large backlog of applications which could not be accommodated in 1978-79. At the time, net farm incomes were also increasing by about 20 per cent, thus encouraging farmers to implement many investment projects. Therefore the Corporation had to institute a restrictive lending policy at the start of the fiscal year by giving preference to the farmers who could demonstrate the greatest need for our assistance.

In October, the Honourable John Wise, Minister of Agriculture, announced that Cabinet had supported his recommendation for an increase of \$50 M in the FCC Capital Budget. Needless to say this news was welcomed by the farming community and FCC staff.

The Corporation also received close to \$30 M in capital repayments from Quebec borrowers. Under its new Tandem Program, the Quebec Farm Credit Bureau was paying out previous FCC loans so that it could secure its new loans with a first mortgage. This policy was changed during the year, but it generated a substantial amount of funds for FCC while it was in force.

In the fall, when a rapid escalation in interest rates in the United States and Canada became evident, there was a marked decrease in prepayments of capital by FCC borrowers.

These factors contributed to a change from the original estimate of \$483 M for the approval of approximately 4,700 loans to a final amount of \$628.5 M for the approval of 5,698 loans. These wide variations made it difficult to maintain a uniform selection policy during the year, placing more demand on FCC field staff. However, I am pleased with the final result which represented an important increase in the service rendered to the farm population of Canada.

## Postponed Policy Decisions

FCC, like the rest of Canada, worked under three different federal governments during the fiscal year 1979-80. This environment delayed some decisions in the general field of policy. The Corporation, therefore, is entering 1980-81 with many policy decisions pending. I wish to identify a few of these which may have a substantial effect on our operations.

A. An effort will be made to have our 1980-81 Capital Budget revised upward so that we can cope more realistically with the large demand for loans, especially in the area of refinancing. Applications for this type of loan have increased considerably in the last two months because of the difficulties farmers are facing with high interest rates and very low prices in certain commodities such as potatoes and hogs.

B. The FCC Board has recommended to the Minister that a Bill similar to Bill C-47 which died on the Order Paper a year ago be introduced into Parliament in order to authorize FCC to borrow from sources other than the Department of Finance.

C. Over the past two years, two important documents elucidating the overall government policy on Crown

Les remboursements versés par les agriculteurs aux échéances de paiements constituent notre seconde source de fonds. Enfin, la troisième source se compose des remboursements anticipés de principal que les agriculteurs versent lorsqu'ils refinancent un prêt actif afin de contracter un nouveau prêt ou un prêt plus élevé ou lorsqu'ils réduisent le montant de leur prêt.

En avril, les données du Budget d'investissement de 79-80 indiquaient que l'augmentation continue du prêt moyen se traduirait par une réduction estimative de six pour cent des approbations et de 14 pour cent du nombre de prêts. En plus, au début de l'exercice 79-80, la Société a donné suite à un très grand nombre de demandes qui s'étaient accumulées au cours de l'exercice précédent. Les revenus agricoles nets affichaient alors une progression d'environ 20 pour cent, incitant ainsi les agriculteurs à réaliser de nombreux projets d'investissements. La Société s'est vue obligée d'instituer une politique restrictive de crédit dès le début de l'exercice afin d'accorder la priorité aux agriculteurs qui avaient le plus besoin de son aide.

En octobre, le ministre de l'Agriculture, M. John Wise, annonçait que le Cabinet donnerait suite à sa recommandation en augmentant le Budget d'investissement de la S.C.A. de \$50 millions. Cette décision fut favorablement accueillie par la collectivité agricole et le personnel de la S.C.A.

La Société a également reçu des remboursements de principal représentant près de \$30 millions de ses emprunteurs québécois. En vertu de son nouveau programme Tandem, l'Office du crédit agricole remboursait les prêts S.C.A. actifs afin de pouvoir garantir ses nouveaux prêts en première hypothèque. Cette politique fut modifiée pendant l'année mais, avant de l'être, elle avait déjà conduit à un remboursement appréciable de fonds à la Société.

A l'automne, les paiements anticipés fléchirent lorsque les emprunteurs de la S.C.A. se rendirent compte que les taux d'intérêt augmentaient rapidement aux Etats-Unis et au Canada.

Ces facteurs influèrent sur la somme des approbations de prêts et le nombre de prêts approuvés. Alors que nous avions initialement prévu consentir 4,700 prêts représentant \$483 millions, nous en avons approuvé 5,698 représentant \$628.5 millions. Face à ces fortes fluctuations, il s'avéra difficile de maintenir une politique uniforme de sélection sur toute l'année, rendant ainsi la tâche de notre personnel de campagne plus difficile. Toutefois, je suis heureux des résultats enregistrés puisque nous avons réussi à accroître sensiblement les crédits consentis à la population agricole du Canada.

#### Décisions de politiques en suspens

Le Canada a connu trois gouvernements fédéraux différents pendant l'exercice 79-80. Cette situation a entraîné un retard dans certaines décisions de politiques qui auraient touché la Société. Au début de 80-81, plusieurs d'entre elles se faisaient encore attendre. Permettez-moi de vous exposer celles qui pourraient avoir une incidence considérable sur nos opérations.

A. Nous nous efforcerons de faire augmenter notre Budget d'investissement de 80-81 afin de répondre Corporations were produced but not acted upon. When Parliament brings this effort to conclusion, FCC will be affected significantly. The areas most likely to be influenced will be corporate planning, government control, increased involvement and authority for the Board, and methods of financing.

D. Finally, many concepts, objectives and changes relating to long-term farm credit have been examined by an Interdepartmental Working Group during the last two years and reports have been sent to Cabinet. We can expect some decisions in the near future which might influence our future interest rate structures, our interface with private lending institutions and which might also introduce some new lending programs or new policies for our present programs.

## Changes in Operational Costs

During the summer of 1979, the new government asked all federal institutions to reappraise their operational budgets in order to implement reductions wherever possible. FCC reacted positively to this directive and savings were realized in many areas, more particularly in the number of person-years used.

During the year it also became evident that our actual losses from recovery actions and the reserve for future losses should be revised upward. As a result, the allowance for doubtful accounts has been modified accordingly.

I am pleased to point out, however, that the Corporation has continued to improve its net income situation before and after income tax. In 1978-79, the net income before income tax was \$2,615,788 while in 1979-80, the figure was \$6,030,532. The figures after adjustments for income tax were \$2,287,438 in 1978-79 and \$3,256,487 in 1979-80.

# A First Report on the Effectiveness of FCC

The 20th anniversary provides me with an opportunity to examine the objectives of the Corporation in order to appraise the extent to which they have been met and to establish a method for monitoring the Corporation's performance. The Auditor General recently received a mandate to ensure that all federal institutions audited by his office, including FCC, introduce a method for measuring effectiveness.

In 1969, our general objective was summarized as follows

"The objects and purposes of the FCC are to make and to administer and supervise farm loans as provided in the Farm Credit Act in order to facilitate the organization of Canadian agriculture into viable farm units (preferably family farms) in the hands of competent operators so that agriculture may make the greatest possible contribution to the Canadian economy and provide farmers with equitable returns for their investments of capital, work and skill".

Since then, amendments have been made to the Act and its Regulations and important directives issued or endorsed by members of the government. These changes necessitate the addition of a few elements to the 1969 statement. One addition states that when the

à un nombre plus réaliste de demandes de crédit, notamment celles pour fins de refinancement qui ont augmenté considérablement au cours des deux derniers mois face à l'aggravation de la situation financière des agriculteurs aux prises avec des taux d'intérêt élevés et de très faibles prix pour certains produits tels que la pomme de terre et le porc.

B. Le Conseil d'administration de la Société a recommandé au Ministre de réintroduire un projet de loi similaire à celui qui est resté au feuilleton il y a un an et qui aurait autorisé la Société à emprunter auprès d'autres sources que le ministère des Finances. C. Au cours des deux dernières années, deux documents importants furent rédigés afin de préciser la politique gouvernementale relative aux sociétés d'Etat, mais ils n'ont débouché sur aucun geste concret. Lorsque le Parlement mènera ce projet à terme, il touchera la Société, notamment les secteurs de la planification corporative, du contrôle gouvernemental, du rôle et des pouvoirs du Conseil d'administration, ainsi que des modes de financement.

D. Enfin, un groupe d'étude interministériel a envisagé plusieurs concepts, objectifs et changements dans le domaine du crédit agricole à long terme au cours des deux dernières années, et il a présenté des rapports au Cabinet. Nous prévoyons qu'on en viendra à certaines décisions bientôt et que celles-ci pourraient influer sur le barème de nos taux d'intérêt ainsi que sur nos rapports avec les institutions privées de crédit. Ces décisions pourraient également conduire à l'introduction de nouveaux programmes de crédit ou de nouvelles politiques.

## Changements dans les coûts d'opérations

A l'été de 1979, le nouveau gouvernement demandait à tous les organismes fédéraux de réévaluer leur Budget d'exploitation afin d'y apporter des réductions. La Société a répondu positivement à cette directive et a réussi à réaliser des épargnes dans plusieurs secteurs, notamment dans le nombre d'annéespersonnes.

Au cours de l'année, il est devenu évident que les pertes réelles encaissées lors de la réalisation des garanties augmenteraient. La Société a donc dû augmenter la réserve contre les pertes futures et modifier la provision pour créances douteuses en conséquence.

Par contre, le revenu net de la Société tant avant qu'après l'impôt sur le revenu, a continué de s'améliorer. En 78-79, le revenu net avant impôt s'établissait à \$2,615,788 tandis qu'en 79-80 il atteignait \$6,030,532. Après le prélèvement des impôts, il s'établissait à \$2,287,438 en 78-79 et à \$3,256,487 en 79-80.

# Un premier rapport sur l'efficacité de la Société

Le vingtième anniversaire de la Société me fournit l'occasion d'évaluer nos réalisations dans la poursuite de nos objectifs et de mettre au point un mécanisme qui me permettrait d'évaluer notre rendement. Le Vérificateur général a reçu récemment le mandat de faire en sorte que toutes les institutions fédérales assujetties à ses vérifications,

demand for loans is much greater than available funds, which has been the case in the last five years, loans must be directed to those with the greatest need. This eliminates many applicants who already have a viable unit or those who can readily obtain financing from private lending institutions.

A second element directs a large portion of our loans towards young farmers and particularly those establishing new farms. Another authorizes the Corporation to lend up to 100 per cent of the security, which can include a certain level of chattels.

Vis-à-vis these important objectives, the following statements can be interpreted as qualitative and quantitative measurements of effectiveness.

1. From 1967 to 1977, the average FCC share of long-term farm credit extended in Canada was close to 65 per cent. During the same period, the Canadian farmer learned to better utilize long-term credit as an efficient tool of management. This increase in the use of credit has enabled farmers to take full advantage of modern technology thereby increasing production and improving their standard of living. Long-term farm credit outstanding in Canada has varied in the following way since 1971:

 1971 ... \$1.9 billion
 1976 ... \$3.3 billion

 1972 ... \$1.9 billion
 1977 ... \$3.7 billion

 1973 ... \$2.1 billion
 1978 ... \$4.5 billion

 1974 ... \$2.5 billion
 1979 ... \$5.3 billion

 1975 ... \$2.8 billion

Inflation accounts for part of this increase. However, in terms of 1971 dollars, the amount of farm credit outstanding has increased from \$1.9 billion to \$2.8 billion, an increase of 47 per cent. FCC, as the predominant lending agent in the field of long-term credit in Canada is an important factor in this widespread use of long-term credit by Canadian farmers. Of the total long-term credit outstanding in Canada, about 60 per cent is outstanding to the FCC.

2. One valid question regarding the effect of FCC lending relates to its impact on the farming enterprise of the borrower. Historical statistics are not available. Figures for average changes over the last three years are shown on Table 1.

The Corporation is already examining methods to capture other ratios in order to better describe the effects of FCC loans. These will be reported on in the future.

3. From the beginning and throughout its history, FCC has supported the concept of the family farm. In fact, the vast majority of FCC loans were directed towards enterprises controlled and managed by the family unit. In recent years, many media reports have commented on the disappearance of the family farm. As a result, a special study was made of FCC loans approved in 1979-80. The study showed that 97.8 per cent of loans were made to non-incorporated family farms, 1.8 per cent to farming corporations of which a large proportion was controlled by one or a few family units. Finally, 0.4 per cent covered other cases such as Indian Bands. It is evident that FCC remains committed to lending to the family unit.

y compris la Société, introduisent un mécanisme d'évaluation de l'efficacité.

En 1969, notre objectif général se résumait comme suit:

«Les objets et les buts de la S.C.A. sont de consentir, d'administrer et de superviser des prêts agricoles en conformité de la Loi sur le crédit agricole afin de favoriser l'aménagement de l'agriculture canadienne en unités agricoles rentables (de préférence des fermes familiales) sous la direction d'exploitants compétents, afin de maximiser l'apport de l'agriculture dans l'économie canadienne et d'assurer aux agriculteurs un rendement équitable pour leurs investissements sous forme de capitaux, de travail et de gestion.»

Notre loi et nos règlements ont été revisés à maintes reprises depuis, et d'importantes directives ont été émises par les gouvernements ou appuyées par ceux-ci. Ces modifications nous obligent à ajouter quelques éléments à l'énoncé de politique de 1969, notamment la nécessité d'accorder la priorité aux agriculteurs dont les besoins sont les plus grands lorsque la demande de crédit excède appréciablement les disponibilités comme ce fut le cas au cours des cinq dernières années. Cette condition élimine plusieurs requérants qui possèdent déjà une exploitation rentable ou qui peuvent facilement emprunter auprès d'institutions privées de credit.

Un deuxième élément se traduit par un accroissement du pourcentage de nos fonds qui vont aux jeunes agriculteurs et en particulier à ceux qui aménagent une nouvelle exploitation. Un troisième élément serait la possibilité de prêter à 100 pour cent de notre garantie, y compris une certaine proportion des biens mobiliers.

Les données qui suivent peuvent servir de critères qualitatifs et quantitatifs afin d'évaluer l'efficacité de la Société en rapport avec ces très importants objectifs:

1. De 1967 à 1977, la part moyenne du crédit agricole à long terme détenue par la Société se rapprochait de 65 pour cent. Au cours de cette période, l'agriculteur canadien apprenait à mieux utiliser le crédit à long terme comme outil de gestion efficace. L'utilisation plus intensive du crédit lui a permis de tirer pleinement avantage de la technologie moderne pour accroître sa production et améliorer son niveau de vie.

Le crédit agricole à long terme en cours au Canada a fluctué comme suit depuis 1971:

 1971 . . \$1.9 milliard
 1976 . . \$3.3 milliards

 1972 . . \$1.9 milliard
 1977 . . \$3.7 milliards

 1973 . . \$2.1 milliards
 1978 . . \$4.5 milliards

 1974 . . \$2.5 milliards
 1979 . . \$5.3 milliards

 1975 . . \$2.8 milliards

Une partie de cette augmentation est imputable à l'inflation. Néanmoins, en transposant ces chiffres en dollars de 1971, on constate que l'encours de crédit est passé de \$1.9 milliard à \$2.8 milliards, soit une progression de 47 pour cent. La Société, à titre de principal prêteur dans le secteur du crédit agricole à long terme au Canada, a largement favorisé l'intensification du recours au crédit à long terme en agriculture. Elle détient

- 4. The Corporation will not approve a loan unless the applicant has a plan of operation which will lead to the establishment of a viable unit. Three different measurements of this objective are as follows: a. One sign of economic difficulty on a borrower's farm is instalments which are not paid on the due date. FCC arrears on April 1 for the past nine vears are illustrated on Table 2. There was a steady improvement until 1976, when arrears plateaued at about eight per cent. None of these percentages is excessive for a business in which there is a large and uncontrollable variation in income during the year and from year to year. However, the low level of arrears may also be a result of the financial counselling and advisory services provided by the Corporation.
- Table 1 Tableau 1

Table I	Tableau 1						
	Estimated	Estimated	Percentage				
	Before the Loan	After the Loan	Increase				
	Estimation	Estimation	Progression				
	avant le prêt	après le prêt	en %				
Total Assets Actif total							
1977-78	\$188,700	\$243,000	28				
1978-79	185,000	251,000	36				
1979-80	221,300	302,800	37				
Total Liabilit Passif total	ies						
1977-78	57,200	116,700	104				
1978-79	62,000	133,500	115				
1979-80	79,500	155,300	95				
Gross Farm Revenu agric							
1977-78	38,800	63,200	63				
1978-79	38,200	71,400	87				
1979-80	46,500	83,300	79				
Return to Labour, Management and Capital Rendement travail, gestion & capital							
1977-78	9,600	19,400	103				
1978-79	8,800	20,900	137				
1979-80	11,700	24,000	109				

- environ 60 pour cent de l'encours global de crédit à long terme au Canada.
- 2. L'évaluation de l'efficacité de la Société passe par un examen de son impact sur l'exploitation agricole de l'emprunteur. Nous n'avons pas de statistiques historiques complètes à ce sujet, mais nous disposons de chiffres illustrant les changements moyens au cours des trois dernières années. Ceux-ci vous sont donnés au Tableau 1. La Société cherche présentement à mettre au point d'autres ratios qui lui permettraient de mieux évaluer l'effet de ses prêts. Elle en fera état dans ses futurs rapports annuels.
- 3. La Société a toujours appuyé le concept de la ferme familiale depuis ses débuts. La très grande majorité de ses prêts ont été consentis à des entreprises qui sont contrôlées et gérées par une famille. Au cours des récentes années, plusieurs organes d'information ont fait état de la disparition éventuelle de la ferme familiale. C'est pourquoi la Société a procédé, en 79-80, à une étude spéciale de ses prêts approuvés dans l'année. Elle a constaté que 97.8 pour cent de ceux-ci avaient été consentis à l'égard de fermes familiales non incorporées et 1.8 pour cent à des corporations agricoles majoritairement contrôlées par une ou quelques familles. Enfin, 0.4 pour cent avaient été consentis à des emprunteurs tels que des bandes d'indiens. Il est donc évident que la Société continue à promouvoir l'entreprise familiale.
- 4. La Société ne prête pas si le requérant ne présente pas un programme d'exploitation afin de démontrer comment il aménagera une exploitation rentable. Elle utilise trois critères afin de mesurer le progrès réalisé dans la poursuite de cet objectif:

  a. Le premier signe de difficulté prend généralement la forme d'un retard dans l'envoi d'un versement. Le Tableau 2 illustre les arrérages de la S.C.A. en date du 1er avril au cours des neuf derniers exercices.

La situation s'est améliorée constamment jusqu'en 1976 alors que les arrérages se sont stabilisés aux environs de huit pour cent. Aucun des pourcentages illustrés n'est excessif si l'on considère que le revenu agricole varie fortement pendant l'année et d'année en année, et que l'agriculteur n'a aucun contrôle sur cette situation. Toutefois, le faible pourcentage d'arrérages pourrait

Table 2 Tableau 2

Year Année	Total Number of Accounts Nombre total de comptes	Number of Accounts in Arrears Nombre de comptes en arrérages	Per cent in Arrears % en arrérages
1971-72	69,037	10,604	15.4
1972-73	68,424	7,687	11.2
1973-74	68,596	5,238	7.6
1974-75	68,799	4,393	6.4
1975-76	71,089	5,001	7.0
1976-77	72,026	5,852	8.1
1977-78	72,723	6,436	8.8
1978-79	72,400	5,807	8.0
1979-80	71,718	6,018	8.4

b. Another sign of more serious economic difficulties is the level of losses in cases of recovery action. The losses on loans for FCC have always been very low. This is due to the basic honesty of the majority of farmers, who will go to the limit in their efforts to meet a loan obligation. Also, a large proportion of the security backing FCC loans consists of farm real estate which, in the last 15 years, has on the average appreciated faster than the rate of inflation. The losses over the past 10 years are shown on Table 3.

Even though the losses have increased in the last three years, they still represent less than 4/100 of one per cent of our total portfolio. Considering that FCC is now one of the very few long-term financing agencies that still lends up to 100 per cent of security including chattels, this is still an extremely low level. c. FCC Regulation 12(2) prohibits lending to farmers who, in the opinion of the Corporation, have the resources necessary to establish an economic farm unit. In other words, they are already successful farmers. The interview statistics for the nine months during 1979-80 show the number of applicants refused under 12(2). Some 30 per cent of the applicants refused or 1,406 out of 4,694 refusals were 12(2) cases. More than 65 per cent of these successful farmers, based on a general sampling, were people who had been helped in the past by an FCC loan. It would be reasonable to assume that the FCC loan was at least one of the positive factors in their success.

5. One of the more recent objectives of FCC has been to direct a large proportion of its loans to young farmers. Under Section 33 of the Act, the Corporation defines young farmers as being under 35 years of age. During the preceding 10 years, the percentage of FCC borrowers under 35 years of age was as follows:

1970-7135%	1975-7667%
1971-7236%	1976-7773%
1972-7341%	1977-7872%
1973-7446%	1978-7972%
1974-7553%	1979-8072%

In light of the 1976 census which stated that only 19 per cent of all farmers were under 35, it is evident that FCC gives preference to young farmers in the allocation of its loans.

6. A continuing objective has been the proper administration of FCC loans. Four criteria are used in measuring the extent to which this objective has been met. The first relates to the average time it takes to process a loan. During the last six years, the average number of days from the date the application fee was issued to first disbursement of loan funds for all of Canada has been:

1974-75118 days	1977-78 97 days	
1975-76109 days	1978-79105 days	
1976-77130 days	1979-80104 days	

It should be noted that in recent years, disbursements in the latter part of the fiscal year have sometimes been delayed because of the limitation of available funds. aussi être attribué aux Services de conseils financiers et de consultation fournis par la Société. b. L'augmentation des pertes enregistrées par la Société lors de poursuites judiciaires, constitue un indice de difficultés financières plus graves. Ces pertes ont toujours été très faibles car la majorité des agriculteurs font tout en leur pouvoir pour remplir leurs obligations financières. De plus, une forte proportion de la garantie détenue par la Société sur ses emprunts se compose de biens immobiliers dont la valeur moyenne s'est accrue beaucoup plus rapidement que le taux d'inflation au cours des 15 dernières années. Le Tableau 3 illustre les pertes encaissées au cours des 10 dernières années. Même si les pertes ont augmenté au cours des trois dernières années, elles représentent seulement 4/100 d'un pour cent de notre encours total. Comme la Société est l'un des très rares organismes de crédit agricole à long terme qui prête encore jusqu'à concurrence de 100 pour cent des garanties, y compris les biens mobiliers, ce résultat est extrêmement favorable. c. Le Règlement 12(2) de la Société nous interdit de prêter aux agriculteurs qui, à notre avis, possèdent les ressources nécessaires afin d'aménager une exploitation agricole rentable, en d'autres termes, à ceux dont l'exploitation représente déjà une réussite. Les statistiques relatives aux entrevues accordées au cours des trois premiers trimestres de 79-80 identifient les requérants qui ont été refusés en vertu du Règlement 12(2). Environ 30 pour cent des refus ou 1,406 cas sur un total de 4,694, étaient motivés par ce règlement. Une évaluation de cet échantillonnage révèle qu'au-delà de 65 pour cent des agriculteurs refusés en vertu de ce règlement avaient contracté un emprunt auprès de la Société par le passé. Il serait raisonnable de présumer que ce prêt a au moins partiellement

5. Un des objectifs plus récents de la Société consiste à diriger une forte proportion de ses prêts vers les jeunes agriculteurs. La Société définit ceux-ci comme étant âgé de moins de 35 ans en vertu de l'Article 33 de la Loi. Au cours des 10 dernières années le pourcentage des emprunteurs de la Société qui étaient âgés de moins de 35 ans s'établissait comme suit:

contribué à leur succès.

1970-197135%	1975-19766	7%
1971-197236%	1976-19777	3%
1972-197341%	1977-19787	2%
1973-197446%	1978-19797	2%
1974-197553%	1979-19807	2%

Comme le recensement de 1976 révèle que seulement 19 pour cent de l'ensemble des agriculteurs étaient âgés de moins de 35 ans, il est évident que la Société accorde la préférence à ce groupe d'agriculteurs dans ses approbations de prêts. Considering that the sale of farm land in Canada requires a lengthy and detailed examination of titles, these averages are highly satisfactory. However, there are substantial variations in turn around time among different regions in Canada. Further improvements will be pursued in this area. There are three criteria of administrative effectiveness: loan arrears, loan losses and number of recovery actions. The loan arrears and losses were examined in paragraph 4. Figures on recovery actions as of April 1 for the last seven years are illustrated in Table 4

The number of actions initiated have remained moderately stable during the full period except for 1975-76 and 1976-77. They continue to represent a very small percentage of total accounts.

7. The efficiency of FCC operations can also be examined in terms of the net income of the Corporation before income tax. When examining these figures, one should note that until 1968, FCC's lending rate was fixed by statute at five per cent. In some years, this was below FCC's borrowing rate. FCC loans are made on the basis of a mortgage with a fixed interest rate for the entire life of the loan. The Corporation's portfolio still contains many loans with a negative margin.

Since 1968, FCC has operated on a fixed margin of one per cent for new loans. Slowly the margin on our total portfolio has passed from a negative value to a positive one. In 1979-80, the margin on the total portfolio reached .83 per cent.

Table 3 Tableau 3

	Amount of Loss	Percentage of Portfolio
	Montant des pertes	% de l'encours
1971-72	\$193,000	.016
1972-73	178,000	.015
1973-74	147,000	.010
1974-75	nil	
1975-76	nil	
1976-77	53,000	.002
1977-78	407,000	.016
1978-79	836,000	.031
1979-80	888,000	.029

6. La Société s'est toujours fixé comme objectif d'assurer une administration efficace de ses prêts. Elle a utilisé quatre critères afin de mesurer son degré de succès dans ce domaine. Le premier a trait aux délais moyens requis pour compléter le traitement d'un prêt. Au cours des six dernières années, le nombre moyen de jours qui se sont écoulés entre la réception des honoraires d'évaluation et le premier déboursement du prêt s'est établi comme suit dans l'ensemble du Canada:

1974-1975 . . . 118 jours 1977-1978 . . . 97 jours 1975-1976 . . . 109 jours 1976-1977 . . . 130 jours 1979-1980 . . . 104 jours

Il est à noter que le déboursement a parfois été retardé vers la fin des récentes années en raison des restrictions qui ont frappé le budget de la Société. Ces moyennes sont très satisfaisantes si l'on considère que la vente de terres agricoles donne lieu à un long examen des titres. Il subsiste cependant un écart notable dans le délai enregistré dans les différentes régions du pays. La Société poursuivra donc ses efforts afin d'améliorer ce secteur de ses opérations.

La Société se base sur trois autres facteurs pour évaluer son efficacité administrative, soit les arrérages de prêts, les pertes encaissées sur les prêts ainsi que le nombre de poursuites judiciaires. Nous avons décrit les arrérages de prêts et les pertes dans la Section 4. Le Tableau 4 illustre le nombre de poursuites qui étaient en cours le 1er avril dans chacun des sept derniers exercices. Le nombre de poursuites amorcées est demeuré relativement stable pendant toute la période visée sauf en 75-76 et en 76-77. Elles continuent de toucher un très faible pourcentage des comptes.

7. On peut également évaluer l'efficacité de la Société dans ses opérations en utilisant le revenu net avant impôts. Il importe cependant de noter qu'avant 1968 la Société était tenue d'exiger un taux statutaire de cinq pour cent sur ses prêts alors que, dans certaines années, elle payait davantage pour ses emprunts. Les prêts de la S.C.A reposent sur une hypothèque qui comporte un taux d'intérêt fixe pour le terme entier. La Société détient encore plusieurs prêts qui affichent une marge négative.

Table 4 Tableau 4

	Total Loans Nombre total de prêts	Total Actions in Process Poursuites en marche	in Fiscal Year ( Poursuit	Actions Initiated % of Total Loans) res amorcées dans nombre de prêts)
1973-74	68,596	118	71	(.10)
1974-75	68,799	118	81	(.12)
1975-76	71,089	60	2	( - )
1976-77	72,026	55	38	(.05)
1977-78	72,723	93	78	(.11)
1978-79	72,400	82	81	(.11)
1979-80	71,718	90	91	(.13)

During the last seven years, our profit situation has been as follows:

	Net Income (Loss)
	Before Taxes
1973-74	(6,510,721)
1974-75	(4,219,862)
1975-76	(3,457,835)
1976-77	(1,617,938)
1977-78	945,603
1978-79	2,615,788
1979-80	6,030,532

8. FCC was created to provide a federal presence on Canadian farms through a uniform financial program made up of two essential elements: the extension of long-term loans and the provision of financial counselling. The number of active accounts in the last seven years, has varied from 68,596 to 72,723, which is approximately one quarter of the total number of farms in Canada.

Although financial analysis and advice are an intrinsic part of every loan that is made by FCC, the Corporation's involvement also affects many more people. After analyzing a formal application, a loan request may be declined and therefore will not be included in the previous numbers. But FCC field staff will have attempted to provide financial

advice to the applicant.

Finally, in many other cases following the initial interview with the credit advisor, a farmer may decide not to complete an application. Although there are no historical statistics on interviews, data have been maintained since July 1, 1979. From that date until March 1, 1980, 39,000 interviews were conducted. On the basis of a full fiscal year, this figure represents 52,000 interviews. During the nine months, 20,000 of the interviews were for specific loan requests. These interviews were conducted in 120 offices across Canada by professional staff who know the conditions of local agriculture and who fully examine every individual proposal. FCC's action is one of the most constant and important presence of the federal government on Canadian farms.

This initial look at FCC's effectiveness will be complemented in future years by a specific item in the Annual Report. I hope to improve the present measurements and initiate many others in order to better appraise the Corporation's activities.

Depuis 1968, elle impose un taux lui assurant une marge fixe d'un pour cent sur ses nouveaux prêts. La marge sur l'encours total s'est lentement améliorée pour passer d'une position déficitaire à une position bénéficiaire. C'est ainsi qu'en 79-80 la marge bénéficiaire s'établissait à .83 pour cent. Au cours des sept dernières années, la marge de la Société s'est établie comme suit:

ctubile commit	O CATE!
	Revenu net (Perte)
	avant impôts
1973-1974	(6,510,721)
1974-1975	(4,219,862)
1975-1976	(3,457,835)
1976-1977	(1,617,938)
1977-1978	945,603
1978-1979	2,615,788
1979-1980	6,030,532

8. La Société a assuré une présence fédérale en milieu agricole en offrant à tous les cultivateurs canadiens un programme financier uniforme composé de deux éléments essentiels, soit un programme de crédit à long terme et un service de conseils financiers. Le nombre de comptes actifs a varié de 68,596 à 72,723 au cours des sept dernières années, ce qui représente environ le quart du nombre total d'exploitations agricoles au Canada. Les services d'analyse et de conseils financiers constituent un élément indissociable de chacun des prêts qui sont consentis par la S.C.A. Toutefois, ils touchent une clientèle plus vaste que les seuls emprunteurs de la Société car ils sont dispensés aussi aux requérants qui essuient un refus à la suite d'une évaluation formelle. Ces gens bénéficient ainsi des conseils financiers de notre personnel de campagne même s'ils ne sont pas inclus dans les chiffres fournis au paragraphe précédent. Enfin, souvent l'agriculteur décidera de ne pas remplir une formule de demande à la suite de l'entrevue initiale avec le Conseiller en crédit. Nous ne disposons pas de statistiques à long terme sur les entrevues mais nous avons maintenu des données à ce sujet depuis le 1er juillet 1979. Entre cette date et le 1er mars 1980, notre personnel de prêt a conduit 39,000 entrevues. Il aurait donc conduit 52,000 entrevues pendant l'exercice complet. En neuf mois, 20,000 entrevues portaient sur des demandes de prêts fermes. Celles-ci ont eu lieu dans 120 bureaux répartis à travers le Canada et ont été conduites par un personnel professionel qui connaît la situation agricole locale et examine minutieusement chacun des projets. La présence de la Société en milieu agricole est une des plus constantes et des plus importantes pour le gouvernement fédéral.

La Société donnera suite à cette évaluation initiale de son efficacité en incluant un article à ce sujet dans son Rapport annuel des prochains exercices. J'espère améliorer les critères que nous utilisons présentement à cette fin et en mettre au point plusieurs autres qui nous permettront de mieux évaluer nos activités.

## Canada's Role as a World Food Producer

# The Growing Demand for Food

The world's supply of and demand for food has been in delicate balance during the last two decades. Because of a few recent years of good harvests, the world is now in a substantially better position to feed itself than it was five years ago. However, the number of undernourished people in the world has not been reduced in the past two decades although world grain production increased by about 50 per cent.

Estimates of the number of malnourished people in the world range from about half a billion to a billion out of just over four billion people. Population growth is one of the important factors in assessing the abilities of the developed and developing countries to meet food needs. Between 1968 and 1977, the population growth in the developing countries was 2.5 per cent while the annual gain in per capita production of food was less than 0.5 per cent. Even in the OPEC countries, wheat production has not kept pace with population growth.

About 90 per cent of the world's food is currently produced in the countries in which it is consumed. In the last 12 years, only about 12 per cent of the total grain produced has been traded although this has increased in recent years to about 15 to 20 per cent. A few years of poor weather conditions and reduced yields could quickly deplete world grain stocks and create another food shortage.

The world food situation is of major concern to Canada and Canadian agriculture. Canada is a major world exporter of wheat as well as a major donor of food aid, particularly grains. With the growth in demand for food about three times greater for the developing world than the developed world, it is apparent that Canada, as a major food exporter with the capacity

# Le Canada, producteur alimentaire mondial

### L'accroissement des besoins alimentaires

L'approvisionnement mondial en denrées et les besoins alimentaires se maintiennent en équilibre précaire depuis deux décennies. Grâce aux bonnes récoltes enregistrées au cours des quelques dernières années, le monde est maintenant en bien meilleure posture pour se nourrir qu'il y a cinq ans. Toutefois, le nombre de personnes sous-alimentées n'a pas diminué au cours des 20 dernières années même si la production céréalière mondiale s'est accrue d'environ 50 pour cent.

On estime que le nombre de sous-alimentés dans le monde s'échelonne entre un demi et un milliard d'habitants sur un total d'à peine plus de quatre milliards. La croissance démographique est l'un des principaux facteurs qui influent sur la capacité des pays développés et en développement à combler leurs besoins alimentaires. Entre 1968 et 1977, la population des pays en développement a progressé de 2.5 pour cent tandis que la progression annuelle de la production alimentaire per capita a été inférieure à 0.5 pour cent. Même dans les pays de l'O.P.E.P., la production du blé n'a pas progressé au même rythme que la progression démographique.

Environ 90 pour cent des denrées alimentaires sont présentement consommées dans le pays où elles sont produites. Au cours des 12 dernières années, seulement 12 pour cent de la production céréalière mondiale a été exporté bien que cette proportion soit passée aux environs de 15 à 20 pour cent au cours des récentes années. Quelques années de conditions climatiques défavorables suffiraient à entraîner une réduction des rendements et pourraient rapidement conduire à l'épuisement des réserves céréalières mondiales et à la famine.



for future growth, will be required to produce larger quantities of grains to meet this strong international demand.

# Importance of Agricultural Trade

Agricultural trade is important to the economy and for maintaining strength in the agricultural industry. In 1979, the value of all Canadian agricultural exports reached record levels. Agricultural exports rose by 26 per cent in value over 1978 levels to a new high of \$6.1 billion, contributing significantly to Canada's foreign exchange earnings. The Canadian surplus in the balance of agricultural trade in 1979 rose by about 75 per cent from \$817 million in 1978 to \$1.4 billion.

In recent years, the export of farm products has contributed about 40 per cent to the total farm cash receipts. Exports are particularly important in the grain and oilseed sectors where 75 per cent and 65 per cent, respectively, of farm cash receipts are earned from foreign sales. Canada's leading exports in 1979 were wheat (\$2,180 million) followed by rapeseed (\$630 million) and barley (\$500 million).

However, not only has the value of agricultural exports increased, but also the volume of production of many commodities has also increased to meet demand. In the last 10 years, exports of wheat have increased by about 55 per cent while production of rapeseed has tripled and exports have quadrupled. In other commodities such as pork, Canada has moved from being a net importer of pork from 1975 to 1978 to exporting over 80 million pounds in 1979. The potential exists in other commodities for increases in total Canadian agricultural production and exports.

## The Strength of Canadian Agriculture

Although net farm incomes have decreased from time to time due to the variability in the price of agricultural commodities, the levels of production and the costs of inputs, over the long-term real incomes have increased. Nationally, net farm income increased threefold from \$1.25 billion in 1971 to an estimated \$3.75 billion in 1979. Even with temporary decreases in net incomes in some years due to increased production costs or an over supply of a certain commodity, farmers have shown their ability to either increase their efficiency and thereby increase their net incomes or to adjust their production to meet market conditions. The long-term outlook calls for continued growth in net farm incomes.

The structure of agriculture has changed noticeably in the last 20 years as conditions changed. Although agricultural production has increased substantially since 1960, the total number of farms in Canada with sales of over \$1,200 declined by 15 per cent between 1961 and 1976. The average size of census farms increased during this period from 436 acres to 558 acres. As well, during the period, the age distribution of farmers changed noticeably. In 1961, 16.8 per cent of all farmers were under 35 years of age while, in 1971, the total decreased to 15.2 per cent and in 1976 increased again to 18.7 per cent.

La situation alimentaire mondiale constitue l'une des préoccupations majeures du Canada et des agriculteurs canadiens. Notre pays est un des principaux exportateurs mondiaux de blé ainsi qu'un important fournisseur d'aide alimentaire, particulièrement sous forme de céréales. Comme les besoins alimentaires des pays en développement progressent trois fois plus rapidement que ceux des pays développés, il est évident que le Canada, à titre de grand exportateur de denrées possédant la capacité d'accroître sa production, sera appelé à produire des quantités accrues de céréales afin de répondre à cette forte demande internationale.

# L'importance du commerce agricole

Le commerce agricole tient une place importante dans l'économie de notre pays et joue un rôle déterminant dans la prospérité de notre industrie agricole. La valeur globale des exportations canadiennes de denrées agricoles a atteint de nouveaux sommets en 1979. Les exportations agricoles ont progressé de 26 pour cent par rapport à 1978 pour atteindre un nouveau sommet de \$6.1 milliards, contribuant ainsi fortement à la balance commerciale du Canada. Au cours de la même période, l'excédent enregistré par le Canada dans son commerce agricole a progressé d'environ 75 pour cent, passant de \$817 millions à \$1.4 milliard.

Au cours des récentes années, les exportations de produits agricoles ont été à l'origine d'environ 40 pour cent des recettes agricoles globales. Elles ont été particulièrement importantes dans les secteurs des céréales et des oléagineux dont elles représentaient respectivement 75 et 65 pour cent des recettes à la ferme. Les principaux produits exportés par le Canada en 1979 furent le blé (\$2,180 millions) suivi du colza (\$630 millions) et de l'orge (\$500 millions).

Cette augmentation de la valeur des exportations agricoles s'est manifestée en même temps que le volume de production de plusieurs denrées augmentait pour répondre à la demande. Au cours des 10 dernières années, les exportations de blé ont progressé d'environ 55 pour cent pendant que la production de colza triplait et que les exportations de cette denrée quadruplaient. Dans d'autres secteurs, le Canada a cessé d'être un importateur net pour devenir un exportateur. Ce fut le cas notamment du porc où nous avons réduit nos importations entre 1975 et 1978 pour enregistrer un excédent de 80 millions de livres en 1979. D'autres denrées présentent un potential qui permettrait au Canada d'accroître sa production globale et ses exportations.

# La prospérité de l'agriculture canadienne

Les revenus réels ont progressé à long terme même si les revenus agricoles nets ont fléchi périodiquement en raison des fluctuations du prix des denrées agricoles et des volumes de production ainsi que de l'augmentation du coût des facteurs de production. Au plan national, le revenu agricole net a triplé, passant de \$1.25 milliard en 1971 à un montant estimatif de \$3.75 milliards en 1979. En dépit de chutes

Another change in the farming sector has been the family farm's increased dependence on non-farm income. Off-farm income as a proportion of total net farm income plus off-farm income increased from 26.5 per cent in 1958 to 42.5 per cent in 1971. The extensive substitution of capital for labour has permitted many farms to be maintained at about the same physical size while allowing the operator to devote much time to other work and activities. The inclusion of more non-farm income has provided additional security to agriculture in years of fluctuating farm incomes.

One of the most striking changes in Canadian agriculture has been the dramatic increase in the capital value of farms. In 1979, the average nominal capital value of a census farm with sales over \$1,200 in Canada is estimated at over \$250,000 compared to about \$80,000 in 1971.

Due to the credit required to finance farm operations, the amount of outstanding long-term credit has increased almost eight-fold between 1962 and 1979. The amount of short-term and intermediate-term credit has also increased significantly. Throughout this period, the Farm Credit Corporation has remained the major source of long-term credit for Canadian agriculture. Since the Farm Credit Corporation was established in 1959, it has experienced losses on loans of less than 4/100 of one per cent, indicating the long-term stability of agriculture and the ability of producers to adjust to changing economic conditions.

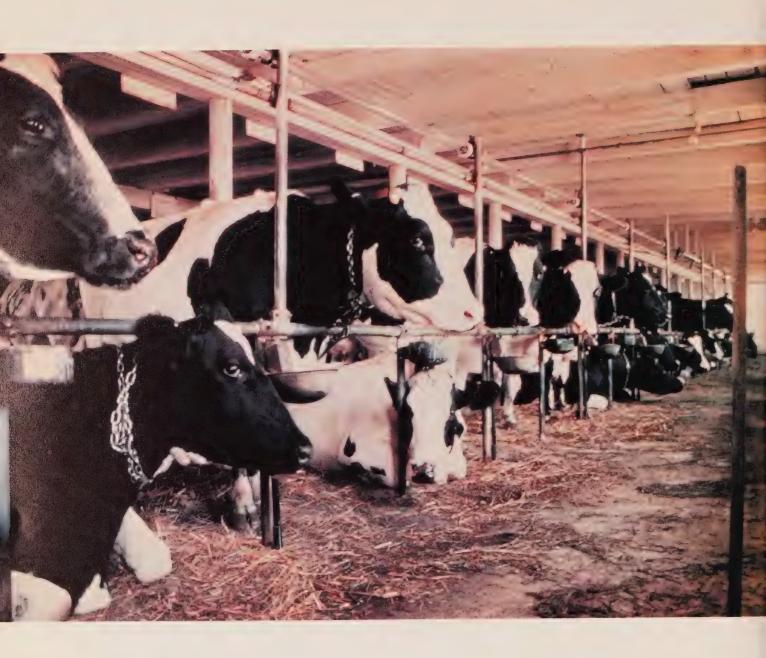
temporaires des revenus nets enregistrées dans certaines années à la suite d'une augmentation des coûts de production et d'excédents de certaines denrées, les agriculteurs ont réussi à accroître leur efficacité, augmentant leurs revenus nets d'autant, et à ajuster leur production en fonction des besoins du marché. Les perspectives à long terme laissent présager une croissance continue des revenus agricoles nets.

L'infrastructure agricole a évolué sensiblement au cours des 20 dernières années au rythme de l'évolution des facteurs qui influent sur cette industrie. Même si la production agricole a augmenté sensiblement depuis 1960, le nombre total d'exploitations canadiennes affichant des ventes supérieures à \$1,200 a fléchi de 15 pour cent entre 1961 et 1976. La superficie moyenne des fermes recensées pendant cette période est passée de 436 acres à 558. Au cours de la même période, la répartition des agriculteurs selon l'âge s'est sensiblement modifiée. En 1961, 16.8 pour cent de tous les agriculteurs étaient âgés de moins de 35 ans. En 1971, cette proportion avait chuté à 15.2 pour cent, mais elle s'est accrue de nouveau par la suite pour atteindre 18.7 pour cent en 1976.

Un autre changement notable s'est manifesté dans le secteur agricole, soit la plus grande dépendance de l'exploitation familiale sur le revenu non agricole. En 1958, celui-ci représentait 26.5 pour cent du revenu agricole net global incluant le revenu extérieur. En 1971, il était passé à 42.5 pour cent. La substitution intensive de capitaux pour la main-d'oeuvre a laissé aux exploitants qui n'ont pas agrandi leur exploitation plus de temps pour se consacrer à d'autres travaux ou s'adonner à d'autres activités. L'accès à un meilleur revenu non agricole a apporté une plus grande sécurité à l'agriculture au cours des années marquées par la fluctuation des revenus agricoles.

L'augmentation dramatique de la valeur des immobilisations constitue un des changements les plus marquants de l'agriculture canadienne. En 1979, la valeur moyenne des immobilisations d'une ferme canadienne recensée affichant des ventes supérieures à \$1,200 s'établissait estimativement à plus de \$250,000 comparativement à environ \$80,000 en 1971.

La somme du crédit à long terme en cours s'est multipliée par huit entre 1962 et 1979 au fur et à mesure que le crédit nécessaire à l'exploitation d'une ferme augmentait. La somme du crédit à court et à moyen termes a aussi progressé sensiblement. Au cours de cette période, la Société du crédit agricole a continué d'être le principal fournisseur de crédit à long terme à l'agriculture canadienne. Depuis son institution en 1959, celle-ci a accusé des pertes inférieures à 4/100 d'un pour cent sur ses prêts, faisant ainsi la preuve que l'agriculture est stable à long terme et que les producteurs ont la compétence nécessaire pour ajuster leurs opérations à l'évolution de la situation économique.



Highlights	Faits saillants					
	1978-79	1979-80				
Number of loans approved Nombre de prêts approuvés	5,423	5,698				
Amount of loans approved Montant des prêts approuvés	\$514,797,650	\$628,479,500 ·				
Average amount of loans approved Moyenne des prêts approuvés	\$94,929	\$110,298				
Amount of loans disbursed Montant des prêts déboursés	\$490,632,767	\$610,092,651				
Number of loans outstanding Nombre de prêts aux livres	71,722	71,047				
Principal amount outstanding Somme du capital prêté	\$2,733,821,678	\$3,037,586,786				
Loans in good standing Remboursement satisfaisant	92.0%	91.7%				

# Operations under the Farm Credit Act

### Loan Approvals

The Corporation approved 5,698 loans for \$628.5 million in 1979-80. This amount is second only to the 1975-76 level of 9,944 loans totalling \$641 million. It is an increase of 275 loans and \$113.7 million over 1978-79.

In 1959-60, the Corporation's first fiscal year, 5,339 loans were approved totalling \$40 million. The average loan size in that year was \$7,500, compared to \$94,929 in 1978-79 and \$110,298 for the past fiscal year. These figures reflect the increasing costs faced by farmers to establish and maintain viable farm businesses. Growing loan size has required periodic upward amendments to statutory loan limits in the Farm Credit Act in the past, and this situation will likely continue as farm capitalization increases in the future. Increases in loan size also create a demand for greater amounts of capital from the Corporation each year.

Of the 5,698 loans approved during the past year, three per cent were beginning farmer loans under Section 33 of the Farm Credit Act. This program allows borrowers under age 35 to maintain full-time off-farm employment and phase into farming within a five-year period.

### Use of Funds

In 1959-60, 71.2 per cent of the loan funds were used to purchase land or retire land debt, 14.2 per cent to pay other debt, 11.4 per cent to purchase livestock or machinery, and 3.2 per cent for miscellaneous needs.

Of the \$628.5 million approved in loans in 1979-80, 25.7 per cent (23.7 per cent in 1978-79), or about \$161.8 million was approved to refinance existing FCC loans. The remaining \$466.7 million was approved for the purposes shown in the table.

# Activités sous le régime de la Loi sur le crédit agricole

### Approbation de prêts

La Société a approuvé 5,698 prêts représentant un total de \$628.5 millions en 79-80. Ce total ne le cède qu'au sommet de 9,944 prêts totalisant \$641 millions atteint en 75-76, et il représente une augmentation de 275 prêts et de \$113.7 millions par rapport à 78-79.

Au cours de son premier exercice, soit en 59-60, la Société avait approuvé 5,339 prêts totalisant \$40 millions. Le prêt moyen s'établissait alors à \$7,500 comparativement à \$94,929 en 78-79 et à \$110,298 au cours du dernier exercice. Ces chiffres reflètent l'augmentation des coûts que doivent engager les cultivateurs pour établir et maintenir des exploitations rentables.

L'augmentation progressive du prêt moyen a entraîné, par le passé, une revision périodique des limites statutaires de prêt prévues à la Loi sur le crédit agricole. Cette situation se poursuivra probablement dans l'avenir au fur et à mesure que les investissements agricoles augmenteront. La progression du prêt moyen se traduit également chaque année par une augmentation de la demande de crédit auprès de la Société.

Trois pour cent des 5,698 prêts approuvés l'an dernier ont été consentis à des aspirants-agriculteurs en vertu de l'Article 33 de la Loi sur le crédit agricole. Ce programme permet aux emprunteurs âgés de moins de 35 ans de conserver un emploi à temps complet à l'extérieur de la ferme tout en s'établissant en agriculture en-dedans d'une période de cinq ans.

## Utilisation des fonds

En 59-60, 71.2 pour cent des fonds prêtés ont servi à l'achat de terres ou au remboursement de dettes hypothécaires, 14.2 pour cent au paiement d'autres dettes, 11.4 pour cent à l'achat d'animaux et d'outillage, et 3.2 pour cent à des fins diverses.

The figures for 1979-80, shown in the table, are not directly comparable to 1959-60 data as funds for establishing new farm units are now reported separately. However, there has been a reduction in funds used to buy livestock and machinery, and to pay other debt.

### Age of Borrowers

Loans to assist persons under 35 years of age continue to account for the greatest percentage of the Corporation's loans. Over the past three years, this percentage has remained relatively constant at approximately 72 per cent of loans approved.

### Life Insurance

Approximately 92 per cent of the loans disbursed during 1979-80 have life insurance under the Corporation's plan. The Farm Credit Act requires compulsory life insurance for borrowers under 45 years of age on loans where the amount of loan exceeds 75 per cent of the market value of land security. The Corporation also makes available voluntary mortgage life insurance as a service to borrowers.

During the 1979-80 fiscal year, 111 insurance claims were processed resulting in \$2,656,187 of indemnities credited to loans.

### Farm Financial Management

The Corporation has always been aware that the productivity of credit is directly related to the managerial ability of the borrower. Solid financial management on the farm has never been more important than in recent years of high agricultural investment costs and high interest rates.

Advisory services are provided by the Corporation on a voluntary basis to new borrowers or existing borrowers who request such assistance. The purpose of advisory services is to provide organization, planning and management advice to help farm families achieve their economic and personal objectives. As of March 31, 1980, some 2,964 borrowers were using the Corporation's advisory services program.

Sur le montant de \$628.5 millions qui a été prêté en 79-80, 25.7 pour cent (23.7 en 78-79) ou environ \$161.8 millions ont servi à refinancer des prêts S.C.A. actifs. Le tableau qui suit illustre l'utilisation du solde de \$466.7 millions.

Les chiffres de 79-80 qui paraissent au tableau ne peuvent être comparés directement aux données de 59-60 puisque les fonds affectés à l'établissement de nouvelles exploitations sont maintenant calculés séparément. Toutefois, on peut constater qu'il y a eu une réduction des fonds affectés à l'achat d'animaux et d'outillage et au remboursement d'autres dettes.

### Age des emprunteurs

Les emprunteurs âgés de moins de 35 ans continuent de recevoir la majeure partie du crédit de la Société. Cette proportion est demeurée relativement constante au cours des trois dernières années alors qu'elle s'est établie aux environs de 72 pour cent des prêts approuvés.

### Assurance-vie

Environ 92 pour cent des prêts déboursés en 79-80 sont couverts par une assurance-vie souscrite en vertu du régime collectif de la Société. La Loi sur le crédit agricole oblige les emprunteurs âgés de moins de 45 ans à souscrire une police d'assurance-vie afin de couvrir la partie du prêt qui excède 75 pour cent de la valeur de la garantie immobilière. La Société offre également ce régime d'assurance-vie facultativement à ses autres emprunteurs, à titre de service.

Au cours de l'exercice 79-80, 111 demandes d'indemnisation ont été présentées et ont donné lieu à des indemnités de \$2,656,187 qui furent versées au crédit des prêts.

### Gestion financière agricole.

La Société a toujours renonnu que la productivité du crédit est directement reliée à la capacité gestionnaire de l'emprunteur. Une solide gestion financière n'a jamais été aussi importante en agriculture qu'au cours

Purposes for Which Loans were Approved During Last 5 Years

Tableau de l'emploi des fonds empruntés durant les cinq dernières années

Fiscal Year					
Année financière	75-76	76-77	77-78	78-79	79-80
		Per cent/	En pource	ntage	
Additional Land					
Terres additionnelles	30.1	38.7	31.8	30.4	29.8
New Units					
Nouvelles unités	33.8	32.8	29.2	29.1	29.8
Permanent improvements					
Améliorations permanentes	14.6	15.0	15.8	20.2	16.0
Land Secured Debts					
Dettes hypothécaires	7.9	5.2	9.4	8.1	9.2
Other debts					
Autres dettes	5.5	4.5	7.3	6.1	6.8
Equipment					
Equipement	3.2	1.4	2.1	2.2	1.7
Livestock					
Bétail	2.3	1.1	1.5	1.6	1.2
Miscellaneous					
Divers	2.6	1.3	2.9	2.3	2.2

(New units include funds borrowed for all purposes)

("Nouvelles unités" inclut les fonds empruntés pour toutes les fins)

In order to help staff give the best financial advice possible, the Corporation provided a financial management course for its lending staff in 1979-80. This was followed up with a change in the lending forms and greater aggregate data analysis during the year so more complete statistics could be kept.

The Corporation's staff also liaises with other federal and provincial agencies, and will provide referrals to these agencies when appropriate to complete the advisory service role.

The Corporation is committed to providing every opportunity for a borrower to achieve his or her goals, through sound lending and advisory services.

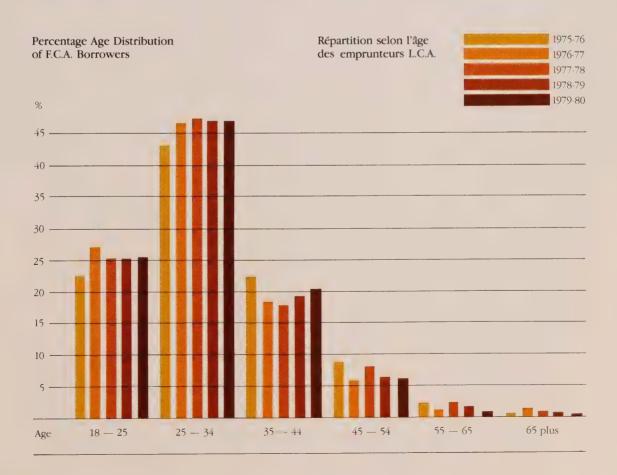
des récentes années alors que les investissements ont continué de progresser et que les taux d'intérêt ont atteint un sommet.

La Société offre un service consultatif volontaire aux nouveaux emprunteurs ainsi qu'aux emprunteurs actifs qui en font la demande. L'objectif de ce service est d'offrir des conseils en matière d'organisation, de planification et de gestion aux familles agricoles afin de les aider à atteindre leurs objectifs économiques et personnels. Au 31 mars 1980, quelque 2,964 emprunteurs participaient au programme de services consultatifs de la Société.

Afin de fournir à son personnel les meilleurs outils possibles pour conseiller les agriculteurs, la Société a lancé un programme interne de gestion financière en 79-80. Elle a ensuite modifié ses formules de prêt et réorganisé ses programmes d'analyse des données afin de recueillir des statistiques plus complètes et d'en faire une analyse plus approfondie.

Le personnel de la Société maintient des rapports avec les autres organismes fédéraux et provinciaux et leur adresse certains cas lorsque les circonstances s'y prêtent dans le cadre de ses services consultatifs.

La Société s'est engagée à offrir à ses emprunteurs des services consultatifs et de crédit qui leur assurent le maximum de possibilités d'atteindre leurs objectifs.



### Repayment by Borrowers.

The percentage repayment by borrowers during this fiscal year remained essentially the same as last year's level of 89 per cent for principal and 92 per cent for interest. This is due to a relatively stable level of farm net income on a national basis.

Principal due during the year amounted to \$68.7 million, of which \$61.8 million or 89.9 per cent was paid while interest due during the year amounted to \$239.6 million, of which \$222.4 million or 92.8 per cent was paid. In addition, \$93.4 million was paid on principal not due.

The percentage of loans in good standing at the end of the fiscal year under the Farm Credit Act is 91.7 per cent as of March 31, 1980. Twenty years ago the figure was 90.9 per cent of all first mortgage loans. Thus, the increased financial risk in the farm sector, combined with the increased loan to security ratio, has not resulted in an increase in the percentage of accounts in arrears.

### Real Property and Losses on Loans

As of April 1, 1979 the Corporation held title to 10 farm properties with an inventory value of \$828,400. During the year, nine properties were acquired and 11 were sold. At the end of the year, eight properties were on hand at an inventory value of \$440,774.

The net losses on loans including the write-down of the properties on hand amounted to \$888,134 compared to net losses of \$836,132 in 1978-79. This represents 0.03 per cent of the total of loans outstanding as of March 31, 1980.

# Operations under the Farm Syndicates Credit Act

The Farm Syndicates Credit Act provides financial assistance to farmers who wish to act cooperatively in overcoming the high cost of individual ownership of machinery, buildings and installed equipment where this sharing can be of mutual advantage. A syndicate is a group of three or more farmers, the majority of whom has farming as a principal occupation. Loans can be made to syndicates to a maximum of \$100,000 or \$15,000 per qualifying member, whichever is the lesser.

The number of syndicate loans approved has continued to increase. This fiscal year there were 167 loans for \$4.7 million compared to 150 loans for \$3.6 million in 1978-79. Since the implementation of this Act on January 1, 1965, there have been 2,343 loans approved for a total of \$37.8 million.

At the end of the fiscal year, 91.1 per cent of the Syndicate accounts were in good standing. This compares to 89.3 per cent in 1978-79.

### Remboursement par les emprunteurs

Les emprunteurs de la Société ont versé 89 pour cent des paiements de principal et 92 pour cent des paiements d'intérêt à l'échéance au cours de l'exercice financier, soit sensiblement le même taux que l'an dernier. Ce résultat est attribuable à la stabilité des revenus agricoles nets qui s'est manifestée partout au pays.

Le principal échu pendant l'exercice atteignait \$68.7 millions dont \$61.8 millions ou 89.9 pour cent ont été versés. Dans la même période, l'intérêt échu atteignait \$239.6 millions dont \$222.4 millions ou 92.8 pour cent ont été payés. De plus, \$93.4 millions ont été versés par anticipation sur le principal non échu.

Le pourcentage des prêts à jour à la fin de l'exercice s'élevait à 91.7 pour cent au 31 mars 1980 sous le régime de la Loi sur le crédit agricole. Il y a vingt ans, il s'établissait à 90.9 pour cent pour tous les prêts en première hypothèque. Ainsi, l'augmentation des risques financiers en agriculture et du rapport entre le montant du prêt agricole et la valeur de la garantie, n'a pas entraîné une augmentation du pourcentage des comptes en arrérage.

### Biens immobiliers et pertes sur les prêts

Au 1er avril 1979, la Société détenait les titres de 10 propriétés agricoles dont la valeur à l'inventaire se chiffrait à \$828,400. Au cours de l'exercice, elle est devenue propriétaire de neuf propriétés et en avendues 11 autres. A la fin de l'exercice, elle détenait encore huit propriétés dont la valeur à l'inventaire se chiffrait à \$440,774.

La perte nette sur les prêts, y compris la diminution de la valeur aux livres des propriétés détenues, s'élevait à \$888,134 comparativement à des pertes nettes de \$836,132 en 1978-1979. Ceci représente 0.03 pour cent du montant total des prêts actifs en date du 31 mars 1980.

# Opérations sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

La Loi sur le crédit aux syndicats agricoles a été instituée afin de prêter aux agriculteurs qui veulent mettre leurs ressources en commun afin de faire échec au coût élevé de la possession individuelle de machines, de bâtiments et d'installations fixes qui se prêtent à un usage coopératif. Un syndicat est un groupe composé de trois agriculteurs ou plus dont la majorité sont principalement occupés en agriculture. Le prêt maximal est de \$100,000. Toutefois, aucun syndicat ne peut emprunter plus de \$15,000 par membre admissible.

Le nombre de prêts approuvés à des syndicats a augmenté pour la deuxième année consécutive alors que la Société a consenti 167 prêts représentant \$4.7 millions, comparativement à 150 prêts représentant \$3.6 millions en 78-79. Depuis l'adoption de cette loi le 1er janvier 1965, la Société a approuvé 2,343 prêts pour un total de \$37.8 millions.

A la fin de l'exercice, 91.1 pour cent de tous les comptes de syndicats étaient en règle comparativement à 89.3 pour cent en 78-79.

# Loans approved during the past three years

# Prèts approuvés au cours des trois dernières années

## Farm Credit Act

# Loi sur le crédit agricole

		1977-1978	1978-1979			1979-1980	1977-198	
	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)						
British Columbia								
Colombie-Britannique	150	13,051,600	98	11,509,400	154	18,358,800	402	42,919,800
Alberta	1,106	85,100,700	824	75,133,550	948	99,782,300	2,878	260,016,550
Saskatchewan	1,927	138,862,000	1,330	111,583,700	1,570	149,632,100	4,827	400,077,800
Manitoba	753	52,122,600	647	52,570,400	567	57,951,500	1,967	162,644,500
Ontario	1,786	162,717,300	1,321	150,216,600	1,326	171,462,200	4,433	484,396,100
Quebec								
Québec	1,118	91,854,500	1,022	98,963,000	926	111,940,600	3,066	302,758,100
New Brunswick Nouveau-Brunswick	92	5,924,100	93	8,383,400	94	9,399,500	279	23,707,000
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	19	1,554,900	14	1,541,400	25	2,283,800	58	5,380,100
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	111	6,667,200	66	3,972,800	73	5,663,500	250	16,303,500
Newfoundland Terre-Neuve	4	323,000	8	923,400	15	2,005,200	27	3,251,600
Canada	7,066	558,177,900	5,423	514,797,650	5,698	628,479,500	18,187	1,701,455,050

# Farm Syndicates Credit Act

# Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

	1977-1978		1978-1979		1979-1980		1977-1980	
	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)	Number Nombre	Amount (\$) Montant (\$)
British Columbia Colombie-Britannique	2	56,202	4	66,956	1	10,928	7	134,086
Alberta	23	451,119	32	837,435	21	637,499	76	1,926,053
Saskatchewan	2	62,500	15	453,807	14	362,636	31	878,943
Manitoba	24	394,863	48	970,615	53	1,201,214	125	2,566,692
Ontario	37	730,093	34	852,108	37	1,232,484	108	2,814,685
Quebec Québec	14	343,860	17	408,990	39	1,141,225	70	1,894,075
New Brunswick Nouveau-Brunswick	2	48,862	0	0	1	15,900	3	64,762
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	0	0	0	0	1	60,000	1	60,000
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	0	0	0	0	0	0	0	0
Newfoundland Terre-Neuve	1	4,000	0	0	0	0	1	4,000
Canada	105	2,091,499	150	3,589,911	167	4,661,886	422	10,343,296



Selected Indicators of Farm Credit Corporation's financière de la Société **Financial Position** du crédit agricole 1977-78 1978-79 1979-80 25.87:1 25.26:1 24.65:1 Debt to Equity Ratio (Long-term Debt ÷ Equity) Ratio du passif à l'avoir (passif à long terme ÷ avoir net) 1.04:1 Asset Coverage Ratio (Net tangible assets : Long-term debt) 1.04:11.04:1Ratio de couverture de l'actif (actif corporel net ÷ passif à long terme) 1.027:1 1.003:11.013:1 Interest Coverage Ratio (Total income less operating expenses ÷ Interest Expense) Ratio de couverture de l'intérêt (revenu total moins dépenses d'exploitation : dépenses en intérêt) Profit Margin (Net income after taxes ÷ revenues) 1.13% .28% .66% Marge bénéficiaire (bénéfice net après impôts + revenus) Return on Equity (Net income after taxes - average equity) .56% 1.37% 2.38% Rendement de l'avoir net (bénéfice net après impôts - avoir net moyen)

# **Financial Operations**

# Opérations financières

### Results of Operations

The Corporation's net income for 1979-80 was \$3,256,487 compared to \$2,287,438 in 1978-79. The net income for the year has been credited to retained earnings increasing the balance to \$4,851,344 as of March 31, 1980. Under the provisions of section 15 of the Farm Credit Act the Corporation may retain its net earnings up to the amount of its capital.

The Corporation earned its first net income since 1959-60 in 1977-78. During the intervening years it incurred losses on its operations due primarily to the lack of a sufficient interest margin on loans made under the Farm Credit Act from 1959 to 1968. However, because of the one per cent interest margin introduced in 1968, and the large lending volume in recent years, the average interest margin on all loans has grown steadily. In 1979-80 the interest margin was .83 per cent of the mean principal outstanding on loans to farmers and farm syndicates and on agreements for sale, compared to .73 per cent in 1978-79.

Although net income was earned during the year, there was a net outflow of funds from operations. The Statement of Changes in Financial Position shows the source of all funds received by the Corporation during the year, as well as how they were expended.

### Repayment by Borrowers.

During the year the Corporation received \$159.8 million in loan repayments from borrowers. This amount includes the repayment and prepayment of principal amounting to \$159.2 million, and the \$0.6 million increase in the amount held on behalf of borrowers for the payment of future instalments.

# Capital and Loans from Canada

Under section 12 of the Farm Credit Act, Canada contributed \$11.8 million in capital, raising the total capital paid in to \$119.3 million as at March 31, 1980.

During the year the Corporation increased its loans outstanding from the Minister of Finance by \$295.1 million. Under the Farm Credit Act, the Corporation borrowed \$413.8 million and repaid \$119.6 million on existing loans. Under the Farm Syndicates Credit Act, \$4.6 million was borrowed and \$3.4 million was repaid, and under the Small Farm Development Program \$0.3 million was repaid.

#### Résultats d'exploitation

Le bénéfice net de la Société s'est établi à \$3,256,487 en 79-80 comparativement à \$2,287,438 en 78-79. Il a été versé au compte des bénéfices non répartis, en portant le solde à \$4,851,344 au 31 mars 1980. Les dispositions de l'Article 15 de la Loi sur le crédit agricole autorisent la Société à conserver ses bénéfices nets jusqu'à concurrence du montant de son capital.

En 77-78, la Société enregistrait son premier bénéfice net depuis son institution en 59-60. Entre ces deux exercices, elle a encaissé des pertes d'exploitation principalement parce que la marge d'intérêt qui lui était consentie avant 1968 sur ses prêts en vertu de la Loi sur le crédit agricole était insuffisante. Toutefois, l'introduction d'une marge d'intérêt d'un pour cent en 1968 ainsi que l'augmentation du volume de crédit enregistrée au cours des récentes années, ont fait augmenter constamment la marge moyenne d'intérêt sur l'ensemble des prêts. En 79-80, cette marge d'intérêt s'établissait à .83 pour cent du principal moyen en cours sur le crédit aux cultivateurs, aux syndicats agricoles et en vertu des conventions de vente, comparativement à .73 pour cent en 78-79.

Bien que la Société ait réalisé un bénéfice net pendant l'exercice, ses opérations se sont soldées par une sortie nette de fonds. L'état de l'évolution de la situation financière décrit la provenance de tous les fonds reçus par la Société pendant l'exercice ainsi que leur affectation.

# Remboursements versés par les emprunteurs

Au cours de l'exercice, la Société a reçu des remboursements de prêts totalisant \$159.8 millions des emprunteurs. Ce montant inclut les paiements échus et les paiements de principal par anticipation qui s'élevaient à \$159.2 millions ainsi qu'une augmentation de \$0.6 million dans le montant détenu pour le compte des emprunteurs afin de les utiliser pour faire les versements futurs.

### Capital et emprunts du Canada.

Le Canada a versé \$11.8 millions en capital à la Société en vertu de l'Article 12 de la Loi sur le crédit agricole, ce qui portait le capital versé à \$119.3 millions au 31 mars 1980.

Au cours de l'exercice, les emprunts détenus par la Société auprès du ministre des Finances ont augmenté de \$295.1 millions. La Société a emprunté \$413.8 millions en vertu de la Loi sur le crédit agricole et a remboursé \$119.6 millions sur ses prêts actifs. Elle a emprunté \$4.6 millions en vertu de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles et a remboursé \$3.4 millions. Elle a remboursé \$0.3 million en vertu du Programme de développement des petites fermes.

# Outstanding Borrowings from the Minister of Finance

as at March 31, 1980

# Emprunts à rembourser au Ministre des Finances

au 31 mars 1980

Farm Credit Act	Loi s	sur le crédit agricole	Farm Syndicates Credit Act		oi sur le crédit ex syndicats agricole
Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé	Interest Rate Taux d'intérêt %	Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé \$	Interest Rate Taux d'intérêt %
1956-1957	576,310 888,195	3.5	1974-1975	320,000 185,000	7 9
1957-1958	1,643,214 1,533,032	4.125 4.375	1975-1976	720,000 540,000	7 7.75
1958-1959	2,849,699	4	1976-1977	1,050,000	8.5
	3,345,430	4.5	1977-1978	630,000	8
1959-1960	4,861,793	5		840,000	7.75
1960-1961	5,981,002 10,263,935	5.75	1978-1979	1,620,000 1,530,000	8 8.75
* 1964-1965	32,022,895	5.375	1979-1980	2,000,000 2,600,000	9.75 10.00
	14,278,018	5.25		12,035,000	
1965-1966	34,227,156	5.25	Accrued Interest		
	18,394,327 16,235,716	5.375 5.675	Intérêt couru	341,723	
1966-1967	16,828,436	5.75	eminimals upon analysis and the second and the second	12,376,723	
2700 2701	46,030,660 27,766,529	5.875 6			
1967-1968	10,201,344 14,316,493 14,156,787 9,148,340	5.3125 6.125 6.375 6.875	Small Farm Development Program	dé	rogramme de éveloppement es petites fermes
1968-1969	3,810,530	6.6875	1972-1973	396,435	6
1900-1909	105,019,635	6.75	1973-1974	3,735,622	6
1969-1970	55,198,948 42,787,966	7 7.75	1974-1975	2,200,657 1,336,978	7.25 8.25
1970-1971	49,976,467 30,906,237	7.75 7.5	1975-1976	730,020 550,130	7.5 8
1971-1972	48,337,408 25,549,682	6.75 6.5	1976-1977	265,290 208,755	8.75 9
1972-1973	88,008,677	6		9,423,887	
1973-1974	188,939,448	6	Accrued Interest	,,,,	
1974-1975	133,799,942 119,436,707	7.25 8.25	Intérêt couru	160,574	
1975-1976	164,710,837 157,612,082	7.5	Total \$	9,584,461 3,060,770,235	
1976-1977	195,746,128 134,077,642	8.75 9			
1977-1978	366,897,322	8.25			
1978-1979	224,055,469	8.5			
1979-1980	133,639,610 413,800,000	9.75	*Borowings for the	years 1961-62 to	o 1963-64 were for
-,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	2,967,860,048	)·1/	short terms and h		
Accrued Interest Intérêt couru			Les emprunts con		
interet couru	70,949,003		1961-1962 a 1963- déjà été rembour		court terme et ont
	3,038,809,051		deja ete rembour	000.	

# Loans Disbursed

to March 31, 1980

# Prêts déboursés

au 31 mars 1980

Farm Credit Act (including the Canadian Farm Loan Act)

Loi sur le crédit agricole (inclut le régime de la Loi sur le prêt agricole canadien)

	January 1929— / March 31, 1979 /		1979-80	Total to March 31, 1980 Total au 31 mars 1980		
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant \$	Number Nombre	Amount Montant \$
British Columbia						
Colombie-Britannique	8,271	195,219,243	148_	17,381,724	8,419	212,600,967
Alberta	40,393	919,777,814	946	98,175,961	41,339	1,017,953,775
Saskatchewan	53,771	1,214,131,821	1,516	143,172,645	55,287	1,357,304,466
Manitoba	18,902	406,688,378	550	53,436,029	19,452	460,124,407
Ontario	41,543	1,218,622,332	1,347	173,214,229	42,890	1,391,836,561
Québec	26,937	667,353,576	941	106,998,797	27,878	774,352,373
New Brunswick Nouveau-Brunswick	3,371	51,351,311	86	8,718,603	3,457	60,069,914
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	2,289	19,220,443	21	2,450,324	2,310	21,670,767
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	3,888	47,556,097	63	4,946,119	3,951	52,502,216
Newfoundland Terre-Neuve	151	7,954,677	11	1,598,220	162	9,552,897
Canada	199,516	4,747,875,692	5,629	610,092,651	205,145	5,357,968,343

Farm Syndicates Credit Act

Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

De	cember 1964 – /déc March 31, 1979/	cembre 1964 – 31 mars 1979		1979-80		to March 31, 1980 d au 31 mars 1980
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
British Columbia Colombie-Britannique	41	680,359	1	9,669	42	690,028
Alberta	686	8,789,171	17	551,419	703	9,340,590
Saskatchewan	138	1,458,937	13	414,526	151	1,873,463
Manitoba	383	6,055,500	53	1,228,042	436	7,283,542
Ontario	481	8,821,673	37	1,177,065	518	9,998,738
Québec	344	5,115,700	37	908,284	381	6,023,984
New Brunswick Nouveau-Brunswick	10	184,582			10	184,582
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	13	130,807	1	60,000	14	190,807
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	24	416,030		_	24	416,030
Newfoundland Terre-Neuve	2	79,000		_	2	79,000
Canada	2,122	31,731,759	159	4,349,005	2,281	36,080,764

# Accounts Outstanding as at March 31, 1980

# Comptes arrêtés au 31 mars 1980

	Number Nombre	Due Échu \$	Not Due Non Échu \$	Total \$	Due Échu \$
F.C.A. Loans		<i>y</i>	Ψ	Ψ.	•
British Columbia	2,300	222,583	101,365,868	101,588,451	527,840
Alberta	15,113	2,224,526	562,015,294	564,239,820	4,357,132
Saskatchewan	20,546	1,648,570	796,319,220	797,967,790	4,531,829
Manitoba	6,968	407,588	271,794,528	272,202,116	1,253,369
Ontario	16,627	1,382,983	841,551,669	842,934,652	4,417,086
Quebec	7,670	702,041	388,141,795	388,843,836	1,531,779
New Brunswick	738	113,391	31,967,378	32,080,769	186,046
Nova Scotia	189	29,190	6,870,766	6,899,956	59,123
Prince Edward Island	823	73,537	25,194,227	25,267,764	214,081
Newfoundland	73	74,963	5,486,669	5,561,632	103,067
Canada	71,047	6,879,372	3,030,707,414	3,037,586,786	17,181,352
F.S.C.A. Loans					
British Columbia	11	7,997	194,349	202,346	228
Alberta	185	122,385	2,118,788	2,241,173	12,935
Saskatchewan	45	12,897	761,758	774,655	3,252
Manitoba	200	30,066	2,673,609	2,703,675	6,413
Ontario	231	36,842	3,333,545	3,370,387	11,660
Quebec	152	29,836	2,385,783	2,415,619	17,325
New Brunswick	5	13,507	92,653	106,160	1,284
Nova Scotia	4	2,293	77,033	79,326	60
Prince Edward Island	10	17,576	113,922	131,498	6,154
Newfoundland	2	9	62,126	62,135	
Canada	845	273,408	11,813,566	12,086,974	59,311
F.C.A. Agreements			_		
for Sale					
British Columbia	7	11	181,217	181,228	Manuan
Alberta	22	10,524	468,891	479,415	13,422
Saskatchewan	2	37	95,446	95,483	91
Manitoba	4	18	128,144	128,162	12
Ontario	77	3,688	3,200,908	3,204,596	10,144
Quebec	24	10,812	535,913	546,725	14,346
New Brunswick	4	2,194	38,600	40,794	385
Nova Scotia	2	_	90,177	90,177	_
Prince Edward Island	2	name.	188,586	188,586	
Newfoundland	2	1,649	117,762	119,411	5,630
Canada	146	28,933	5,045,644	5,074,577	44,030
S.F.D.P. Agreements for Sale					
British Columbia	-		7/ 170	7/, 170	
Alberta	5 173	17,888	74,170	74,170	27,474
Saskatchewan	173		2,414,979	2,432,867	
Manitoba	214	19,227	3,556,571	3,575,798	42,499 9,684
Ontario	92	4,212	1,471,988	1,476,200	9,084
	10	15	134,650	134,665	(50
Quebec New Bruncwick	11	618	107,923	108,541	658
New Brunswick	6	1 0/1	74,942	74,943	2.022
Nova Scotia	5	941	45,111	46,052	3,822
Prince Edward Island	9	626	100,946	101,572	1,704
Newfoundland Canada	525	/3 529	7.001.200	9 024 909	95 9/1
Cariada	343	43,528	7,981,280	8,024,808	85,841

		Instalment Prepayments	Other Charges	erest — Intérêt		
	Net Total Total net \$	Versements anticipés \$	Autres frais \$	Total \$	Not Due Non Échu \$	
Prêts L.C.		( - 7 ( - 7 - 7 - 7 - 7 - 7 - 7 - 7 - 7		/20//2/	2.0(2.04/	
Colombie-Britanniqu	104,053,371	(1,941,023)	9,287	4,396,656	3,868,816	
Alben	594,374,975	(4,289,559)	92,343	34,332,371	29,975,239	
Saskatchewa	841,347,654	(4,243,334)	91,464	47,531,734	42,999,905	
Manitob	283,494,340	(1,805,516)	33,425	13,064,315	11,810,946	
Ontari	866,638,254	(8,919,232)	156,867	32,465,967	28,048,881	
Québe	403,388,968	(854,597)	119,678	15,280,051	13,748,272	
Nouveau-Brunswic	33,249,447	(288,123)	8,047	1,448,754	1,262,708	
Nouvelle-Écoss	7,066,977	(92,474)	1,385	258,110	198,987	
Île-du-Prince-Édouar	26,274,449	(232,776)	10,276	1,229,185	1,015,104	
Terre-Neuv	5,759,448	(95,492)	2,827	290,481	187,414	
Canad	3,165,647,883	(22,762,126)	525,599	150,297,624	133,116,272	
Prêts L.C.S.A						
Colombie-Britanniqu	209,559	(778)		7,991	7,763	
Alben	2,358,338	(14,593)	45	131,713	118,778	
Saskatchewa	804,409	(7,897)	_	37,651	34,399	
Manitob	2,805,374	(36,534)	18	138,215	131,802	
Ontari	3,486,389	(22,834)	24	138,812	127,152	
Québe	2,517,916	(11,017)	20	113,294	95,969	
Nouveau-Brunswic	112,221		6	6,055	4,771	
Nouvelle-Écoss	82,888			3,562	3,502	
Île-du-Prince-Édouar	144,306			12,808	6,654	
Terre-Neuv	56,250	(7,827)	_	1,942	1,942	
Canac	12,577,650	(101,480)	113	592,043	532,732	
Contrats d						
vente L.C.2 Colombie-Britanniqu	187,025	(10)		5,807	5,807	
Albert	511,711	(1,651)	-	33,947	20,525	
Saskatchewa	99,926	(1,0)1)		4,443	4,352	
Manitob	138,237		_	10,075	10,063	
Ontari	3,333,577	(7,106)	2,115	133,972	123,828	
Québe	580,475	(7,100)				
Nouveau-Brunswic		(71)	1,402	32,348	18,002 794	
	41,902			1,179		
Nouvelle-Écoss	92,548	(451)		2,822	2,822	
Île-du-Prince-Édouar	197,956	(8)		9,378	9,378	
Terre-Neuv Canac	128,310 5,311,667	(9,297)	3,517	8,899 242,870	3,269 198,840	
Contrats	9,911,007	(9,297)	3,517	242,070	170,040	_
vente P.D.P.						
Colombie-Britanniqu	77,646	(65)		3,541	3,541	
Alben	2,577,082	(13,943)	336	157,822	130,348	
Saskatchewa	3,785,559	(19,123)	377	228,507	186,008	
Manitoh	1,539,998	(7,252)	66	70,984	61,300	
Ontari	138,443	(788)	_	4,566	4,566	
Québe	112,905	(32)	10	4,386	3,728	
Nouveau-Brunswic	78,670	(31)		3,758	3,758	
Nouvelle-Écoss	51,099	_	39	5,008	1,186	
Île-du-Prince-Édouar	107,208	(50)	29	5,657	3,953	
Terre-Neuv						



# **Administrative Operations**

# Opérations administratives

### **Operations**

During the year the Corporation took a major step in the direction of "the office of the future" by bringing in the latest innovation in word processing equipment, including an Optical Character Recognition machine with a capability to read typewritten material which is instantaneously transposed to disc storage, bypassing the slow and tedious keying-in process.

The Corporation is also reaching a turning point in computer technology. The data processing function has evolved from its early cost-reducing applications to projects aimed at improved operations and greater user involvement. The existing computer is currently being replaced by a newer model with greatly increased capabilities.

# Training and Development

A landmark event for staff during the year was the first national conference held in Ottawa in early October. Over a period of three days staff were exposed to talks, workshops, panel discussions and audiovisual presentations on the general topic of "Meeting the Needs of the 80's".

Two new courses were offered on a national basis for the first time. The Farm Financial Management course was offered to the majority of lending personnel and Managing for Motivation was given to all supervisory staff and offered to a number of other employees.

The language training program involved 21 students receiving English language training and 31 receiving French language training.

### Anniversary Fellowship

The Fiftieth Anniversary Fellowship was established in recognition of Canada's need for highly-trained and professionally-qualified men and women in the field of agriculture as well as to encourage research in the field of agricultural credit.

The fellowship is awarded to the candidate studying subjects relating to agricultural credit systems at any university, college or institution that offers a recognized program at either the master's or doctoral level

The first recipient, Ralph Ashmead, is now studying at the doctoral level in Agricultural Economics at the University of Manitoba.

# Administration Costs

In 1979-80 the total cost of administering the Corporation's programs was \$21,178,400 or .73 per cent of the mean principal outstanding on loans to farmers and farm syndicates, and on agreements for sale. This compares to \$19,403,500 or .74 per cent for the previous year.

### **Opérations**

Au cours de l'année, la Société a poursuivi la modernisation de ses opérations administratives en introduisant le matériel de traitement des mots le plus récent, y compris un appareil de reconnaissance optique des caractères qui lit les textes dactylographiés et les transpose instantanément sur bobine, éliminant ainsi les longues opérations de transfert au clavigraphe.

La Société a également atteint un point toumant dans l'utilisation de l'informatique. Au début, elle recherchait des applications qui lui permettraient de réduire les coûts. Elle s'en sert maintenant pour des projets qui visent à améliorer les opérations et à accroître le nombre de services qui y ont recours dans leurs opérations. Le modèle qu'elle utilise actuellement sera bientôt remplacé par un modèle plus récent et beaucoup plus puissant.

## Formation et perfectionnement

La première conférence nationale regroupant tout le personnel de la Société s'est déroulée à Ottawa au début d'octobre. Cette première a couvert trois jours pendant lesquels le personnel a assisté à des conférences, des ateliers, des forums et des présentations audio-visuelles qui traitaient des défis et des besoins des années 80.

Deux nouveaux cours furent offerts pour la première fois à notre personnel dans l'ensemble du pays. La majorité du personnel de prêt a suivi le cours en gestion financière agricole tandis que tous les cadres, ainsi qu'un certain nombre d'employés, ont suivi le cours de motivation dans l'entreprise.

Au cours de l'année, 21 étudiants suivirent des cours de formation en langue anglaise et 31 en langue française.

### Bourse du cinquantenaire

La Société a lancé une bourse du cinquantenaire afin de contribuer à la formation de professionnels hautement spécialisés dont le Canada a besoin en agriculture, ainsi qu'afin de promouvoir la recherche dans le secteur du crédit agricole.

La bourse s'adresse à tout candidat qui étudie une matière reliée aux systèmes de crédit agricole auprès d'une université, d'un collège ou d'une institution qui offre un programme reconnu au niveau de la maîtrise ou du doctorat.

Le premier récipiendaire, Ralph Ashmead, poursuit des études afin de compléter un doctorat en économie agricole à l'Université du Manitoba.

# Coûts d'administration

Le coût total d'administration des programmes de la Société s'est chiffré à \$21,178,400, soit à .73 pour cent du principal moyen en cours sur les prêts aux agriculteurs et aux syndicats agricoles ainsi que sur les contrats de vente, comparativement à \$19,403,500 ou .74 pour cent lors de l'exercice précédent.

# A Glimpse at our Past

# Un regard vers notre passé

The history of agricultural credit in Canada is the story of adaptation to the changing needs of farmers and the shifting moods of the national economy, public opinion and political power. One constant in the past 50 years of federal farm credit, however, has been solid leadership and dedicated staff at both the Farm Credit Corporation and its predecessor, the Canadian Farm Loan Board. From the canny Scots who inaugurated federal farm lending in 1929, to untiring Brigadier T.J. Rutherford, who ushered in an era of progress with the birth of the Farm Credit Corporation 30 years later, to the Corporation's current leadership, the evolution and quality of farm credit is reflective of its leaders and the staff they inspired to work towards the common goal of helping Canadian farmers.

John Duncan MacLean, the first commissioner of the Canadian Farm Loan Board, guided the fledgling organization through most of its first 20 years. MacLean's Scottish background, his experience in business and finance, and the policy of the government which was not to lend in excess, combined to create cautious lending policies, particularly during the Depression years. A former Treasurer and Premier of the province of British Columbia, Dr. MacLean inspired his staff with the importance of making only well-secured loans.

As farm investment needs grew with increasing mechanization and dropping farm incomes in the 1950's, long-term farm credit became a topic of increasing public concern. On October 5, 1959, the Farm Credit Act was ushered in and the Canadian Farm Loan Act was repealed. The new act was specifically designed to help farmers expand or start farms, rather than to aid established farmers as the cautious interpretation of the Canadian Farm Loan Act had done. A new chairman, Brigadier T.J. Rutherford, stood at the helm. The legislation provided for a transfer of staff from the Veterans' Land Act, of which the Brigadier was past director, and the two agencies used many of the same staff for two years. Before the dissolution of this "marriage", Brigadier Rutherford managed to acquire a loyal phalanx of about 50 per cent of VIA's staff, including many experienced credit advisors needed to cope with the growing number of loan applications.

George Owen, a former VLA credit advisor who rose through the ranks to succeed Brigadier Rutherford in 1962, built on the first chairman's groundwork in 12 innovative years of leadership. A training program for credit advisors was started as well as a supervisory program for high-risk loans. In 1964, an act for intermediate-term credit for cooperative purchases was introduced and later remodelled as the Farm Syndicates Credit Act. Mr. Owen also initiated the idea of Appeal Boards in 1965, to allow would-be borrowers a second hearing on rejected loan applications. The chairman kept pace with new technology in other sectors as well, and by 1968 the Corporation's electronic accounting program, ELFAC, was serving about 2,700 borrowers. ELFAC was the forerunner to CANFARM services today.

L'histoire du crédit agricole canadien en est une d'adaptation constante à l'évolution des besoins du milieu agricole et aux fluctuations de l'économie nationale, de l'opinion publique et du pouvoir politique. Au cours de ce demi-siècle, le crédit agricole a pu progresser grâce à la valeur des dirigeants et au dévouement du personnel de la Société du crédit agricole et de son prédécesseur, la Commission du prêt agricole canadien, qui ont su maintenir fermement le cap en dépit de l'instabilité de l'époque. Le crédit agricole doit aussi son progrès et sa qualité à tous ceux qui ont su oeuvrer pour le progrès des agriculteurs canadiens, à partir des Ecossais persévérants qui ont lancé le système de crédit agricole fédéral en 1929, en passant par l'infatigable Brigadier T.J. Rutherford qui pilotait le navire dans la période qui a culminé par l'institution de la Société du crédit agricole 30 ans plus tard, jusqu'aux leaders actuels de la Société.

John Duncan MacLean, le premier commissaire de la Commission du prêt agricole canadien, a dirigé les destinées de l'organisme naissant au cours de la quasitotalité de ses 20 premières années. Les antécédents écossais de MacLean, son expérience des affaires et du monde des finances, ainsi que la politique gouvernementale qui visait à restreindre le crédit, ont donné lieu à des politiques de crédit prudentes, particulièrement pendant les années de la dépression. Le Dr. MacLean, un ancien trésorier et Premier ministre de la province de la Colombie-Britannique, a su inculquer à son personnel la valeur de prêts bien garantis.

Au cours des années 50, le public commença à se préoccuper du crédit agricole à long terme au fur et à mesure que la mécanisation fit augmenter les investissements requis à la ferme et que les revenus agricoles chutèrent. Le 5 octobre 1959, le gouvernement abrogeait la Loi sur le prêt agricole et instituait une nouvelle Loi sur le crédit agricole. Celle-ci visait spécifiquement à aider les agriculteurs à s'établir sur des fermes ou à agrandir leur exploitation, plutôt que d'aider les agriculteurs déjà établis comme l'avait fait la Commission du prêt agricole canadien en interprétant la loi précédente prudemment. Un nouveau président, le Brigadier T.J. Rutherford, accédait au poste de commande. La loi pourvoyait au transfert d'employés du Bureau d'établissement des anciens combattants dont le Brigadier était l'ex-directeur, et les deux organismes utilisèrent le même personnel pendant deux ans. Avant la dissolution de ce "mariage", le Brigadier Rutherford réussit à s'assurer les services d'environ la moitié du personnel du Bureau, y compris un grand nombre de conseillers en crédit expérimentés dont il avait besoin pour s'occuper du nombre croissant de demandes d'emprunt.

George Owen, un ancien conseiller en crédit du Bureau d'établissement qui a gravi les échelons pour remplacer le Brigadier Rutherford en 1962, poursuivit le travail de son prédécesseur en bâtissant sur les assises établies par celui-ci au cours de ses 12 années à la barre. Il a lancé un programme de formation à l'intention des conseillers en crédit ainsi qu'un programme de supervision des prêts comportant des risques élevés. En 1964, une loi favorisant l'octroi de crédit à moyen terme pour fins d'achats en commun

Dr. Baldur Kristjanson joined the Farm Credit Corporation as chairman in 1975, the same year that major amendments to the act, formulated by Mr. Owen, were passed. One of the innovations was the Beginning Farmer Loan Program to assist borrowers under the age of 35 to phase into farming. Dr. Kristjanson believed that the Corporation should accept a higher risk when dealing with young farmers. However an unprecedented demand for credit was paralleled by a reduced budget due to the government's anti-inflation policy, and the Corporation turned to selective lending — lending only to those farmers who couldn't obtain or afford regular bank financing.

This shortage of funds has continued under the Corporation's current chairman, Dr. Rolland Poirier, who assumed leadership in December 1977. A former vice-president of the Canadian International Development Agency and the Assistant Deputy Minister for Economics with Agriculture Canada, a large part of Dr. Poirier's leadership has consisted in guiding FCC towards a solution to this chronic shortage of funds. The very complaints that prompted the creation of FCC in 1959, that young farmers faced an increasingly large financial barrier in starting their own businesses, are now being voiced louder than ever.

As the 50th year of federal farm credit draws to a close amid public agitation over record interest rates, the Farm Credit Corporation stands once again on the threshold of major change. Legislation prepared under Dr. Poirier to allow the Corporation to borrow funds on the financial markets awaits first reading in the House of Commons. History has repeated itself, Just as the Canadian Farm Loan Act was delayed after second reading by the dissolution of Mackenzie King's Parliament, so the new bill has been delayed by two federal election calls in 1979. The lessons of the past show, however, that Farm Credit Corporation can be proud of its history, enjoy current progress and look forward to the future.

Copies of "The Development of Farm Credit in Canada" are available from regional and head offices of

fut introduite et ultérieurement remplacée par la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles. En 1965, George Owen lançait également le concept des commissions d'appel afin d'offrir aux aspirants-emprunteurs la possibilité de s'adresser à celles-ci advenant le rejet de leur demande d'emprunt. Il a aussi su tirer profit de la nouvelle technologie dans d'autres secteurs. C'est ainsi qu'en 1968, la Société administrait le programme de comptabilité électronique ELFAC qui regroupait environ 2,700 emprunteurs. Ce programme fut le précurseur des services CANFARM actuels.

Le Dr. Baldur Kristjanson s'est joint à la Société du crédit agricole à titre de président en 1975, l'année où des changements majeurs proposés par M. Owen furent apportés à la loi. Une des innovations consistait en un programme de crédit destiné aux aspirantsagriculteurs âgés de moins de 35 ans qui souhaitaient s'établir progressivement en agriculture. Le Dr. Kristjanson estimait que la Société devait prendre des risques accrus afin d'aider les jeunes agriculteurs. Toutefois, la demande pour du crédit atteignit alors un nouveau sommet et, au même moment, le gouvernement réduisit le budget dans le cadre de sa politique de lutte à l'inflation. La Société fut obligée d'appliquer un programme de crédit sélectif en ne prêtant qu'aux agriculteurs qui ne pouvaient se procurer du crédit ailleurs ou ne pouvaient se permettre de payer le taux exigé par les banques.

Cette rareté des fonds s'est poursuivie sous la direction du président actuel de la Société, le Dr. Rolland Poirier, qui prit la relève en décembre 1977. Celui-ci, ex-vice-président de l'Agence canadienne de développement international et Sous-ministre adjoint, Economie, auprès d'Agriculture Canada, a consacré la majeure partie de ses énergies à rechercher une solution à cette pénurie chronique de fonds. Les plaintes qui furent à l'origine de l'institution de la S.C.A. en 1959 se font entendre plus fortement que jamais alors que les jeunes agriculteurs doivent surmonter des difficultés financières de plus en plus grandes pour s'établir en agriculture.

Alors que le cinquantenaire du crédit agricole fédéral tire à sa fin et que le public s'émeut des taux d'intérêt records, la Société du crédit agricole est de nouveau au seuil d'une étape importante. Un projet de loi mis au point par le Dr. Poirier afin d'autoriser la Société à emprunter auprès des marchés financiers, attend la première lecture en Chambre des communes. Curieusement, l'histoire semble s'être répétée. En effet, tout comme la Loi sur le prêt agricole canadien fut laissée en suspens en troisième lecture lorsque Mackenzie King décida de dissoudre le Parlement, le nouveau projet de loi fut retardé par les deux élections fédérales qui furent déclenchées en 1979. L'histoire montre, cependant, que la Société du crédit agricole peut être fière de ses réalisations passées et de son administration actuelle et qu'elle peut envisager l'avenir avec optimisme.

On peut se procurer des exemplaires de «L'histoire du crédit agricole au Canada» en s'adressant aux bureaux régionaux ou au Siège social de la S.C.A.



Noble A. Villeneuve, Member/Membre Gerald I. Trant, Member/Membre

W. Ralph deGruchy, Secretary to Corporation/Secrétaire de la Société

Rolland P. Poirier, Chairman/Président
Paul Babey, Vice-Chairman/Vice-président
Vacant, Member/Membre

Chairmen of Appeal Boards	Présidents des Commissions d'appel	Members of the Advisory Committee	Membres du Comité consultatif
Ralph Barichello	British Columbia /Colombie-Britannique	Mel Kawano	British Columbia /Colombie-Britannique
Gordon Miller	Alberta	Williams Moltzahn	Alberta
Enos Sproat	Saskatchewan	Jean-Marie Bourrée	Saskatchewan
Robert W. Hopley	Manitoba	Albert Vielfaure	Manitoba
Harold Schmidt	Ontario	Ron Oswald	Ontario
Danias Messier	Québec	Brenda McIntosh	Ontario
Burris Coburn	New Brunswick	Jean-Paul Corriveau	Québec
Thomas Meredith	/Nouveau-Brunswick Nova Scotia	Willie LeBlanc	New Brunswick /Nouveau-Brunswick
	/Nouvelle-Ecosse Winston Cousins		Prince Edward Island
Wilbert MacKenzie	Prince Edward Island /Ile-du-Prince-Edouard		/Ile-du-Prince-Edouard
Colin Bull	Newfoundland /Terre-Neuve		

Appeal Boards composed of practical farmers of proven ability and judgement are established in each Region to hear appeals from farmers who are not satisfied with the Corporation's decision on any loan application.

Des Commissions d'appel, composées d'un groupe impartial de cultivateurs compétents, sont établies dans le territoire de chaque région pour entendre les appels logés par des cultivateurs qui ne sont pas satisfaits de la décision rendue par la Société à l'égard de toute demande d'emprunt.

The Advisory Committee is appointed by the Minister of Agriculture to provide advice to him or to the Corporation on matters referred to it. The majority of the members must be farmers or representatives of farm organizations.

Le Comité consultatif est nommé par le Ministre de l'Agriculture et chargé de conseiller la Société et celui-ci sur toutes questions qui lui sont déférées. La majorité des membres doivent être des cultivateurs ou des représentants d'organismes agricoles.



1st row/1ère rangée: *Al Kuntz*, Chief, Personnel Division/Chef, Division du personnel; *George Pender*, Chief Accountant/Comptable en chef; *Ralph deGruchy*, Director, Administrative & Personnel Services/Directeur, Services administratifs et du personnel; 2nd row/2e rangée: *Bill Mann*, Comptroller-Treasurer/Contrôleur-trésorier; *Dave Cull*, Chief, Data Processing/Chef du traitement des données; *Stan Lucas*, Chief, Financial Administration/Chef de l'administration financière; *Roger LaRocque* (absent), Chief, Administration Division/Chef, Division de l'administration.



1st row/lère rangée: *Gordon Hollingshead*, Director, Lending Operations/Directeur, Opérations de prêts; *Gary Fisher*, Chief, Research Services/Chef, Division des recherches.

2nd row/2e rangée: *Lloyd Galenzoski*, Chief, Loan Development/Chef de l'élaboration des prêts; *Jules Modderman*, Chief, Loan Administration/Chef de l'administration des prêts; *Leo Majeau* (absent), Advisory Services Officer/Agent des services consultatifs.



1st row/1ère rangée: *Louise Neveu*, Director, Information & Public Relations Services/Directrice, Services d'information et des relations publiques. 2nd row/2e rangée: *Roger Shier*, Executive Assistant/Adjoint exécutif; *Jean Brassard*, Legal Counsel/Conseiller juridique, *Terry Kremeniuk*, Chief, Economic & Liaison Division/Chef, Division de l'économie et de liaison; *Emile Pepin* (absent), Director, Operational Audit Services/Directeur, Vérification opérationnelle.

# Regional Management Teams

(Names of Regional Managers are underlined)

The operations of the Corporation are decentralized into seven Regional Offices, one for the Atlantic region and one for each of the other provinces.

The Corporation's field officers, comprising 32 District Supervisors and 308 Credit Advisors, work out of 103 field offices. The total staff at year end was 615, a decrease of 11 during the year.



### Alberta

1st row/lère rangée: Dave Robson, Gary Shufelt,

(604) 762-2416

Kelowna

George Jones, Gerry Martin, Alf Macyk 2nd row/2e rangée: Layton Arnold, Al Brooks, Jack Sbackelton, Roger Evert, Chuck Armstrong 3rd row/3e rangée: Gerry Steedsman, Vin Duffy, Chester

Novakowsky

Regional Office/Bureau régional:

400 Chancery Hall, No. 3 Sir Winston Churchill Square, Edmonton, T5J 2C5 (403) 429-5251

District Offices/Bureaux de district:

Calgary, Edmonton, Grande Prairie, Lethbridge, Red Deer, Vegreville

Field offices/Bureaux de campagne:

Athabasca, Barrhead, Brooks, Camrose, Drumheller, Evansburg, Fairview, Falher, Hanna, Lacombe, Medicine Hat, Peace River, Redwater, Stettler, St. Paul, Vermilion, Wainwright, Westlock, Wetaskiwin



#### Saskatchewan

1st row/1ère rangée: *Wayne Fiesel*, <u>Dave Fraser</u>, <u>Don Roy</u> 2nd row/2e rangée: *Bill Huartson*, <u>Harold Rosvold</u>, <u>Arnold Epp</u>, <u>Lawrence Switzer</u>

3rd row/3e rangée: Mason Simmons, Bob Miller, Jim Richards, Don Geddes, Marty Lidgren

4th row/4e rangée: Joe Herauf, Joe Clausen, Jack Cardiff Regional Office/Bureau régional:

500 South Broad Plaza, 2045 Broad St., Regina, S4P 2B7 (306) 569-5941

District Offices/Bureaux de district:

North Battleford, Prince Albert, Regina, Saskatoon, Swift Current, Yorkton

Field offices/Bureaux de campagne:

Assiniboia, Carlyle, Humboldt, Kindersley, Meadow Lake, Moose Jaw, Regina, Rosetown, Tisdale, Weyburn, Wynyard



# Equipes régionales de direction

(Les noms des gérants régionaux sont soulignés)

Les opérations de la Société sont décentralisées à l'intérieur d'un organigramme qui compte sept bureaux régionaux répartis à travers le Canada, soit un pour la région de l'Atlantique et un pour chacune des autres provinces.

A la fin de l'exercice, l'effectif de campagne de la Société se composait de 32 surveillants de district et de 308 conseillers en crédit relevant de 103 bureaux de campagne. L'effectif global se chiffrait à 615 employés, soit 11 de moins que dans l'année précédente.

British Columbia/Colombie-Britannique

Robert Hilton, <u>Dick Bazett</u>, Bob Plank

Regional Office/Bureau régional:
1451 Ellis Street, Kelowna, VIY 7N5

District Office/Bureau de district:

Field offices/Bureaux de campagne:

Abbotsford, Dawson Creek, Summerland







#### Manitoba

1st row/1ère rangée: Wilf McTavish, Gerry Harper, Jim Craig

2nd row/2e rangée: Jack McPhaden, Don McRuer, Brian
Strom, David Wilson, Herb Bagnall
Regional Office/Bureau régional:
400-777 Portage Ave. Winninger, P.3C, 311

400-777 Portage Ave., Winnipeg, R3G 3L1 (204) 949-4034

District Offices/Bureaux de district:
Brandon, Portage la Prairie, Winnipeg
Field offices/Bureaux de campagne:

Arborg, Carman, Dauphin, Killarney, Morden, Neepawa, Swan River, Virden

#### **Ontario**

1st row/1ère rangée: Lloyd Teeple, Lance Beath, Stewart Given, Hubert Determan, Bob Dechert, Dick Bunbury 2nd row/2e rangée: Doug Lane, Peter MacDougall, Marty Albers, George Spence, Wayne Gorman, Ken Chase

Regional Office/Bureau régional:

105 Silvercreek Parkway N., Guelph, N1H 7G7 (519) 821-1330

District Offices/Bureaux de district:

Chatham, Guelph, Lindsay, North Bay, Ottawa, Walkerton, Woodstock

Field offices/Bureaux de campagne:

Barrie, Campbellford, Cornwall, Essex, Goderich, Kingston, Lambeth, Listowel, New Liskeard, Owen Sound, Simcoe, Stratford, Vineland Station, Wyoming

### Québec

1st row/lère rangée: Gérard Léveillé, Jean-Guy Lavallée, Fabien Langlois, Michel Gauthier, Jacques Lagacé, Eugène Laflamme

2nd row/2e rangée: Michel Rousseau, Yvon Desnoyers, Roger Doucet, Rémi Gagnon, Jean-Hugues Bélanger 3rd row/3e rangée: Brent Parkinson, Jean Côté, Robert Giguère, Gilles Malenfant, Georges Lebel, Gaston Légaré Regional Office/Bureau régional:

2700 boulevard Laurier, Edifice Champlain, Suite 2000, Ste-Foy, G1V 4C7 (418) 694-3539

District Offices/Bureaux de district:

Québec, Rimouski, St-Hyacinthe, St-Jean, St-Jérôme, Sherbrooke, Trois-Rivières

Field offices/Bureaux de campagne:

Arthabasca, Drummondville, Granby, Hull, Joliette, Rivière-du-Loup, Roberval, St-Georges de Beauce, Valleyfield, Ville-Marie

#### Atlantic/Atlantique

1st row/1ère rangée: Armand Leclerc, Edmond Bourgeois, Bob Aumell

2nd row/2e rangée: Gerry Harper, Les Sommerville, Clyde Rogers

Regional Office/Bureau régional:

1133 St. George Blvd., Moncton, E1C 8N6 (506) 388-6595

District Offices/Bureaux de district:

Charlottetown, Moncton

Field offices/Bureaux de campagne: Fredericton, Grand Falls, Kentville, Sussex, St. John's, Truro, Woodstock



Design/Présentation

Photos

Colour Separations/Séparation de couleurs

Typesetting/Composition

Printing/Impression

Distributed by/Distribué par

Paul Gilbert Design Limited

Paul Gilbert Design Limited — PP. inside cover/couverture verso, 5, 22, 32, 33, 34, 35, 36 Louise Neveu, FCC — P. 3, 13 Canfarm — PP. 4, 16

Running & Ojala Inc.

Metrotype Graphics Limited

Mutual Press Limited

Farm Credit Corporation P.O. Box 6309, Station "J", Ottawa, Ontario K2A 3W9

Société du crédit agricole C.P. 6309, Succursale "J", Ottawa, Ontario K2A 3W9 Financial Statements États financiers



du crédit agricole.



The Honourable Eugene Francis Whelan, P.C., M.P. Minister of Agriculture Ottawa, Ontario

I have examined the balance sheet of Farm Credit Corporation as at March 31, 1980 and the statements of retained earnings, operations, and changes in financial position for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at March 31, 1980 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.

Auditor General of Canada

racaconel

Ottawa, Ontario June 4, 1980

# Farm Credit Corporation (Established by the Farm Credit Act)

# Balance Sheet as at March 31, 1980

	1980	1979
Assets		
Cash	\$ 2,002,127	\$ 2,690,590
Accounts receivable	37,944	59,338
Loans to farmers, secured by mortgages (Note 3)	3,165,647,883	2,844,409,007
Loans to farm syndicates, secured by notes (Note 3)	12,577,650	11,234,286
Agreements for sale (Note 3)	13,780,277	12,092,965
	3,192,005,810	2,867,736,258
Less Allowance for doubtful accounts	3,160,000	2,030,000
	3,188,845,810	2,865,706,258
Rell estate (Note 4)	440,774	828,400
Fixed assets (Note 5)	439,860	434,394
	\$3,191,826,515	\$2,869,718,980
Liabilities		
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 1,411,834	\$ 1,108,144
Due to Canada (Note 6)	130,830	64,046
Fire insurance recoveries and other deposits	811,744	1,056,421
Provision for employee termination benefits  Deferred income taxes	1,747,000 2,803,528	1,548,000 29,484
Canada loan's (Note 7)	3,060,770,235	2,756,818,028
	3,067,675,171	2,760,624,123
Equity of Canada	5,007,075,171	2,700,024,12 <i>)</i>
Contributed capital (Note 8)	119,300,000	107,500,000
Retained earnings (Note 9)	4,851,344	1,594,857
	124,151,344	109,094,857
	\$3,191,826,515	\$2,869,718,980
	55,171,040,717	7.007,7.20,700

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Approved on behalf of the Corporation:

Chairman

Saul Bakey

Vice-Chairman

# Statement of Operations for the year ended March 31, 1980

	1980	1979
Income		
Interest earned on loans to farmers Deduct: Interest on loans from Canada	\$242,181,565 218,075,381	\$209.701.042 190.473.497
Interest Margin Fees earned Other interest income and service charges	24,106,184 1,129,035 1,948,147	. 19 227,545 1,029,629 1,367,649
Gross income	27,183,366	21,624,823
Expense		
Salaries and employee benefits Provision for doubtful accounts Travel Office accommodation Telephone Rental and maintenance of office equipment Printing, stationery and office supplies Postage and express Depreciation Miscellaneous  Less: Operating expenses of the Small Farm Development Program recovered under Agriculture Vote 15 (Note 6)	14,768,809 2,018,134 1,418,575 1,244,057 330,963 305,480 242,714 135,324 112,962 601,402 21,178,420	13.735,808 1,460,516 1,608.786 1,277,532 291.898 289,519 229,546 122,926 110.892 276,104 19.403.527
	21,152,834	19,009,035
Net income before income taxes and extraordinary item	,6.030,532	2,615,788
Provision for income taxes Current Deferred	2,774,045 2,774,045	874,913 328,350 1,203,263
Net income before extraordinary item	3,256,487	1,412,525
Extraordinary item:		
Extraordinary item: Income tax reduction — Realization of tax loss	4.000	874,913
Net income (Note 9)	<b>\$</b> 3,256,487	\$ 2,287,438

# Statement of Retained Earnings for the year ended March 31, 1980

	1980	. 1979
Retained earnings (deficit), beginning of year  Net income for the year	\$1,594,857 3,256,487	<b>\$ (692,581)</b> 2,287.438
Retained earnings, end of year (Note 9)	<u>\$4,851,344</u>	\$1,594,857

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

# Statement of Changes in Financial Position for the year ended March 31, 1980

	1980	1979
Funds provided From Canada:		
Gross borrowings Less: Principal refinanced	\$418,400,000 122,954,133	\$364,700,000 103,421,358
Capital contributed	295,445,867 11,800,000	261,278,642 10,300,000
	307,245,867	271,578,642
From borrowers, 177		
Repayments and prepayments of principal Increase in amount held for future instalments	159,221,417 1,103,021	119,240,581 1,555,163
	160,324,438	120,795,744
	467,570,305	392,374,386
Funds applied To operations:		
Ne income	(3,256,487)	(2,287,438)
Rems not involving cash: Depreciation, deferred taxes and allowances Increase in interest due from borrowers Net changes in accrued interest Interest refinanced and fees paid from loan funds	(4,216,006) 2,194,172 7,698,433 8,155,500	(1,023,242) 1,348,992 8,484,490 4,899,151
Total to operations	10,575,612	11,421,953
To borrowers:		
Gross loan disbursements Less: Amount refinanced and fees paid from loan funds	614,441,656 156,743,978	494,014,250 120,924,815
	457,697,678	373,089,435
Repayment of borrowings from Canada Net changes in other assets and liabilities	341,867 (356,389)	5,181,474 2,004,529
	468,258,768	391,697,391
Tocrease (decrease) in cash	(688,463)	676,995
Cash at beginning of year	2,690,590	2,013,595
Cash at lend of year's	\$ 2,002,127	\$ 2,690,590

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

### Farm Credit Corporation

# Notes to Financial Statements March 31, 1980

### 1. Corporate objectives

The Farm Credit Corporation was established on October 5, 1959, by the Farm Credit Acr as the successor to the Canadian Farm Loan Board. The Corporation's prime objective is to assist Canadian farmers to establish and develop viable farm enterprises through the use of long-term credit as provided for by the Farm Credit Act.

The Corporation also administers the lending program authorized under the Farm Syndicates Credit Act which was originally introduced as the Farm Machinery Syndicates Credit Act on December 11, 1964. It provides for loans to groups or syndicates of farmers organized to share in the purchase and use of farm machinery, buildings and installed equipment.

### 2. Significant accounting policies

### Allowance for doubtful accounts

The allowance for doubtful accounts relates to loans to farmers, loans to farm syndicates and agreements for sale. This allowance represents the Corporation's estimate of future probable losses on the accounts outstanding at March 31, 1980, and includes a component which, on the basis of historical loss experience, covers future losses not yet identified and also a component to provide for specifically identified probable losses.

Actual losses on loans, recoveries on loans and the changes in the allowance are recorded in the statement of operations as a provision for doubtful accounts.

#### Revenue recognition

Interest on loans to farmers, loans to farm syndicates and agreements for sale is recorded as income on an accrual basis.

Appraisal fees relating to loan applications are recorded as income when received. Appraisal fees withheld from loan funds are recorded as income at the time the loans are disbursed.

Partial discharge fees are recorded as income when the discharge occurs.

Service charges earned on loans to farm syndicates are recorded as income when loans are disbursed.

### Fixed assets and depreciation

Fixed assets are recorded at cost Leasehold improvements are amortized using the straight-line method over the term of the lease and one renewal period. Other fixed assets are depreciated using the diminishing balance method at rates of 20% for furniture and equipment and 30% for automobiles.

#### Income taxes

The Corporation follows the rax allocation method of accounting for income taxes. Deferred income taxes result from timing differences between the provision for couptful accounts and depreciation charged to operations and the amounts claimed for tax purposes with respect to mongage reserves deducted under Section 33 of the Income Tax Act and capital cost allowances.

### 3. Long-term receivables

Outstanding amounts are receivable over periods of up to thirty years at interest rates in effect at the time of approval.

	Period not	Annual interest	(	in thousands)
	exceeding	rate %	1980	1979
Loans to farmers	·30 years	5 12	\$3,165,648	\$2,844,409
Loans to farm syndicates	15 years	6 1/4 12	12,578	11,234
Agreements for sale	30 years	5 - 12	13,780	12,093
			\$3,192,006	\$2,867,736

A summary of long-term receivables in the aggregate, by annual interest rate and fiscal year of maturity, is as follows:

Annual interest rate			Maturities by fiscal year (in thousands)			1986 through	
%	Total	1981	1982	1983	1984	1985	2010
5 5 7/8	\$ 256,337	\$ 24,589	\$16,566	<b>\$</b> 16,834 · .	\$17,020	. \$17,006	\$ 164,322
6 - 67/8	272.836	20,174	10,441	10,933	11,447	11,932	207,909
7 - 77/8	412,975	27.620	12,530	13,311	14,086	14,825	330,603
8 - 8 7/8	770,089	50,785	15,987	16,982	18,080	19,377	648,878
9 9 7/8	989,810	60,097	14,301	15,429	16,649	17,785	865,549
10 10 7/8	427,506	21.333	4,901	5,330-	5,820	6,298	383,824
1111 7/8	22,293	647	369	388	411	435	20,043
1212 7/8	40,160	977	342	382	427	479	. 37,553
	\$3,192,006	\$206,222	\$75,437	\$79,589	\$83,940	\$88,137	\$2,658,681

At March 31, 1980 accrued interest of \$134,246.000 (\$117,700,000 — 1979) and arrears of \$25,126,000 (\$22,641,000 — 1979) are included and are shown as maturing in the year ending March 31, 1981.

Frepayments of principal from borrowers of \$94,193,000 (\$60,274,000 — 1979) were received during the year and applied as a reduction of principal.

### 4. Real estate

This represents farm property held by the Corporation for resale and is carried at the lower of cost and net realizable value. It consists of property acquired in the process of administering the outstanding loans to farmers and to farm syndicates and must be disposed of by the Corporation within five years of acquisition or such further period as the Governor in Council may prescribe.

## 5. Fixed assets

			1980	1979
	Cost	Accumulated Depreciation	Net	Net
Furniture and equipment Automobiles Leasehold improvements	\$1,224,478 6,213 75,373	\$835,983 4.836 <b>25,</b> 385	\$388,495 1,377 49,988	\$399,650 1,966 32,778
	\$1,306,064	\$866,204	\$439,860	\$434,394

## 6. Due to Canada

Pursuant to an agreement with the Department of Agriculture, the Corporation's condiming administrative costs relating to the Land Transfer Plan, a component of the Department's Small Farm Development Program which terminated on March 31, 1979, are reimbursed by the Department and any excess of income over expense is paid to Canada.

The amount due to Canada of \$130,830 (\$64,046 — 1979) in respect of operations during the year under this program is determined as follows:

	1980	1979
Funds received from Agriculture Vote 15 Less: Administrative expenses	\$ 40,000 25,586	\$375,000 394,492
	14,414	(19,492)
Interest earned and other income Less: Interest on loans from Canada	786.865 670,449	776,542 693,004
Excess of income over interest expense	116.416	83,538
	<b>\$</b> 130.830	<b>\$</b> 64,046

#### 7. Canada Loans

The Corporation has borrowed funds, secured by note, from the Minister of Finance for the purpose of making farm loans, pursuant to section 13 of the Farm Credit Act and section 8 of the Farm Syndicates Credit Act. Loans are also outstanding that were borrowed for the purposes of the Small Farm Development Program pursuant to the Farm Credit Act, as authorized by Order in Council P.C. 1972-1490 dated June 29, 1972. These borrowings are repayable in accordance with the terms and interest rates prescribed at the time of borrowing.

Outstanding amounts as at March 31, 1980, are as follows:

	Period not exceeding	Annual interest		
		rate %	1980	1979
Farm Credit Act Farm Syndicates Credit Act Small Farm Development Program	20 years 5 years 20 years	3 1/2—11 5 1/4—11 6—11	\$2,967,860 12,035 9,424	\$2,673,660 10,789 9,766
Accrued interest	•		71,451 \$3,060,770	62,603 \$2,756,818

A summary of the Canada loans in the aggregate, by interest rate and fiscal year of maturity, is as follows:

Annual interest	Maturities by fiscal year (in thousands)						
rate %	Total	1981	1982	1983	1984	1985	through 2001
3 4 7/8	\$ 11,167	\$ 2,782	\$ 2,552	\$ 2,355	\$ 2,134	\$ 1,344	\$
5 - 5 7/8	215,058	36,795	32,761	32,346	31,852	33,597	47,707
6 6 7/8	538,122	52,089	45,929	40,623	34,706	36,930	327,845
7 - 7 7/8	491,465	31,524	23,666	24,985	26,736	28,048	356,506
8 8 7/8	1,092,550	50,804	31,341	33,689	36,165	38,738	901,813
9 9 7/8	704.891	30,959	14,609	15,976	17,475	19,118	606,754
10 10 7/8	7,517	5,177	520	520	520	520	260
	\$3,060,770	\$210,130	\$151,378	<u>\$150,494</u>	<b>\$</b> 149,588	\$158,295	\$2,240.885

The amounts outstanding as at March 31, 1980, include accrued interest totalling \$71,451,000 (\$62,603,000 — 1979) and are shown as maturing in the year ending March 31, 1981.

# 8. Contributed capital

The contributed capital of the Corporation represents the amount received from Canada under section 12 of the Farm Credit Act. The present statutory limit on this amount is \$150 million (\$150 million — 1979). In the current year, contributed capital of \$11.8 million (\$10.3 million — 1979) was received from Canada.

## 9. Segmented Information

Operations and retained earnings under the Farm Credit Act and the Farm Syndicates Credit Act are broken down as follows:

		Combined	Fai	rm Credit Act	Farm Syndicates Credit Act	
	1980	1979	1980	1979	1980	1979
Income						
Interest earned on loans	\$242,181,565	\$209,701,042	\$241,166,734	\$208,845,776	\$1,014,831	\$855,266
Deduct: Interest on loans from Canada	_218,075,381	190,473,497	217,148,525	189, <b>65</b> 6,885	926,856	816.612
Interest margin	24,106,184	19,227,545	24,018,209	19.188,891	87.975	38,654
Fees earned	1,129,035	1.029,629	1,129,035	1,029,629		
Other interest income and service charges	1,948,147	1,367,649	1,903,405	1,325,957	44,742	41,692
Gross income	27,183,366	21,624,823	27,050,649	21,544,477	132,717	80,346
Expense	21,152,834	19,009,035	21,092,124	18,935,475	60,710	73,560
Net income before income taxes and extraordinary item	6,030,532	2,615,788	5,958,525	2,609,002	72,007	6.786
Provision for income taxes	2,774,045	1,203,263	2,774,045	1 203,263	· 	
Extraordinary item: Income tax reduction		(874,913)	***************************************	(874.913)	Communication of the last of the communication is	radio na radio
Net income	3,256,487	2,287,438	3,184,480	2,280,652	72,007	6,786
Retained earnings (deficit), beginning of year	1,594,857	(692,581)	1,384,731	(895,921)	210,126	203,340
Retained earnings, end of year	<u>\$ 4,851,344</u>	<u>\$ 1,594,857</u>	<u>\$ 4,569,211</u>	<u>\$ 1,384,731</u>	\$ 282.133	<u>\$210,126</u>

## 10. Interest rates

Unless otherwise established by Order in Council, loans to farmers bear an interest rate from the date of approval equal to the base rate defined in section 3(2) of the Farm Credit Act Interest Rates Regulations plus one per cent. The base rate is determined using the average yield on Government of Canada bonds payable in Canadian currency and due to mature in five to ten years. The lending rate is established for six-month periods commencing April 1st and October 1st each year and applies to all loans approved in the related six-month period.

However, if a new loan under the Farm Credit Act is made, a portion of which is to be used to repay an existing Farm Credit Act loan, the current lending rate and the rate on the existing loan are blended and a composite rate charged. Except for the provision for blended rates, rates on loans to farm syndicates are determined in the same manner using the yield on Government of Canada bonds maturing in one to five years plus one per cent.

Interest rates on borrowings from Canada by the Corporation under section 13 of the Farm Credit Act are established for six-month periods commencing April 1st and October 1st each year in accordance with the terms and conditions approved by the Governor in Council. Similarly, rates on borrowings under section 8 of the Farm Syndicates Credit Act are set on these dates for the same six-month periods.

#### 11. Commitments to borrowers

Loans to borrowers approved but not disbursed as at March 31, 1980, amounted to \$69.5 million (\$75.3 million — 1979) most of which were approved at 12% (10% — 1979). It is expected that the majority of these loans will be disbursed within the six-month period ending September 30, 1980, from funds to be borrowed by the Corporation from Canada at 12% (9 3/4% — 1979).

A moins d'un changement par décret du conseil, les taux d'intérêt sur les prêts consentis aux agriculteurs sont fixés à dompter de la date de l'approbation. Ces taux correspondent à un pour cent plus le taux de base défini à l'Article 3(2) du Réglement sur les taux dintérêt de la loi sur le crédit agricole. Le taux de base est déterminé en utilisant le rendement moyen des obligations fédérales payables qu'unoinaie canadienne et devant échoir dans circ utilisant le rendement moyen des obligations fédérales de laix moinaie canadienne et devant échoir dans de six mois commençant le let avril et le let octobre de dixans Le taux d'intérêt est établi pour des périodes de haque année et vise tous les prêts approuvés pendant le semestre en question.

Tourefois, lorsqu'un nouveau prêt est consenti en vertu de la Loi sur le crédit agricole et seir en partie à rembourser un prêt on combine le taux d'intérêt courant et le taux d'intérêt sur ce prêt actif afin d'obtenir un taux d'intérêt sur ce prêt actif afin d'obtenir un taux d'intérêt sur les prêts consentis aux syndicats agricoles sont d'intérêt sur les prêts consentis aux syndicats agricoles sont dendrinées de la même façon c.-à-d. en prenant le rendement des obligations fédérales venant à échéance d'ici un à cinq an et en y ajourant !%

Les taux d'intérêt sur les emprants suprès du Canada effectués par la Société en vertu de l'Article 13 de la Loi sur le crédit agricole sont étabis au début de chaque année, serrestre, soit le l'er avril et le reprantate en conformité aux modabiés approavées par le Gouverneur en conseil. De même, les taux d'intérét sur les emprants effectués en vertu de l'Article 8 de la Loi sur le crédit aux syndicate agricoles sont fixés aux clates précitées et sont en vigueur au cours des mêmes semestres.

## The Engagements envers les emperanteurs

Les prêts approavés mais non déboursés au 31 mars 1980, s'élevaient à \$69,5 milhons (\$75,3 milhons en 1979). La phupat portaient un taux d'intérêr de 12% (10% en 1979). On prévoit que la plupar de ces prérs seront déboursés au cours du semestre se terminant le 30 septembre 1980, à roctir des fonds que la société empruntera du Canada à récime les fonds que la société empruntera du Canada à 12% (9 3 4% en 1979).

Les opérations et les bénéfices non répartis en verru de la Loi sur le crédit agricole et de la Loi sur le crédit aux syndicuts agricoles se répartissent comme suit:

\$210,128	\$ 282,133	1 <u>52/985 1</u> 3	\$ <del>4269211</del>	Z58'765'I \$	<del>}</del> <del>}</del> <del>\$</del>	Bénéfices non réparits à la fin de l'exercice
203,340	210,126	(126,268)	157,486,1	(185'769)	<u>∠\$8'₹6\$'I</u>	Bénéfices non réparits (déficit) au début de l'exércice
9849	72,007	259,082,5	08 <del>7</del> ,481,6	864,782,2	` <b>78</b> £,8 <b>2</b> ,6	Bénéralan Pererangan net
with and formit woman with the condition of the condition		( <u>£16<i>7</i></u> 48)	- Charles - Van John Charles - V	(216,578)		Poste extraordinaire Réduction des impôts sur le revenu
Annual	6170000	1,203,263	2,7774,045	1,203,263	2,774,045	Provision pour impôts sur le revenu
9829	700,27	200,605,5	\$75'856'5	887,218,2	Z£ <b>2</b> ,0£0,8	Bénéfice avant impôts et poste extraordinaire
NOV. N.C.	014'09	<u>\$27,886,81</u>	1,092,124	<u>\$£0,600,61</u>	<del>1</del> 58,251,1 <u>5</u>	Dependence
098'84	014 09					A Secretary Company Co
9₩€'08	132,717	TT4,442,15	679'050'42	528,420,12	996,581,72	Benefice brut
769'17	<b>ファム・ナナ</b>	Z\$6'\$Z£'1	204,809,1	6 <sub>7</sub> 9' <b>29E'l</b>	741,840,1	Autres revenus d'intérêt et frais d'administration
****	*****	1,029,629	1,129,035	679'670'1	1,129,035	Honoraires gagnés
₽₹∂,8£	\$46°48	168,881,91	24,018,209	16.227,545	£81'901'5Z	Marge d'interet
219'918	928,826	<u>588'959'681</u>	217,148,525	Z6† £Z† 061	188,075,381	Moins: Intérêt sur emprunts auprès du Canada
997,288	188,410,1\$	911,248,802\$	\$241,166,734	z+0°104'60 <b>z\$</b>	\$95,181,542\$	Interêt gagné sur prêts
						Revenus
6461	0861	6461	0861	646I	0861	
le crédit au ts agricoles		Loi sur le édit agricole	ct	IstoT		

La Société a emprunté des fonds garantis par biller, auprès du Ministre des Finances, afin de consentir des prêts agricoles conformément à l'Article 13 de la Loi sur le crédit agricoles la Société doit également rembourser des fonds empruntés dans le cadre de la Loi sur le crédit agricole, en conformité au décret C.P. 1972-1490, daté du 29 juin 1972, pour les besoins du Programme de développement des petites fermes. Ces emprunts sont remboursables selon les modalités et les taux d'intérêt prescrits au moment de l'emprunt.

Les montants non réglés au 31 mars 1980 sont les suivants:

818,027,2\$	077,080,5\$			
687,01 687,01 600,20	098,796,2 <b>\$</b> 2£0,21 424,0 124,17	11 — 2/1 8 11 — 4/1 S 11 — 9	sns OS sns ? sns OS	Loi sur le crédit agricole Loi sur le crédit aux syndicats agricoles Programme de développement des perites fermes Intérêt coura
nt non réglés rs de dollars) 1979		Taux d'intérét % leunna	Période insb3ox5'n ssq	

Ventilation des emprants auprés du Canada, réparti selon le taux d'intérêt annuel et l'exercice financier d'échéance:

\$88'077'7\$	\$62,821\$	885,641\$	\$65°051\$	875,1218	\$210,130	047,060,8\$	
707,74 707,74 548,726 508,386 518,109 518,109 619,109 619,1	765,85 769,85 869,85 867,86 811,91	\$61,2 \$28,18 \$07,36 \$6,7,36 \$6,7,36 \$7,4,71	22,8,2 32,845 34,985 34,985 35,689 379,24	285,2 62,626 66,654 14,616 609,41 7,616 7,	287,2 \$ 80,756 980,27 98,02 98,02 98,02 771,2	781,11 \$ 820,212 820,194 836,199 830,111 \$ 80,121 831,111 \$	8/4 01 — 01 8/4 6 — 6 8/4 8 — 8 8/4 4 — 4 8/4 9 — 9 8/4 5 — 5 8/4 \$ — \$
100Z ¥ 986I	<b>≤861</b>	<mark>†861</mark> PBNCLESTIEM CLE PROFESION STATE	ercice lollars) [[[[[]]]]	1 <mark>885</mark> eu milliere de d echesnoe bst. ex	1861 (1861) [[8]	inicit	xuef isunac isunac %

Les montants non réglés au 31 mars 1980 incluent un intérêt couru s'élevant à \$71,451,000 (\$62,603,000 en 1979) et paraissent comme venant à échéance au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 1981.

# 8. Capital d'apport

Le capital d'appoir de la Secrété représente le mentant reçu du Canada en vertu de l'Article 12 de la Loi sur le crédite de ser montant est de \$150 millions (\$150 millions (\$150 millions en 1979). Au éours de l'exercice, le Canada a versé à la Société \$118 millions (\$150 millions en 1979) au ture du capital d'appour.

# 6. À payer au Canada

Mobilier et matériel Automobiles Améliorations locatives

En vertu d'un accord entre la Société et le ministère de l'Agriculture, les frais d'administration relatifs au Plan de transfers des ferres, un élément du Programme de développement des petites fermes d'Agriculture Canada qui s'est terminé le 31 mars 1979, sont remboursés par le ministère et tout excédent des revenus sur les dépenses est remboursé au Canada.

Le montant à payer au Canada s'élève à \$130,830 (\$64,046 en 1979). Il a trait aux opérations effectuées au cours de l'exercice en vertu du programme susmentionné et se répartit comme suit:

	068,0618	990'79 \$	
Excédent des revenus sur les dépenses	914,911	888,88	
Intérêt gagnê et autres revenus Moins: Intérêt sur les emprunts auprès du Canada	<b>6</b> ₱₱ <b>'</b> 949 (2016年 <b>598′984</b> 第28日 (3018年)	\$\$2,877 [1] [1] [1] [1] [1] [1] [1] [1] [1] [1]	
,	₹ <b>₹</b> ₹₹₹₹₹₹	(261,91)	
Fonds reçus d'Agriculture Canada, Crédit 15 Moins: Dépenses administratives	985,2 <u>2</u>	<del>269°968</del> 000°548\$	
	00%1	6761	

Les créances sont exigibles pour des périodes pourant atteindre trente années et portent les taux d'intérêt qui étaient en Tieueur se moment de l'approbation du prêt

604,440,400 52,11 600,21 600,21	8 <del>1</del> 5,251,88 872,21 087,61 600,291,88	2I — 5 2I — 5/I 9	ans OE ans EI ans OE	Prêts aux cultivateurs Prêts aux syndicate agricoles Contrats de vente
ts de dollars) 1979		xusT 1913ini'b % launas	oboirdy insbôoxe'n ssq	w. Binandatona, nubus 43 kadatalah se

Le montant global des créances à long terme, réparti selon le taux d'intérêt annuel et l'exercice d'échéance, se résume comme suin

189'859'7\$	751,88\$	046,88\$	685'64\$	1.E7'S18	\$306,222	900,201,54		
522,75	6 <u>/</u>	LZ+	285	<del>272</del>	226	091,06	8-Z zi — zi	
540,043	564	IIt	886	69€	4.49	£62'22	8/4 [[ - 1]	
₹8,686	867'9	078'5	066,8	1067	588,12	905,724	8/4 01 - 0I	
6 <del>1</del> 5'598	587,71	649'91	62½,₹1	106,41	4.60,00	018'686	8/2.6 6	
878,876	778,91	18,080	786'91	486'51	584.05	680,077	8/7.8 8	
509,055	₹58,4I	. 980' <del>b</del> I	118,51	12,530	- 029,72	\$45°ET\$	8/4 / /	
506,702	11,932	466,11	£56,01 ·	10'441	P71.02	988'742	8/29 - 9	
\$ 164,322	900'41\$	\$17,020	PE8,01\$	995'91\$	\$ 54,589	766,82 \$	8/15 - 5	
2010	5861	<del>1</del> 861	£861	2861	1861	LatoT	% Ionate	
986I	Échéance par exercice financier (en milliers de dollars)							

Un intérêt couru de \$134,246,000 (\$117,700,000 en 1979) et des arrérages de \$25,126,000 (\$22,641,000 en 1979) sont inclus au 31 mars 1980 et ademinant le 31 mars inclus au 31 mars 1980 et ademifiés comme venant à échéance au cours de l'exercice se terminant le 31 mars

Au cours de l'exercice, la S.C.A. à reçu des emprunieurs \$94,193,000 (\$60,274,000 en 1979) en paiements anticipés du capital. Elle à appliqué de montant en réduction du capital.

# sbnot-snaid +

Cette rubrique représente les propriétés détennes par la Société pour fir de revente. Le montant inaiqué ést le moins élevé entre le prix coûtant et la valeur réalisable netre. Ces propriétés sont acquises dans le cadre de la fadministration des prêts non réglés auprès d'agriculteurs et de syndicats agricoles. La Société doit se départir de et es ryndicats agricoles. La Société doit se départir de ces propriétés dans les citud années qui soirent leur administration ou au coure de tonte période additionnelle acquisité par le Couverneur en conseil.

Notes afférentes aux états financiers du 31 mars 1980

### 1. Objectifs de la Société

Les immobilisations sont comprabilisées au coût. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de renouvellement. Les autres immobilisations sont amorties selon la méthode du solde degressif aux taux amorties selon la méthode du solde degressif aux taux pour le mobilier et l'équipement et de 30% pour le mobilier et l'équipement et de 30% pour le mobilies.

## กนอกอง อา งกร รวุดสหฤ

mmobilisations et amortissilidommi

Les impôts sur le revenu sont comprabilisés selon la mêthode du report d'impôt, les impôts reportés résultent de l'écar temporaire enge la comptabilisation des dépenses concernant la provision pour créances douteuses et l'amortissement imputé à l'exploitation et les montants réclamés pour fins fiscales compte tenu des réserves inner réclamés pour fins fiscales compte tenu des réserves hipportaines déductibles en vertu de l'Article 33 de la Loi de l'impôt sur le revenu et de l'allocation du cout le capital.

# La Société du crédit agricole a été constituée, en vertu de la Loi sur le crédit agricole, le 5 octobre 1959 afin de succéder à la Commission du prêt agricole canadiens 5 objectif premier est d'aider les agriculteurs canadiens à établir et à aménager des exploitations agricoles rentables en leur fournissant du crédit à long terme sous le régime de la Loi sur le crédit agricole.

La Société administre également un programme de crédit aux syndicars autorisé sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicars agricoles. Cette loi a remplacé la Loi sur le crédit aux syndicars de machines aratoires qui avait été votée le 17 décembre 1964. L'objectif de la L.C.S.A. est de prêter aux agriculteurs qui se regroupent en syndicars, afin de partager le coût de l'achat et de l'utilisation de machines aratoires, de bâtiments de ferme et d'équipement fixe.

## 2. Conventions comptables importantes

## Provision pour créances douteuses

La provision pour créances douteuses a trait aux prêts consentis aux agriculteurs et syndicats agricoles ainsi qu'aux contrats de ventes. Cette provision représente les pertes estimatives que la Société s'attend d'encourir une estimation des pertes futures non encore identifiées que la Société s'attend à subir selon les résultats antérieurs, ainsi qu'une estimation des pertes futures non cocore identifiées rieurs, ainsi qu'une estimation des pertes éventuelles connues.

Les pertes réelles sur les prêts, les recouvrements sur les prêts et les changements de la provision sont incorporés à l'état des résultats d'exploitation à titre de provision pour créances douteuses.

## Complabilisation des revenus

Les intérêts sur les prêts aux agriculteurs et syndicats agricoles ainsi que sur les contrats de vente, sont inscrits à titre de revenus sur la base de comptabilité d'exercice.

Les honoraires d'évaluation perçus lors d'une demande d'emprunt sont inscrits aux revenus à la date de leur reception. Les honoraires d'évaluation qui sont déduits directement des fonds prêtés sont inscrits à titre de revenus au moment du déboursé final.

Les frais de mainlevée partielle sont inscrits à titre de revenus au fur et à mesure.

Les frais d'administration imputés aux prêts des syndicats agricoles apparaissent à titre de revenus au moment du déboursé final.

s Bnanciers,	aras	səp	erasigeani	partie	inoì	saugoļ	-10	SMOÜ	sar
--------------	------	-----	------------	--------	------	--------	-----	------	-----

065,069,2 \$	\$ \Z1'Z00'Z \\$	Encaisse à la fin de l'exercice
2,013,595	065'069'7	Encaisse au début de l'exercice
\$66'949	(684,483)	Augmensition (diminution) de l'encaisse
166,760,168	894,882,894	
474,181,2 622,400,2	(686,326)	Remboursement des earprants auprès du Canada Différence neue des autres étéments d'actif et de passif
₹£ <del>1,</del> 680,£7£	849'469'45 <del>7</del>	
120,924,815	876,547,521	Jest Jouqa Dagres
052,410,494	959'144'419	Emprunteurs: Débousée bruis sur prêts Moins: Montants teftrancés et hanoraires payés à même
£26,124,11	219,878,01	Fonds absorbes par Perphasision
151'668'7	005,221,8	spipid spinoj
(242,820,1) 298,848,1 094,484,8	(4,216,006) 271,491,2 7,698,433	Augmentanion de l'intérêt échu sur prêts Différence neue de l'intérêt couru Intérêt refinancé et honoraires payés à même les
(864,782,2)	(78 <del>1,</del> ,282,£)	Exploitation: Bénéfice ner Éléments n'affectant pas l'encaisse:
		Utilisation des fonds
98£,≯7£,2 <u>9</u> £	<b>₹</b> 0₹'0∠\$'∠9 <del>7</del>	
120,795,744	160,324,438	
185,042,911 182,042,911	714,122,921 120,801,1	Reçu des empranteurs: Remboursenrent et patements anticipés du capital Augmentation du montant détenu pour versements futurs
271,578,642	798,242,705	
24,872,132	798,844,262 000,008,11	Capital d'apport
000,007,458\$ 826,124,801	000,000,814 <b>8</b>	Provenance des fonds Reçui dif, Canada. Emprums brus Moins: Capital refinance
(1/7	004	
6461	0861	

Liat de Vevolution de la situation financière pour l'exercice terminé le 31 mars 1980

(9 enon) estercice (note 9)	Bénéfices non répartis à la
esistexell eb tudeb us (tisti	Bénéfices non répanis (dél Bénéfice net de l'exercice

État des bénéfices non répartis pour l'exercice terminé le 31 mars 1980

***************************************	* International Conference on the Conference of	
864,782,87	1487,082,6 \$	Bénéfice net (note 9)
\$16.5 <u>48</u> [E. ]	PARTER PARTE	Poste Extraordinaire: Réduction des impôts sur le revenu suite au report de pertes fiscales
\$2\$*21 <b>5</b> *1 .	<u> 18</u> 9,9≷Σ,ξ	Benefice avant poste extraordinaire
	90 School 2017 (\$15.45.1	
1,205,263	S+0.477.2	
928.350	2,774,045	Exigiples  Reportés
€16 ±48		Provision pour impôts sur le revenu
88/519/2	768060.0	Bénéhice avant impôts et poste extraordinaire
\$\$n'600'61	\$£875177	
764,49£	98557	(9 atou)
Nest Constant	700 30	en vertu du Crédit 15 de l'Agriculture
		Moins: Dépenses relatives à l'exploitation du programme de développement des petites fermes recouvrées
475'80V61	024,871,12	emergent the anticated and anticated control of
101'947	<del>701,100</del>	Divers
768'011	296'711	Amortissement
- 545,921	242,714 135,324	Impressions, papeterie et fournitures de bureau Affranchissement et messageries
615'682 气温光温温温	08£,20£	Location et entretien de l'équipement de bureau
268,172,1 1,592,898	£96'0££	Telephone (* 1985) Tocanon de bureaux
984'809'T	## Z\$0'9\$Z'I	Voyages age of the age of the seasons of the season
91 <b>5</b> '09 <del>1</del> '1	2,018.134	Provision pour créances douteuses
808,267,51	608,837, <b>41</b>	Dépenses et prestations aux employés
238,628,15	998,881,72	Benetist स्थाप क्षाप्रातास्थात स्थाप सामग्री स्थाप br>स्थाप स्थाप स्

(1857769)\$

784,822,8 784,822,8

1980

741,849,1

1,129,035

\$\$1'901'yZ

186,270,815

\$242,181,565.

629'670'T 444 | March

240'104'602\$ Hall 1885

646T 086T

S15'27'61 114"

État des résultats d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 mars 1980

Honoraires gagnés Autres revenus d'intérêt et frais d'administration

Moins: Intérêt sur emprunts auprès du Canada

intérêt gagné sur préts aux cultivateurs

Société du crédit agricole

Marge d'intérêt

Société du crédit agricole

MON

18 Man au 31 mars 1980

Conuats de vente (note 3) Prètes aux syndicats agricoles, garantis par billets (note 3) Prêts aux cultivateurs, garantis par hypothèques (note 3)

(Constituée en vertu de la Loi sur le crédit agricole)

Moins: Provision pour créances douteuses

(\$ 510u) suonasilidomini (A aton) shnot-snatid

(3 exert au Canada (nove 6) Compres créditeurs et passif coura Tieze4

Emprimis auprès du Canada (note 7) Provision pour prestations de cessation d'emploi Recouvreraents d'assurance leu et autres dépois

(9 ston) sirreqăr non espărâs Capital d'apport (note 8)

Avoir du Canada

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom de la Société:

Le Président,

Le Vice-Président,

086,817,638,2\$

107,500,000

820,818,027,2

787'67

000'855'1

17950'1

1,108,144

468,484

004,828

852,007,238,2

822,867,738,2

11,234,286

\$15,028,191,5\$ 124,151,344 **ትት**ξ'IS8'ት

000,006,911

171,270,730,8

3,060,770,235

\$ 1,411,834

\$15'978'161'8\$

018,845,881,6

3,192,005,810

588,740,201,8

822,508,5

000,747,1

**ታ**፟ታሬ'118 130,830

098,664

サムム'0ササ

3,160,000

13,780,277

12,577,650

446,79 7,002,127

0861

L'honorable Eugene Francis W'helan, C.P., député Ministre de l'Agriculture Ottawa (Ontario)

J'ai vérifié le bilan de la Société du crédit agricole au 31 mars 1980 ainsi que l'état des bénéfices non répartis. L'état des résultats d'exploitation et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification à été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que l'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 1980 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

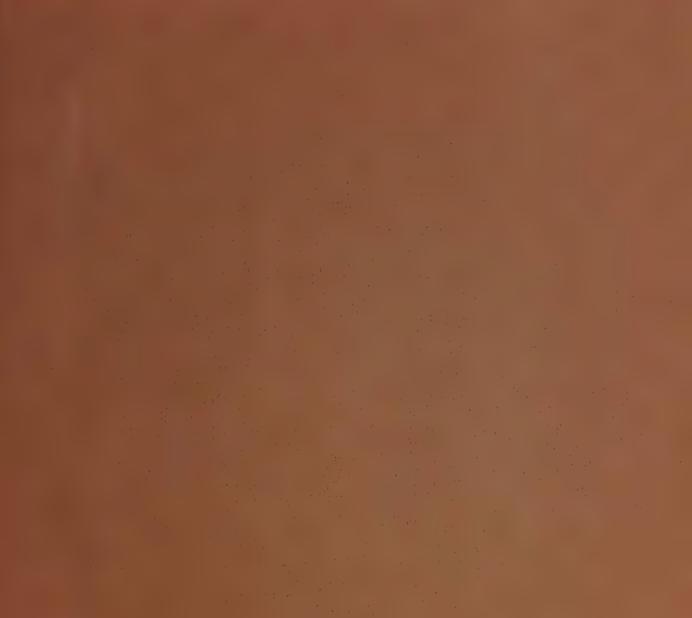
De plus, je déclare que la Société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces demiers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le conformes à ces demiers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le conforme pouvoirs statutaires.

Le Vérificateur général du Canada,

morsvelf

Ottawa (Ontario)

1080 A juin 1980



month ugineste Jann Chedit Corporation.







